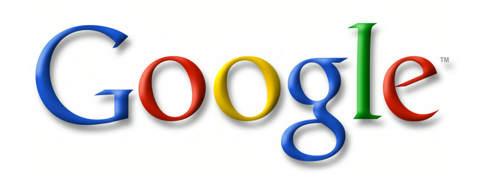
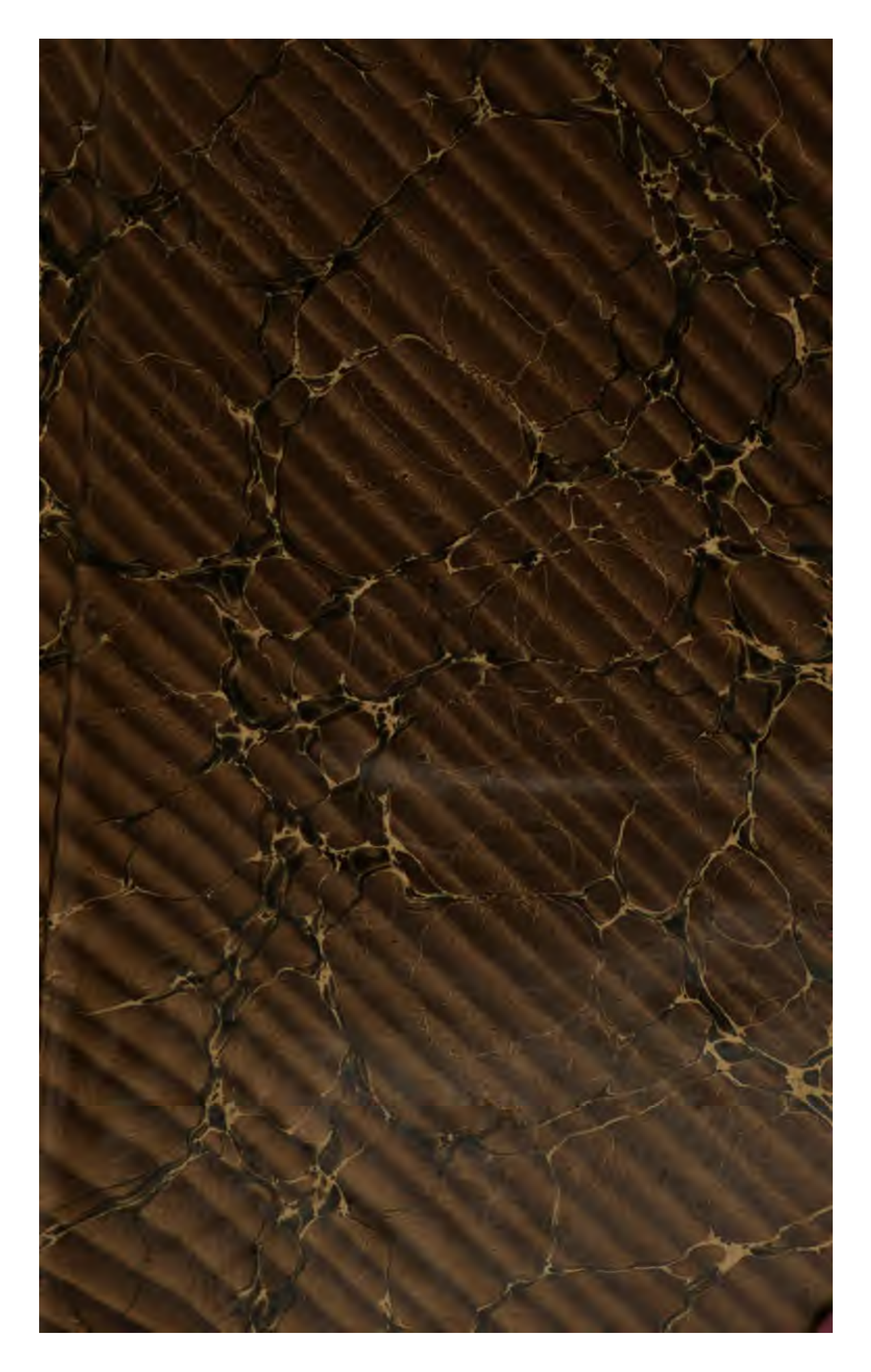
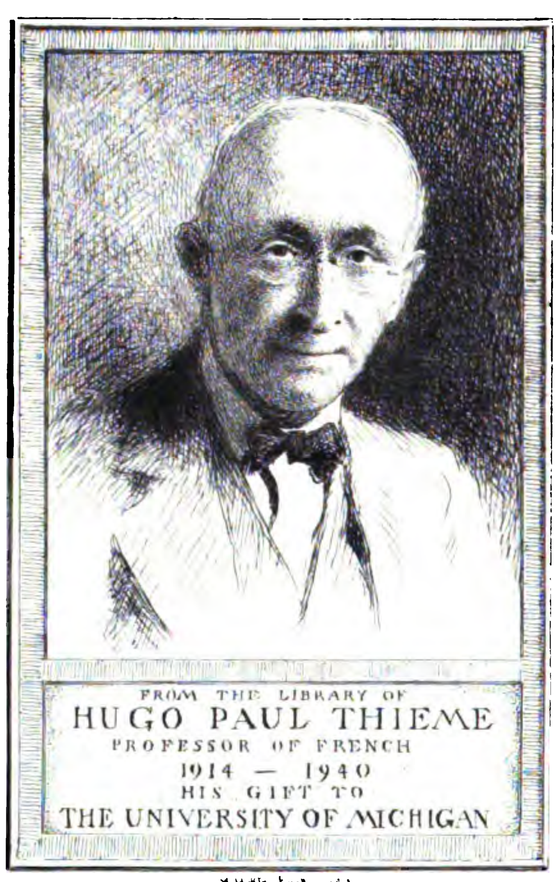



LES LIVRES SONT NOS MEILLEURS AMIS
H.P. THIEME



15


FROM THE LIBRARY OF
HUGO PAUL THIEME
PROFESSOR OF FRENCH
1914 — 1940
HIS GIFT TO
THE UNIVERSITY OF MICHIGAN

ITALIE

ET

RENAISSANCE

OUVRAGES

DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

LES EMPEREURS ROMAINS; *caractères et portraits*, 1 vol. in-8 et 1 vol. in-12.
ENTRETIENS SUR L'HISTOIRE : tome I[er], *Antiquité*. . . . . 1 vol. in-12.
— — tome II, *Moyen âge*. . . . 1 vol. in-12.

A LA LIBRAIRIE HACHETTE ET C[IE].

Abrégé de l'histoire de l'Italie moderne jusqu'en 1864. . . 1 vol. in-12.
Épisodes dramatiques de l'histoire d'Italie. . . . . 1 vol. in-12.
Année historique : 1[er] vol., 1859 ; 2[e] vol., 1860 ; 3[e] vol., 1861
4[e] vol., 1862. . . . . 4 vol. in-12.

Paris. — Imprim. de Ad. Lainé et J. Havard, r. des Saints-Pères, 19.

ENTRETIENS SUR L'HISTOIRE

DU XVIe SIÈCLE.

ITALIE

ET

RENAISSANCE

PAR J. ZELLER

Professeur d'histoire à l'École normale supérieure et à l'École polytechnique.



PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

DIDIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS.

1869

PRÉFACE.

Le volume que j'offre au public est le premier d'une histoire du XVIe siècle, où l'on traite particulièrement du caractère et des effets de la Renaissance et de la Réforme, dans la politique, dans les lettres et dans les arts, en Italie, en Allemagne et en France, à cette époque.

J'ai conservé à cet ouvrage le titre d'*Entretiens sur l'histoire*. Il fait suite à une publication commencée sous ce nom, et qui a été accueillie avec quelque faveur; j'ai eu l'honneur, aussi, de traiter souvent de ce sujet, soit dans de hautes écoles dont l'enseignement m'est cher, soit devant une com-

pagnie illustre et bienveillante, sérieuse et mondaine, dont l'approbation m'a souvent encouragé; et je serais bien ingrat, si je ne savais reconnaître par là ce que ces études doivent aux auditoires d'ailleurs si divers devant lesquels je les ai faites.

On verra sans doute, en me lisant, que ces leçons ou ces discours, qui contiennent des tableaux très-variés et les portraits de personnages fort différents, n'ont pas été des déclamations ou conversations oratoires, pour la récréation d'un moment; mais qu'ils se sont appuyés sur l'étude la plus consciencieuse et la plus précise des hommes, des faits et du temps dont ils traitent. C'est à cause de cela peut-être qu'ils méritent d'être conservés.

La tâche de l'historien, qui enseigne ou qui écrit, devient tous les jours plus difficile, grâce aux légitimes exigences de la critique moderne, qui ne veut plus rien admettre, avec raison, que de parfaitement authentique, et au zèle infatigable des érudits qui augmentent tous

les jours par de nouvelles publications le trésor des monuments, documents, lettres, correspondances, pièces justificatives ou curieuses, etc., qui nous font pénétrer quelquefois jusque dans les retraites les plus secrètes ou dans les plus intimes confidences du passé.

L'époque dont traite ce volume était riche en ce genre de documents récemment découverts. Le beau recueil de M. Vieusseux, l'*Archivio storico italiano;* les *Relazioni degli ambasciadori veneti,* de Eugenio Alberi; les publications nombreuses de M. Canestrini, entre autres, les *Opere inedite* de Machiavel; les *Opere inedite* de Guichardin, publiées par MM. Piero et Luigi Guicciardini; les *Négociations diplomatiques de la Toscane avec la France* de M. Abel Desjardins; l'histoire encore inédite de Marino Sanuto, beaucoup d'autres ouvrages cités en leur lieu; enfin ce que les registres secrets de Venise, les archives des réformateurs à Florence, les archives de San Fedele à Milan, celles de Naples, et les trop rares communications du Vatican,

ont pu porter à ma connaissance, j'en ai fait usage. Ces nouveaux documents pouvaient renouveler, éclairer d'un jour plus vif et plus vrai, un tableau de cette curieuse et dramatique époque. Il était temps qu'on fît leur place dans cette histoire à ces résultats récents des recherches érudites. Je l'ai essayé en y ajoutant les résultats de mes propres recherches.

On me saura gré, je crois, de n'avoir renvoyé, dans mes notes, qu'à des documents nouveaux, et de n'avoir pas grossi inutilement mon volume des citations d'ouvrages anciens, qu'on peut trouver ailleurs. Mais je n'ai pas oublié de relire tout ce qui avait été écrit sur mon sujet, particulièrement les contemporains, historiens, écrivains ou poëtes; j'ai même revu et contemplé à nouveau, quand je l'ai pu, les beaux chefs-d'œuvre de l'art de cette époque. Je suis de ceux qui, en tenant le plus grand compte des documents authentiques, des pièces et des actes officiels, des correspondances même intimes, ne croient pas devoir négliger les écri-

vains ou même les artistes contemporains qui, avec leurs erreurs ou leurs passions, ont agi, ont écrit, ont créé, ont tenu le gouvernail, la plume, la palette ou le ciseau, dans l'époque qu'il s'agit de peindre. Si les matériaux bruts, mais solides, sont dans les pièces officielles; ailleurs sont le souffle et la vie qui les animent. Il faut contrôler sévèrement Tacite ou Machiavel; mais il faut toujours les relire et s'en inspirer, quand on veut écrire sur leur temps.

Pour ce qui concerne ce livre, après avoir relu les correspondances des ambassadeurs florentins et vénitiens, presque jour par jour, et bien d'autres documents, je me suis assuré que, sauf les détails qui sont infinis, il y en avait autant sur le caractère vrai de cette époque dans les cinquante pages du livre célèbre du *Prince*. Seulement je l'ai mieux senti, mieux vu, mieux compris. L'*épigraphie*, pour l'histoire romaine, nous apporte d'inappréciables trésors qui font le plus grand honneur aux éru-

dits qui les découvrent; mais ceux-ci ne l'ignorent pas : il y en a plus quelquefois dans une phrase de Tacite, pour donner leur juste valeur à une centaine d'inscriptions, que dans une centaine d'inscriptions, pour faire sentir une phrase de Tacite; et quelques lignes d'un publiciste, quelques vers d'un poëte, un monument du temps, un tableau du Vatican, une sculpture des *Loggie* à Florence, bien vus, nous en apprennent autant, sur le caractère du seizième siècle, que des feuilles entières des recueils des traités ou des ambassadeurs, et les plus riches collections de monnaies. Soyons savants; mais ne négligeons pas les maîtres dans les lettres et dans les arts; ils résument tout, parce qu'ils voient et sentent tout. Là, à travers la poussière des actes et des manuscrits, vous avez l'homme; là, sous les chairs et dans la moelle des os, vous rencontrez la vie [1]. Et

[1] Voir à la fin du livre ce que nous disons de l'histoire au seizième siècle, et particulièrement de Machiavel et de Guichardin, comme historiens, chapitre sur Léon X, p. 514 et suiv.

que serait l'histoire du passé, après tout, si l'on n'y retrouvait ni la vie ni l'homme?

J'ai tâché, pour ma part, de me rappeler que l'histoire est à la fois une science et un art, une œuvre de patience et d'inspiration. Chez elle et dans l'ombre de son cabinet, cette muse doit avoir ses besicles; et, courbée, interprétante et réfléchie, elle gagne à se dérober presque enfouie sous les monceaux d'in-folio, de chartes, d'inscriptions, de médailles qui l'encombrent; mais je voudrais, s'il est possible, qu'au grand jour, svelte, légère, et les reins élégamment ceints, elle portât toujours haut et avec grâce sa tête rayonnante de la mémoire qui a tout retenu et de l'imagination qui sait tout animer. Avec cela, si, sans le chercher, elle continuait à être, comme le voulaient les anciens, la maîtresse de la vie, *magistra vitæ*, elle aurait satisfait, je crois, à tous ses devoirs.

ENTRETIENS

SUR L'HISTOIRE

SEIZIÈME SIÈCLE

ITALIE ET RENAISSANCE

L'ITALIE

AU MILIEU DU QUINZIÈME SIÈCLE

On a toujours été frappé des analogies que présente l'Italie aux quinzième et seizième siècles avec l'ancienne Grèce et même avec Rome en décadence. Comme la Grèce, elle est divisée alors en petits États régis par des constitutions fort différentes et rivaux les uns des autres. Une par la géographie et par la langue, elle manque d'unité politique. La monarchie, les petites principautés, d'ancienne ou de fraîche date, les républiques, s'y heurtent sans s'af-

fermir chez elles et sans pouvoir s'entendre entre elles. Comme dans la Rome des Césars, la société y est riche, prospère, éclairée ; les lettres et les arts y fleurissent encore à l'envi ; mais la force s'y énerve et la moralité s'y perd en même temps que la liberté y tombe.

Au quinzième siècle, toutes les constitutions, monarchiques ou républicaines, avaient été déjà essayées, mais sans jamais durer, dans la péninsule. Au midi, un ancien royaume, celui de Naples, après bien des vicissitudes, est encore un objet de rivalités et de guerres entre deux dynasties, l'angevine et l'aragonaise. Au nord, la tyrannie ducale a trop à faire sur le sol autrefois héroïque de la Lombardie et à Milan, pour y prendre racine ; elle va passer des Visconti, famille épiscopale, qui la possédait à peine depuis un siècle, aux Sforza, famille de condottieri qui dataient d'hier. Voisins du Milanais, les ducs de Savoie, maîtres du Piémont encore sauvage, les d'Este, maîtres de Ferrare, la ville militaire, les Gonzagues, dans Mantoue l'imprenable, faisaient remonter plus haut leur autorité moitié féodale, moitié bourgeoise, mais ne l'exerçaient pas avec beaucoup plus de suite. Des deux grandes républiques qui subsistaient encore, la *dominante* Venise, sur l'Adriatique, arrivait à l'oligarchie des *Dix* qui devait la conserver, mais dans l'immobilité : la *superbe* Gênes, sur le golfe de Lyon, à la démocratie qui la condamna à servir successivement tous les maîtres. Au centre, la papauté, définitivement sortie du grand schisme et restaurée à Rome, ne savait pas

si elle était encore un grand pouvoir spirituel ou seulement une petite principauté temporelle. Enfin, dans la Toscane, entre l'*infatuée* Sienne, l'*usurière* Lucques, et la *blanche* Pistoie, qui couraient toutes les aventures d'une liberté mal réglée, Florence, après avoir passé de l'entrepreneur de tyrannie, Gauthier de Brienne, au cardeur de laine, Michel Lando, tombait lentement sous le pouvoir encore indéfini et instable des Médicis.

L'ancienne Grèce n'avait été ni si diverse ni si mobile, malgré les cent cinquante constitutions qu'Aristote y surprend. L'ancienne Rome, aussi, avait compté plus d'une révolution avant celle qui substitua l'empire à la république; mais c'est par milliers qu'un historien récent de l'Italie dénombre les révolutions qui forment la suite tourmentée de son histoire, et par conséquent les constitutions éphémères qui les ont suivies. Malheureusement cette Italie du quinzième siècle ne ressemble pas à la Grèce de la guerre médique, ou même de la guerre du Péloponèse, et moins encore à la Rome des Scipions et des Gracques; c'est à la Grèce dégénérée du temps de Philippe, à la Rome impériale qu'il faut la comparer. Malgré la diversité des constitutions, la démocratie y fait presque partout place à l'aristocratie, et la liberté, au pouvoir mal constitué d'ailleurs d'un seul. L'Italie tombe dans les mains des princes ou des tyrans : saura-t-elle trouver un Démosthène, un Philopémen ou des Antonins pour honorer ses derniers moments, comme un Phidias et un Apelle pour les embellir?

Au moyen âge, l'empire et la papauté, prenant l'Italie pour théâtre de leurs grandes luttes, avaient tenté de lui donner l'unité, tantôt au nom de l'ordre, tantôt au nom de la liberté ; mais ces deux pouvoirs rivaux avaient entraîné après eux les États, les peuples, les villes, sous les noms de *gibelins* et *guelfes*, dans leurs dramatiques péripéties; et, au lieu de donner à l'Italie la domination du monde qu'ils lui avaient promise avec l'unité, ils l'avaient laissée aux prises avec elle-même dans des guerres sans idées et sans grandeur.

Désabusée de toutes choses pour avoir abusé de tout, à quel principe l'Italie se serait-elle rattachée? Elle avait eu tous les amours ; maintenant elle était en proie à tous les désenchantements ; elle avait eu toutes les passions, elle éprouvait tous les dégoûts. La papauté, l'empire, ses anciens dieux, idoles ! la liberté, mirage trompeur ! la gloire militaire, duperie ! Les papes, les empereurs, elle les raille; la liberté, elle en fait litière; la gloire, elle la laisse aux condottieri ou aux usurpateurs qu'elle paye pour la défendre, au risque de se faire voler son argent et même sa liberté. Plus de guelfes et de gibelins, si ce n'est de nom; plus de partisans de la monarchie ou de la république !

L'idée de la nationalité italienne, de la patrie commune, le patriotisme est-il plus vivant dans l'Italie, au quinzième siècle, que dans la Grèce des derniers temps? Cinq grands États : Milan, Venise, Florence, Rome, Naples, se jalousent, se surveillent les uns les autres, et ne ménagent les petits que

par impuissance ou rivalité. Dans quelques instants rares, comme en 1454, au lendemain de la prise de Constantinople; en 1471, après une guerre civile; plus tard encore, les Italiens songeront à se confédérer; mais ils ne tarderont pas à rejeter cette pensée comme une gêne, et les confédérations, dont l'historien Guicciardini fera tant de bruit, ne seront que des piéges diplomatiques, d'artificielles ébauches ou un subtil jeu de bascule. La politique n'a rien de national, de grand, de général; elle est livrée tout entière à l'intérêt particulier, à l'égoïsme local ou personnel. Le succès du moment est le but de chacun; l'équilibre des forces, celui de tous; le salut commun ne préoccupe personne. Le fils d'un marchand, devenu banquier de la république de Florence, et le fils d'un laboureur, devenu prince de Milan, feront les destinées de l'Italie, pourvu qu'ils aient de l'argent et des mercenaires. Les papes, restaurés à Rome, chercheront eux-mêmes leur force dans les trésors qu'ils rassemblent au château Saint-Ange et non dans les foudres du Vatican; car le soldat ne combat plus sans être assuré d'abord de sa paye : « *Avete denari o modo di averne! Perche tali faciende senza soldi non si possono fare.* Il faut avoir de l'argent ou savoir s'en procurer pour payer des soldats. Sans argent et sans soldats on ne saurait plus rien faire. » L'Italie du quinzième siècle est pleine de mercenaires, de stipendiés, de soldats, de *condottieri.* La solde, *la condotta*, voilà le nerf de la politique. C'est une dernière ressemblance avec la Grèce en décadence. Le temps

des Iphicrate, des Chabrias, des Xanthippe, chefs de bandes grecques qui parcouraient la Hellade et même le monde ancien, en offrant leurs services et le sang de leurs soldats aux mieux payants, revient pour l'Italie.

Les rois ou les princes, par défiance de ceux qu'ils ont asservis, les républiques, par crainte des factions, n'arment plus depuis longtemps leurs sujets ou leurs citoyens. Les citadins enrichis, engraissés, sans autre passion que celle du bien-être, ont consenti à donner une part de leurs biens, de leur or, pour garder leurs loisirs et leur sang. De petits seigneurs châtelains, de simples capitaines, un condottiere de génie, quelquefois un chef de brigands, parfois un prince, font métier de recruter, d'armer, de discipliner, d'exercer des troupes qu'ils ramassent parmi les braves, les désœuvrés, les vauriens. De là les Sforza, les Braccio, les Piccinini, les Vitelli, les Varrani, les Malatesti, etc. A la tête de leurs bandes, ils s'offrent au pape, aux princes, aux républicains; ils errent de champs de bataille en champs de bataille, passant de l'un à l'autre, toujours au plus offrant. Ils font la destinée des États, et surtout la leur, engendrent la guerre quand elle n'est pas et la terminent au meilleur marché possible, mercenaires sans Dieu, sans patrie, sans foi! Avec plus de cavalerie que d'infanterie, pour pouvoir se transporter partout où besoin est, surprendre plus vite et plus tôt fuir, soldats avant la bataille, fuyards au jour du combat, inutiles et lâches pendant la guerre, braves et à charge pendant la paix, indisciplinés et avides,

vainqueurs, ils oppriment, vaincus, ils ruinent qui les paye. Quelques-uns conquièrent des républiques plus ou moins grandes, comme Sforza ou Varrani; d'autres perdent leur tête au jeu, comme Carmagnola ou Vitelli. C'est un État nomade dans l'État, une république d'aventuriers et de pillards sans cesse aux champs, sans estacade ni fossé; arrivent-ils en présence, ils s'épargnent les uns les autres, se contentent de savantes évolutions par masses ou par escadrons, et réduisent la guerre à des poussées où les combattants disparaissent dans la poussière sans verser même le premier sang.

L'Italie en était là, quand la muse antique, lui apparaissant tout à coup au milieu de ses misères, comme une fée des anciens jours, vint l'appeler à une vie nouvelle. La vie nouvelle, la *vita nuova,* a toujours été l'idéal et le tourment de l'Italie; mourir pour renaître, telle a été souvent sa destinée, jeu terrible où elle trouve plus de chutes encore que de grandeurs !

A vrai dire, le souvenir de la littérature latine et même de la grecque, l'art ancien surtout, n'avaient jamais été aussi complétement perdus en Italie que dans le reste de l'Europe du moyen âge. La langue italienne était le plus proche rejeton de la latine. Elle n'était pas une autre plante. Unie à la Grèce par des liens de voisinage, de race et de mœurs, l'Italie n'avait pas non plus cessé tout commerce avec elle. Sur ce sol jonché des débris de l'art païen, dans cette atmosphère imprégnée des souvenirs de

l'antiquité, le christianisme n'avait pu faire triompher sans mélange la théologie scolastique et l'architecture gothique. L'Italie ressuscitait le droit romain, quand naissait la *Somme théologique* de saint Thomas. Les libertés romaines percèrent de bonne heure sous la croûte féodale; et la fleur de l'antique poésie brillait parfois encore au fond des couvents. Dans l'architecture, les styles byzantin, lombard, toscan, avaient toujours protesté contre l'invasion du gothique. La tradition latine, conservée et toujours résistante, avait suscité déjà, en Italie, trois siècles avant la renaissance, dans les basiliques à base solide, à murs pleins, aux étages superposés de colonnes de tout ordre ou d'arcades romaines, et surmontées du dôme qui se dégage des végétations gothiques, ce beau style où se fondaient harmonieusement le Nord et le Midi, et les inspirations chrétienne et païenne. Le dôme et le baptistère de Pise, *Santa-Maria reparata* d'Arnolfo et le campanile du Giotto à Florence, ne sont-ils pas les preuves originales de cette persistance ou de cette précocité de l'esprit latin et classique?

C'est aussi la muse antique, entrevue déjà dans l'Italie du quatorzième siècle, qui donne aux sombres ou splendides visions du moyen âge, à ses chroniques, à sa galanterie chevaleresque, la première touche de l'art. Dante fait remonter la monarchie universelle à Alexandre, à Auguste, à Trajan; Virgile conduit le poëte hiérophante dans les différents cercles de l'enfer et du paradis. L'historien commerçant *Villani* n'achète pas seulement les auteurs

anciens; il les imite à une époque où il n'y a que des chroniques. Pétrarque a pour sa patrie et pour Laure la passion littéraire qu'il éprouve pour Athènes ou pour Aspasie. Il préférera presque la Rome ancienne à la moderne, la langue latine à l'italienne. Enfin, le rire de Lucien ou la grâce d'Apulée éclairent la scène où Boccace jette, avec un sourire sceptique, ses reines et ses rois à physionomie tantôt tragique, tantôt bourgeoise, ses prélats merveilleux et ses nonnes incomparables, les amulettes et les gaillardises, les reliques et les railleries qui annoncent bien l'avénement d'un temps nouveau.

Mais quelle rénovation complète dans les lettres et dans les arts lorsque, après les enseignements restreints encore de l'ingrat disciple de Pétrarque, Jean de Ravenne, ou d'Emmanuel Chrysoloras, les Grecs, fuyant devant les Turcs vainqueurs, apportent à pleines mains les chefs-d'œuvre anciens, comme autant de dieux lares, et les offrent à l'admiration de l'Italie! On s'empresse, on se précipite, on se jette à genoux. La poésie, l'histoire, la philosophie anciennes échappent à la poussière des couvents, aux surcharges des palimpsestes; les dieux et les déesses même, dans leurs formes majestueuses ou aimables, sortent des décombres et des ruines. La sombre église du moyen âge et la scolastique ardue sont oubliées; la pensée mystique, l'art hiératique tombent, l'idéal chrétien s'envole; la raison pure, la beauté sans voile, le paganisme, paraissent illuminer le monde d'un jour nouveau.

L'Italie avait une langue, et déjà parfaite; elle la

désapprend pour une langue morte, mais plus parfaite encore. Elle avait une architecture composite ; elle l'oublie pour revenir tout à fait à la grecque et à la romaine. La sculpture était encore une dépendance de l'architecture, une simple ornementation des édifices. Le Christ, les saints et les saintes avaient leurs physionomies consacrées, leurs lourds revêtements ; la vue de ces superbes antiques, mis en pleine lumière, de tous ces beaux corps formés par la gymnastique et la palestre, émancipent la sculpture et animent le pinceau.

On commence une nouvelle vie ; c'est un renouveau de l'esprit humain, c'est la Renaissance.

Imaginez maintenant, dans cette époque de mollesse et de servitude, au milieu de ces esprits aiguisés et de ces caractères faibles, de ces regrets et de ces espérances, l'apparition subite, éclatante de cette antiquité philosophique, historique, poétique ! Cent bouches érudites, enthousiastes, pas toujours suffisamment intelligentes de ce qu'elles admirent, la prônent et la vantent à l'envi. La foi religieuse faiblissait, et le vieux Gemistus Pletho donne Platon à commenter au jeune Marsile Ficin ; mais l'épicurisme aussi coule comme un torrent dans le poëme de Lucrèce, ou se répand comme en frais et pénétrants ruisseaux par les poésies d'Horace ou de Tibulle. La liberté n'était plus ; et ici, le plus infatigable et le plus atrabilaire des érudits, Filelfo, qui découvrit plus de cent cinquante manuscrits et qui arma un spadassin contre Médicis, commente à pleine voix les Philippiques de Démos-

thène; et là, le Pogge analyse les accommodements et les transactions de l'harmonieuse période cicéronienne, colporte dans toutes les cours ses banales flatteries et ses facéties licencieuses. La mobile et brillante Florence entend raconter tout à coup l'histoire de la mobile et brillante Athènes; Milan, celle de Syracuse; Rome chrétienne, celle de Rome païenne, avec toutes les péripéties qui les conduisent de la liberté à la servitude : depuis l'attentat des Athéniens Harmodius et Aristogiton jusqu'à l'heureuse dictature de l'Olympien Périclès; depuis la défiance de Denys le Tyran jusqu'à la généreuse tentative du philosophe Timoléon; depuis le premier Brutus, dont le poignard fonde la république romaine, jusqu'au second, dont le poignard fonde l'empire des Césars! N'est-ce point assez? On découvre, après d'intelligentes fouilles, on expose aux regards les statues, les bustes de ces grands hommes, dont on a entendu l'histoire, les leçons et presque la voix; l'Italie peut contempler ces anciens dieux, tantôt terribles et tantôt charmants, dont elle lit les poétiques fables. Et voici que, pour orner de nouveaux édifices dont la simplicité et la pureté des lignes rappellent l'antiquité, les sculpteurs et les peintres s'efforcent d'imiter ces types de l'humaine beauté ou d'assouplir aux grâces des contours ou au fini des formes les divines et traditionnelles images de la religion chrétienne!

Exposée aux séductions de ce brillant mirage, l'Italie du quinzième et du seizième siècle aura-t-elle le tempérament assez vigoureux et l'esprit assez sûr

pour se retremper et se rajeunir aux sources de l'antiquité grecque et latine? Le paganisme n'achèvera-t-il pas de détruire la foi sans la remplacer par le patriotisme? Est-ce aux disciples de Zénon ou à ceux d'Épicure que les Italiens du seizième siècle demanderont des leçons de conduite? Est-ce aux grandes époques patriotiques d'Athènes et de Rome, ou à leurs époques de décadence, que l'Italie moderne empruntera ses exemples? Au moyen âge, la religion était le fond de l'homme, comme le patriotisme, dans l'antiquité, était le fond du Grec et du Romain. Si la politique s'affranchit de la religion, ne s'affranchira-t-elle pas aussi de toute morale? Divisée politiquement, corrompue, asservie déjà à de petits tyrans, apprendra-t-elle au moins à conserver le plus précieux des biens, l'indépendance, à l'abri d'une confédération solide et sincère de tous ses États? L'imitation de l'antiquité rendra-t-elle les lettres fécondes ou stériles, et la ressemblance même de l'Italie moderne avec l'antiquité grecque ou latine lui sera-t-elle funeste ou bien avantageuse? Enfin, ce sol inépuisable, couvert déjà de deux antiquités sous son soleil brûlant et dans son atmosphère sereine, cette race si changeante, mais toujours créatrice, qui avait tour à tour dominé le monde par la politique et par la religion, trouveront-ils, au seizième siècle, dans les péripéties qui ne leur manquent jamais, des ruines ou des gloires nouvelles, ou les unes et les autres tragiquement mêlées dans un cadre toujours grand? tel était alors le problème douteux de leur histoire.

I

LA FIN DU XVe SIÈCLE

(1453-1492)

I

LA PAPAUTÉ

La puissance qui, au moyen âge, avait exercé la plus grande influence sur les destinées de l'Italie, était une institution à la fois religieuse et politique : la papauté. Quoique l'antique Grèce ait eu à Delphes ses oracles souvent obéis, et Rome ancienne ses auspices et ses livres sibyllins tant de fois consultés, la présence et l'autorité de la papauté, dans la péninsule, faisaient la plus grande différence entre l'Italie moderne et la société ancienne.

Rétablis enfin sans rivaux au Vatican, après le *grand schisme* qui avait vu des papes à Avignon et à Rome, les pontifes reprendraient-ils sur les souverains et dans les royaumes de l'Europe chrétienne, cet immense pouvoir qui, pendant leurs défaillances, était tombé eu détail entre les mains des rois ? Dans cette Italie même qui les supportait présents avec peine, mais les regrettait plus encore absents,

commanderaient-ils de nouveau en maîtres comme ils avaient fait autrefois, quand ils soulevaient les peuples contre les seigneurs, les républiques contre les princes, ou donnaient à leur gré la couronne napolitaine? Feraient-ils enfin bon accueil à cette muse païenne tout à coup ressuscitée, qui voudrait peut-être disputer la place à la théologie, restée jusqu'ici reine et maîtresse dans les intelligences? Le pontificat du pape Nicolas V, qui vit le dernier antipape faire amende honorable, et les dernières résistances d'un concile rival expirer à ses pieds, posait, au milieu du quinzième siècle, ces points d'interrogation redoutables.

C'était entre les années 1447 et 1455. Le grand jubilé que Nicolas V publia au milieu de son pontificat, en l'année 1450, put faire juger du prestige moral que l'institution avait conservé. Le nombre des pèlerins qui se pressèrent pour gagner les indulgences aux tombeaux des saints Apôtres, fut considérable. Un contemporain les compare à des essaims d'abeilles et à des troupes d'oiseaux. Témoignage plus irrécusable! Sur le pont Saint-Ange, qui mène au Vatican, la foule fut telle qu'un muletier, s'écartant, causa une panique dont soixante-treize personnes, précipitées par-dessus le parapet dans le Tibre, furent victimes. L'empereur d'Allemagne, alors Frédéric III, le successeur dégénéré des grands Césars du moyen âge, désireux d'aller chercher à Rome sa fiancée, Léonore de Portugal, et de se faire couronner avec elle, accepta la condition, que le pape lui imposa, de traverser l'Italie sans es-

corte, comme un simple particulier. Reçu à grand' peine aux portes de Rome par quelques cardinaux, il fut admis parmi les chanoines du Vatican à chanter au lutrin, revêtu de l'aube violette; il baisa le pied du pape et conduisit sa haquenée de sa main impériale; il se soumit à tous les détails d'une étiquette plus ou moins traditionnelle; et le lendemain, il se hâta de s'en retourner en Allemagne, après avoir donné, au milieu de ces cérémonies d'un autre âge, une preuve de sa faiblesse d'aujourd'hui.

C'étaient là, cependant, un empressement et des respects tout extérieurs. Le pouvoir de Nicolas V n'était plus le même dans la chrétienté. S'il obtint de l'empereur d'Allemagne de remplacer la *pragmatique sanction de Mayence* par le *concordat* de Vienne, plus favorable aux prétentions de la cour de Rome, il ne fut pas aussi heureux auprès de la cour de France qui garda alors sa *pragmatique* de Bourges. L'Angleterre, l'Aragon, opposèrent aux légats du pape envoyés chez eux des résistances qui lui montrèrent l'esprit d'obéissance filiale bien affaibli. Le dernier empereur de Constantinople, assiégé dans sa capitale par les Turcs, était alors à toute extrémité, et suppliait la papauté et l'Europe de le sauver. Mais le peuple byzantin désavouait ses plénipotentiaires qui avaient, pour obtenir ces secours, promis la réunion de l'Église grecque à la latine; et Nicolas V, congédiant les vaisseaux qu'il avait rassemblés d'abord sur l'Adriatique, chercha des consolations dans l'objet des prédilections de sa jeunesse et des préoccupations du temps.

Nicolas V était plutôt, en effet, un lettré qu'un politique. Le premier, il rassemble de tous côtés les manuscrits précieux des auteurs de l'antiquité grecque et latine; la bibliothèque célèbre du Vatican est sa création. Bessarion, un Grec réuni, plus dévoué aux lettres qu'à son pays, est fait par lui cardinal; il devient son favori, et rassemble dans son palais du Quirinal ou dans sa villa de Tusculum, des marbres, des statues, des vases précieux. Un autre grec, George de Trébizonde, l'aristotélicien, Gianezzo Manetti, l'orateur latin, sont ses secrétaires. On traduit en latin Xénophon, Hérodote, Thucydide, Strabon, presque tous les géographes et les historiens grecs. Parmi les auteurs sacrés, Eusèbe de Césarée, saint Basile, saint Grégoire de Nazianze, saint Chrysostome, passent dans la langue latine. Impartial dans ses encouragements, Nicolas protége Laurent Valla, qui avait attaqué l'origine du pouvoir temporel dans son livre : *Sur la fausse donation de Constantin;* et il promet à Filelfo une belle maison à Rome et une bonne rente pour une élégante traduction d'Homère. Au centre de l'Italie, on commence à se déprendre de la belle langue de Dante et de Boccace; c'est en latin qu'on préfère écrire. A l'ombre du Vatican la religion devient la *persuasio*, la trinité prend la pompe oratoire des *Dii immortales*, et l'excommunication se dissimule sous l'*aqua et igni interdictio.* L'ère nouvelle se lève.

Mais les papes n'avaient-ils pas à Rome et dans les États de l'Église retrouvé d'autres soins? Ne sont-ils pas aussi des souverains temporels? «Ces princes

seuls, » dit excellemment Machiavel, « ont des États « et ne les défendent point ; ils ont des sujets et « ne les gouvernent point. Cependant leurs États, « quoique non défendus, ne leur sont pas enlevés ; « et leurs sujets, quoique non gouvernés, ne s'en « mettent point en peine et ne désirent ni ne peu- « vent se détacher d'eux. » On ne saurait mieux caractériser l'État pontifical, quand les papes y rentrèrent. Ils en étaient les souverains ; ils ne le possédaient pas. Dans la campagne de Rome, de petits barons occupaient tous les châteaux et avaient usurpé tous les domaines ; ils y vivaient indépendants sans reconnaître aucune autorité au-dessus d'eux. Plus loin, et jusque dans la Romagne, les descendants d'anciennes maisons illustres, ou quelques nouveaux condottieri, fils de la fortune, tenaient les villes sous leurs mains et y régnaient sans partage. A Bologne, à Pérouse, à Rimini, à Pesaro, etc., etc., ils agissaient en despotes, sous la souveraineté toute nominale des papes, dont ils se disaient les vicaires.

A Rome même, le Saint-Siége était encore moins le maître qu'en dehors de ses murs. Entre le conseil des cardinaux, puissante aristocratie récemment affermie, qui voulait partager l'autorité avec lui, et le conseil des magistrats de Rome qui prétendait ne lui en laisser aucune part, que lui restait-il ? Il est vrai, s'ils consentaient, avant leur élection, à toutes les constitutions que les cardinaux imposaient à leur autorité, les papes, irresponsables et infaillibles, reprenaient toujours à ceux-ci le len-

demain ce qu'ils avaient abandonné la veille; mais il ne leur était pas si facile de venir à bout des Romains. Après le grand schisme, n'avaient-ils pas à faire dans les États de l'Église ce que tous les souverains accomplissaient alors dans leurs royaumes, à s'en rendre d'abord les maîtres?

Le réveil, à Rome, de la tradition républicaine transmise de siècle en siècle par les Crescentius, les Arnaud de Brescia et les Rienzi, fut peut-être une des premières conséquences politiques de la renaissance des lettres anciennes en Italie.

Déjà, tandis qu'on procédait au Vatican à l'élection de Nicolas V, un noble Romain, épris de ces antiques idées de liberté, avait cru le moment venu de restaurer la république. « Quoi! il n'y a si chétive ville dans les États de l'Église, » avait-il dit aux Romains rassemblés au Capitole, « qui n'ait ses lois, sa charte, et, en échange d'un faible tribut, sa liberté; et Rome seule ne jouirait point de ce bienfait? Quel petit domaine, à la mort de son tyran, ne profite de l'occasion pour détruire ou limiter la tyrannie? Et Rome seule manquerait d'un courage qui se trouve chez les plus humbles! » Pour cette fois, le sénateur de Rome, premier magistrat municipal de la ville, en descendant tout à coup du Capitole où il avait sa demeure, dissipa les groupes qui écoutaient l'orateur, l'exila, puis le fit employer, à ce qu'il paraît, comme podestat d'Anagni. Stephano Porcaro, c'était son nom, ne se tint pas pour battu. Le pape Nicolas V, qui ne prétendait pas rester impuissant à Rome, avait quelques dé-

mêlés avec sa municipalité. Porcaro crut pouvoir en profiter pour prendre sa revanche. Il pratiqua des intelligences à Rome, y revint, parla, anima les esprits, et résolut de forcer le pape à n'être plus que pontife dans Rome républicaine.

Ce Romain de noble famille n'était pas seulement un plagiaire de l'antiquité. Nicolas Rienzi [1], le fils du porteur d'eau et de la laveuse, était son modèle. Il s'appliquait la *Canzone*, que Pétrarque avait faite pour le célèbre tribun, « ce cavalier que toute l'Italie honore, et vers qui se tournent les espérances des sept collines. » Sa carrière fut aussi malheureuse, mais beaucoup plus courte. Ami de l'apparat et mettant volontiers le pouvoir dans la magnificence, il rassembla les conjurés, la veille de l'Épiphanie (1453), jour du complot, dans un banquet qu'il présida vêtu d'habits de pourpre et d'or. C'est là qu'on arrêta le détail de l'enlèvement du pape devant l'église Saint-Pierre et de la prise du Capitole où la république devait être proclamée. On parla..., parla beaucoup, Stephano Porcaro surtout parla. On ne savait pas encore que le secret est la première condition du succès dans une conspiration. Stephano Porcaro n'eut que le temps de parler. Le sénateur de Rome avait fait déjà entourer sa maison. Le noble orateur fuyant fut pris et pendu, lui neuvième, sans autre forme de procès : « déplorable fin, dit Machiavel, d'un homme généreux, dont quelques-uns ont pu louer l'intention, dont tous

[1] Voir l'histoire de Rienzi dans nos *Épisodes dramatiques de l'histoire d'Italie*, chez Hachette.

ont blâmé le jugement. » La crainte entraîna alors Nicolas V, comme il arrive aux lettrés et aux prêtres dans les affaires, à des rigueurs que son cœur réprouvait.

Ces inquiétudes et ces sévérités empoisonnèrent les derniers jours du pontife. « Hélas ! disait-il en mourant, Thomas de Sarzane avait plus de contentement en un jour que Nicolas V en une année. » Ce n'était là que le commencement des difficultés nouvelles qui attendaient les papes. Son pontificat fut attristé par un événement encore bien plus grave. L'année de la mort de Porcaro, Constantinople fut prise par Mahomet II. La papauté avait recouvré la ville de Romulus; mais la chrétienté perdait celle de Constantin. Le Saint-Siége rentrait en Italie, mais la Grèce tombait; il n'était pas sûr de retrouver tout l'Occident fidèle, et l'Orient devenait infidèle pour longtemps. Nicolas V n'eut que la consolation d'amener, en 1454, les États de l'Italie à conclure, à Lodi, une ligue qui aurait pu conjurer ce nouveau danger, si elle avait été durable.

Les deux pontificats qui permettent le mieux, à la fin du quinzième siècle, d'apprécier la situation nouvelle du Saint-Siége, dans la chrétienté et dans l'Italie, sont ceux de Pie II et de Sixte IV.

PIE II[1]

(1458-1464)

Un pape lettré; une dernière croisade.

Le successeur de Nicolas, Calixte III, avait occupé obscurément le Saint-Siége quatre années, quand le conclave se trouva agité par des factions et des brigues plus ardentes que jamais, en 1458. La prise encore récente de Constantinople, une guerre entre le roi aragonais de Naples et le fils du roi René, son rival, Jean de Calabre, qui voulait reprendre ce royaume, en étaient les principales causes.

Quelques voix se réunirent d'abord sur le cardinal Bessarion, plusieurs fois déjà candidat sérieux, et sur le cardinal de Pavie, Carjaval, qui avait prêché la croisade en Hongrie, en Valachie, et assisté aux combats héroïques livrés par les défenseurs de la chrétienté orientale contre les infidèles. Le premier fut écarté encore avec ces mots : « Quoi! l'Italie serait-elle à ce point dégénérée, qu'elle eût « besoin de cette barbe grecque? » le second, à cause des glorieuses infirmités mêmes qu'il avait contractées dans ses courageuses missions. La guerre qui éclatait à Naples faisait d'ailleurs passer les intérêts politiques de l'Italie avant ceux de la chré-

[1] J'ai essayé de dépeindre Pie II avec ses lettres mêmes et ses écrits : édit. de Basle, 1570; 1 vol. in-fol.

tienté. La majorité parut décidément hésiter entre le cardinal de Sienne, Æneas Sylvius Piccolomini, et un cardinal français, l'archevêque de Rouen. Le premier candidat représentait davantage l'élément italien; le second, au contraire, l'élément étranger. Outre l'avantage de représenter le parti national, Æneas Sylvius avait aussi son zèle connu pour la croisade et pour les lettres. La lutte néanmoins fut longue; les candidats ne dédaignèrent pas de descendre en personne dans l'arène; nous en tenons les principaux détails de celui qui en sortit vainqueur. « A quoi pensez-vous, » disait le cardinal-archevêque de Rouen à chacun, « de vouloir faire un « pape d'Æneas Sylvius, un pauvre, un gout- « teux, un poëte qui ne sait pas le premier mot « des canons ni des lettres sacrées et qui voudra « gouverner l'Église suivant les lois de la Mytholo- « gie? Ne craignez-vous pas que la passion de ce « valet d'un prince allemand pour l'Allemagne ne « lui inspire l'idée de transporter dans les brumes « du nord le siége apostolique? »

La veille du scrutin, le cardinal de Bologne, qui avait tenu jusque-là pour Æneas Sylvius, vint trouver celui-ci au milieu de la nuit: « Le cardinal de « Rouen, lui dit-il, va être pape; sa brigue est for- « mée; levez-vous au plus tôt et allez lui offrir vôtre « voix pour qu'il vous pardonne d'avoir concouru « contre lui. Pour moi, je ne veux pas rester tout « un règne exposé au ressentiment de ce pape, « comme il m'est arrivé sous son prédécesseur. » — « Que d'autres, reprit Æneas Sylvius, s'ils en

« veulent rendre compte à Dieu, donnent leur voix « au cardinal de Rouen; moi, je n'en chargerai point « ma conscience. Il est fâcheux d'être mal vu d'un « pape; mais que me fera celui-ci? Né pauvre, je « saurai mourir dans la pauvreté. Mais non, Dieu ne « livrera pas son épouse à un époux indigne; il ne « permettra pas que la demeure de tant de saints « pontifes devienne celle d'un ambitieux, d'un simo- « niaque avéré. Si vous êtes chrétien, vous ne don- « nerez point votre suffrage à celui qu'il condamne.»

Le cardinal de Bologne ébranlé, Æneas Sylvius ne s'en tint pas là. De grand matin, il alla trouver le vice-chancelier de l'Église : « Je ne vous le cache « pas,» lui dit celui-ci, « la faction du cardinal de « Rouen est si forte que je n'ai pu lui refuser ma « voix. Si je votais contre lui je perdrais ma place « de vice-chancelier qu'il m'a garantie par écrit en « échange de mon suffrage. — Ah! je vous admire, « reprit Sylvius, de vous fier à un jeune homme « sans religion et sans probité. Faites donc, et assu- « rez votre place au cardinal d'Avignon à qui elle « est aussi promise. » Puis, rencontrant le cardinal de Pavie, Italien de vieille souche et d'une famille habituée à donner des enfants à l'Église : « Certes, « vous marchez bien sur les traces de vos glorieux « ancêtres, » lui dit-il. « Le cardinal Brando, votre « oncle, de digne mémoire, s'est immortalisé en « ramenant en Italie, avec Martin V, la papauté « égarée en Allemagne à la suite du concile de « Constance; et c'est vous, Italien, qui travaillez à « la faire repasser encore d'Italie en France? Je

« veux que le nouveau pape consente à rester à « Rome, ne nous rendra-t-il pas chez nous les « esclaves des Français? Ne nous verrons-nous pas « bientôt circonscrits, rabaissés par cette nation « remuante? Est-ce ainsi que vous aimez votre « pays? » — Le cardinal de Pavie s'excusait encore : « J'ai donné ma parole, je suis déshonoré si j'y « manque. — « Eh bien! conclut Sylvius, soyez « fidèle au cardinal de Rouen et trahissez votre « patrie. »

Lorsque les cardinaux allèrent, selon la coutume d'alors, par rang d'âge, mettre chacun leur bulletin dans le calice, le cardinal de Rouen dit encore à Sylvius : « Souvenez-vous de moi; » moitié d'un ton de prière et moitié d'un ton de menace : « Quoi! « dit Sylvius, vous vous adressez à moi, à un atome! » Le scrutin fini, le calice renversé, les bulletins lus à haute voix, Sylvius avait neuf voix et son adversaire six; il fallait passer à la cérémonie de l'*accessit*. Le cardinal de Rouen espérait encore exercer sur ce vote à découvert une sorte de pression menaçante. A sa grande surprise, le vice-chancelier, puis le cardinal de Saint-Anastase se levèrent l'un après l'autre et votèrent d'une voix assurée pour le cardinal de Sienne. Enfin le cardinal Colonna, jusque-là opposé à Æneas Sylvius, se hâta de lui apporter la dernière voix nécessaire, pour avoir le mérite de le faire pape. « Et vous aussi, s'écria le cardinal de « Rouen, et vos promesses, et vos serments, et vos « écrits! » — « Je donne ma voix, dit Colonna, à « Æneas Sylvius, cardinal de Sienne. » Tous donc

saluèrent le pape et reprirent leur place pour confirmer d'un commun accord l'élection de celui qui prit le nom célèbre de Pie II.

C'était l'élection d'un pape à la fois lettré et exercé au maniement des hommes. Æneas Sylvius devait en effet tout, et aux lettres qu'il aimait avec passion, et à l'habileté qu'il avait toujours déployée dans les affaires; mais il n'était pas non plus dépourvu de la foi des anciens jours. Ce personnage célèbre, placé sur la limite de deux mondes, est à la fois le dernier pape du moyen âge et le premier de la renaissance. Entre la chute des vieilles écoles et l'aurore des études nouvelles, il tient au moyen âge par le cœur, et à la renaissance par l'esprit.

Æneas Sylvius avait débuté, dans les lettres, en racontant une aventure de l'empereur Sigismond avec une de ses maîtresses, par un petit roman écrit à la manière de ceux des derniers Grecs, intitulé : *Lucrèce et Euryale;* et il finissait par des opuscules sur la providence et la prescience divines, et par une dissertation sur le sang de Jésus-Christ. Dans l'Église, de l'un des partisans les plus ardents des libertés nationales et des réformes générales réclamées du Saint-Siége, il était devenu l'un des plus éloquents défenseurs de l'autonomie et de l'indépendance pontificales; après avoir commencé à être le valet d'un cardinal schismatique, il devint pape et presque martyr. Dans les affaires, enfin, il avait réussi, grâce à la souplesse de son caractère égale à celle de son esprit, à devenir, non pas successivement, mais presque en même temps, se-

crétaire du concile de Bâle, qui voulait réformer l'Église, du pape Eugène IV, qui était opposé au concile et à la réforme, et de l'empereur Frédéric III qui restait neutre entre les deux. Dans cette position d'arbitre, il avait mené à bonne fin la grande et délicate affaire du temps, obtenu l'abdication de l'antipape, Félix V, la dissolution du concile de Bâle, la reconnaissance par la chrétienté, d'Eugène IV et de Nicolas V, comme seuls et légitimes papes; et il y joignit l'avantage d'avancer ses propres affaires, puisqu'il y gagna le cardinalat. Ne l'avait-il pas bien mérité par le zèle qu'il avait montré pour l'Église? « Il avait, écrit-il alors, travaillé « depuis vingt-cinq ans, sans avoir encore de quoi « se chausser, arrosé de ses sueurs presque tout le « monde chrétien, essuyé toutes sortes de travaux « et tous les genres de souffrances sur terre et sur « mer; souvent battu par les tempêtes, transi par « les frimas, brûlé par le soleil, dépouillé par les « brigands, réduit en captivité, jeté dans les cachots « et vingt fois mis aux portes de la mort! »

Il serait impossible de voir dans un personnage qui a joué des rôles si différents un naïf et un enthousiaste. Il a eu soin lui-même que nous ne nous yméprissions pas. On le voit partout, entre les partis, les passions et les intérêts ennemis, se ménager, attendre; il joue le rôle qu'il caractérise lui-même quelque part, «celui de Gnathon le parasite: disent- « ils oui, il dit oui; non? il dit non. S'ils agissent « bien, il les approuve intérieurement; s'ils font « des folies, cela les regarde. Il ne veut paraître ni

« prudent, ni sot ; il n'a pas plus de confiance en « soi-même que dans les autres. » Cependant, sous cette apparence d'égoïste froideur, et malgré la rude expérience de la vie, Pie II eut, toute sa vie, fraîches et vives, deux passions, l'une pour l'Italie, l'autre pour la chrétienté ; et, avec une ferme et ardente constance, il consacra toutes ses forces à les servir.

A la cour de l'empereur Frédéric III, dont il fut le secrétaire, le valet, comme on le lui reprochait, Æneas Sylvius songeait toujours à son pays ; c'est la première de ses passions. Dans une lettre au cardinal Julien, il regrettait de ne pouvoir vivre et mourir dans sa patrie : « La malheureuse Italie, « dit-il, est déchirée ; c'est mon seul motif pour « prolonger mon exil. Il est moins triste d'en ap- « prendre que d'en voir les malheurs. » S'il avait mis tant de passion dans la poursuite de la papauté, c'était pour empêcher qu'elle ne tombât entre les mains d'un Français : « Avec un Français pour sou- « verain pontife, répétait-il souvent, toute l'Italie « passera sous la domination française. O Italie, je « combattrai de toutes mes forces pour ton indé- « pendance, et tu ne reconnaîtras point de maître. » L'autre passion qui tenait au cœur de Pie II était celle de la chrétienté. La prise de Constantinople lui fut plus douloureuse qu'à tout autre. « La main me « tremble en vous écrivant, » disait-il dans une lettre adressée à un cardinal à ce sujet. « Il est honteux « de vivre encore ! l'Italie, l'Allemagne, la France, « l'Espagne, sont dans l'état le plus florissant, et « voici (ô honte !) que nous laissons prendre Cons-

« tantinople par les Turcs voluptueux! » A partir de ce jour, Æneas Sylvius fut le plus ardent à pousser les deux cours impériale et pontificale à entreprendre unè croisade.

Mais ces deux passions tenaient des préoccupations du temps et des prédilections d'Æneas Sylvius un caractère particulier; c'était entraînement de l'esprit plutôt que du cœur, et passions plus littéraires que politiques. Si Æneas Sylvius aime sa patrie, c'est qu'elle est « l'antique Ausonie »; s'il estime ses compatriotes, c'est « qu'ils descen« dent en droite ligne des Troyens par Anténor et « Énée. » Ce qu'il loue surtout dans l'Italie, c'est qu'elle est l'élève de l'antique Grèce, et qu'elle s'occupe maintenant à propager ses merveilles; voilà le travail qu'il ne veut pas voir interrompre par les Barbares. Dans la chute de Constantinople, la ruine du dernier asile des lettres afflige autant Pie II que celle du boulevard de la chrétienté : « Constantino« ple demeurait seule, » dit-il, « au milieu des cadavres « de tant de cités grecques. Elle était restée le mo« nument de la sagesse antique, la retraite des let« tres, la forteresse de la philosophie... et la voilà « en proie à la barbarie des Scythes! » Nicolas V meurt, au moment où il commençait à s'occuper de croisade; Æneas Sylvius, en récompense de cette intention chrétienne, espère qu'il « est allé se mêler « aux chœurs célestes, où il boit le nectar et le fruit « de la vigne. » Une reine de Chypre abandonne son royaume et son île, devant un usurpateur soutenu par les janissaires de Mahomet II; Pie II la reçoit

avec les vers que Jupiter, dans Virgile, adresse à Vénus. Æneas Sylvius pardonnerait volontiers au conquérant ottoman [il le lui écrit] la prise de Constantinople et la possession de l'ancienne Grèce, si, après s'être converti, il s'efforçait lui-même et obligeait ses compagnons de conquête à parler la langue d'Homère, à prendre les habitudes et les manières helléniques, comme les conquérants germains, les Clovis et les Charlemagne, avaient pris autrefois les croyances, la langue et les coutumes latines : « A « cette condition, » s'écrie-t-il, « nous t'appellerons « l'empereur des Grecs et de l'Orient, et ces terres « que tu occupes injustement, ô Mahomet! tu les « posséderas de droit. » Le conquérant de Constantinople ne veut-il point l'écouter, il le menace de chasser les Turcs, « ces faux descendants des Troyens, « avec l'aide de Mercure, au profit des Italiens, vrais « descendants de Teucer; il relèvera, sur les ruines « de leur royaume, l'ancien empire de Troie ! »

Æneas Sylvius, avant d'être pape, avait déjà rempli le monde de son nom, de ses ambassades et de ses écrits. Il n'est point étonnant qu'il ait voulu signaler son règne par quelque chose de grand. L'ancien secrétaire du concile de Bâle ne parut pas très-zélé pour les réformes qu'il avait prêchées dans sa jeunesse. Il considérait les principes qu'il avait soutenus alors, comme des erreurs, et il les condamna par une bulle de rétractation. Fidèle à ses antécédents italiens, il se hâta de conjurer, il le crut du moins, la guerre napolitaine, en confirmant à Ferdinand le trône de Naples, en échange de Bénévent

et de Ponte-Corvo cédés au saint-siége. Lettré, il s'entoura, comme Nicolas V, d'érudits. Sous lui, un Italien de haute naissance quitte sa famille, se fait Romain, prend le nom de Pomponius Lætus, se dévoue avec quelques jeunes amis à la recherche des monuments et de l'histoire de Rome, et fonde l'*académie romaine.* Pie II assure à la papauté la gloire d'avoir la première adopté en Italie l'invention de l'imprimerie. Un Lactance et un Donat, un écrivain chrétien et un grammairien latin du quatrième siècle, sortent des presses de la campagne de Rome. Mais Æneas Sylvius est surtout un lettré politique; il veut sauver la Grèce moderne, comme la Grèce antique, du naufrage qui les menace; c'est pourquoi il convoque à Mantoue un grand congrès chrétien (1458), dont il espère faire sortir la plus belle œuvre du temps, une croisade! Ce fut une cruelle épreuve pour la papauté.

Pie II aurait désiré attirer quelques souverains à son congrès. Mais l'empereur Frédéric III ne voulut point venir baiser la mule de son ancien secrétaire; le roi de France Charles VII était bien âgé; le duc de Bourgogne, prince alors tout-puissant, très-disposé à promettre, l'était peu à tenir. Pie II n'eut sous la main à Mantoue que les représentants de ces souverains et quelques princes italiens ou grecs. Ce fut, on n'en peut disconvenir, une docte assemblée; mais elle ne ressembla guère à celles qui avaient déterminé au onzième siècle la première croisade. Le docte Guarino de Florence, et la princesse Hippolyte, fille du duc Sforza, soi-

gneusement élevée par son père, adressèrent chacun au pape, à son entrée dans Mantoue, une belle harangue en latin. Pie II lui-même ouvrit l'assemblée dans la même langue, par un long discours préparé à l'avance. Après avoir déploré, dans de savantes périodes, l'esclavage de la terre sainte, berceau de la religion chrétienne, et la servitude de la Grèce, mère des sciences et des arts, il fit l'éloge de chacune des nations de l'Occident, et u'eut quelques paroles de reproche que pour « l'indifférence aveugle des princes ». S'il faut l'en croire lui-même, il ravit ses auditeurs. Le célèbre Filelfo, qui lui avait enseigné les belles-lettres, cet infatigable professeur, qui dans un même jour montait en chaire à Bologne et à Padoue, vit, dit-il, que « l'élève pouvait aller « quelquefois plus loin que le maître ». Le cardinal Bessarion avoua que « l'éloquence latine dépassait « déjà la grecque ». Mais, si l'on regarde au résultat, Pie II paraît n'avoir persuadé personne. Les représentants des princes à Mantoue ne s'engagèrent pour eux ni à marcher ni à lever une armée contre le Turc; tout au plus les vit-on consentir à laisser mettre sur les biens du clergé des impôts qui ne furent jamais payés. Chacun ne songeait qu'à ses querelles. La guerre même éclata en Italie pendant les dernières séances, par le débarquement, sur les côtes de Naples, de Jean de Calabre, fils de René de Provence; et Pie II quitta Mantoue, « après avoir arrosé les autels de ses abondantes larmes ».

Dans un moment où, cardinal, il voyait les choses

avec plus de froideur, Æneas Sylvius avait jugé plus sainement son entreprise : « A dire vrai, écri« vait-il, je n'espère point réussir. La chrétienté n'a « plus de tête; on ne rend plus au pape ni à l'em« pereur ce qui leur appartient. Il n'existe plus « d'État qui n'ait son souverain particulier. Persua« dera-t-on à tant de princes de prendre les armes? « Et, supposé qu'ils y consentent, à qui confiera« t-on le commandement? » Æneas Sylvius comprenait bien alors qu'on ne pouvait plus faire quitter aux rois leurs devoirs, ou aux peuples leurs intérêts de chaque jour, pour courir au-devant d'un danger peut-être imaginaire. Que les Turcs vinssent chez eux, ils trouveraient à qui parler. Autrefois les papes pouvaient prêcher la guerre contre les infidèles; ils avaient dans la chevalerie une armée toute prête, née à l'ombre de l'Église, et qui croissait pour la défendre. Mais maintenant les rois avaient charge de peuples; c'était à eux que l'honneur, dans chaque État, attachait les soldats. « De « quoi se mêle cet Æneas Sylvius, » écrit un prédicateur français, Nicolas Petit, au chancelier Juvénal des Ursins, « lui né en pauvreté de faire la « bataille au Turc, sans attendre la délibération du « grand roi? » Pie II, le secrétaire des papes et des empereurs, l'orateur du siècle, avait compté sur son éloquence et parlé, en plein congrès, plus savamment qu'on ne l'avait jamais fait : « Ceux qui « mourront dans la croisade, s'était-il écrié, ne « recouvreront pas la science de toute chose, comme « le prétend Platon, mais ils l'acquerront d'après

« l'opinion d'Aristote. » Et nul n'avait crié : « Dieu « le veut! » les cardinaux n'avaient pas eu besoin, comme autrefois, de défendre leur robe rouge contre l'enthousiasme des fidèles qui voulaient mettre sur leurs épaules le signe de la croisade. Pierre l'Ermite n'en savait pas si long : « Seigneur, di- « sait-il, pour nous vous êtes mort; c'est à nous « maintenant à mourir pour vous, » et les croisés le suivaient, nombreux comme des troupes de sauterelles. Pierre l'Ermite, au onzième siècle, avait parlé avec son cœur; le lettré Æneas Sylvius, au quinzième siècle, ne parlait qu'avec son esprit.

Pie II ne perdit point encore courage; le succès d'une négociation habilement poursuivie avec le nouveau roi de France, Louis XI, pour le retrait de la *pragmatique sanction*, semblait lui prouver que le Saint-Siége n'avait pas encore perdu tout crédit. En attendant que Louis XI rétractât sa parole, une source de richesses, par la vente des bénéfices, s'était rouverte pour le Saint-Siége. Pie II parvint également à terminer la guerre napolitaine dans le sens qu'il croyait le plus utile à la cause de la péninsule. « Défendre le roi Ferdinand contre l'Angevin Jean « de Calabre, disait-il, c'est défendre l'indépendance « italienne. » Après avoir établi la paix en Italie, il voulut la rétablir en Europe pour tourner tous les princes et tous les peuples contre les Turcs. Les paroles n'avaient point suffi, il prétendit agir maintenant, et avec son cœur.

La république de Venise, menacée dans ses possessions de Morée; le héros de l'Albanie, toujours

invaincu, Scanderbeg; le roi de Hongrie, Mathias Corvin, inquiété sur le Danube, s'étaient réunis contre Mahomet II; il fallait leur trouver dans l'armée des peuples d'Occident une puissante arrière-garde. Des envoyés du pape arrivèrent dans toutes les cours pour presser les tièdes. Le cardinal Bessarion alla faire admirer sa barbe blanche et son éloquence en Allemagne et en France. Pie II ménagea ainsi la paix entre Frédéric III et Mathias Corvin, entre Louis XI et les grands seigneurs féodaux de France. Le duc de Bourgogne jura de venir se mettre à la tête des croisés. Enfin, dans un consistoire de cardinaux, le pape, au grand étonnement de tous, parla ainsi : « J'ai dit aux autres : Allez, et ils ne « sont point partis; je leur dirai maintenant : Sui« vez-moi, et ils viendront peut-être. En voyant le « pontife romain, le vicaire de Jésus-Christ, vieux « et malade, partir pour la guerre sainte, ils auront « honte de rester chez eux. A mon âge, je sais que « je ne puis rien faire par moi-même, mais je donne« rai l'exemple de m'embarquer pour aller mourir. « A genoux, sur la poupe élevée de mon navire ou « sur le sommet d'une montagne, j'imiterai le pon« tife Aaron, et, levant avec mes bras vers le ciel le « corps du Christ, je prierai Dieu du moins de don« ner la victoire à son peuple. » Cette fois le lettré laissait parler le chrétien. Le pape ferma le consistoire en donnant rendez-vous à la flotte vénitienne et aux croisés dans la ville d'Ancône, 1464.

L'exemple fut aussi peu suivi que le précepte; n'en accusons pas la foi de ce temps et ne mettons

pas pour cela le quinzième siècle au-dessous du onzième. Au moyen âge on n'avait qu'une patrie, l'Église ; avant tout, on était chrétien. Au quinzième siècle déjà, dans la grande patrie européenne, on a une patrie plus petite, mais non moins chère et qui réclame aussi ses droits. On est chrétien encore, mais on est en même temps Français, Allemand, Espagnol. Il faut savoir faire accorder ses devoirs envers l'une et l'autre patrie. La mort du pape Pie II n'en est ni moins triste ni moins belle. Il savait qu'il allait donner sa vie inutilement, et il la donna. Le duc de Bourgogne ne venait point au rendez-vous d'Ancône ; pas un prince ne s'y trouvait. Au lieu de croisés, quelques troupes de routiers et de mercenaires arrivaient là pour vendre leurs services. Ils étaient sans provisions, sans armes ; voyant qu'on n'avait rien à leur donner, comme au moyen âge, que des indulgences, ils s'en retournaient déjà, quelques-uns en maugréant, d'autres avec des moqueries. Pie II, malade, en litière, sortit néanmoins de Rome pour mourir au rendez-vous !

Le pontife mérite bien, dit Cosme de Médicis, en apprenant son départ, qu'on lui applique ce vers :

Sum pius Æneas, fama super æthera notus.

Le long du chemin on fermait les rideaux de sa litière pour qu'il ne vît point la désertion des croisés. Arrivé à Ancône attendit pendant quelques jours les galères conduites par le vieux doge, Christophe Moro. C'était la guerre des « vieillards », ou plutôt

des mourants. Quand Pie II vit la flotte : « Jusqu'à « ce jour, dit-il, la flotte avait manqué au pontife ; « c'est le pontife maintenant qui manquera à la « flotte. » Le lendemain, sur son lit de mort, il était entouré de ses cardinaux ; la fenêtre ouverte donnait sur l'Adriatique, et de là on voyait appareiller les vaisseaux pour le départ. Æneas Sylvius repassait les différentes circonstances de sa vie, prête à lui échapper. En rappelant les livres qu'il avait écrits dans sa jeunesse en faveur des doctrines de Bâle, et ceux qu'il avait écrits depuis contre elles, il dit à ceux qui l'entouraient, comme pour se défendre : « Croyez-en plutôt un vieillard qu'un jeune homme, « un pontife qu'un simple écrivain ; récusez Æneas, « écoutez Pie II. » Ses yeux rencontrèrent un instant les mâts qui dominaient la mer : « Frères, » dit-il aux cardinaux à genoux, « continuez ma sainte en- « treprise. » Au moment de défaillir, il passa son bras déjà glacé autour du cou du cardinal Carjaval, le vieux compagnon de ses travaux, le confident de ses illusions, et il ajouta d'une voix éteinte : « Fais le bien, mon fils, et prie pour moi ; » trouvant la force de relever encore par une simple parole une belle fin !

SIXTE IV

(1471-1484)

Un pape politique : le népotisme.

Le pape Sixte IV, élu après l'inutile pontificat de Paul II, était un profond jurisconsulte. La mort douloureuse de Pie II avait suffisamment montré que la papauté ne retrouvait pas à Rome, après le grand schisme, l'influence qu'elle avait exercée autrefois en Europe. Le Saint-Siége se résignerait-il également à n'être plus rien en Italie? Amoindris, comme chefs de la chrétienté, les papes ne se souviendraient-ils pas d'autant plus qu'ils étaient princes italiens? Ce qu'ils avaient perdu dans le monde, au spirituel, n'était-il pas naturel qu'ils cherchassent à le rattraper au temporel dans la Péninsule?

Sixte IV n'était pas aussi ennemi des lettres qu'on l'a dit. Il rappela l'académie romaine dispersée par Paul II, et mit l'historien Platina à la tête de la bibliothèque vaticane. Mais ses préoccupations étaient ailleurs. « Autrefois, » avait dit un orateur au concile de Bâle, « mon opinion était qu'il serait très-« utile de séparer entièrement la puissance tempo-« relle de la puissance spirituelle; mais maintenant « j'ai appris que la vertu sans le pouvoir est ridicule, « et que le pape, sans le patrimoine de l'Église, n'est

« que le serviteur des rois et des princes. » Or, au centre de l'Italie, le domaine du Saint-Siége était usurpé, possédé par une foule de condottieri, de barons ou de brigands qui y rendaient son autorité tout à fait nominale. Dans un temps où tous les souverains constituaient leurs États sur les ruines des seigneurs féodaux, où les Sforza, les Médicis, avaient en Italie des principautés qui dataient de mémoire d'homme, n'était-il pas de l'intérêt des papes, souverains temporels aussi, d'élever leur autorité aux dépens de cette petite féodalité qui avait crû comme une plante malfaisante sur leur domaine?

Nicolas V avait restauré le pouvoir pontifical à Rome même. Sixte IV fut le premier qui tenta de le restaurer dans les États de l'Église. Mais c'était une rude tâche à entreprendre. La personne pontificale pouvait difficilement se compromettre sans danger dans ces petites et difficiles luttes. Sixte IV employa le premier une ressource dont jusque-là on n'avait pas encore usé. Il n'était pas de pape qui n'eût quelque parent ou neveu dévoué, à mettre en avant pour affronter ces périls. En leur offrant les dépouilles de ces petits barons ou de ces fiers condottieri, n'était-il pas facile d'exciter leur zèle, leur courage, et de faire d'eux, à la place de rebelles, des fils dévoués, des vassaux et des appuis fidèles du Saint-Siége? L'orateur de Bâle, dont nous citions tout à l'heure les paroles, ne trouve pas mal qu'un pape ait même des fils qui puissent lui prêter main-forte contre les tyrans. Il y avait là toute une politique nouvelle; n'était-elle pas dangereuse en ceci

que, l'État de l'Église n'étant point héréditaire, mais électif, chaque nouveau souverain pouvait rencontrer dans les plus fidèles serviteurs de la veille ses plus redoutables ennemis du lendemain, et trouver ainsi l'œuvre toujours à recommencer? Sixte IV fut le premier qui lança la politique temporelle des papes dans ce terrible cercle vicieux qui a été flétri du nom de *népotisme.*

C'est Machiavel qui nous dit que le pape Sixte IV, « le premier, montra tout ce que pouvait un pape, « et comment beaucoup de choses, qu'on appelait « auparavant des erreurs, pouvaient être dérobées « sous l'autorité pontificale. » Pour inaugurer cette politique, Sixte IV, de la famille de la Rovère, avait des neveux à souhait : trois fils de son frère et qui portaient le même nom que lui, Léonard, Julien et Jean de la Rovère ; deux de sa sœur, Pierre et Jérôme Riario. Deux étaient déjà dans l'état ecclésiastique, Pierre Riario et Julien de la Rovère ; il les fit cardinaux. Pour les autres, il résolut de s'en servir afin de conclure des alliances utiles à ses intérêts. Il maria en effet Léonard de la Rovère, qu'il fit préfet de Rome, à une fille naturelle de Ferdinand, roi de Naples, puis Jérôme Riario, à une fille naturelle de Galéas Sforza, duc de Milan, qui lui apporta en dot le comté de Bosco. Les filles naturelles des princes italiens devaient être destinées désormais aux neveux des papes. En retour, Sixte IV donna deux chapeaux de cardinaux, l'un à Ascagne Sforza, l'autre à Alphonse d'Aragon. Telles étaient les ressources du népotisme et les

alliances que Sixte IV avait sous la main. N'était-ce pas là cependant une politique toute séculière?

Malheureusement, si les neveux de Sixte IV étaient nombreux, ils n'étaient pas tous de choix. Le pape avait compté surtout sur Pierre Riario, le cardinal, et il l'avait chargé du gouvernement politique de l'État de l'Église. Mais Pierre n'était qu'un fastueux; il dépensa à pleines mains l'argent amassé dans le trésor pontifical par Paul II. Dans ses banquets, disent les contemporains, « brillait tout le luxe « des Étrusques: ils surpassaient en somptuosité « les festins des païens. » Pour recevoir la princesse Léonore d'Aragon, fiancée au duc de Ferrare, il improvisa sur la place des Saints-Apôtres un palais tout d'or et de soie. Cardinal, patriarche de Constantinople, archevêque de Florence et de deux autres villes encore, il étala le même luxe dans une légation à Milan et à Venise, jusqu'à ce qu'il mourût des suites de plaisirs, dont il ne sut pas se garder dans cette dernière ville.

Après cette mort, Sixte IV comptait surtout sur Jérôme Riario pour commencer la guerre qu'il méditait contre les petits tyrans de la Romagne. Dans l'intention de diviser ceux-ci, il avait déjà demandé une fille de Frédéric de Montefeltro, duc d'Urbin en Romagne et condottiere renommé, pour un dernier neveu. Mais Jérôme Riario n'était point un belliqueux. Le pape n'avait pas deviné les vocations de ses neveux; c'était chez le cardinal Julien de la Rovère que se trouvait le courage dont il avait besoin. Prenant le rôle dont l'autre était incapable,

Julien, sous la pourpre, se fit donc condottiere, pour le compte du Saint-Siége. Il emporte tout à coup Todi, entre à Spolète, force Citta di Castello, petites villes occupées par des barons et des condottieri; mais il répand un tel effro que les deux républiques de Venise et de Florence s'allient pour arrêter ces progrès. Le pape rappela son cardinal condottiere, mais fit aussi avec le royaume de Naples une alliance particulière. Ainsi la ligue de 1454, récemment renouvelée en 1471, sous Paul II, était atteinte. L'équilibre, la bascule était le jeu où s'épuisait la sagacité politique des États italiens, dès que l'union faisait défaut.

Sixte IV désirait surtout se venger de Laurent de Médicis, maître de Florence, principal auteur de son échec. Celui-ci avait à Rome, dans les Pazzi, réfugiés florentins, des ennemis déclarés. Jérôme Riario, plus habile à combattre dans l'ombre qu'en rase campagne, ourdit avec eux une conspiration pour assassiner Laurent et Julien, son frère. Le pape était dans le secret; il dirige une petite armée, sous le duc de Montefeltro, vers les frontières de la Toscane, et il obtient du roi de Naples, Ferdinand, qu'il en fasse autant de son côté pour profiter du moment. Mais la conspiration échoue. Un archevêque, celui de Pise, qui était du complot, est pendu; les Pazzi sont massacrés. Sixte IV, ne pouvant jeter en prison l'ambassadeur florentin, Donati, qui s'échappe avec peine, lance l'anathème contre Laurent, contre le gonfalonier et les prieurs, l'interdit sur les diocèses de Florence, Fiésole et Pistoie; et la première

guerre intestine à laquelle la politique temporelle des papes ait donné lieu à cette époque (1478) sort de là.

La papauté y montra déjà quelles puissantes ressources elle avait entre les mains. Florence, attaquée dans la Toscane par le condottiere Montefeltro, à la tête des troupes pontificales et napolitaines, n'avait pour alliée que la régente de Milan, Bonne de Savoie. Sixte IV, pour occuper celle-ci, soulève et délivre la ville de Gênes, alors sujette de Milan, fait au nom de la religion descendre les Alpes à des Suisses qui, à Giornico, apprennent aux Italiens, en massacrant leurs soldats, quels redoutables voisins ils avaient de ce côté. Dans les rapports des ambassadeurs florentins résidant en France, on voit quels effets produisent alors les premiers éclats de l'ambition politique des papes.

Le roi Louis XI est celui des souverains qui s'en émeut le plus vivement. Il envoie, à la fin de l'année 1478, des ambassadeurs en Italie, à Milan, à Venise, surtout à Rome, pour apaiser cette querelle italienne, si funeste en face des progrès des Turcs. Il s'afflige du conflit qui s'élève entre le Saint-Siége, que la France a toujours défendu, et les Florentins, qu'il considère comme des Français. « Les forces de Flo-
« rence et de Venise son alliée, dit-il, sont détour-
« nées par cette déplorable guerre de leur but véri-
« table, qui est la défense de l'Italie. La ligue ita-
« lienne, si solennellement jurée, est donc rompue
« par le pontife qui est le vicaire de Dieu. C'est le
« coup le plus sensible porté à la défense de la chré-

« tienté, quand tous les États chrétiens devraient « entreprendre la guerre contre les Turcs. » Louis XI ne craint pas de menacer même le pape de l'intervention de toute l'Église. Il rappelle les anciens conciles de Pise, de Constance et de Bâle, et il demande la réunion d'un concile à Lyon, pour terminer ce déplorable conflit et préparer une croisade [1].

Ces représentations, ces menaces, auxquelles l'empereur d'Allemagne, Frédéric III et le roi d'Angleterre joignirent aussi leurs récriminations, ne firent rien sur le pontife. Il jeta deux nouveaux condottieri, un San Severino et un Sforza, sur le territoire de Florence, et, pour ôter à Laurent l'alliance de Milan, prépara dans cette ville une révolution contre la régente du jeune Galéas, Bonne de Savoie. La guerre fut partout et la peste avec elle; l'Italie revenait à ses plus mauvais jours. En 1479, les ambassadeurs de France, de l'Empire, d'Angleterre, de Hongrie, de Milan, de Venise, reçurent de leurs souverains l'ordre de quitter Rome, si le pape ne consentait point à la paix. Le 31 mai, mis en demeure de se prononcer, le pontife, pour se tirer d'embarras, demande aux États italiens particulièrement, si, en désirant la paix, ils ont l'intention de tourner aussitôt leurs forces contre les Turcs. Le Vénitien prend la parole: « Depuis soixante-dix ans, sa patrie, dit-il, soutient à ses risques et périls une guerre sanglante contre les Turcs; maintenant, abandonnée à elle-même, elle est résolue à

[1] Voir pour tout ceci les *Négociations diplomatiques de la Toscane et de la France*, par M. Desjardins; année 1478 et 1479.

traiter avec l'ennemi, en réservant les intérêts de la chrétienté. » Les ambassadeurs de Milan et de Florence donnent leur adhésion à la réponse de leur collègue de Venise. Le pape alors s'emporte : « Si Venise, dit-il, ne veut plus songer à la chrétienté, eh bien! moi, je songerai à moi-même. » L'ambassadeur vénitien proteste, en appelle au concile; les ambassadeurs de Florence et de France se disposaient à l'imiter; le pape lève la séance. Le lendemain, même scène. Mais les ambassadeurs italiens ont le temps de protester, et quittent Rome.

Sixte IV s'entêta. Venise fait la paix avec les Turcs. Il l'accuse de lâcheté. Encouragé par la victoire de ses condottieri sur les Florentins à *Poggio imperiale*, et l'avénement au pouvoir, à Milan, de Ludovic le More, il refusait encore la paix à Laurent, quand Achmet Giedick, amiral de Mahomet II, profitant de ces querelles, débarqua à Otrante, où il massacra douze mille habitants (1480). Forcé d'écouter le cri de la chrétienté, le pape ne pardonna encore « aux Florentins que pour observer les commandements de Dieu, et il leur enjoignit de lui obéir désormais s'ils ne voulaient pas encourir sa colère, et s'exposer à un châtiment que sa clémence seule leur avait épargné. » La ligue générale, l'union, étaient rétablies en 1482, mais pour combien de temps?

Mahomet II mort, Sixte IV chercha à retrouver l'occasion perdue. Le monopole du sel, dans les États de l'Église, et la simonie, un peu partout où on le laissait faire, mettaient à sa disposition beaucoup d'argent. En vrai prince, il le dépensait dans sa ca-

pitale. Le premier, il donnait à Rome sa physionomie moderne, en alignant ses rues, en rebâtissant le pont du Janicule qui porte son nom. Il élevait Sainte-Marie de la Paix, assez lourd édifice dont le nom concordait peu avec sa conduite ; il restaurait, dans le goût qui commençait à poindre, le palais qui tient à Saint-Jean de Latran, et ajoutait au Vatican la chapelle Sixtine, décorée par le Pérugin et Ghirlandajo. Ses neveux étaient ses émules. Riario bâtissait le palais de la Chancellerie ; Julien, le monastère de Saint-Pierre aux Liens. Rome était digne de devenir la capitale d'un État véritable. Mais cet État, il fallait le délivrer de ceux qui le partageaient avec le maître.

Sixte IV se remit à l'œuvre. Avec les soldats qu'il avait conservés, il dépouille la famille des Ordelaffi de la principauté de Forli, et en investit encore son neveu Jérôme. Ce n'était là qu'un commencement. Il savait les Vénitiens mécontents du duc de Ferrare, qui ne voulait point leur céder le monopole du sel des lagunes. Jérôme Riario va à Venise, et propose au doge de marcher sur Modène et Reggio, tandis que lui-même s'emparera de Ferrare sur le duc. On partagera ses États. La conquête de ce duché, confiée aux mains d'un neveu du pape, mettrait les condottieri de la Romagne entre deux feux. Venise adhère au projet ; voilà l'Italie de nouveau divisée par la politique pontificale : d'un côté, cette fois, le pape, les Vénitiens, le marquis de Montferrat contre Ferrare ; de l'autre, pour ce prince, le duc de Milan, le roi de Naples, les Florentins, et quelques feudataires effrayés du saint-siége. On se

dispute, au plus offrant, les condottieri disponibles, et une nouvelle guerre commence.

Montefeltro, le condottiere du pape, envahit le territoire de Modène. Le général des Vénitiens, San Severino, enlève les châteaux-forts qui couvrent Ferrare, et menace la ville. Robert Malatesti, seigneur de Rimini, autre général du pape, bat les Napolitains, qui envahissaient le territoire de l'Église, à Campo Morto. Mais Sixte IV compte encore plus sur sa politique; et quelle politique! A peine maîtres du territoire ferrarais, le pape et Venise se disputaient. Sixte IV passe tout à coup dans la ligue opposée, se retourne contre ses alliés de la veille, et les excommunie pour oser continuer sans lui et contre lui la guerre qu'il avait commencée avec eux. On était accoutumé en Italie à ces retours subits. De la part du pape, cependant, et appuyés par les armes spirituelles, ils scandalisaient davantage. Mais rien n'arrête Sixte IV. Les cardinaux sont mécontents; il en fait jeter deux au château Saint-Ange. Quelques-uns de ses condottieri excitent ses soupçons; Robert Malatesti est empoisonné peut-être par Jérôme Riario. Un Colonna, protonotaire, conspire contre le pape; le complot est découvert. Pour avoir la vie sauve, le protonotaire abandonne sa ville de Marino. Sixte IV prend la ville et fait exécuter Colonna. La mère de celui-ci vient à San-Celso in Banchi, où gisait le cadavre; elle prend par les cheveux la tête séparée du tronc, et s'écrie en l'élevant: « Voyez, c'est la tête de mon fils; voilà la fidélité du « pape; il avait promis qu'il donnerait la liberté à

« mon fils, si nous lui abandonnions Marino; il pos-« sède maintenant Marino; mon fils nous est rendu, « mais assassiné! Voilà comme le pape tient sa pa-« role. » Avec cela, Sixte IV paraissait conduire la victoire avec lui. Les Vénitiens voient leur territoire envahi par les armées de la ligue, et se croient au moment de succomber.

Ce premier usage fait par les papes de la politique du temps parut bouleverser néanmoins les imaginations italiennes accoutumées à tant de spectacles. Venise profita de ce sentiment pour rendre la pareille à Sixte IV. La Seigneurie, ayant appris que Ludovic le More était en désaccord avec le roi de Naples, fit de bonnes conditions au premier, et, par là, entraîna Florence et le duc de Ferrare, découragea le roi de Naples, et tourna l'Italie entière contre le pape au traité de Bagnolo, qui donna à Venise la Polésine de Rovigo (1484). Le pape se trouva seul, après avoir trompé tout le monde. Douloureusement frappé, il était à son lit de mort; la goutte lui remontait dans l'estomac, quand les ambassadeurs vénitiens vinrent lui apporter les conditions désavantageuses d'une paix, qu'il était obligé d'accepter: « C'est une paix de honte et d'ignominie « que vous m'annoncez, dit-il; je ne la signerai ja-« mais; » et comme les ambassadeurs de Venise, exprimant l'espoir qu'il voudrait bien la bénir, lui présentaient encore le traité, il dégagea son bras malade de l'écharpe qui le retenait, comme pour le repousser. Le dernier représentant de la politique chrétienne du moyen âge, Pie II, avait encore pu

accompagner d'un geste charmant le bon conseil qu'il donnait en mourant ; le premier représentant de la politique temporelle du saint-siége ne paraissait retrouver de force à ce moment suprême, que pour refuser la paix à l'Italie, du dernier geste de son impotente main. Un lettré fit sur lui ce distique :

> Nulla vis sævum potuit exstinguere Sixtum ;
> Audito tantum nomine pacis, obit.

Ce pontificat avait effrayé, lassé Rome et l'Italie. Le pontificat suivant, celui d'Innocent VIII, ne le prouva que trop. Les cardinaux, dans les stipulations qu'ils imposèrent au futur pape en conclave, parurent préoccupés, sinon de combattre le népotisme, au moins de s'en garantir. Ils exigèrent que l'élu s'engageât à ne point aliéner de fief de l'Église, à ne point censurer un cardinal sans consulter ses collègues, à ne point lancer de bulles sans la sanction des deux tiers des suffrages dans le sacré collége. Le nouveau pape, vieux et indolent, n'eut de force que pour annuler, en vertu de son autorité irresponsable, des promesses qui eussent fait de la principauté de l'Église un État tout aristocratique. Il ne pratiqua le népotisme qu'en petit, prodiguant les richesses de l'Église aux enfants qu'il avait eus avant d'être cardinal et pape. Il ne se risqua qu'un instant dans une grosse affaire politique, et après y avoir été provoqué, lorsqu'il soutint contre le roi Ferdinand de Naples la seconde révolte de ses barons. L'intervention de Laurent de Médicis, qui

voulait avant tout la paix en Italie, le tira d'embarras en le forçant à renoncer à cette guerre ; et il le fit volontiers.

L'indolence était le fond du caractère d'Innocent VIII. Il laissa, par l'insouciance de son administration et la vénalité de la justice, tomber Rome dans un état de trouble et de misère qui n'avait pas d'exemple. Il faut lire dans le journal d'un contemporain ce qui se passait à Rome chaque jour, pour avoir idée de l'incurie du gouvernement pontifical sous ce pape. Le premier janvier 1485, les commandants de la garde du pape saccagent Albano; le 21, exil du seigneur Antonello; le 21 février, assassinat d'un chanoine dans une église; le 26, prise d'armes de la maison della Valle contre les gardes du pape; le 26, trouble, on ne peut célébrer le carnaval; le 27, deux pendaisons, trois décollations; le 29, combat des Colonna et des Orsini dans les rues, etc. Les cardinaux, d'ailleurs, donnaient l'exemple. En 1486, le cardinal de la Balue et Roderic Borgia se prennent de querelle, s'injurient et se saisissent au collet. On est obligé de les séparer.

Le soin des affaires était à charge à ce pape; il fut heureux de remettre presque entièrement la direction de la politique du Saint-Siége à celui qui était alors l'arbitre de l'Italie, à Laurent de Médicis, dont il obtint une fille pour son fils chéri, Franceschetto Cybo, qu'il combla de richesses. Laurent de Médicis ne contribua pas peu à pousser plus avant le Saint-Siége dans la politique temporelle et le népotisme où il s'était déjà engagé. Tout-puissant sur

l'esprit d'Innocent VIII, il y était intéressé : « D'au-« tres,» écrivait un jour Laurent de Médicis à ce pape, « n'ont pas attendu si longtemps pour ambitionner « la papauté, et ils n'ont pas montré la modestie ou « la retenue que Votre Sainteté a gardée si long-« temps. Votre Sainteté en est dispensée mainte-« nant devant Dieu et devant les hommes ; on pour-« rait même la blâmer chez elle. Le zèle et le de-« voir forcent ma conscience à vous rappeler qu'au-« cun homme n'est immortel, et qu'un pape, ne « pouvant rendre sa dignité héréditaire, n'a de pro-« priété et ne laisse d'héritage que les honneurs et « les biens que, de son vivant, il fait aux siens. » Ce fut ainsi, sans doute, que Laurent de Médicis obtint pour son troisième fils, Jean, alors âgé de treize ans, la dignité de cardinal. Il faut décharger cependant la mémoire d'Innocent VIII de la calomnie gratuite de quelques contemporains, qui l'accusent d'avoir causé la mort de trois enfants pour essayer de prolonger sa vieillesse par l'opération de la transfusion du sang.

La papauté de la fin du quinzième siècle, on le voit, ne s'était pas préparée fortement à faire face aux difficultés, aux orages peut-être dont le vent qui se levait alors sur le monde pouvait la menacer ; le lettré Nicolas V, le croisé Pie II, le politique Sixte IV ne l'avaient pas plus relevée et fortifiée que ne le faisait l'indolent Innocent VIII. Tous avaient contribué à transformer le pontificat souverain de la chrétienté en une principauté séculière.

II.

FLORENCE.

Une république monarchique.

A côté et au-dessous de la papauté, une autre puissance matérielle et morale aussi avait exercé au moyen âge une grande influence sur les destinées de l'Italie : la république de Florence. Le Saint-Siége empruntait sa force au plus grand principe d'ordre, à la religion ; Florence l'empruntait au plus puissant principe de progrès, à la liberté. Quel rôle Florence pouvait-elle être appelée à jouer dans la nouvelle ère qui se préparait pour l'Italie?

Florence est la ville italienne par excellence au moyen âge, le produit le plus pur et le plus brillant, l'image la plus fidèle et la plus parfaite de ce temps et de ce pays. Rome appartient à l'Europe, Venise à l'Orient, Gênes à la Méditerranée, Milan aux Lombards, Naples à la royauté méridionale; Florence appartient à l'Italie. Au quinzième siècle, elle en était comme aujourd'hui peut-être la vraie capitale, si la capitale d'une contrée est la ville qui la représente le mieux, celle qui résume le mieux son histoire. Mais, comme l'Italie n'a alors qu'une unité morale, Florence n'est aussi que la capitale morale de l'Italie. Sa suprématie sur le reste de la péninsule s'exerce surtout dans le domaine de l'intelligence; elle a pour expression l'idiome toscan qui devient la

langue littéraire de toute l'Italie. Ses victoires sont ses chefs-d'œuvre, qui lui conquièrent l'adhésion de toutes les intelligences et qui les soumettent aux douces lois de la poésie et des arts.

Du douzième au quatorzième siècle, l'Italie avait été indépendante et républicaine; c'est alors aussi que Florence avait été le plus longtemps républicaine et libre. Après Venise, elle avait su le mieux mettre à profit la forme républicaine, favorable aux petites villes et appropriée à certaines époques de l'état social. Venise avait passé, à travers des révolutions assez lentes et assez rares, du pouvoir démocratique du doge à l'aristocratie la plus concentrée qu'on ait jamais vue; Florence au contraire était allée, à travers de vives révolutions et de fréquents retours, d'une aristocratie nobiliaire et bourgeoise à une démocratie d'artisans, des gibelins aux guelfes, du *popolo vecchio* au *popolo nuovo*, qui ne devait plus lui laisser d'autre issue possible que l'avénement d'un prince. La marche plus grave et plus mesurée de Venise lui a assuré une plus longue durée. Dans sa carrière plus difficile et plus glissante, ce qui a donné un rang distingué à Florence, parmi celles qu'emportait le même mouvement, c'est une réserve particulière, une certaine grâce au milieu de ses révolutions, et comme un tact politique spécial, qui, dans la mobilité même, lui a épargné les brusques changements, les lourdes chutes, l'excès dans les passions, et l'extrémité tragique jusque dans les catastrophes.

La dernière révolution même qui la fait passer de

la liberté à la servitude, Florence l'accomplit comme les précédentes, avec sa grâce et son tact habituels. La révolution est imperceptible, le changement visible à peine. Nulle part cette transition douloureuse n'est ménagée avec autant d'art. C'est la famille des Médicis qui se charge de cette tâche délicate. Florentine par excellence, elle mène Florence de la république à la tyrannie par un chemin couvert de fleurs. Aux fiers troubles de l'indépendance, elle fait succéder l'amour de l'ordre. Au sentiment de liberté qu'elle ravissait à Florence et qui faisait sa force, elle substitue un goût particulier de culture intellectuelle, qui peut lui assurer dans les lettres et dans les arts une suprématie nouvelle. La cité la plus libre et la plus indépendante de l'Italie devient la plus intelligente, la plus cultivée sous les Médicis. Ils remplacent une couronne par une autre.

COSME DE MÉDICIS.

Un banquier libéral.

(1434-1461)

Cosme de Médicis, le vrai fondateur de sa maison, peut bien être appelé *le père de la patrie*, si l'on écarte l'idée de la république de Dante, jeune encore et pleine de verdeur, sobre et pudique, *sobria e pudica*, tumultueuse et forte, libre et fière, pour ne songer qu'à la reine de la civilisation, des lettres et des arts, à la cité élégante, mais déjà corrompue, paisible, mais asservie, du quinzième siècle. Vol-

taire, en vrai prince des lettres, a proclamé légitimes les titres de Cosme au gouvernement de sa patrie. N'oublions pas, cependant, qu'après avoir souffert dans sa jeunesse l'exil et la prison, au milieu des luttes des partis, Cosme ne resta le maître (1434) qu'après avoir frappé d'exil les plus puissants de ses adversaires, annulé les autres par ses intrigues, élevé et enrichi les petits, enfin confisqué le pouvoir par l'usurpation d'une *balie* ou commission élective arbitraire, composée de ses amis. La république n'existe plus guère que de nom à cette époque. Il y a déjà un prince caché dans Florence.

Il est vrai, le gonfalonier de justice, avec son vêtement de pourpre brodé d'or et ses chaussures écarlates, et les huit *Prieurs* avec leur écusson d'azur écartelé du mot *libertas* en lettres d'or, continuent à former la *Seigneurie* et à habiter au *palazzo Vecchio* comme pouvoir gouvernemental. On trouve toujours les colléges composés des *buoni uomini* des arts et des seize gonfaloniers des compagnies. Le capitaine du peuple, dans son vêtement de velours noir, siége au criminel. Le *conseil secret,* ou conseil spécial, et le *grand conseil* délibèrent sur les propositions de la Seigneurie, et votent au moyen de boules ou de fèves sur les affaires d'État. Les *Dix de la paix* ou *de la guerre*, créés ordinairement pour certaines circonstances, deviennent même des magistrats puissants; selon leur mission, ils veillent à la sûreté de l'État, à la garde des forteresses, conduisent la diplomatie ou les opérations militaires de la république. Mais la *balie*, c'est-à-

dire la commission révolutionnaire, composée des amis de Cosme, remplit des noms de ses partisans les bourses du scrutin que les citoyens électeurs, les *popolari*, remplissaient autrefois, pour l'élection du gonfalonier, des Prieurs, des colléges, des deux conseils, des *dix de la paix* ou *de la guerre*, de tous les magistrats; et ce sont les *accopiatori*, nommés par la balie, renouvelée tous les ans, qui puisent parmi ces noms pour désigner les élus. Cosme de Médicis n'est-il pas sûr des noms qui sont au fond des bourses; sur la demande de ses amis, de Luca Pitti, par exemple, la *balie* les vide de nouveau pour les remplir à son gré. Ainsi le *bargello* lui-même, chef de la police, est à la disposition du maître, et les *capitaines du parti guelfe,* sorte de censeurs permanents, peuvent avertir (*ammonire*) les suspects et les priver de toute dignité et de toute charge.

Tel est le pouvoir dont Cosme se sert pour favoriser le menu peuple. Les chefs des vieilles familles se plaignent, il est vrai, d'être écartés, et l'accusent de corrompre les petits; et il aurait pu se trouver des érudits, si Cosme n'avait su les ménager, pour lui dire aussi qu'il renouvelait à Florence, par des moyens appropriés, la savante et habile comédie d'Auguste à Rome, au risque de corrompre l'État. Mais Cosme avait réponse à tout. Il disait: « Mieux vaut une cité corrompue qu'une cité perdue; deux aunes de drap suffisent pour faire un honnête homme, et ce n'est pas le chapelet en main qu'on gouverne un État. »

Petit de sa personne, laid, mais non sans dignité, le

teint olivâtre, peu instruit, mais spirituel et très-disert, par-dessus tout prudent dans le conseil et actif dans l'exécution, cet habile commerçant et ce fin diplomate devint le premier et le plus puissant dans Florence, parce que, dans cette ville commerçante, libérale, mais incapable maintenant de liberté, il fut le plus riche, le plus libéral, le plus utile citoyen. Il fut le plus riche : ses armateurs pour les villes du Levant, Constantinople et Alexandrie, étaient les plus nombreux et les mieux dirigés; sa maison de banque, la plus accréditée et la plus solide, avait les comptoirs les plus éloignés et des souverains même pour créanciers. Toutes les mines d'alun de l'Italie étaient entre ses mains; et dans la Toscane les pâturages les plus gras et les plants d'oliviers le mieux exposés au soleil étaient enfermés dans ses domaines et entouraient ses villas. Il fut le plus libéral : il n'y avait pas une maison de commerce, une industrie à Florence, presque dans l'Italie, qui ne vécût de son crédit; pas une généreuse entreprise qu'il ne favorisât, pas une misère qu'il ne consentît à soulager. Florence tout entière était sa cliente, la plupart des Florentins étaient les obligés, même les débiteurs de ce créancier plein de facilité et de patience! « Il aurait voulu, disait-il souvent, avoir Dieu pour débiteur, afin de le porter sur ses livres. » Il était le plus utile à sa patrie: en ouvrant ou en resserrant le crédit à son gré, il influait sur le sort des guerres des plus puissants souverains de l'Europe, et assurait aisément en Italie la suprématie de Florence. Cette diplomatie

financière faisait le calme et l'orage, la paix ou la guerre, selon que Cosme favorisait ou gênait le marché à Naples, à Venise, à Milan ou ailleurs [1].

Mais quelle pente glissante! quelle communauté dangereuse entre un citoyen et sa cité! A force de confondre ses intérêts avec ceux de Florence, sa maison avec sa patrie, Cosme ne ferait-il pas passer peu à peu sa maison avant son pays? Une politique toute personnelle ne succéderait-elle pas à une politique d'État? Malgré sa modestie, sa simplicité, Cosme sentait qu'il ferait souche de princes. Il jouait donc le jeu des princes que la république avait si souvent combattus; et Florence métamorphosée passait, sans s'en apercevoir, de la politique libérale qu'elle avait suivie jusque-là à la politique princière. Cosme prête à François Sforza l'argent nécessaire pour assiéger, réduire Milan, et prendre la couronne ducale vacante par la mort des Visconti. Quand il voit Venise et le roi d'Aragon se liguer un instant contre l'usurpateur, il va chercher des appuis [2] pour lui jusqu'en France, et, avec la protection de Charles VII, il décide son succès. L'argent s'unissait au fer, le fils du foulon au fils du laboureur, le bourgeois-citoyen au condottiere; et Florence elle-même, en portant le dernier coup à la liberté milanaise, portait le premier coup, sans s'en douter, à sa propre liberté.

[1] Voir Machiavel, *Stor. Fior.*, liv. VII; Guichardin, *Oper. ined.*, t. III, *Stor. Fior.*, liv. I et II.

[2] Voir, dans les *Négociations de la France avec la Toscane*, de M. Ab. Desjardins, les ambassades de 1452 et 1453.

Comment la république aurait-elle blâmé cette politique? Si Florence manquait de blé, Cosme en obtenait de Charles VII. Cette ville était déjà, comme disent les anciens historiens, « la noble cité, la fille de Rome ». Beaucoup de vieux châteaux bâtis de blocs énormes étalaient encore dans les rues leurs formes rudes, leurs fenêtres grillées, leurs angles noircis. Mais le *palazzo Vecchio*, avec ses ouvertures en trèfles et ses créneaux, se détachait au milieu d'une place où les palais féodaux avaient été déjà rasés. La place de l'*Annonciation* avec son église et son couvent recevait le soleil et l'air. Déjà se miraient dans les eaux limpides et claires de l'Arno des palais aux arcades romaines, aux fenêtres plus ouvertes, aux frontons couverts de terrasses. Au milieu de cette ville vivait la population la plus adoucie, la plus intelligente, la plus cultivée de la Péninsule. Cosme embellit davantage encore Florence.

On ne peut se faire aujourd'hui une idée de l'enthousiasme avec lequel les Italiens saluaient la lumière nouvelle qui se levait sur leur patrie, et du gré qu'ils savaient aux princes occupés à la propager et à la répandre. « Dans un temps, écrit un « érudit italien à un Grec, où les âmes étaient « exclusivement livrées à l'ambition, aux voluptés, « à l'avarice, vous êtes venus, comme les messagers « de la divinité, porter le flambeau de la science « au milieu des ténèbres qui nous environnaient. » La cour que tous les souverains firent à l'antiquité n'est pas le moindre hommage qui lui ait été rendu. Cosme fut un de ses plus assidus courtisans.

Ce banquier libéral recueillit à Florence les Grecs Démétrius Chalcondyle, Jean Argyropoulos, Andronicos Callistos, Constantin et Jean Lascaris. Ceux-ci dirigèrent, dans l'étude de l'antiquité, le zèle des Leonardo Bruni l'Arétin, des Ambroise le Camaldule, des Aurispa, des Marzuppini, des Pogge. De cette réunion de savants, comme du cheval de Troie, pour nous servir d'une comparaison du temps, sortit toute cette armée de champions de l'antiquité qui propagèrent et répandirent dans toute l'Europe la connaissance des chefs-d'œuvre de la littérature grecque et latine. Toutes les ressources qu'il put rassembler, Cosme les mit à leur disposition. Il se servit de ses relations commerciales pour faire venir du fond de l'Orient, ou des couvents les plus reculés de l'Occident, de nombreux manuscrits qui commencèrent à former le fond de la bibliothèque si célèbre plus tard sous le nom de Médiceo-Laurentienne. Plusieurs savants lui durent même leur bibliothèque particulière, entre autres Aurispa et Niccolo Niccoli. La bibliothèque de ce dernier, Cosme la paya même deux fois, l'ayant rachetée à la mort du savant, pour acquitter les dettes qu'il avait faites, et déposée ensuite dans le couvent des Dominicains où elle commença la *bibliothèque Marcienne*.

Grâce à Cosme, ce fut à Florence que revinrent toujours les savants les plus distingués, après avoir reçu l'hospitalité d'autres villes et d'autres princes. Nulle part, ils n'étaient aussi délicatement honorés, malgré la rivalité dont ils étaient l'objet. Plusieurs y occupèrent la charge de chancelier. Filelfo lui-

même, ce savant discuteur et vindicatif, qui disait Cosme capable de l'empoisonner, et qui le menaçait de son génie et de son épée, professa à Venise, à Constantinople, à Sienne, à Naples, à Milan, à Rome; mais il fut heureux de mourir, désarmé, à Florence, sous la protection de Cosme.

Ce goût littéraire pour les écrivains de la Grèce et de Rome devait ramener également les arts à l'imitation des monuments et des statues antiques. Déjà Orcagna, dans sa *loggia dei Lanzi*, ouverte à l'air et au soleil, avait secoué le joug du gothique. Deux artistes, Brunelleschi et Michellozzo Michellozzi, tirent maintenant de l'oubli, dans leurs plans et leurs dessins, les ordres de l'ancienne architecture grecque et romaine. Ils rappellent tout à fait les lignes des caprices de l'ogive, où elles avaient commencé à s'égarer pendant le quatorzième siècle, à la sévérité de l'angle droit et de l'arcade que l'Italie d'ailleurs n'avait jamais oubliés; ils substituent le dôme romain ou byzantin au cône ou à la flèche gothique, et préparent une révolution dans l'architecture. Cosme, avec un tact exquis, emploie chacun d'eux, selon ses aptitudes, le premier à élever l'église Saint-Laurent, un temple à plafond plat soutenu de colonnes corinthiennes, et le couvent de Saint-Marc; le second, à bâtir ses palais de Careggi et de Fiesole.

Quand Florence veut achever sa cathédrale commencée au douzième siècle par Arnolfo di Lapo, elle met l'œuvre au concours. Brunelleschi propose de prendre pour modèle le Panthéon romain. On le traite de fou. Il a la gloire de faire triompher son

opinion, mais non pas d'achever l'œuvre; le dôme porte à une hauteur étonnante sa forme allongée. Mais la façade attend encore. Donatello ramène la sculpture à la même école, en prenant ses modèles dans les chefs-d'œuvre des bas-reliefs de la statuaire antique qu'il copiait à Rome; son groupe de Judith et d'Holopherne, exécuté en bronze, ses statues du Campanile, son saint Marc et son fier et hautain David, surtout pour l'imitation énergique du corps, se rapprochent presque des anciens. C'est en face de ce Saint-Marc que Michel-Ange devait dire bientôt : « *Marco, per che non mi parla?* » Cosme met aussi au concours les portes du baptistère de Florence. Trente-quatre artistes concourent; parmi eux sont Brunelleschi, Donatello et un jeune inconnu, Ghiberti. On hésite. « Citoyens, » dit Donatello, après avoir consulté Brunelleschi, « nous nous déclarons vaincus par Ghiberti; » celui-ci, en effet, débute par des portes de bronze qui représentent ces belles scènes de la Bible, dont la beauté idéale et la forme accomplie méritaient, dit Michel-Ange, d'orner les portes du Paradis.

La peinture elle-même profite déjà du progrès. De Cimabüé et de Giotto, elle fait un nouveau pas avec Masaccio; dans les fresques *del Carmine*, il perfectionne le clair-obscur, détache ses personnages du fond du tableau, varie les ombres, les couleurs, enseigne les raccourcis, donne du mouvement aux figures, des formes aux corps. Filippo Lippi, son incontinent disciple, reproduit, avec ses reliefs, ses contours et ses nuances. Fra Angelico da Fie-

sole lui-même abandonne la tradition consacrée, varie et accentue l'expression des physionomies, tout en conservant, au couvent de Saint-Marc, dans ses tableaux de sainteté, l'inspiration mystique, la suave innocence et le ravissement béat d'un âge qui finit. Le monde qui l'entoure va aux sens, au réel, à ce qu'on voit et à ce qu'on touche. Lui, il peint encore, mais d'une manière supérieure, ce qu'on rêve et ce qu'on devine. Au milieu de l'or et de l'azur, du soleil et du ciel qui forment le fond de ses tableaux, ce sont des ombres de bienheureux qui passent, des corps déjà transfigurés, des âmes ravies qui nagent dans la joie et la splendeur. Dans l'art nouveau, l'idéal s'associera au réel.

Le père de la nouvelle Florence fait plus que de recueillir des savants et des artistes, de rassembler des livres et des antiques, il tente d'animer les nouvelles écoles d'un souffle de spiritualisme emprunté à l'antiquité. Il embrasse ou recommande la philosophie de Platon, transportée de Grèce en Italie, par le vieux Gémistus Plétho; il fait élever exprès le jeune Marsile Ficin pour traduire, expliquer le philosophe grec, et fonder cette nouvelle école platonicienne qui devait remplacer la philosophie du moyen âge et son dieu Aristote. Ce platonicien acceptait avec un peu trop de facilité l'hommage du licencieux ouvrage d'Antonio Beccatelli, l'*Hermaphroditus;* mais n'était-ce pas lui qui, du fond de sa maison de campagne, écrivait un jour à Marsile Ficin : « Hier, j'arrivai à Careggi, moins avec le désir « d'améliorer mes terres que de m'améliorer moi-

« même. Venez me voir, Marsile, aussitôt que vous « le pourrez ; et n'oubliez pas d'apporter avec vous « le livre de votre divin Platon, sur le souverain « bien. Il n'y a pas d'efforts que je ne fasse pour « découvrir la route du vrai bonheur. Venez, et ne « manquez pas d'apporter avec vous la lyre d'Or- « phée. » Cosme détruisait la république; mais l'homme d'État lui donnait dans ces beaux jeux de l'intelligence un noble passe-temps.

Tel fut Cosme dans la politique, dans la littérature et dans l'art. Tels furent les moyens dont il se servit pour affermir son autorité dans Florence et l'autorité de Florence dans la Toscane qui lui était soumise presque tout entière. Cosme ouvre les portes du siècle de la renaissance. Il favorise les tendances, il flatte les amours du temps, mais avec réserve, avec mesure. Caractère de transition, il respecte les formes de la république en élevant le pouvoir d'un seul; esprit prudent et discret, il conserve au mouvement qui entraîne les esprits, les lettres et les arts vers l'antiquité, une prudence, une discrétion qui pouvaient leur faire éviter peut-être les écueils, et leur permettre de se fortifier et de se retremper encore à ces sources vives récemment découvertes. Il est le *père de la patrie*, c'est-à-dire de la moderne Florence, et le chef d'une famille de princes qui rempliront de leur éclat et de leur gloire tout le seizième siècle.

LAURENT LE MAGNIFIQUE.

1468-1492.

Le gouvernement d'un Mécène.

Le gouvernement de Pierre, fils de Cosme, ne fut que la transition de celui de Cosme à celui de Laurent. Si Cosme est le père de la nouvelle Florence, son petit-fils Laurent en est bien l'enfant, la vivante image. Né de cette Florence, il la représente parfaitement, et il l'achève à sa propre ressemblance.

Il n'est point de fils de prince, à cette époque, dont l'éducation ait été aussi soignée que celle de Laurent et de Julien, fils de Pierre de Médicis, petit-fils de Cosme. En fait de professeurs, ils eurent, pour la rhétorique et la poésie latine, Christophe Landino, le plus habile commentateur du temps; pour la philosophie platonicienne, Marsile Ficin, le grand prêtre même de ce culte nouveau. Pour compagnons d'études et de travaux, leur père leur donna les jeunes gens les plus distingués de ce temps : Pic de la Mirandole, qui devait transporter dans la science le caractère aventureux et batailleur des condottieri de la Romagne où il était né; les trois Pulci, tous trois poëtes, et le célèbre Ange Politien, dont les muses latine et italienne se disputaient l'esprit, et dont l'érudition et la poésie se partageaient le temps. Heureuse éducation qui ne condamnait pas ses élèves à pâlir sur des livres, ou à noircir du papier,

mais qui se passait en conversations doctes et animées entre les élèves et les maîtres, sous les ombrages frais, ou au bord des ruisseaux des villas paternelles de Careggi et de Caffagiolo! Nous en surprenons le souvenir dans les *Disputationes camaldunenses*, de Landino, dialogue dont nous voyons tous les personnages discuter, un jour au fond d'un bois, un autre jour au bord d'une source transparente qui s'échappe de terre à l'ombre d'un hêtre touffu, tantôt de la supériorité de la vie contemplative sur l'active, tantôt du souverain bien. En vrai fils de prince, Laurent soutient que le vrai bonheur est dans le mélange de l'action et de la contemplation. Quel changement dans ces dialogues, ou dans les œuvres de Politien! Le beau style latin y refleurit presque aussi pur qu'au temps d'Auguste. La langue redevient claire et limpide; l'ordre, la lumière, la mesure répandues dans les œuvres anciennes rentrent dans l'intelligence humaine avec l'harmonie et les grâces de la diction.

Heureux apprentissage aussi du pouvoir! Pierre avait assez aisément hérité de l'autorité de Cosme. Quelques faux amis et quelques républicains, en s'appuyant sur Luca Pitti, avaient formé un parti dit de la montagne, du *Poggio*, pour arracher le pouvoir aux Médicis, à l'expiration de la *balie*. Mais il suffit à Pierre de gagner le chef de la faction, Luca Pitti. Ce citoyen, ancien rival des Médicis, venait d'enfouir sa fortune dans les magnificences d'un nouveau palais, vaste massif de pierre où les piliers doriens supportent les arcades romaines et qui était

destiné à être plus tard le séjour des souverains de la Toscane; on paya ses dettes, et une *balie* créée violemment exila tous les ennemis des Médicis et chargea une commission de cinq membres ou *accopiatori* de choisir tous les mois dans les *bourses* du scrutin le gonfalonier et les prieurs parmi leurs amis. Les exilés réfugiés à Venise cherchèrent à pousser cette république contre le fils de Cosme, mais celui-ci opposa à cette mauvaise volonté le duc de iMlan, le roi de Naples et le roi Louis XI lui-même, qui poussa Paul II à imposer, en 1467, une paix générale aux Italiens. Maître alors, Pierre de Médicis, autant du moins que sa santé lui permit d'agir, mit dans la conduite des affaires de sa maison une rigueur, dans le gouvernement une sévérité qui n'eussent point fondé, comme l'aménité et la prodigalité de Cosme, la fortune politique de sa famille. Mais, réservant pour lui l'impopularité, il laissa à ses deux fils l'heureux exercice de tout ce que le pouvoir peut avoir d'aimable et d'avantageux.

Les mains pleines d'argent, Laurent et Julien continuèrent l'œuvre de Cosme, organisèrent, conduisirent les fêtes, gagnèrent de nombreuses amitiés, de chauds dévouements. Jeunes, aimables, amis du plaisir, ils ne savaient rien se refuser ni refuser aux autres. Des collections, des ateliers ou de la conversation enjouée des savants et des poëtes, ils passaient aux joies folles, aux divertissements, aux longues farandoles masquées des jours gras dans les rues de Florence, ou aux plaisirs de la danse dans les réunions particulières; partout ils donnaient le ton

dans les *canti carnascialeschi* ou les *canzoni a ballo* qu'ils composaient selon la circonstance. De ces fêtes populaires ils revenaient aux aristocratiques joutes, aux lices peu dangereuses dans un temps où les batailles ne l'étaient point, descendant dans l'arène et y combattant de leur personne pour qu'on ne les accusât pas d'amollir Florence par d'énervants plaisirs. Deux petits poëmes, l'un de Pulci, l'autre de Politien, nous ont conservé le souvenir d'un de ces tournois. Pulci nous y décrit minutieusement l'arène, les juges du camp, les combattants, son héros surtout, monté sur un cheval dont Ferdinand de Naples lui avait fait cadeau, couvert d'une armure qui était un don de François Sforza, avec un écusson aux fleurs de lis et la devise : « Le temps revient. » Politien, âgé alors de quatorze ans, fait dans son poëme l'éloge de Julien, de son éducation, de ses premières amours, et y ajoute celui de Laurent, heureux jeune homme, « à l'ombre duquel, dit-il déjà, Florence se repose pacifiée et joyeuse, sans craindre les vents, ni le ciel menaçant, ni Jupiter aux terribles sourcils. »

Au milieu de ces jeux, Laurent eut la gloire de déjouer une conspiration tramée contre son père, et montra, jeune encore, qu'il savait cacher un adroit politique sous des formes aimables. Le chef des républicains, Luca Pitti, abandonné maintenant qu'il était sans crédit, voulut prendre sa revanche et tenter d'assassiner Pierre. Laurent en fut averti comme il précédait son père sur le chemin de Careggi à Florence, où l'on devait tenter le

coup. Il eut le temps de prévenir Pierre, de lui faire prendre un chemin détourné, tandis que lui-même, calme, affable, aimé, poursuivit sa route au milieu des assassins désarmés. Ainsi grandit-il facilement pour la vie et pour le pouvoir, politique cependant et maître de lui jusque dans les mouvements les plus secrets et les plus délicats de son cœur. Jeune et poëte, il s'essaye à la poésie et à l'amour aux pieds de la belle Lucretia Donati ; il la chante, il l'adore : « Cherche qui voudra, dit-il dans un sonnet, la pompe et les splendides honneurs : »

Cerchi chi vuol le pompe et gli alti onori.

Mais il accepte bientôt le solide établissement que lui ménage son père, en lui faisant épouser Clarice Orsini, d'une des plus puissantes familles de Rome.

Après la mort de Pierre, la république parut s'effacer, reculer elle-même, pour faire place aux deux jeunes gens. Pendant ses dernières années, Pierre, malade, incapable de gouverner, avait laissé l'administration entre les mains de clients : les Soderini, les Pazzi, les Papuri, les Guicciardini, qui l'exploitaient à leur profit, au point de mécontenter Pierre lui-même. Lui mort, ceux-ci espéraient, à la faveur de la jeunesse de Laurent et de Julien, continuer, comme auparavant, et faire mieux même encore leurs affaires, s'ils gouvernaient en leur nom. Tomasso Soderini persuada donc à la Seigneurie qu'il valait mieux conserver un pouvoir déjà affermi que d'en créer un nouveau; et les premiers citoyens allèrent mettre, d'un commun accord, la république

aux pieds de Laurent et de Julien, qui reçurent cet hommage avec aisance et modestie. Ainsi, ces amis dévoués de la république créèrent une nouvelle *balie* pour tout légitimer, choisirent le gonfalonier, les prieurs, et Laurent et Julien prirent le pouvoir; comme sous leur père, ils n'en parurent d'abord vouloir que l'apparat, la représentation, les libéralités, la protection des lettres et des arts.

Le nouveau duc de Milan, Galéas Sforza, vint rendre visite en grand appareil aux nouveaux chefs de Florence. Il déploya aux yeux des Florentins un vrai luxe de parvenu. Cinquante haquenées pour la duchesse, cinquante chevaux de main, tout caparaçonnés d'or, pour le duc; cent hommes d'armes, cinq cents gardes à pied, cinquante estafiers couverts d'argent et de soie, cinq cents couples de chiens de chasse et un nombre infini de faucons lui servaient d'escorte. Laurent reçut le duc et la duchesse dans sa maison, fit héberger, aux frais de l'État, toute leur suite dans les maisons de Florence. Il eut meilleur goût et plus princier à étaler aux yeux de ses hôtes ses bibliothèques nouvelles, ses collections de tableaux, d'antiques, qui émerveillèrent le barbare Galéas. Trois mystères furent joués à l'occasion de cette visite: l'Annonciation de la Vierge dans l'église de Saint-Félix, l'Ascension du Christ aux Carmes, et la Descente du Saint-Esprit sur les apôtres à l'église du Saint-Esprit, qui fut fort endommagée par l'incendie que les torches communiquèrent à l'édifice. Mais toute la réception ne fut pas dans ce goût religieux et sévère. Machiavel

nous assure, et il en est presque scandalisé, que la loi du carême, dont c'était le temps alors, ne fut point toujours observée dans les banquets; l'austérité du moment fut même plus d'une fois interrompue par des fêtes, des danses qui n'étaient plus à leur place, et que les deux Médicis menèrent joyeusement. Ce fut une visite dont, encore au dire de Machiavel, Florence se ressentit longtemps. « La cité, dit-il, commença à se remplir de courtisanes, et les jeunes gens, plus libres qu'à l'ordinaire, apprirent à prodiguer l'argent en vêtements, en festins, en plaisirs de toute espèce, à consumer leur temps et leurs biens au milieu des jeux et des femmes, à chercher à briller par leurs atours et leur langage recherché. » Quelque temps après le départ de Galéas, on fut obligé de faire une loi contre le luxe des vêtements, des funérailles et des festins.

Laurent dépensait cependant plus utilement les richesses paternelles. La seigneurie de Florence, cédant à un mouvement de générosité, avait décrété le rétablissement de l'université de Pise, tombée avec sa liberté dans une décadence complète. Le fils de Cosme se chargea lui-même d'exécuter le décret, ajouta des sacrifices personnels aux six mille florins annuels qu'avait votés la république, distribua les chaires et choisit lui-même les professeurs. Pise jeta encore quelques éclairs de son ancienne splendeur. Florence cependant ne devait pas rester audessous. Dans son académie grecque, Jean Lascaris, pour occuper les savants, fit aux frais de Laurent, en Orient, un voyage dont il rapporta un

nombre considérable d'ouvrages rares et de grand prix. La collection de statues et d'antiques de Cosme s'augmentait tous les jours; Laurent fit disposer les jardins du couvent de Saint-Marc pour les recevoir et offrir à toute heure des objets d'étude aux artistes. Le vieux Bertaldo, élève de Donatello, eut la surintendance de cet établissement qui devint, sous le nom de *Museum florentinum,* une véritable académie des beaux-arts.

Une direction élevée comme sous Cosme semblait toujours présider à ce mouvement régénérateur des lettres et des arts. Laurent prétendit renouer la chaîne interrompue de la tradition platonicienne. A l'occasion du cadeau qu'on lui fit d'un buste de Platon, retrouvé, disait-on, dans le jardin de l'*Académie*, il rétablit pour ses admirateurs et ses nouveaux disciples la fête annuelle du grand philosophe. On dut la célébrer désormais par un banquet et par la lecture et le commentaire de quelques passages de ses ouvrages. Laurent l'inaugura le premier avec ses amis, Landino, Marsile Ficin, Politien et autres, à Careggi, en lisant un charmant dialogue en vers italiens; après y avoir recherché quelle est la vie la plus heureuse, celle de la ville ou celle des champs, il conclut que le bonheur est partout, si on le cherche, comme on le doit, dans la contemplation de l'Être suprême, de la cause première. La pièce de vers se termine par une invocation que le complaisant Politien souhaite de voir tout le monde répéter au milieu de ses prières. La révolution n'est-elle pas complète? La renais-

sance n'a-t-elle pas son culte nouveau, ses agapes, ses autels, ses prières et son Dieu ? Un auguste visiteur, Christiern de Danemark, mit cependant peut-être le doigt sur le côté faible de cette nouvelle religion littéraire. Après avoir examiné avec attention, mais sans témoigner beaucoup d'admiration, les palais, les bibliothèques, les collections de livres et de tableaux de Florence, il demanda à voir la copie des évangélistes grecs qu'on avait fait venir de Constantinople et celle des Pandectes de Justinien qui avait passé d'Amalfi à Florence. « Voilà, dit-il, après avoir baisé l'une et mis la main avec respect sur l'autre, le véritable trésor des princes ! »

On pouvait, en effet, surprendre sous ces brillants dehors et au milieu de tous ces charmants loisirs une imprévoyance singulière dans un temps gros de périls pour la chrétienté et pour l'Italie. Le roi Louis XI avait besoin de rappeler aux deux jeunes frères la nécessité pour Florence de rester en bon accord avec Naples et Milan. Grâce à lui, Laurent conclut avec ces États une ligue défensive. Gênes perdait alors sa brillante colonie de Caffa; Venise luttait seule contre les Turcs et voyait tomber Négrepont. Au moment de ce désastre, Florence se contenta de renouveler, en 1471, avec le pape Paul II et les États italiens, et encore à l'instigation de Louis XI, la ligue conclue à Lodi en 1454 pour la défense commune; mais en même temps il réserva la ligue particulière faite avec le roi de Naples et le duc de Milan.

Le premier intérêt de Laurent n'était-il pas de

se mettre en bons termes avec les souverains, pour se maintenir contre les républicains? Mais ces unions particulières elles-mêmes étaient éphémères. Le même pape ayant conclu, en effet, une alliance de famille avec le roi de Naples, Laurent se crut obligé de se retourner, pour faire contre-poids, du côté des Vénitiens. Une conspiration vint enfin troubler le ciel jusque-là pur et tranquille des deux petits-fils de Cosme de Médicis, et rompre l'équilibre qu'ils maintenaient si laborieusement en Italie.

A mesure qu'ils avançaient en âge, les deux frères avaient repris peu à peu le gouvernement qu'ils avaient d'abord laissé exercer en leur nom. En 1470, ils nommaient eux-mêmes les *accopiateurs*, qui désignaient le gonfalonier et les prieurs; ils n'appelaient plus guère que le gonfalonier à leurs conseils, et ils maintenaient une *balie* permanente qui disposait à leur gré des lois, des biens et des personnes; première cause de mécontentement parmi les riches et puissantes familles qui se virent dépouillées de la part d'influence qu'elles avaient encore exercée dans le gouvernement! L'administration des deux frères n'était pas excellente. En 1472, Volterra se révolte, et ils sont obligés, pour la soumettre, de demander par l'entremise de Louis XI des secours au duc de Milan [1]. Heureux d'avoir le loisir, le crédit avec la puissance, ils n'accordaient plus à leurs entreprises commerciales, à leurs spéculations, les mêmes soins,

[1] Voir, pour l'influence exercée par Louis XI sur les États Italiens, les *Négociations diplomatiques de la Toscane avec la France*, Ab. Desjardins, tome Ier, années 1471, 1472.

la même surveillance. Quelques désastres furent le résultat de cette négligence. Habitués déjà à mettre la politique de Florence au service des intérêts de leur famille, Laurent et Julien se laissèrent aisément aller à confondre leur caisse avec celle de la république, et à parer aux pertes de leur maison avec les deniers de l'État : seconde cause plus générale de mécontentement et de réclamations ! Une famille, celle des Pazzi, tenta de profiter de ces imprudences et de ces mauvaises dispositions, en 1476, pour ourdir un complot contre les Médicis.

Les Pazzi étaient une des maisons florentines dont l'amour-propre et les intérêts avaient le plus à souffrir de la puissance des Médicis. Cosme et Pierre avaient essayé de les désarmer, le premier en faisant épouser à l'un d'eux une de ses petites-filles, sœur de Laurent et de Julien; le second en les associant à son gouvernement. Laurent, au lieu de les ménager, croyait devoir tout faire pour les abattre. Dernièrement encore, pour mieux les éloigner du pouvoir, il les avait, par une loi portée à cet effet, privés du légitime héritage des Borromei. L'un des Pazzi, François, esprit inquiet et ambitieux, qui souffrait de l'abaissement de sa famille, s'était retiré à Rome où il avait établi une maison de banque ; il était alors chargé des affaires de Sa Sainteté. Plus hardi, plus entreprenant que les autres, il résolut bientôt de se servir de ses relations à Rome contre les ennemis de sa famille.

Laurent de Médicis venait de mécontenter le pape Sixte IV en se joignant à la ligue qui avait arrêté

les progrès de l'établissement de son neveu dans la Romagne. François Pazzi n'eut point de peine à faire partager à la cour pontificale ses ressentiments et ses projets. La lecture de l'histoire des républiques anciennes, fertile en coups de main et en conspirations, n'était pas étrangère non plus à toutes ces idées de surprise, à ces tentatives de bouleversement. Une vaste intrigue, ourdie de longue main par des têtes politiques, embrassa bientôt de ses réseaux presque toute l'Italie. François Pazzi et le neveu du pape, Jérôme Riario, en furent les principaux auteurs. « Le pape savait tout et désirait le succès, dit Guichardin, bien que son neveu seul menât les choses. » Sixte IV, assez mal disposé pour les lettres, laissait tourner contre Laurent, leur protecteur, les armes que la renaissance païenne fournissait aux conspirateurs. Le roi de Naples, Ferdinand, jaloux de l'influence de Laurent en Italie, l'archevêque de Pise, Salviati, que Laurent refusait de recevoir dans son archevêché, tous les Pazzi à Florence, et quelques autres se mirent du complot. Le coup était double, à la fois extérieur et intérieur; il avait pour moyens la guerre et l'assassinat.

Tandis que le pape et Ferdinand de Naples, sous différents prétextes, feraient filer des troupes vers les frontières de l'État de Florence, on devait se défaire dans la ville, d'un même coup, des deux Médicis. Les rôles dans cette dernière partie du drame étaient assez bien partagés. Au même moment, dans Florence, François Pazzi, un condottiere du nom de Baptista de Montesecco et quelques bravi de Pérouse

frapperaient les Médicis; l'archevêque Salviati, avec une petite troupe de conjurés, s'emparerait du palais de la Seigneurie, c'est-à-dire du gouvernement; enfin le chef de la famille des Pazzi, le vieux Jacopo, homme de bien, dit Guichardin, mais joueur et blasphémateur, parcourrait les rues de Florence en appelant le peuple à la liberté. Était-ce le rétablissement de l'ancienne constitution républicaine, l'élévation d'une nouvelle tyrannie ou d'une oligarchie, la soumission peut-être de Florence au Saint-Siége, qui suivrait la chute des Médicis? Les conjurés ne s'en étaient pas clairement expliqués, chacun espérant, sans doute, prendre pour soi la peau de l'ours quand il serait abattu.

Machiavel trouve la conspiration assez bien conçue et les rôles bien distribués. On peut, d'après lui aussi, savoir pourquoi elle ne réussit point: c'est que les conspirateurs ne purent frapper leurs victimes dès la première occasion. Après avoir longtemps hésité, varié, changé, deux fois les conjurés avaient fixé le lieu et l'heure, d'abord chez Jacopo Pazzi, puis chez Laurent lui-même, pendant un festin; la première fois Julien ne vint pas, la seconde, Laurent manqua. En fait de conspiration, Machiavel le dit: «Partie manquée n'est point partie remise.» Plus une conspiration traîne, moins elle a de chance de succès; les indiscrétions se multiplient, les cœurs se refroidissent, les volontés défaillent, tout manque. On choisit définitivement la cathédrale de Santa Reparata, où les deux frères devaient se rendre un jour de fête, pour théâtre de l'assassinat,

et le moment de l'élévation pour signal. Mais c'était la troisième reprise, on était bien moins résolu que la première fois. Le condottiere, qu'aucun scrupule ne semblait devoir arrêter, hésita. L'assassinat, cette ressource païenne, dans un saint lieu, c'était trop demander à un brigand; il n'avait sans doute pas lu ses auteurs. Deux clercs, Antoine de Volterra et Étienne Bagnoni, ne reculèrent point. Mais Machiavel assure que, les rôles une fois distribués, il est dangereux de les changer.

Le jour venu, l'église était remplie; on célébrait une messe en l'honneur du récent cardinalat de Raphaël Riario, jeune homme qui n'était point dans le complot, mais qui y jouait son rôle sans s'en douter. Laurent tardait encore cette fois; François Pazzi, impatient, l'alla chercher chez lui, le pressa, l'entraîna à force de caresses, au point de lui passer la main autour de la taille, comme pour le décider à partir, en réalité pour voir s'il ne portait point sur lui, comme souvent, une légère cotte de mailles. Il l'entraîna ainsi jusqu'à l'église, le plaça devant Antoine de Volterra et Bagnoni, et prit position lui-même derrière Julien avec un autre. Au moment de l'élévation on entend un grand cri; François Pazzi et son complice, un Bernardo, avaient d'un double coup percé Julien, et avec tant de précipitation qu'ils s'étaient eux-mêmes blessés; mais Antoine de Volterra met Laurent en garde en lui découvrant l'épaule avec sa main gauche pour ajuster mieux son coup. Légèrement atteint, celui-ci a le temps de tirer l'épée, se fait un bouclier de son manteau et

tient tête à ses adversaires. Les assistants s'enfuient, se précipitent les uns sur les autres. Laurent, ferraillant avec quelques amis, contre Pazzi et Bernardo, gagne la sacristie, dont Ange Politien ferme la porte.

Une autre maladresse fit tout manquer également au palais de la Seigneurie. Jacques Salviati s'était présenté avec sa suite, au son des cloches de la cathédrale, pour être admis auprès de la Seigneurie. Il monte l'escalier, traverse plusieurs appartements, poste une partie des siens dans la chancellerie pour ne point exciter les soupçons, pousse les portes sur eux, mais s'aperçoit tout à coup qu'il a enfermé ses complices, la serrure ne pouvant se rouvrir sans clef. C'était une précaution du gonfalonier Petrucci, à qui une surprise semblable avait appris la prudence à Volterra. Fâcheux contre-temps! Salviati se présente devant la Seigneurie l'air effrayé, balbutiant. Le gonfalonier soupçonne quelque chose, fait arrêter Salviati avec ceux qui le suivaient par précaution, et les met au secret. Il avait à peine fini que le bruit de l'attentat se répand dans toute la ville, et arrive jusqu'à lui. Le vieux Jacopo Pazzi s'était jeté vainement dans les rues en criant: « Vive la liberté! » Le peuple, soit affection pour les Médicis, soit horreur pour l'attentat, répondait par le cri de ralliement des Médicis: « *Palle! Palle!* » Tout était manqué. Averti et furieux du danger qu'il avait couru, Petrucci fit pendre aux fenêtres du palais l'archevêque Salviati, son fils et quelques autres, et ordonna d'aller dégager Laurent. Le peuple, qui

s'était précipité en foule à Santa Reparata, reconduisait déjà Laurent chez lui en triomphe, puis, poursuivant les coupables, faisait main-basse sur François Pazzi, qui s'était retiré blessé dans sa maison, et sur tous ceux qu'il rencontrait. Près de soixante citoyens furent ainsi massacrés ou pendus, et leurs corps traînés avec des injures et des avanies dans les rues de Florence jusqu'à l'Arno.

Sauvé de l'assassinat, Laurent de Médicis fut plus maître que jamais à Florence. Ses ennemis, en attendant avec plus de patience que ses affaires, déjà en désordre, se gâtassent tout à fait, eussent vu, dans peu de temps sans doute, son autorité tomber avec son crédit. Telle avait été la pensée de quelques-uns. Sorti maintenant d'une crise périlleuse, Médicis gagna en réputation et en honneur. Louis XI l'appela son cher et grand ami, et envoya Comines l'assurer de son dévouement. Tout le monde lui offrit l'appui de son argent et de son épée. Il prit des gardes. Ses anciens compagnons devinrent ses sujets, et son autorité, considérable jusque-là, mais chancelante, sortit de cette épreuve affermie [1].

Il pouvait soutenir une guerre en son nom. Le pape lançait l'excommunication contre lui. Les condottieri pontificaux, Montefeltro, duc d'Urbin, et San-Severino, le fils de Ferdinand, duc de Calabre, étaient déjà aux frontières de la Toscane. Ils marchaient

[1] Guich., *Oper. ined.*, III, ch. IV. *Négociations de la France et de la Toscane.* Lettre de Louis XI, 1478.

sur le territoire florentin, les premiers du côté de Pise, le second du côté de Sienne, et, cherchant à séparer les intérêts de Laurent de ceux de la république, protestaient dans leurs manifestes qu'ils n'en voulaient point à Florence, mais à celui qui avait usurpé le pouvoir chez elle. Laurent obtint des évêques toscans réunis en synode une protestation et un appel au futur concile. Il rassembla les *seigneurs* et les principaux citoyens, leur tint un beau discours, leur tira de l'argent, et prit des condottieri à sa solde, d'abord Hercule d'Este, duc de Ferrare, puis le marquis de Mantoue, un Malatesta et un Sforza. Enfin, il somma le duc de Milan et les Vénitiens de lui envoyer des secours en vertu de leurs anciens traités d'alliance. Le roi de France fit le plus, par ses actives négociations, en faveur de « son cher ami et cousin ».

Mais les Médicis, qui marchaient à l'usurpation par une route de fleurs, avaient trop accoutumé Florence à l'indolence et à la mollesse, pour qu'elle aimât la guerre. Les Vénitiens, occupés ou épuisés par leurs guerres contre les Turcs, le duc de Milan, distrait par les intrigues pontificales, restaient chez eux. Hercule d'Este gagna fort mal son argent; il trahit peut-être Médicis à Poggio Imperiale, où il fut battu. Le marquis de Mantoue ne fit pas mieux. Le Malatesta et le Sforza, qui commandaient l'un des *Bracceschi,* l'autre des *Sforzeschi,* soldats des deux écoles militaires qui se partageaient les mercenaires de l'Italie, ne s'entendirent point; on eût dit deux savants. Florence se lassa bientôt de payer

et de voir son territoire ravagé, ses richesses en proie aux condottieri ; assez indifférente d'ordinaire à ces sortes de punitions, elle se plaignait presque d'être excommuniée, interdite par le pape pour les fautes d'un autre. Les ennemis étaient partout sur son territoire. Les Florentins abandonnaient leurs campagnes ravagées et se répandaient en tumulte dans la ville. « Il nous faut la paix, » dit à Laurent un Florentin en pleine place publique.

Laurent de Médicis comprit promptement la situation. On avait voulu séparer la cause de Florence de la sienne ; pour se maintenir il acheva de séparer sa cause de celle de la vieille politique libérale de Florence ; il se jeta tout à fait du côté des princes. Il rassemble les *Seigneurs* et les harangue encore : « Ses ennemis disent que c'est à lui qu'ils en veulent : eh bien ! il se rendra auprès de Ferdinand. Si c'est sa vie que le roi désire, Laurent la mettra à sa disposition ; si c'est à la patrie qu'on en veut, il verra dans quelles conditions il devra faire avec ses ennemis la paix ou la guerre. » Cette résolution prise, il l'annonce à la Seigneurie et part pour Livourne avec un grand appareil d'abnégation, mais assuré de la bonne réception du roi Ferdinand. Arrivé de sa personne à Naples, il traite avec ce souverain puissant du Midi, affecte la confiance pendant trois mois, malgré ses craintes personnelles, le charme, le persuade surtout, le détache enfin du pape et conclut avec lui une bonne paix qui lui permet de mépriser, puis de désarmer l'hostilité pontificale. A quelles conditions secrètes, on ne l'a

jamais bien su; mais quelle politique fut sacrifiée, celle de l'homme ou celle de l'État, du prince ou de la république? il n'est pas difficile de le deviner. Le roi et Laurent se garantirent réciproquement leurs États, c'est-à-dire leur pouvoir.

Laurent de Médicis revint à Florence, non-seulement en paix avec le dehors, mais complétement maître dans la république. Pendant son absence, beaucoup avaient craint, mais plusieurs avaient espéré qu'il ne reviendrait pas. On s'était plaint tout haut que la république n'existait plus. Laurent savait tout cela. Il s'était fait maintenant recevoir, agréer parmi les princes. Il agit comme eux. Les ambassadeurs florentins allèrent s'humilier pour lui aux pieds du pape; ils convinrent qu'ils avaient grandement péché, reçurent sur les épaules les coups de baguette du grand pénitencier en répétant: *Miserere mei, Domine*. Pour Laurent, profitant du mécontentement où la guerre avait jeté ses compatriotes, il augmenta encore son autorité en créant un conseil étroit, sorte de Sénat de soixante-dix membres chargé de remplir les bourses du scrutin pour les fonctions, et un grand conseil (*consiglio maggiore*) de deux cent soixante-seize membres qui sanctionna la paix et légalisa désormais silencieusement toutes ses volontés. De ce jour (1480) sa conduite fut celle d'un véritable prince occupé à affermir son autorité à Florence et sa situation dans la péninsule.

A Florence, il donne encore aux grands les titres honorifiques, les magistratures, les ambassades,

mais il ne confie les fonctions utiles qu'à des petits, ses créatures. Il répartit arbitrairement les impôts. Il empêche les mariages entre les grandes familles et dispose souvent des unions à sa volonté.

Au milieu des conflits qui naissaient à chaque instant entre les différents États italiens, prince par le fait, agissant au nom d'une république toujours existante par le droit, il n'est plus occupé qu'à maintenir un équilibre véritable, le *statu quo* auquel il trouve son compte; toujours décidé à empêcher les grands États de s'accroître aux dépens des petits, mais d'ailleurs ami et soutien des souverains plutôt que des républiques, et prêt à sacrifier la faiblesse ou la liberté à son profit.

Le pape Sixte IV trouble de nouveau un instant l'Italie en voulant avec Venise conquérir Ferrare pour son neveu. Laurent ligue d'abord les autres États en faveur du duc de Ferrare; puis il passe dans l'alliance de Sixte IV, brouillé avec Venise, contre cette république. Enfin, quand celle-ci est menacée trop vivement, il lui sert d'intermédiaire pour amener, en dépit du pape, la paix qui la sauve. Innocent VIII, successeur de Sixte IV, suscite une révolte des barons napolitains contre leur roi. Laurent force le pontife à faire la paix avec Ferdinand, mais sans garantir sérieusement les barons napolitains menacés. Ludovic le More se dispose à usurper odieusement le duché de Milan sur son neveu mineur; Laurent jette encore dans ses bras la république de Gênes, sur laquelle il prend Sarzane et Pietra-Santa, et la pousse à bout en ravi-

vant chez elle les querelles des Adorni et des Fregosi. Partout songeant à son intérêt plus qu'à la justice, à Florence plus qu'à l'Italie, à lui plus qu'à Florence, il amène enfin Sienne, de révolution en révolution, jusqu'à une oligarchie jalouse qui ne laissait point à côté de lui le spectacle dangereux de la liberté, et devait aboutir à l'autorité de la famille des Petrucci, semblable à la sienne; on le soupçonne d'avoir favorisé peut-être l'assassinat d'un Sforza et d'un Manfredi dans les petites villes de la Romagne pour étendre son influence dans cette province pontificale.

De tous les princes italiens, il est le plus habile à jouer le jeu de la bascule, et c'est ainsi qu'il jouit de l'estime de l'Italie, de Louis XI et des princes les plus éloignés. Sauveur du duc de Ferrare, du roi Ferdinand, allié de Milan, disposant du pape Innocent VIII, maître d'un peuple d'esprit inquiet et de libre parler, mais constamment soumis, il obtient un fils du pape pour une de ses filles, une Orsini de Rome pour son fils aîné Pierre, une fille de la maison de France pour l'autre, et le chapeau de cardinal pour le plus jeune, Jean, avec des bénéfices en France et dans le royaume de Naples. L'Europe le courtise; les ambassadeurs de l'empereur Frédéric III et du roi d'Espagne lui font la cour; il est en commerce d'aimables lettres avec Corvin de Hongrie et avec Jean II de Portugal, en réciprocité de tendresses avec Louis XI et en échange de présents avec le sultan de Constantinople. Celui-ci alla jusqu'à lui livrer un de ses assassins réfugié

dans ses États. Les cadeaux de manuscrits, de lions, de girafes et d'eunuques ne suffisaient plus au maître de Florence.

Au fond, il y avait une idée juste et pratique dans la conduite politique de Laurent le Magnifique en Italie. Seulement il y mettait un peu trop d'égoïsme, de subtilité et de ruse craintive. Ces défauts percent dans ses instructions aux ambassadeurs et même dans ses lettres. Il prie son grand ami le roi de France de ne pas trop insister dans ses relations avec les autres États italiens sur l'intimité dont il le favorise, de peur de lui faire tort auprès d'eux. On aime à le voir insister auprès du pape Innocent VIII sur la nécessité de l'union italienne, pour l'honneur, l'intérêt, le bien commun de tous les États italiens. Mais on regrette de surprendre toutes les précautions dont il s'avise pour dissimuler son influence et empêcher entre les autres une intimité trop grande qui pourrait lui nuire à lui-même. Il se réserve toujours, il se prête à tous, sans se donner à personne. Le maintien d'un équilibre nécessairement instable, voilà ce qu'il cherche, et non pas une union sincère. Il ne s'aperçoit pas qu'il sert de modèle aux autres pour faire les mêmes réserves, et que le premier choc sérieux pourra culbuter cet équilibre maintenu avec tant d'art.

Florence ni libre ni esclave, mais intelligente et riche, fut heureuse, on ne peut le nier, sous cette habile direction : le peuple, satisfait par l'abondance des choses nécessaires à la vie, passait son temps en fêtes et en spectacles. Les savants et les gens déli-

cats étaient heureux de voir honorées et récompensées les œuvres de l'intelligence, des lettres et des arts [1] : « On n'entendait parler, dit un écrivain con-
« temporain, peut-être cependant avec un peu trop
« de complaisance, ni de vols, ni de désordres noc-
« turnes, ni d'assassinats ; de jour et de nuit chacun
« pouvait vaquer à ses affaires avec la plus parfaite
« sécurité ; on n'y connaissait ni espions ni délateurs,
« on ne souffrait point que l'accusation d'un seul trou-
« blât la tranquillité générale ; c'était une maxime
« de Laurent qu'il vaut mieux se fier à tous qu'à
« quelques-uns. » Mieux que cela, les mœurs des Florentins s'adoucirent au milieu des délicatesses (*gentilezze*) dont la cité était remplie ; leurs manières prirent alors un vernis de politesse tout particulier ; la politesse est plutôt la vertu des monarchies que celle des républiques. Florence ne connaît plus en effet, pendant cinquante ans, les révolutions ; plus de prises d'armes, de coups de main, de proscriptions, d'exils, mais aussi plus de bruit de guerre et de discipline militaire. Les lettres, les arts deviennent la seule passion de tous. Une édition ou traduction d'un auteur ancien, d'un poëme latin ou italien, la découverte d'une statue, un tableau, sont les principaux événements de Florence. La science ou la poésie, maintenant affaires d'État, mènent à tout : Benedetto Accolti et Bartolomeo Scala devenaient secrétaires de la république, mais quand la république n'était plus. Les plus diserts parmi les

[1] Guicc., *Oper. ined.*, *Stor. fior.*

lettrés servent d'ambassadeurs à Florence. Florence ne menace désormais de déranger l'équilibre politique de l'Italie que par amour-propre littéraire : Georges Mérula, savant milanais, avait critiqué les Miscellanea de Politien. Une aigre polémique s'éleva entre les deux anciennes républiques, et les deux souverains furent obligés d'intervenir entre les deux villes.

Ce nouveau régime fut-il favorable à la fortune, au tempérament, à la puissance de Florence ?

Occupé de politique et d'arts, Laurent avait de plus en plus négligé son commerce et sa banque. Ce ne sont point là choses qu'on traite en grand seigneur. Les agents, les commis, peu surveillés, imitaient le maître; ils vivaient de luxe, de plaisirs, laissaient aller les choses. Quelques-uns étaient savants, lettrés; mais ce n'était pas le cas. Plus d'une expédition manqua, plus d'une opération tomba à faux. Médicis fut bientôt hors d'état, de sa fortune personnelle, de supporter ces insuccès, de réparer ces désastres, de faire face à tous ces embarras. Il avait, de ses propres ressources, soutenu, paré, embelli la république; Florence vint à son secours; les revenus de la république servirent pendant quelque temps à combler les déficits de la fortune de son maître, à faire honneur à la signature de celui qui l'avait asservie. Les Médicis avaient acheté Florence en s'endettant; Florence paya leurs dettes, elle remboursa elle-même à l'acheteur le prix de la vente. Cette ressource cependant ne dura guère. Une ville tout entière ne pouvait racheter une maison

qui avait acheté toute une ville. Florence s'épuisait à soutenir ses maîtres, elle allait être entraînée dans la débâcle de leur banque. Laurent se résolut à cesser des opérations désastreuses pour son pays et pour lui. Mais il fallait liquider ; le doit dépassait l'avoir, et le passif débordait l'actif. Florence, après sa liberté, abandonna son honneur à son maître.

Une commission de dix-sept membres, instituée à cet effet, entreprit de sauver Laurent de la banqueroute, sans ruiner les finances de l'État déjà fort aventurées par des emprunts ; elle ne trouva d'autre moyen que la banqueroute même de Florence. La réduction de l'intérêt de la dette publique de trois pour cent à un et demi, une altération de la valeur de la monnaie en remboursement, la confiscation au profit de l'État de quelques fondations pieuses, y suffirent. Qui profita, qui perdit à l'association établie entre la maison Médicis et la république? Laurent y gagna une principauté ; Florence y perdit la liberté et l'honneur. Laurent fit quelques façons pour accepter ce qu'il appelait cette marque d'estime et d'affection de la république ; il rejeta le désastre de sa maison sur l'insuffisance de ses agents, s'applaudit du moins de n'avoir pas donné lieu à augmenter les impôts, et trouva moyen, toute liquidation faite, d'arrondir ses domaines déjà fort vastes dans la Toscane et d'asseoir sa fortune, comme il convenait à un prince, sur la propriété foncière et les solides revenus de l'agriculture. La place de Florence, il est vrai, perdit dans l'estime et dans la confiance générale du commerce de cette époque ; elle ne joua

plus dans le monde financier le rôle qu'elle avait joué depuis plus d'un siècle, sa réputation en fut atteinte. Mais elle crut avoir de quoi se consoler.

Laurent, pour étourdir les Florentins, fit succéder les fêtes aux fêtes, tantôt religieuses, tantôt païennes. A l'occasion du mariage de sa fille avec François Cybo, le fils du pape Innocent VIII, il composa, fit représenter et joua lui-même avec ses fils le mystère de Jean et de Paul, martyrs sous Constantin. Le théâtre était dressé dans une église même ; Laurent y remplissait le rôle de Constantin ; il put s'écrier avec une tristesse bien sentie : « Souvent celui qui donne à Constantin le nom d'heureux l'est beaucoup plus que moi et ne dit pas la vérité. » On vit dans ce mystère les scènes les plus variées jouées sur le théâtre même avec grand renfort de personnages : deux grands combats, un banquet et une fête, avec danses et concerts. A la fin, sainte Agnès et la Sainte Vierge descendaient sur un nuage au tombeau de saint Mercure, qui sortait lui-même du sépulcre, pour frapper au cœur dans un merveilleux dénoûment Julien l'Apostat.

D'autres fois, c'était la mythologie, l'antiquité païenne, les anciens héros, après les saints, qui fournissaient le sujet. Florence se transformait alors tout entière en théâtre, dans des représentations tantôt tragiques, tantôt folles. Toute la population se mettait de la partie, le soir, aux flambeaux, s'allongeant en processions dans les rues ou s'étalant sur les places décorées pour la circonstance, au milieu, on le devine, de quels périls pour les mœurs !

De véritables artistes, François Granacci, Pierre di Cosimo, dressaient le plan, dessinaient les costumes, les chars, les trophées, organisaient la marche, déterminaient les scènes. Des poëtes composaient les libretti, faisaient les vers; Laurent lui-même en donnait encore l'exemple. Une représentation, faite pendant la nuit, du triomphe de la mort fut celle qui réussit le mieux et fit sur les Florentins l'impression la plus profonde. Ils frémirent, quand sur une place tendue de noir avec des larmes, des crânes, des os d'argent, éclairée par des torches, un acteur déguisé en spectre avec sa faux se dressa sur son char attelé de bœufs noirs, et s'écria : « Nous « sommes morts comme vous voyez, comme morts « nous nous verrons, nous avons été comme vous « êtes et bientôt vous serez comme nous. »

Morti siam, come vedete,
Così morti vedrem voi,
Fummo già come voi siete,
Voi sarete come noi.

La vieille Florence crut peut-être entendre là sa sentence, la population se dispersa triste et pensive. La république n'existait plus.

Laurent avait du moins ce qu'il désirait depuis longtemps. Sous les frais ombrages de Poggio-Cajano, de Careggi, de Caffagiolo, il était à l'abri des âpres orages de la politique, ramenant son âme dans un port plus tranquille :

Fuggito avea l'aspra civil tempesta
Per ridur l'alma in più tranquillo porto.

Il y avait bien dans ce port quelques petits orages. La femme de Laurent, Clarice Orsini, d'une famille romaine et pieuse, ne s'entendait pas toujours sur l'éducation de ses enfants avec lui et surtout avec Politien, leur maître. Entier dans ses opinions, intraitable sur ses préférences, Politien se plaint que Clarice occupe Jean, le futur cardinal, à la lecture du psautier. « Lorsque Clarice ne se mêlait point de diriger le jeune homme, ses progrès, dit-il, étaient bien plus rapides. » Clarice se plaint de son côté des lectures profanes que le maître permet à son élève, et des épigrammes qu'il lance contre les pieuses lectures qu'elle conseille. Les querelles sur l'éducation classique ne sont pas nouvelles, elles commencèrent au foyer d'un des premiers protecteurs de la renaissance. La mère mit enfin le marché à la main à son mari, le força d'opter entre elle et le précepteur. Impuissant cette fois à maintenir l'équilibre dans sa maison comme en Italie, Laurent sacrifia Politien, mais le consola par le don d'une belle maison, située à Fiesole; le précepteur l'a chantée dans son poëme intitulé *Rusticus*.

A part ces petits tracas domestiques, entouré dans ses villas de ses savants, de ses artistes, fêtant, fêté sans cesse, Laurent mène la vie qu'il préfère. Sur les plans de Paolo Giamberto, il rebâtit sa maison de Poggio Cajano, au milieu de la charmante île d'Ambra que baignent les eaux de l'Ombrone; il l'embellit d'un escalier qui faisait communiquer toutes les chambres avec facilité, d'une grande salle d'une seule voûte, deux chefs-d'œuvre alors admirés; il

l'entoure de fossés, de fortes tours qui ne lui ôtent rien de sa grâce et la défendent contre les inondations. Laissant à Politien la poésie latine, il la chante en italien, dans son poëme d'*Ambra*, heureux de voir les génisses paître dans les prairies arrosées par les eaux qu'il a su habilement distribuer; plus heureux encore de suivre dans les airs les dessins cabalistiques que forment les bataillons ailés des grues qui se rassemblent, se dispersent, chacune le col allongé, suivant de près celle qui la précède! La villa de Careggi, sur les hauteurs de Fiesole, est cependant son séjour préféré. Située au penchant du coteau, entre les arbres les plus rares, elle réunit dans de plus petites et de plus charmantes proportions tous les avantages. Un poëte l'a chantée :

Caregium gratæ charites habitare feruntur,
Gratus ager, chari gratior umbra loci.

De là Laurent, une des gloires d'Apollon,

Laurens haud ultima Phœbi
Gloria...

mais superbe et volontaire, domine Florence, la ville d'Homère, *Mæoniam urbem*, qu'il gouverne en maître. Il a ménagé, à l'ombre de la villa seigneuriale et dans les bois qui l'environnent, de petites villas pour ses savants, pour ses artistes préférés. Au milieu d'eux, il dresse les plans de ses bâtiments; affectueux et affable, toujours intelligent, mais surtout des petites choses, il écoute les remarques littéraires de Politien, les commen-

taires philosophiques de Ficin, les rêveries de La Mirandole, les poëmes de ses amis; il lit ses propres compositions, discute sur toutes choses, émet son jugement avec autorité, toujours sûr de le voir suivi : « Il ne faut pas croire, écrit Politien, qu'au- « cun des savants qui composent notre société, « même ceux qui ont consacré leur vie tout entière « à l'étude, puissent prétendre à quelque supério- « rité sur Laurent de Médicis dans tout ce qui tient « à la discussion et à la solidité du jugement, ou « dans l'art d'exprimer les pensées avec autant de « facilité que d'élégance. Les exemples de l'histoire « lui sont aussi présents que les amis qu'il admet à « sa table; et, lorsque le sujet le comporte, il sait « répandre à pleines mains dans sa conversation ce « sel précieux que l'on dirait recueilli dans l'Océan « où Vénus prit naissance. » On pourrait croire que l'orgueil de l'érudition même cède au besoin de flatter, si Guicciardini ne nous assurait que les discours publics de Laurent étaient pénétrants et habiles, ses lettres fines et élégantes, son esprit universel et ses jugements sûrs dans les lettres et les arts [1].

Ses loisirs ne sont pas non plus toujours aussi gravement occupés. C'est à Careggi que Laurent redit ses *selves* d'amour, où il compare les cheveux d'un blond ardent qui tombent sur les épaules de celle qu'il aime, aux rayons du soleil couchant sur la neige des Apennins; c'est là sans doute que le retient « cette « chaîne enchantée, forgée, dit-il, par Jupiter et la

[1] *Oper. ined.*, t. III, c. IX.

« déesse de Cythère, mollement appuyée sur les « genoux de son père, le jour même où ils donnèrent « aux humains la divine mélodie, et les sons, et les « rhythmes, et les accords descendus du ciel. » A en croire Guicciardini cependant, Bartolomea dei Nasi, qui fut son dernier amour, n'était ni jeune ni belle, mais par sa coquetterie dominait le maître de Florence comme un jeune homme.

Outre ces sacrifices du cœur faits au paganisme, la postérité n'a-t-elle rien à reprendre à la direction que Laurent donna aux lettres et aux arts?

Laurent acheva seulement les édifices religieux commencés par son grand-père Cosme. A l'exception du monastère bâti pour les moines augustins par San-Gallo, à la prière de Mariano Gennazano, le prédicateur de la nouvelle cour et selon la nouvelle mode, il ne fait élever, en fait de monuments publics, qu'une forteresse au Poggio imperiale, un château à Firenzuola, dans les Apennins, des bastions à Livourne et un hôpital à Volterra. Consacrée à la défense du territoire ou à l'ornement de la vie privée, l'architecture tourne à l'utile ou à l'agréable. Après Ghiberti et Donatello, en attendant Michel-Ange, qui étudie encore et en est à ses têtes de satyres, la sculpture, l'art des époques fortes, ne produit rien de remarquable. La peinture offre quelques noms. Mais Cosme Roselli cherche à relever ses tableaux de sainteté moins par la pensée que par un mélange d'or et d'outremer. Pallasuolo, qui avait fait de fortes études anatomiques, réussit mieux, au goût du temps au moins, dans son *Hercule et Antée*,

que dans sa *Mort de saint Sébastien*, dont les bourreaux n'ont que des attitudes. Ce qu'on admire le plus dans la *Reine de Saba visitant Salomon* de Baldovinetti, et dans le *Saint François prenant l'habit* de Ghirlandajo, d'abord orfévre, c'est le portrait de Laurent, là sur le trône du roi sage, ici sous le capuchon d'un moine. Les portraits, ou plutôt la reproduction dans les tableaux des figures amies ou familières, voilà ce qui domine dans Ghirlandajo. On peut le voir à *Santa Maria novella.* Mais Laurent est mieux placé dans les tableaux profanes et un peu païens, dans *les Fables d'Ovide*, *les Chasses*, *les Joutes*, *les Nouvelles d'amour*, dont ces deux peintres ornaient aussi ses villas.

C'était bien aux muses païennes que sacrifiait Laurent de Médicis dans les lettres. Pour lui Politien écrit son informe essai dramatique d'*Orphée*. Cependant, comme il tenait de sa mère Lucrezia Tornabuoni un goût particulier pour la langue nationale, il lui rend la vie par son exemple même, et amène ainsi les poëtes à partager leurs loisirs entre les sujets classiques et ceux du moyen âge, entre le latin et l'italien. Les frères Pulci, tous trois poëtes, étaient ses favoris. Bernardo Pulci fait, à la recommandation d'une abbesse, sa sœur, un poëme sur la passion de Jésus-Christ; sans être dépourvue de mérite, son œuvre a moins de lecteurs que d'admirateurs. Luca Pulci est plus heureux avec son *Driadeo d'Amore*, roman pastoral où il célèbre, dans le goût des *Métamorphoses* d'Ovide, l'histoire de deux petits cours d'eau toscans, qui se fuient, se

recherchent, murmurent, soupirent jusqu'à ce qu'ils confondent leurs eaux. Mais, des trois Horaces de la poésie, c'est Louis Pulci qui l'emporte. Son *Morgante Maggiore*, géant bravache et glouton enrôlé à la croisade par Roland, avait l'honneur d'être lu tous les jours à la table du maître et souffert par les chastes et dévotes oreilles de la mère et de la femme de Laurent. L'auteur avait su ménager et satisfaire tous les goûts dans cette œuvre bizarre, en y confondant les lieux et les temps, en y mêlant le grave au comique, le sublime au grotesque, le sacré au profane; premier essai d'une épopée héroï-comique où une grandeur demi-burlesque se trouve comme enchâssée dans l'impiété d'une religieuse incantation! Grâce à ces précautions sans doute, on regarda longtemps son poëme comme canonique, et il évita les censures qui devaient en atteindre tant d'autres. Ce chanoine de cinquante ans n'en avait pas moins donné l'exemple de railler ce qui avait fait la grandeur de l'âge qui disparaissait.

Sous le charme de l'antiquité païenne, Laurent reste-t-il au moins fidèle au spiritualisme que le vieux Cosme avait voulu donner pour règle à sa raison et à sa conduite? Ce n'est pas faute de l'intelligence de ses devoirs de prince et d'homme! « Sachez-le, dit-il lui-même, dans la *Rappresentatione di san Giovanni et san Paolo;* qui veut gouverner les peuples doit penser au bien de tous, et « qui veut corriger les erreurs des autres doit s'efforcer d'abord de ne point faire mal lui-même; « c'est pourquoi il convient à celui-là de vivre jus-

« tement, parce que son exemple est d'un grand « poids pour le peuple. »

> Sappiate che chi vuol popol reggere,
> Debbe pensare al ben universale, etc.

Laurent voit le bien ; il a de la sagacité, de la prudence, sans avoir du génie ; sa volonté surtout est faible. Les leçons de Platon se sont effacées de bonne heure dans l'âme de l'élève de Marsile Ficin ; Épicure y prend sa place. Dans ses *Orazioni* et ses *Laudes*, il essaye de disputer son cœur à la morale de l'intérêt, à celle du plaisir : « Ranime, ô mon « âme, » s'écrie-t-il dans une de ses pièces, « ra-« nime tes forces engourdies ; secoue ce sommeil « perfide qui dérobe à tes yeux la vérité, le vrai bien. « Réveille-toi, reconnais combien est vain et trom-« peur tout effort que ne dirige pas une raison su-« périeure à nos désirs. Pense au vain éclat dont « nous éblouissent les honneurs, les richesses, les « plaisirs. Pense à la dignité de ton intelligence, qui « ne t'a pas été donnée pour que tu poursuives un « bien mortel, mais pour que tu te proposes le ciel « comme but. Brise enfin ces chaînes honteuses « dont tu t'es chargé dès le printemps de la vie, « et qui menacent de t'enlacer jusqu'à la dernière « soirée de ton hiver. Chasse les vains désirs ; que « la plus noble et la plus belle partie de toi-même « reprenne le gouvernement, et que le mauvais « vouloir désormais terrassé ne dresse plus en « vainqueur sa tête empoisonnée. »

> Non drizzi più la venenosa cresta.

Dernières luttes de la volonté! Louis Pulci, en manière de plaisanterie, *per ridere*, pèse dans les balances légères de son sonnet les arguments d'Aristote et ceux de Platon, sur le bonheur des âmes au-delà du tombeau; et Laurent pense comme lui en fin de compte « aux becfigues et aux gras ortolans, au vin doux et aux moelleux coussins ».

Dans son *Triomphe de Bacchus et d'Ariane*, Laurent ne s'écrie-t-il pas lui-même : « La jeunesse est belle, — elle s'enfuit pourtant. — Que celui qui veut être heureux le soit de suite; il n'y a pas de certitude pour demain. » C'est en pratiquant trop longtemps cette maxime qu'il hâta prématurément sa fin..

Sur ses derniers jours, Laurent parut cependant atteint d'une certaine tristesse. Un moine, Jérôme Savonarole, prieur du couvent de Saint-Marc, parlait aux Florentins de leur vieille liberté et de leur ancienne foi perdues; il dénonçait hardiment comme un crime le paganisme de la politique et des mœurs, et il annonçait un châtiment terrible, une vengeance de Dieu sur son peuple infidèle. Les défauts de son fils Pierre inquiétaient Laurent sur le sort de sa maison après sa mort. Il désirait quitter le soin des affaires publiques pour jouir de quelques heures de repos, et il n'osait. Il assurait qu'il avait contribué « au bonheur de sa patrie, à même désormais de rivaliser de gloire et de prospérité avec les États les plus florissants »; mais il s'excusait d'avoir pensé aux intérêts et à l'avancement de sa famille, en citant son grand-père Cosme, qui avait toujours veillé avec sollicitude sur les in-

térêts publics et sur les siens. Plus grave et plus inquiet dans ses méditations dernières, il se posait la question de savoir si, pour être assuré de la béatitude éternelle, il fallait la bonne disposition de l'âme ou la faveur spéciale de Dieu, le mérite ou la grâce. A ses derniers moments, la présence de ses compagnons de prédilection ne lui suffit plus.

Dès les premiers symptômes de sa maladie, Laurent s'était fait transporter à Careggi, au milieu de ses amis, dans ce séjour enchanteur consacré aux muses de la renaissance. Après avoir fait ses dernières recommandations à son fils Pierre, et accompli les derniers rites de son culte, il échangeait quelques paroles avec Politien, avec Pic de la Mirandole; et il n'était point satisfait. Il demanda à voir le moine dominicain Jérôme Savonarole. Celui-ci n'était pas encore le tribun de Florence; il exhorta Laurent, qu'il croyait un peu païen, à mourir dans la foi catholique, lui fit promettre de retourner à une vie plus chrétienne, s'il revenait à la santé, et lui demanda enfin s'il supporterait la mort avec courage: « Avec joie, répondit Laurent, si telle est la volonté de Dieu. » Sur ces paroles, le moine bénit le mourant dont il devait bientôt détrôner le fils.

Cette entrevue de Médicis et de Savonarole prouve que *le Magnifique* n'était pas complétement assuré qu'il avait été utile à sa patrie et à lui-même. La renaissance doutait déjà d'elle-même. L'antiquité et le moyen âge étaient encore en lutte au lit de mort de Laurent comme pendant sa vie. Les lettres, les arts, sous lui, avaient

hésité entre ces deux voies différentes. De là les contradictions, les incertitudes tourmentées des œuvres de ce temps. Laurent lui-même laisse le jugement en suspens. Ce n'est plus un banquier et ce n'est pas encore un prince. Dans un petit État qui n'est plus une république et qui n'est pas une *monarchie*, c'est plus qu'un Mécène et ce n'est pas un Auguste. On pourrait encore moins le comparer à Périclès dans Athènes. Il n'est pas à la tête d'une époque-maîtresse où se rencontrent la puissance politique, la force morale et l'éclat du beau dans toute leur plénitude. La grande époque littéraire est passée, celle des arts n'est pas encore venue ; jamais Florence ne fut toute-puissante ; et, alors, elle n'est plus libre. L'époque de Périclès est l'apogée d'Athènes. Il y était maître ; et, cependant, elle était libre. Il y régnait par la parole et non par l'argent. Il y haranguait à ciel ouvert ses concitoyens et n'entretenait pas de correspondances secrètes avec les princes étrangers. Sous lui, Sophocle coudoyait Phidias, et Aristophane injuriait Socrate, sans l'atteindre. Florence n'était que dans un âge incomplet, une période de transition ; sa littérature était une imitation habile, mais sans originalité et sans grandeur. Les arts n'étaient qu'à leurs brillants débuts. Laurent le *Magnifique* est tout au plus le plagiaire de l'*Olympien* Périclès, et Florence, au XV[e] siècle, a les molles grâces, mais non la pleine virilité d'Athènes.

III.

NAPLES ET MILAN.

1453-1492.

Un Royaume et une Principauté.

La royauté napolitaine et le duché de Milan paraissaient, dans la seconde moitié du quinzième siècle, réunir des conditions de stabilité et d'ordre plus réelles que les autres États de l'Italie. Au nord et au midi de la Péninsule, à Milan et à Naples, le condottiere François Sforza et l'Aragonais Alphonse le Magnanime avaient fondé, non sans gloire, deux dynasties nouvelles qui semblaient durables.

Machiavel, l'homme qui connaissait le mieux son temps et qui avait le plus profondément étudié l'histoire ancienne, a adressé particulièrement aux nouveaux princes, aux fondateurs de dynastie, les conseils de sa célèbre politique. C'est à eux surtout qu'il recommande l'emploi de tous les moyens bons ou mauvais, violents ou astucieux, pourvu qu'ils réussissent à affermir leur pouvoir; à eux qu'il conseille de préférer même la crainte à l'amour, la haine au respect de leurs sujets, et les vices qui leur peuvent être utiles aux vertus qui pourraient leur nuire. Leurs successeurs seuls, à l'entendre, consacrés par le temps, peuvent se montrer plus scrupuleux, plus libéraux, plus faciles, meilleurs et plus amis des

vertus désintéressées dans l'exercice de l'autorité.

ALPHONSE LE MAGNANIME ET FRANÇOIS SFORZA.

(1453-1461.)

Deux fondateurs.

Le prince aragonais Alphonse le Magnanime et le condottiere François Sforza, ce dernier surtout, ne peuvent guère passer pour des princes modérés, chastes, scrupuleux dans le choix des moyens employés pour fonder et affermir leur pouvoir. Il est rare qu'il n'y ait point quelque violence et quelque astuce à l'origine des dynasties, et l'étoffe du lion et celle du renard se retrouvent dans tout fondateur.

L'Aragonais Alphonse, né prince, appelé au milieu du quinzième siècle au trône de Naples par un testament légitime, contre un Français, René d'Anjou, comte de Provence, et dans une contrée accoutumée à ces changements à vue, n'avait pas à faire une chose trop difficile pour se mettre en possession de son royaume. Il ne s'agissait que de se procurer des alliés et des amis. Il s'assura de Venise puisque Florence était dévouée à la France et aux Angevins. Pour tenir le pape, il reconnut à Eugène IV tous les droits que Rome réclamait dans le royaume. Le roi de France, alors Charles VII, n'était pas en mesure de bien soutenir le roi René. Il suffit donc à Alphonse

de gagner les barons napolitains en combattant bravement son rival en rase campagne, et de contenir avec ses vaisseaux Gênes qui soutenait René. Il prit d'assaut la royauté napolitaine, ainsi qu'on l'avait fait maintes fois. Comme fondateur, c'est un prince du moyen âge. Il appartient plus à la renaissance quand il songe à s'affermir.

Maître de Naples, lui étranger, Aragonais, selon le conseil que Machiavel donne aussi aux princes étrangers qui veulent garder leur conquête, il se fit, et même avec bonne grâce, Italien, Napolitain. Il quitta l'Aragon, son royaume héréditaire, qu'il laissa à son frère Jean, père du célèbre Ferdinand le Catholique, pour habiter l'Italie, et plus encore peut-être par prédilection que par politique. Il fit sa résidence à Naples; il éleva et embellit cette ville, plus pour elle encore que pour lui-même. Un arsenal, un môle, une voûte souterraine de Naples à Pouzzoles, et, dans le château neuf nouvellement fortifié, une grand'salle qui passa alors pour une des plus merveilleuses entreprises du temps, renouvelèrent la capitale. La cour reçut un nouveau lustre du rétablissement des anciennes charges de la couronne, créées autrefois par la royauté normande. De grandes fêtes, des tournois, des chasses, des spectacles, inaugurèrent la nouvelle dynastie. Ainsi Alphonse gagna le surnom de *Magnanime*, qui désigna plus l'éclat extérieur et tout espagnol de ses manières que la générosité même de son cœur. L'établissement du tribunal d'appel, appelé le conseil sacré de Sainte-Claire, et l'institution de l'avocat des pauvres furent

d'une utilité plus réelle pour la bonne distribution de la justice, ainsi que la réorganisation de la chambre et de la monnaie royales, pour l'administration et les finances. On peut reprocher à Alphonse de s'être montré trop prodigue de priviléges envers la noblesse napolitaine dont il releva le pouvoir dans les provinces et sur les serfs; mais il croyait devoir s'appuyer, pour se maintenir, sur cette partie de la nation. Les impôts furent augmentés sous son règne, et l'armée, maintenue sur pied, fut plus nombreuse qu'auparavant. Affable du reste pour tous, prodigue de sa personne qu'il montrait souvent, et de ses biens qu'il ne ménageait pas, tendre de cœur et se faisant pardonner ses faiblesses, il avait tout pour se faire aimer.

Alphonse le Magnanime se fit plus que Napolitain; il se fit Italien et de la renaissance. En homme qui connaissait toutes les factions italiennes, il s'allia à Venise pour avoir un appui dans le Nord, et inquiéta Cosme à Florence, en soutenant contre lui les gibelins. Un instant il prétendit travailler contre le nouveau duc de Milan, François Sforza. Mais c'était pour entretenir le trouble dans le reste de l'Italie, et rester plus sûr chez lui. On ne pouvait se faire plus Italien. On lui pardonna plus aisément encore son origine étrangère, quand on vit son amour pour les lettres et pour l'étude de l'antiquité.

Dans ses armoiries, le nouveau roi fit mettre un livre ouvert; quel était ce livre? Tite-Live sans doute; car c'était son auteur favori, il ne le lisait jamais assez. Le don que lui fit Cosme d'un manuscrit

du grand historien latin et le présent d'un os de son bras retrouvé dans le cénotaphe de Padoue, que Venise y ajouta, n'auraient pas été étrangers, assurent les relations un peu complaisantes de l'époque, à deux traités de paix conclus avec ces deux républiques; heureux temps où quelques feuilles de parchemin apaisaient les passions, désarmaient les intérêts!

La cour de Naples, sous Alphonse, devint, comme les autres cours italiennes, le rendez-vous des savants et des lettrés. Antoine Beccadelli, surnommé le Palermitain, en fut le personnage le plus important. C'est de lui que nous tenons, sur le goût d'Alphonse pour les lettres, des détails dont la flatterie va quelquefois jusqu'à la plus plaisante naïveté. Secrétaire et lecteur du roi, accommodant ses lectures aux circonstances, il lui lisait en temps de paix Tite-Live, en temps de guerre les Commentaires de César. Les Italiens croyaient surprendre dans le commerce des anciens le secret des succès de leurs grands hommes. Naïvement confiants dans la lecture et enthousiastes de la leçon, ils pensaient qu'ils allaient acquérir tout à coup les vertus qui leur manquaient. Ils donnaient donc à ces lectures toute leur attention, tous leurs loisirs; ils y trouvaient plaisir et intérêt. Au rapport du Palermitain, son roi fit un jour cesser un concert pour entendre son secrétaire lire un chapitre de Tite-Live. Un autre jour, la lecture d'un chapitre de Quinte-Curce, en guise de potion, guérit le roi d'une indisposition. Enfin Alphonse eut un tel respect et une telle attention pour une belle harangue latine de l'ambassadeur

florentin Giannozzo Manetti, qu'il se garda bien de chasser une mouche qui vint se poser sur son nez. A en croire ces contes, qui sont au moins un indice de l'esprit du temps, les goûts littéraires de la renaissance prenaient le caractère de la superstition. La renaissance avait ses reliques, elle guérissait les maux, elle imposait aux rois son étiquette.

Alphonse affermit d'ailleurs sa dynastie par des moyens plus en usage dans tous les temps. Il n'avait qu'un fils naturel pour héritier; il le fit adopter par le parlement du royaume, et confirmer dans ses droits par les papes Eugène IV et Nicolas V; il le maria à Isabelle de Clermont, nièce du prince de Tarente, et donna sa sœur au fils du duc de Sessa pour lui assurer des partisans dans la noblesse. Aussi mourut-il avec la conviction d'avoir fondé enfin, sur le sol mouvant de Naples, une dynastie durable.

Le fils du rude paysan de Cottignola, qui avait échangé la bêche contre l'épée, le condottiere François Sforza, avait plus de chemin à faire pour devenir prince. D'une taille avantageuse et d'une force herculéenne, augmentée encore par l'exercice, habitué en campagne à tout braver, dormant peu, mais profondément même au milieu du bruit, le premier qui se soit servi avec quelque succès de l'artillerie et le plus habile à faire manœuvrer les bataillons par masses, selon la tactique des Sforzeschi, il avait été longtemps l'appui de tous les États italiens dans leurs guerres extérieures et intérieures. Au service des princes et des républiques, il avait soutenu toutes

les querelles, mis à prix son épée et sa valeur partout où il y avait à gagner. Ainsi, il avait acquis des fiefs en Basilicate et en Romagne, et la main d'une princesse, Blanche Visconti, dans le Milanais, jusqu'au jour où, trahi par tous, même par son beau-père, le duc de Milan, il s'était vu dépouillé de tout, si ce n'est de son épée et des soldats nombreux et aguerris qu'il avait attachés à sa fortune. Ce fut alors qu'il résolut de payer ses contemporains de leur monnaie. Longtemps dupe de tous, il se mit à trahir pour ne point éprouver le sort de Carmagnola. Ainsi il devint prince parce qu'il avait été à l'école de la ruse et de la trahison. Machiavel, évidemment là l'écho des opinions du temps, admet que François Sforza n'a ajouté à sa valeur personnelle que l'emploi de moyens légitimes pour s'emparer du duché de Milan. On peut juger par là de ce qu'on entendait alors par moyens légitimes.

C'était à l'époque de la mort du dernier des Visconti, Philippe-Marie, en 1447. Le duché ne manquait pas d'héritiers. Alphonse V, roi de Naples, en vertu d'un prétendu testament; le duc d'Orléans, en vertu des droits de Valentine de Visconti, épouse de Louis, frère de Charles VI; Louis, duc de Savoie; enfin François Sforza, gendre de Philippe-Marie, étaient les principaux prétendants.

Milan cependant ne pouvait guère passer pour une principauté héréditaire. Chacun des Visconti avait été à son tour nommé, par les conseils milanais, seigneur perpétuel de Milan; le peuple n'avait jamais abdiqué en faveur de cette famille ou de ses

héritiers, bien qu'il eût souffert toutes les oppressions et toutes les tyrannies. Les Milanais s'en souvenaient. Plusieurs d'entre eux, et appartenant à des familles autrefois rivales, un Trivulzio, un Rossi, un Lampugnani, un Botta, se réunirent pour rétablir l'ancienne république, ou du moins pour se donner le temps de choisir leur maître et de marchander leur liberté. Le peuple rassemblé, comme dans l'ancien temps, sous ses consuls, aux six portes, nomma des représentants. Un conseil, qu'on devait renouveler tous les deux mois, fut ainsi formé et investi de tous les pouvoirs. La révolution parut réussir. Les soldats eux-mêmes que Philippe-Marie avait concentrés dans les environs, sous les Verme, les Torello et les San-Severino, la reconnurent. Les condottieri demandèrent seulement que leur pain leur fût assuré. Payés par la liberté ou la tyrannie, ils n'y regardaient point de si près.

Mais hors des murs de Milan on prit la chose autrement. Milan libre, Pavie, Parme, Tortone, etc., villes du duché, voulurent se constituer aussi en républiques indépendantes. Pourquoi la capitale de la Lombardie profiterait-elle seule de la mort de Philippe-Marie? La ville de Pavie n'avait-elle pas été capitale aussi? Le joug de Milan était-il moins lourd pour elles toutes que celui d'un Visconti? Enfin la vieille rivalité de la Vénétie contre la Lombardie se réveilla. Au lieu de voir une force pour elle dans l'établissement d'une république nouvelle, Venise se rappela seulement que celle-ci était sa voisine, qu'elle allait arborer peut-être à côté

de son aristocratie le drapeau démocratique. Loin de la favoriser, elle profita donc de ses embarras, reçut l'hommage de Plaisance, de Lodi et de quelques autres, et fit avancer ses troupes sur les frontières d'un État en pleine dissolution. La nouvelle république n'avait en Italie ni sujets ni alliés; et les prétendants faisaient déjà tous leurs préparatifs.

La situation était critique. Les Milanais étaient depuis longtemps désarmés. Les Visconti, pour se garder, avaient pris à leur solde des condottieri, entretenu des mercenaires. La ville de Milan suivit les errements de la tyrannie, comme si elle méritait ce gouvernement. Elle prit François Sforza à sa solde, et, s'il voulait la défendre, promit de lui céder Brescia et Vérone. Le condottiere accepta. « Rien ne le retenait plus, dit Machiavel, qui est la « clef de cette époque, ni la crainte ni la honte de « manquer à son serment, parce qu'il savait, comme « tous les grands hommes, qu'il y a de la honte « à perdre, non à gagner par la tromperie. »

François Sforza fit d'abord bravement et rudement son devoir. A la tête des différents condottieri qu'il rallia à ses drapeaux, il repoussa du territoire milanais les troupes savoisiennes, françaises ou vénitiennes qui déjà l'envahissaient. Il reçut Pavie, qui se donna à lui, assiégea Plaisance, qui voulait rester fidèle à Venise, y entra par la brèche, et la livra à un horrible sac dont elle ne s'est jamais bien relevée. Puis, après avoir délivré ainsi Milan de tous ses ennemis, il entra sur le territoire de Venise.

Le conseil de la nouvelle république, satisfait,

voulut alors remercier son libérateur et traiter avec Venise ; c'était au moins l'intention de Trivulzio et des Guelfes. Mais l'homme de guerre ne pouvait s'arrêter en si bon chemin ; la paix ne faisait point son affaire. Quelques membres du conseil, les Rossi, les Lampugnani, les Gibelins, parlèrent contre la paix. Ne fallait-il pas se venger de Venise ? Sforza continua la guerre ; par une manœuvre habile, il sépara l'armée des Vénitiens de leur flotte qui avait remonté le Pô jusqu'à Casal-Maggiore, brûla la flotte, puis à Caravaggio enferma l'armée vénitienne entre un cours d'eau, un bois, un marais, et la fit prisonnière. Le conseil républicain de Milan était plus atterré que Venise ; il proposa la paix à tout prix au doge. Mais Venise voulait une vengeance ; elle s'adressa à son tour à Sforza, qui seul pouvait la lui assurer. Sur le point d'être peut-être trahi, le condottiere trahit le premier ; il fit sa paix avec les Vénitiens, leur promit Brescia et Bergame, et se tourna contre ceux qu'il venait de défendre. On ne pouvait avoir moins de honte ni tromper plus audacieusement.

La guerre contre Milan réussit aussi bien à Sforza que la guerre contre Venise. Ses condottieri, ses mercenaires avaient fait volte-face avec lui ; mêmes intérêts, même conscience. En haine de Milan, les villes de Plaisance, Tortone, Alexandrie se donnèrent à l'heureux François Sforza ; elles préféraient le joug d'un homme à celui d'une ville. Qui se souciait alors d'une république ? Les Milanais prirent vainement pour défenseur Charles de Gonzague, duc

de Mantoue. Celui-ci jeta dans Milan une nouvelle cause de discorde, en sacrifiant les Gibelins aux Guelfes, les bourgeois au peuple. Sforza vint facilement à bout de ses ennemis et resta le maître.

Battre le duc de Savoie, qui voulait secourir la république, s'emparer de Crème, de Lodi, de Vigevano, faire faucher les blés encore verts sur le territoire de Milan, et réduire la malheureuse ville à ses murailles, fut pour Sforza l'affaire de quelques mois. Mais Venise à son tour eut peur de l'homme de guerre et se ravisa. Sforza, passé prince, ne serait-il pas, pour elle, plus dangereux que Milan république? Elle proposa une paix qui accordait, à la république milanaise, le territoire compris entre l'Adda, le Tessin, le Pô, les Alpes, et à Sforza, sept des plus grandes villes de la Lombardie, dont Alexandrie, Pavie, Parme, avec leurs territoires. Mieux valait, pour elle, deux voisins affaiblis, rivaux, qu'un seul voisin puissant. Les républiques voulaient tromper Sforza; ce fut Sforza qui les trompa.

Le condottiere jura la paix; il retira ses troupes du Milanais pour laisser les habitants épuiser leurs provisions en ensemençant leurs terres; puis, tout à coup, il se fit relever de son serment par quelques théologiens et retourna contre Milan. Vainement Venise maintenant s'unit-elle à Milan contre le condottiere. Il était en mesure de résister aux deux républiques, car il avait mis dans ses intérêts Florence, qui tint en bride le roi d'Aragon mécontent, et le roi de France, qui arrêta le duc de Savoie prêt à prendre sa revanche. Ainsi apppuyé, il contint le condot-

tiere vénitien Malatesta sur l'Adda, et bloqua Milan au point de réduire ses habitants à manger leurs chevaux, leurs mulets et leurs chiens. La seigneurie milanaise aux abois, dans l'ancien palais ducal, voulait livrer Milan à Venise pour échapper à Sforza. Devenir sujette de Venise ou d'un condottiere, telle était la seule alternative de Milan; le peuple préféra le prince, s'insurgea, prit le palais, et, le lendemain, ouvrit les portes à l'heureux condottiere.

François ordonna à ses soldats de faire provision de pain, pour entrer dans la ville. A la Porte Neuve, quelques bourgeois voulaient au moins imposer des conditions au vainqueur. François les repoussa, et, au lieu de promesses, fit donner à manger aux habitants qui se pressaient au-devant de lui. Le peuple porta presque en triomphe celui qui le nourrissait jusqu'à la vieille et bizarre église récemment restaurée de San-Ambrogio. Là, Sforza saisit sur l'autel la couronne ducale, le sceptre et l'épée, symboles de sa dignité nouvelle, et prit place parmi les princes souverains de la péninsule, comme Alphonse V. On le compta même bientôt parmi les princes en Europe. Charles VII, qui avait contribué à son succès, ne l'appelait plus dans ses lettres que son cher et aimé cousin, *più caro et amato cusino*[1].

François Sforza avait vengé tous les condottieri tant de fois sacrifiés par les princes ou par les répu-

[1] *Négociations de la France avec la république de Florence* (Lettre de Charles VII à François Sforza, 31 août 1452).

bliques. Une fois maître, il contint rudement lui-même ses soldats pour n'être point détrôné par eux. On ne pouvait s'attendre à ce qu'il régnât aussi littérairement que le roi Alphonse. Il rétablit l'ordre dans le duché par une sévère administration que tempéra quelquefois sa femme, Blanche Visconti. Il dompta en même temps ses sujets et, chose plus difficile et plus glorieuse, ses soldats. C'était un homme d'épée et non un délicat. Les muses parurent dispersées pendant quelque temps par sa violente irruption dans la ville de Milan. Vergerio, auteur d'un livre beaucoup lu et tout à fait de circonstance *sur les bonnes mœurs* (de ingenuis moribus), et Pierre Candído Decembrio, l'auteur des vies des Italiens illustres, avaient joué tous les deux un rôle dans la tentative républicaine de Milan; ils furent exilés après la victoire de Sforza. Le nouveau duc ne dédaigna cependant pas de se laisser approcher par des savants et des lettrés, mais à la condition qu'ils lui fussent utiles. Les deux frères Simonetta, Cecco et Jean, étaient ses amis; ils lui gardèrent une fidélité qui l'honore, et quelquefois le rude condottiere fit passer par leurs mains des encouragements et des secours aux érudits de son temps. Le dôme de Milan, commencé depuis 1386, éleva sous lui son épaisse futaie de colonnes de marbre luisant, et atteignit ces voûtes aériennes de feuillages et de fleurs qui couronnent la nef principale de ce type éblouissant du gothique italien, à la veille de la renaissance.

Sforza et Alphonse avaient chacun fondé leur dy-

nastie ; leurs fils succédèrent sans peine à leur héritage, mais pour le compromettre bientôt.

GALÉAS SFORZA.

(1462-1476.)

Une conspiration classique.

Galéas Sforza, fils de François, au moment de la mort de son père, guerroyait en France, au service de Louis XI, contre la *ligue du bien public.* La présence de sa mère, Blanche de Visconti, fille des anciens souverains du Milanais, et du ministre Cecco Simonetta, l'appui décisif de Pierre de Médicis et de la république florentine, suffirent pour maintenir l'ordre. Après avoir échappé aux piéges que le duc de Savoie lui tendit à travers les Alpes, Galéas reçut à Milan, de sa mère et de son ministre, le pouvoir tel que son père l'avait exercé ; et il lui apporta, de plus, l'alliance affermie encore d'un des plus puissants rois de l'Europe. Mais celui que Louis XI appelait *notre frère* (*frater noster*) débuta mal [1]. Il relégua dans une maison de campagne sa mère, qui lui avait gardé l'héritage de son père, et il préféra pour femme la belle-sœur de Louis XI, Bonne de Savoie, à une princesse tout italienne, de la famille d'Este, que son père lui destinait. Il garda le ministre de son père, Cecco Simonetta, mais moins comme un ami que comme un instrument.

[1] *Négociations de la France avec la Toscane.* (Lettre de Louis XI. 1466.)

On ne saurait trop dire quelles qualités avait Galéas et quel avantage le duché de Milan retira de son règne. Il substitua le faste à l'éclat dans sa cour, la parade à l'esprit militaire, la tyrannie à l'autorité dans le gouvernement, l'esprit de tracasserie à la prudence dans la politique, la licence à la réserve dans la vie privée. Il passa mainte revue, et ne commanda jamais une bataille. Il aimait moins encore à satisfaire ses passions qu'à livrer lâchement l'honneur des familles à la risée publique. Il inventait pour ses victimes des supplices odieux, obscènes, et y assistait lui-même pour juger en artiste de la valeur de ses inventions.

L'amour des lettres ne pouvait trouver place dans cette âme abjecte. Son père, François, avait voulu que ses enfants fussent plus lettrés que lui ; il les avait fait instruire avec soin. Nous savons que sa fille Hippolyte était capable d'écrire et de prononcer un beau discours latin devant Pie II. Galéas ne paraît pas, dans sa jeunesse, avoir apporté beaucoup de bonne volonté à ces études dont les enfants mêmes étaient alors enthousiastes. Un de ses maîtres, Montano, fut obligé, à ce qu'il paraît, d'appeler plus d'une fois au secours de ses leçons une correction longtemps en usage au moyen-âge. Galéas, qui ne manquait pas d'intelligence, tira bon gré mal gré profit de ces leçons ; il parlait avec aisance. Mais le cœur était mauvais ; il garda toujours rancune à son maître et aux lettres. Une fois au pouvoir, il fit rendre, assure-t-on, à Montano, en place publique, le châtiment que celui-ci lui avait infligé. Il sut décourager

à la fois la flatterie et même la vérité. On ne voit pas qu'il ait eu seulement un poëte de cour pour louer ses vices ; et l'historien de son père, Jean Simonetta, déposa la plume, après avoir raconté la mort de François Sforza, par respect pour la mémoire de celui dont il avait écrit la vie.

Les lettres maltraitées se vengèrent de Galéas Sforza. Nous savons par Filelfo que les savants et les lettrés de la renaissance ne vivaient pas toujours en bon accord, même avec les princes qui les protégeaient. A plus forte raison pouvaient-ils devenir incommodes à ceux qui les avaient en mépris. Les gens de lettres, qui commençaient alors en Italie, étaient placés entre un orgueil immense et des misères infinies, entre l'enthousiasme qu'ils inspiraient et les besoins dont ils étaient dévorés. On les admirait, ils s'admiraient eux-mêmes dans leurs œuvres ; mais leur existence, leur travail même, dépendaient de la protection des princes. Fiers et gueux en face des grands, ils allaient de la bassesse à l'outrecuidance, de la flatterie à la haine, et empruntaient à leurs études les qualités et les défauts qui pouvaient les faire bien accueillir ou redouter. Nul ne savait au besoin ni louanger plus haut ni plus bassement calomnier ; aux princes qui consentaient à les protéger, ils prodiguaient les noms de Périclès ou de Mécène ; aux oreilles de ceux qui les dédaignaient, ils faisaient retentir les conspirations des anciens jours et briller à leurs yeux le poignard de Brutus.

Un des érudits enthousiastes du temps, profes-

seur de lettres latines, fut à Milan l'agent principal d'une conspiration qui caractérise parfaitement l'époque de la Renaissance. C'était le Bolonais Cola de Montano qui avait été le maître, puis la victime de Galéas. Après un préceptorat qui lui avait si mal réussi, il avait ouvert école et achevait souvent, dans l'intérieur des plus riches familles, l'éducation de ses élèves. L'esprit de son enseignement se ressentait de la fréquentation qu'il avait faite des cours princières et des fruits amers qu'il en avait recueillis. Avec une faconde intarissable, il ne cessait d'accompagner d'un commentaire républicain l'explication des orateurs et des historiens de l'antiquité. Il s'élevait avec horreur contre la nécessité de vivre sous un mauvais prince. Il n'y avait, selon lui, de bonheur et de gloire que pour ceux qui respiraient sous un gouvernement populaire et libre. Cette comparaison de l'antiquité avec l'état présent inspirait quelquefois à Montano de bons conseils; il exhortait ses élèves, même les gentilshommes, à se rendre dignes de la liberté, à s'exercer au métier des armes, à apprendre à commander des armées, en se mettant au service même des condottieri, pour savoir plus tard s'en passer. La mollesse italienne était, en effet, le vice qu'il eût surtout dû combattre. Mais, quelquefois, en passant de l'histoire à la réalité, des leçons à l'application, Montano mêlait à ces heureux emprunts faits à l'antiquité des exhortations plus dangereuses. On l'entendait faire tout à coup, avec la passion de l'amour-propre offensé, l'abominable portrait de Galéas, dénoncer la honte et le

dommage qu'il y avait à être gouverné par un tel homme, et rappeler, en les exaltant, les plus fameux attentats contre les tyrans.

Trois jeunes hommes particulièrement, Giovanandrea Lampugnano, Carlo Visconti et Girolamo Olgiati, s'étaient pris d'affection pour la personne de Montano et d'enthousiasme pour ses leçons. Un jour, ils jurèrent entre ses mains de délivrer leur patrie de l'odieux tyran. Girolamo Olgiati paraît avoir été l'âme de l'entreprise; il avait eu une sœur victime de l'incontinence et de l'abandon de Galéas. Cette communauté de malheurs avec le célèbre Harmodius d'Athènes lui fit croire qu'il était destiné à venger sa patrie et lui-même d'un tyran. Il trouva son Aristogiton dans Lampugnano, à qui Galéas venait d'enlever l'abbaye de Miramondo que le pape avait destinée à un de ses parents. Visconti, leur ancien compagnon d'études, ne les abandonna pas, quoiqu'il se destinât à la prêtrise. Le plus âgé avait vingt-trois ans. Tous trois s'entretinrent longtemps en secret de leur projet et s'exercèrent à l'assassinat. Armés de poignards émoussés, ils s'escrimaient l'un contre l'autre en se frappant au ventre et au cœur; ils s'exaltaient sans doute en répétant le chant que les Athéniens déclamaient dans leurs banquets : « Toujours votre renom vivra « sur la terre, très-cher Harmodius et toi Aristogi- « ton, parce que vous avez tué le tyran et établi « dans Athènes l'égalité. » Ils ne doutaient pas que, le tyran mort, les Milanais ne fussent libres !

C'était dans la cour oblongue à double portique

qui précède la basilique de Saint-Ambroise, en face de ce portail sombre, bigarré de croix, de têtes, de corps d'animaux, que ces classiques conspirateurs se rassemblaient le plus ordinairement pour délibérer ; et, en cela, ils appartenaient à leur pays et à leur temps. Ils hésitèrent longtemps sur le choix du lieu et de l'heure. Dans le château du duc, au milieu de ses gardes, de ses serviteurs, le succès n'était pas sûr ; à la chasse, dans les promenades que le duc faisait à travers la ville, il était dangereux ; dans les festins où Galéas pouvait être invité, il était encore plus douteux. Ils arrêtèrent enfin de l'attaquer au milieu de la pompe de quelque fête publique où ils seraient certains de le rencontrer, et où ils pourraient eux-mêmes, sous différents prétextes, réunir leurs amis. En sortant d'une de ces conférences, Olgiati seul se précipite, entre les gros piliers, sous les voûtes basses de l'église et pénètre jusqu'au bout de l'abside où luisaient sur l'or de maigres figures byzantines, et entre autres un saint Ambroise ; il se jette au pied de l'image du saint évêque : « Grand saint Ambroise, soutien « de cette ville, lui dit-il, espérance et gardien « du peuple de Milan, si le projet que tes conci« toyens ont formé pour repousser d'ici la tyrannie, « l'impureté et les débauches monstrueuses, est « digne de ton approbation, sois-nous favorable au « milieu des dangers que nous courons pour la dé« fense de notre pays. » Celui que l'antiquité païenne armait d'un poignard contre Galéas assure qu'il se sentit rempli d'espérance et de force après cette

invocation, et donna du courage à ses compagnons.

C'était le jour de la Saint-Étienne, lendemain de Noël, 26 décembre 1476, et dans l'église même de ce célèbre martyr, que l'attentat devait avoir lieu. De grand matin, ils se rendirent à la basilique afin de se mettre en règle avec le saint. Ils le supplièrent de ne point s'indigner s'ils souillaient ses autels d'un sang qui devait consacrer la délivrance de la ville et de la patrie. Après les prières contenues dans le rituaire de ce premier des martyrs, ils en récitèrent une autre qu'avait composée Carlo Visconti, le directeur spirituel de la conspiration; puis, ils allèrent attendre le moment près de là, dans la maison même de l'archiprêtre de l'église, dont ils s'étaient fait donner la clef. Il faisait un froid violent; ils se chauffèrent silencieusement devant un grand feu jusqu'à ce que le bruit de la foule les avertît de l'approche du prince. L'église était pleine; dans le nombre se cachaient des amis que Lampugnano avait convoqués en armes, sous prétexte d'aller repousser quelques voisins jaloux qui voulaient l'empêcher de conduire un aqueduc sur ses terres. Ils espéraient, après la mort du prince, les entraîner à travers la ville pour soulever le peuple, qui souffrait alors de la disette, contre la duchesse et ses ministres.

Galéas tarda quelque temps à se rendre, selon sa coutume, dans l'église de Saint-Étienne-Martyr. Machiavel nous assure qu'il hésita ce jour-là à sortir de chez lui. Il mit et ôta une cuirasse qu'il portait assez fréquemment; il voulut un moment entendre

la messe au château. Mais l'aumônier était allé à Saint-Étienne avec tous les ornements d'autel, et l'évêque de Como, qui se trouvait là, s'excusa de le remplacer par des raisons très-plausibles. Décidé enfin, Galéas se fit apporter à deux reprises ses enfants, les embrassa plus tendrement qu'à l'ordinaire, et partit pour l'église entre l'ambassadeur de Ferrare et celui de Mantoue.

Les trois assassins étaient à leur place, à quelque distance de la porte : Lampugnano et Olgiati à droite, et Visconti à gauche. Lampugnano s'avança le premier et le plus résolûment au-devant du prince, comme pour lui faire faire place ; c'était celui dont les intérêts avaient été blessés par le duc. Olgiati, qui avait sa sœur à venger, suivit de près. Arrivé devant Galéas, le premier porta la main gauche, comme par respect, à la toque ducale, mit un genou en terre dans l'attitude d'un homme qui va présenter une requête, puis, tout à coup, de sa main droite armée d'un poignard court et acéré, caché dans sa manche, il lui porta deux coups dans le bas-ventre. Olgiati, qui venait debout derrière son complice, frappa presque immédiatement Galéas à la gorge. Visconti, que le duc avait dépassé déjà, lui porta le dernier deux coups à l'épaule et au dos. Le duc fut frappé si vite, qu'il n'eut que le temps d'invoquer la sainte Vierge et tomba mort entre les bras des deux ambassadeurs.

Un grand tumulte s'éleva dans l'église : les épées sortaient des fourreaux ; les uns accouraient, les autres s'enfuyaient. Mais les amis que les conjurés

avaient amenés, sans les prévenir, hésitaient, ne sachant ni le dessein ni les forces des assassins. Les gardes, les courtisans du duc qui se trouvaient là, après un premier moment d'effroi, reprirent leurs esprits. « Mort aux assassins ! » s'écrièrent-ils d'une commune voix après les avoir reconnus ; et ils se précipitèrent sur eux. En voyant les épées tournées contre eux, les trois meurtriers s'enfuirent. Lampugnano se précipita dans un groupe de femmes à genoux, pleines de terreur, embarrassa ses éperons dans leurs robes, tomba ; un écuyer maure le perça de son épée. Visconti arriva jusqu'à la porte de l'église, et là fut atteint par les gardes et massacré. Olgiati parvint seul à sortir de la foule, mais il trouva les rues désertes, eut peur, se précipita vers sa maison, et y annonça ce qu'il avait fait. Son père, ses frères, le chassèrent. Sa mère voulut le confier à un vieux prêtre de la maison. Olgiati refusa d'abord de suivre le vieillard et voulut tenter encore de soulever le peuple, mais il entendit bientôt les cris furieux de la populace qui traînait dans la boue le corps de Lampugnano. Elle ne cherchait point la liberté, mais l'autre assassin. Glacé d'horreur, Olgiati se laissa entraîner par le prêtre, resta un jour dans un abattement complet, apprit que les Milanais proclamaient le jeune Jean Galéas sous la tutelle de sa mère, tenta de fuir sous un déguisement, fut reconnu, pris et livré à la justice.

Olgiati garda devant le tribunal, et jusque sous le fer du bourreau, ce singulier mélange de civisme antique et de scrupules chrétiens qui avait présidé

à son crime. On le soumit à une effroyable torture pour savoir s'il n'avait point de complices. Le corps déchiré, les os disloqués, il dicta de la conspiration une relation simple et courageuse qui nous est restée : « Et maintenant, dit-il en terminant, sainte « Mère de Notre-Seigneur, et vous, ô princesse « Bonne (c'était la veuve de Galéas), je vous implore « pour que votre clémence et votre bonté pourvoient « au salut de mon âme. Je demande seulement « qu'on laisse à ce misérable corps assez de vigueur « pour que je puisse confesser mes péchés suivant « les rites de l'Église et ensuite subir mon sort. » Condamné à être tenaillé et coupé, vivant, en morceaux, il subit avec calme cet affreux supplice. Au milieu de ses atroces douleurs, un prêtre l'exhortait à se repentir : « Je sais, lui dit-il, que j'ai mérité « par beaucoup de fautes ces tourments, et de plus « grands encore si mon faible corps pouvait les sup- « porter ; mais, quant à la belle action pour laquelle « je meurs, c'est elle qui soulage ma conscience ; « loin de croire que j'ai par elle mérité ma peine, « c'est en elle que je me confie pour espérer que le « Juge suprême me pardonnera mes péchés. Ce « n'est point une cupidité coupable qui m'a porté à « cette action, c'est le seul désir d'ôter du milieu de « nous un tyran que nous ne pouvions supporter. « Si je devais dix fois revivre pour périr dix fois « dans les mêmes tortures, je n'en consacrerais pas « moins tout ce que j'ai de sang et de force à un si « noble but. » Le bourreau, en lui arrachant la peau de la poitrine, lui fit pousser un cri, mais il

se reprit aussitôt en latin : « *Mòrs acerba, fama* « *perpetua, stabit vetus memoria facti.* » « Entreprise, dit Machiavel, conçue avec secret, exécutée avec non moins de courage, mais qui doit apprendre aux princes à régner de manière à se faire respecter et chérir, à ne forcer personne à chercher son salut dans leur trépas ; et à ceux qui conspirent à ne pas croire qu'une multitude même mécontente de la tyrannie affrontera toujours avec eux le péril de la renverser. »

En effet, Galéas mort, le vieux ministre de François, Cecco Simonetta, fit proclamer duc son fils Jean, malgré sa jeunesse, sous la tutelle de sa mère, « femme de petit sens », dit un Vénitien ; et lors même que celle-ci laissa s'affaiblir la puissance entre ses mains par ses complaisances pour un certain Tassini, ce ne fut pas le peuple qui en profita, mais bien l'oncle du jeune prince, le célèbre Ludovic le More. Ce personnage ne devait prendre cette régence que pour chercher à gouverner en son propre nom et, malheureusement, d'une manière encore plus désastreuse pour le Milanais et pour l'Italie.

FERDINAND I[er] DE NAPLES.

(1463-1494.)

Une conspiration féodale.

La prudence d'Alphonse le Magnanime avait assuré la succession de son fils illégitime au trône de

Naples; on s'en aperçut bien quand le fils du roi René, évincé par Alphonse, l'Angevin Jean, dit de Calabre, vint à son tour tenter la fortune qui avait trahi son père, et débarqua, sur quelques vaisseaux génois, aux rivages napolitains, pour répondre à l'appel de plusieurs barons révoltés. Ferdinand parut soutenu de toute l'Italie. Pie II, en retour de la cession de Bénévent, lui envoya son condottiere Montefeltro, et François Sforza, deux de ses parents; Venise et Florence restèrent neutres. Dans un moment de détresse, la femme de Ferdinand, Isabelle de Clermont, n'eut qu'à se montrer dans les rues de Naples avec ses enfants en bas âge; on vit arriver de toutes parts de l'argent, des hommes, des chevaux, des mulets, des attelages, des approvisionnements. Le héros de la chrétienté, George Scander-beg lui-même, s'intéressa à l'affermissement du trône du fils d'Alphonse V. Ce fut lui qui, en défaisant, avec ses Albanais, Jean de Calabre et son condottiere Piccinino, à Troia, acheva de ruiner la tentative angevine. On ne pouvait être plus heureux; Ferdinand parut prendre à tâche de gâter ce que la fortune avait fait pour lui.

Une fois maître, le nouveau roi de Naples s'occupa moins de prouver sa reconnaissance à ses alliés que son ressentiment à ses ennemis abattus. En dépit de ses serments, il les poursuivit l'un après l'autre de sa haine, et ne recula devant aucun moyen pour satisfaire sa vengeance. L'oncle de sa femme, le prince de Tarente, à qui sa mère avait bientôt fait déposer les armes, mourut subitement.

C'était le plus riche seigneur du royaume. Le premier des seigneurs révoltés qui vint lui rendre hommage, son beau-frère, le duc de Sessa, fut arrêté dans son camp, jeté en prison et vit ses biens confisqués. Le condottiere Jacopo Piccinino était celui de ses anciens ennemis contre lequel Ferdinand avait le plus de rancune. Le roi lui avait cédé, dans son royaume, le fief de Sulmone avec un grand nombre de châteaux; c'était là que vivait, considéré, entouré d'un grand nombre de fidèles, le plus habile général de l'école militaire des Bracceschi, fondée par Bracchio, rivale de celle des Sforzeschi. François Sforza lui-même, pour terminer noblement une longue rivalité, lui avait proposé la main de sa fille naturelle, Drusiana, et Piccinino avait accepté. Mais cette alliance faisait de Piccinino un hôte dangereux à Naples, et Ferdinand n'était point homme à le souffrir. Il s'en défit odieusement.

Piccinino avait été décidément à Milan chercher Drusiana, sa fiancée; les Milanais avaient sans rancune fêté la réconciliation de ces deux condottieri qui plusieurs fois avaient pris leur territoire pour champ de bataille, en mettant pour enjeu leur liberté. La cérémonie du mariage fut splendide. Piccinino était au comble de la joie. Le roi de Naples, comme pour faire sa cour à François Sforza, fit chercher à Milan les nouveaux époux par son second fils, l'aimable Frédéric, dans l'intention de les attirer à sa cour et de renouveler à Naples les fêtes de Milan. Piccinino hésitait; il partit cependant, suivit le jeune Frédéric, traversa dans

tout l'appareil de la puissance et du bonheur Ferrare, Césène, Rome et arriva à Naples. Toute la noblesse courut à trois journées au-devant de lui. Le roi l'embrassa comme un frère, le combla d'honneurs, de fêtes, vingt-sept jours durant. Piccinino obtint enfin son audience pour prendre congé. C'était le jour de la Saint-Jean-Baptiste (24 juin). Le roi lui témoigna les mêmes marques d'affection; mais, en sortant, le condottiere trouva dans l'antichambre quatre archers qui se jetèrent sur lui et l'entraînèrent dans un cachot où il fut mis à mort deux jours après. François Sforza se plaignit amèrement d'abord, puis il s'apaisa; et, dans un intérêt tout politique, après avoir repris sa fille Drusiana, il resserra son alliance avec l'assassin de son gendre, et ne craignit pas même de donner au fils aîné de celui-ci sa propre fille, l'aimable et savante Hippolyte.

« Ainsi, ajoute Machiavel, nos princes italiens, redoutant dans autrui les vertus qu'ils ne possèdent plus, s'efforçaient de les détruire. Mais bientôt aucun d'eux n'en eut plus même l'ombre, et cette belle contrée se montra ainsi exposée sans défense aux désastres qui la déchirèrent si cruellement bientôt après. »

C'était dans la politique de famille que le fils d'Alphonse excellait. Il donna une de ses filles, Éléonore, au marquis d'Este, duc de Ferrare, Hercule; une autre, Béatrice, à Mathias Corvin, roi de Hongrie. Il maria avantageusement le second de ses fils, Frédéric, dans le royaume de Naples, et obtint de Sixte IV, pour le troisième, un cardi-

nalat. Ferdinand se vit ainsi bientôt à la tête d'une nombreuse famille, brillamment apparentée. Un historien rapporte que dans une fête il compta plus de cinquante princes ou princesses; on pouvait présumer que sa famille ne s'éteindrait jamais.

Un bon gouvernement eût fait plus que des alliances pour la solidité de la dynastie. Mais Ferdinand gâtait même ce qu'il entreprit de bien. Il comprenait que la prospérité de l'agriculture, de l'industrie et du commerce était la première condition de la stabilité de l'œuvre de son père. Quelques bonnes lois réglèrent les rapports des seigneurs et des serfs d'une façon plus favorable à la production. Malheureusement le gouvernement s'en assura tous les profits, en abusant du monopole du blé et de l'huile jusqu'à faire à son gré l'abondance ou la disette. « Le roi, nous assure Comines, faisait toute la marchandise du royaume, jusques à bailler les pourceaux au peuple et à les lui faire engraisser pour mieux les vendre. S'ils mouraient, il fallait qu'ils les payassent. Et si la marchandise s'abaissait de prix, il contraignait le peuple de la prendre; et, par le temps qu'il voulait vendre, nul ne pouvait vendre que lui. » Ferdinand emprunta à Venise des procédés nouveaux pour fabriquer les étoffes de soie et d'or, et à Florence, les secrets des nouvelles manufactures de laine. Il organisa ces industries, leur donna des priviléges, des tribunaux particuliers, le tribunal du *noble art de la soie* et celui de l'*art de la laine;* mais il détruisit en partie ces bienfaits par l'exagération de ses taxes à l'en-

trée et à la sortie des produits. La population de Naples s'accrut néanmoins sous son règne; il fut obligé d'élargir l'enceinte de la ville, et la flanqua de fortes tours.

La protection qu'il accordait aux lettres, Ferdinand la rapportait également à lui-même. L'université de Naples jeta pendant son règne un assez vif éclat, mais tous les rayons en furent dirigés sur sa personne. Ferdinand recherchait dans les lettres ce qui lui était utile, et attachait les savants et les lettrés à son seul service. Ange Catone était à la fois son médecin et le plus célèbre professeur de philosophie de son université. Mais, si le roi usait beaucoup de ses recettes de santé, il usait peu de ses préceptes de sagesse. Antoine d'Alessandro, qu'on appelait le *monarque des lois*, fut le premier en Italie à faire servir la connaissance de la langue latine et de l'histoire romaine à l'intelligence et au commentaire des lois de Justinien. Mais le despote aimait mieux appliquer la science et l'habileté de ce savant à tirer le plus d'argent possible de ses sujets, ou à tromper ses contemporains dans de ténébreuses négociations. Le célèbre Pontanus, fondateur de l'académie de Naples, à la fois poëte, historien, philosophe, n'était estimé de lui que comme secrétaire particulier de ses commandements et président de la chambre royale. Il devait accompagner son roi à la guerre où il fut plusieurs fois fait prisonnier, et s'entremettre dans sa diplomatie. Ce que les rois de Naples désiraient le plus de leurs savants, c'est qu'ils se fissent leurs historiographes.

Pontanus fut celui de Ferdinand, comme le Palermitain avait été celui d'Alphonse le Magnanime. Il ne paraît cependant y avoir eu jamais qu'un lien d'intérêt entre Ferdinand et Pontanus. Le secrétaire, comblé de ses bienfaits, écrivit à la fin de sa vie un livre sur l'*ingratitude* des princes. Frédéric, le second fils de Ferdinand, cœur doux, âme généreuse, protégeait seul les lettres pour elles-mêmes et particulièrement la poésie. Ce fut lui qui encouragea les commencements de Sannazar, dont la muse demi-païenne et demi-chrétienne chanta, dans un poëme épique latin, les mystères de la *Naissance de la Vierge*, et, dans ses idylles italiennes, les charmes de la nature.

Ferdinand recueillit enfin ce qu'il avait semé. Affaibli par l'âge et par l'exercice du pouvoir qui fatigue plus encore qu'il n'use, il laissait déjà les affaires entre les mains de son fils Alphonse, duc de Calabre. Si le père avait des défauts, le fils en avait bien davantage. « Nul homme, » dit Philippe de Commines, qui exagère cependant en sa qualité d'ennemi, « nul homme n'a été plus cruel que lui, « ni plus mauvais, ni plus vicieux, ni plus infect, « ni plus gourmand. » Il abaissait encore davantage la noblesse dont il avait éprouvé le mauvais vouloir et l'indépendance. Jeune, entouré d'amis et de flatteurs, il avait hâte de remplacer les créatures de son père par les siennes. La noblesse était donc mécontente; et, parmi les anciens serviteurs du roi Ferdinand, deux surtout craignaient de tout perdre : François Coppola, qui s'était enrichi dans des

spéculations heureuses, de compte à demi avec le roi, et Antoine Petrucci, élève de Laurent Valla, qui avait appliqué ses talents aux affaires et était ainsi devenu l'un de ses plus intimes secrétaires. Un incident réunit tout à coup contre la royauté ces éléments divers d'opposition.

La ville d'Aquila méritait à tous égards la haine du gouvernement napolitain. Située au milieu des Abruzzes, dans une forte position sur la frontière, entourée de bonnes murailles, elle avait un gouvernement municipal à peu près indépendant. Un seigneur d'une puissante maison, un Montorio, y exerçait la principale autorité; les relations qu'elle entretenait dans les États pontificaux avec les Colonna, et quelquefois avec le gouvernement romain, garantissaient encore mieux sa liberté. Alphonse tenait de son père le goût des moyens déloyaux, la pratique des surprises et des trahisons. Sous prétexte d'une expédition contre quelques paysans des environs, il se met en marche pour les Abruzzes, mande auprès de lui le comte de Montorio, l'arrête et tourne sur Aquila. Mais les habitants, prévenus à temps, tuent le commissaire du roi, ferment les portes, arborent la bannière de l'Église, et se mettent sous la protection du pape. Innocent VIII, créature de la maison d'Aragon, était par cela même, malgré son indolence, le plus disposé peut-être à lui susciter des embarras. Ce pape fait donc secrètement alliance avec les barons napolitains et avec les ministres du roi. Il promet la venue d'un prétendant, René II, petit-fils du roi René de

Provence. Tout le royaume est bientôt en armes.

Le danger était sérieux pour la maison d'Aragon. La trahison était au palais avec les ministres Coppola et Petrucci; la révolte avec les barons dans les provinces; la guerre menaçait sur les frontières. Le vieux Ferdinand fut obligé de paraître pour tirer sa monarchie du péril où l'avait jetée son fils. Il convoqua les barons à un parlement à Naples pour entendre, disait-il, leurs plaintes et y faire droit. Mais on ne se fiait plus guère à lui; « on n'ignorait « pas, dit Commines, qu'en faisant bonne chère « aux gens, Ferdinand savait les trahir et les per« dre. » Le comte de Fondi, le duc d'Amalfi, le prince de Tarente, se rendirent seuls à l'invitation du roi. Pour les autres, et parmi eux les grands officiers de la couronne, le grand amiral, le grand connétable, le grand sénéchal, ils se rassemblèrent à Melfi afin de concerter leur plan de défense. Alphonse, plus bouillant que son père, voulut faire un exemple; il se jeta à l'improviste sur le comté de Nola, et surprit, pendant l'absence du comte, sa femme et ses enfants qu'il envoya à Naples. Cette violence ne fit que décider la révolte. Coppola et Petrucci prêtèrent ténébreusement main-forte aux barons qui occupèrent les grands chemins; dans les villes, les tribunaux cessèrent de rendre la justice et les différents corps d'état abandonnèrent à l'envi l'autorité.

La vieille expérience de Ferdinand servit plus la monarchie que la fougue d'Alphonse. Il avait un fils dans lequel les barons et le peuple avaient con-

fiance. Frédéric, sur son invitation, va, de bonne foi, trouver les révoltés, offre de signer, au nom de son père, tout ce qu'ils désirent, tandis que celui-ci somme sous main la régente de Milan et Laurent de Médicis d'embrasser la cause d'un souverain contre ses sujets révoltés. Les barons, réunis à Salerne, essayent de prendre Ferdinand au piége qu'il leur avait tendu. Ils proposent tout à coup la couronne au jeune négociateur, à Frédéric : « Acceptez, lui disaient-ils en le conjurant, cette couronne des mains du peuple qui vous la donne et du pape qui la confirme; la Providence vous a réservé pour nous sauver. » Frédéric refusa : « Alphonse vous paraît dur, leur dit-il, parce qu'il a les soucis et la responsabilité du pouvoir. Le culte des lettres a pu adoucir et humaniser mon humeur. Savez-vous si je ne changerai point de sentiment en même temps que de condition, et si, pour conserver cette couronne que vous m'offrez, je ne deviendrai pas pire pour vous que mon frère? » La résistance du jeune prince, qui se laissa emprisonner plutôt que de céder, permit à Ferdinand de mener à bonne fin ses négociations en Italie, et de sauver son trône.

Laurent de Médicis et le gouvernement de Milan, à frais communs, prirent à leur solde le seigneur de Piombino, comte de Pitigliano, pour l'envoyer dans les États de l'Église, tandis que Ferdinand contenait lui-même les barons révoltés. Enfin le duc de Lorraine, René, retenu par des intérêts plus pressants en France, ne vint pas. Innocent VIII ne tarda pas à

comprendre que la passion l'avait entraîné trop loin. Après avoir excité les barons napolitains à la guerre, il les engagea à la paix. Ceux-ci ne songèrent plus qu'à s'assurer l'impunité. C'était chose difficile avec Ferdinand. « Jamais en lui, dit Commines, n'y avait « grâce ni miséricorde, comme m'ont conté ses pro- « chains parents et amis. » Les barons exigèrent, pour garantie du traité de paix et de la promesse d'amnistie faite à Rome, la présence des ambassadeurs du roi Jean d'Aragon et de son fils Ferdinand, célèbre sous le nom de *Catholique*. Ce ne fut point assez encore pour les rassurer; ils demandèrent que le célèbre Jean Pontanus, de l'académie de Naples, vînt, au nom du roi, accepter, signer le traité. Pontanus était l'historiographe de Ferdinand. Il répondait pour lui devant les contemporains et devant la postérité : « Pontanus ne me « trompera pas, dit le pape Innocent VIII, grand « amateur de lettres; c'est avec lui que je traite, la « bonne foi et la vérité ne l'abandonneront pas, lui « qui ne les abandonna jamais. » La considération littéraire de Pontanus n'arrêta pas Ferdinand.

Ferdinand et Alphonse, son fils, donnèrent toutes les garanties possibles aux conjurés; ils dispensèrent de venir prêter hommage à Naples et leur rendirent leurs places de sûreté. Quelques-uns ne s'y fièrent point. Le grand sénéchal, Pierre de Guevara, désespérant d'obtenir son pardon, mourut de crainte des vengeances du roi. Le prince de Salerne s'enfuit sous un déguisement et passa en France pour préparer ses vengeances. Les autres, avec le

temps, commencèrent à se rassurer. A quelques mois de là, Coppola mariait son fils Marc avec la fille du duc d'Amalfi. Le financier et le secrétaire Petrucci n'avaient jamais agi que très-secrètement et ne se croyaient point en péril. On ne s'étonna point que le roi voulût faire lui-même les frais de cette fête d'un de ses favoris; il adressa à ses anciens ennemis nombre d'invitations. Comment se dispenser de s'y rendre? Le roi prêta pour la cérémonie son propre palais; les époux se marièrent dans la chapelle du Château-Neuf; puis on dansa dans la grand'salle. Les princes italiens, comme les conspirateurs, aiment les coups de théâtre; il y a de l'acteur dans tout personnage politique au-delà des Alpes; le bien, le mal, on le fait là sur des tréteaux. Au milieu de la fête, le roi, au mépris des lois de l'hospitalité, fit arrêter les deux époux, leur père, Petrucci et quelques autres des anciens conjurés. Le masque une fois tombé, Ferdinand fit saisir Montorio, dans Aquila, les comtes d'Altamura, de Bisignano, de Melfi et autres, dans leurs châteaux, et ordonna qu'on instruisît leur procès. Coppola, Petrucci eurent la tête tranchée sur une estrade très-élevée, disposée exprès dans la cour du Château-Neuf, pour que le peuple, de la ville, vît comment le roi se vengeait de ses serviteurs infidèles. Pour l'exécution des princes, on n'en pouvait faire montre. Le roi, après les avoir fait condamner, les garda en prison. Longtemps on vit les geôliers leur porter leur nourriture habituelle; mais, un jour, on remarqua autour du cou du bour-

reau une chaîne d'or qu'on crut reconnaître pour celle du prince de Bisignano. Le peuple s'entêta à croire que le roi avait fait égorger, coudre dans des sacs et jeter à la mer tous les prisonniers. C'est le plus grand malheur qui puisse arriver à la justice d'État que de prendre la forme de la vengeance ou du brigandage.

Ferdinand acheva sa vie sur le trône, mais dévoré d'inquiétude. Les barons, il le sentait, n'avaient échoué dans leur entreprise que faute d'appui au dehors. Dès qu'ils en trouveraient, ils pouvaient réussir ; plusieurs avaient déjà passé en France, et la royauté française, avec Louis XI, venait d'hériter des droits que la maison d'Anjou en mourant avait laissés sur le royaume de Naples.

IV.

VENISE ET GÊNES.

(1453-1492.)

Les républiques.

Deux grandes républiques survivaient encore au milieu du quinzième siècle, en Italie, à la ruine des autres : Venise et Gênes. L'esprit d'entreprise, l'industrie, le commerce, la richesse, les avaient mieux défendues contre le sort commun. L'une au fond de l'Adriatique et l'autre au fond du golfe de Ligurie, aux deux extrémités de l'arc de cercle que forment les Alpes, et battant toutes les mers environnantes de leur incessante activité, elles étaient comme les deux avirons puissants et légers de la péninsule.

Seules grandes républiques survivantes, elles arrivaient cependant aussi au déclin de leur fortune. La démocratie primitive des matelots de la lagune, dirigée par son doge, d'abord tout-puissant, avait fait place à l'aristocratie la plus jalouse; le doge à Venise était le premier sujet de la république. La noblesse des deux rivières du Levant et du Ponent, qui avait commencé, avec une hardiesse toute féodale, la fortune génoise, était contrainte main-

tenant d'abandonner la mer pour ses forteresses alpines; mais elle ne laissait pas encore sans lutte le gouvernement de la cité à la démocratie qui là aussi se faisait un jouet du dogat, la première dignité de la république.

En parcourant ainsi chacune, en sens inverse, les différents cercles de la vie républicaine, la reine de l'Adriatique et la cité ligurienne avaient laissé diminuer leur puissance extérieure. Après avoir combattu si souvent l'une contre l'autre, quand l'empire byzantin tombait, pour la possession des côtes ou du commerce du Levant, elles ne savaient pas oublier leurs rivalités pour lutter en commun contre l'établissement de l'empire ottoman. Elles préféraient se mêler aux querelles intestines de la péninsule : Gênes à celles du Midi; Venise à celles du centre. Elles augmentèrent ainsi la confusion, sans accroître leur territoire ou leur influence, et ni l'une ni l'autre ne parut trouver dans les lettres et dans les arts une consolation égale à celle de plusieurs autres États italiens.

L'aristocratie ombrageuse n'est pas plus favorable aux lettres et aux arts que la démocratie turbulente. Venise imprima les chefs-d'œuvre des anciens ou ceux des contemporains, mais elle n'en produisit guère. Outre quelques historiens, elle n'eut que des écrivains diplomates, mais de premier ordre, artistes éminents et utiles pour les conseils et pour le style, dont les rapports contiennent aujourd'hui les plus lumineux renseignements sur l'histoire du temps. Byzantine ou mauresque, à Venise et à Gênes, l'ar-

chitecture donna d'élégants palais à la fierté de la noblesse et à l'orgueil bourgeois; et le portrait, recherche de la vanité ou de l'affection de famille, fleurit surtout à Venise. Mais la Renaissance n'échauffa d'abord que de ses rayons indirects ces deux cités maritimes, éloignées du centre et toujours un peu isolées des révolutions politiques et morales du reste de la péninsule. Venise attendra quelque temps sa grande école vénitienne.

VENISE : *l'Aristocratie.*

C'est au milieu du quinzième siècle que l'autorité du redoutable conseil des Dix se resserre dans le conseil des *trois inquisiteurs d'État.* Irresponsables, les Trois peuvent prononcer la peine de mòrt et disposer des deniers publics. Pour qu'ils n'abusent pas eux-mêmes de l'autorité, deux d'entre eux s'adjoignent le doge pour condamner le troisième. Dès lors une police ombrageuse et cruelle dans ses intentions, ingénieuse et hardie dans ses moyens, prompte et terrible dans ses répressions, assure partout l'ordre et l'obéissance. Une même surveillance, une même terreur, pèsent sur toute la hiérarchie administrative, depuis le doge, les Dix et le Sénat jusqu'aux généraux, aux ambassadeurs et aux recteurs de province, pour remonter au tribunal secret des Trois, qui est la pierre angulaire de tout le système et qui a pris ses précautions contre lui-même.

Le doge Foscari fut la première victime de ce redoublement de méfiance aristocratique. Doge depuis

1423, c'était lui qui, en jetant Venise dans les démêlés de la péninsule, avait commencé à en faire une puissance italienne. La république avait acquis ainsi quatre provinces en Italie, et soumis, au-delà du Mincio et du Pô, les villes de Brescia, Bergame, Crémone et Crème, au risque de se faire des ennemis dans la patrie commune, quand il eût fallu réunir toutes ses forces contre les Ottomans. Cette politique avait suscité de gros orages dans les conseils de la république, et particulièrement, entre le doge et Loredano, l'un des Dix, des luttes qui finirent par coûter cher au premier magistrat de la république.

Le fils du doge, Jacopo, accusé de corruption, torturé, avait déjà été exilé sur le territoire de Trévise. L'assassinat, par une main inconnue, du chef du conseil des Dix, lui valut de nouveau la question et un plus lointain exil. Le vieux Foscari offrit d'abdiquer; le conseil des Dix le força de rester à son poste. Jacopo s'exposa une troisième fois aux tourments qu'il avait déjà endurés, déclara qu'il s'était volontairement rendu coupable pour revoir son père, et mourut des suites de la torture, laissant le vieux doge, âgé de quatre-vingt-cinq ans, incapable de remplir ses fonctions. Le vieillard ne reprit de l'énergie que lorsque le conseil des Dix exigea de lui son abdication. Il voulut alors mourir doge, força le conseil des Dix à le déposer, et mourut en entendant les cloches qui annonçaient l'installation de Malipieri, son successeur. L'amiral Loredano avait satisfait à sa vengeance et inscrivait sur le

livre de dette de ses haines ces mots : *L'ha pagata.*

Sous ce dur régime, Venise semblait toute-puissante. Avec ses trois mille navires, ses trente mille matelots, ses millions de sujets dans la Dalmatie, l'Istrie, sur les côtes et les îles de la Grèce, son armée nombreuse et aguerrie, ses fabriques renommées de glaces, d'étoffes de soie et d'objets d'or et d'argent, son immense commerce, elle était la première puissance italienne. On admirait la sagesse de son gouvernement et on oubliait sa tyrannie ; elle savait maintenir sous le joug les sujets de ses possessions, en leur assurant du travail, et ses propres citoyens dans la joie, en les tenant toujours en fête. Les possessions de Venise étaient vantées pour leur bien-être, et Venise pour son luxe, son carnaval et ses plaisirs. Si l'espionnage et la délation règnent dans la ville, si les provéditeurs surveillent les généraux et les généraux les provéditeurs, si la terreur plane sur toutes les têtes, si le noble qui parle mal du gouvernement est pour la première fois averti, pour la seconde torturé, pour la troisième noyé ; si tout ouvrier qui exporte une industrie utile à la république est poignardé, le tout en secret ; la gueule du lion de Saint-Marc reçoit la délation anonyme, le flot qui passe sous le pont des Soupirs emporte les cadavres ; et, pour les provinces que la mer sépare de la métropole, on se préoccupe moins encore de ce qui s'y passe ; les douleurs de l'oppression n'y ont point d'écho.

« *Siamo Venetiani, poi christiani ;* nous sommes Vénitiens d'abord, puis chrétiens, » disaient les

maîtres de l'Adriatique au quinzième siècle, et ils ne songeaient pas même à se demander s'ils étaient Italiens. C'était dans les lagunes que le sentiment de la patrie commune, si rare alors dans la péninsule, se rencontrait encore le moins. Toute l'histoire de Venise, à cette époque, est dans le dicton vénitien, complété par le commentaire que nous y ajoutons.

Après la prise de Constantinople, Venise est la première à conclure avec Mahomet II, en 1454, un traité avantageux à son commerce. Elle aura un bayle pour surveiller ses intérêts dans la capitale ottomane; cela lui suffit. Elle n'a pas la même horreur que l'Europe chrétienne contre le Turc, contre le mécréant. Le soin d'empêcher Trieste de détourner chez elle le commerce du Levant, qui se fait en Allemagne par l'Adriatique, et celui de venger contre les chevaliers chrétiens de Rhodes quelques-uns de ses vaisseaux marchands, arrêtés dans la mer de l'Archipel, la passionnent bien davantage. Elle prend les armes cependant et lance ses galères, quand les Turcs, par la conquête de la Bosnie et de l'Esclavonie, vers le Danube, et celle d'Athènes et du Péloponnèse commencent à la menacer par terre et par mer. L'héroïsme de Scander-beg et l'épaisseur de l'Albanie la défendent seulement encore. Quinze années durant, elle associe sa résistance maritime à la résistance continentale du héros albanais et du Hongrois Corvin. Elle entraîne quelquefois dans la lutte le pape, le roi de Naples, et s'en va chercher, jusqu'au fond de l'Orient, l'alliance offensive du roi de Perse, le sophi Ussun Cassan, époux d'une

chrétienne, afin d'entourer les Ottomans d'un cercle d'ennemis. Mais ni l'enthousiasme de la foi menacée presque jusque dans son sanctuaire par Mahomet II, ni la pitié et l'admiration pour la Grèce que recommandent sa gloire morte et ses chefs-d'œuvre encore vivants, n'animent les conseils de la république. Dans la guerre, elle paraît moins encore avoir souci de sa sécurité que du butin, comme les Aldes qui, dans leurs ateliers d'imprimerie, ne cherchent à tirer de l'antiquité que de belles éditions et de beaux livres.

C'est pour couvrir un acte de rapine que l'amiral Loredano inspire, en 1463, au Sénat la pensée de s'emparer de l'ancien Péloponnèse, la Morée. Les Turcs et les Vénitiens en viennent aux mains par terre et par mer, à l'isthme de Corinthe. La Morée est prise et reprise; on combat dans toute la Grèce, au pied du Cithéron, dans Athènes, dont les murailles sont renversées; on combat sur l'escalier de l'Acropole. Point de quartier; les prisonniers sont décollés, empalés, pendus, noyés, sciés en deux; les villes sont saccagées, brûlées, leurs monuments détruits; les ruines remplacent la décadence. Les habitants sont chassés dans les montagnes ou vendus comme esclaves. Les Grecs ne savent pas quels sont leurs pires ennemis, des Vénitiens ou des Turcs. Ceux que la terreur, les désastres, les ruines rendent à l'état sauvage et à l'énergie passent cependant au service des Vénitiens, et deviennent leurs soldats, leurs stradiotes, dans cette guerre de surprise, de piraterie et d'extermination.

Le siége de Négrepont, la Chalcis de l'ancienne Eu-

bée, séparée de la Béotie par le détroit de l'Euripe, rappelle, mais pour la faire regretter, la bataille d'Artemisium des guerres médiques. Mahomet II en personne, comme un autre Xercès, entraîne, au dire des Latins qui exagèrent aussi, 300,000 hommes à travers la Macédoine et la Thessalie, avec une flotte, la première qu'il eût équipée, forte de 400 navires. Pas un Grec aux Thermopyles! Le Vénitien Nicolas Canale, qui ne devait pas être le Thémistocle de Venise, n'essaye pas, avec trente-cinq navires et une marine exercée, d'affronter, à l'entrée de l'Euripe, la flotte ottomane. Il laisse les Turcs pénétrer dans le détroit. Quand il vient les y menacer, ils ont déjà jeté un pont pour joindre la Béotie à l'Eubée, et ils commencent à battre de leurs gros canons les murailles de Chalcis. On envoie à l'amiral vénitien de nombreux renforts des lagunes et de Candie, pour sauver la capitale des possessions vénitiennes de l'Archipel. Nicolas Canale, malgré les vents et les courants qui sont pour lui, n'ose point rompre le pont pour délivrer Chalcis qui se défend avec désespoir; et la ville succombe après six semaines de siége. Tous les habitants au-dessus de vingt ans sont massacrés; le chef de la défense est scié en deux; les étendards de Venise sont jetés à la mer, et une belle apologie, écrite par le cicéronien Filelfo, ne sauve pas l'amiral vénitien de la disgrâce et de l'exil. Les Italiens du quinzième siècle n'apprenaient encore des anciens que l'art de voiler la faiblesse des actions sous les pompes du langage; ils oubliaient que l'héroïsme antique avait inspiré ces épopées, ces

chants, ces récits, qui étaient la meilleure des apologies nationales.

Les ravages réciproques des Turcs et des Vénitiens continuent. L'amiral Mocenigo va piller en Asie Mineure Smyrne, la patrie d'Homère. Mais le pacha de Bosnie passe l'Isonzo, qui sert de frontière orientale à l'Italie du nord, porte le fer et le feu dans le Frioul vénitien, et emporte presque Udine. La diplomatie de Venise reprend, il est vrai, l'avantage dans l'île de Chypre. Elle donne la fille d'un de ses riches citoyens, Catherine Cornaro, déclarée fille de Saint-Marc, à un bâtard des derniers Lusignans, roi de Chypre; et, à la mort de ce bâtard, elle pourvoit Catherine de deux provéditeurs, ses forteresses de soldats vénitiens, et elle administre réellement l'île. Mahomet s'en venge en lançant ses janissaires dans l'Albanie, dont la défense, après la mort de Scander-beg, était tombée, avec les villes de Croïa et de Scutari, à la charge de la république. Ces deux villes sont assiégées en 1474 et 1477; une horde de cavalerie ottomane passe encore l'Isonzo, et, mettant tout à feu et à sang devant elle, pénètre jusqu'à la Piave. Des lagunes on voyait, la nuit, la lueur projetée par les villages en flammes. Tous les Vénitiens sont sommés de s'organiser en compagnies et de s'exercer au maniement des armes et aux évolutions militaires. Mais la peste vient abattre les courages. Les derniers défenseurs de Croïa, l'ancienne capitale de Scander-beg, capitulent et sont tous décapités. Scutari allait avoir le même sort, quand un secrétaire d'État vénitien livre la ville, consent à un tribut et

obtient ainsi une paix qui ne laisse, en Grèce, à Venise que Lépante, Modon et Coron (1478). La prise de possession réelle de l'île de Chypre, enlevée à Catherine, l'obéissante fille de Saint-Marc, n'est pas même une compensation de la perte de l'Albanie, qui livre aux Turcs la rive orientale de l'Adriatique.

C'étaient les affaires d'Italie surtout qui avaient déterminé le Sénat de Venise à accepter des Turcs cette paix humiliante. S'il était Vénitien avant tout, le Sénat était encore plus Italien que chrétien. Après tout, l'Italie, la chrétienté même laissaient Venise presque seule aux prises avec les infidèles. Elle avait regretté de voir le pape Sixte IV et le roi de Naples, Ferdinand, faire la guerre à la république de Florence. Mais, quand le pape lui offre de faire la conquête du duché de Ferrare en commun, elle brave, avec ses flottes et ses soldats aguerris par leurs luttes en Orient, le roi de Naples, Florence et le duc de Milan. Elle pénètre dans les bouches du Pô, s'empare de presque toutes les villes de la Polésine de Rovigo. Abandonnée et excommuniée par le pape Sixte IV effrayé lui-même, elle brave les foudres pontificales, défend à ses prêtres de publier l'interdit, fait afficher au Vatican un appel au concile, enlève sur les côtes du royaume de Naples, allié du pape, Gallipoli, Policastro, tourne à son tour, à Bagnolo, toute l'Italie contre Sixte IV, et, à la mort de ce remuant pontife, reste maîtresse de la Polésine. Jamais Venise n'avait plus audacieusement prouvé qu'elle était elle-même avant d'être chrétienne. Elle annonce ainsi qu'elle voudra re-

couvrer en Italie, envers et contre tous, ce qu'elle perdait en Orient.

C'est à cette époque aussi que la cité byzantine du moyen âge se fait plus italienne par l'esprit, par les lettres et par les arts. La connaissance de la langue grecque n'avait été cultivée jusque-là qu'au point de vue de l'utilité des relations avec l'Orient. Elle commence alors à introduire Venise dans le domaine de l'antiquité. Fra-Mauro, le camaldule, dote la cité maritime et commerçante, en 1459, de la première mappemonde, où se trouve, avec l'itinéraire du voyageur Marco Polo en Orient, les premières découvertes des Portugais sur les côtes africaines. En 1469, le cardinal Bessarion avait fait présent à Venise de ses nombreux manuscrits et commencé ainsi la belle bibliothèque Saint-Marc. Aussitôt Alde Manuce, riche et érudit, conçoit le projet d'appliquer les secrets récemment découverts de l'imprimerie à répandre les trésors de l'antiquité qui lui était devenue familière. Il fonde l'*académie typographique*, s'entoure de savants, d'érudits, compose lui-même une *grammaire* et un *dictionnaire grecs*, et, avec ses collaborateurs, édite Aristote, Euripide, Théocrite, et imprime la première Bible en hébreu et le premier Virgile portatif. L'*in-octavo* inventé rend la science plus dégagée, plus facile et plus allègre.

La science hydraulique était pour Venise une nécessité. Les sas, les écluses à double porte, les pertuis, domptent et disciplinent entièrement la lagune; Venise crée où elle veut le terre-plein et les canaux.

Giovando débute par là dans sa patrie. Il faut bâtir à Venise avec d'autant plus de solidité que le terrain est plus mouvant. Mais la cité maritime et commerçante, dont les enfants visitent tous les rivages de l'Orient et de l'Occident, orne son architecture des fleurs de tous les climats et de tous les temps ; et l'art gréco-romain, suscité par la Renaissance, modifie encore les églises et les palais, où les styles byzantin, mauresque et gothique, avaient déjà opéré de si merveilleuses alliances. Pietro Lombardo élève, à gauche de la féerie byzantine de Saint-Marc, sur trois ordres de pilastres, la tour de l'horloge, et Bartholomeo Buano étage les arcades toscanes et corinthiennes le long de l'immense façade des vieilles *procuraties*. Le retour du palais ducal sur la *piazzetta*, avec son rez-de-chaussée de fûts robustes, son premier étage d'arcades surmontées d'ogives et de trèfles, son grand massif de marbre blanc et rouge, est continué jusqu'à la porte *della Carta*. Mais les fortunes privées rivalisent avec la fortune publique pour faire déjà du grand canal, comme dit Comines, « la plus belle rue et la mieux maisonnée du monde ». Le marbre blanc venu d'Istrie, le porphyre et la serpentine éclatent sur les façades ; au dedans reluisent les planchers dorés, les cheminées ciselées, et tout le luxe de la plus puissante aristocratie. Le palais Vendramini dans ses deux étages corinthiens encadre deux à deux les fenêtres dans des cintres réunis par des colonnettes de marbre grec et de porphyre sous sa grandiose corniche. Les tombeaux de Mocenigo,

(1476), de Marcello (1474), de Vendramini, associent encore la gravité antique à la richesse et à l'éclat du pittoresque dans sa fleur ; et Jean Bellini vivifie les types hiératiques par le coloris nouveau qu'il leur donne et les paysages frais dans lesquels il sait les encadrer. C'est une nouvelle vie de l'art et plus italienne.

GÊNES : *la Démocratie.*

« La cité, » dit en parlant de Gênes l'historien Foglietta, « est divisée en deux partis, semblables à deux villes qui se combattent chaque jour en foulant aux pieds tous les liens du sang, de la religion et de l'humanité, à tel point que les frères luttent contre les frères, les amis contre les amis. » Ces deux partis étaient, au quinzième siècle, celui des Fregosi et celui des Adorni, marchands enrichis qui se disputaient le dogat, à la place des Doria et des Spinola, depuis que ceux-ci, relégués dans leurs châteaux, ne pouvaient plus, avec les autres familles nobles, que prêter leur appui aux bourgeois dans l'espoir toujours déçu de reprendre le pouvoir.

En changeant de mains, en passant des nobles au peuple, la république la plus turbulente de toutes, et qui connut presque autant de troubles et de séditions que d'années, n'y avait rien gagné. Son tempérament fiévreux n'avait pas même trouvé le repos dans la ressource d'un prince étranger, comme le roi de France ou le duc de Milan, en guise de podestat, pour exercer chez elle le pouvoir de doge.

« Cette concorde, disent les plébéiens, nous pèse encore plus que la discorde, car elle réunit tous les nobles et les riches contre nous. Aucun d'eux ne nous représente plus dans les conseils, nous ne pouvons plus tolérer les impôts exorbitants décrétés sans consulter nos intérêts. » La soumission était aussi insupportable ou aussi impossible à Gênes que la liberté.

Au milieu de cette vertigineuse instabilité, l'esprit de commerce et de finance qui avait fait la prospérité de la république et la force du parti populaire avait fini cependant, au milieu du quinzième siècle, par servir de lest à la république et lui permettre de ne point succomber à ces continuels orages. A force d'emprunter à des banquiers, à des riches, sur ses revenus et ses propriétés, la cité avait fini par confier la gestion de ses douanes et de ses biens hypothéqués à une commission de cent membres nommés par ses créanciers, pour servir leurs intérêts et subvenir aux besoins de la république. C'est ce qu'on appelait la banque de Saint-Georges. Logée dans le palais, au-dessous de la douane, irresponsable, gouvernée par un conseil électif de huit membres, administrant par ses propres mains, cette banque, avait bientôt mérité toute la confiance des Génois ; et ainsi, au-dessous de la république politique, était née une république financière avec son gouvernement, ses consuls, ses lois, mais plus calme et plus stable que l'autre. « Chose qu'aucun législateur n'avait jamais imaginée, dit Foglietta, qu'aucun philosophe n'avait jamais dis-

cutée, deux républiques restèrent enfermées dans les mêmes murs, l'une turbulente et déchirée par les discordes et les séditions, l'autre tranquille et paisible avec les mœurs pures de nos ancêtres et vraiment exemplaire tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. » L'honnêteté commerciale et administrative faisait la force et la solidité de cette institution singulière. Dans une sédition qui créa un doge, trente des plus riches banquiers de la ville furent pris par les vainqueurs et mis à la question jusqu'à ce qu'ils eussent livré le revenu d'un des impôts de la cité; aucun ne faillit. La banque de Saint-Georges attire ainsi à elle toutes les forces de la république. En 1453 elle se faisait céder le gouvernement de la Corse; les affaires viennent à elle et les passions seules restent dans la politique. Les révolutions se succèdent à Gênes et donnent la république tantôt à un citoyen, tantôt à un étranger. Le gouvernement change, mais la banque reste toujours dans les mêmes mains. Les Adorni, les Fregosi, se disputent l'autorité; la majeure partie des citoyens se tient à l'écart et laisse passer l'orage.

Donnons-nous un instant le spectacle de cette course de Gênes à travers les révolutions de la fin du quinzième siècle. Elle vogue sur cette mer agitée sans jamais sombrer, comme un vaisseau toujours en danger, mais sauvé par la solidité de son lest. En 1444, les Génois étaient revenus au dogat et les Adorni y avaient le pouvoir : un Raphaël en 1444, un Barnabas en 1447, tous deux soutenus par les rois aragonais de Naples. Les Fregosi reprennent le

dessus en 1448; trois d'entre eux se succèdent pendant plusieurs années. Mais le roi Alphonse et les Adorni ne laissent point de repos à leurs adversaires. Pierre Fregoso, poussé à bout, transfère la seigneurie de Gênes au roi de France Charles VII, en 1458; et Jean d'Anjou, fils du roi René de Provence, duc titulaire de Calabre, vient prendre le gouvernement de la ville pour descendre au midi de l'Italie soutenir, les armes à la main, ses droits contre les souverains aragonais.

C'était une entreprise difficile et coûteuse; Gênes se lasse bientôt d'en faire les frais. En 1461, un inconnu soulève, dans les rues, le peuple qui rejette la garnison française dans le Castelletto. Aussitôt Paul Fregoso, archevêque de Gênes, entre par une porte de la ville avec des paysans armés; mais Prosper Adorno entre par une autre porte avec des soldats. On se bat d'abord, puis on s'explique et on s'arrange. Prosper Adorno sera doge, et Paul Fregoso, comme archevêque de la ville, partagera le pouvoir avec lui. Réunis, ils parviennent à expulser les Français, malgré l'arrivée de René de Provence avec une petite armée, sur la crête des montagnes dont la ville est couronnée. Mais, vainqueurs, ils en viennent aux mains dans la ville. L'archevêque Paul Fregoso chasse Prosper Adorno avec tous ses partisans; et, satisfait de sa victoire, laisse la couronne de doge, qu'il ne voulait pas joindre à sa mitre, à un sien cousin, Louis Fregoso.

Vrai condottiere sans morale et sans foi, toujours entouré de bravi ou de pirates, brave lui-même, et

tuant en un jour de combat quinze ennemis, le prélat prétendait ne voir dans son neveu qu'une créature. Mécontent de lui, il l'attaque dans son palais, en 1461, et se fait, en dépit de son caractère, couronner doge. Le peuple ne veut pas de cette double tyrannie et rappelle Louis. Mais l'archevêque Paul surprend son neveu encore une fois, menace de le faire pendre pour lui arracher le Castelletto, obtient du pape Pie II une bulle pour ceindre la couronne de doge; et dès lors, en sûreté de conscience, il chasse les nobles, dépouille les riches, pille les magasins, ravit les femmes et gouverne comme on ne fait pas dans une ville prise d'assaut, pendant un an. Les Génois regrettaient la domination française; ils s'offrent à Louis XI, qui « les donne au diable » d'abord et ensuite à François Sforza. L'archevêque-brigand ne savait faire que la guerre de surprise. Devant les condottieri de Sforza, il s'empare de quatre vaisseaux, y jette son butin, des armes, des munitions, et prend la mer pour se faire pirate. Les troupes milanaises entrent dans la ville, saisissent le Castelletto, installent l'autorité du duc de Milan (1464). La banque de Saint-Georges elle-même, lasse de ces coups de main, se rend et se contente de faire jurer l'observation de ses lois et priviléges.

Le fils de François Sforza, le lâche et cruel Galéas, ne devait pas faire aimer la dépendance à Gênes. Il laissait tomber sous les flèches des Turcs et des Tartares, en 1475, la riche colonie de Caffa, l'entrepôt du commerce de l'Inde, d'Astracan, du Caucase et de la Perse avec l'Europe. Il n'observait pas même les

conditions acceptées par son père; il levait contribution sur contribution. En 1476, il s'avise de vouloir bâtir, des hauteurs du Castelletto, une muraille flanquée de tours, qui devait couper la ville en deux, pour rendre toute résistance impossible. L'ouvrage avançait; un jeune plébéien, Jérôme Gentile, rassemble chez lui, dans un faubourg, des gens armés, pénètre par la porte Saint-Thomas, et parcourt les rues en criant : « Liberté ! » Il est un instant maître de toutes les portes; mais, quand il veut attaquer le palais public, le Sénat le repousse avec quelques hommes d'armes. On allait combattre, quoique personne n'en eût envie, quand la banque de Saint-Georges paya à Jérôme Gentile et à ses compagnons les frais de l'insurrection avortée.

A la mort de Galéas, la régente, Bonne de Savoie, voyant les factions s'agiter, fait sortir de prison Prosper Adorno pour gouverner en son nom. La banque de Saint-Georges facilite la transaction, paye quelques indemnités aux meneurs des autres partis, et fournit des soldats pour assiéger les châteaux des nobles récalcitrants. Bientôt Prosper Adorno (1478), avec l'appui du roi de Naples, se fait doge et rend sa patrie indépendante. Les nobles, les Doria, les Spinola, les Fieschi, résistent; il les bat dans les rues, dans leurs palais, dont plusieurs sont détruits. La régente de Milan envoie contre la ville révoltée plusieurs condottieri avec 8000 fantassins. Prosper Adorno appelle aussi un condottiere, San-Severino; il arme, discipline les Génois, et bat l'armée milanaise dans les défilés des Apennins, à sept mil-

les de la ville, près des deux forts appelés *le due Gemelli*. Prosper Adorno se croit maître, quand la régente de Milan délivre maintenant un Frégose, Baptiste, neveu aussi du doge archevêque. Aidé des Fieschi, Baptiste pénètre dans la ville, par la porte Saint-Thomas, chasse Adorno et se fait doge à sa place. Les Fregosi sont les maîtres. Mais l'archevêque-pirate qui, depuis son départ de Gênes, avait été fait cardinal, prétend que ce soit à son profit ; il trouve appui auprès des Doria ; et, un jour que Baptiste, son neveu, vient lui rendre visite à son archevêché, il le fait arrêter, déposer, et devient pour la troisième fois doge (1485), avec l'appui de la banque de Saint-Georges qui avait confiance en ses richesses.

Après la déposition de Bonne de Savoie, Ludovic le More menace ce Fregoso, trois fois doge, avec les Adorni et les Fieschi. L'archevêque aux abois, malgré ses bandits et ses sbires, demande une bâtarde de François Sforza pour son fils Fregosino. Inutile flatterie ! Les Fieschi et les Adorni, ayant des intelligences dans la ville, y pénètrent et s'emparent du palais public. Fregoso se réfugie dans la citadelle, après avoir coupé les rues de barricades. Un affreux combat d'un mois commence dans la ville, de rues en rues, de palais en palais. Tout est en confusion. Le pape Innocent VIII, le régent de Milan, le roi de France, offrent leur médiation. On veut un instant partager la cité génoise et les deux rivières entre les Adorni et les Fregosi. Le patriotisme génois s'y oppose. Enfin la banque de Saint-Georges, après la mort des plus entêtés, met tout le monde d'accord

avec de l'argent. Paul Fregoso quitte encore une fois le Castelletto, Gênes et le dogat, avec une indemnité de deux mille florins. Un Adorno, Augustin, est revêtu du pouvoir sous l'autorité du duc de Milan, déclaré seigneur (1488) ; et Louis le More consent à tenir la cité génoise comme un fief mouvant de la couronne de France (1490). Tout le monde se déclare satisfait, mais pour combien de temps !

En moins de quarante années, à travers douze doges, Adorni ou Fregosi, quatre seigneurs français ou milanais, et au prix de quatorze révolutions, Gênes tombait sous une double dépendance. « Mais la banque de Saint-Georges, dit Machiavel, conservait toujours prospère cette cité si renommée, et, s'il arrivait qu'elle pût un jour s'emparer de toute la cité, elle deviendrait dans l'avenir une république plus digne encore d'admiration que Venise. » La richesse de Gênes explique, malgré la mobilité de son gouvernement, la beauté des palais de marbre un peu recherchés, mais toujours de bon goût, qui commençaient à s'élever dans ses rues étroites, tortueuses, grimpantes, ou sur les places des *Banchi* ou des *Fontaines amoureuses*, entre les quais épais qui masquent la mer, et les murailles flanquées de tours qui l'enserrent sans la mettre à l'abri des surprises. Le palais des Fregosi, à l'extrémité du faubourg d'Arena, attendait cependant que André Doria l'achetât pour l'achever, comme la cité attendait ce grand homme pour avoir enfin une constitution stable après tant d'énervantes révolutions.

V.

LES PETITS ÉTATS.

(1453-1492.)

Tyranneaux et factions.

Si l'on voulait suivre l'histoire de l'Italie de ce temps dans les petits États perdus au milieu des grands, on retrouverait toujours les mêmes tableaux : dans les principautés la tyrannie et les conspirations, dans les républiques les factions ou la mobilité; partout, avec une grande férocité de mœurs, toute la fougue des passions et fort peu de scrupules, un entraînement irrésistible pour les jouissances de l'esprit et un goût raffiné pour les arts.

A Mantoue, où régnaient depuis longtemps les Gonzague, Louis III est l'élève du lettré Victorin de Feltre, fondateur dans cette ville, alors aussi élégante et gaie que bien fortifiée, d'une école qu'on appelait la *joyeuse maison*. Ce bel esprit dérobe sa part d'héritage à son frère et le réduit à se faire condottiere, mais il fixe à sa cour un de ces génies précurseurs qui vont d'un bond, sans guide, à la lumière et à la vérité, le peintre André Mantegna, à qui Mantoue doit ses premiers embellissements.

L'helléniste Guarino de Vérone semble souffler le paganisme dans la famille d'Este affermie par l'institution impériale et pontificale à Ferrare, à Modène et à Reggio. Les Lionel, les Borso d'Este, princes d'esprit libre et de mœurs faciles, commencent la belle bibliothèque qui devait être plus tard transférée à Modène, et préfèrent pour successeurs leurs fils bâtards à leurs légitimes. Ceux-ci se disputent l'héritage à main armée. Hercule Ier, pendant les derniers jours de Borso (1471), occupe les forteresses avec des soldats et des brigands, fait sillonner les cours d'eau de la principauté par des barques remplies d'hommes armés, puis, à la mort de Borso, envahit Ferrare l'épée à la main et s'en empare. En 1476, un neveu d'Hercule, Nicolas, pendant l'absence de celui-ci, entre dans Ferrare par une brèche des murailles en réparation, jette son cri de guerre et parcourt les rues en faisant de belles promesses au peuple. Sa voix reste sans écho; il sort de Ferrare, est poursuivi, pris et décapité avec vingt-cinq de ses compagnons. Hercule d'Este joint alors pour sa sûreté aux goûts d'un lettré les talents d'un condottiere.

Voilà l'histoire des Gonzague et des d'Este. C'est pour eux que Bello, l'aveugle de Ferrare, ainsi qu'on l'appelait, compose, dans le goût de Pulci, son poëme héroï-comique de *Mambrien*, où l'ancienne foi chevaleresque commence à devenir un inépuisable thème d'inventions burlesques et de badinage, comme l'amour du moyen âge. Boyardo, le galant et lettré seigneur de Candiano, qui est

aussi l'un des familiers de ces cours, prend plus à cœur, dans son *Orlando innamorato*, l'honneur chevaleresque dont il est encore l'un des représentants attardés, et l'amour, qui tient une bien plus grande place encore dans son poëme comme dans sa vie. Mais on est frappé, en lisant l'un et l'autre, du contraste que présentent ce monde idéal de souvenirs féodaux et de féerie, ce merveilleux demi-païen et demi-chrétien, ces inventions tantôt folles et tantôt pathétiques, avec la violence des mœurs, les appétits réels, les tromperies grossières, les froids calculs de ces temps positifs.

Jean Bentivoglio est le Médicis de la ville de Bologne, mais plus sombre et plus farouche, comme le peuple même de la Romagne. Au milieu des palais monumentaux des autres familles bourgeoises il se bâtit un palais plus monumental encore, vaste construction de trois cents chambres, et il flanque cette résidence de forteresses; il a quelques lettrés ou artistes dans son palais et plus de canons sur ses murailles. Il n'achève pas même d'élever *San-Petronio*, basilique ogivale à dôme, d'un gothique italien et d'espèce inférieure. Quatre fils débauchés et robustes, dressés au métier de condottieri, sont sa meilleure défense et sa foi. Les Malvezzi, noble famille de Bologne, sont les Pazzi des Bentivogli. Ils forment aussi, en 1488, une conspiration contre Jean pour le tuer et le remplacer. Ils sont découverts avant l'exécution. Le chef de la famille des Malvezzi et dix-huit de ses compagnons sont pendus; de nombreuses familles, dépouillées et exilées.

A Pérouse, les Baglioni, condottieri de père en fils, étaient maîtres de cette ville toute féodale perchée sur une hauteur bastionnée; ils habitaient dans le sévère et massif *palazzo del governo*. L'école ombrienne, dite du Pérugin, école de peintres religieux, naissait à l'ombre de leur épée vénale. La candeur des madones, la beauté séraphique des anges, y révèlent l'inspiration chrétienne déjà réglée par l'art antique. En 1489 les Oddi conspirent contre les Baglioni. Le pape Innocent VIII, suzerain de Pérouse, n'était peut-être pas étranger au complot; des prêtres au moins étaient de la partie. Les conspirateurs entrent dans la ville à force ouverte, mais pour s'y faire tuer; les clercs eux-mêmes surpris ne sont point épargnés. Cent cinquante personnes sont massacrées.

Les seigneurs de Forli et de Faenza ne sont pas si heureux. A Forli, Jérôme Riario, ce neveu de Sixte IV, par qui avait été ourdie la conjuration des Pazzi contre Laurent de Médicis, est assassiné par trois de ses gardes qui ne pouvaient obtenir le payement de leur solde arriérée. Sa veuve, une Sforza, Catherine, se jette dans la citadelle. On l'y assiége, et, pour la faire capituler, on menace de tuer ses fils qu'elle n'a pu prendre avec elle. Elle répond, en se frappant la poitrine, qu'elle est assez jeune encore pour en avoir d'autres, et se défend si bien qu'elle reprend sa ville, ses enfants, et se remarie bientôt avec un Médicis, dont elle devait avoir pour fils le fameux *Jean*, *des bandes noires*, si célèbre dans les guerres du seizième siècle.

Une héroïne d'un autre genre; Francesca dei Bentivogli, femme du seigneur de l'industrieuse Faenza, Manfredi, assassine son mari par jalousie et veut livrer la ville à son père, maître de Bologne. Mais les habitants se défendent, et, secourus par les Florentins, constituent la régence du jeune Astorre Manfredi, dont ils avaient aimé le père.

Pour échapper à ces périls, les princes devraient, comme le seigneur Pic de la Mirandole, autre type du temps, quitter le pouvoir pour les lettres qu'ils aiment. Encore ne seraient-ils pas sûrs d'éviter des dangers d'une autre nature. Ce seigneur, qui transporte, en effet, dans la science, la fougue aventureuse de sa race, qui soutient des thèses à Rome en toutes langues et sur toutes choses, qui parcourt l'Europe en chevalier errant de l'érudition pour trouver à y pourfendre des rivaux, à y désarçonner des adversaires, il en vient à s'égarer, sur la foi d'un vieux manuscrit hébraïque, dans les mystères de la Kabbale, comme dans le labyrinthe d'un château enchanté ; il encourt l'accusation d'hérésie, fait pénitence devant le saint tribunal, et, désabusé de ses amours intellectuelles et de ses scientifiques agitations, il finit dans un cloître.

On ne saurait préférer le gouvernement des républiques comme Sienne, par exemple, à celui de ces petites principautés. Les conspirations, meurtres et assassinats, au lieu d'être limités au cercle d'une ou deux familles, s'étendent à toute la population de la ville, à tous les citoyens. C'est toute la différence. La ville de Sienne comptait cinq factions.

héritage des temps précédents. Ces factions des nobles, des gros bourgeois ou des *douze*, des petits bourgeois ou des *neuf*, des *réformateurs*, *du peuple*, s'étaient consolidées sous le nom tout italien de *monti* (monts) dans des associations légales, en vue de partager le pouvoir. Plusieurs cherchaient à s'entendre entre elles, à l'exclusion des autres; et le gouvernement, en se déplaçant, ne servait, entre les mains des factions successivement victorieuses, qu'à proscrire, exiler et dépouiller les factions vaincues. Tout le secret consistait à savoir réunir trois factions, trois *monts*, contre deux; alors, un tiers des citoyens se trouvait condamné, ceux-ci à la mort, ceux-là à la fuite, jusqu'au jour où, par suite d'une nouvelle combinaison, quelques-uns des proscrits, ayant des appuis dans la ville, escaladaient les murailles ou enfonçaient les portes, jetaient le cri de la faction, rassemblaient leurs partisans, s'emparaient du palais du peuple et envoyaient un autre tiers à la mort, ou à l'exil d'où ils venaient eux-mêmes. Cela était arrivé quatre ou cinq fois à Sienne en cinquante années; et Sienne, au milieu de ses grosses murailles bastionnées, n'en avait pas moins bâti son dôme gothique, plus beau, plus religieux, plus serein par les réminiscences antiques, que les cathédrales du Nord. Elle élevait alors à côté de sa cathédrale sa *libraria* pour les érudits. Après ses vieux maîtres du quatorzième siècle elle avait le Pinturecchio pour orner sa *libraria*, et perpétuer, au milieu de ces temps païens, la mémoire toujours vénérée de sa mystique sainte Catherine.

VI.

LA FIN DU XVe SIÈCLE.

Ni religion, ni patrie : l'art!

Dans les petits États comme dans les grands, l'Italie du quinzième siècle ne semblait-elle pas reproduire quelques époques trop célèbres de l'histoire païenne? La chute du moyen âge, qui subordonnait la politique à la religion, n'avait-elle pas pour résultat d'affranchir la politique de toute morale, en attendant l'avénement d'une raison supérieure? On avait compté un instant pour relever l'Italie sur la papauté restaurée à Rome. Pie II, Nicolas V, Sixte IV, Innocent VIII, n'avaient été que des princes italiens ou des Mécènes, au même titre que les Sforza et les Médicis. Les Grégoire VII, les Innocent III, avaient compris le monde dans leurs desseins; ceux-ci n'y comprennent même pas l'Italie. Leur politique ne dépasse pas les États de l'Église, les limites de leur famille. La théocratie du moyen âge se réduit aux proportions du népotisme.

L'antiquité avait eu pour elle le patriotisme. Mais l'Italie du quinzième siècle semble bien prendre ses leçons et ses exemples dans les misères ou les douleurs des petites tyrannies de la Grèce en déca-

dence ou de Rome impériale. Dans ces tragédies des petites cours des papes, des Médicis, des Sforza, dans les émeutes et les proscriptions des républiques, on peut se demander plus d'une fois : « Sommes-nous « à Athènes ou à Florence, à Corinthe ou à Gênes, « dans Rome chrétienne ou dans Rome païenne? « Est-ce Démétrius de Phalère, est-ce Laurent de « Médicis ; est-ce Denys, est-ce Sforza ; est-ce Bru- « tus ou Olgiati? Verrons-nous tout à l'heure Tibère « ou Borgia? »

Point de patriotisme général, italien. Cette histoire ne le démontre que trop. Au quinzième siècle, vous êtes à Naples, à Rome ou à Venise ; vous ne vous trouvez nulle part en Italie. Les princes, les citoyens, les villes, ne reconnaissent d'autre droit que leur propre intérêt ; ils n'ont pas la conscience de former un peuple. La politique est sans patrie comme sans Dieu, ni chrétienne, ni païenne, ni rationnelle, ni humaine, mais livrée au hasard, aux passions, ou aux calculs du plus éphémère égoïsme.

Un pape de la fin du seizième siècle, Paul IV, jugeant l'Italie du quinzième à travers les complaisances de la perspective et de l'éloignement, se prenait à comparer la péninsule d'alors, avec ses villes de Rome, de Florence, de Venise, de Naples et de Milan, à un merveilleux instrument dont il admire les accords. Le *cinquecento* est resté même sous ce nom cher aux Italiens comme le souvenir d'un âge d'or. Singulière illusion! Comment espérer un durable et réel accord de la théocratie romaine avec la monarchie napolitaine, du principat de Flo-

rence avec la tyrannie milanaise, de l'aristocratie vénitienne avec la démocratie génoise, de l'oligarchie siennoise avec l'ochlocratie de Lucques? Quelle main assez puissante pourrait tirer de là un peu d'harmonie? Un pape consent à l'assassinat d'un Médicis; Ludovic le More va appeler les Français contre Naples; Venise, « dans son ambition importune et « impétueuse, croyant avoir toujours le vent en poupe, « ne se fait point faute de ruiner un chacun ».

Non si curò di rovinare ognuno.

A l'intérieur de tous les États, même spectacle. Dans les principautés on conspire; dans les républiques on se proscrit. Entre les princes et les sujets, entre les factions, c'est un duel avec la hache et le poignard; les sujets invoquent contre les Césars l'exemple des Brutus; les princes contre les peuples ceux des Denys et des Néron; et ce ne sont souvent que des Césars et des Brutus de comédie. Entre parents même, les princes se trahissent : à Ferrare, Nicolas conspire contre son oncle; à Milan, le More empoisonnera son neveu. Au milieu de ces agitations sans grandeur, de ces conspirations ténébreuses, de ces surprises des partis, on ne sait où prendre le peuple. Est-il dans les capitales des nouveaux États ou dans les autres villes que ceux-ci ont rudement assujetties? parmi les citadins ou parmi les habitants des campagnes exploités par les premiers? chez les barons ou dans les Lazzaroni à Naples? dans les *arts majeurs* ou *mineurs* à Florence? dans le *livre d'or* ou parmi les matelots du Lido à Venise?

chez les Doria ou chez les Spinola, les Adorni ou les Fregosi de Gênes, les Neuf, les Douze ou les réformateurs à Sienne? On ne le sait; l'Italie n'a plus de Dieu; et elle n'a plus de patrie, ni générale, ni municipale; elle ne tient plus au ciel ni à la terre.

Quelques contemporains mettent le doigt sur ces plaies morales qui ont gagné jusqu'à la vie privée. « Les iniquités et les scandales se multiplient en Italie, lisons-nous dans Benivieni, parce que ce pays a perdu la foi du Christ. On croit généralement que tout, dans le monde, les choses humaines surtout, n'ont d'autre cause que le hasard. Certains pensent qu'elles sont gouvernées par les mouvements et les influences célestes. On nie la vie future, on se moque de la religion. Quelques-uns n'y voient qu'une invention humaine. Tous, hommes et femmes, retournent aux usages des païens, se plaisent dans l'étude des poëtes, des astrologues et de toutes les superstitions. » Et l'historien Bruto parlant de Florence : « Nos frères, dit-il, à force de travaux, de fatigues, de vertus, d'abstinènce, de probité, ont fait la prospérité de la patrie. Nous, laissant de côté toute pudeur , nous nous livrons au jeu, au vin, aux plus ignobles plaisirs; nous faisons consister le courage dans la témérité, la facilité des mœurs dans une complaisance coupable, la politesse dans la médisance et le bavardage, l'habileté dans la fraude. »

Au point de vue matériel, l'Italie était encore le pays le mieux cultivé de l'Europe, le centre du commerce de la Méditerranée et l'asile des plus riches manufactures de l'Europe. Grâce au système de

culture par métayers, si supérieur, pour cette époque, à ce qui avait lieu dans le reste de l'Europe; aux travaux d'endiguement et d'irrigation en Lombardie, et de terrassement en Toscane, des contrées aujourd'hui redevenues stériles étaient en plein rapport et couvertes de villages populeux, fermés, avec des maisons vastes, commodes, bâties de pierre et de ciment, et parfois élégantes. Quelles villes les autres contrées de l'Europe pouvaient-elles opposer pour la richesse et l'éclat à Florence, à Venise ou à Gênes? Les manufactures de soie, de laine, de lin, de pelleteries, de glaces, l'exploitation des marbres de Carrare, les fonderies des maremmes, la fabrication de l'alun, du soufre, du bitume, étaient en pleine activité et alimentaient le commerce avec l'étranger. Venise par ses traités, Florence par son habileté, Gênes par l'habitude, entretenaient toujours avec l'Orient d'avantageuses et lucratives relations. Toutes, jusqu'aux plus petites, faisaient un heureux usage de leurs richesses, en élevant de splendides édifices religieux ou publics, où se déployait le goût le plus varié. L'Italien enfin, le plus riche, le plus heureux, le plus civilisé alors des peuples modernes, pouvait traiter de barbares les autres nations, toujours prêtes à admirer ses villes splendides ou à s'asseoir dans ses savantes écoles.

Il ne faut pas s'y tromper cependant. Sous ces brillants dehors, il n'est pas difficile de surprendre les symptômes d'une décadence précoce. La prospérité matérielle de l'Italie n'est plus alors que le capital acquis d'une activité dont l'élan s'épuise. Si

les condottieri se battent pour gagner leur solde et non pour l'honneur de vaincre, ce n'est plus l'amour des entreprises qui anime le commerce; l'esprit de consolidation avec ses préoccupations étroites, sa timide prudence et ses lâches trahisons, commence à exercer, on ne le voit que trop, son influence débilitante sur la politique. L'intérêt des fermes de la *daterie* ou de la *pénitencerie* à Rome peut compromettre sa suprématie même religieuse; le livre de la rente à Venise impose sa prudence au *livre d'or;* le gouvernement ténébreux de la banque de Saint-Georges livre deux fois Gênes à l'étranger; le gros commerce florentin endosse la banqueroute de Laurent de Médicis, mais à la condition d'exploiter de compte à demi avec lui la loi fiscale du *cadastre* qui avait fait quelque temps le salut de la république.

Voilà pourquoi en Italie il n'y a plus de grande politique. Monarchies et républiques passent le temps à se surveiller avec jalousie, à prendre garde que nul ne s'accroisse de manière à se faire craindre. La possession d'un château fort est une grosse affaire. C'est une politique de petits intérêts et de mesquines intrigues, qui procède par petits revirements et lâches trahisons. Plus de grands condottieri, non plus, comme les Sforza ou les Piccinini, avec des armées permanentes. Les Malatesti, les Roberti, les San Severini, les Montefeltri, ne sont que leur monnaie. Ils ne rêvent plus les grandes fortunes, les beaux hasards, un duché à fonder, une grande ville à prendre. Ils n'ont que des châteaux forts, de petites villes crénelées dans la Romagne, et quelques soldats. Ils

attendent un engagement, une *condotta*, pour lever une armée, et ne trouvent pas toujours cette chance. Tant mieux, dira-t-on, l'Italie a fermé une de ses plaies. Non, l'État seulement a fermé sa bourse. L'économie domine tout autre sentiment. La guerre coûte cher et rapporte peu ; princes et républiques n'engagent les mercenaires qu'au moment du besoin. Les cadres des Sforzeschi et des Bracceschi sont vides. Entre eux, les États n'emploient plus même la force; la ruse leur suffit; l'esprit se développe en même temps que le caractère baisse. Les princes, les républiques, se raffinent; ils s'ingénient à faire des ligues et des contre-ligues. Ils jouent le jeu ingénieux de la bascule. C'est moins cher et moins périlleux; s'il y a conflit, les alliances sont si bien balancées, les forces si bien calculées qu'une campagne se passe à s'observer sur un champ de bataille ou devant quelque place, sans grand fait d'armes ni grosse effusion de sang; et la guerre se fait au fond des bourses et des écritoires [1].

Mais la science, la poésie, l'art, ne feront-ils rien pour l'Italie du seizième siècle? La science, on l'a vu, ne soulève encore que la poussière du passé et ne remue presque qu'une lettre morte. Le souffle de la poésie, abandonnant les régions sacrées ou les agitations de la place publique, n'anime plus que les rêves badins d'une chevalerie fantasque, qui est tout au moins la parodie de temps ou de sentiments qui ne sont plus. Les romans de Pulci, de Bello, du

[1] Guich., *Oper. ined.*, vol. III, ch. II et XII.

Boiardo, plus tard même celui de l'Arioste, sont les œuvres populaires de ce temps. Qu'on admire l'imagination qui s'y donne carrière, le talent qui y rayonne. Mais cette merveilleuse ronde de paladins, les Renaud, les Roland, les Mandricart, les Rodomont, qu'un même souffle emporte de Babylone à Paris, de Trébizonde à Montauban, n'est qu'un monde de fantaisie, suspendu entre le ciel et la terre, dans une atmosphère d'incrédulité et de magie, où les rôles du Christ et de Mahomet sont intervertis. La belle Angélique et la fée Carandine y tiennent lieu de la dame ou de la vierge qui ne sont plus. Les grands coups d'épée, les blessures navrantes et les géants pourfendus n'ont pour but, au lieu de Jérusalem et d'un tombeau, qu'une tour enchantée à prendre, ou une belle captive à délivrer, et, pour récompense, au lieu de la couronne du martyre, qu'un instant de facile volupté : le tout, à la grande dérision de Turpin, et des vertus chrétiennes et héroïques du moyen âge! Interrompu par l'invasion française, au moment où Fleur-d'épine voit s'échapper du casque de Bradamante cette abondante et soyeuse chevelure qui l'enchante et la désespère, le chevalier-poëte Boïardo pense bien à décocher au Gaulois quelques traits; mais bientôt il réfléchit prudemment que, dans les affaires contemporaines, on ne peut contenter tout le monde, que celui-ci loue, celui-là blâme les mêmes fruits cueillis au même arbre; et, voyant naître parmi ses contemporains des rivalités publiques et secrètes qui causent tant de dommages, d'inimitiés, de malheurs, il se résout

à ne plus parler que de ce qui n'exista peut-être jamais.

Dirò di tal che Dio sa se'l fu mai.

Il en est des arts comme de la poésie.

Léonard de Vinci est bien le plus grand artiste de ces temps, plus qu'un artiste même; mathématicien, ingénieur, musicien, sculpteur et peintre! Plus que tout cela : un Hermès, un Prométhée, un génie universel et infini. Né Toscan, ayant l'intelligence la plus vaste, l'instruction la plus variée, le caractère le plus versatile, il obéit surtout au démon, à la fantaisie des arts plastiques, quand il eût aussi bien pu être un précurseur en mathématique, en mécanique, en géologie. Après avoir aidé et surpassé Verocchio à Florence, et proposé à Laurent le Magnifique de canaliser l'Arno jusqu'à Pise, il part pour Milan, où il offre lui-même à Ludovic le More des engins destructeurs nouveaux, des plans pour fortifier les places ou pour les prendre, des projets d'édifices, de canaux, des statues ou des peintures, « toutes choses qu'il sait faire comme pas un ». Il y est bien accueilli (1483), et, pendant quinze années les plus diversement fécondes de sa vie, dans cette cour à la fois tragique et brillante, beau et disert, savant et spirituel, profond à la fois et rieur, chimérique et technique, il accomplit tout ce qu'on lui demande, en rêve bien davantage et trouve du temps pour son plaisir ! Fondateur d'une académie des beaux-arts dans le sens le plus large, il professe et il enseigne d'exemple. Il n'est pas étran-

ger à l'élévation de la façade du dôme, où apparaît la renaissance. Il bâtit des forteresses, creuse le canal de Marte-Sana au Tessin, il travaille avec amour à la statue équestre du condottiere François Sforza, où il voulait mettre toute sa gloire, et il peint son admirable Sainte-Cène, où il atteint, dans la simple et pathétique figure du Christ, dans la basse tête de Judas, au milieu des autres disciples stupéfaits et glacés d'horreur, le sommet de l'art, c'est-à-dire la précision dans l'idéal! Il écrit un traité sur la perspective, un autre sur la peinture, il devine Galilée, entrevoit l'emploi de la vapeur comme force motrice, et, dans ses instants de loisir, il ordonne les fêtes de Ludovic le More, décore ses palais, invente de belles machines à divertissement : un jour une lyre en forme de tête de cheval, dont il joua lui-même, un autre jour un lion qui marchait seul. Ce grand homme n'a point de patrie, d'opinions politiques; on le trouve dans toutes les villes, sous tous les gouvernements; il commence à Florence, sous les Médicis, continue à la cour de Ludovic le More, reste à Milan sous les Français, retourne à Florence redevenue républicaine, et finira à la cour de François Iᵉʳ. Il est aussi de tous les temps par la science et par l'art; il observe, il saisit, il rend tout avec la même intelligence merveilleuse. Il peint avec une égale perfection *Joconde* et *saint Jean-Baptiste*, *Bacchus* et la *Vierge et sainte Anne*, les maîtresses de Ludovic le More et sa femme Béatrice de Ferrare; sa devise est celle-ci : « Tiens-toi loin des orages. » Elle sera celle de l'art au seizième siècle. L'art, c'est la seule

patrie, la seule religion aussi des artistes italiens, à l'exception alors peut-être du plus pur, Angelico de Fiesole, dont la patrie est au ciel, et bientôt du plus grand, Michel-Ange, qui fera de l'Italie sa religion. Comme les princes font de la politique souvent pour le plaisir d'exercer leur habileté, les artistes font presque tous de l'art pour l'art. Voyez le Pérugin; il orne indifféremment le *Cambio*, la Bourse de sa patrie, de peintures chrétiennes et profanes. Les guerriers y regardent les prophètes, les vierges y contemplent les sibylles, et les philosophes y commentent les saints. Il a subi lui-même toute la transformation qui s'accomplit autour de lui. Peintre religieux d'abord, il se contente, au commencement, d'animer, d'embellir, de draper les modèles hiératiques, à l'imitation des anciens; puis il modifie, il invente dans la peinture sacrée, et enfin il se partage, comme les autres, avec le monde païen.

Qui aurait le courage de s'en plaindre? Et cependant, devant ces chefs-d'œuvre où tant de mains habiles ont déjà animé, varié les types et les groupes jusque-là roides et compassés, mais que la religion consacrait; en voyant les vagues profondeurs de la foi se fixer et se matérialiser dans le fini des contours, le sens mystique disparaître et se fondre dans la grâce humaine, et les sujets profanes se dresser par les mêmes mains devant les sujets mystiques, les contemporains sont saisis d'admiration, mais non de respect; ils contemplent, ils n'adorent plus. Ils sont charmés et désorientés tout ensemble. Le beau des grands artistes du seizième siècle n'est pas, comme le voulait

Platon, qu'on traduisait alors, le reflet de Dieu; il n'est pas non plus la splendeur du bien : il est l'éclat de lui-même, et comme la réfraction de l'art.

Les Italiens paraissent avoir eu alors le vague sentiment des périls que leur état moral pouvait amener. Au fond de leurs villes brillantes, ils sont poursuivis d'une secrète inquiétude; ils n'ont plus leurs vieilles croyances et ils sont dupes de nouvelles superstitions. Leurs historiens remplissent l'année 1492 de sinistres prodiges. La foudre tombe à Florence sur l'église Santa Reparata; par une nuit obscure, des feux couleur de sang illuminent la villa Careggi. Les spectres des anciens rois d'Aragon viennent annoncer à leur successeur la chute du royaume de Naples. Les statues suent du sang; les peuples effrayés croient voir, au crépuscule, s'entre-choquer dans le ciel comme des armées qui se livrent bataille. Si les Italiens avaient eu des yeux pour la réalité, ils auraient été moins effrayés de ces prodiges, auxquels les souvenirs de l'antiquité avaient aussi leur part, que de l'apparition, sur la scène italienne, de deux nouveaux personnages au seuil du seizième siècle : Alexandre VI Borgia, successeur du pape Innocent VIII, et Jérôme Savonarole, réformateur religieux et politique de la ville de Florence.

II.

LE XVI[e] SIÈCLE.

I.

LES ANNÉES 1492 ET 1493.

Un siècle ne commence pas toujours moralement dans l'histoire de la civilisation et des peuples avec son premier millésime. C'est avec l'intelligence de cette vérité que l'historien Guicciardini, après avoir tout jeune essayé son talent à composer une histoire de Florence, a commencé son grand livre et l'histoire du seizième siècle par l'année 1492; année mémorable et féconde en effet pour l'Italie et pour l'Europe! La mort de Laurent de Médicis et du pape Innocent VIII, dont l'alliance avait assuré l'équilibre de l'Italie, compromet alors la durée d'une paix relative entre les différents États de l'Italie et ceux de l'Europe, en attendant que les complots de Ludovic le More à Milan contre son neveu, et la mort de Ferdinand d'Aragon à Naples, la rompent tout à fait. Au-delà des Alpes, le jeune Charles VIII, successeur de Louis XI,

atteint sa majorité et va ajouter une grande et noble province à la France par son mariage avec Anne de Bretagne. En Allemagne, à l'immobile Frédéric III, qui ne quittait ses États que lorsque ses ennemis l'y forçaient, succédera tout à l'heure l'inconstant et mobile Maximilien. Au-delà de la mer, à l'orient, l'Osmanlis Bajazet II fixe les frontières de son empire; à l'occident, Ferdinand le Catholique et Isabelle complètent l'Espagne morale et politique par la prise de Grenade et l'expulsion des juifs; pour toute l'Europe enfin, Christophe Colomb, un Génois, découvre le nouveau monde.

Un avenir plus heureux s'ouvrait-il avec cette année pour l'Italie? Qui l'aurait pu dire? Un neveu du pape Sixte IV, Julien de la Rovère, qui cachait un cœur de patriote sous les habits du cardinal et sous les allures d'un condottiere, était alors, à soixante ans, dans toute la force de l'ambition : c'était le futur Jules II. Bien plus jeune que lui, mais destiné à devenir son successeur, un fils de Laurent le Magnifique, Jean de Médicis, déjà l'objet de l'admiration de tous, atteignait l'âge de dix-huit ans. A Florence, au milieu de la jeune compagnie littéraire que rassemblait la maison de Ruccellai, Machiavel, âgé de vingt-trois ans, tantôt divertissait ses camarades par la verve satirique ou badine avec laquelle il expliquait Horace et Térence, tantôt les effrayait des sombres éclairs qui jallissaient de ses réflexions sur Tite-Live, que commençait à lire, pour l'imiter plus tard, le jeune Guicciardini, âgé de douze ans. Un nouvel hôte de la Maison d'Este à Ferrare, Arioste,

s'apprêtait à continuer Boïardo, mais pour le surpasser. Dans l'art, Michel-Ange à Florence, aussi jeune qu'Arioste et Jean de Médicis, faisait sortir du marbre ses premiers faunes et ses premiers silènes, entre un dialogue de Marsile Ficin et une poésie de Politien. Celui qui devait nommer le siècle, celui qui devait l'amuser, celui qui devait le terrifier, étaient nés presque la même année, à quelques mois de distance. Enfin, au fond de l'Ombrie, dans la petite ville féodale et pittoresque d'Urbin, un enfant de huit ans, Sanzio, sous l'œil de son père, essayait son divin crayon à tracer le profil des *Vierges jardinières*. Quelle riche moisson d'hommes, de grandes actions et de chefs-d'œuvre promettait ce siècle à son aurore!

L'historien Guicciardini ouvre son histoire, composée, comme c'était le ton alors, sur le modèle de Tite-Live, en retraçant avec ses plus savantes périodes le tableau le plus flatteur et le plus avantageux de l'Italie à la fin du quinzième siècle. « Jamais, dit-il, depuis mille ans que l'empire romain avait emporté avec lui la prospérité et la paix de l'Italie, cette contrée n'avait été aussi florissante que vers l'année 1492. Une paix profonde régnait dans toutes ses provinces ; les montagnes et les fleuves rivalisaient de fécondité. Riche, bien peuplée, ornée de nombreuses et magnifiques villes, relevée encore par la majesté du siége de la religion, la péninsule pouvait lever avec fierté sa tête indépendante parmi les nations. » L'historien avait raison de constater comme une exception la tranquillité qui régnait dans la péninsule depuis les dix der-

nières années. La dernière fois qu'ils s'étaient rapprochés, les cinq grands États qui se partageaient l'Italie avaient cherché à cimenter leur union par les expressions les plus vives et par les plus minutieuses précautions. — « D'après les lois de notre nature, lit-on dans le pompeux préambule de cette paix, on ne peut se soustraire à la nécessité de débuter par le mal, les désordres et les scandales; mais on arrive enfin, par les lois de la raison, à la concorde, qui nourrit la tranquillité, engendre le bonheur, multiplie les peuples, crée l'abondance et propage l'humanité. » — Dans ces sentiments de concorde, les puissances italiennes s'étaient pardonné mutuellement leurs guerres et avaient juré sans fraude, sans réticence, sans malice, une *paix*, une *confédération*, une *union*, une *ligue*, comme si tous les synonymes de la langue étaient encore insuffisants pour exprimer leur désir de concorde; cette paix devait durer dix années. On lèverait à frais communs une armée; d'un commun accord, on choisirait pour la commander un condottiere. C'était la paix armée contre l'étranger au moyen d'une confédération, c'est-à-dire l'essai de la constitution nationale qui convenait alors à l'Italie et qui pouvait peut-être lui garantir l'indépendance.

Malheureusement cette ligue générale n'était, comme les précédentes, qu'une œuvre politique et non nationale. L'armée italienne n'était point formée encore, ni le condottiere choisi. La ligue était, comme toujours, lettre morte.

Pour son malheur, l'Italie, absorbée par ses dis-

cordes intestines, éblouie par la prospérité de son commerce et l'éclat de sa civilisation, désarmée, mais confiante dans la supériorité de sa culture intellectuelle, n'avait pas vu que les nations, ses plus proches voisines, sorties de l'anarchie et de la faiblesse du moyen âge, s'étaient donné l'organisation politique qu'elle n'avait pas et la puissance militaire qu'elle dédaignait. Elle avait cru pendant quelque temps n'avoir à redouter, du côté de l'Orient, que l'invasion des Turcs qui menaça un instant d'étendre au milieu de ses campagnes et de ses villes le désert qu'elle avait déjà fait dans la péninsule grecque. Sur les Alpes et à l'Occident, des nations chrétiennes étaient devenues pour elle bien plus dangereuses.

La royauté française, sous Louis XI, venait de grouper autour de son domaine, tous les jours plus considérable, huit nouvelles provinces, dont une lui laissait vue sur l'Italie; elle avait donné à Paris, par ses priviléges, la population d'une capitale, à la justice, pour base, l'inamovibilité de la magistrature; elle avait enfin préparé l'unité civile de la France en commençant à faire rédiger et recueillir ses coutumes, et trouvé, dans l'organisation des gens d'armes, francs-archers, piquiers, arbalétriers, et dans la mobilité de son artillerie, une armée permanente, formidable, et qu'animait, comme un point d'honneur, le dévouement au roi et au pays.

L'empire allemand, rempli de nombreuses et grandes souverainetés, de villes riches et économes, d'une population surabondante et belliqueuse, n'avait pas la puissance qui semblait devoir lui appar-

tenir, parce que l'unité lui manquait. Mais la maison d'Autriche, qui commençait à fixer la couronne impériale chez elle, se faisait, par mariages et héritages, des archiduchés, des royaumes de Hongrie, de Bohême et des Flandres, une agrégation formidable d'États héréditaires qui pesaient sur la frontière orientale des Alpes, et qui devaient faire d'elle un jour la puissance la plus funeste à l'indépendance italienne.

Entre la France et l'Autriche, les vieux cantons suisses d'Uri, de Schwitz et d'Unterwald avaient ajouté à leur ligue et à leur liberté ceux de Glaris, de Zurich, de Lucerne, de Zug, de Fribourg, etc., et exerçaient une puissante attraction sur les villes et cantons plus éloignés, qui devaient se joindre à eux un jour. La petite nationalité suisse avait trouvé simplement, héroïquement, dans la confédération que l'Italie n'avait jamais pu réaliser, la forme politique qui devait assurer sa liberté et son indépendance. A force de se bien défendre dans leurs montagnes et leurs défilés, tentés par les richesses de ceux qu'ils défaisaient chez eux, ces montagnards commençaient à regarder, du haut de leurs cimes de neige, ces plaines d'où l'on avait menacé leur indépendance, et où croissaient tant de richesses; du Saint-Gothard surtout ils couvaient des yeux l'Italie par la vallée Lévantine qu'ils avaient appris déjà à descendre.

Enfin, à l'Occident, grâce à la réunion de la Castille et de l'Aragon, à l'établissement de la gendarmerie de la sainte Hermandad, à la terrible réor-

ganisation de l'inquisition sous Torquemada, à l'adjonction à la couronne des ordres religieux et militaires de Saint-Jacques de Compostelle, d'Alcantara et de Calatrava, à la prise de Grenade et à l'expulsion des Maures, l'Espagne, animée d'un esprit de formalisme religieux qui lui tenait lieu de patriotisme, ardente, militaire, dévote, avide, était un véritable ordre religieux que l'amour de la domination et de la conquête aventureuse pouvait tourner aussi bien vers l'Italie, dont elle possédait déjà la Sardaigne, dont elle avait eu autrefois la Sicile, que vers le nouveau monde à peine découvert.

Mais que de raisons ingénieuses les Italiens trouvaient pour bannir les craintes que ces progrès des nations voisines pouvaient leur inspirer!

Mahomet II mort, le fanatisme ottoman paraissait s'être adouci, et la conquête des Osmanlis semblait s'asseoir. Bajazet II, menacé quelque temps par les révoltes des janissaires, par la rivalité de son frère Djem, ne pensait plus qu'à désarmer les chrétiens; il payait le pape pour retenir au château Saint-Ange Djem, qui avait erré quelque temps à travers l'Europe en fugitif. Venise avait, grâce à cette bonne volonté, rétabli dans toutes les échelles du Levant ses relations et ses opérations commerciales. Les Médicis tiraient de l'empire ottoman, et à bon compte, la denrée que l'Italie semblait alors estimer le plus, les beaux manuscrits et les antiques. Cet adroit sultan traitait chacun selon ses goûts. A Innocent VIII, il envoyait des reliques, tantôt la pointe de la lance qui avait percé le flanc de Jésus-

Christ, tantôt les os de quelque martyr célèbre avec les pièces justificatives à l'appui. Les Turcs avaient du bon. Déjà les princes italiens les faisaient entrer dans les calculs de leur politique d'équilibre les uns contre les autres. Le roi de Naples avait jeté leurs spahis sur les bords de la Piave contre Venise. Venise avait dirigé les flottes ottomanes sur la ville d'Otrante, en attendant que le gouvernement romain, menacé par des chrétiens en Italie, cherchât bientôt s'il ne pourrait pas se défendre aussi contre eux avec des infidèles.

En France le roi Louis XI avait rendu la monarchie puissante. Mais ce prince, élevé dans le Dauphiné, à l'ombre des Alpes, marié à une Savoisienne en relations fréquentes avec les petits princes subalpins, était un élève de l'Italie. C'était elle qui lui avait appris à lire Boccace, à épeler sa devise latine : *Qui nescit dissimulare, nescit regnare*. Pour vaincre la féodalité n'avait-il pas eu besoin contre la ligue du *bien public* des mercenaires de Galéas, des flottes napolitaines, de l'argent des Médicis ? Ce roi ne traitait-il pas en ami tous les princes italiens? Louis XI en France n'avait pu être d'ailleurs qu'une exception. Charles VIII, son jeune fils, élevé avec les récits de Quinte-Curce, les commentaires de César et les exploits merveilleux des paladins, rêvait la conquête de Constantinople et de Jérusalem. Quelle bonne dupe la France élevait en lui pour les princes italiens!

L'empereur d'Allemagne Maximilien pouvait seul leur plaire davantage. Bien fait de sa personne et

d'une santé robuste, esprit original et quelque peu chimérique, excellent capitaine et mauvais général, toujours à la tête de ses escadrons sur le champ de bataille, et de ses compagnons sur les sentiers des âpres montagnes, prodigue et sans argent, il improvisait des constitutions avec la même facilité qu'il rêvait des conquêtes et dictait de petits traités ou de petits vers sur la morale, l'architecture, le jardinage. Inconstant surtout, ne voulant plus le soir ce qu'il avait décidé le matin, désireux de ce qu'il ne pouvait avoir et méprisant ce qu'il pouvait obtenir, affectant le secret et l'indépendance, refusant de prendre l'avis de personne et se faisant tromper par tout le monde, cet excellent chevalier ne se laisserait-il pas mener partout où l'on voudrait sans jamais rien achever pour lui-même?

La politique italienne fera-t-elle l'honneur aux Suisses de les craindre? Ces hommes simples, ces montagnards ingénus, seront trop heureux de lui donner leur sang pour un peu d'argent, comme ils donnent encore leur âme sans conditions à la papauté. Pour l'Espagne, elle est, avec Ferdinand et Isabelle, en plein moyen âge; rien ne peut mieux assurer sa docilité. Elle chasse les Maures de Grenade, quand l'Italie donne la main aux Osmanslis; elle expulse et dépouille les juifs que l'on reçoit et que l'on secourt sur les côtes de Gênes et de Rome. Torquemada brûle les hérétiques; et l'Italie honore les païens, rassemble leurs reliques, jure par les dieux d'Homère. L'Espagne découvre un monde, et elle en fait hommage à Rome. Cette épée catholique, le père des

chrétiens, le chef de la fédération italienne, pourra la tourner contre tous les ennemis de la foi. Bien tard, on connaîtra en Italie ce Ferdinand que Machiavel estimera assez pour le mettre à côté de Borgia.

Bref, l'Italie, dont les États se sont réciproquement tenus, avec tant de savoir-faire, en équilibre, saura bien paralyser les monarchies européennes les unes par les autres, à son profit; déjà elle voit dans les armées française, allemande, suisse, espagnole, mahométane, autant de mercenaires, et dans leurs souverains, Charles VIII, Maximilien, Ferdinand, Bajazet, des condottieri à son service. N'a-t-elle point pour agir sur eux, à son choix, la religion, l'intelligence, la politique, l'argent? Elle saura bien les gagner, les tromper ou les payer, et ainsi exercer encore sur l'Europe une nouvelle domination, celle de la supériorité de l'intelligence et de la civilisation.

Rien ne fait mieux connaître les subtiles roueries et les superbes misères de l'Italie que l'imbroglio politique qui, dans les années 1492 et 1493, causa l'invasion étrangère et amena sa ruine. Trois personnages nouveaux apparaissaient sur la scène: Pierre de Médicis, fils de Laurent, à Florence; Alexandre VI Borgia à Rome, et Ludovic le More à Milan. Le premier, arrogant et présomptueux, mais de plat caractère et de petite cervelle, inspirait peu de confiance aux amis de son père qui voulaient le conseiller, et au peuple qui ne le supportait qu'avec peine. Le second, ambitieux, habile et résolu, sol-

licitait la curiosité, et répandait l'inquiétude et la crainte autour de lui. Mais Ludovic le More, régent de Milan, au nom du jeune Jean-Galéas, et plus ancien déjà dans les affaires, attirait surtout l'attention.

Le roi de Naples, Ferdinand, faisait un jour à son ambassadeur un portrait peu flatté de ce prince. « C'était, comme son père Galéas, dit-il, un homme inquiet et peureux, toujours en travail et dans l'ombre, ambitieux et facile à la superstition, cherchant le nouveau, même à ses risques, mais plus habile peut-être à imaginer, à commencer les desseins dans sa cervelle qu'à les accomplir au soleil. » Notre Comines ne contredit pas ce portrait fait par un ennemi. « C'était, dit-il, un homme très-sage, mais fort craintif et bien souple quand il avait peur, et surtout sans foi s'il voyait son profit à tromper. » Les faits d'ailleurs parlent. Rappelé d'exil par le ministre de la veuve du dernier duc, Bonne de Savoie, il avait perdu le ministre et éloigné la veuve pour rester régent de son neveu Jean-Galéas; et, maintenant, il n'avait d'autre dessein que de dépouiller celui-ci. Pour y parvenir, il s'était déjà défait des grands qui s'intéressaient au jeune duc, et il le tenait lui-même comme captif, loin de sa capitale, dans le château de Pavie, en attendant le moment de le remplacer. Il n'avait pu empêcher la conclusion du mariage de son pupille avec la fille du duc de Calabre, fils de Ferdinand de Naples: mais il n'en tenait que plus resserrés, dénués, ces deux époux, surtout depuis qu'ils avaient un enfant.

Ce Ludovic le Môre n'était pas sans qualités; il

aimait les lettres, les arts, protégeait Vinci, faisait élever de beaux monuments, exécuter des travaux utiles, et tenait une cour splendide avec sa femme Béatrice, fille du duc de Ferrare. Il n'était ni meilleur ni pire que tant d'autres princes italiens. Mais le désir de mettre la main sur la couronne ducale, la crainte de ne point réussir, l'affolaient. Il savait que le duc de Calabre poussait son père à lui faire la guerre, et dans son effarement, en quête d'alliances, il trahissait ses desseins par ses conversations interminables avec les ambassadeurs et par les continuelles agitations de sa conduite. Ombrageux en face du roi Ferdinand, obséquieux pour les Vénitiens, tendre pour Florence, plat vis-à-vis de Rome, se faisant gloire de ses attaches en France, il dépensait une souplesse, une fertilité, une présence d'esprit rares; mais ses paroles échappées et ses menées ténébreuses, souvent dépistées, ne dévoilaient que trop ses desseins. Ne se plaignait-il pas un jour que le roi de Naples envoyât un ambassadeur à sa cour tout exprès pour l'assassiner? Il reçut le diplomate tout entouré de gardes, et, à cette occasion, plein de colère, il s'écria que, « las d'exercer le pouvoir pour un neveu incapable, il voulait gouverner pour lui-même, sans ménagements pour des traîtres[1] ». Il répétait sans cesse que, lui, Ludovic, né de François Sforza, après l'élévation de son père au duché de Milan, était son vrai héritier, puisque son aîné, son frère, le père de ce Jean-Galéas, au

[1] *Rel. dipl. de Flor. avec la Fr.*, M. Desj., 1492-1493.

nom duquel il était régent, n'était né que de Sforza simple condottiere. Cette ambition perdit tout.

Ludovic avait contribué à l'élévation d'Alexandre VI Borgia. A l'occasion de l'ambassade que les États italiens envoyaient d'ordinaire à Rome pour complimenter chaque nouveau pontife à son avénement, il proposa à tous les ambassadeurs un rendez-vous à l'une des portes de Rome, pour aller ensemble triomphalement mettre leurs hommages aux pieds du pontife et renouveler sous ses auspices la grande ligue italienne générale, tant de fois jurée et tant de fois violée. C'était faire sa cour au pape pour l'attirer à lui. Mais Pierre de Médicis ne voulait pas laisser passer à un autre le crédit que son père, Laurent, avait eu en Italie et à Rome. Il appuya l'opposition de Ferdinand de Naples à ce projet, et le fit manquer. Naples et Florence faisaient bande à part. C'était un premier accroc au tissu léger de l'union italienne, à ce qu'on appelait la *sérénissime ligue* de 1484.

Une raison plus grave augmenta bientôt ce désaccord. Le vieux roi de Naples, qui voyait sa petite-fille Isabelle et son mari Jean-Galéas au fond du château de Pavie manquer presque du nécessaire, avait déjà, sous Innocent VIII, par précaution, pris à sa solde les Colonna, dans les États de l'Église, et il y cherchait maintenant, sous Alexandre VI, à embaucher encore les Orsini. Or, justement, un fils du pape décédé, François Cybo, qui avait été investi du petit fief d'Anguillara, aux environs de Rome, désirait s'en défaire avantageusement. C'était un de ces

petits châteaux comme en cite Guicciardini, dont la possession pouvait faire éclater une guerre générale. Pierre de Médicis proposa au roi de Naples de l'acheter et de le donner à un frère de sa femme, Virginio Orsini, pour se l'attacher comme condottiere. Le marché se fit. Ferdinand et Pierre trouvaient à cette affaire l'avantage de mettre, selon l'expression de Guicciardini, « un os dans le gosier du pape », dont ils se défiaient, et de s'appuyer l'un sur l'autre, le roi de Naples contre les desseins de Ludovic, Florence contre les Vénitiens, et Pierre contre le mauvais vouloir déjà visible des Florentins, et peut-être du pape.

Ludovic se glissa par cette nouvelle fissure et s'emporta contre le Napolitain : « Je ne le crains pas, dit-il, je puis lui nuire plus que lui à moi. J'ai toujours désiré l'union et tout fait pour la maintenir, mais puisque le roi n'en veut plus et que Pierre de Médicis ne l'estime guère, je n'en ferai pas plus de cas que les autres. Que le roi y pense, je tiens la porte par où les étrangers entrent en Italie. » Il excite donc les colères d'Alexandre VI, puis les craintes de Venise contre l'intimité menaçante de Ferdinand et de Pierre, et leur propose de conclure avec lui une ligue particulière, une alliance offensive et défensive contre Naples et contre Florence, en dépit de la confédération italienne. Venise craignait de s'engager trop avant. Elle élude d'abord la proposition [1]. Le pape s'y refuse également. Il voulait tenir

[1] 29 janvier 1493 *Registre secret du sénat*, n° 34, f. 147.

la balance à son tour; et il exprimait à Ferdinand, tout en se plaignant de l'affaire d'Orsini, le désir d'obtenir une de ses bâtardes pour un de ses fils, et des fiefs pour les autres. Ludovic resterait-il donc isolé, en butte aux attaques de ses ennemis? A ce moment, deux ambassades de congratulation étaient auprès de Maximilien, récemment empereur, et de Charles VIII, alors majeur. Il les chargea d'assurer l'empereur qu'il serait heureux de reconnaître ses vieux droits suzerains sur le Milanais, et d'encourager le roi Charles VIII à faire valoir les prétentions que la maison royale de France avait récemment acquises de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples.

Ludovic avait-il déjà le projet de déchaîner l'ambition étrangère sur l'Italie? Voulait-il seulement effrayer ses adversaires et s'assurer des protecteurs? Ses instructions à ses deux ambassadeurs en France, Caiazzo et Belgiojoso, ne contiennent que des propositions vagues d'alliance [1]. Mais les ambassadeurs précisaient de vive voix déjà davantage. Ludovic le More ne savait sans doute pas encore lui-même ce qu'il voulait. Il jouait son jeu, voilà tout. Sur ces entrefaites, le fils du roi Ferdinand, Alphonse, fait refuser à Alexandre VI la femme qu'il demandait pour son fils, et rejette ainsi le pape du côté de Ludovic. Celui-ci n'était encore que sur le chemin de la trahison; il fait un pas en arrière, accueille le pape, entraîne Venise tou-

[1] *Archives de San Fedele*, à Milan.

jours jalouse de Florence et du royaume de Naples, et conclut enfin avec eux la ligue particulière qu'il avait déjà proposée : une alliance offensive et défensive à trois contre Florence et Naples. C'était au commencement de 1493 (25 janv.). Ludovic, pressé par la France de s'expliquer, répond alors qu'il s'en réfère à ce que décidera le pape, suzerain, comme on sait, du royaume. L'étranger était encore tenu à distance; mais la fameuse confédération italienne était rompue, l'Italie brisée en deux, le Nord tourné contre le Midi.

On crut un instant à une guerre à la suite de la conclusion de cette ligue. Ludovic et la seigneurie de Venise avaient promis des secours à Alexandre VI pour attaquer Virginio Orsini. D'autre part, le cardinal Julien de la Rovère ne pardonnait pas à Alexandre de lui avoir ravi la papauté. Il était maître d'Ostie, aux embouchures du Tibre, et voulait tenter un coup contre le pape avec les barons romains; il demandait seulement que Ferdinand et Médicis fissent avancer quelques troupes sur la frontière pour appuyer son entreprise; il promettait d'enlever Alexandre en pleine Rome et de faire procéder à une autre élection. Mais les Italiens, accoutumés au jeu de bascule, n'allaient pas si vite. Venise demandait du temps, et, sous main, rassurait la France et même Naples sur ses intentions[1]. Ferdinand, sur la fin de sa vie et malgré les excitations de son fils Alphonse, disait qu'il ne voulait

[1] 8 mai 1493. *Registre secret du sénat*, nº 34.

plus se servir « que de doux onguents dans la conduite de ses affaires ». Médicis, qui prétendait devenir duc et sentait Florence broncher sous sa main, osait d'autant moins s'avancer que la France lui proposait d'entrer dans la ligue du Nord.

En vrai successeur de Laurent, Pierre de Médicis saisit cette occasion pour rétablir en équilibre les fléaux de la balance. Il offrit au pape, de la part de Virginio Orsini, son parent, toutes les satisfactions possibles, et poussa Ferdinand, son allié, à lui accorder aussi tout ce qu'il désirait. Venise elle-même appuya les propositions florentines. Rompre le soir ce qu'on avait fait le matin était dans les habitudes de la diplomatie italienne. Une alliance, une signature donnée, n'était qu'un déplacement de pièces dans ce jeu d'échecs de la politique. Virginio Orsini paya au pape une forte somme d'argent et reconnut sa juridiction. Ferdinand de Naples promit à Alexandre VI une de ses filles pour un de ses fils, et pour un autre des bénéfices nombreux. Le pape remercia ses alliés de Venise et de Milan et retourna à l'alliance napolitaine. Pierre de Médicis s'applaudit d'avoir conjuré la guerre, et par son ambassadeur Della Casa donna de bonnes paroles à la France. Mais ce revirement poussa Ludovic, plus effrayé que jamais, à faire un nouveau pas au-delà des Alpes. Son ambassadeur, Charles de Belgiojoso, était revenu à Milan et avait cherché à le faire réfléchir. Il expédia à Caiazzo, resté en France, l'ordre de s'engager plus avant, et renvoya Belgiojoso assurer qu'il était prêt à secon-

der tout ce qu'on entreprendrait contre Naples[1].

La mort de Ferdinand, qui eut lieu au commencement de 1494, précipita les choses. Alphonse II, son successeur, était connu par son caractère intraitable. Alexandre VI, pour l'intimider, fit mine de revenir à Ludovic. Celui-ci, déjà plus engagé, lui fit envoyer un ambassadeur romain en France afin d'appuyer les propositions milanaises. Le Romain apporta un bref qui autorisait Charles VIII à venir en Italie[2]. Toute l'Italie allait se conjurer contre le nouveau roi de Naples. Pierre de Médicis, sollicité de dire ce que ferait la république en cas de guerre, répondait à la France qu'il voulait rester neutre, mais qu'on pouvait compter sur son amitié. Devant un aussi menaçant concert, Alphonse II fit tout pour avoir des alliés; il accorda à Alexandre VI tout ce qu'il désirait pour le désarmer, une femme pour son fils, de l'argent, des fiefs; et à Médicis il promit, s'il ne favorisait pas les Français, de l'aider à se faire duc de Florence. La ligue particulière du Midi fut complétement renouée. Les trois princes, le pape, Alphonse et Médicis jurèrent secrètement de se défendre. Mais, en revanche, Le More n'eut plus d'hésitations, et acheva la trahison qu'il méditait, pour faire sa fortune ou satisfaire sa vengeance. Son ambassadeur à Paris, Belgiojoso, qui avait fait le malade, reçut l'ordre de reprendre de la santé et de conclure; Charles VIII partit pour Lyon

[1] 16 août 1493. Dispacci. *Archives de San Fedele*.

[2] Malipieri. *Archivio italiano*, t. VII, II, 404.

et y prit le titre de roi de Sicile et de Jérusalem (18 mars 1494).

Charles VIII avait déjà envoyé en Italie, pour sonder le terrain, des agents qui proclamaient partout, à haute voix, les droits de leur maître et ses bonnes intentions pour les Italiens qui l'aideraient à les faire valoir. Perron de Basche, entre autres, Siennois d'origine, homme vénal, allait de Florence à Rome, de Rome à Venise, de Venise à Milan, en demandant à la première un appui, à la seconde sa neutralité, à Ludovic des effets; et il tirait de tous le plus qu'il pouvait, car il était avare. C'était là cependant une entreprise bien en dehors des habitudes nouvelles que Louis XI et même Anne de Beaujeu, sa fille, avait données à la France. Mais, avec la majorité de Charles VIII, la direction du gouvernement avait changé. Charles VIII, jeune, sans expérience, au milieu des influences qui se disputaient sa personne, était au premier occupant. Ludovic mit à profit son expérience des hommes. Les conseillers intimes du roi étaient le financier de Vesc, qui ne se trouvait pas encore assez riche, et l'évêque Briçonnet, qui voulait être cardinal. Ludovic le More les combla de cadeaux, d'argent, de promesses, et en répandit tout à l'entour. Il ne fallait plus que parler à l'imagination du jeune roi. Son honneur l'obligeait, disait-on, à soutenir les droits que René d'Anjou et Jean de Calabre, avant lui, avaient poursuivis avec tant de persévérance. On lui présenta la conquête de Naples comme le commencement d'une série de triomphes qui feraient de lui l'émule d'Alexandre,

dont il avait lu l'histoire dans Quinte-Curce, et des rois paladins dont il avait appris les romans. On fit briller à ses yeux l'espoir de la conquête de Constantinople et peut-être de Jérusalem. Les souvenirs de l'antiquité, du moyen âge, les intérêts du christianisme, tout concourait. Charles VIII prit feu et ordonna à ses conseillers de préparer les voies.

La royauté française s'était récemment fortifiée d'excellentes acquisitions sur ses frontières, mais qui avaient laissé des rancunes à ses voisins, l'empereur d'Allemagne, les rois d'Angleterre et d'Espagne. Par trois traités imprudents que ses voisins se hâtèrent d'accepter, Charles VIII abandonna trois provinces : par le traité de Narbonne, la Cerdagne et le Roussillon à Ferdinand le Catholique; par celui de Senlis, la Franche-Comté et l'Artois à Maximilien ; par celui d'Étaples de l'argent à l'Angleterre. « Cédant ce qui ne lui appartenait pas, il voulait ravoir, lui faisait-on dire avec naïveté, ce qui lui appartenait. » Naples et l'Orient même le dédommageraient bien. Voilà pour la diplomatie. Les mouvements des hommes d'armes en France, des francs archers du royaume, des piquiers gascons, des arbalétriers bretons, des coulevriniers sous leurs capitaines, de l'artillerie, la seule mobile alors en Europe, l'arrivée de mercenaires allemands, suisses, la présence de vaisseaux à Gênes, à Nice et à Villefranche, montrèrent bientôt qu'il y avait là quelque chose de sérieux. On ne se cachait plus. Perron de Basche annonça l'entreprise à Venise officiellement, en juillet 1494. « J'ai tant

parlé de ce projet, dit le roi de France à Belgiojoso peu de temps après, que je ne saurais plus y renoncer sans honte[1]. » L'enthousiasme du roi gagna le royaume. Il y avait longtemps qu'on n'avait eu une bonne guerre à l'étranger. Quoique les bourgeois des villes craignissent des augmentations d'impôts et l'interruption de leur commerce, ce peuple de soldats, gentilshommes et paysans, à qui la guerre civile n'était plus possible, « frétillait, comme dit Comines, de passer les Alpes ». Il rêvait aussi, comme son maître, mainte conquête. Un poëte de Bordeaux, maître Guilloche, mettant en mauvais vers une prophétie d'invention médiocre. disait :

Charles fera si grands batailles
Qu'il conquerra les Itailles,
En Jerusalem entrera
Et mont Olivet montera.

On a fait retomber sur Ludovic toute la responsabilité de la première invasion française. Les autres États italiens ne méritent-ils pas de la partager avec lui, grâce à leur légèreté, à leur connivence ou à leur faiblesse? Pendant longtemps nul ne crut le danger sérieux. « Les Français sont lents à se décider, » disait Venise, et elle assurait le roi « qu'elle maintiendrait toujours bonne union avec lui et qu'elle lui accorderait des secours si les Turcs ne l'en empêchaient pas[2] ». Le duc de Ferrare promit

[1] Romanin, t. V, pp. 38 et 39.
[2] 12 juillet. *Registre secret du sénat vénitien.*

de suite cent lances. On compta pendant quelque temps en France faire l'expédition presque avec les seuls Italiens. Le pape Alexandre VI ne déclara point de suite franchement son opposition, par désir de s'assurer du serment d'obédience du roi Charles VIII, et il parla à Perron de Basche de ses sentiments paternels envers le roi. Les Italiens se défiaient surtout les uns des autres et ne voulaient point se compromettre. Pierre de Médicis, engagé à Ferdinand par une alliance qu'il cachait soigneusement, accablait Charles VIII de prévenances et de présents. Il lui envoya un jour quarante-huit faucons. Son ambassadeur ordinaire à la cour de France lui écrivit pendant longtemps que le roi, après avoir beaucoup menacé, ne ferait rien. De nouveaux ambassadeurs florentins, Gentile, évêque d'Arezzo, et Pierre Soderini, vinrent le 16 septembre assurer le roi du dévouement de Pierre et de la république, sans prendre, il est vrai, d'engagement s'il passait les Alpes; et ceux-ci écrivirent à leur maître que le meilleur moyen de s'en tirer était d'obtenir de Ferdinand la permission de feindre de bonnes dispositions pour la France.

Ludovic se refroidit plusieurs fois, craignant que le duc d'Orléans ne voulût faire valoir ses droits sur Milan, et qu'après l'un on n'en vînt à l'autre, *che fatto l'uno ne viene l'altro*. Il prétendait se servir des Français comme d'épouvantail. Il l'assura une fois à Pierre de Médicis. Sa femme Béatrice, fille du duc de Ferrare, se rendit un jour (24 mai) en brillante ambassade à Venise, pour lui proposer

d'unir leurs troupes contre les Barbares[1]. Un peu plus tard, il faisait aussi une étroite alliance avec l'empereur Maximilien, en lui donnant en mariage sa nièce, Blanche-Marie, avec une dot considérable. L'empereur lui servirait de condottiere, au besoin, contre les Français, si ceux-ci devenaient trop redoutables. Peut-être espérait-il déjà pouvoir fermer le retour à Charles VIII, s'il s'engageait décidément dans le fond de la péninsule. Les autres princes aussi avançaient, reculaient, subtilisaient, jouaient au plus fin, par jalousie, par crainte, par passion ou habitude de l'intrigue. Ils faisaient tous comme Ludovic, « *tutti Ludovicheggiano* », dit un ambassadeur florentin ; et leurs peuples les imitaient.

Le mot d'un ambassadeur florentin est profondément vrai : « Ce fut un coup plus italien que français, *è piu colpo italiano che francese.* » Le 16 avril, Galéas de San Severino, frère de Ludovic le More, beau parleur et fin courtisan, fit son entrée à Lyon, offrit au roi deux beaux genets d'Espagne, à la reine Anne un costume espagnol, demanda le commandement de cent cinquante lances, et apporta l'argent et les promesses de secours de Ludovic. Il y ajouta le conseil de saisir les marchandises des négociants florentins en France, pour décider Médicis et la république. Le prince de Salerne et le prince de Bisignano, qui avaient fui les vengeances du roi de Naples, étaient, auprès du roi de France, l'âme de tout et l'entraînaient à en finir. Le cardinal Julien

[1] Instruction. *Archives de San Fedele.*

de la Rovère, dans Ostie, impuissant malgré ses colères, s'échappa par mer à Marseille, vint à Lyon au-devant de Charles VIII, qui le reçut au milieu de sa garde, et, pour lui offrir la main, descendit l'escalier de son palais (1er juin). N'ayant pu détrôner Alexandre VI avec des mains italiennes, ce cardinal espérait unir pour ce but l'empereur Maximilien au roi de France. Il assurait Charles VIII que la révolte était prête dans les États de l'Église; en effet les Colonna étaient armés jusqu'aux dents, les Bentivogli à Bologne, les Sforza à Pesaro, les Manfredi à Faenza, les Riarii à Forli, avaient peine à s'engager à la fidélité qu'ils devaient au Saint-Siége. Quelques-uns, comme Bentivoglio à Bologne, étaient tout à fait engagés avec Ludovic le More; les autres restaient neutres ou douteux. Le cardinal Ascagne Sforza, frère de Ludovic, et La Rovère, avaient tout fait [1].

A Florence, où les orgueilleux projets de Pierre de Médicis avaient mécontenté tout le monde, on était aux abois et à bout de toutes les finesses. Les deux ambassadeurs, Michieli, évêque d'Arezzo, et Soderini, d'une des premières maisons florentines, assuraient le roi de France du dévouement de Médicis, mais plus encore, et avec raison, de celui de la république, sans jamais, il est vrai, rien promettre. Pensant à eux surtout, ils écrivaient assez durement à leur maître qu'ils voyaient trop se compromettre pour les Napolitains; ils l'embarrassaient plus qu'ils

[1] Marin San., Man. de la Bibl. imp., lib. 1, folio 14, *à tergo*.

ne l'éclairaient, lui conseillant tantôt de se rapatrier avec Ludovic, tantôt de tout promettre à Charles VIII pour le mieux trómper en faveur de Ferdinand. Aussi Médicis expédiait-il (20 mars) de nouveaux ambassadeurs, Vespucci et Pierre Capponi, à Milan et à Lyon, pour les apaiser et demander grâce en faveur de sa neutralité [1]. Quant aux bourgeois florentins, la crainte de voir leur commerce avec la France interrompu était ce qui les touchait le plus et les disposait le mieux à être, comme ils disaient, bons Français, *buoni Francesi*. Enfin, sollicitée par Charles VIII, par Médicis et Ferdinand, mais habituée à ne s'émouvoir que quand le feu était chez elle (*à casa*), Venise répondait au premier qu'elle gardait ses ressources pour elle, aux deux autres qu'elle ne croyait pas à l'expédition française. Ruinée par la guerre, où on l'avait laissée seule aux prises avec les Turcs, elle désirait être en paix avec Ludovic, avec Maximilien et avec le roi de France. Au demeurant, s'il y avait danger sérieux, ne serait-il pas toujours temps d'y aviser? « En conscience, disait le doge à un ambassadeur florentin, nous conseilleriez-vous de nous brouiller avec Ludovic et avec le roi de France pour la perte de notre État? [2] »

Comines l'a bien dit, l'Italie tout entière désirait *nouvelletés*. Il y avait cinquante ans qu'elle jouissait à peu près d'une paix prospère, embellie par les arts, plus longtemps encore qu'elle n'avait vu l'étranger

[1] Ab. Desj., *Nég. dipl.*, ann. 1494, p. 373-79.

[2] *Registre secret du sénat*, n° 35, fol. 5; *Négoc. dipl. de la Tosc. avec la Fr.*, 390 et 399.

dont elle recevait autrefois si fréquemment la visite. Après tout, si Charles VIII venait, ce serait, comme disait la Seigneurie de Venise, avec une petite armée et *pour voir l'Italie, per vedere Italia*. Ne fallait-il pas aux Italiens aussi un spectacle qui vînt les distraire? ils s'ennuyaient; il y a des moments où les peuples artistes, particulièrement, s'ennuient même de leur bonheur. Vainement un ambassadeur florentin (septembre 1493) leur disait avec les politiques clairvoyants: « Si le roi met le pied dans le royaume de Naples, le pape sera à sa dévotion, l'Adriatique ne sera plus l'épouse du doge, Milan ne gardera pas Gênes, et le seigneur Ludovic cédera le Milanais à Mgr d'Orléans. » C'est ce qu'on verrait bien. N'étaient-ils pas tous, Italiens, des maîtres en diplomatie? Calmes, souples, prudents, donneurs de belles paroles, prenant le ciel à témoin de leur sincérité, pliant sous les orages, ne sauraient-ils pas tromper les plus forts et pêcher pour leur compte en eau trouble?

Les peuples se livrèrent à leurs instincts irréfléchis et les princes à leurs calculs égoïstes, jusqu'au bout, et comme sous les pieds de l'étranger qui arrivait. Le roi de France rassemblait enfin son armée dans la vallée du Rhône (juillet 1494). Les ambassadeurs italiens commençaient à écrire à leurs cours qu'il ne fallait plus douter que cela ne fût très-sérieux. Briçonnet et Perron de Basche arrivaient en Italie afin de terminer les hésitations de Ludovic et les tergiversations de Florence. Le Stuart d'Aubigny franchissait les Alpes, comme en avant-

garde, avec cent lances. Le duc d'Orléans prenait le commandement de la flotte à Marseille pour aller à Gênes. Tout s'apprêtait. A ce moment suprême, le roi de Naples et le duc de Milan échangèrent des propositions d'arrangements, Florence s'entremit. On parla de refaire la confédération italienne; on voulut s'adresser à Maximilien et le nommer capitaine de toute l'Italie. Rien ne se fit, la confiance manquait. Ludovic disait toujours que « son plus grand péril était d'être pris pour une bête ». C'était la grande peur de tous ces gens d'esprit.

Saurait-on se défendre au moins avec courage en face du danger?

Alphonse II, prince cruel mais résolu, proposa à ses alliés, le pape et Médicis, d'envoyer, avec une flotte, son frère Frédéric à Gênes, pour disputer cette ville aux Adorni et aux Français, tandis que lui-même, à la tête des troupes napolitaines, florentines, papales, marcherait sur le duché de Milan. Surprendre Ludovic, restaurer Jean-Galéas avant l'arrivée des Français, attendre l'ennemi au pied des Alpes, c'était le meilleur moyen d'arrêter l'invasion. Mais les princes italiens tergiversaient encore plus dans l'action que dans l'intrigue. Le Médicis consentit à l'expédition maritime de Gênes, d'où il pouvait être menacé par mer, mais refusa de prêter son port de Livourne ni ses vaisseaux qu'il y tint en observation. Pour l'armée de terre, Alexandre VI, qui craignait plus que tout les Colonna et les Orsini, ne consentit qu'à l'éloignement de l'avant-garde, sous le commandement du prince Frédéric, jus-

qu'en Romagne; et il voulut qu'Alphonse restât, avec le gros de son armée, dans les États de l'Église, à portée de le secourir contre ses barons ou ses sujets. Il menaca Charles VIII de l'excommunication, poussa secrètement le roi d'Espagne à attaquer les Pyrénées, instruisit par ambassadeur le sultan des projets de la France; mais, en fait de guerre, il n'osa rien résoudre, il attendit. « C'est, dit le roi de Naples, un homme qui ne sait ce qu'il veut (*incerto di se stesso*). » C'était le cas de toute l'Italie.

Que voulaient-ils tous, amis ou ennemis des Français? ils ne le savaient. Le cardinal Julien de la Rovère avait conseillé à Charles VIII l'entreprise contre Gênes, et il n'eut rien de plus pressé que d'en avertir Ludovic le More, par une double trahison. Effrayé de ne pas voir le duc d'Orléans renoncer à ses droits sur le duché de Milan, Ludovic conseilla à Charles VIII d'aller à Naples par mer, parce que cela lui semblait plus difficile. Il s'en vanta même aux Italiens, et engagea Médicis à rester ferme dans le parti de Ferdinand contre ces Français « qu'il n'aime pas, dit-il, plus que de raison, car ils pourraient lui être aussi nuisibles qu'au reste de l'Italie ». Des documents diplomatiques irréfragables montrent qu'il dénonça à la fois les tergiversations de Florence à la France, les préparatifs guerriers de Charles VIII à Venise, et même à la France des velléités de guerre de son gendre Maximilien. Pierre de Médicis avait été suffisamment averti par ses ambassadeurs du danger qu'il courait à jouer un double jeu, à servir deux autels. Florence venait de

voir ses marchandises confisquées en France. Pressé plus étroitement par la France au dernier moment, il feignit d'être malade, fit cacher dans son cabinet l'ambassadeur de Charles VIII, manda celui de Ludovic, le pria de lire la lettre de son prince, la discuta, fit parler l'ambassadeur milanais et livra les hésitations de son maître, ses remords et ses menées à la France; ce qui ne l'empêcha pas de refuser le passage à travers la Toscane, que se bornait à demander Charles VIII. Traître, il fut trahi lui-même; deux Médicis même, de ses cousins, conspirent dans Florence. Il les exile, n'osant faire davantage. Ceux-ci passent en France, et les ambassadeurs florentins, un surtout probablement, Pierre Capponi, récemment envoyé, prépare son renversement pour l'heure où les Français seront en Toscane.

La guerre commença par des engagements d'avant-garde (juillet 1794). Le duc d'Orléans entre dans Gênes au moment où les galères napolitaines arrivaient à la Spezzia, et culbute les troupes débarquées à Rapallo. Les Suisses, qui servaient sous lui, tuent tout, même les malades et les blessés des ambulances, apprenant à l'Italie que ce ne sont plus là des guerres à armes courtoises. D'Aubigny, qui a longtemps servi d'ambassadeur, reprend l'épée, et, à la tête d'une avant-garde française, commence à repousser de la Romagne le fils d'Alphonse II, qui se trouve comme en pays ennemi entre Ferrare et Bologne vendus ou gagnés.

On voit difficilement, sous le coup de l'invasion française qui s'avance, jaillir des cœurs quelque

étincelle de patriotisme. Après s'être perdus eux-mêmes, les Italiens s'accusent. Un ambassadeur florentin, à Venise, dit tout haut que la république aime mieux voir crever cet orage loin d'elle. « Elle se tait, dit un légat du pape, et attend. » Les Florentins s'en prennent à Médicis du renvoi de leurs ambassadeurs de France et de l'interruption de leur commerce. Un seul prince du Nord, le duc de Mantoue, condottiere, menace Venise d'aller chercher du service ailleurs si elle n'agit point. Sur les observations de la république, il réserve son épée pour un autre temps. A Naples, quelques poëtes essayent des accents qui expirent bientôt affaiblis sur leurs lèvres. « Nobles esprits, Italie bien-aimée, s'écrie Cariteo, quel vertige te pousse à jeter le sang latin à d'odieuses nations ! » Il lance l'injure au visage des Français, mais il regrette surtout la paix, « ce bien précieux, la paix au sein rempli d'épis mûrs et des doux fruits de l'olivier, qui croît sur le double rivage de l'Italie ».

Le Napolitain Sannazar aussi quitte les pipeaux de Virgile pour emboucher la trompette, au moment où Alphonse fait la presse des matelots et la levée des soldats ; il l'emplit à peine de son souffle bientôt épuisé. Sent-il qu'il s'adresse à des matelots qui ne tiennent pas sur les rivages de Gênes, à des soldats qui fuiront derrière le fossé du Garigliano ? A Naples, c'est impuissance ; ailleurs, c'est indifférence. L'imprimeur vénitien, Alde Manuce, est aussi calme que la *sérénissime république*. Au milieu de ses savants protes, il prie Dieu d'empê-

cher cette guerre, qui va troubler le repos de l'Italie et éloigner les esprits du culte des saintes lettres. A Ferrare, le chevalier Boïardo interrompt à peine ses merveilleux récits. « Mais pendant que je chante ces dames, dit-il, Dieu rédempteur! voici que les Français à grande fureur descendent les Alpes et mettent tout à feu et à sang pour ruiner je ne sais quel lieu. »

> Per questi Galli che con gran furore
> Vengon per ruinar non so che loco.

Charles VIII, en effet, découvrait alors (2 sept.) du haut des Alpes, comme autrefois Annibal et comme plus tard Napoléon, le magnifique amphithéâtre du bassin du Pô; mais il était difficile de trouver un conquérant qui ressemblât moins à l'un et à l'autre, quoiqu'il dût arriver plus vite que tous les deux jusqu'à l'extrémité de la péninsule italienne.

II.

CHARLES VIII EN ITALIE.

Un chevalier errant.

Le héros de la première expédition des Français en Italie ne payait pas de mine, et l'esprit en lui, s'il faut en croire un ambassadeur vénitien, d'accord en cela avec Comines, ne valait pas beaucoup mieux. « Agé de vingt-quatre ans, il était petit et mal bâti de sa personne, laid de visage, les yeux gros et blancs, plus aptes à voir mal que bien ; le nez aquilin, plus grand et plus gros que de raison, les lèvres grosses et toujours entr'ouvertes, fort gaillard du reste à jouer à la paume, à chasser, à jouter, mais avec certains mouvements nerveux de la main disgracieux à voir, lent à s'exprimer, en somme, de corps et d'esprit valant peu ; » et, ajoute un ambassadeur florentin, « s'entendant si peu aux choses politiques que ce m'est une honte à dire, *che mi è vergogna à dirlo* ».

Philippe de Comines, qui a vu et raconté l'expédition de Charles VIII en Italie, conclut que « ce voyage fut conduit de Dieu, tant à l'aller qu'au retourner ; car toutes choses nécessaires à une si grande entreprise manquaient. Le roi était très-jeune : faible personne, peu entendu, plein de son vouloir, peu accompagné de sages gens, ni de bons chefs, et n'avait

ni argent comptant, ni tentes, ni pavillons. Bref, le sens des conducteurs n'y servit de guère. » Philippe de Comines juge la chose peut-être trop en diplomate alors évincé. Charles VIII avait d'assez bons généraux, les maréchaux de Gié et de Rieux, le sénéchal de Beaucaire, une gaillarde compagnie de jeunes gentilshommes, le populaire le plus belliqueux de France, et surtout une excellente artillerie. Un ambassadeur vénitien nous dit que les gens d'armes avec leurs gros chevaux bardés de fer se servaient de l'arme blanche beaucoup mieux que les Italiens. Il vante les archers et surtout la bonne artillerie de France. Guicciardini, que les malheurs de son pays ont éclairé davantage, compare avec raison la composition de l'armée française, où gentilshommes et fantassins étaient engagés par l'honneur à bien faire, avec les armées mercenaires de son pays; et il dépeint la terreur répandue en Italie par l'apparition de cette nouvelle artillerie mobile, que l'on pouvait transporter partout avec célérité et qui faisait plus en plusieurs heures qu'autrefois en plusieurs jours. Supérieure[1] dans tout le reste, l'Italie était inférieure sous le rapport de l'armement. Quant à l'argent, il avait été plus difficile à se procurer en France; mais les banquiers de Milan, de Gênes, de Venise, de Florence devaient y pourvoir; prêtant à gros intérêts, ils n'y pouvaient pas manquer. De loin, ils s'étaient fait tirer l'oreille; mais, les Français arrivant, ils n'allaient plus faire de dif-

[1] Ceci est bien confirmé par les remarques faites sur l'artillerie française et italienne, par Napoléon III (*Œuvres*, tome IV.)

ficulté. A Gênes seulement, en effet, la banque de Saint-Georges, les Sauli et la commune se saignèrent pour les Français, sans compter ce que donna Ludovic le More. Était-il nécessaire de prendre, d'ailleurs, tant de précautions? L'Italie attendait les Français; elle leur préparait des fêtes, une marche triomphale, heureuse de voir un de ces chevaliers errants qu'elle ne trouvait plus que dans ses poëmes. Le poëte Bello ne parlait-il pas avec complaisance des exploits d'un nouveau Charles, qui dépasseraient ceux de ses héros? Au milieu des fleurs et des tapis tendus le long de la route, une puissance mystérieuse fit tomber, en effet, comme devant les Roland et les Renaud, toutes les barrières, et amena tous les princes au pied du conquérant. La trahison des princes, la joie des peuples de voir leurs maîtres menacés, aplanirent les voies. C'est ce qui fit ressembler l'expédition de Charles VIII à une promenade militaire en pays ami.

La duchesse Blanche de Savoie, veuve du duc Charles, ouvrit la première au conquérant le mont Genèvre et les forteresses du Piémont (septembre 1494), et lui prépara un triomphe. Louis XI n'avait-il pas eu Charles VIII d'une Savoisienne, Charlotte, parente de la régente? Les ducs de Savoie, qui ne pouvaient passer alors pour des Italiens, ouvraient toujours les portes de la péninsule à la France. A Turin, la duchesse Blanche, qui pleurait son mari depuis trois ans, quitta ses habits et ses appartements de deuil, pour fêter l'arrivée du jeune roi. Les rues furent tendues de tapis qui représentaien

les récits de l'Ancien Testament; un mystère bien joué divertit le roi et les capitaines de l'armée française. Le barbare Piémont ne pouvait offrir mieux; la Renaissance avec ses représentations païennes n'avait pas pénétré chez lui. Un soir, Charles VIII *dansa et balla courtoisement avec les dames.* La duchesse, « âgée de vingt-six ans, » dit un ambassadeur vénitien, « grande, bien en chair, blanche de visage, au demeurant joyeuse et belle dame[1], » eut l'imprudence d'étaler tous ses bijoux, ses diamants; Charles VIII les lui emprunta le lendemain pour les mettre en gage à la banque de Gênes, et partit, monté sur *Savoie,* cheval de race, encore un cadeau que la duchesse ajouta au prêt de ses diamants. La marquise de Montferrat fut plus galante encore à Chiari. Sur le conseil de Ludovic le More, cette dame, jeune, veuve aussi, et sage, dit Comines, avait fait venir maintes belles dames milanaises pour représenter devant les yeux du roi un beau mystère en l'honneur de sa bienvenue. Pour démontrer le triomphe des dames, la plus belle d'entre elles était étendue sur un lit recouvert de draps de soie et d'or, en manière d'accouchée. Devant le lit était un bel enfant merveilleux à voir, avec une très-belle nourrice, et tout autour des dames milanaises en nombre et *fresquement* vêtues. Bref, ajoute le poëte dont nous tenons ces détails, le secrétaire de la reine de Bretagne, dans son *Vergier d'honneur* :

[1] Nous avons consulté pour Charles VIII, outre les sources, la récente *Histoire de Charles VIII* de M. de Cherrier, 2 vol. in-8; et les *Bulletins et campagnes de l'armée d'Italie* de M. de la Pelorgerie, 1 vol. in-12.

Au jugement d'humaine conjecture,
Que cœur désire et l'œil appète à voir
Pour contenter un homme par droicture
Possible n'est de mieux au monde avoir.

Le roi tomba malade au milieu de ces plaisirs, à Asti. Ludovic le More, sa femme, l'orgueilleuse Béatrice, l'ambassadeur de Venise et le duc de Ferrare vinrent le visiter, ou plutôt veiller à leurs intérêts; car, pendant la maladie du roi, qui jeta le découragement dans l'armée, une intrigue se noua entre Pierre de Médicis, le duc d'Orléans, et Comines, ambassadeur français à Venise, pour arrêter là l'expédition, aux dépens de Ludovic. Il s'agissait de réconcilier Florence avec la France, d'assurer à Charles VIII l'hommage du roi de Naples avec un tribut, et d'enlever une partie du Milanais. L'intrigue alla même assez loin; l'argent ne fut pas épargné; Ludovic en eut grand'peur, et jura de se venger de Pierre. Pour l'effrayer encore, sur les entrefaites, la fille du roi de Naples, Isabelle, femme de Jean-Galéas, alors fort malade, vint se jeter aux pieds du jeune roi et demander grâce pour son père, pour son mari. Mais Charles VIII allait mieux. Oubliant son rôle de preux et le titre de patron des dames que lui avait décerné une assemblée féminine, une cour d'amour à Chiari, il eut moins de pitié pour les larmes d'Isabelle que de faiblesse pour les sourires des Milanaises. Il s'arracha à cette scène et partit, on ne savait pas d'abord par quelle route. Marcherait-il contre la Romagne, où l'attendait l'avant-garde de Naples; ou bien se jetterait-il à

travers la Toscane pour pénétrer dans les États de l'Église, où était le gros de l'armée d'Alphonse? Ludovic voulait qu'on passât par la Toscane pour se venger de Pierre. Venise aimait autant que l'invasion fît route loin de son territoire. Par les conseils des Italiens, l'armée française évita la Romagne, où elle pouvait avoir plus à faire. C'est entre Parme et Pontremoli, dans les Apennins, que la nouvelle de la mort du malheureux Jean-Galéas, qui traînait depuis longtemps, et celle de l'avénement de Ludovic atteignirent Charles VIII et le firent réfléchir, mais sans cependant l'arrêter. Il continua sa route, tandis que Ludovic, qui avait annoncé quinze jours auparavant un grand événement, se croyait déjà roi d'Italie, et voyait son frère, le cardinal Ascanio, pape à Rome.

Quelques difficultés apparurent en Toscane; la magie de la situation les fit tomber. En débouchant, au sortir des Apennins, par la vallée de la Lunigiane, dans la Toscane, Charles VIII avait devant lui la petite ville de Sarzane et la forteresse de Sarzanelle, chacune avec garnison. Entre les rochers nus des Apennins et des marais, il était difficile à l'armée française de s'approvisionner, et elle ne pouvait laisser ces petites places fortes derrière elle. Pierre de Médicis pouvait l'arrêter là. Il demanda quelques secours, soit à l'avant-garde napolitaine qui était en Romagne, soit au gros de l'armée qui était dans les États de l'Église. C'était justice. Au fond, Pierre avait, tout en dissimulant, tenu toujours pour Naples, et on devait lui prêter main forte. Mais Alphonse, déjà repentant d'être si loin de son royaume dont

il se défiait, refusa, sous prétexte de rester selon ses conventions dans les États de l'Église. Seul exposé à toutes les vengeances des Français, Pierre avait près de lui Pise, depuis si longtemps asservie par Florence, et Sienne toujours menacée par elle; elles commençaient à remuer. Enfin un moine, Savonarole, à Florence, minait son autorité. Le peuple, au pied de sa chaire, ne voulait point se défendre, s'armer. Les riches ne consentaient point à payer. Les plus notables, Valori, Soderini, Nerli et d'autres, parlaient de la liberté et du vieil attachement de la république pour la France. Que faire? L'imitation perdit Pierre.

Son père, Laurent, dans une circonstance beaucoup moins critique, s'était transporté de sa personne auprès de Ferdinand, roi de Naples, et était revenu plus puissant que jamais à Florence. Pierre de Médicis résolut de tout se faire pardonner par Charles VIII, en abandonnant ses alliés, et de conserver ainsi son pouvoir, en dépit des Florentins qui l'abandonnaient. Le moment n'était peut-être pas très-bien choisi. Le roi d'Espagne, Ferdinand, s'occupait déjà de réunir les puissances italiennes, Naples, Venise, le pape et Ludovic le More, pour arrêter les Français. Pierre de Médicis le savait. Après avoir communiqué sa résolution à quelques amis, il quitta Florence clandestinement (26 oct.), laissant, pour s'excuser, à la Seigneurie, une lettre menteuse, et expédiant à Alphonse la missive la plus plate. Il disait à la Seigneurie qu'il allait offrir sa vie au roi très-chrétien pour détourner l'orage qui menaçait

sa patrie. Il cherchait à persuader à Alphonse que cette démarche était l'effet de sa fidélité, et qu'il lui serait bien plus utile, devenant l'ami de Charles VIII, que restant son ennemi [1]. Arrivé près des avant-postes, il tâcha de saisir un bon moment pour se présenter, traiter; mais une affaire d'avant-garde à Fivizzano, où les Italiens avaient été défaits, lui ôta tout courage. D'ailleurs Florence envoya de son côté une ambassade pour prendre les devants, se jeter à plat ventre la première. Éperdu, Pierre se rendit auprès du vainqueur, se mit à ses pieds, demanda grâce, abandonna tout ce qu'on lui demanda : les forteresses de Sarzane et de Sarzanelle, Pise, Livourne pour y tenir garnison, le passage de l'armée française, des provisions et de l'argent. Les capitaines étaient stupéfaits, riaient de la facilité de ce *Grand Lombard*, comme ils appelaient le fils du *Magnifique*, qui croyait acheter par une lâcheté le droit d'asservir Florence. Pierre de Médicis repartit pour faire accepter cette paix, et Charles VIII le suivit de près.

En entrant à Pise pour y mettre garnison, le roi fut salué, à son grand étonnement, comme un libérateur. Un Pisan, Orlandi, qui parlait au nom des siens, se chargea de lui expliquer le fait; il lui raconta avec volubilité et force gestes l'asservissement de Pise, cent ans auparavant, ses misères présentes et la tyrannie de Florence. Le peuple, excité sous main par les agents de Ludovic le More,

[1] *Négociations diplomatiques*, p. 588, 589.

commenta le discours en poussant des cris de : « Liberté ! liberté ! » Charles VIII se fit expliquer ce que cela voulait dire, octroya gracieusement ce qui ne lui coûtait rien, mais fut fort étonné que Florence, au même moment, se donnât à elle-même ce qu'il accordait à Pise.

Pierre de Médicis ne revenait pas de sa visite à Charles VIII avec la conscience bien calme. Pendant son absence, on avait murmuré contre lui tout haut. Une nuit, à la sortie d'une grande discussion entre les seigneurs dans le palais public, l'un d'eux s'était précipité vers la grosse cloche à marteau et avait eu le temps d'en frapper deux ou trois coups retentissants avant d'être arrêté par les autres. C'était à trois heures du matin; le peuple s'était précipité sur la place, puis, n'entendant plus rien, étonné et inquiet, était rentré chez lui. Pierre, plus inquiet encore, prit en route, pour se rassurer, son beau-frère, le condottiere Virginio Orsini et quelques mercenaires. Il rentra ainsi à Florence. Mais, lâche devant l'étranger, il ne fut point brave contre ses sujets; au lieu d'aller droit et franchement par la *via larga* au vieux palais annoncer son traité et ses volontés à la Seigneurie, en les soutenant avec ses condottieri, il se faufila, armé sous son manteau et suivi à distance, par des rues étroites, jusqu'à la porte du palais. Les seigneurs délibéraient encore, entre autres Valori, Corsini, Gualterotti. Un certain Jacob Nerli gardait la porte[1]. Il refusa l'entrée à Médicis; celui-ci

[1] Marino Sanuto, fol. 81; Paul Jov., *Hist.*, t. I, p. 26.

insista, éleva la voix; le peuple entendit, s'ameuta, commença à pousser quelques clameurs contre le traître. Médicis s'éloigna pour aller chercher ses hommes laissés loin en arrière : il crut trouver quelque secours dans le geôlier des prisons, qui survint avec des sbires; mais le peuple désarma ceux-ci aux cris de : *Viva popolo et libertà!* courut aux prisons, lâcha les brigands; et la Seigneurie déclara Médicis rebelle.

L'émeute était en force; lorsque Pierre de Médicis rejoignit Virginio Orsini et les siens, la foule les entoura et les assaillit à coups de pierres. Jean de Médicis, le cardinal, essaya vainement de jeter le cri autrefois magique : « *Palle! palle!* » les clameurs de la haine le couvrirent. Pierre de Médicis voulut faire charger la foule, mais celle-ci était trop épaisse. Virginio Orsini entraîna Pierre de Médicis hors de Florence, après avoir fait jeter de l'argent aux assaillants pour les arrêter. Jean de Médicis passa une robe de dominicain sur ses habits rouges, et chercha un asile, qu'il ne trouva même pas, dans le couvent de Saint-Marc. Florence était libre. Tandis que la Seigneurie, par la bouche de François Valori qu'on avait porté en triomphe, l'annonçait au vieux palais en termes pompeux, le peuple en donnait de manifestes preuves par le pillage des maisons du chancelier des réformes, Guidi, et du provéditeur du Mont, Miniati. On sauva avec peine de la destruction les riches tapis, la vaisselle d'or et d'argent, les beaux manuscrits, les antiques de la maison bâtie par Cosme dans la *via larga*, « vrai théâtre, dit Nestor,

de gentillesse, de vertu et de lettres » ; et on les mit en vente.

Le lendemain de cette équipée, Florence était plus embarrassée que joyeuse. Elle ne se sentait pas si brave contre l'étranger que contre son maître. La Seigneurie, plus en peine encore, parce qu'elle avait la responsabilité du mouvement, dépêcha à Charles VIII cinq citoyens, dont le moine Savonarole. L'ambassade ne fut pas heureuse. Savonarole, mal à son aise, ne fit que de la rhétorique devant Charles VIII. Le libérateur de Pise voulait rendre Florence aux Médicis; il l'écrivit à Pierre dans une lettre qui l'atteignit trop tard à Venise, et il se mit en route pour entrer en maître dans Florence, déclarant d'ailleurs qu'il le voulait faire en pacificateur.

La ville des *fleurs* voulut désarmer le conquérant par la gracieuseté de son accueil : elle n'y épargna rien. Le clergé florentin, avec les corps saints et les précieuses reliques, la croix et les bannières; la Seigneurie et les bourgeois, portant joyaux et habits somptueux, allèrent au-devant du roi pour lui faire honneur et révérence, et ouvrirent la marche du cortége qui entra par la porte San-Friano. Une musique militaire avec de grosses caisses de tambours, trente-six pièces de canons en bronze montés sur des affûts mobiles, six coulevrines, douze fauconneaux de fort calibre, tous traînés par des chevaux, excitèrent d'abord l'admiration des Italiens. Les Allemands et les Suisses, barbouillés de poudre, passèrent ensuite, lourdement, avec leurs arquebuses sur l'épaule. Les piquiers de Gascogne et les

arbalétriers de Bretagne, avec leur longue chevelure sur les épaules; les archers, avec leurs arcs bandés et leurs trousses pleines de flèches, les relevèrent allègrement à pied, deux à deux; vinrent après les capitaines conduisant les hommes d'armes, tous montés sur de grands coursiers, leurs armes bien polies, la bride au poing et le pied aux étriers; ils faisaient caracoler leurs chevaux sur les larges dalles; après eux les corps royaux, plus brillants que les autres; enfin, au milieu des pages dans leurs habits de soie et d'or, s'avança le très-chrétien roi, *le bon seigneur vertueux et plaisant.* D'ordinaire, Charles VIII n'avait pas grande apparence; mais cette fois, monté sur son cheval Savoie, il portait fièrement, en victorieux, sa lance sur la cuisse. Sa couronne, rehaussée d'une grosse escarboucle, fit ressortir ce feu et cette dignité du regard que ne lui refuse pas même l'historien Guicciardini. Il avait daigné ne point consentir à ce que la *Seigneurie* tînt son cheval par la bride, comme on le faisait pour les papes et les empereurs.

Il y eut dans la foule florentine de nombreux cris de : « Vive le roi ! vive la France ! » de la part des dames surtout; car, s'il faut en croire André de la Vigne, secrétaire d'Anne de Bretagne, qui accompagnait Sa Majesté :

Les Florentines à faces angéliques
Sur eschaffaulx, fenestres et taudis,
Vénitiennes, Romaines authentiques,
Vinrent illec voir le roi des hardis,
Et leur semblait être en un paradis.

Tout cela traversa le Fondaccio et le bourg San-Jacopo, passa le vieux pont jeté sur l'Arno, et, par la porte Marie, arriva sur la place de la Seigneurie. Après une halte devant un grand char triomphal portant fleur de lis, et au son d'une musique italienne, le roi se dirigea sur Santa-Reparata où l'archevêque le reçut. Il rendit grâce au pied du maître-autel, et de là descendit, dans la *via larga*, au palais même de Pierre de Médicis (aujourd'hui palais Riccardi). Le favori de Cosme, l'ami de Laurent, comblé des bienfaits de l'un et de l'autre, le platonicien Marsile Ficin, complimenta le roi : « Voici, lui dit-il, le jour que le Seigneur a fait; réjouissons-nous. Prince, vous faites un merveilleux voyage. Vous allez rendre au Sauveur des hommes cette sainte Jérusalem qu'occupent les plus cruels des barbares. » Le mysticisme cachait d'abord cette dégradation; la rhétorique païenne fit le reste : « Vous voici, ajouta Ficin, dans votre Florence, que vous édifierez par votre piété; Florence, la ville des fleurs, toute pleine aujourd'hui de lis! » Le fameux Pic de la Mirandole, plus heureux, mourait, ce jour-là, sans voir l'étranger.

Il y eut cependant aussi quelques difficultés pour Charles VIII dans son séjour à Florence. Le roi ne trouva plus les Florentins si gracieux quand il demanda la rentrée de Pierre de Médicis; personne ne voulait en entendre parler : « Sonnez vos trompettes, dit le gonfalonier Capponi, nous sonnerons nos cloches. » Savonarole pénétra une fois jusqu'au roi, brandit le Christ sous ses yeux en s'écriant : « Voici

celui qui a pardonné aux pécheurs, pardonnez aux serviteurs de Dieu. » Les Florentins dans les maisons desquels on avait logé les soldats n'étaient point contents. Il y eut quelques rixes dans les rues de Florence; les Français virent aussitôt sortir, des ruelles et des maisons, des paysans armés de couteaux, des condottieri, que les riches nourrissaient dans leurs palais pour se défendre du pillage. Venise au même moment commençait à se réveiller; elle dépêchait deux ambassadeurs à Charles VIII pour l'inviter à ne pas aller plus loin, en lui annonçant qu'elle était obligée de s'armer contre le Turc [1]. Enfin, des envoyés de Ferdinand le Catholique parcouraient la péninsule et montraient la mauvaise volonté de leur maître. Si Charles VIII eût insisté, le roman eût put finir d'une façon tragique pour lui, dans les rues étroites de Florence, au milieu d'un peuple soulevé par la voix du dominicain. Le roi se tira du mauvais pas par une plaisanterie : « Vous êtes un bon chapon, » dit-il au gonfalonier; il ne parla plus de Médicis, se contenta des places fortes pour le temps de son expédition, de bonnes provisions, d'un viatique de cent vingt mille ducats; et, avec le titre pompeux de restaurateur et protecteur de la liberté florentine, il partit pour Rome, en passant par la ville de Sienne, l'*antique ville de la Vierge*, qui lui prodigua toutes ses caresses et ne lui refusa rien de ce qu'il demanda.

[1] Rég. secr. du Sén., 15 nov. 1494.

Il y avait à Rome une belle aventure à tenter. Les plus graves personnages, des cardinaux, Julien de la Rovère, Ascanio Sforza, Colonna, d'autres encore, la conseillaient à Charles VIII. Il s'agissait de délivrer une captive d'un monstre : l'Église, d'Alexandre VI Borgia; ainsi s'exprimaient ses ennemis. Le pape avait indisposé souvent même ceux qu'il paraissait défendre. Tout le monde dans les États de l'Église l'abandonnait. Le duc de Calabre, chargé de la défense de la Romagne, l'avait bientôt quittée pour venir, il est vrai, à Rome. Mais les Bentivogli, les Sforza, les Riarii, avaient envoyé leurs ambassadeurs à Charles VIII. Parmi les barons des environs de Rome, les Colonna, les Vitelli, étaient depuis longtemps dévoués aux Français. Maintenant les Orsini n'étaient plus sûrs. Virginio Orsini, qui avait un commandement dans l'armée napolitaine, mit son fils au service de Charles VIII. Le pape soutiendrait-il jusqu'au bout la cause du roi Alphonse? Il faut le dire, le prince qui avait exprimé déjà plusieurs fois le regret de n'avoir pas conservé ses forces pour son royaume, était maintenant plus décidé à se retirer derrière le Garigliano qu'à attendre les Français. Charles VIII, d'ailleurs, dans la pensée duquel n'entraient point la déposition d'un pape et la réforme de l'Église, s'engagea à ne point inquiéter le pape au spirituel et au temporel, pourvu qu'on lui laissât le passage et des garanties. Le pape fit donc comme Médicis et pour les mêmes raisons. Après quelques hésitations, il abandonna son allié et envoya régler avec Charles VIII les condi-

tions de son entrée dans la capitale de la chrétienté.

Le conquérant épargna à Rome le spectacle d'un triomphe, et il fit bien. La population romaine ne l'eût pas accueilli comme celle de Florence. L'entrée de Charles VIII eut lieu de nuit, aux flambeaux, par la porte de Sainte-Marie du Peuple, tandis que Ferdinand avec les troupes napolitaines sortait par la porte Saint-Sébastien (31 décembre 1494). L'armée française était harassée de sa marche à travers une campagne déserte, des torrents de pluie et des chemins défoncés. Le peuple romain était morne. Les rues étaient tragiquement éclairées avec des torches. Quelques rares voix criaient : *Viva Francia!* et *Colonna! Vincula!* pour les deux cardinaux qui l'accompagnaient. C'était la première fois que le voyage des Français prenait une tournure sombre et tragique. Rome était presque sans gouvernement, le pape s'étant retiré et fortifié sur la rive droite, dans Transtevere et au château Saint-Ange. Charles VIII descendit au palais Saint-Marc. L'armée française campa, logea tant bien que mal sur la rive gauche, sans grande complaisance de la part des habitants qui ne lui tenaient guère compte de son voyage à Jérusalem; et elle n'eut pas grand respect ni grande admiration pour la capitale de la chrétienté qui lui apparaissait, ensevelie qu'elle était alors sous la poussière, sous les plantes parasites, et avec ses monuments effondrés de tout âge, comme un grand village ruiné au milieu d'un désert. Cependant, en se promenant

par les rues de cette Rome demi-païenne et demi-chrétienne, au milieu des restes des palais, des thermes, des cirques, sous les arcades des églises et des cloîtres, les piquiers gascons, les archers bretons et les hallebardiers helvétiens se faisaient raconter avec étonnement l'histoire de l'empereur *Romulus* dont la statue était tombée le jour où, dans son palais, la Vierge-mère avait enfanté; celle du Colisée, ce temple du soleil que le pape saint Sylvestre avait fait ébrécher, pour enlever la statue de Phœbus-Samson, dont on voyait encore la tête et les mains à Saint-Jean de Latran; et enfin la descension de la Vierge de grande beauté, avec son petit enfant, prédite par la sibylle tiburtine, et devant laquelle s'était prosterné César Octave. L'Église d'Aracœli en faisait foi[1].

Les garanties que Charles VIII demandait faillirent faire éclater une rupture entre le pape et le roi. Alexandre VI ne voulait point laisser mettre garnison chez lui ni livrer d'ôtages. Charles VIII menaça; il y eut des rixes dans les rues de Rome. Enfin quelques cardinaux, Pallavicini, Carjaval, Riario, s'entremirent; l'évêque français Briçonnet, qui désirait un chapeau, les accueillit. On commença à se rapprocher. Le pape sortit du Vatican, reçut Charles VIII et promit tout ce qu'on voulut : investiture du royaume de Naples; remise de Djem, comme ôtage; de César Borgia, comme gage; des villes de sûreté, deux chapeaux de cardinaux, et de l'argent.

[1] *Bulletin* publié en France des merveilles de Rome. Voir M. de la Pilorgerie.

Le roi, satisfait, prêta en grande cérémonie le serment d'obédience au pontife, et, couvert de bénédictions et d'indulgences, quitta Rome et apprit bientôt que le roi Alphonse II, contre lequel il marchait, détesté de son peuple et épouvanté par des songes, avait abdiqué et s'était enfui. Vainement avait-on voulu le retenir; il avait menacé de s'en aller par les fenêtres si on lui fermait la porte. « Les feuilles et les pierres, disait-il, crient France! » Il se jeta dans un couvent de Sicile pour y servir la soupe aux moines en esprit de pénitence, et enfouir avec lui tous ses joyaux et des sommes considérables [1]. La nationalité napolitaine abdiqua de même, quand l'avant-garde de l'armée française arriva sur la frontière, aux rives du Garigliano.

Le nouveau roi Ferdinand II, jeune, brave, sans passé qu'on pût lui reprocher, écrivit à Venise, à Ludovic le More et même à Bajazet pour implorer des secours; puis il alla se poster à la frontière dans une excellente position, au défilé de San Germano, entre des montagnes âpres et nues, le Garigliano et des marais. Charles VIII, qui s'avançait par la route de Ceperano à San Germano, pouvait surprendre, au terme de son voyage, quelques symptômes moins favorables à sa cause. Le malheureux Djem, qui devait bientôt mourir, languissait. César Borgia s'échappa bientôt. Enfin l'ambassadeur de Ferdinand le Catholique et d'Isabelle de Castille, Fonseca, déclarait presque la guerre à Charles VIII pour la violence

[1] Marino Sanuto, fol. 62 *à tergo*.

qu'il avait faite au pape à Rome; et ses envoyés sollicitaient déjà Venise et Ludovic le More, qui commençaient à ouvrir les oreilles. Toutes ces circonstances ne manquaient pas d'encourager le jeune Ferdinand. Mais, tandis qu'on travaillait pour lui au dehors, ses sujets l'abandonnaient; ses capitaines traitaient avec l'ennemi, ses provinces se soulevaient derrière lui. La manière de faire la guerre des Français, qui détruisaient en quelques coups de canon les forteresses et tuaient tous leurs défenseurs, glaçait tous les courages. Dans la forteresse du mont San-Giovani, ils laissèrent 700 cadavres, pillèrent huit heures, « ce qui était, dit Charles VIII, le plus bel ébat du monde. »

Quand l'avant-garde française se présenta sur le Garigliano, l'armée napolitaine se débanda. Ferdinand la rallia encore sous les murs de Capoue, la conjura de faire résistance. Mais, pendant qu'il l'exhortait, un soulèvement eut lieu à Naples en faveur des Français, malgré la présence de l'oncle du roi, Frédéric, qui avait été de tout temps aimé des habitants. On pillait les juifs; les tribunaux cessaient de rendre la justice; la garde urbaine se cachait; les lazzaroni étaient maîtres de la ville. Ferdinand II courut à Naples, ramena par sa présence un peu d'ordre, promit de mourir à Capoue pour défendre Naples, et de ne pas livrer sa capitale aux horreurs d'un siége[1]. Mais, pendant son absence, le condottiere Jacques Trivulzio, gentilhomme milanais, en-

[1] Marino Sanuto, fol. 81, 82.

nemi de Ludovic le More et chargé de la défense de Capoue, avait traité avec le roi de France, livré la forteresse, et passé à l'ennemi avec toute sa cavalerie. Virginio Orsini et Petigliano, autres condottieri, s'enfuirent avec un sauf-conduit; Capoue arbora le drapeau français. Le roi trouva en sortant de Naples les débris de son armée qui revenait; et, quand il voulut rentrer dans sa capitale, la populace, de nouveau maîtresse de la ville, lui ferma les portes. En voyant du Château-Neuf, où il rentra par une porte dérobée, le pillage de ses écuries, il ne put retenir son indignation, descendit et calma l'orage par quelques paroles. Il fut à peine rentré que l'émeute recommença. Éperdu, il mit quelques soldats au Château-Neuf, au fort de l'OEuf, et se jeta avec son oncle Frédéric, sa grand'mère, sa tante, quelques serviteurs et un poëte, Sannazar, sur des galères qui l'emmenèrent à Ischia, où il ne fut reçu qu'en menaçant du poignard le gouverneur au milieu de ses gardes. Charles VIII, sollicité par des députés napolitains qui l'attendaient « comme les Juifs désirent le Messie », prit possession de sa nouvelle capitale sans coup férir (février 1495), tandis que ses lieutenants soumettaient le reste du royaume.

Le roi et l'armée de France n'y firent pas tant de façons qu'à Florence et à Rome. Les Français s'avancèrent à la débandade, hommes et chevaux mêlés, sans armures et sans éperons. Il n'était besoin de précaution; le clergé, les seigneurs, les habitants de toutes les villes, les femmes, les enfants,

venaient au-devant d'eux avec des oliviers à la main en chantant des psaumes et des Hosannah. Les vainqueurs admiraient à travers la campagne de Naples, éclairée par un beau soleil de printemps, nous dit André de la Vigne, les villas aux riches galeries, les beaux jardins plantés d'oliviers, de grenadiers, d'orangers, relevés d'images d'albâtre, de marbre blanc et de porphyre, les parcs clos, semés d'herbes odoriférantes, de romarins, de marjolaines, remplis de roses à en tirer des muids; ils les trouvaient *plus beaux et plus grands que le bois de Vincennes;* ils chassaient, au bord des sources et des ruisseaux, les chevaux et les mulets par bandes, les grands bœufs accroupis au soleil, et les cerfs hauts branchés qui disparaissaient dans les taillis. Ils ne se faisaient faute non plus d'aller chercher dans les caves profondes :

> Et composées de si subtils ouvrages
> Tant en piliers comme voulsture ronde
> Qu'il n'en est point de pareilles au monde,

les vins de toute espèce, clairet, rouge, blanc, muscadet, et les vins cuits

> Qu'on y queult bien tous les ans mille muids,

au risque de la dyssenterie dont ils accusèrent bientôt le climat. Il fallut seulement réduire à coups de canon le Château-Neuf et le château de l'OEuf dont les garnisons, après quelques jours de siége, capitulèrent « vies et bagues sauves ».

Le mardi 12 mai, le roi fit son entrée, en grand triomphe, comme roi de Naples, de Sicile et de Jérusalem. Revêtu d'un manteau d'écarlate fourré et moucheté d'hermine, la couronne en tête, la pomme d'or dans sa main droite, dans sa gauche le sceptre, il était entouré non-seulement de tous les seigneurs de France, mais de tous les grands officiers et barons napolitains. Son armée, en grande tenue, défilait après lui. On laissa le bon peuple approcher son nouveau maître. Qui ne pouvait lui baiser la main, lui baisait le pied. De nombreux seigneurs, avec leurs dames, présentèrent leurs enfants depuis l'âge de dix ans jusqu'à seize, pour être faits chevaliers de la main même du roi. Les femmes aux fenêtres riaient, criaient, agitaient leurs mouchoirs. Après avoir parcouru les principales rues et s'être arrêté à cinq endroits disposés comme des reposoirs pour cette cérémonie, Charles VIII entra enfin dans la cathédrale de Naples, contempla la tête de saint Janvier, patron du royaume, et vit s'accomplir, selon la tradition, le miracle habituel, qui eut lieu pour un roi étranger comme pour un roi national. L'éloquence de Pontanus, le lettré le plus populaire du royaume de Naples, secrétaire de ses anciens rois, ne fit pas défaut non plus à la cérémonie; auteur d'un discours sur l'ingratitude des princes, il n'épargna pas les anciens maîtres au profit des nouveaux. « Jamais peuple, » nous dit Comines, trompé par les démonstrations ordinaires aux Napolitains, « ne montra tant d'affection ni à roi, ni à nation. » Les Français aussi ne se sentaient

pas d'aise et d'admiration. « La beauté des lieux et jardins, » disait Charles VIII, « est si bien appropriée en toutes sortes de plaisances mondaines, qu'il n'y faille que Adam et Ève pour en faire un paradis [1]. »

L'historien Guicciardini, qui n'est pas très-crédule, assure que le médecin d'Alphonse II avait été effrayé par une apparition qui l'obsédait chaque fois qu'il voulait prendre du repos. Le fantôme du roi Ferdinand Ier se dressait devant lui, et lui ordonnait d'aller dire à son fils de ne pas résister et de descendre du trône. Comines nous parle de la découverte d'un livre qui annonçait en toutes lettres les événements qui s'accomplissaient alors. C'est effrayé par ces prédictions que le roi Alphonse II aurait abdiqué la couronne de Naples, que son fils Ferdinand ne put défendre.

Il n'était pas besoin de recourir aux fantômes et aux prédictions. Philippe de Comines accuse Alphonse II de lâcheté; il a tort. Alphonse avait toujours été brave, et il l'eût été dans cette occasion. Mais l'Italie s'abandonnait elle-même; il l'abandonna. Vaincu, il n'avait aucune consolation à espérer. Pierre de Médicis, fugitif, cherchait Ludovic le More, qu'il ne rencontra pas le premier jour. « Je n'ai pu vous aborder hier, lui dit-il; vous vous étiez sans doute trompé de chemin? — C'est vous, lui répondit Ludovic le More avec mépris, qui vous êtes fourvoyé. » A Bologne, Bentivoglio reçut

(1) *Biblioth. de Nantes, camp. et bullet.*, 200-218.

Pierre avec ces mots : « Ce n'est pas moi qui serais parti d'une ville dont j'aurais été le maître, sans tirer l'épée. » Puis, lui montrant ses canons : « Avouez que si vous aviez eu cela, vous ne seriez pas où vous en êtes. » Partout il y avait pour les détrônés la plus grande indifférence. Un poëte napolitain, Tebaldeo, exhale une plainte qui est la condamnation du roi Alphonse II. « Si, dit-il, un royaume pouvait être défendu par des trésors immenses, par des places fortes, de nombreuses armées, et un chef d'une expérience reconnue, c'était bien celui du roi Alphonse. Il a pu comprendre que le meilleur rempart d'un roi, c'est l'amour de ses sujets. Troie a su résister dix ans aux Grecs réunis. Opprobre éternel pour l'Italie ! nous n'avons pas tenu un jour devant l'avant-garde française ! »

Les écrivains des autres parties de l'Italie vont bien plus loin. Le poëte Bello, dans son *Mambrien*, était d'abord glacé d'effroi par le premier sang italien versé par les armes françaises. Il ne savait « s'il chantait mort ou vivant » :

E non discerno s'io son morto o vivo.

Mais bientôt il prend du cœur, et, dans son enthousiasme, il s'adresse au Persée de la mythologie ; il lui dit de « remonter sur son cheval, et de faire jaillir une autre fontaine ; celle de l'ancien Parnasse ne suffit plus. Ce n'est plus assez des neuf sœurs. Il lui faut une source plus profonde et des muses plus ingénieuses et plus vives pour célébrer un nou-

veau Charles, qui a fait en si peu de temps de si grandes choses que, si la fin répond au commencement, il effacera la gloire de César, de Pompée, de Fabius et de Scipion. »

Au milieu de l'indifférence ou des encouragements poétiques qui accueillent la chute de Ferdinand et les faciles succès de Charles VIII, c'est à Venise qu'on rencontre d'abord une poésie virile et nationale, quoique anonyme. Le condottiere qui l'a composée l'adresse au doge; elle est pleine de souvenirs antiques et de sentiments d'union et de haine contre l'étranger. « Quand un nouvel Annibal, y lit-on, menace l'Italie, Fabius, et toi, Marcellus, que diraient vos grands cœurs en voyant que vos descendants ne trouvent à lui opposer ni une épée ni un bouclier? » Après avoir jeté une malédiction, en passant, sur la vipère milanaise dont les tortueux complots ont mis l'Italie dans ce grand péril, le poëte invite le lion ailé de Venise et le lion accroupi de Florence, la louve de Sienne, la panthère de Lucques, l'agneau de Rome, tous les animaux héraldiques de l'Italie, à unir leurs forces contre l'ennemi commun. Pour lui, longtemps prisonnier du duc de Milan, il met aujourd'hui à la disposition du doge de Venise son épée de condottiere; il ne tiendra pas à lui qu'elle ne sorte du fourreau. Que quelqu'un de plus illustre lui donne le signal, il le suivra comme le jeune aiglon suit le soleil,

Vol seguir lui, come aquila fa il sole.

Le doge de la république de Venise s'était tenu

dans la plus stricte neutralité. Sollicité de se déclarer contre Charles VIII, il avait toujours répondu qu'il agirait quand il serait temps. Jamais il n'avait encouragé les Français; deux fois, à Florence entre autres, il les avait fait engager à renoncer à leur entreprise, si elle ne devait point aboutir à la guerre contre les Turcs. Il avait répondu à Pierre de Médicis, qui lui demandait s'il devait accepter sa restauration des mains de Charles VIII : « Comptez sur les armes italiennes. » Cependant il faisait complimenter celui-ci sur chacun de ses triomphes. Quand Ludovic le More, qui trahissait sous-main les Français depuis leur départ de Lombardie, fit dire à la République, en les voyant à Rome, de se déclarer : elle répondit que le temps n'était pas venu, mais leva des soldats et arma des galères. Quand on vit des villes prises, non pas en un mois, mais en un jour, en une heure, et un royaume conquis en moins de temps qu'il n'en fallait jadis pour prendre une maison de campagne, on se frappa la poitrine, on tourna ses regards vers Venise. Ferdinand le Catholique le premier, jaloux de cette expédition victorieuse, lui fit des propositions sérieuses, dès le 5 janvier. Ludovic le More devint alors plus pressant et assura qu'il trahissait Charles VIII; mais il faisait illuminer Milan à chaque nouvelle victoire des Français. On commença à avoir plus de confiance en lui, quand, mécontent de voir le duc d'Orléans toujours à Asti, il mit la République en rapport avec l'empereur Maximilien, son gendre. On eut plus confiance également dans Alexandre VI, qui tergiver-

sait encore, quand il s'offrit d'être l'intermédiaire entre la République et le sultan Bajazet. Contre l'étranger, on croyait devoir faire appel à l'étranger; mais on comptait surtout sur Venise. C'est à Venise en effet que fut conclue la première fédération effective pour la défense de l'Italie, et la première ligue européenne pour le maintien de l'équilibre menacé par la conquête française [1].

Notre pénétrant historien, Philippe de Comines, nous a laissé le récit tout extérieur, mais intéressant et circonstancié, de la conclusion de cette ligue. Il est curieux de voir notre Français aux prises avec les plus fins diplomates de l'Italie. Bien reçu à Venise comme ambassadeur, traité avec honneur par la Seigneurie, défrayé de toutes choses, ainsi que les ambassadeurs qui se trouvaient là, il ne peut assez vanter la sagesse de la République qui sait si bien se défendre et faire ses affaires. Il met les Vénitiens presque au-dessus des Romains; « car ils ont, dit-il, connaissance par Titus-Livius des fautes que ceux-ci ont commises, en ayant l'histoire et même les os conservés en leur palais de Padoue. » Malgré son adresse et ses protestations réitérées, l'ambassadeur français Comines a beaucoup de peine à rassurer la Seigneurie contre les intentions de son maître; celle-ci l'accuse d'abuser le monde par de belles paroles, de dire qu'il ne veut que garder Naples pour mieux faire la guerre au Turc, tandis que ses actes montrent tout au contraire, par les

[1] Lettres des ambass. vén. *Histor. docum.* Registre secret de Venise, n[os] 34 et 35.

garnisons laissées sur son passage, qu'il veut détruire Milan, Florence, soumettre les États mêmes de la sainte Église et se rendre maître de l'Italie (*insignorirsi*). Comines était présent quand la Seigneurie apprit que le roi Charles VIII était dans Naples. Le doge, « qui avait la colique, » et gardait la chambre, fit seul bonne contenance devant l'ambassadeur; mais les cinquante ou soixante patriciens, qui se trouvaient dans la chambre du doge, étaient assis sur des marchepieds, les uns la tête entre les mains, les autres d'une autre sorte; tous démontraient qu'ils avaient grande tristesse au cœur, et « je crois, » ajoute Comines, « que quand les nouvelles vinrent à Rome de la bataille perdue à Cannes, contre Annibal, les sénateurs romains n'étaient pas plus ébahis ni plus épouvantés. »

Malgré cet ébahissement, l'ambassadeur français soupçonna bien qu'on complotait quelque chose contre son maître. Il l'avait averti déjà de se tenir sur ses gardes. En effet, il savait que les ambassadeurs vénitiens se succédaient rapidement avec des instructions toujours plus pressantes auprès de Ludovic le More, qui se retournait maintenant avec plus d'ardeur que tous les autres contre les Français, pour achever, à leurs dépens, l'édifice de sa fortune. Il vit un jour, dit-il, descendre des Alpes l'évêque de Trente, flanqué d'un chevalier allemand et d'un docteur en droit, à qui furent faits grands honneurs et révérences. Incontinent après vint un très-honnête chevalier d'Espagne, bien accompagné et bien vêtu,

qui fut aussi fort honoré et défrayé. D'autre part, caché sous un habit grec, un Turc, un païen, se joignit à eux, et ne les pressa que plus vivement, à la requête du pape, de se déclarer contre le roi, que les Grecs attendaient déjà de l'autre côté de l'Adriatique. Tous commencèrent secrètement et de nuit à converser ensemble. Philippe de Comines les découvrit, tâcha d'en tirer séparément quelque chose, de leur jeter, selon son expression, chat aux jambes. On nia tout d'abord : on prétendit qu'on n'avait qu'un ennemi, le Turc, contre lequel on complotait une ligue, et on invita le roi Charles VIII à faire cause commune avec les chrétiens contre lui ; pour le mieux faire croire, comme on s'était déjà entendu, on tint conférences en plein jour.

Enfin, le 31 mars 1495, la Seigneurie manda le matin notre ambassadeur, qui fut fort ébahi à son tour, pour lui annoncer que, « en l'honneur de la très-sainte Trinité, notre Saint-Père le Pape, les rois des Romains et de Castille, Venise et le duc de Milan avaient conclu une ligue à trois fins : la première pour défendre la chrétienté contre le Turc ; la seconde pour la défense de l'Italie ; la tierce à la préservation de leurs États. » On payait Charles VIII de sa monnaie. Il était venu en Italie sous prétexte de guerroyer contre le Turc. C'était aussi sous prétexte de se défendre du Turc qu'on se liguait contre lui. La comédie de la croisade dura longtemps. Le cœur serré, en grande peine de la personne du roi et de toute sa compagnie, l'ambassadeur fit bonne contenance à son tour, et se retira en annonçant

qu'il avait écrit à son maître dès la veille au soir cette nouvelle, qu'il tenait de Milan et de Rome. On protesta qu'il n'y avait rien dans ce fait de menaçant ni de personnel pour le roi très-chrétien ; on offrit à l'ambassadeur, pour son maître, des vaisseaux qui le ramèneraient en France par mer s'il l'aimait mieux : on l'engagea lui-même à assister à la fête de la proclamation de la ligue. Comines se garda bien d'y figurer; mais il sut tout ce qui s'y passa.

Après une procession et la représentation de plusieurs mystères où figuraient maints rois et princes, on fit, sur la place Saint-Marc, au pied d'une colonne de porphyre, devant le doge, la Seigneurie, les ambassadeurs et une grande foule de peuple, lecture de ladite ligue. Derrière une fenêtre du palais ducal se tenait caché l'ambassadeur turc, qui, malgré l'incognito, alla bientôt voir Comines. Le soir, il y eut des feux sur les clochers, des illuminations aux fenêtres, des détonations d'artillerie. A environ dix heures de nuit, Comines se risqua dans une barque couverte au long des rives; il croisa la gondole de l'ambassadeur du roi de Naples détrôné, qui avait une belle robe neuve, car c'était une bonne nouvelle pour lui; et, en passant devant les maisons des autres ambassadeurs, il put s'assurer, ainsi qu'il s'exprime, qu'on y faisait banquets et grande chère. On le reconnut, mais il se félicite que, ce soir-là et depuis, dans la ville, jusqu'à son départ, on ne lui ait adressé aucune parole désobligeante.

On regrette de voir la signature de deux princes étrangers, qui avaient aussi des prétentions en Italie,

au bas de la première ligue conclue pour défendre l'Italie. La première intervention de Charles VIII dans les affaires italiennes n'était-elle pas une première leçon? Ludovic le More ne s'était pas résigné sans peine à solliciter l'empereur Maximilien et les Allemands, « Nous aurons, dit-il, deux fièvres au lieu d'une. » Mais comment faire? Le pape, plein de désirs de vengeance, s'était adressé, lui, à tout le monde, sous prétexte qu'on avait porté atteinte à sa dignité. Il illumina le jour de la proclamation de la ligue. Les princes italiens espéraient être plus heureux cette fois et se servir de Maximilien ou de Ferdinand le Catholique, comme de deux condottieri, pour chasser Charles VIII, sans courir d'autre péril que d'avoir à les remercier. La signature de la république de Florence, de la Savoie, du Montferrat, puissances italiennes, eût fait meilleur effet et rendu autant de services; car Ferdinand et Maximilien ne firent guère honneur à leur signature et laissèrent sans grand souci battre leurs alliés. Le sire de Bentivoglio seul adhéra encore à la ligue italienne.

Charles VIII et les Français avaient bientôt gâté à Naples leur belle situation. Le roi avait refusé de dépouiller les barons napolitains ses ennemis; en cela il avait bien fait; mais les Napolitains ses amis ne lui en savaient pas gré. Il réservait ses faveurs pour ses compagnons, à qui il distribuait les hautes dignités de chambellan, de connétable, de protonotaire, les fiefs, les châteaux, les belles et riches héritières, au grand mécontentement

de tous les nationaux. Il diminuait les impôts; mais, en confiant le gouvernement des villes et des provinces à des Français qui, ne comptant pas rester, ne songeaient qu'à faire leur main, il détruisit les effets de cette mesure populaire. Ceux-ci prenaient, vendaient, s'emplissaient les poches. « Il ne leur semblait pas, dit Comines, que les Italiens fussent hommes. Au regard des Italiennes, on leur faisait encore de plus grands reproches et, au demeurant, il en était bien quelque chose. » Les beaux plaisirs, passe-temps, tournois, que Charles VIII donnait, et « dans lesquels il était toujours des premiers tenants et des mieux faisants, » ne suffirent bientôt plus à entretenir l'enthousiasme déjà tombé. Il tranchait aussi du galant, faisait de ses préférées une galerie de portraits, mais déplaisait fort par ses étourderies et ses hauteurs.

« Les hommes, dit Machiavel, changent volontiers de maîtres, croyant améliorer leur sort; ils ont tort. » Les Napolitains, le peuple, selon Guicciardini, le plus à noter pour son inconstance, son désir de nouveautés et d'autres maîtres, en était là. Les Français et les Suisses, souvent ivres, attaquaient les habitants dans les rues et en étaient souvent poignardés. On découvrit une conspiration contre le roi. Dès la mort de Djem et les premiers bruits de ligue, les rêves de croisades s'étaient dissipés. Averti par Comines, Charles VIII comprit qu'il courait grand danger de se laisser enfermer en Italie, s'il tardait longtemps à en sortir; il prit une prompte résolution, et laissant au midi une partie de ses soldats, sous

le commandement de Gilbert de Montpensier, fait vice-roi, et de d'Aubigny, gouverneur de Calabre, il quitta Naples, le 20 mai 1495, pour revenir en France et y conter au moins ses prouesses.

Dieu, qui l'avait conduit à l'aller, ainsi que disait Comines, le conduisit sans doute encore au retour. Il n'y eut qu'une différence, mais grande, entre l'un et l'autre. Quand il vint, on se précipita au-devant de lui; quand il s'en retourna, on s'enfuit. Le pape, le premier, se réfugia à Orvieto, puis à Pérouse, bien que Charles VIII lui restituât, pour le rassurer, Civita-Vecchia et Terracine. La ville d'Ostie, entre les mains du cardinal Julien de la Rovère, lui inspirait toujours une grande terreur. Charles VIII traversa la capitale de la Chrétienté, veuve du pape, des cardinaux et d'une partie de la population. Les Florentins ne savaient trop sur quoi compter quand ils virent arriver Charles VIII en Toscane. Ils s'armaient, se barricadaient dans leur ville, ayant peur surtout de Pierre de Médicis, qui suivait toujours l'armée française et n'attendait que d'elle sa restauration. Ils envoyèrent trois ambassadeurs à Charles VIII pour protester de leur amitié, redemander la restitution de leurs villes et surtout de Pise, leur ancienne rivale, repousser les Médicis et jurer par tous les serments possibles qu'ils ne faisaient point partie de la ligue conclue contre la France. Charles VIII interdit à Médicis de mettre le pied sur le territoire de Florence; mais il ne donna pas gain de cause aux réclamations de la république, en Toscane. Il avait laissé à Sienne le capi-

taine de Ligny, qui chercha à profiter de ses deux cents lames pour se faire là une petite souveraineté. A Pise, où il fut encore reçu avec enthousiasme, où il vit sa statue équestre remplacer le lion accroupi de Florence, le Marzoco jeté dans l'Arno, il ne put s'empêcher de donner de bonnes paroles; ct, en partant, il laissa là d'Entragues qui, converti par une belle Italienne à la cause pisane, devait bientôt vendre la citadelle aux habitants, au lieu de la remettre entre les mains des Florentins.

La République avait là peut-être quelques bonnes raisons de se joindre à l'armée de la ligue qui attendait Charles VIII et les Français à la descente des Apennins. Si elle l'eût fait, Charles VIII eût couru grand péril. Le duc d'Orléans, qui était resté à Asti avec 2000 hommes, avait, en effet, assez imprudemment commencé les hostilités en surprenant Novare. Il y était maintenant assiégé par Galéas de San-Severino, condottiere de Ludovic le More, à la tête de mille chevaux et de deux mille fantassins allemands. Il ne pouvait aller à la rencontre de Charles VIII; et l'armée de Venise passait le Pô pour se réunir dans le Parmesan à l'armée milanaise de Ludovic. Sollicité à la fois par la France et par la ligue, Florence préféra rester l'arme au bras, tandis que la première armée italienne essaya de se mesurer avec l'armée française. Le duc de Ferrare, Hercule, garda la même neutralité; seulement, pour ménager tous les partis, il laissa son fils aîné, don Alphonse, prendre du service dans l'armée du duc de Milan. Des hommes de la Ro-

magne arrivèrent aussi, mais en petit nombre. Les princes et les États italiens se défiaient encore les uns des autres en combattant l'étranger.

L'armée des alliés était forte de trente mille hommes; elle n'était pas tout entière composée d'Italiens. Ludovic le More y avait mêlé des Allemands et des Suisses; Venise, des Stradiotes. Les chefs étaient tous Italiens. Gonzague, marquis de Mantoue, tout jeune homme de guerre, mais qui promettait, commandait en chef sous la surveillance des deux provéditeurs de Venise, Luca Pisani et Marco Trevisani; sous lui étaient le condottiere Milanais Caïazzo et le Romagnol Montefeltro, fils du duc d'Urbin. Le marquis de Mantoue écrivait à Venise qu'on n'avait jamais vu une plus belle armée italienne, et il comptait sur une victoire certaine, si les Français osaient se montrer [1]. Mais il voulait les attendre pour leur barrer le chemin d'Asti. Le roi Charles VIII s'était encore affaibli en envoyant quelques détachements sous M. de Miolans, la Rovère et les Fieschi, tenter contre Gênes une entreprise qui ne réussit point. Il n'avait plus guère avec lui que neuf mille hommes, bien équipés, mais mal nourris. Il fut fort heureux qu'on le laissât passer sans obstacle le col de Pontremoli, dans les Apennins, où les soldats transportèrent à bras les canons et les boulets.

L'armée alliée était campée en plaine sur la rive droite du Taro, qui descend des Apennins pour se

[1] Mar. San., liv. IV, fol. 177.

jeter dans le Pô, à trois milles au-dessous de Fornovo, petit village situé au pied de l'Apennin; elle était couverte par un petit bois qui bordait la rivière. Charles VIII avait écrit qu'il passerait « qui que le veuille voir ». Il descendit sans obstacle l'Apennin, à travers les bois, occupa Fornovo et se disposa à passer le Taro, dont les ennemis lui laissaient ainsi l'accès à peu près libre. Quelques Italiens, Jacques Trivulzio, et Camille Vitelli, étaient avec lui. Un violent orage grossit le torrent, sans effrayer l'armée française par les échos que se renvoyaient les gorges de la montagne. Charles VIII, le 6 juillet 1495, par une pluie intense, ordonna au maréchal de Gié de passer avec l'avant-garde, malgré la fatigue des soldats, et quoiqu'il fallût faire une marche de flanc. Comines avait été envoyé à l'ennemi sous prétexte de traiter pour obtenir le passage libre. Le maréchal de Gié se mit en marche dès sept heures du matin; un peu en arrière, le roi suivit lui-même à quelque distance avec le gros de l'armée; enfin La Trémouille avec l'arrière-garde et Odet de Ribérac traversèrent un peu plus haut avec les bagages pour marcher par la montagne.

Après une assez vive canonnade, vers trois heures, les généraux italiens se décidèrent à attaquer, en voyant les trois corps de l'armée française assez éloignés les uns des autres, mais ils commirent la même faute. Gonzague de Mantoue envoya Caïazzo en aval du Taro, par le bois, contre le maréchal de Gié, et Montefeltro en amont contre l'arrière-garde; lui-même, entre les deux, passa derrière les Français

sous Fornovo. Caïazzo attaqua mollement avec les Milanais le maréchal de Gié et fut vivement ramené sur le Taro qu'il repassa. Le marquis de Mantoue, oubliant ses devoirs de général, chargea plus brillamment, avec ses gens d'armes vénitiens, le corps du roi. « Il est impossible, dit Comines, de plus hardiment donner qu'on donna des deux côtés. » Mais, écrivit un provéditeur vénitien, « les Français sont plus que des hommes. » Quand ils eurent brisé leurs lances, ils combattirent à la dague, à la masse. On ne faisait point de quartier. Charles VIII, en personne, montra cette fois aux Italiens le *Morgante Maggiore*, le grand guerrier que leur imagination seulement avait rêvé jusque-là. Monté sur son cheval Savoie, le casque surmonté d'un panache blanc et violet, couvert d'une riche jaquette semée en or de croix de Jérusalem, et paraissant d'une taille plus haute qu'à l'ordinaire ce jour-là, il semblait, dit Comines, « que ce jeune homme fût tout autre, car il avait le visage bon et de bonne couleur, la parole audacieuse et sage. » « Ils sont dix fois autant que nous, » cria-t-il, « mais nous valons mieux qu'eux. » Rudement assailli, il vit une première compagnie de ses gens d'armes défaite. Mais il ramena sa brillante noblesse au combat et resta deux fois presque seul aux prises avec l'ennemi. Une fois il s'arrêta pour faire une courte prière; on se faisait tuer autour de lui. Le marquis de Mantoue, jeune aussi, combattait comme un soldat, tuait de sa main; il voulait prendre le roi. Mais les hommes d'armes, voyant celui-ci en péril, revinrent à la charge et cul-

butèrent un millier d'hommes avec une telle force qu'ils jetèrent le désordre parmi les Italiens. Tout fuit. La bataille n'eût pas été perdue, si les Stradiotes de Gonzague, apprenant que leurs camarades pillaient les bagages de l'arrière-garde française, qu'ils étaient chargés d'attaquer, n'eussent achevé la déroute en allant les rejoindre, pour être au gain plutôt qu'à la bataille. A cinq heures, toute l'armée italienne avait repassé le Taro, laissant douze mille morts. Les chefs se demandaient s'ils ne devaient point recommencer le combat, tandis que les Français parlaient de les relancer dans leur camp. Chacun resta s'attribuant la victoire. Mais la route de France était libre.

Cette victoire établit la réputation de la *furie française*. L'Italie ne se crut plus en mesure d'affronter ces *batailles de géants*. Mais elle n'eut pas plus de résultats que si elle eût été gagnée sur les Sarrasins de la légende. Tandis que Charles VIII vainqueur se rendait, non sans peine et avec une armée fatiguée, à Asti, l'armée italienne vaincue allait assiéger le duc d'Orléans dans Novare; et on apprenait que des vaisseaux vénitiens et espagnols avaient déjà débarqué des troupes dans le royaume de Naples pour y menacer les Français laissés au midi. Les plus ardents parmi les Français, le duc d'Orléans, la Trémouille, l'Italien Trivulzio, passé au service de la France, voulaient qu'on fît payer sa trahison au duc de Milan, auteur de la ligue. On demandait déjà, à cet effet, des troupes aux Suisses. Mais le jeune roi, qui tous les jours visi-

tait Anna Solera à Chiari, et la plupart des gentilshommes, qui voulaient aller en France conter leurs prouesses aux dames, ne songeaient qu'au retour. Ludovic le More, menacé le premier, profita de ces dispositions pour offrir de traiter. Ses alliés n'y étaient point disposés; mais lui, qui ne songeait qu'à lui-même, aurait voulu faire aux Francais, pour leur retour en France, « un pont d'argent ». Il laissa là ses alliés, par une nouvelle trahison, et offrit à Verceil de faire sa paix séparée et de prêter hommage pour Gênes, si on lui restituait Novare. Vainement vingt mille Suisses, qui descendaient des montagnes, vinrent-ils s'offrir à Charles VIII. Ils effrayaient amis et ennemis. Charles VIII les renvoya, en les payant, signa le traité de Verceil (18 octobre) et disparut bientôt avec les siens derrière les Alpes. Les traces de son passage s'évanouirent presque aussi vite.

Au midi de l'Italie, le lendemain même de la bataille de Fornovo, le roi Ferdinand, parti de Sicile, avec quelques secours de Venise et de Ferdinand le Catholique, débarquait à la pointe de Madalena, à un mille de Naples. Gilbert de Montpensier fit une sortie pour le jeter à la mer; mais le même peuple qui avait, quelques mois auparavant, accueilli les Français, ferma les portes sur eux et introduisit Ferdinand qui fut couvert de fleurs. Quand Gilbert revint prendre ses quartiers, par un détour, au Château neuf et au fort Saint-Elme, il trouva la ville hérissée de barricades, et on l'assiégea, lui, avec fureur. Soutenu par le peuple

et les barons, par Fabrice et Prosper Colonna, ces mêmes Romains qui avaient accompagné Charles VIII, Ferdinand força Gilbert de Montpensier à sortir de Naples, le resserra dans Atella et l'obligea à y capituler. Le sire d'Aubigny eut seul la gloire de ramener en France deux mille lances (1496). C'était le reste de cette armée de chevaliers errants qui ne laissaient rien de durable en Italie que de nouvelles discordes.

L'expédition de Charles VIII, en effet, ne devait pas être une leçon comprise par les Italiens. Le royaume de Naples était retourné aux Aragonais, à une dynastie nationale; mais Venise s'y était fait céder des villes maritimes sur l'Adriatique, et Ferdinand le Catholique dans la Calabre. Le roi Ferdinand restait obéré dans un royaume ruiné et diminué, même par ses amis. Florence était redevenue républicaine; mais, sans compter d'autres petites villes, elle perdait Pise. Les alliés italiens en voulaient surtout à la république délivrée des Médicis. Ils firent passer de suite à Pise de l'argent pour payer sa rançon au Français d'Entragues, et des troupes pour la défendre. Mais Ludovic et Venise ne lui donnaient de l'argent et des hommes que dans l'espoir de la garder, et commençaient à se la disputer. Pise devenait en Italie une autre pomme de discorde.

Si l'on eût écouté Venise, les Italiens se seraient déjà tournés, même en se servant de la France, contre Ludovic le More. La république de Florence faisait surtout auprès de Charles VIII les instances

les plus pressantes pour qu'il repassât les Alpes. Mais Ludovic le More, plein de confiance en lui-même, brávait ses ennemis avec la plus splendide impudence. Seul, il avait gagné quelque chose au passage des Français. Derrière leur dos, il était devenu duc de Milan; avec eux, il avait renversé Pierre de Médicis, son ennemi, et la dynastie d'Aragon qui s'opposait à son usurpation; après avoir tiré de Charles VIII tout ce qu'il voulait, il avait réuni, pour l'arracher d'Italie, tous les souverains italiens, même ceux de l'Europe, et tout seul il avait fait sa paix avec lui pour rester arbitre entre la France et ses ennemis. Maintenant il menaçait Florence, il contrecarrait Venise, il tenait Naples et le pape en respect. Parlait-on de se réunir contre lui, il avait à sa disposition l'empereur Maximilien, qui venait, en effet (fin de 1496), parader à sa solde en Lombardie, y tenir une diète, et proclamer les vieux droits de l'empire sur l'Italie, afin d'effrayer tout le monde. Décidément, ce renard astucieux (*astuta volpe*), comme dit Machiavel, était le maître en cet art de fourberie que les Italiens regardaient comme la première des vertus politiques. Il se proclamait « le favori de la fortune », et il trouvait des orateurs et des poëtes italiens pour le lui redire sur tous les tons. Combien de temps cette vertu devait-elle lui être utile?

III.

JÉROME SAVONAROLE.

(1495-1498.)

Un réformateur italien.

De toutes les contrées de l'Europe moderne, l'Italie est celle où la religion et la politique ont été le plus souvent confondues. La présence de la capitale de la chrétienté dans la péninsule, et celle des papes, princes politiques en même temps que souverains religieux, en sont la cause. Ailleurs, les intérêts temporels et les intérêts spirituels sont restés plus séparés ; ici, ils ont été le plus souvent réunis par la force même des choses, qui inspirait à l'autorité religieuse des velléités d'ambition politique. De là ces grands essais de théocratie auxquels les papes les plus célèbres du moyen âge ont attaché leur nom, et ces tentatives révolutionnaires où la religion s'est également trouvée mêlée. Si les pontifes se font souverains, les moines et même les saints se jettent dans la mêlée humaine et y prennent des allures de tribuns, tandis que les tribuns y affectent des airs d'apôtres. Il n'y a guère eu de grands changements dans la péninsule, où l'Église n'ait été intéressée autant que la politique, et nous y trou-

vons peu de grands noms qui ne rappellent ces agitations de la société religieuse et de la société civile.

A Rome, au moyen âge, un clerc tribun, Arnauld de Brescia, lève le drapeau de la démocratie républicaine contre la monarchie spirituelle de Grégoire VII; et Nicolas Rienzi tente d'y ramener la liberté antique, au souffle du Saint-Esprit, pendant l'absence des papes. Au dix-septième siècle, le dominicain Campanella, au fond de la Calabre, essaie, au nom d'une sorte de république théocratique, de secouer la chape de plomb dont la monarchie espagnole étouffe l'Italie. Jeté en prison, il passe du rêve d'une république universelle à celui d'un universel Saint-Empire. Enfin de notre temps, au nom de Dieu et du peuple, un révolutionnaire mystique a voulu faire contre l'Église l'unité de l'Italie, et c'est la papauté qui a opposé à cette œuvre, poursuivie par d'autres moyens, les plus grands obstacles.

A la fin du quinzième siècle, les regrets de la foi affaiblie et de la liberté perdue, les écarts de la renaissance des lettres païennes, et les périls de l'indépendance nationale, provoquent une réaction religieuse et politique du genre de celles qui paraissent être dans le tempérament de l'Italie. Les gouvernements se concentraient entre les mains des princes; l'éclat des lettres et des arts laissait dans l'ombre les sentiments religieux et nationaux, et la licence des idées et des mœurs remplaçait sans grand avantage la liberté politique. Sous le coup de la leçon, douce encore cependant, du paladin

Charles VIII, jaillit, du fond de la conscience chrétienne et patriotique de l'Italie, l'idée à la fois politique et religieuse de restaurer la foi, les mœurs et la liberté, en détruisant le paganisme renaissant, le prestige des arts, et ces tyrannies de fraîche date qui les avaient corrompus. Cette idée eut encore pour interprète, pour apôtre et pour agent, un moine en bure et un politique mystique. Celui-ci, dans la païenne Florence, fit un instant une révolution complète et tenta d'établir une théocratie républicaine, ou une république théocratique, animée du souffle divin et fondée sur la puissance populaire, la réformation des mœurs et le mépris des arts. Il tomba sous le persiflage des libertins de la Renaissance, sous les attaques des aristocrates, sous les foudres de l'Église établie, et sous ses propres excès, mais en laissant, avec un souvenir cher, un des plus mémorables exemples du caractère particulier à bien des personnages et des événements de l'histoire italienne.

Il y avait, à la fin du quinzième siècle, dans la ville de Ferrare, où les érudits et les poëtes se croisaient à la cour et aux écoles, un jeune homme qui laissait là les livres de droit, les poëtes Virgile ou Boiardo, pour la Bible ou la *Somme théologique* de saint Thomas d'Aquin ; toujours seul avec ses méditations, évitant même le beau jardin du duc d'Este, rendez-vous ordinaire de la brillante et folle jeunesse italienne, il préludait par une retraite volontaire à la vie du cloître, où il entra définitivement à l'âge de vingt-trois ans, en l'année 1475.

« J'entre en religion, » écrit-il alors à son père, du couvent des dominicains de Bologne. « L'iniquité des hommes, les adultères, les brigandages, l'orgueil, l'idolâtrie, les blasphèmes, me jettent hors du siècle. Consolez-vous, vous n'avez point perdu votre fils, vous l'avez retrouvé. » Par exception, le jeune dominicain obtint de conserver en religion son prénom et son nom de famille, sous lesquels il est devenu le célèbre Jérôme Savonarole.

Le prieur du couvent, quand ce néophyte eut fait profession, le destina à la prédication, à laquelle son ardente nature et sa science acquise dans les études théologiques semblaient le réserver. Les premières fois cependant qu'il monta en chaire à Ferrare, à Milan, puis à Florence, il ne réussit pas. Sa voix était rauque, son geste gauche; il prêchait dans le désert. Jérôme ne se découragea pas. Il retourna de la chaire à la Bible, à saint Thomas, et, pendant quatre années de solitude, à force de méditer le saint livre et la Somme théologique, et de souffrir du spectacle des iniquités de l'Italie, il se fit une manière de sentir toute mystique et particulière. Il ne vit plus seulement dans la Bible la figure de l'Église, mais la prédiction de l'avenir, l'image anticipée des temps présents. Mystique et patriote, il se prit à regarder l'Italie, ainsi qu'autrefois les prophètes avaient fait la Judée, comme une terre consacrée, et les Italiens comme un peuple de prédilection que Dieu, selon les circonstances, soutient de son bras puissant ou châtie de sa verge impitoyable. Or l'asservissement de l'Italie était pour lui un outrage

à la morale ; le paganisme de l'érudition et des arts un outrage au christianisme. La corruption des mœurs, l'incrédulité, appelaient dans sa pensée un châtiment exemplaire, une vengeance de Dieu. La servitude, d'autres maux encore, avaient commencé pour l'Italie cette punition qui était la condition première de sa régénération. Mais à lui appartenait la mission de la ramener par ses avertissements et ses menaces, par le repentir et par la pénitence, aux bonnes mœurs, à la foi et à la liberté ! La méditation de saint Thomas, et surtout du *Dialogue de la vérité prophétique*, l'encourageait dans cette pensée de tirer le bien du mal et la réforme morale de l'Italie de son asservissement même : « Dieu n'avait-il point suscité aussi autrefois les prophètes qui luttaient contre l'idolâtrie et qui relevaient Israël quand il avait succombé ? » La lumière du don prophétique ne fortifiait-elle pas une pareille entreprise ? Sur cette terre bénie de Dieu, et deux fois grande par la politique et par la religion, ne lui serait-il point donné, à lui aussi, de raviver la foi et la liberté de sa patrie incrédule et asservie ?

Ainsi régénéré lui-même, le dominicain Jérôme, en 1490, se croyant marqué du sceau des prophètes, reparut à Florence, mais tout changé : « Les docteurs et prédicateurs, entachés de paganisme, disait-il, ressemblent aux musiciens et aux joueurs de flûte dans la maison du chef de la synagogue. » Lui, il évitait les ornements apprêtés, mais se laissait aller à sa fougue, à son émotion, même à ses sanglots. Il ne cherchait point à plaire, mais, avec

des figures ou des citations tirées de la Bible, il flagellait les vices de ses compatriotes et les menaçait d'un redoublement de la colère d'en haut. Il eut foule alors. C'était comme lecteur d'abord, et sous forme de commentaire, qu'il parlait dans une des salles du couvent de Saint-Marc; mais, la foule augmentant, il fut bientôt obligé de prêcher dans le jardin du cloître, à l'ombre d'un grand laurier de Damas; et peu après, quittant le pupitre pour la chaire, le commentaire pour la prédication, il s'installa dans l'église de Saint-Marc. Il avait le peuple florentin pour auditoire. Vainement quelques-uns lui disaient-ils : « Père, on ne peut nier que votre doctrine ne soit bonne et utile, mais votre exposition manque de grâce; » Florence tout entière fut bientôt suspendue aux lèvres du moine, et commença à se repentir et à se lamenter sur elle-même avec lui. Combien de fois l'humble copiste qui mettait de son mieux par écrit les paroles du prédicateur était-il obligé de s'interrompre, comme on le voit encore dans les éditions du temps, avec ces mots : « Ici l'émotion et les larmes m'ont empêché d'écrire. » L'âme du moine se répandait tout entière au dehors, en adjurations, en menaces, en sanglots, et ravissait ses auditeurs émus ou effrayés. Sa popularité lui valut la dignité de prieur du couvent, quand elle fut vacante. Laurent, que cette parole inspirée et libre commençait à effrayer, espérait que cette dignité nouvelle tempérerait, par d'autres soins, l'ardeur du moine. Savonarole n'alla pas même, à cette occasion, rendre visite à celui qui

était alors maître de la république : « Un étranger est venu s'asseoir à mon foyer, dit tristement Laurent, et il ne m'a pas remercié. »

A l'instigation de Laurent le Magnifique, un prédicateur en renom et alors à la mode, tout imprégné de souvenirs antiques, Mariano Gennazano, défia le dominicain à Santa Maria del Fiore, et prêcha contre lui sur ce texte : « Il ne vous appartient pas de connaître les temps et les instruments qui sont au pouvoir de Dieu. » Savonarole accepta la lutte sur le terrain de son adversaire, et retourna contre lui le texte qu'il avait invoqué :

« Non, je ne suis, dit-il, ni prophète, ni fils de prophète ; je ne veux pas de ce nom terrible ; mais les choses que j'annonce arriveront parce que je m'appuie sur la doctrine chrétienne et sur l'esprit de charité. En vérité, ce sont vos péchés, les péchés de l'Italie, qui de force me font prophète et devraient faire autant de prophètes de chacun de vous. — Vous ne voulez pas que je prophétise, Mariano? oh! tout est plein de prophéties ; le Saint-Testament en est plein ; les temps présents en sont pleins ; vous-même ici, Mariano, vous êtes un signe. »

Pic de la Mirandole, qui se trouvait là, sentit ses cheveux se dresser sur sa tête. Celui qui avait prêché dans le désert avait triomphé dans Santa Maria del Fiore, en la remplissant des accents émus d'une voix éloquente accompagnée d'un geste inspiré. Que disait, prédisait donc celui qui ne voulait pas être prophète dans ce beau couvent de Saint-Marc, rebâti par Cosme et par Laurent, et embelli de tant de mystiques pages par Fra Angelico de Fie-

sole? Il demandait la réforme des mœurs dans l'Église et dans le siècle; il menaçait l'Italie, si elle ne s'amendait, d'une servitude, d'une conquête, d'un fléau de Dieu.

« Je vois, disait-il, les prélats ne plus s'inquiéter de leur troupeau, mais le corrompre par leurs mauvais exemples. Les prêtres dissipent les biens de l'Église; les prédicateurs prêchent de curieuses vanités; les religieux se laissent aller à tous les déportements; les fidèles n'obéissent plus aux prélats; les pères et mères élèvent mal leurs enfants; les princes oppriment leurs peuples, entretiennent les dissensions; les citoyens et les marchands ne pensent plus qu'au gain, les femmes qu'aux futilités, les paysans qu'au vol, les soldats qu'aux blasphèmes et à tous les crimes.

« Je voudrais me taire, mais je ne le puis; le Verbe de Dieu est dans mon cœur comme un feu ardent; si je ne lui cède, il consumera la moelle de mes os. Les princes de l'Italie, ils lui sont envoyés pour la punir. Leurs palais, ils sont le refuge des bêtes féroces et des monstres de la terre, c'est-à-dire de tous les scélérats et pervers qui favorisent leurs volontés dépravées et leurs passions mauvaises. Là sont les conseillers méchants qui inventent sans cesse de nouveaux impôts pour sucer le sang du pauvre; là, les philosophes et les poëtes de cour qui racontent mille fables pour faire remonter jusqu'aux dieux la généalogie de leurs princes. Là (ce qui est bien pis!) des religieux suivent les mêmes errements... C'est bien la cité de Babylone, ô mes frères! la cité des fous et des méchants que le Seigneur veut détruire. — Allez à Rome! Pour tout christianisme, on s'occupe chez les prélats de poésie et d'éloquence. On trouve dans leurs mains les œuvres d'Horace, de Virgile ou de Cicéron; c'est là qu'ils apprennent le gouvernement des âmes. Ils cherchent le secret de régir l'Église, dans les astres et non dans la méditation de Dieu.

« Du dehors, elle est belle, leur église, avec ses ornements et ses dorures, ses brillantes cérémonies, ses vêtements magni-

fiques, ses candélabres d'or et d'argent, ses riches calices, ses mitres d'or, ses pierres précieuses... mais, dans la primitive Église, les calices étaient de bois et les prélats étaient d'or. Ce sont les fêtes de l'enfer que nos prélats célèbrent; ils ne croient plus en Dieu et se moquent de ses mystères... Que fais-tu donc, ô Seigneur? Pourquoi dors-tu? Lève-toi et viens délivrer ton Église des mains des démons, des tyrans et des mauvais prêtres! As-tu oublié ton Église? as-tu cessé de l'aimer? Presse le châtiment, afin que plus vite nous retournions à toi! — O Rome! prépare-toi, ton châtiment sera terrible! Tu seras ceinte de fer, tu passeras par l'épée, par le feu, par la flamme. Pauvres peuples! combien je vous vois accablés!... Italie, tu es malade d'une grave maladie, et toi, Rome, tu es malade, malade *usque ad mortem*... Si tu veux guérir, renonce à ta nourriture habituelle, à ton orgueil, à ton ambition, à ta luxure, à ton avarice... Mais l'Italie se moque, elle refuse le remède, et dit que le médecin déraisonne...

« O incrédules, qui ne voulez ni entendre ni vous convertir! Le Seigneur vous dit : Puisque l'Italie est toute pleine d'hommes de sang, de courtisanes, d'entremetteurs et de scélérats, je conduirai sur elle le pire ennemi qui se puisse trouver; j'abattrai ces princes et je ferai cesser l'orgueil de Rome. Cet ennemi entrera dans ses sanctuaires et souillera ses églises. Rome est devenue la demeure des courtisanes; moi, j'en ferai la demeure des chevaux et des porcs. Quand viendront l'angoisse et la tribulation, alors ils voudront se convertir, mais ils ne le pourront pas. O Italie! ce sera fléau sur fléau : fléau de la guerre par-dessus celui de la famine; fléau de la peste par-dessus celui de la guerre; fléau d'ici et fléau de là... Vous ne suffirez pas à enterrer les morts; ils seront si nombreux dans les maisons que les fossoyeurs iront par les rues, disant : « Qui a des morts? » et ils les mettront sur des charrettes et jusque sur des chevaux; ils en feront des montagnes qu'ils brûleront. Ils iront par les rues, criant : « Qui a des morts? qui a des morts? » Vous irez, disant : « Voici mon fils, voici mon frère, voici mon mari... » Et ils iront encore par les rues, criant : « N'y a-t-il plus de morts?... »

O Florence ! ô Rome ! ô Italie ! il a cessé, le temps des chants et des fêtes... Faites pénitence !

« Seigneur, tu m'es témoin qu'avec mes frères je me suis efforcé de soutenir par la parole cette ruine croulante ; mais je n'en puis plus, les forces me manquent. Je n'en puis plus, je ne sais plus que dire. Il ne me reste qu'à pleurer et à me fondre en larmes dans cette chaire. Pitié, pitié, Seigneur !.... Le moment est venu. Un homme va venir qui envahira l'Italie en quelques semaines, sans tirer l'épée. Il passera les monts comme autrefois Cyrus : *Hæc dicit Dominus Christo meo Cyro:* et les rochers et les forteresses tomberont devant lui ! »

Jusque-là frère Jérôme ne sortait point de son rôle de prédicateur, quoiqu'il se servît de moyens extraordinaires et ne ménageât pas plus l'Église que le siècle. Mais le mélange audacieux qu'il faisait de la politique et de la morale, et son ton de prophète au milieu des événements contemporains, le mettaient sur une pente glissante. S'il n'avait prédit, il avait du moins prévu juste en menaçant l'Italie de l'invasion des Français. L'événement accompli fit du prédicateur une puissance politique.

« Je vous l'avais bien dit, » s'écria Savonarole quand les Français descendirent des Alpes, « les barbares viennent, ils descendent affamés comme des lions, escortés de la peste et de la famine. On m'accuse de tous ces malheurs ; mais est-ce les attirer que de les prédire ? » Le successeur de Laurent, Pierre de Médicis, interdit à Savonarole l'usage d'une parole qui semblait complice de l'invasion. Forcé un moment de quitter le couvent de Saint-Marc, Jérôme abandonna cette demeure somptueuse

et transporta ses jeunes novices sur la pente d'un coteau de Careggi, dans une pauvre maison où il les ramena à la simplicité, à la pauvreté des *premiers jours du fondateur* de leur couvent, San Antonino. Là, tantôt, pour exercices corporels, il leur faisait former des danses aux chants monotones des psaumes; tantôt, pour exercices spirituels, il les instruisait. Un jour, assis au milieu, avec une grâce qu'on ne lui trouve point toujours, il détachait la moelle d'une branche de sureau pour en façonner délicatement de ses doigts une colombe, et il leur analysait les qualités du mystique oiseau. Mais le fléau vient pendant le commentaire. Les Français sont en Toscane, Pierre de Médicis est chassé. Les Florentins rappellent de sa retraite leur prédicateur pour l'envoyer au-devant du conquérant dont il a annoncé la venue. Il ne peut l'empêcher d'entrer dans la ville de Florence; mais, quand Charles VIII en est parti, il en reste le maître.

Le lendemain de la fuite de Pierre de Médicis, à Florence, la *Seigneurie*, c'est-à-dire le conseil exécutif des gonfaloniers, délibérait avec les principaux citoyens sur la meilleure forme à donner à la république. Les familles les plus notables étaient représentées dans cette délibération, les Nerli, les Capponi, les Ruccellaï, les Guicciardini, les Soderini, etc. Ils balançaient, avec une érudition qui n'était pas sans pédanterie, les avantages du gouvernement aristocratique et ceux du gouvernement démocratique. Antonio Vespucci, un jurisconsulte distingué qui avait harangué Charles VIII, vantait

les avantages de la forme aristocratique qui met le pouvoir aux mains des plus intelligents. Paul-Antonio Soderini, un des plus honnêtes personnages de Florence, qui revenait d'une ambassade de Venise, mettait en regard les avantages de la démocratie qui, par le moyen de la foule, disait-il, met le pouvoir aux mains de la vertu. Pierre Capponi et Francesco Valori, citoyens distingués, connus pour leur hostilité contre les Médicis, spirituels et ambitieux, hésitaient à se prononcer. Après avoir bien délibéré, la Seigneurie, où dominaient les partisans d'un gouvernement à la vénitienne, convoqua le *parlement*, la masse des citoyens, sur la place du Vieux Palais, en ayant bien soin de faire garder les avenues par des affidés qui ne laissaient pénétrer que ceux dont on était sûr ; elle se fit ainsi donner, par une *balie,* de pleins pouvoirs pour composer le personnel du gouvernement. Mais les forces des partis se balancèrent au point que ni le gonfalonier, ni aucun des prieurs ou magistrats, ne réunit une majorité respectable. Le désordre commençait ; on voulait exercer des représailles contre les partisans des Médicis, les Ridolfi, les Salviati, les Neri et les autres. Déjà les factions se guettaient comme au temps de la liberté, pour s'assurer la victoire par quelque bon coup d'État, suivi de meurtres, d'exils et de proscriptions qui enrichissaient les vainqueurs et leur livraient le pouvoir, quand Savonarole intervint, porté par le flot populaire [1].

[1] L'histoire inédite de Guicciardini a ajouté des détails à ceux que nous connaissions déjà par Nardi, Pitti, Nero et les autres.

Depuis que le prédicateur avait persuadé à Florence qu'elle était une nouvelle Sion et que le peuple florentin était l'élu de Dieu, la vraie Seigneurie était au couvent de Saint-Marc, et le parlement, l'*agora*, à Santa Maria del Fiore. Jérôme Savonarole était mis en demeure par son enthousiaste et confiant auditoire de guider ce peuple hors de la servitude d'Égypte. Le moine hésitait, il le montrait lui-même par ses paroles, à s'embarquer sur cette mer orageuse. Mais Pierre Capponi, Francesco Valori, Paul-Antonio Soderini, partisans de la démocratie, ennemis des aristocrates et des amis des Médicis, mais hostiles aux réactions violentes, le poussaient en avant et le conseillaient. D'ailleurs il s'encourageait en se rappelant et en citant, sans sortir de son ordre, saint Dominique qui avait pris part aux affaires de la Lombardie; saint Pierre, martyr, qui en avait fait autant à Florence même; enfin l'archevêque saint Antonin lui-même qui avait souvent agi pour qu'on ne rendît point des lois iniques. Confiant dans ces précédents, il se laissait donc entraîner et dissertait en chaire sur le choix d'un gouvernement. « Il te faut, disait-il, ô peuple florentin, un gouvernement qui prévienne le retour de la tyrannie, et où tous les citoyens libres réalisent le règne de la simplicité, de l'humilité et de la charité du Christ. » Il paraissait d'abord embarrassé de s'expliquer plus clairement. Dans la croyance où il était que les Médicis avaient propagé le paganisme et les mauvaises mœurs dans Florence, il se persuadait aisément que le gouvernement populaire pouvait

seul y ramener le christianisme et la vertu. Mais, quand il songeait à l'ordre établi dans le monde par la providence d'un seul, ses idées chrétiennes le ramenaient à préférer la monarchie. Il eût volontiers proposé même un prince à Florence, s'il en eût trouvé un digne d'elle et de l'idée qu'il se faisait de la royauté. Dans son embarras, on l'entendait répéter : « O Florence ! je suis comme un vase neuf, plein de moût et hermétiquement fermé, où le vin fermente et menace de déborder. » Le vin prophétique déborda enfin.

Savonarole proposa à Florence un gouvernement où un habile mélange d'aristocratie, de démocratie et de monarchie réaliserait, selon lui, le modèle des gouvernements. Mais, comme il ne séparait point la politique de la morale et estimait que les institutions ne valent que par la pratique qu'on en fait, il demanda préalablement à l'établissement de la constitution une réforme morale.

« Notre réforme, dit-il, doit commencer par les intérêts spirituels, qui sont au-dessus des intérêts temporels. Si l'on t'a dit (c'était un proverbe familier à Cosme de Médicis) que les États ne se gouvernent pas avec des *pater noster*, rappelle-toi, ô Florence ! que c'est là une maxime des tyrans, une maxime des ennemis de Dieu, une maxime pour opprimer et non pour délivrer. Tout au contraire, si tu veux un bon gouvernement, il faut, de toute nécessité, que tu le rapportes entièrement à Dieu. Je ne consentirais certainement pas à me mêler des affaires, s'il en était autrement. »

D'ailleurs on craignait des meurtres, des exils et, par suite, de nouvelles révolutions. Contre ces excès,

une influence morale était seule puissante; Savonarole eut l'honneur de l'exercer. Sa réforme était contenue dans les principes suivants: « Craindre Dieu; faire passer le bien de la république avant son propre bien; oublier toutes les anciennes haines; se pardonner toutes les anciennes offenses; proclamer un pardon général pour tout ce qui avait été commis dans les luttes des factions. » En vrai disciple du Christ, le nouveau tribun posait l'amnistie comme condition de l'ère nouvelle; il ne voyait pas pour la restauration de la liberté de meilleure garantie que la vertu et, pour la vertu, de meilleur commencement que le pardon des offenses. « Ce n'est pas maintenant, disait-il, le temps des vengeances, mais celui de la miséricorde. » Il réussit à faire proclamer, sous le nom de *paix universelle*, une entière amnistie, soit pour les amis de l'ancien gouvernement, soit pour les débiteurs de l'État. Triomphe merveilleux assurément de l'ascendant moral et de l'éloquence, que l'oubli des haines publiques et privées, et la libération des débiteurs, dans une de ces villes habituées depuis longtemps à la proscription des vaincus et à la confiscation de leurs biens par les vainqueurs! « Frère Jérôme, dit le froid Guicciardini, en faisant décréter la paix universelle, coupa court à toute recherche du passé, et détourna les vengeances. Véritablement les œuvres de cet homme furent d'abord excellentes. »

Ce premier pas fait, les partisans de la liberté, auxquels le moine venait prêter l'appui de son autorité, les Valori, les Soderini, eurent bientôt assez

d'influence pour réaliser et mettre en pratique les idées qu'ils soufflaient au moine. Il parlait du haut de la chaire, et la Seigneurie rédigea les décrets comme sous sa dictée. Parmi les Florentins qui, depuis trois générations, avaient compté quelque membre de leur famille dans les emplois ou fonctions publiques, on composa un *Grand Conseil* de trois mille citoyens qui devaient siéger par tiers, élire les magistrats, accepter ou rejeter les lois, et prononcer en dernier ressort sur les causes capitales. C'était peu pour une assemblée élective, beaucoup trop pour une assemblée consultative. Un conseil de quatre-vingts membres, *consiglio dei richietti*, à la nomination du Grand Conseil, dut délibérer, proposer, discuter les lois, préparer les résolutions. Une commission de dix membres, sous le nom des *Dix de liberté et de paix*, dut connaître des choses de la guerre. La Seigneurie, également élective, continua de rester chargée, avec le gonfalonier et les prieurs, de la puissance exécutive.

Cet établissement n'eut pas lieu sans l'opposition des grands, qui disaient le gouvernement mis aux mains de la foule, de l'ignorance. Les raisons mystiques dont Jérôme Savonarole appuyait la démocratie les touchaient peu; ils traitaient les partisans du moine de *piagnoni*, pleurards, pénitents. Les *piagnoni*, de leur côté, leur rendaient injure pour injure; ils appelaient les riches citoyens, qui ne cachaient pas leur colère, des *arrabiati*, des enragés, et les libertins qu'effrayait l'autorité du moine, de mauvais compagnons, *compagnacci*. Cette scission pouvait

faire les affaires des partisans de l'ancien régime, des amis des Médicis. Cependant ceux-ci, ne croyant pas le moment venu, se tenaient à l'écart et n'osaient se prononcer entre les aristocrates et les démocrates, entre les *blancs* et les *noirs;* on les appelait les gris, *bigi*. Il y avait là encore des éléments de troubles. Savonarole, qui les prévoyait, voulut du moins leur ôter leur aiguillon, en confirmant l'amnistie par une loi aux termes de laquelle tout citoyen condamné par la Seigneurie pour un crime d'État pourrait pendant quinze jours en appeler au Grand Conseil. Il tenta aussi de satisfaire le peuple en dégrevant les contribuables trop imposés et en remplaçant plusieurs taxes impopulaires par l'impôt d'un dixième sur les biens fonciers.

A cette constitution politique manquait cependant le rouage essentiel, celui sur lequel Savonarole comptait le plus pour opérer sa réforme morale : la monarchie. Mais de combien de précautions ne fallait-il pas qu'il usât pour mener là son peuple? Il s'agissait de poser la pierre angulaire de l'édifice. Après avoir longtemps hésité, préparé son auditoire, Jérôme Savonarole prit enfin la parole :

« Eh bien! Florence, dit-il, Dieu veut te contenter, te donner un chef, un roi qui te gouverne; le Christ veut être ton roi, il l'a dit lui-même! *Ego autem constitutus sum rex.* O Florence! ne fais pas comme les Juifs qui demandèrent un roi à Samuel. Dieu répondit : « Donne-leur un roi; ce « n'est pas toi qu'ils ont méprisé : c'est moi. » Florence, ne les imite pas; accepte le Christ, qui veut bien être ton roi. »

Tout le peuple docile cria en sortant de l'église :

« Vive le Christ notre roi ! » Roi toujours présent, mais invisible cependant, qui avait besoin d'un ministre, d'un interprète visible au moins. Le peuple revint au pied de la chaire de Savonarole comme pour demander une explication :

« Que peux-tu demander de mieux, ô peuple florentin ? reprit le moine, tu as le gouvernement du peuple juif au temps de sa jeunesse et de sa prospérité. Il n'avait pas constitué au-dessus de lui un prince avec le droit de vie et de mort, mais Dieu lui envoyait un prophète, un juge. C'était à celui-là que le peuple demandait conseil, et le juge, après s'être prosterné au pied des autels, rapportait à son peuple ce que Dieu lui avait inspiré. Jérusalem obéissait-elle à la voix de Dieu, elle prospérait; désobéissante, elle était affligée. Sois satisfaite; Florence, tu as le gouvernement de Jérusalem. »

On le voit, ce n'était point la monarchie que ce gouvernement; Florence n'avait point de roi visible. Ce n'était point la théocratie, Jérôme Savonarole n'était revêtu à Florence d'aucune dignité ecclésiastique séculière. C'était mieux ou pis : c'était l'illuminisme décrété en permanence, le gouvernement de la chaire inspirée, la politique de la prophétie !

Voyons ce gouvernement à l'œuvre, dans la direction des âmes et dans le maniement des intérêts.

A voir les prompts résultats qu'obtint Jérôme Savonarole dans l'œuvre de la réforme morale, il semble qu'il eût dans les mains un puissant levier. Le moine n'épargnait rien pour arriver à son but.

« Votre vie, disait-il aux Florentins, votre vie se passe

« toute au lit, dans les commérages, sur les promenades,
« dans les orgies et la débauche. Votre vie est une vie de
« porcs. »

Et il entre dans les détails, en dictant aux magistrats leur devoir et en discutant avec eux.

« Magistrats, dit-il, c'est à vous que je m'adresse : poursuivez le péché, corrigez le vice, faites justice de ces tristes
« débauches ! Ne punissez point en secret, mais faites un feu
« dont toute l'Italie se ressente. — Oh ! Père ! direz-vous, il ne
« faut pas ainsi malmener les citoyens ! — O mon fils ! il ne
« faut pas ainsi perdre cette ville et sacrifier le bien public.....
« Veux-tu donc que mille ou dix mille personnes périssent
« pour un scélérat ? Les *poésies* ont attiré sur nous la colère de
« Dieu. O magistrats ! ne les laissez pas sous la main de vos
« enfants..... Faites exposer toutes les courtisanes en un lieu
« public, et faites-vous-les conduire au son des trompettes.
« — Oh ! Père ! il y en a tant que ce serait bouleverser toute
« cette ville. — Eh bien ! commencez par une, vous irez
« ensuite aux autres, et, si vous ne leur donnez pas la chasteté, vous leur imposerez du moins la réserve. Punissez les
« joueurs ; car, sachez-le bien, on joue encore. Faites en
« sorte, magnifiques seigneurs, qu'on ne joue dans les rues
« à aucun jeu, ni petit ni grand..... Faites percer la langue
« sans pitié à tous les blasphémateurs..... Supprimez aussi
« les danses ; ce n'est pas le temps de danser maintenant ;
« prohibez les bals à la ville et à la campagne. Ayez des
« espions et punissez quiconque sera trouvé en faute. Exigez
« qu'à six heures du soir les cabarets soient fermés..... Jeunes
« gens, vêtus aujourd'hui avec plus de coquetterie que les
« femmes, mettez de côté toutes ces parures. Pères, enlevez
« à vos fils ces beaux pourpoints, etc., etc. »

On peut voir par ces détails jusqu'où Jérôme Savonarole poussait la vigilance. Bientôt une en-

tière transformation s'opéra dans la ville. La moitié de l'année fut donnée au jeûne et à l'abstinence. Dans les rues, on n'entendit plus que le chant des *Laudes* et des cantiques spirituels; toute chanson obscène ou même profane disparut. L'enseignement des langues anciennes se fit avec saint Augustin et saint Ambroise. Les artistes laissèrent là les sujets profanes, évitèrent d'étudier l'antique, les nudités, pour échapper aux tentations de la chair.

Des hommes déjà connus pour leur attachement aux lettres profanes, Marsile Ficin, Ange Politien, deviennent alors les amis du moine. Parmi les plus jeunes et les plus ardents disciples de Savonarole, Machiavel passe de l'étude de Tite-Live à celle du Deutéronome; le poëte Benivieni cesse d'imiter Pétrarque pour calquer les psaumes. Le Pérugin avait dans ce moment ses meilleures inspirations. Baccio della Porta vient offrir le sacrifice de ses dessins profanes à Savonarole, pour s'enrôler dans sa milice sous le nom de Fra Bartolomeo; et bientôt il peint son colossal *Saint-Marc*, son admirable *Saint-Vincent*, sa *Mission des évangélistes*, où s'accomplit si harmonieusement l'alliance de la pureté chrétienne et de la beauté païenne. Le sculpteur Michel-Ange avait déjà fait son *Adonis endormi;* après la fermeture du musée des Antiques, il tire d'un bloc de marbre sa *Pietà* et sa *Vierge avec le Christ sur les genoux*. Un della Robbia fait un portrait du moine. Les hommes laissent leurs occupations profanes pour la prière, et les poëtes païens pour l'Imitation du Christ. Les femmes sacrifient leurs parures,

renoncent à la danse, et reviennent aux soins de la famille ou au tribunal de la pénitence. Jérôme Savonarole s'applaudissait de voir les églises remplies et les chants des psaumes remplacer dans les maisons les joyeuses *canzones*. Il montrait avec orgueil les livres, les images du paganisme, les parures mondaines entassées dans les caves du couvent de Saint-Marc. « Jamais homme, dit Guichardin, n'avait obtenu un pareil succès dans une ville pleine d'esprits fins et dédaigneux. Toute chose proposée par lui avait une force plus qu'humaine. » Il n'était cependant pas encore satisfait.

Le réformateur n'avait confiance que dans l'enfance pour réaliser ses plus ambitieux rêves. Il faisait publier des décrets contre le luxe et les jeux. Mais il fallait les faire exécuter. Les hommes faits, qui avaient connu les plaisirs, pouvaient retourner encore à leurs scandales. « Les vieillards étaient, disait-il, durs comme pierre. » Savonarole entretenait, couvait donc la jeunesse avec prédilection; il l'enrégimente bientôt en confréries, en escouades, sous des capitaines,. pour exercer la police des mœurs. Les *paciaires* maintiennent l'ordre à l'église et dans la rue; les *correcteurs* infligent les punitions fraternelles; les *aumôniers* quêtent pour les pauvres; les *inquisiteurs* rapportent aux frères dominicains les scandales, dénoncent les délinquants. Il y en avait qui saisissaient publiquement les dés, les cartes, le fard, les livres, les tableaux défendus. C'étaient là des néophytes que l'ardeur de la jeunesse et de la propagande pouvait pousser

loin. Savonarole se vit entraîné par eux à faire, au milieu de Florence convertie et repentante, une sorte d'holocauste divin, un solennel auto-da-fé de tous les sacrifices mondains déposés dans son couvent.

Ce fut pour lui l'occasion d'abolir les folies du carnaval. Une formidable pyramide de toutes les vanités mondaines, parures, livres, poëmes, tableaux, images, surmontée d'une figure du carnaval, s'éleva sur la place du Vieux Palais; les enfants, après messe, communion et procession, y mirent le feu, accompagnèrent les pétillements de la flamme de leurs saints et joyeux cantiques. Dangereuse milice et puéril holocauste! La réforme des mœurs n'est pas une œuvre d'imagination qu'on confie à des enfants et à des femmes; ce n'est pas trop d'y convier la raison et d'y choisir pour instrument les volontés viriles et réfléchies. Jérôme Savonarole s'applaudissait de voir la femme de Ridolpho Rucellaï quitter son mari pour fonder, sur la place même de Saint-Marc, le couvent de Sainte-Catherine-de-Sienne, et de nouveaux époux faire et tenir le vœu de chasteté. Il y avait scission jusque dans les familles, dit Guichardin, à cause du frère. Les pères effrayés parlaient d'envoyer leurs enfants en France: « Envoyez-les où vous voudrez, » leur dit Savonarole avec l'accent du défi, « ils reviendront me dénoncer vos scandales! » Dangereuse réforme qui commençait la régénération du monde en troublant le foyer domestique!

L'illuminisme, qui est si périlleux dans la direction des âmes, l'est bien plus encore dans le gouverne-

ment des intérêts. Savonarole avait beau dire : « Je ne me mêle point des affaires de l'État (*Non m'impaccio negli affari di Stato*), » le peuple florentin l'avait pris au mot ; il était son prophète, son juge ; il lui devait conseil, aide, secours, dans ses besoins les plus pressants. Ce n'était pas le peuple seulement qui poussait le dominicain aux affaires et mettait la prophétie dans la politique. La réputation de Savonarole fut un instant si grande et si bien établie, que les plus sages ou les plus incrédules avaient recours à lui. Notre ambassadeur à Venise, Philippe de Comines, après la conclusion de la Sainte Ligue contre Charles VIII, fort en peine de son maître à Naples, passait par Florence ; il s'adresse au moine qu'il considérait comme un saint homme et lui demande si Charles VIII peut revenir en France, à travers l'Italie, sans péril pour sa personne : « Il aura affaire en chemin, répondit Savonarole, mais l'honneur lui restera. » Quand Charles VIII revint de Naples, les Florentins hésitaient encore entre les deux partis. Les uns ne voulaient point se joindre à la ligue italienne ; les autres voulaient rester fidèles à la France. On se refusait surtout à recevoir Pierre de Médicis, qui suivait toujours l'armée française. On s'apprêtait à se défendre à tout événement. Savonarole, pour protéger la ville, fit promener en procession l'image de Sainte-Marie, qu'on attribuait à saint Luc lui-même. Quelques agitateurs voulurent faire un mouvement en faveur des Médicis et demandèrent un parlement, c'est-à-dire une assemblée générale du peuple.

« Votre parlement n'est qu'un instrument de ruine, s'écria Savonarole ; je voudrais qu'on fît jurer à tous les gonfaloniers, à leur entrée en charge, d'aller mettre au pillage la maison des seigneurs, dès que ceux-ci parleront d'assembler le parlement. »

Savonarole se transporta enfin au-devant de Charles VIII, l'effraya par la prédiction de quelque malheur grave dont on voulut voir, peu de temps après, l'accomplissement dans la mort du Dauphin, et il obtint encore son éloignement, sans péril pour la liberté de Florence.

Mais, après la victoire de Charles VIII, suivie de son départ, Florence se trouvait seule en Italie, exposée aux rancunes et aux vengeances des alliés, et singulièrement affaiblie. Elle avait espéré, avec la liberté, reconquérir toute la Toscane, et elle avait en partie perdu ce qu'elle en possédait. Elle avait donné de l'argent à Charles VIII, pour se faire livrer toutes les places où il avait mis garnison ; mais, malgré les ordres du roi de France, le comte de Ligny avait remis Sienne à elle-même, et cette ville avait pris aux Florentins Montepulciano. Quant au seigneur d'Entragues, il avait vendu Sarzane aux Génois, Pietra-Santa aux Lucquois, et Pise elle-même aux Pisans, en leur livrant la citadelle qu'on lui avait confiée. Livourne seule était retournée à Florence. Ainsi l'État florentin se dissolvait au profit de ses voisins. Tous les États italiens, mécontents de la république, favorisaient ces arrangements, où la cupidité des gouverneurs français trouvait son compte, en fournissant de l'argent à Pise. Et

maintenant, Pise défendait sa liberté avec une ardeur, une constance, une fertilité de ressources que tous les États italiens auraient dû montrer dans leur lutte contre l'étranger, au lieu de les déployer les uns contre les autres. Soit pour punir Florence et la forcer à entrer dans la ligue de toute l'Italie, soit plutôt que chacun espérât, sous prétexte de protéger Pise, en rester maîtresse, Milan, Gênes, Venise, envoyaient à l'envi des secours à l'héroïque petite république. Avec ces renforts, Pise se maintenait dans tout le comté, à Cascina, à Vico Pisano, à Librafatta, et bravait Florence. Vainement Savonarole s'écriait : « Malheur à ceux qui se révoltent contre toi, ô Florence! » Vainement la république envoyait contre Pise des condottieri comme Rinuccio ou Bentivoglio, et des commissaires comme Capponi. Les condottieri n'y pouvaient rien. Le vieux Capponi était tué. Le mécontentement commençait à refroidir les partisans de Savonarole et de son gouvernement.

Le moine ne s'était pas fait faute non plus d'attaquer assez vivement les mœurs mêmes du clergé. Sa pensée s'élançait aussi hors de l'Italie, pour annoncer en Europe une réforme de l'Église universelle. Il invitait l'Église à quitter les biens et les félicités du siècle pour les macérations et les prières, et annonçait des cataclysmes plus grands encore que ceux qu'on avait vus. Il y avait là de quoi éveiller les craintes d'un pape tel qu'Alexandre VI. D'ailleurs ses prédilections et prédictions politiques pour les Français, ennemis du pape,

étaient-elles toujours bien orthodoxes? Le Saint-Siége, même dans le domaine religieux, pouvait-il souffrir un inspiré dont les prophéties n'étaient pas toujours d'accord avec ses idées et avec ses intérêts? Savonarole avait des ennemis à Rome, en Italie, à Florence même; ils firent d'abord prêcher, dans différentes églises, des moines de différents ordres, qui essayèrent de disputer le peuple florentin à Jérôme Savonarole, mais sans y réussir. Le moine tint tête à ses ennemis; il annonça à Florence qu'elle était choisie de Dieu pour être le foyer d'où partirait la réforme de l'Église. « Elle souffrait encore pour ses péchés. Mais bientôt ses épreuves allaient finir. Pise tomberait, non pas sous le bras humain, mais sous la colère de Dieu. » En juillet 1495, le pape Alexandre VI tenta de porter un premier coup à Savonarole; après avoir longtemps refusé de céder à de vives sollicitations contre le moine, il lui ordonna une première fois de cesser ses prédications et ses prophéties, et de venir à Rome expliquer sa conduite.

Jérôme Savonarole et Florence coururent un instant un grand danger. La Seigneurie, sous son influence, entretenait des ambassadeurs en France pour déterminer Charles VIII à une nouvelle expédition en Italie. Ce que Ludovic le More avait tramé contre Naples, Florence le faisait maintenant contre Ludovic le More. Jamais instances ne furent plus vives que celles faites alors auprès de Charles VIII par la république[1]. Argent, hommes, Flo-

[1] *Nég. de la Tosc. avec la Fr.* Ab. Desj., t. I, p. 675 et 677.

rence promettait tout par haine contre Pise et par crainte pour elle-même. Mais, en revanche, les alliés faisaient les mêmes instances auprès de l'empereur d'Allemagne, Maximilien, autrefois gendre de Ludovic le More, sans souci d'amener encore un étranger en Italie; et leurs efforts parurent d'abord plus heureux. L'empereur et le pape étaient conjurés contre le moine réformateur et contre Florence républicaine. Maximilien, pris par les Italiens, comme condottiere, payé, mis à même d'enrôler assez de lances pour leur être utile, sans devenir dangereux, arriva à Milan même à la fin de 1496, et là, dans un congrès, déclara Pise libre, et son territoire, comme fief d'empire, dévolu aux Vénitiens et au duc de Milan. En conséquence, il alla s'embarquer à Gênes pour la Toscane, entra dans Pise avec le comte de Caiazzo et cinq mille hommes, y remplaça les armoiries fleurdelisées de France par l'aigle impériale, et assiégea la ville de Livourne, la seule qui eût été rendue à Florence, par terre et par mer.

C'était le port de Florence, « l'œil de sa tête, » la perte la plus sensible que pût faire la république. Aussi Livourne était pourvu d'une bonne garnison, de vivres et de munitions. En menaçant cette ville, on voulait forcer Florence à rentrer dans la ligue italienne. Elle prit pour condottiere Vitelli, qui reçut, à genoux, au milieu d'une cérémonie religieuse, l'épée de la Seigneurie. Elle conjura le roi de France, par ses ambassadeurs, de lui apporter promptement des secours, s'il ne la voulait voir succomber, pour la

fidélité qu'elle lui avait montrée, sous les coups de toute l'Italie conjurée. Le péril était grand. Tout se réunissait contre Florence : Venise, Milan, qui fournissaient de l'argent et des troupes ; l'empereur, qui était de sa personne à Livourne ; et le pape, qui, maître des châteaux des Orsini, intriguait à Sienne et allait peut-être venir. C'en était fait de la liberté de la cité florentine et de l'avenir de la France en Italie. L'appel de Florence ne fut pas vain : « Je veux perdre la tête, disait Savonarole pour donner du courage à ses concitoyens, si nous n'avons bientôt des secours et si nous ne repoussons les ennemis jusqu'à Pise et même au delà. » Pour ajouter les secours divins aux humains, il fit encore promener processionnellement[1] la vierge *Imprunete.* On remarqua avec bonheur qu'un courrier vint annoncer, au moment de la procession, que les vents *libecci* avaient amené quelques galères françaises au port de Livourne et dispersé la flotte impériale. Maximilien, coupé de la mer, resta bientôt à Pise fort embarrassé. Les Vénitiens, qui le considéraient comme plus à Ludovic qu'à eux-mêmes, ne lui envoyaient plus d'argent. Il profita de la première occasion pour sortir de Pise et repartit pour l'Allemagne, laissant une assez médiocre idée de son habileté, et Jérôme aussi puissant qu'auparavant. La Seigneurie, toujours composée de Piagnoni, interdit à Savonarole de quitter Florence, où il était si utile, pour aller à Rome, et le

[1] *Négoc. diplom. de la Tosc.*, I, 695.

peuple parut être plus dévoué que jamais au fondateur de sa liberté et au réformateur de ses mœurs.

« Mes ennemis disent, s'écria Savonarole triomphant, que mes paroles sont des songes creux : alors celles du prophète Amos sont aussi des songes creux. — Je croirais, dit un autre, s'il ne se mêlait des affaires d'État. — Ne crois donc pas à Moïse, car il s'en mêla aussi. — Vous me direz : Moïse était envoyé de Dieu. — Eh! savez-vous si je ne le suis pas, moi qui vous parle? Savez-vous quel est celui qui m'a envoyé? »

On ne peut cependant vivre toujours de miracles. Il y avait déjà deux ans, dit Machiavel, que Savonarole tenait Florence « enveloppée de sa parole. » Le gouvernement de l'enthousiasme a cela de dangereux, qu'il doit toujours tenir en haleine. Quand l'enthousiasme ne monte pas, il baisse. Essayez de conduire les peuples par l'imagination, vous serez toujours obligé de les mener plus loin, de leur faire voir encore des pays nouveaux. La guerre de Pise durait toujours ; Florence se voyait isolée en Italie dans sa liberté et sa réforme morale. Les riches se lassaient de payer des condottieri, les libertins de jeûner et de prier. Savonarole avait vingt fois promis vainement la chute de Pise et le retour du roi Charles VIII en Italie. Quatre condottieri payés par les alliés se relevaient pour la défendre, et Florence était obligée de lutter de sacrifices avec toute une ligue, pour continuer une guerre où elle n'était pas heureuse. Tant d'argent, tant de jeûnes, tant de prières perdues, commençaient

à lasser l'égoïsme ancien ou la dévotion nouvelle de Florence. Les *arrabiati*, les *compagnacci*, reprenaient courage. Mettant à profit les embarras du gouvernement, ils appelaient les *Dix de liberté et de paix* les dix *dépensiers*, et demandaient aux *Piagnoni*, aux *frateschi*, ce que leur rapportait leur dévotion. Jérôme Savonarole luttait avec courage contre ces attaques :

« Frère, disait-il un jour en prenant le rôle d'interlocuteur, tu nous mets sur les dents ; tout le jour des prières et des jeûnes, des jeûnes et des prières ! Nous n'en pouvons plus, nous sommes la fable de l'Italie. Fait-on toujours carême à Florence ? disent nos voisins. Florence a pris le froc ; ce peuple s'est fait moine. — Çà, viens un peu, est-ce mal de jeûner et de prier ? — Non. — Continue donc, puisque c'est bon, et laisse dire. »

Mais la parole ne suffisait plus pour entretenir le charme. Les grands, les ennemis du moine, quelques partisans même des Médicis, commençaient à s'introduire dans les magistratures, et ils tentaient de changer, dans les conseils, les modes d'élection et de vote, pour se fortifier. Savonarole appela à son secours tout ce que le spectacle, la pompe extérieure, l'action, peuvent ajouter au culte de puissance sur un peuple imaginatif et impressionnable. Il voulut terminer le carême qu'il avait prêché avec éclat en 1497 par une fête des Rameaux comme Florence n'en avait point vu encore.

Ordre avait été donné de laisser ce jour-là les rues de Florence libres à la solennelle procession. Cette fois, tout le monde devait être acteur dans la mys-

tique cérémonie. Point de spectateurs! Les enfants, au nombre de huit mille, en habit blanc, avec des croix rouges et des rameaux à la main, ouvrirent la marche. Au milieu d'eux, en souvenir de l'entrée de Jésus-Christ à Jérusalem, marchait un âne entouré de bandelettes, portant les signes du christianisme et l'agneau pascal; les hommes, la Seigneurie en tête, suivirent; puis le clergé, les moines, les femmes. La procession déroula ses anneaux noirs et blancs le long des rues de Florence de station en station, d'église en église, au chant des cantiques et des psaumes. On était bien loin des mystères mythologiques et des fêtes païennes célébrées aux sons des *canti carnascialeschi* de Laurent le Magnifique; on s'enivrait cette fois du parfum des fleurs mystiques, du triomphe des psaumes et des cantiques. Le délire fut au comble quand on revint au point de départ, à la place Saint-Marc, d'où la procession était partie; là, les dominicains, comme saisis de frénésie, entrelacèrent leurs mains, et commencèrent, en dansant, une ronde mystique autour des enfants que Jésus avait fait venir à lui, et de l'âne que son entrée à Jérusalem avait transfiguré.

Le lendemain, cependant, quand l'abattement eut succédé au délire, quelques-uns trouvèrent la scène un peu étrange. Savonarole se crut encore obligé de se défendre. « On a beaucoup jasé, dit-il en chaire, sur la procession d'hier; oui, nous avons dansé! c'est l'amour du plaisir qui anime vos danses, c'est l'amour de Dieu qui anime les nôtres. David

n'a-t-il pas dansé devant l'arche ? et c'était le roi-prophète ! et quand l'Esprit-Saint est descendu sur les apôtres, n'ont-ils pas dansé ? A vous les folies du plaisir, à nous les divines folies ! » et, à quelques jours de là, un disciple commentant la parole du maître, Buonvicini, disait : « Devenir fou pour l'amour du Christ, voilà la divine sagesse, l'ineffable bonheur. Criez donc tous avec moi : Fou, fou, fou ! *pazzo ! pazzo !* » Ainsi, sous la mystique baguette de l'enchanteur florentin, l'amour de la liberté aboutissait à l'esclavage de la raison, la réforme des cœurs à l'égarement des esprits. N'est-ce pas le cas de répéter avec Pascal : « L'homme n'est ni ange ni bête, mais le pis est que, quand il veut faire l'ange, il fait la bête ? »

Alexandre VI vint en ce moment même au secours des ennemis de Savonarole en envoyant prêcher contre lui son ancien adversaire, le général de l'ordre des Augustins, Mariano Gennazzano. Celui-ci mit le comble au désordre en redonnant du courage aux riches, aux libertins, aux partisans des Médicis. On se divisa, on s'injuria, on commença à se compter ; le tumulte pénétrait jusque dans les églises. Les deux prédicateurs étaient reconduits chez eux par les escortes de leurs partisans. A la tête des *Frateschi* était maintenant Francesco Valori ; à la tête de leurs adversaires, Bernardo del Nero. Ils se disputaient l'influence, les magistratures, tandis que leurs adhérents voulaient chasser de la ville Savonarole ou Mariano.

Savonarole lui-même sentait tout le péril de ces

extrémités. La tristesse commençait à le gagner. Il regrettait d'avoir pris sur ses épaules un si lourd fardeau, et en face de ses adversaires, de ses ennemis qui devenaient tous les jours plus menaçants, la pensée du martyre s'offrait à son esprit, et, dans ses sermons, arrivait sur ses lèvres.

« Un jeune homme, dit-il un jour en forme de parabole, ayant quitté sa maison, se mit en mer pour aller pêcher; pendant qu'il pêchait, le patron de la barque l'emporta jusque dans la haute mer, d'où l'on n'apercevait plus le port, et le jeune homme commença à se lamenter... — O Florence! cet infortuné qui se lamente, il est ici dans cette chaire! Moi aussi, je sortis de ma maison pour aller d'abord dans un des ports de la religion chercher la liberté et la paix, les deux choses que j'aimais par-dessus toutes les autres; mais je regardai vers la mer de ce monde, et je commençai de prêcher, et gagnai quelques âmes; et, pendant que j'y trouvais plaisir, le Seigneur m'a emporté dans la haute mer, où me voici maintenant n'apercevant plus d'asile: *Undique sunt angustiæ.* Devant moi se préparent la tribulation et la tempête, derrière moi j'ai perdu le port, et cependant le vent me pousse toujours au large. A droite sont les élus, qui réclament notre aide; à gauche sont les démons et les méchants, qui nous persécutent; au-dessus de ma tête j'aperçois la vertu éternelle, et l'espérance m'y pousse; sous mes pieds est l'enfer, où je tomberais sans le secours de Dieu. O Seigneur, Seigneur! où m'as-tu conduit? Pour avoir voulu sauver quelques âmes, me voici en un lieu d'où je ne puis plus retourner vers mon repos. J'étais libre, et me voici l'esclave de tous. Je vois partout la discorde et la guerre qui s'avancent sur moi. Vous du moins, ô mes amis, ô élus de Dieu, pour qui nuit et jour je pleure, ayez pitié de moi! donnez-moi des fleurs, comme dit le cantique, parce que je languis d'amour, *quia amore langueo....* des fleurs, c'est-à-dire des bonnes œuvres. Je ne désire rien autre, si ce n'est que vous plaisiez

à Dieu et que vous sauviez vos âmes... — Mais quelle sera, ô Seigneur! la récompense accordée dans l'autre vie à celui qui sortira vainqueur d'un tel combat? L'œil ne peut la voir et l'oreille ne peut l'entendre: ce sera la béatitude éternelle. — Et le prix dans cette vie? — Le serviteur ne sera pas plus grand que le maître, dit le Seigneur. Tu sais qu'après la prédication je fus crucifié; toi aussi, le martyre t'attend. — O Seigneur, Seigneur! envoie-le-moi donc, ce martyre, et fais-moi bientôt mourir pour toi comme tu es mort pour moi! Voici déjà qu'il me semble voir le couteau affilé... »

Savonarole s'attendrissait, faiblissait. Il devenait plus touchant. On pouvait s'apercevoir même à Florence que son crédit tombait, en voyant la dignité de gonfalonier passer de temps en temps des mains de ses partisans à celles de ses adversaires. Lorsque Bernard del Nero fut gonfalonier, le moine et son gouvernement faillirent déjà tomber. L'augustin Mariano, parlant politique aussi en chaire, répétait aux Florentins que le seul moyen d'avoir Pise était d'abandonner les Français et de se joindre à la ligue italienne, qui lui donnerait cette ville pour récompense. Bernard del Nero, soutenu dans la Seigneurie par quelques amis, essaya de profiter de son pouvoir pour changer le gouvernement aux dépens du Grand Conseil et du peuple. Il n'en fallait pas tant pour encourager les *Bigi*, les partisans des Médicis. Pierre, qui était aux aguets depuis son expulsion, apparut tout à coup à Sienne avec Barthélemy d'Alviano, huit cents chevaux, quatre mille hommes, fournis par Venise (mai 1497). Ses partisans, lui avait-on dit, étaient prêts à le recevoir: le prédicateur Mariano avait la main

partout. La Seigneurie, à grande hâte, fit venir de Pise Paul Vitelli. Un matin, en effet, Pierre de Médicis arriva avec sa petite armée jusqu'à la porte romaine ; mais il la trouva fermée, et dans la ville personne ne bougea[1]. La Seigneurie avait été prévenue. Quand le frère Buonvicini vint avec effroi avertir Savonarole, alors en prière au couvent de Saint-Marc, que Médicis était aux portes : « As-tu douté, homme de peu de foi ? » lui dit le prieur. Paul Vitelli, condottiere de Florence, arrivé la veille, occupait aussi la porte romaine. Médicis fut obligé de s'en aller. Mais Jérôme gâta cette victoire en doutant lui-même de la protection d'en haut, et cela, après le danger.

Un mois après, sur la dénonciation d'un exilé, Nero et quelques autres, un Ridolfi, un Tornabuoni, étaient accusés de trahison. L'instruction révéla que les deux derniers avaient écrit à Pierre, et que le premier avait eu des conférences avec le prédicateur Mariano. Ils furent tous condamnés. Mais ils avaient pour dernière ressource l'appel au Grand Conseil. On avait quelque pitié surtout pour Nero, âgé de quatre-vingts ans, et moins coupable que les autres. Mais les républicains et les *piagnoni* avaient peur de l'appel au Conseil ; la possibilité de l'acquittement leur paraissait pouvoir mettre en question la république elle-même. Les partisans de Pierre de Médicis graciés, il ne semblait plus y avoir qu'à rappeler Pierre. La Seigneurie hésitait

[1] C'est dans l'Histoire inédite de Guicc. que nous trouvons là-dessus le plus de détails, ch. XIX et XVI.

cependant. Elle eut une discussion des plus orageuses; les plus ardents des Piagnoni, et entre autres Valori, voulaient rejeter l'appel au peuple; plusieurs demandaient l'observation de la loi. On ne pouvait réunir le nombre de voix nécessaires pour valider une résolution. A la fin Valori s'emporta en disant que les coupables ou lui mourraient, et Strozzi menaça de jeter un de ses adversaires par la fenêtre. La majorité intimidée interdit l'appel et les coupables furent exécutés dans la nuit.

Jérôme Savonarole avait inauguré son gouvernement par une proclamation d'amnistie; lui-même avait fait admettre, par ses instances, la loi de l'appel au peuple. Il ne dit rien, ne fit rien pour conserver l'esprit de son gouvernement, pour faire respecter la loi dont il était l'auteur. Plus tard même il ne s'expliqua jamais sur ce point délicat et donna ainsi à penser qu'il y avait chez lui plus d'ambition et de passion qu'on ne se l'imaginait. Il douta, il faiblit dans ses principes; il appela les moyens humains au secours des moyens divins, et suivit la politique du temps qui sacrifiait la foi, la loi, les serments à l'utile et au succès. Machiavel, qui n'est point scrupuleux, blâme lui-même en ce point Savonarole. « Ou il ne devait pas faire cette loi, dit-il; ou, l'ayant faite, il devait tenir à son exécution. »

Alexandre VI profita de cette faute. Il avait eu jusque-là quelque respect, quelque crainte du moine. Plusieurs fois, on l'avait pressé d'agir contre lui. Il reculait. « C'est un saint homme, » avait-il dit une fois. Il prit courage quand il vit que le saint homme

avait failli, qu'il avait un côté humain. Il somma Savonarole, comme prieur de Saint-Marc, de soumettre son couvent à la province romaine; le prieur refusa; l'excommunication fut lancée contre lui. Le chef de l'Église chrétienne condamnait le prophète de la liberté et de la réforme morale. Les Florentins se trouvaient maintenant entre leur amour pour le dominicain et leur foi catholique, entre leurs sentiments républicains et leur respect pour le chef de l'Église, entre leur liberté et la tyrannie du chef de la ligue italienne. On ne peut guère imaginer un choc d'opinions plus contradictoires, plus embarrassantes. D'un côté, les adeptes, le neveu du célèbre Pic de la Mirandole, le poëte Benivieni, faisaient, dans de chaleureux écrits, l'apologie du moine menacé; de l'autre, les ennemis interrompaient les sermons de Jérôme par des interpellations, des scènes indécentes. L'Église devenait une arène. C'est le danger de mêler la religion aux choses de la politique.

Savonarole ne montra pas une grande prudence dans cette nouvelle lutte. Tantôt il prodiguait les railleries et les insultes au Saint-Siége, en disant : « On sait ce que valent les excommunications; pour quelques deniers, on fait excommunier par la cour de Rome qui l'on veut. » Tantôt il ébranlait l'infaillibilité du pontife et disait : « Comme chrétien, je ne puis pécher, mais comme homme je pèche; comme pape, dit-on aussi, Alexandre ne peut faillir, mais comme homme il se trompe; et moi j'ajoute, comme pape même il n'est pas infaillible. Combien de mau-

vais papes qui se sont trompés! Lisez toutes les constitutions d'un pape; un autre les a abolies; les opinions des papes sont toutes contraires entre elles. » S'élevant enfin, en vertu de l'inspiration d'en haut, au-dessus du chef de l'Église, il s'écria un jour : « Pour moi, je ne parle que sous la dictée du Christ; si je mens, c'est celui qui me dicte qui a menti. » Quand il le vit arriver là, l'archevêque de Florence, obéissant à un nouveau bref du pape, défendit aux fidèles d'assister aux sermons du moine. L'assistance devint moins nombreuse en effet. Mais Savonarole, plus hardi, prit alors à partie la cour de Rome avec une violence nouvelle :

« Il est venu des brefs de Rome, dit-il. On m'y appelle fils de perdition. Oh! celui que vous appelez ainsi n'a ni mignons ni concubines; il s'attache à prêcher la foi du Christ. Ses filles et ses fils spirituels, tous ceux qui suivent sa doctrine, ne passent point leur temps à commettre des infamies; ils se confessent, ils communient, ils vivent honnêtement. Ah! ma parole va retentir aux oreilles de mes ennemis de manière qu'ils m'entendront. Le temps approche d'ouvrir la boîte, nous donnerons un tour de clef; et il sortira tant d'infection, tant d'ordures de la cité de Rome, que l'odeur s'en répandra par toute la chrétienté et que chacun en sera empuanti. »

Sous le coup des menaces pontificales, Savonarole tendait à faire une réforme religieuse d'une réforme morale et compromettait en Italie la politique florentine. Peut-être écrivait-il alors aux principaux souverains de l'Italie et de la chrétienté, pour qu'on rassemblât un concile afin de déposer Alexandre VI.

Au moins, sous son influence encore, la république pressait Charles VIII de venir en Italie ; et Charles VIII traitait alors avec l'empereur Maximilien et même avec le roi d'Espagne Ferdinand pour pouvoir marcher contre ses ennemis d'Italie, et faire peut-être quelque chose contre l'Église [1]. C'était le moment décisif. Pour conserver la liberté, telle au moins que le moine l'avait établie, il fallait maintenant que Florence déchaînât à son tour Charles VIII sur la péninsule conjurée contre elle et se séparât de l'Église comme de l'Italie, sous son nouveau chef spirituel et temporel, Jérôme Savonarole. C'était là une bien héroïque et bien périlleuse résolution. Florence était devenue païenne avec Laurent de Médicis ; se réformer, au sens où l'on devait entendre ce mot plus tard, c'était beaucoup exiger d'elle. Convier à une guerre générale une ville d'ordinaire si prudente et si amie de la paix, à un schisme une ville au fond égoïste et indifférente, c'était aussi se faire de grandes illusions. Savonarole lui-même entrait là dans un nouveau monde qu'il ne soupçonnait pas, et qui l'effrayait. Il n'avait jamais cru que la liberté, la réforme morale, pussent le pousser si loin. Il écrivait son apologie, adressait sa justification, presque sa soumission au Saint-Siége.

Les États de la ligue italienne, profitant de ces tergiversations, cherchèrent alors à séparer Florence de Savonarole, la république de son prophète. Cela commençait à être facile. Les mauvais compa-

[1] *Négociations diplomatiques de la Toscane*, t. I, p. 700.

gnons, les *compagnacci*, se mettaient, avec un jeune libertin du nom de Dolfo Spini, à railler et défier le moine par leurs banquets, leurs ripailles ou leurs insultes, et ils entraînaient les autres. Venise et Ludovic le More proposèrent à la Seigneurie de lui rendre Pise, si elle entrait dans leur ligue. La Seigneurie était alors peu favorable au moine; effrayée à l'idée d'avoir à la fois un schisme et une guerre, elle fit un premier pas; elle interdit la chaire au moine, et lui ordonna de se renfermer dans son couvent. Le chef temporel de la république était remercié, le Christ-roi destitué avec Savonarole. Il ne restait plus que le prophète. Jérôme, en faisant ses adieux, essaya de tenir Florence et l'Italie sous la menace des plus sinistres prédictions, pour les punir de négliger les avis qu'il leur avait apportés d'en haut :

« La Seigneurie, dit-il, m'a envoyé prier, pour une foule de raisons, de ne plus prêcher. Eh bien! moi, j'ai encore un Seigneur, et il m'a dit : En priant ce frère de renoncer à la prédication, c'est à moi que vous faites cette demande et non à lui, car c'est moi qui prêche par sa bouche. »

Puis, après avoir annoncé qu'il consent à se taire pendant quelques jours :

« Vous parlez de paix, dit-il, avec un accent plus triste et plus irrité encore que de coutume, et moi je vous dis qu'il n'y aura point de paix, car Dieu est irrité. Les anges et les saints sont à genoux devant lui, mais non plus pour lui crier : Pitié! pitié! mais pour l'exciter à frapper et à punir. Ils sont avec les barbares maintenant. Saint Pierre

marche en criant : A Rome! et saint Ambroise : A Milan! et saint Marc : A Venise! et saint Antoine : A Florence! Temps cruel, temps mortel! ténèbres à l'Occident, ténèbres à l'Orient! »

Le prophète ne comptait plus que sur Charles VIII, qui promettait toujours de venir. Il lui avait écrit, à lui surtout, pour obtenir dans un concile la déposition du pape Alexandre VI. Les princes italiens avaient appelé l'intervention étrangère dans les affaires de l'Italie; lui, il l'invoquait dans les affaires de l'Église :

« Il est venu une fois déjà, disait Jérôme en parlant de Charles VIII, et il n'a pas dégainé l'épée; il reviendra, et cette fois l'épée sortira du fourreau, et le peuple sera diminué. Oh! alors, le jour sera silencieux, et l'on n'entendra plus autant de chansons, la nuit, dans la ville de Florence. »

Ce fut un des derniers sermons du moine. Il se retira à Saint-Marc, mais il n'y pouvait rester en paix; l'ennemi vint l'y poursuivre.

La première chose que le peuple demande à un prophète, dès qu'il commence à ne plus croire en lui, ce sont des signes. Un frère mineur, observantin, avait déjà offert de prouver, par l'épreuve du feu, la fausseté de la mission de Savonarole. L'ordalie, si célèbre au moyen âge, n'était pas depuis si longtemps tombée en désuétude. On se rappelait qu'à Florence même, Pierre *de Feu* était entré dans les flammes pour prouver la simonie d'un évêque de Florence au onzième siècle, et on assurait qu'il en

était sorti sain et sauf. On défia Savonarole et les siens ; Savonarole ne pouvait moins faire pour prouver qu'il avait raison contre un pape. Il avait répété maintes fois qu'il saurait bien témoigner de la vérité de sa doctrine par des raisons naturelles et surnaturelles. La foi de ceux qui lui restaient l'entraîna; deux ou trois cents fidèles vinrent s'offrir pour affronter l'épreuve à sa place. La Seigneurie trouvait là un moyen de sortir d'embarras; les hommes ne savaient plus que croire : il fallait que Dieu parlât ! Elle fit dresser le bûcher sur la place du Vieux Palais, la veille du jour des Rameaux 1498, et assigna trois frères mineurs et trois dominicains pour soutenir l'épreuve. Le peuple, emplissant la place, débordait sur les maisons, sur les toits. Le ciel, couvert de sombres nuages, donnait à la scène quelque chose de tragique. Arrivés sur la place en grande procession, les frères désignés se mettent à discuter pour savoir si l'on pouvait entrer dans les flammes avec ou sans froc, avec le corps ou sans le corps de Jésus-Christ. La discussion s'échauffe, se prolonge. Le peuple s'impatiente, demandant le miracle; Dolfo Spini, le libertin, un ennemi de Savonarole, furieux, veut lui faire un mauvais parti; Maruccio Salviati le défend l'épée à la main. Pendant qu'on discute, le feu s'allume, mais les nuages crèvent et dispersent acteurs et spectateurs, non sans péril cependant pour Savonarole, qu'on voulait déjà mettre en pièces.

Le prophète était perdu : il avait refusé des signes. Le lendemain, le peuple, soulevé par les

ottimati, les *arrabiati*, les *compagnacci*, tous les ennemis de Savonarole, se rua sur le couvent de Saint-Marc; il voulait maintenant le sang de l'imposteur qui l'avait trompé, dupé pendant quatre ans. Quelques-uns de ses partisans y étaient enfermés, ils firent résistance. Les assaillants se portèrent alors à la maison de Francesco Valori, qui le soutenait, et le massacrèrent. Paul-Antonio Soderini aurait eu le même sort, s'il n'avait pas fait tête à l'orage. L'émeute enivrée retourna alors en force à Saint-Marc et en fit l'assaut. Bientôt les portes volèrent en éclats; le peuple furieux entra. Savonarole, prosterné devant l'autel de la chapelle de Saint-Marc, priait, chantait à haute voix. Quelques robustes dominicains, un cierge à la main, une pertuisane de l'autre, semblables, dans leurs longs manteaux blancs, sous les arcades, à de grands fantômes, tinrent pendant quelque temps la foule en respect, jusqu'à ce que la Seigneurie eût fait prendre Jérôme Savonarole et ses deux plus fidèles disciples pour les conduire en prison. Elle devait maintenant leur sang au peuple et au pape qui le demandaient.

L'émeute formée d'éléments très-divers, qui avait éclaté, n'était unanime que contre le moine. Quelques-uns avaient espéré que le gouvernement qu'il avait voulu fonder tomberait avec son pouvoir. Mais, le lendemain même du jour où il fut jeté en prison, on s'aperçut que la majorité voulait garder le gouvernement populaire. Elle consentait à ne se prendre qu'au seul Savonarole de tous les malheurs. Une

Seigneurie nouvellement élue le prouva suffisamment. Il fallait cependant une satisfaction aux vainqueurs. Le malheureux moine fut odieusement sacrifié comme le bouc émissaire. Une commission florentine composée de ses ennemis, dont deux chanoines, fut chargée d'instruire son procès et le mit à la torture. On lui fit avouer que ses prétendues révélations n'étaient que ses propres inventions, qu'il avait voulu convoquer un concile, réformer l'Église, et déposer le pape, enfin que son intention était de faire de Francesco Valori un gonfalonier à vie. De relations avec les ennemis de l'État, au dehors ou au dedans, de vices, comme l'avarice, la luxure, etc., il n'y en avait pas l'ombre. La commission laïque, bien qu'ennemie de Savonarole, était fort embarrassée. Il n'y avait pas là pour elle des motifs de condamnation capitale, et cependant on voulait sa mort, beaucoup parce qu'ils étaient honteux de croire qu'ils avaient été dupes, quelques-uns pour venger la mort de Nero, déjà payée du sang de Valori [1].

Alexandre VI, autre ennemi de Savonarole, vint au secours des Florentins. Il réclamait le prisonnier comme hérétique. La Seigneurie le lui refusa, mais consentit à recevoir de sa main, pour les adjoindre aux autres juges, deux commissaires apostoliques, dont le général des franciscains. C'est ce tribunal qui prononça contre Savonarole la sentence de mort et la peine du feu.

[1] Guicc., *Stor. fior.*, cap. XVII, op. ined.

On n'a jamais bien su les considérants de la condamnation ni les détails de ce procès, qui resta occulte. Les juges en ont si bien falsifié ou détruit les pièces que l'on n'en saurait plus rien dire d'authentique aujourd'hui. Sur quel chef la commission formée par la Seigneurie et les agents pontificaux pouvait-elle condamner Jérôme Savonarole? — Comme coupable d'hérésie? une commission de la congrégation de l'Index, sous le pape Paul IV, en a reconnu ses écrits complétement exempts; — comme coupable d'un crime politique? il n'y en avait pas l'ombre; le seul qu'eût laissé commettre Savonarole, la Seigneurie en était complice. — Il n'avait point fait un miracle pour sauver Florence, pour renverser Alexandre VI; tel était son crime. Après l'avoir tant gâtée, Savonarole lui devait sans doute encore cette preuve de tendresse; mais ce crime ne tombait sous aucune loi. Savonarole fut condamné pour un crime, irrémissible en politique: il était usé, vaincu. Il avait promis de prendre Pise, et il ne la prenait pas; de sauver Florence, et il ne la sauvait point; il avait dénoncé le pape à la chrétienté, sans la convaincre; il avait donné le ciel pour garant de sa mission, et le ciel l'abandonnait. La Seigneurie le livra donc au bûcher, à la grande satisfaction du Saint-Siége, et le peuple vit brûler avec une joie stupide et lâche celui qu'il avait longtemps adoré.

Faible sous la torture, Savonarole se contredit, se désavoua; mais il retrouva son courage en face de la mort. Il s'y était préparé en commentant les

psaumes ***Miserere mei, Deus,*** et ***In te, Domine, speravi.*** Ses dernières paroles respirèrent la fierté et la tendresse. Quand, avant de le livrer au bourreau, on le retrancha de l'Église : « De la militante, s'écria-t-il ; mais de la triomphante, non ! » Lancé par une potence, à laquelle on le suspendit, au milieu des flammes, il s'écria encore : « Florence ! Florence ! qu'as-tu fait? »

Ces paroles rappellent involontairement d'autres paroles prononcées dans une catastrophe pareille par une sainte héroïne qui nous est plus chère, sur un bûcher élevé presque par des mains françaises : « Rouen ! Rouen ! disait Jeanne d'Arc, est-ce ici que je devais mourir? » La tendresse du cœur est le fond des illuminés. Jeanne d'Arc avait cependant jusque dans l'illuminisme un bon sens qui la laissait toujours maîtresse d'elle-même ; elle apportait dans son rôle une naïveté, une simplicité ignorante d'elle-même, et, dans l'affirmation de sa mission, une modestie inébranlable qui soumettait son esprit, sinon son cœur, à ce qu'elle ne comprenait pas. Son patriotisme ne se démentit jamais ; dans les moments les plus terribles de son procès, elle ne se désavoua point elle-même. Savonarole poussait l'illuminisme jusqu'à la folie. Puissant, il affirmait sa mission avec orgueil, et, vaincu, il la trahissait ; il apportait dans son rôle des apprêts, une intelligence, une adresse, une science, des faiblesses, qui font douter du prophète, pour laisser souvent voir l'acteur.

Il est curieux de voir ce que les hommes les plus

intelligents de l'époque ont pensé de Savonarole. Le théoricien Machiavel qui, jeune, vit d'abord en lui un prophète, puis un menteur, disait plus tard que « de semblables novateurs ne devaient pas seulement se contenter de prier, de persuader, mais chercher à contraindre, parce que, s'il est facile de persuader les peuples qui de leur nature sont variables, il est difficile de les maintenir dans leur persuasion »; et, en se rappelant sans doute les projets de coup d'État qu'on prêta à François Valori, à l'abri de la robe du moine dont il partagea le sort, il pense que « Savonarole périt parce que, prophète désarmé, il ne put ni tenir ferme ceux qui avaient eu foi en lui, ni forcer à croire ceux qui n'y avaient point foi. »

Guichardin, dans ses œuvres inédites, exprime bien l'opinion de la plupart des contemporains, en disant de Savonarole : « S'il était sincère, l'Italie a vu un grand prophète ; si c'était un fourbe, elle a vu un grand homme. » C'est bien un jugement du seizième siècle, à l'italienne. La postérité s'est cependant plus tendrement attachée au dominicain. L'Église a réhabilité sa mémoire à la fin du seizième siècle. Au dix-septième siècle, on chantait dans certaines églises de la Toscane un *office* latin de Savonarole, où des récits épisodiques formaient une biographie légendaire du célèbre dominicain. Il y a une soixantaine d'années encore, des mains inconnues, malgré la jalousie du pouvoir, couvraient de fleurs, à *chaque anniversaire*, la place où avait été dressé son bûcher.

IV.

ALEXANDRE VI BORGIA.

(1498—1503.)

La papauté temporelle.

L'Italie est le pays des contrastes. Alexandre VI Borgia est le contemporain de Jérôme Savonarole. Le machiavélisme, avant Machiavel, monte sur la chaire de Saint-Pierre, pendant que le mysticisme, avec Savonarole, s'asseoit au gouvernail de la république florentine. Mais l'illuminisme succombe sous les coups de la politique pontificale de ce temps, et Savonarole cède la place à Alexandre VI. C'est un signe de l'époque.

« Il est plus facile, » dit Monsignor Nardi, le savant auteur d'un des plus vastes monuments de l'histoire italienne, « il est plus facile de ne point « parler de ce pape que d'en parler avec modéra- « tion. Il joignait aux vices les plus grands peu de « vertus, ou plutôt point de vertus du tout. Il s'est « glissé par la corruption sur la chaire de Saint- « Pierre, et il s'y est maintenu par des moyens « déshonnêtes. Je n'ai trouvé jusqu'ici aucun histo- « rien, ayant écrit soit de son temps, soit après lui, « qui en ait fait l'éloge. » Il faut cependant parler

de ce pape avec modération. Ce sont les personnages dont la tradition fait des prodiges ou des monstres, dans la vertu comme dans le vice, qui méritent surtout d'être étudiés avec impartialité; il se trouve alors, parfois, qu'ils le sont autrement qu'on ne pense.

Roderic Borgia était né à Valence, de Godefroy Lenzolio, qui fut gouverneur d'une des provinces d'Espagne, et de Johanna Borgia, sœur du pape Calixte III. Il n'était pas de naissance obscure, bien que les Italiens aient assuré qu'il y avait du sang juif ou maure dans sa famille. Son père, Lenzolio, préféra porter le nom de sa femme, devenu plus célèbre depuis l'élévation d'un de ses parents au cardinalat. Des cinq enfants de Godefroy, Roderic était le plus intelligent et fut destiné à l'étude du droit, qui conduisait alors à la fortune. Doué d'un esprit singulièrement délié et d'une intarissable faconde, coiffé du bonnet de docteur, avocat, il acquit de bonne heure une assez grande renommée dans l'art de la chicane, et, ce qu'il ne méprisait pas, une fortune. Son caractère n'était pas exempt de défauts, ni sa vie d'irrégularité. Il se lassa un moment des sédentaires occupations de l'avocat et prit la cape et l'épée. Ce fut alors qu'il s'éprit d'une passion fougueuse pour une jeune fille nommée Vannozza, douée comme lui d'une intelligence pratique, d'un caractère de feu, d'une âme énergique. Cette passion était réciproque. Elle porta de nombreux fruits; mais, soit fausse honte, soit ambitieuse prévoyance, Roderic Borgia ne voulut jamais

régulariser cette liaison de jeunesse ; il s'efforça, au contraire, par les plus minutieuses précautions, de lui conserver un caractère clandestin. Roderic Borgia en était là, quand l'exaltation de son oncle maternel au pontificat sous le nom de Calixte III, lui ouvrit une carrière à laquelle il ne songeait pas.

L'Espagne, qui entrait déjà dans des voies régulières, sous le règne de Ferdinand et d'Isabelle, commençait à ne plus guère offrir de ces occasions qui élevaient promptement un homme obscur. L'Italie, au contraire, avec ses nombreux États, ses révolutions incessantes, présentait toujours de ces hasards. On y avait vu un laboureur devenir duc de Milan ; plus tard encore un gardeur de pourceaux y devint pape. Roderic partit pour Rome, et envoya sa famille à Venise. Quel serait maintenant l'instrument de sa fortune? la barrette de cardinal, ou l'épée de condottiere? Roderic eût penché pour le dernier parti. Le pape Calixte III termina ses hésitations en mettant la prêtrise pour condition à ses faveurs. Roderic lutta quelque temps. L'ambition l'emporta. En peu de temps il fut fait prêtre, évêque, cardinal, vice-chancelier ; et, devenu l'un des plus importants personnages de la cour pontificale, il acquit bientôt, grâce aux qualités de son esprit, aux exigences et aux profits de son nouvel état, une grande réputation de sainteté dans sa vie privée, un certain renom dans les affaires diplomatiques et une fortune plus grande que tout le reste.

Après avoir su se maintenir en faveur sous quatre pontificats, Roderic, à la mort d'Innocent VIII, se

trouva en passe de devenir pape. C'était au mois de juillet 1492; le conclave était assemblé et le peuple dans une attente anxieuse. On avait le sentiment de la situation, qui était très-critique à la mort de Laurent le Magnifique. L'élection qu'on allait faire pouvait avoir une grande influence sur les destinées de l'Italie. Plusieurs candidats semblaient se partager les voix du sacré collége : c'étaient les cardinaux Ascagne Sforza, fils du condottiere François Sforza, Julien de la Rovère, neveu de Sixte IV, et François Cybo, fils d'Innocent VIII. Mais, d'une part, on ne voulait ni trop élever les Sforza en élisant le frère de Ludovic le More, ni trop donner de gages aux Français en élisant Cybo, qui était Génois. De l'autre, on craignait de mécontenter la république de Florence en élevant au pontificat un la Rovère, le neveu remuant de ce Sixte IV qui avait fait courir les plus grands dangers à la famille des Médicis et même à la tranquillité de l'Italie. Roderic, neveu de Calixte III, qui avait autrefois menacé Ferdinand de Naples, avait aussi contre lui les Aragonais; mais c'était peut-être un inconvénient moindre que ceux présentés par les autres candidats. Ce qui fit pencher la balance en sa faveur, c'est qu'il était le plus riche des cardinaux; c'était de tradition alors que le nouveau pape laissât toutes ses dignités, ses bénéfices, archevêchés, abbayes, ses palais mêmes, et jusqu'à sa vaisselle d'or et d'argent, à ceux qui l'avaient élu. Roderic Borgia, vice-chancelier de l'Église, comblé de faveurs sous quatre papes, pouvait assurer à la fois son élection

et la fortune des cardinaux. S'il y eut simonie, elle était passée déjà en habitude. L'ambitieuse impatience de Roderic y mit moins de façon; il se transporta dans la cellule d'Ascagne Sforza, pour lui promettre la vice-chancellerie, et dans celle de plusieurs autres hésitants pour leur assurer ses palais, ses abbayes, ses revenus, ses dignités et de l'argent. Ascagne Sforza se décida pour lui et Roderic fut élu : « Nous espérons, dit-il, en se retournant vers les cardinaux, que Dieu nous accordera son secours, malgré notre indignité, pour confesser sa foi et porter dignement le fardeau des clefs qu'il a autrefois confiées à Pierre. Pour vous, mes frères, nous ne doutons pas que vous n'accordiez au chef de l'Église cette sainte soumission que le troupeau du Christ, par l'ordre de celui-ci, a vouée au prince des apôtres. » Puis, en faisant jeter vivement au peuple par la fenêtre les bulletins du vote, il prit le nom, un peu fastueux, qu'il a rendu depuis si célèbre, d'Alexandre VI.

Alexandre VI goûta avec confiance les fêtes et les inscriptions un peu glorieuses avec lesquelles le peuple romain salua son exaltation : « Rome fut grande sous César, » disait en vers latins l'une des légendes inscrites sur les arcs-de-triomphe, « elle sera très-grande sous Alexandre. Celui-là était un homme, celui-ci est un Dieu. *Ille vir*, *iste Deus*. » Cela ne convenait peut-être pas très-bien au successeur de saint Pierre; mais le souverain, dans ce temps de réminiscences classiques, en accepta l'hommage. Il y avait bien quelque ombre à ce tableau. Plusieurs

cardinaux, et des plus considérés, Julien de la Rovère, François Cybo, Jean de Médicis et un Colonna, s'enfuirent aussitôt l'élection faite, suivant le conseil de l'un d'eux, qui, se penchant aux oreilles des autres, leur dit : « Nous voilà tombés dans la gueule d'un loup qui nous dévorera à coup sûr, si nous ne nous mettons en sûreté. » Mais c'étaient les seuls cardinaux qui eussent fait résolûment opposition au nouveau pape. Dans les luttes du conclave, comme dans le jeu des partis en Italie, l'exil volontaire ou forcé était souvent la conséquence de la défaite. Les autres cardinaux entrèrent avec joie en possession de ce que leur laissait l'exaltation d'Alexandre VI, la plus lucrative qui se fût faite encore.

Alexandre VI, comme presque tous les souverains, commença bien. En plein conclave, il engagea éloquemment les cardinaux à s'efforcer de ne point encourir les reproches qu'on croyait pouvoir leur adresser. Il promit de punir sévèrement la simonie et les scandales, s'ils se glissaient jusqu'au sein du conseil de la chrétienté. Un de ses fils se hâta de venir de Pise, où il étudiait, rendre hommage à Sa Sainteté. « Ne vous figurez point, lui dit le pape, que j'aurai plus soin de ma famille qui est mortelle que de l'Église qui est immortelle. » Il punit par quelques exécutions promptes les désordres et les assassinats multipliés, selon l'habitude, dans la ville, pendant la vacance du Saint-Siége; il créa quatre juges extraordinaires, ou syndics, consacra lui-même le mardi de chaque semaine à écouter les plaignants, et rendit ainsi un peu de sécurité aux Romains.

La conduite même qu'il tint d'abord dans le gouvernement des affaires du Saint-Siége et de l'Italie n'était pas indigne d'estime : quand il s'aperçut que deux de ses voisins, le roi de Naples et Pierre de Médicis, voulaient se servir de ses barons, surtout des Orsini, pour lui mettre les menottes, il jura qu'il n'épargnerait rien pour soutenir la dignité et les intérêts de l'Église de Rome. C'est la raison qui le fit pencher d'abord tout à fait du côté de Ludovic le More, dont le frère, le cardinal Ascanio, avait d'ailleurs contribué à son élévation. Il devint l'âme d'une première ligue du Saint-Siége, de Ludovic et de Venise contre Pierre de Médicis et Ferdinand. Cette politique n'était pas mauvaise. Lorsqu'il vit Ludovic commencer à nouer ses intrigues en France, il l'adjura de prendre en pitié l'Italie sa mère et sa nourrice; il fit lui-même le serment « de l'aimer plus que son pays natal, de la défendre au prix de son sang, » et le supplia d'en faire autant, pour qu'on ne pût pas dire de leur patrie ce que Jérémie disait dans ses lamentations de Jérusalem : « Comment l'Italie pleine de peuples est-elle assise solitaire? La maîtresse des nations est devenue comme veuve. La reine des provinces en est maintenant la servante. Elle est assujettie au tribut. »

Mais Alexandre VI fit bientôt l'expérience qu'il ne pouvait compter que sur lui-même. Il presse ses alliés de lui fournir du secours contre les Orsini, surtout contre le cardinal Julien de la Rovère qui, d'Ostie, complote de l'enlever dans Rome. Il veut commencer la guerre. Ses amis, avec une prudente

réserve, refusent d'aller aussi loin. Le voilà donc, lui Espagnol, comme un étranger en Italie. Il ne peut compter sur personne. Ses sujets sont rebelles, ses amis sont douteux, ses ennemis puissants; et cependant il faut qu'il conserve son État, puisque la papauté est devenue une puissance politique, séculière. C'est son désir et son devoir. Ici s'impose à lui la nécessité qui avait apparu déjà à ses prédécesseurs, l'emploi des moyens temporels et humains. Il y avait déjà plus d'un siècle qu'un partisan du pouvoir temporel au concile de Bâle avait soutenu qu'il n'était pas mauvais qu'un pape eût des neveux pour soutenir et défendre l'Église. Depuis, la doctrine avait fait bien des progrès. Fallait-il donc que le pape comptât toujours sur le douteux et fragile appui d'alliés égoïstes? Alexandre VI n'a-t-il pas une famille, des enfants, des fils, une fille dont l'activité, les alliances, lui seront d'un meilleur secours et plus sûr? En les associant à sa fortune, ne ferait-il pas la sienne et celle de l'Église? Neveu et créature du pape Calixte III, Alexandre, par ses antécédents, ses charges de famille, par les circonstances, était disposé à satisfaire son ambition, son avarice et son cœur en faisant du népotisme l'instrument de la politique pontificale.

Or Vannozza, arrivée de Venise à Rome, où d'abord elle demeura inconnue sous le pontificat d'Innocent VIII, offrait dans ses enfants une riche matière à la faveur et aux desseins du pontife. L'aîné de ses fils, François, « grand parmi les bons et bon parmi les grands, » ainsi qu'on disait, avait été créé

duc de Gandie par le roi d'Espagne ; il fut honoré du gonfanon de l'Église, c'est-à-dire du commandement de la garde pontificale. Le pape pouvait-il être défendu par quelqu'un qui lui tînt de plus près? On pouvait dire que le second fils de Vannozza, César, était méchant parmi les grands et grand parmi les méchants ; il paraissait avoir hérité de toute l'ambition, de toute l'habileté de son père, avec encore plus d'énergie et moins de scrupule. En sa qualité de puîné, il n'avait de ressource que dans l'état ecclésiastique, quoiqu'il y eût peu de goût et d'aptitude. Le pape, malgré les paroles des premiers jours de son pontificat, le fit évêque et cardinal de Valence. Le chef de l'Église ne pouvait refuser un de ses enfants à son service; en le créant évêque de Valence, il faisait acte de bon souvenir envers sa ville natale. La seule fille qu'eût Vannozza, la belle et lettrée Lucrezia, avait été mariée à un simple gentilhomme espagnol. C'était maintenant une mésalliance ; le mariage fut annulé, l'Espagnol reçut 3,000 ducats, et Lucrezia passa au seigneur de Pesaro, un feudataire du Saint-Siége, de la famille de Sforza, qui pouvait être utile.

Restait à Alexandre VI un troisième fils du nom de Goffredo. Borgia regrettait d'avoir été obligé tout d'abord de rompre avec les Aragonais de Naples, ce royaume étant, pour les alliances, les dignités, bénéfices, revenus, une inépuisable mine. Ce Goffredo permit de renouer avec le royaume de Naples. Le pape demanda pour lui une fille du feu roi Ferdinand. Alphonse II, menacé par les desseins de

Ludovic, accorda à Alexandre VI la belle Sanzia pour son fils, et de plus une charge à la cour de Naples pour le duc de Gandie et des bénéfices pour César. Dans sa satisfaction, Alexandre VI se jeta tout entier de ce côté. Il s'écria qu'il sacrifierait « au besoin sa vie et l'État pour la défense du roi de Naples ; » et il prépara à sa bru une réception digne d'elle. C'est à cette occasion qu'il fit montre de toute sa famille ; le premier de tous les papes, il la présenta comme sienne et la fit accepter. Les plus beaux cavaliers et les plus belles dames de Rome lui firent cortége avec les cardinaux. Au Vatican, où demeura désormais la famille pontificale, les deux princesses, Sanzia et Lucrezia, s'assirent sur des siéges réservés, aux deux côtés du Saint-Père, non sans quelque scandale pour ceux qui ne prenaient pas encore leur parti de la transformation de la grande pontificature chrétienne en une souveraineté toute séculière.

On sait comment l'orage de l'expédition française menaça tout à coup la fortune croissante des Borgia ainsi que le reste de l'Italie. Au fond, Alexandre VI n'aimait point les Français. Il craignait surtout qu'ils n'eussent de mauvais desseins contre lui [1]. Il voulait se défendre, il menaça Charles VIII d'excommunication. Cependant il était bien loin d'inspirer à ses alliés une confiance complète. A entendre alors les ambassadeurs vénitiens, il était toujours incertain comme un homme, *di sua natura vile* et

[1] Dubitava che il re lo demitesse del papato. Mar. San., fol. 17.

conscius criminis sui, toujours prêt à vous échapper. On ne pouvait compter sur lui *per la varia natura sua.* Il fallait toujours user de ruse ou de corruption, *aut dolo aut corruptione,* pour le garder. Les Vénitiens, il est vrai, qu'il avait abandonnés, étaient payés pour en mal parler. Mais ce qui est plus grave, un ambassadeur florentin l'accuse alors de trahir à Charles VIII l'alliance intime de Médicis avec Alphonse de Naples. Certaines hésitations, des paroles exagérées en tous sens justifiaient ces défiances. Quand Alexandre VI donna l'investiture du royaume de Naples à Alphonse II, ce fut sans préjudice des autres droits. Il tarda à se déclarer ouvertement pour lui, sous prétexte d'obtenir le serment d'obédience du nouveau roi de France, Charles VIII. Il menaça plusieurs fois ses alliés de retourner à Ludovic le More, par l'intermédiaire du cardinal Ascanio, qui était toujours un peu de ses amis. Louis de La Trémouille dit-il vrai en écrivant, d'après un ambassadeur, que « ce pontife, fort éloigné des évangéliques éruditions et adhérant aux prédictions des astronomes et devinateurs, avait dans l'esprit que ledit roi Charles devait être monarque de l'Europe, et disait en avoir les prophéties et pronostics? »

Le compte rendu d'une audience d'un ambassadeur florentin auprès du pape dépeint bien, à cette époque, en même temps que l'intelligence politique et le caractère égoïste de Borgia, toutes les préoccupations dont il était assiégé[1]. Florence voulait le

[1] *Nég. de la Toscane avec la France,* 14 juin 1494.

décider à faire une promotion de cardinaux favorables à la cause aragonaise. C'était lui faire prendre un parti décisif contre la France. Médicis demandait un chapeau pour un membre de sa famille ; le roi de Naples en désirait un autre pour un Bentivoglio, afin de gagner l'État de Bologne.

Le pape entraîne l'ambassadeur, Puccio Pucci, dans l'embrasure d'une fenêtre qui donnait sur la place Saint-Pierre, derrière une jalousie d'où ils pouvaient voir sans être vus. Il écoute l'ambassadeur, lui donne de bonnes paroles ; puis il demande des nouvelles de la santé de Pierre de Médicis, et surtout cherche à connaître ses chances de solidité à Florence. Il veut savoir aussi dans quels termes précis Médicis et la République sont avec la France. Sur la promotion des cardinaux, il ne s'explique point. Il est décidé à en faire une ; il fera sa part à Pierre de Médicis, celui-ci n'en saurait douter. Mais le moment n'est pas opportun. Le ministre de Charles VIII, Briçonnet (alors un ennemi), est aussi très-pressant. Que faire? Pourquoi chercher à gagner ce Bentivoglio? Il appartient déjà à l'ennemi. Le pape, enfin, se plaint de ses alliés, de Naples et de Florence, dont le dévouement à sa personne ne lui paraît pas sûr. Il songe surtout, on le voit, à lui-même. Ce qui le retient dans le parti d'Alphonse, c'est la crainte que lui inspirent Julien de la Rovère et les bruits de concile, de déposition. Aussi, dans le plan de défense commune contre l'invasion française qui s'avance, de quoi se préoccupe-t-il surtout? de sa sûreté personnelle. Au lieu de laisser marcher aux

Alpes l'armée du roi Alphonse, il la retient sous sa main, dans les États de l'Église. Il voudrait profiter de sa présence pour dompter, dépouiller les Colonna, et s'emparer de la ville d'Ostie, possession de la Rovère. Il s'y entête; et cependant il lésine sur l'argent et les vivres à fournir, pour sa part, dans les dépenses communes. Sur le faux bruit que la Rovère a débarqué à Ostie, il demande un jour trois escadrons et deux bataillons pour se mettre en sûreté. « On peine, dit l'ambassadeur, à voir ainsi le pape s'avilir (invilirsi). » Il semble qu'il soit toujours *conscius criminis sui.*

Charles VIII était déjà à Florence ; le danger s'approchait. On parlait encore de déposer l'intrus, le simoniaque. La voix de Savonarole réveillait alors les idées de réforme de l'Église, dans son chef et dans ses membres. Le roi de Naples, décontenancé par la marche rapide de l'armée française, songeait à son royaume. Les Colonna, débarrassés de toute crainte, sortaient de leurs châteaux, allaient au-devant des Français ; des Orsini se mêlaient même déjà parmi les transfuges pour fournir des vivres aux Français. Le pape retombe dans ses tergiversations quand il faut se décider promptement. Tantôt il envoie des ambassadeurs à Charles VIII, offrant de traiter pour lui et le royaume de Naples; tantôt il fait emprisonner les cardinaux que Charles VIII lui envoie, entre autres Ascanio Sforza. « Le pape croit-il donc, » s'écria Ludovic le More à ce coup, « que je sois comme lui sans foi et sans cœur? Je le ferai repentir de cette injure. » Un

jour il descend dans la rue, donne des armes et de l'argent au peuple, harangue quelques mercenaires allemands et fait réparer une brèche des murs de Rome. Un autre jour il est prêt à fuir et fait signer à tous les cardinaux, qui traitaient déjà sous-main avec Charles VIII, la promesse de le suivre. Il implore les ambassadeurs de la Chrétienté et il apprête les foudres de l'Église. Enfin, après avoir dit qu'il aimerait mieux perdre la tiare, le pouvoir et la vie que d'abandonner la justice et la défense du roi Alphonse, après avoir renouvelé avec lui (10 déc.) un traité de défense mutuelle, il se résigne à ouvrir les portes de Rome, le 30, et envoie son maître des cérémonies auprès de Charles VIII prendre des mesures pour son entrée. Un pan des murailles de Rome était tombé, sinistre présage! Mais, dans cet abandon de lui-même, il déploie cet art de persuader, cette adresse suprême dans les difficultés, dont parle Guicciardini.

« Jamais homme, dit aussi Machiavel, n'assurait une chose avec plus de force, avec de plus grands serments, et ne les tenait moins qu'Alexandre VI. » Le pape congédia les Aragonais ses alliés, pleura en faisant ses adieux au jeune fils d'Alphonse, et envoya complimenter Charles VIII, quand celui-ci, flanqué de deux cardinaux ses partisans, montés sur leurs mules, fit son entrée dans Rome. Mais il se tint prudemment enfermé dans le château Saint-Ange. Les cardinaux qui accompagnaient Charles VIII croyaient le moment venu d'informer contre Borgia, « ce scélérat qui souillait le siége apostoli-

que ». « Le pape, disaient-ils, avait écrit au sultan Bajazet pour le mettre en garde contre les projets de Charles VIII, et il recevait de lui de l'argent pour tenir son frère Djemm en captivité, peut-être même pour l'en délivrer. » Cette correspondance, ils l'assuraient, était tombée entre leurs mains. On en produisit une lettre, peut-être fabriquée, où le sultan promettait de l'argent à Alexandre pour qu'il aidât son frère à sortir des misères de cette vie. Le pape envoya César et plusieurs de ses cardinaux au conquérant, pour traiter. Mais Charles VIII tenait à mettre d'abord garnison dans le château Saint-Ange. C'était la clef de Rome. Alexandre VI refusa. On crut un instant qu'on allait en venir aux extrémités. La maison de Vannozza fut attaquée, pillée par quelques Français. Vannozza en fit honte à César, qui jura de la venger. Les Français braquèrent les canons sur le château Saint-Ange. Mais des juifs espagnols que Borgia avait recueillis à Rome commencèrent à attaquer les Français. On fut obligé d'en pendre un assez grand nombre pour servir d'exemple et montrer que le roi avait droit de justice haute et basse. Enfin Charles VIII se radoucit. La réforme de l'Église, la déposition d'un pape, n'entraient pas dans le rôle d'un paladin de la Renaissance. Le cardinal de Valence promit un chapeau de cardinal à l'évêque français Briçonnet, qui lui avait rendu sa visite au château Saint-Ange, et répandit l'argent parmi les conseillers du roi. De part et d'autre les diplomates intervinrent. On dressa, le 15 janvier 1495, les bases d'un traité qui

fut signé par le roi et le pape, et on convint d'une entrevue entre eux.

Elle eut lieu dans le jardin du Vatican. Le cérémonial était fixé à l'avance. Quand le pape sortit du passage de la forteresse, le roi s'avança vers lui, et mit un genou à terre. Alexandre VI fit semblant d'abord de ne le pas voir, le laissa là quelque temps, puis courut à lui, le releva, le baisa à la bouche et l'entraîna rapidement au palais du Vatican, dans la chambre dite de Papagallo. On y devait donner à Briçonnet le chapeau de cardinal et rédiger le traité. Mais là, soit émotion, soit désir de couper court, le pape se jeta dans un fauteuil et s'évanouit, quoique son cher fils César le soutînt. Il espérait lasser Charles VIII par les difficultés ordinaires de l'étiquette et les lenteurs calculées de la diplomatie pontificale. Ces petites barrières n'arrêtèrent pas Charles VIII. Il logeait au Vatican, « un très-beau logis, écrit-il, et aussi bien accoutré de toutes choses que palais ni château que je vis jamais » ; son appartement n'était séparé de ceux du pape que par une petite galerie. Avec la légèreté d'un enfant plus qu'avec l'insolence d'un vainqueur, un jour, il pénétra avec le président du parlement de Paris en plein conclave, et là, fit renouveler à haute voix ses demandes par son chancelier : investiture du royaume de Naples; remise de Djemm comme otage, de César Borgia, comme gage; puis des villes de sûreté, deux chapeaux de cardinaux et de l'argent. Le pape fut obligé de promettre, mais à la condition que le roi le reconnût solennellement comme le

vicaire de Jésus-Christ. Il voulait cette garantie.

La cérémonie d'obédience eut lieu le 19 janvier; le roi, dans la salle du consistoire, s'inclina trois fois devant le pape, baisa son pied, sa main, puis s'assit dans un fauteuil à la gauche d'Alexandre, tandis que le président de Paris déclara qu'il était bien pape, le vrai et digne successeur des apôtres. Le lendemain on fit des fêtes. Alexandre VI célébra lui-même la messe dans la basilique de Saint-Pierre. Il aurait voulu remplacer l'office du jour, celui de Saint-Sébastien, qu'il ne connaissait pas bien, par celui du Saint-Esprit. Le maître des cérémonies s'y opposa. Le pape se trompa plusieurs fois, ce qui lui arrivait d'ailleurs pour d'autres offices, mais n'empêcha pas le jeune roi de vouloir, par humilité chrétienne, lui verser de l'eau sur les doigts. Dans l'après-midi il y eut publication d'indulgences, et, le soir, illuminations et feu de joie [1]. Mais, au milieu des plaisirs, le pape, remettant l'investiture du royaume de Naples à un autre temps, fit en compensation au roi le don symbolique d'une rose d'or, comme témoignage de faveur spéciale. C'était après tout peut-être le signe d'une honorable fidélité aux Aragonais. Quant à César et à Djemm, livrés, ils ne restèrent pas longtemps entre les mains de Charles VIII.

César Borgia suivit Charles VIII avec douze lourds fourgons qui formaient son équipage. Il en ouvrit un qui était tout rempli de vaisselle d'or et d'argent; mais, un matin, il disparut. On courut aux

[1] Mar. San., fol. 65; *Diar. Burch.*, p. 18, 27, 28.

fourgons, on les trouva chargés de pierres; celui que Borgia avait ouvert suivait à grande vitesse son maître sur la route de Rome. On accusa également le pape de la mort de Djemm arrivée à Naples trois mois après. Rien ne prouve ni qu'Alexandre ait pu faire empoisonner Djemm, qui était entre les mains de Charles VIII, ni qu'il lui ait fait administrer à l'avance, à Rome, un poison lent qui aurait agi à Naples seulement. Les Français l'ont cru. Tous les historiens du temps l'ont dit. Ne faut-il pas un peu se défier de ces histoires complaisamment inventées par l'imagination italienne et facilement accueillies par la crédulité des ultramontains? Le médecin de Djemm, mis auprès de lui il est vrai par le pape, affirma qu'il était mort d'un catarrhe retombé sur la poitrine. Le gouvernement de Venise, en informant du fait le sultan Bajazet, lui assura comme très-certain (*certissimo*) qu'il était mort de mort naturelle, *di morte naturale*[1].

Alexandre VI n'avait plié que pour se relever. Pendant tout le séjour des Français il avait rongé son frein. Que d'avanies n'avait-il pas avalées! Un jour, un cardinal du parti français, de Gurck, lui avait, chez lui, jeté au visage toutes les accusations : simonie, luxure, trahison, et l'avait traité du « plus grand des fourbes et des hypocrites ». Le pape n'avait rien dit. Les Français partis, il fut le premier à pousser Venise et Ludovic le More, l'Empereur et le roi d'Espagne contre les Français, pour la restau-

[1] *Arch. du cons. des Dix*, reg. ms., note 26, folio 146, 147.

ration de la dynastie aragonaise. Il avait le cœur altéré de vengeance; mais il dissimula d'abord. Quand on lui reprocha la fuite de César, il jura qu'il en était innocent et qu'il ne savait où il était. Charles VIII lui réclama l'investiture de Naples; il répondit qu'il la donnerait s'il n'était empêché par de puissants potentats qui voulaient l'entraîner dans une ligue contre le roi. Enfin, quand tout fut prêt, il embrassa publiquement son fils caché d'abord dans Rome, mit son nom à la tête de la ligue formée contre la France et illumina la capitale de la chrétienté. Il aurait voulu avoir l'honneur d'arrêter dans ses États l'armée française au retour. On lui refusa des troupes. Il fut obligé de se retirer d'abord à Viterbe, puis à Orvieto dans les Apennins, pendant que l'armée française traversa l'Italie pour trouver l'armée de la ligue à Fornovo. De retour à Rome, il poursuivit Charles VIII de ses foudres vengeresses, s'opposa tant qu'il put à la paix que Ludovic le More fit le premier avec lui, et se tint ferme avec Venise qui voulait conserver, contre le retour de l'envahisseur, la coalition qui l'avait arraché de l'Italie.

Ce qui avait pénétré le plus profondément au cœur d'Alexandre VI, c'était l'abandon où il s'était trouvé dans ses États, les craintes qu'il avait pu concevoir pour sa personne. Les cardinaux, il en avait vu plusieurs contre lui, et les autres avaient montré une tiédeur qui n'était pas éloignée de la trahison. Le peuple de Rome n'avait eu souci que de ses maisons, non de l'Église. Sans parler des feudataires éloignés du pape, des vicaires de l'Église,

à Bologne, à Pérouse, à Urbin, seigneurs presque indépendants, les barons de Rome, maîtres des châteaux voisins, les Colonna, les Orsini, les Vitelli, tous ces condottieri ayant des frères cardinaux au consistoire, et par là même plus dangereux, habitués à servir d'instruments d'opposition et de trouble aux ennemis des papes, s'étaient accordés cette fois pour trahir Borgia. C'était leur défection qui avait mis Rome et le pape complétement à découvert. Mais, comment dompter ces éternels rebelles qui avaient entre leurs mains presque tous les mercenaires de l'Italie? Les détruire les uns par les autres, aucun pape n'y avait encore réussi. C'est ce qu'Alexandre VI essaya d'abord pour se mettre désormais en sûreté et reprendre l'œuvre de la fortune de sa famille, un instant interrompue.

Prosper Colonna, cardinal, et Fabrice Colonna, condottiere,. s'étaient fait pardonner leur trahison en abandonnant les premiers Charles VIII. Les Orsini, au contraire, un Virginio, un Paolo, un Carlo, passés les derniers aux Français, restaient leurs derniers défenseurs. Le pape résolut de profiter contre ceux-ci de la haine que les Italiens portaient aux amis des Français. Quand Ferdinand fut restauré dans son royaume, il obtint de lui qu'il gardât prisonniers deux Orsini, Virginio et Paolo, malgré une capitulation, et saisit cette occasion pour les détruire tous. Dans un consistoire, il les déclara coupables de lèse-majesté et déchus de leurs dignités, biens et territoires, comme fauteurs des ennemis. Il prit à sa solde le duc d'Urbin, un Co-

lonna, mit leurs mercenaires sous le commandement de son fils, François Borgia, le fit général de l'Église et le lança avec eux contre les châteaux des Orsini.

Le duc de Gandie, prince aimable et dissipé, n'était point un homme de guerre. Avec sa petite armée il s'empara aisément des châteaux orsiniens qui étaient sans défense, mais il fut arrêté par le fort de Bracciano qui était défendu par un jeune homme du nom de Barthélemy d'Alviano, bientôt plus célèbre. Il l'assiégea. Mais un Vitellozzo Vitelli et Carlo Orsino, deux gens de guerre qui se trouvaient là avec quelques troupes de France, vinrent pour le délivrer. Le duc de Gandie marcha au-devant d'eux, les attaqua près de Soriano. Mais Vitellozzo, qui avait armé les soldats de longues lances, Carlo Orsini, qui avait monté des canons sur des affûts, l'emportèrent. Ils firent prisonnier le duc d'Urbin, blessèrent le duc de Gandie, et faillirent enlever le cardinal de Valence, César, qui rôdait de ce côté. Ce début pontifical n'était pas brillant. Mais la fortune de Borgia était portée par la réaction italienne contre la France. Venise, le roi de Naples restauré, intervinrent et lui prêtèrent des troupes. Un Espagnol, serviteur de Ferdinand le Catholique à Naples, le célèbre Gonzalve de Cordoue, arriva. Les Orsini et les Vitelli, leurs adhérents, demandèrent à traiter. Pendant qu'on négociait, Alexandre VI envoya Gonzalve contre la ville d'Ostie qui était toujours au cardinal de la Rovère. Le gouverneur, que celui-ci y avait mis, la rendit. On fit la paix ; les châteaux de Virginio Orsini, qui était mort, furent rendus au pape.

Les autres Orsini gardèrent leurs châteaux, mais en prêtant serment de fidélité et en mettant leurs soldats à la disposition du Saint-Siége.

I.

CÉSAR, DUC DE ROMAGNE.

Perte du Milanais.

Le pape se retrouvait dans une position meilleure qu'avant l'expédition de Charles VIII. Il avait Ostie; les Colonna lui étaient dévoués, les Orsini soumis, et leurs hommes à son service; il était presque maître dans les environs de Rome. On célébra dans la ville un vrai triomphe où figurèrent le général espagnol et le duc de Gandie. Le vainqueur espagnol était en assez modeste équipage; mais le duc de Gandie, avec un vêtement de velours chamarré d'or et de diamants, monté sur un palefroi couvert d'un caparaçon relevé de petites cloches d'argent, entra au palais pontifical, baisa le pied et la main de son père, reçut de lui en signe de remercîment un beau rameau d'or, et alla s'asseoir au milieu des cardinaux, tandis que Lucrezia et Sancia prirent place sur deux coussins aux pieds du pontife. Ce consistoire, malgré les lois de l'Église, érigea en duché pour le fils du pape les villes de Bénévent, Ponte-Corvo et Terracine.

Alexandre VI était justement récompensé d'avoir tenu pour le parti national. Auprès de lui, cependant, un homme n'était point satisfait : c'était César Borgia, l'âme la moins ecclésiastique de la cour pontificale qui ne l'était guère, le préféré d'ailleurs de

Vannozza. L'incapacité de son frère, le duc de Gandie, et les honneurs laïques qu'on lui rendait lui étaient doublement à charge. Il trouvait qu'on le récompensait beaucoup pour le peu qu'il faisait. L'épée, il l'eût bien mieux maniée, lui, pensait-il, dans l'intérêt de la fortune des Borgia ; les honneurs, il les eût mieux mérités. Son naturel s'échappait malgré lui. Il vivait entouré de bravi et de brigands, espagnols surtout, gens à tout faire et bons pour toutes besognes. Avec eux, il avait, dans la fuite des Français, fait quelques bons coups sur les grandes routes. Une fois, on l'avait vu attaquer et massacrer soixante Suisses restés à Rome, pour les punir d'avoir suivi les Français. César brûlait de s'exercer sur un plus grand théâtre ; mais sa naissance l'avait condamné à l'inaction d'un prêtre, à la prière. « Que ne suis-je né le premier ! » dit-il une fois, le cœur ulcéré, à l'un de ses familiers espagnols, Michelotto ; « je me serais déjà fait de mon épée une principauté en Italie et j'aurais fait la fortune de mes amis ; » et, comme il était lettré, il rappela Romulus fondateur de la grandeur de Rome et meurtrier de son frère Rémus.

A quelque temps de là, le cardinal de Valence devait partir pour Naples en qualité de légat, afin d'assurer aux Borgia un nouvel accroissement d'influence et de fortune. Le roi récemment restauré venait de mourir et faisait place à son successeur Frédéric. Ce prince, d'ailleurs très-aimé des Napolitains, avait besoin de l'investiture du pape. C'était l'occasion de la faire payer. Alexandre VI trouvait alors que le second mariage qu'il avait fait faire à sa

fille n'était plus en rapport avec leur fortune. Une alliance de plus avec les Aragonais cimenterait encore l'union des États du Sud, qui éprouvaient le besoin de se serrer l'un contre l'autre. Le cardinal César Borgia était chargé de porter l'investiture, et de demander pour Lucrezia Alphonse, frère de Frédéric. La veille du départ de César, Vannozza réunit dans une de ses maisons de campagne toute la famille pour un souper d'adieux. La nuit venue, les deux frères s'en revinrent à Rome en causant gaiement. Arrivé près de la place Guidea, le duc de Gandie quitta son frère pour faire une visite. Le cardinal de Valence rentra au Vatican, prit les derniers ordres de son père, se retira dans ses appartements, et partit pour Naples. Le lendemain, le surlendemain, on attendit vainement au Vatican le duc de Gandie. On s'inquiéta; enfin on fit des recherches.

Un batelièr raconta que, dans la nuit du 14 au 15 juin, veille du départ de César pour Naples, comme il était occupé à amarrer sous un pont son bateau chargé de bois, il avait vu deux hommes approcher avec précaution des bords du Tibre. Ils conduisaient une mule sur le dos de laquelle était couché en travers un cadavre, les bras de ci, les jambes de là. Arrivés tout près de l'eau, ces deux hommes regardèrent avec inquiétude à droite et à gauche, puis saisirent le mort par les extrémités, le balancèrent, et le jetèrent dans le courant. Un troisième, qui survint, regarda avec eux au fil de l'eau, aperçut un manteau qui flottait, fit lancer des pierres dessus, et, quand le cadavre eut été entraîné

au fond, tous disparurent. Interrogé pourquoi il n'avait point parlé, le batelier répondit qu'ayant vu se renouveler cent fois les mêmes faits, il n'avait pas cru qu'on dût s'inquiéter plus de celui-ci qu'on n'avait fait des autres. On retrouva le cadavre du duc de Gandie, percé de neuf coups de poignard.

Atterré de cette mort tragique, le pape s'enferma pendant quelques jours dans ses appartements, sans prendre de nourriture, sans voir personne. On l'entendait sangloter à grand bruit. Il eut un instant l'idée de changer de vie. Mais un cardinal espagnol, puis Vannozza, parvinrent à le tirer de cette torpeur; et, trois mois après, quand le cardinal de Valence revint de sa légation à Naples, les cardinaux allèrent au-devant de lui pour lui faire honneur. Le cardinal César, dans ses habits de pourpre, traversa la ville remplie de foule, la tête haute, au milieu d'une belle cavalcade, comme s'il triomphait de son frère. Il reprit sa place au consistoire pour rendre compte de sa mission, se rendit de là dans les appartements du pape, et, le soir, alla célébrer son retour avec ses amis chez sa mère Vannozza. En lisant cette histoire, on songe involontairement à Néron, revenant de Gaëte après avoir fait tuer sa mère, et rentrant triomphant dans la même Rome, quinze siècles auparavant.

César avait débuté dans la politique, telle qu'on la pratiquait alors, par un coup de maître. Il était maintenant l'appui, l'espoir des Borgia. D'une beauté plus exubérante que celle du duc de Gandie, et d'une force herculéenne, puisqu'il abattait d'un

coup d'épée la tête d'un taureau, il était capable de tout persuader par les enchantements de sa parole; mais il avait encore plus de perfidie que de beauté, plus de résolution que de force, et plus de perversité que de faconde. C'était l'homme des desseins qu'Alexandre VI méditait. Il ne fallait que le dépouiller de la pourpre de cardinal et en faire un homme d'épée. Mais avec lui une nouvelle politique commença au Vatican. Alexandre VI, fidèle à ses premiers errements, comptait toujours sur la réaction italienne, nationale, sur les Aragonais rétablis à Naples, et sur le nouveau roi Frédéric, pour faire ses affaires. On avait prononcé le divorce de Lucrezia, du consentement du mari mécontent de sa femme, belle, lettrée et bonne, mais entièrement docile aux volontés paternelles; on avait déclaré le seigneur de Pesaro incapable et froid de nature. Le mariage d'Alphonse et de Lucrezia s'accomplit. Mais Alexandre VI, décidé à faire de César un prince laïque, demanda en outre pour lui à Frédéric sa fille elle-même, la princesse Charlotte, avec la principauté de Tarente en dot. C'était aller un peu vite. Le roi Frédéric ne se croyait pas encore condamné à de pareilles mésalliances; il sentait que donner Tarente à un Borgia après Bénévent, c'était lui donner le royaume. Il fit des difficultés. La princesse répondit : « Un prêtre fils de prêtre pour époux, jamais. » Il n'en fallut pas davantage à César Borgia pour lui faire changer toute la politique de son père.

Le roi Charles VIII, ennemi personnel du pape, venait de mourir. L'avénement du duc d'Orléans,

de Louis XII (1498), changeait tout à fait la face des choses. On savait que le nouveau roi avait bien plus à cœur ses prétentions, comme héritier des Visconti, sur le duché de Milan, que les droits de ses prédécesseurs sur le royaume de Naples. La république de Venise, mécontente de Ludovic, semblait favoriser ces nouvelles visées. Elle ne pouvait pardonner au duc de Milan d'avoir fait passer des secours à Florence contre Pise, après avoir tenu avec elle pour Pise contre Florence. Elle se mettait donc en frais de politesse pour le nouveau roi Louis XII, qui les lui rendait avec usure. « Tant que Venise et moi nous serons unis, disait le roi, la république n'aura rien à craindre de personne. »

Rien de plus menaçant pour Ludovic et pour l'Italie; car favoriser l'établissement des Français à Milan, c'était compromettre encore Naples. Le duc de Milan en fit l'observation à la cour pontificale, et la république de Florence, toute préoccupée de Pise, chercha à détourner plutôt l'ambition et les colères du roi de France sur Venise. Mais chacun alors, comme avant l'expédition de Charles VIII, songeait à soi. Les Borgia songèrent aussi à eux. Peut-être Frédéric menacé donnerait-il enfin sa fille Charlotte, qui était en France, à César. En tout cas, s'il refusait, on obtiendrait quelque chose de Louis XII; et il serait toujours temps de se débarrasser des Français après s'en être servi. On savait bien comment s'y prendre. L'expédition de Charles VIII ne l'avait-elle pas suffisamment prouvé?

Alexandre VI envoya donc, comme les autres États

d'Italie, des ambassadeurs en France pour complimenter le nouveau roi, et avec des propositions d'alliance formelles. Louis XII était disposé à les accepter. Il voulait alors faire annuler son mariage avec Jeanne la boiteuse, stérile et laide, pour épouser Anne de Bretagne, qui conserverait cette province à la couronne en lui donnant sa main. L'archevêque de Rouen, Georges d'Amboise, désirait en outre être cardinal. On pouvait s'entendre.

Ludovic le More a été véhémentement accusé d'avoir attiré Charles VIII contre Naples, pour se faire duc de Milan. Cette fois, il n'est que trop évident qu'Alexandre VI chercha à jeter Louis XII contre le duc de Milan, pour créer une principauté à son fils; et sa perfidie égala celle de Ludovic le More, Machiavel ne nous le laisse pas ignorer. Il lui fallait de nouveaux bouleversements en Italie pour accomplir ses desseins. « Le pape, dont le caractère perfide ne se démentait jamais, » dit l'écrivain florentin, « négociait partout pour tromper tout le monde. » On ne savait ce qu'il voulait. César fut son principal instrument[1]. Un jour, en plein consistoire, le cardinal déclara l'incompatibilité de son humeur avec l'état ecclésiastique et annonça son intention de se marier, promettant d'ailleurs d'être toujours un fils obéissant de l'Église. Le pape demanda que ses collègues voulussent bien relever César de ses vœux; mais, le conclave refusant de prendre cette responsabilité, il assuma tout sur lui.

[1] Macch.; *Œuvres compl.*, fragm., année 1498.

On avait, pour le faire cardinal, établi qu'il n'était point bâtard; pour le relever de ses vœux, on prouva qu'il l'était. Le lendemain, César endossait l'habit laïque, prenait le titre de duc de Valentinois, que lui accordait le roi Louis XII avec la ville de Valence; enfin il laissait la pourpre pour l'épée, et préparait son départ pour la France comme ambassadeur.

Le voyage de César à la cour de Louis XII ressembla à celui d'un prince. Des galères françaises étaient venues le prendre, lui et son équipage, à Ostie. Sur tout son parcours, des rivages de la Méditerranée à Chinon, on lui rendit tous les honneurs. Le roi lui-même partit de cette ville sous prétexte de chasse, pour aller à sa rencontre. On faisait alors de grands frais pour l'entrée et la présentation des ambassadeurs. César, en vrai parvenu, les surpassa tous. Précédé d'une soixantaine de mules couvertes de drap rouge et jaune, portant bahuts et coffres avec ses armes, suivi d'une vingtaine de beaux chevaux revêtus de soie et d'or avec leurs brides à la genette, selon la coutume du pays, et menés par des pages vêtus de velours cramoisi, César Borgia, dans sa robe de satin rouge et or chamarrée de pierreries, dans ses bottes brodées d'or et de perles, et sous son bonnet à double rang de rubis, montait un robuste et fier palefroi richement caparaçonné. Parmi les mules de l'escorte on en remarquait deux couvertes d'or qui portaient, disait-on, la bulle de divorce pour le roi et le chapeau de cardinal pour monseigneur d'Amboise; plusieurs avaient aux pieds des fers d'argent que le prodigue avait ordonné de mal

attacher pour laisser des traces de son passage.

Alexandre VI et César fondaient sur cette ambassade de grandes espérances. Le pape voulait décidément dompter ses barons rebelles dans les environs de Rome et ses vicaires ou vassaux indociles dans l'Ombrie et dans la Romagne. Devenus souverains temporels, comment les papes n'auraient-ils pas songé à dompter la féodalité chez eux, comme les grands monarques le faisaient alors en Europe ? Les seigneurs des États de l'Église, les Montefeltri à Urbin, les Vitelli à Citta di Castello, les Riarii à Imola et à Forli, les Sforza à Pesaro, les Manfredi à Faenza, les Baglione à Pérouse, les Bentivogli à Bologne, les Varrani à Camerino, n'avaient point, il est vrai, de grands domaines, comme les ducs de Bourgogne ou de Bretagne en France. Sur un théâtre plus étroit, ils n'en étaient cependant que plus remuants, et leur tyrannie plus capricieuse et plus terrible. Guerre de voisin à voisin, de famille à famille, révolte des seigneurs contre le pape, soulèvement des citadins ou des paysans contre le seigneur, allées et venues, à travers les gorges et les défilés des Appennins, de bandes de soldats ou de brigands toujours prêtes à se louer au plus offrant ou à piller pour leur propre compte ; surprises, meurtres, empoisonnements, assassinats, exécutions, pendaisons, dans la vie publique et dans la vie privée, tel était le régime ordinaire de l'État de l'Église. C'était un vrai coupe-gorge que ce pays fécond en condottieri et en bravi, fertile en élévations et en chutes rapides, en aventures et en drames, et

cependant épris d'une passion précoce pour les lettres, les arts, le luxe, et pour tous ces raffinements de la vie policée, qu'on eût trouvés à Urbin, par exemple, tout aussi bien qu'à Florence.

Voilà le repaire où Alexandre VI, habitué à l'ordre qui régnait en Espagne, voulait introduire l'autorité pontificale en se servant de son fils César. Il n'avait point de soldats pour y réussir; car « les forces de l'Italie, » comme le dit Machiavel, « et spécialement celles des États pontificaux, dont il eût pu se servir, étaient entre les mains de ceux qui devaient redouter l'accroissement de sa puissance[1]. » Et c'était un cercle vicieux que de les tourner toujours les unes contre les autres. Il ne pouvait compter s'appuyer non plus sur le roi de Naples ou sur le duc de Milan, que rapprochait maintenant la crainte commune du roi Louis XII, encore moins sur Venise, qui cherchait toujours à dépouiller l'État ecclésiastique et étendait déjà sa main sur Faenza et Rimini. Il savait par expérience que les souverains italiens aimaient beaucoup mieux entretenir la révolte dans les États de leurs voisins que les aider à la dompter. Si le pape voulait être puissant chez lui, comme il était arrivé souvent, il ne pouvait donc le devenir encore qu'avec l'appui de l'étranger. Il s'agissait seulement de ne pas acheter trop cher pour la papauté et pour l'Italie, s'il se pouvait, l'appui de la France et de Louis XII. C'était là que pouvait briller et que brilla l'habileté de César.

[1] Mach., *le Prince*, ch. VIII.

Muni d'une lettre où le pape le présentait d'une façon assez ambiguë comme son fils, spirituel ou temporel[1], on ne savait trop, César espérait éblouir la cour de Louis XII. Comme son père, il avait le don de la persuasion qui couvre l'art de tromper, et cette ostentation du serment qui facilite le parjure. On s'aperçut bientôt que, chez l'ambassadeur, il y avait plus de paroles et plus de promesses que d'effets. César voulait tenir avant de donner. Pressé un peu vivement de joindre les effets aux paroles, il jura d'abord au roi Louis XII qu'il n'avait point apporté la bulle de divorce. Mais le nonce, qui l'accompagnait, déclara qu'elle était entre ses mains. Déjà Louis XII s'apprêtait à rassembler des théologiens français pour juger le cas. César s'exécuta, donna la bulle, mais fit empoisonner plus tard, dit-on, le nonce indiscret. Il laissa encore désirer quelque temps le chapeau de cardinal à Georges d'Amboise, mais le délivra enfin, et, somme toute, tira bien parti de la situation pour lui, sinon pour l'Italie. A défaut d'une princesse napolitaine, Louis XII lui fit épouser une demoiselle d'Albret, fille du roi de Navarre, et lui donna pour dot le collier de l'ordre de Saint-Michel avec promesse d'un État en Italie. Le mariage se fit en France, et pas au grand honneur de César, alors malencontreusement fort empêché, s'il faut en croire notre Fleurange, qui ne l'en déclare pas moins ordinairement bon compagnon et gentilhomme à la guerre.

[1] L'original est à la Bibliothèque impériale, Man. T. 8465.

César devint alors le principal agent de la ligue bientôt conclue entre le roi de France et Venise, le 5 avril 1499, contre Ludovic le More, en vue de la conquête du Milanais. Tandis que son père, Alexandre VI, poussait l'audace [1] de la tromperie jusqu'à arrêter les conditions d'une ligue contre la France entre Milan, Naples, l'État de l'Église et Florence, lui, excitant sans cesse Venise et Louis XII à conclure, leva entre eux les dernières difficultés. Venise, il est vrai, avait eu la première l'idée de s'allier avec le roi de France pour la guerre du Milanais, mais elle avait hésité longtemps. César brusqua tout, et, avec une grande habileté, donna au Saint-Siége un rôle moins apparent dans cette alliance avec l'étranger. D'après les traités, qui furent séparés, Venise au prix d'une ville, Crémone, et d'un petit territoire, la Giarra d'Adda, devait joindre ses armes à celles de la France, attaquer d'un côté tandis que les Français attaqueraient de l'autre. César s'engagea à assister de sa personne à l'entreprise, en retour de la promesse d'un subside et de trois cents bonnes lances, pour dompter sa féodalité, dès que le Milanais serait conquis.

Rien de plus facile alors que de conquérir un État dans la Péninsule. Les Italiens prêtèrent les mains contre les Milanais, comme ils les avaient prêtées contre Naples. Outre les Français, Ludovic le More avait pour ennemis le pape et Venise : le duc de Ferrare, son beau-père, et celui de Mantoue restè-

[1] Mach., *Œuvres complètes*, fragm. hist., année 1499.

rent neutres. La république de Florence, à qui Louis XII avait parlé ferme, donna même, dans l'espoir de se faire rendre Pise, le triste exemple de prendre l'engagement secret de ne pas secourir Ludovic qui la croyait ouvertement son alliée.

Ludovic ne pouvait compter même sur ses sujets, bien qu'il n'eût rien épargné pour les gagner. Il avait fondé une académie des beaux-arts, des écoles, bâti un théâtre, réuni autour de lui des savants, des artistes : Bramante décorait alors Milan du lazaret, de la coupole della Grazia et du cloître de Saint-Antoine. On ne sut pas gré au duc de ces merveilles. On l'accusait du vice le plus honteux. On lui reprochait d'avoir appelé les Français, d'être vain, ambitieux, infidèle à sa parole, comme si tout le monde alors ne l'était pas. Il tenta de rassembler les personnages les plus importants du Milanais, et de justifier sa conduite. On prit cette avance pour de la faiblesse. Ajoutons un détail caractéristique pris dans un ambassadeur vénitien. La noblesse, nombreuse à Milan, était besoigneuse et mangeait toujours une année de revenu à l'avance. Les bourgeois, qui faisaient pour le monde entier des armures et des harnais, désiraient toujours la guerre; et il y avait dans la ville beaucoup de pauvres. Ludovic ne pouvait compter que sur lui-même et sur des condottieri; quand il se vit attaquer de deux côtés à la fois, il fit à son tour l'épreuve de ce que valait sa politique et de ce qu'étaient les armées mercenaires. Il avait cru avoir, comme disait son bouffon, « les Vénitiens pour pourvoyeurs, le

roi de France pour capitaine et l'empereur pour courrier. » Venise et la France l'attaquaient. Maximilien courait ailleurs contre les Suisses. Les condottieri firent encore plus scandaleusement défaut.

L'armée française, composée de 16,000 hommes, gens d'armes, artilleurs ou artificiers, suisses, gascons et autres, commandée par un Italien exilé, Jacopo Trivulzio, célèbre capitaine au service de France, descendait les Alpes (10 septembre), par le territoire du duc de Savoie. L'armée vénitienne se rassemblait dans le Brescian. Ludovic le More envoya le condottiere San Severino contre la première et le comte de Caiazzo contre la seconde. Ces deux hommes avaient toujours été ses plus intimes favoris, les confidents et les exécuteurs de tous ses desseins. San Severino, ayant vu tout d'abord tomber au pouvoir des ennemis quelques forteresses comme Bassignano et Tortone, abandonna volontairement Alexandrie dans laquelle il pouvait facilement tenir. Effrayé, le More envoya à Caiazzo l'ordre de venir, avec quelques-unes de ses troupes, opposées aux Vénitiens, secourir San Severino et prendre sa place. Mais Caiazzo, jaloux de ce qu'on ne lui eût pas donné plus tôt ce commandement, était déjà vendu à Louis XII; il fit mine de jeter un pont sur le Pô et ne bougea. Cependant le peuple de Milan se révolta et tua un trésorier de l'État. Ludovic jugea froidement la situation, en homme qui connaît son pays. Il mit garnison dans le château de Milan et s'enfuit sous bonne escorte, avec ses enfants et ses trésors, auprès de l'empereur Maximi-

lien, avec lequel il espérait bientôt revenir, comme le roi de Naples était revenu dans son royaume avec le roi d'Espagne.

Une députation de Milanais vint offrir à Trivulzio les clefs de la ville. Le commandant du château abandonna son poste pour de l'argent. Trivulzio fit son entrée dans la capitale de la Lombardie au milieu de la joie des habitants ; les Gascons renversèrent à coups de flèches, aux applaudissements de tous, la statue équestre de Sforza à laquelle Léonard de Vinci avait travaillé douze ans. Enfin le roi Louis XII fit à Milan une entrée triomphale (6 octobre 1499) comme Charles VIII avait fait auparavant à Naples. Il y installa un nouveau gouvernement et y reçut tous les princes d'Italie, sauf celui de Naples, et les ambassadeurs des républiques, accourus comme pour lui faire hommage. L'ambassade de Venise, qui avait pris de son côté Crémone et la Giarra d'Adda, fut la plus brillante. Là tous les États libres, le duc de Ferrare, le marquis de Mantoue, le seigneur de Bologne, la république même de Florence, complimentèrent le roi sur ses brillants succès, firent montre de leur bon vouloir, et, en se calomniant un peu les uns les autres, s'engagèrent par traité à fournir de l'argent et des soldats pour aider Louis XII, même contre Naples, s'il tentait encore cette conquête après l'autre[1]. On ne pouvait agir plus galamment.

César Borgia avait accompagné le roi de France

[1] *Négoc. dipl. de la Toscane*, t. II, p. 24.

à Milan et applaudi plus que les autres à ses succès qui étaient aussi les siens. Il demanda le prix de son alliance, qui avait devancé les compliments des autres, et reçut de Louis XII de l'argent, Yves d'Alègre, capitaine français, avec trois cents lances, et le bailli de Dijon avec quatre mille Suisses. C'était aux Borgia maintenant à conquérir. Alexandre VI, en légiste qu'il était, fit instruire en masse, par une commission de juristes, le procès des seigneurs de la Romagne qui, avec le titre de *vicaires* de l'Église, refusaient de payer tribut au pape; et, avant même d'avoir publié la sentence, il ordonna à son fils César de l'exécuter.

L'ancien cardinal allait enfin commencer son service de condottiere au profit de l'Église et montrer que l'épée lui allait mieux que la barrette. De son ancien état il avait l'habileté diplomatique; et son humeur le faisait passé maître dans son nouveau métier d'homme de guerre. Il s'attaqua d'abord à Catherine Sforza, la fameuse comtesse de Forli. Vraie fille de cette race héroïque de condottieri, alors veuve pour la troisième fois, celle-ci avait déjà su défendre ses enfants contre d'autres entreprises. Couverte par l'alliance de Florence avec la France, elle comptait sur la république, et lui offrait de l'aider à réduire Pise. Florence refusa, et n'osa soutenir Catherine que sous main. Cette femme énergique, qui avait fait passer des secours à son oncle Ludovic, abandonne Imola, envoie ses fils à Florence et se retire à Forli avec tout son monde. La petite ville tombe au pouvoir

des soldats de César. Catherine veut entraîner les siens dans la citadelle pour s'y fortifier; mais ils hésitent, l'ennemi y pénètre avec eux. Elle est prise et envoyée à Rome, où on la jette dans une prison d'où l'intervention d'Yves d'Alègre put seule la faire sortir. C'est la mère du fameux Jean des *Bandes noires*, qu'elle avait eu d'un Médicis, son dernier mari, et qui fut père de Cosme Ier, duc de Toscane.

Dans le même temps le pape lançait une sentence de confiscation contre les Gaetani, dans les environs de Rome, et s'emparait de leurs châteaux. Toute la famille était à l'œuvre. Lucrezia Borgia, nommée gouvernante de Spolète, avec tous les priviléges et revenus y attachés, portée par une mule dans une sorte de palanquin de velours cramoisi, partait escortée de son nouveau mari Alphonse, de son frère Goffredo et d'un grand nombre de prélats, pour prendre possession de son gouvernement, et elle entrait en triomphe dans la ville qui avait été réduite par des canons français.

Un événement arrêta les Borgia en si bon chemin. Au nord de l'Italie, Jacopo Trivulzio, laissé comme gouverneur par Louis XII dans le Milanais, avait bientôt mécontenté les habitants du duché. C'était non-seulement un bon homme de guerre, mais un administrateur actif et un lettré. Il parlait peu et bien, avait bon air et ne manquait pas de gaieté; mais il gouvernait à l'italienne, comme un chef de faction victorieuse qui se venge. Un jour il tua de sa main un boucher qui réclamait dans une émeute contre les taxes. Retiré dans les États de l'empereur

Maximilien, Ludovic, qui avait épousé sa nièce, leva, grâce à lui, dix mille Suisses, et résolut de revenir dans ses États. Trivulzio somma les Vénitiens de le secourir, et envoya l'ordre à Yves d'Alègre d'abandonner la Romagne pour se replier dans la Lombardie. Mais les premiers ne bougèrent pas, le second tarda trop. Les Milanais, pour rester fidèles à la mode populaire, se soulevèrent. Trivulzio quitta la place, et Milan reçut à bras ouverts Ludovic le More, tandis que les Français battaient en retraite sur le Tessin. Alexandre VI et la république de Venise croyaient avoir eu raison dans leurs calculs : ils avaient pu s'agrandir en dupant les Français une seconde fois.

Alexandre VI, dans son triomphe, se réjouit sans remords, quoique l'exécution entière de ses projets eût été ajournée. On était en l'année 1500, année de jubilé. Les pèlerins étaient nombreux. Il prépara à son fils, en l'honneur de ce qu'il avait fait et de ce qu'il devait faire, une triomphale entrée à Rome. Les cérémonies religieuses auxquelles le jubilé donnait lieu ne touchaient le pape que par ce qu'elles rapportaient. Les Borgia, sans mépriser les lettres et les arts de l'antiquité, n'en étaient point épris comme les Italiens. S'ils attiraient Léonard de Vinci à Rome, c'était surtout pour la fortifier. Ce grand artiste, qui allait partout où était le succès, et peignait alors sa belle fresque de San Onofrio, méritait surtout son titre d'*ingénieur général* du Saint-Siége, en dessinant des ports, en projetant des fortifications pour la Romagne et l'Ombrie, qu'il par-

courait au service de César. Mais les Borgia admiraient spécialement chez les anciens la politique, l'art du succès. Ce qui les attirait, c'étaient les mœurs païennes. Un triomphe à la romaine leur paraissait être à la fois l'ornement et l'encouragement de leur prospérité.

Les cardinaux allèrent donc au-devant de César Borgia, le conquérant de Forli, jusqu'à trois milles hors de la ville. Le cortége triomphal entra par la porte *del Popolo* et la rue du *Corso*. Cinquante gentilshommês suivis de trompettes en formaient l'avant-garde. Trois hérauts précédaient César entouré de sa cour. Lui-même, coiffé d'un bonnet haut de deux palmes, orné de perles, dans une casaque de velours noir à la hongroise, relevée d'une chaîne d'or pendant jusqu'à la poitrine, et retenue par une ceinture brodée de perles, un manteau de même étoffe doublé d'hermine jeté sur l'épaule gauche, il caracolait fièrement entre deux cardinaux. Avec son front haut et large, relevé de sourcils d'ébène, ses grands yeux noirs et féroces, son nez aquilin, sa bouche bien dessinée, mais serrée, son visage empourpré de pustules honteuses, sa haute stature et sa taille élégante, le triomphateur avait une beauté insolemment tragique. Quand Alexandre VI reçut ainsi son fils au Vatican, il était âgé de soixante-dix ans. « Il rajeunit tous les jours, dit alors un ambassadeur vénitien; ses soucis et ses inquiétudes n'ont de durée qu'une nuit. » Il adressa au triomphateur une belle harangue, à laquelle celui-ci répondit

dignement, lui remit un rameau avec une rose d'or bénite et le gonfanon ou la bannière de l'Église, comme à son fidèle serviteur. Un char antique attendait là César ; il y monta pour se faire voir dans tout Rome qu'il parcourut ainsi au milieu des cris de *Vive Borgia de France,* et il ne rentra que le soir au palais d'un cardinal où un magnifique banquet termina le triomphe et la journée.

C'était quelques jours avant la semaine de Pâques. Sans doute les nombreux pèlerins qui remplissaient déjà la ville ne virent pas sans étonnement, mêlée à des fêtes catholiques, cette journée de la Renaissance, toute politique et toute païenne, et qui était bien un signe de la transformation, tous les jours plus visible, de la souveraineté pontificale en une principauté séculière. Les Borgia le prenaient ainsi. Croyant déjà les affaires du roi de France en mauvaise passe, ils offraient à Florence de l'aider à réduire Pise, si elle voulait leur laisser prendre Sienne et Piombino, et s'apprêtaient, sur son refus, à procéder contre la république, lorsque Louis XII reprit le dessus « en moins de temps qu'il ne faut, » nous dit Machiavel, « pour crier : Me voilà ! »

Le roi de France, à la nouvelle des événements du Milanais, avait envoyé La Trémouille avec six mille fantassins français et dix mille Suisses au secours de Trivulzio et d'Yves d'Alègre, fortifiés à Mortara, non loin de Novare, derrière le Tessin. Ludovic, déjà maître de Novare, commençait à assiéger Mortara, quand La Trémouille vint le relan-

cer dans Novare. On croyait qu'une bataille serait donnée, mais les Suisses formaient la principale force des deux armées. Pour la première fois, depuis qu'ils louaient leurs services, ils allaient être obligés de s'entre-égorger. Un ordre de la diète helvétique ou, selon d'autres, l'argent de Louis XII décida du sort de la Lombardie, sans combat. Les Suisses de Ludovic le More passèrent du côté du roi, et le malheureux duc lui-même, qui tenta de s'échapper sous un costume de cordelier, fut vendu par un soldat d'Uri et envoyé en France où, cette fois, il devait finir ses jours au château de Loches. Décidément la diplomatie et l'argent de France étaient supérieurs. Louis XII, mieux avisé cette fois, donna le cardinal d'Amboise pour gouverneur au Milanais, qui devint pour quelque temps français, tandis que Bellinzona, gardé par les soldats des cantons, devint suisse pour toujours; et il mit à rançon le marquis de Mantoue, le duc de Ferrare et quelques autres qui avaient fait plus que des vœux en faveur de Ludovic, pour les punir de leur versatilité et les faire réfléchir sur les mécomptes de leur habile politique.

L'argent jouait un grand rôle dans ces affaires. Les Borgia l'avaient compris, et ils s'étaient mis en mesure d'en avoir, pour se passer même des Français et se faire une armée. Ils sentaient fort bien que leur fortune serait fragile s'ils n'avaient pour la défendre l'or et le fer. Or ce pouvoir spirituel était une mine à exploiter, et qui pouvait rendre plus qu'on n'en avait encore tiré. Les États de l'Église

également ne manquaient pas d'hommes, même bons soldats, surtout en Romagne. Seulement ces mercenaires n'étaient pas à l'Église. Il fallait les dompter ou les gagner et faire de la lie des condottieri l'armée de l'Église. Les Borgia entreprirent cette double tâche.

Ce fut sous Alexandre VI que l'on battit monnaie dans Rome, et de toute manière, avec le plus d'effronterie, pour ne pas dire davantage. La vente des chapeaux de cardinaux n'était point une chose nouvelle. On reprochait surtout à Alexandre VI, à Rome, d'avoir fait profiter de ces dignités des Espagnols et non des Italiens. Sur trente-six cardinaux qu'il fit en trois ans, vingt-deux étaient ses compatriotes. Cette partialité ne contribua pas peu à noircir sa mémoire auprès des Italiens. Ce qui parut une nouveauté, ce fut l'âpreté avec laquelle il exigea que les biens des cardinaux et de tous les titulaires qui avaient acheté leurs bénéfices à Rome fissent retour, après leur mort, au trésor pontifical. On remarqua même que les décès des cardinaux, choisis d'ailleurs assez âgés, étaient très-fréquents ; ce qui fit soupçonner les Borgia d'imiter certains empereurs romains qui hâtaient la mort des riches citoyens dont ils s'étaient fait faire héritiers.

Alexandre VI avait mis la main, pour dataire et ministre de ses finances, sur un homme à souhait, un certain Jean-Baptiste Ferrara, génie inventif, qui trouvait toujours quelque nouvelle ressource ; on l'appelait l'éponge du pape, le débitant de bénéfices,

le cerbère du Vatican. Un jour, il créa un nouveau collége de quatre-vingts membres pour l'expédition des brefs et vendit ces charges, qui n'étaient elles-mêmes qu'un moyen de fiscalité. Ce Baptiste, devenu lui-même fort riche, mourut assez inopinément et enrichit son maître par sa mort, comme il l'avait fait par sa vie. Le pape, du reste, ne le cédait pas à son ministre pour l'imagination financière. « Tout se vend, » disait l'ambassadeur vénitien à Rome en 1500, « et cependant le pape dit qu'il est pauvre (*è un povero*). » Pour s'enrichir, Alexandre VI vendit à Ladislas, roi de Hongrie, une sentence de divorce. L'année 1500 particulièrement fut pour lui d'un immense rapport. Beaucoup de pèlerins, malgré leur désir, n'avaient pu venir à Rome faire leur jubilé. Des indulgences furent accordées à tous ceux qui n'avaient pu accomplir cette dévotion, pourvu qu'ils voulussent bien payer le tiers de la somme qu'ils auraient dépensée pour venir à Rome. Le 11 mars on tint un grand consistoire; les ambassadeurs de la chrétienté y assistaient. Le pape y exposa les dangers que le Turc faisait courir à la chrétienté. On n'y publia point l'annonce d'une croisade; mais deux bulles suivirent de près : l'une prélevait une dîme sur les biens ecclésiastiques, depuis ceux des cardinaux jusqu'à ceux des monastères; l'autre imposait aux juifs le même tribut. Les morts eux-mêmes finançaient: le pape déclara par une bulle qu'il pouvait délivrer les âmes du purgatoire, si leurs héritiers payaient pour elles.

Avec cet argent, César Borgia voulut se former une armée à lui, de tout ce que les environs de Rome et les Apennins nourrissaient de condottieri ou de brigands et d'hommes capables de porter les armes. Il avait appris, à ses dépens, qu'on ne pouvait toujours compter sur les troupes auxiliaires, comme celles que les Français lui avaient fournies ; il s'attacha, à force d'argent et de promesses, Naldo di Brisighella, condottiere puissant dans le val di Lamone, les deux Orsini, Jules et Paul, avec lesquels il se réconcilia en promettant de leur livrer les Colonna, et deux bravi déterminés. L'un, Vitellozzo Vitelli, seigneur de Citta-di-Castello, en dressant ses hommes au maniement de piques plus longues d'une brasse que les autres, en avait fait une troupe redoutable. L'autre, Oliverotto, déjà renommé comme homme de guerre, avait demandé un jour à un sien oncle, Jean de Fogliano, seigneur de Fermo, la permission de lui rendre visite en bonne compagnie pour lui faire honneur. Arrivé avec cent cavaliers, bien reçu, hébergé, fêté dans un grand banquet, il avait fait assassiner son oncle et les principaux citoyens, et s'était emparé de sa maison de ville. Depuis, il s'appelait Oliverotto, seigneur de Fermo. On peut juger par celui-ci de ce qu'étaient les hommes à qui César prodiguait les honneurs, l'argent, et confiait le commandement de ses troupes et le gouvernement de ses places. Cependant, il ne faut pas le méconnaître, César Borgia voulait épurer cette lie de la soldatesque, pour en faire sa propre armée. Machiavel tient de lui l'idée de recru-

ter un homme par maison pour le service militaire. César l'essaya en 1501, de sorte qu'il suggéra au grand écrivain italien la pensée de sa milice nationale [1]. César eut ainsi à lui sept cents hommes d'armes et six mille fantassins dont il espérait faire l'armée de son État.

Dans le cours de cette année qui sépare le quinzième siècle du seizième, deux événements frappèrent les imaginations populaires, superstitieuses encore par cela même qu'elles revenaient au paganisme. Le 28 juin, pendant que le pape se promenait dans la grande galerie de la vieille basilique de Saint-Pierre, le clocher s'écroula et endommagea considérablement tout l'édifice. Une barre de fer qui avait percé la voûte tomba aux pieds de Sa Sainteté, mais sans lui faire aucun mal. Le lendemain, comme le pape était au Vatican avec le cardinal de Capoue et quelques chambellans, un nuage épais, poussé par un vent furieux, accompagné de grêle et de pluie, creva sur la demeure pontificale. Une cheminée renversée défonça la toiture et effondra le plafond en entraînant deux énormes poutres qui le soutenaient. On s'enfuit; le pape et deux chambellans restèrent, et le plancher céda. Le bruit se répandit que le pape était mort. Quand on pénétra sous les décombres, on trouva les deux chambellans écrasés, mais le pape n'était qu'évanoui dans un fauteuil et légèrement contusionné. Une des poutres, en tombant, s'était brisée par le milieu, avait fait arc-boutant au-dessus de la tête d'Alexan-

[1] *Œuv. inéd. de Mach.*, Préf., p. XXXVI.

dre VI et l'avait miraculeusement préservé. Les Borgia ne pouvaient voir là qu'un encouragement de la fortune, qui les épargnait en frappant l'Église.

La politique de César lui fut d'un plus grand secours encore que son argent, ses gens de guerre et la fortune. Il s'assura de la connivence de Louis XII en faisant nommer, par son père, Georges d'Amboise légat *a latere*, en France, c'est-à-dire en érigeant celui-ci pape dans ce royaume. Par la France, il paralysait Venise, Bologne et Florence. Les Borgia auraient bien voulu se passer des Français, qu'ils avaient paru un instant abandonner, lors du retour de Ludovic le More. Après tout, ils n'étaient pas satisfaits, dit un Vénitien, de les voir en Lombardie. Mais cette puissance était alors si grande dans la péninsule qu'il fallait bien compter avec elle, quitte à l'abandonner après; car, dit le même ambassadeur des Borgia, « *non est fidendum eis in æternum.* » César obtint donc encore Yves d'Alègre avec trois cents lances, deux mille fantassins et l'appui hautement proclamé de Louis XII, par la promesse de l'aider aussi un jour contre Naples. Il ne dépendit pas même de lui qu'il ne fût fait un nouveau *partage* de l'Italie, dans lequel il ne serait pas oublié; le plan fait au Vatican fut envoyé à Louis XII; mais celui-ci ne voulut pas aller si vite, et se contenta d'engagements pour la conquête de Naples [1].

César entra donc en Romagne (1501); le seigneur de Pesaro, un Sforza, autrefois son beau-frère, s'enfuit

[1] *Nég. de la Tosc.*, Ab. Desj., année 1500; et *Œuvres de Machiavel*, première légation en France.

et livra sa ville. Malatesta en fit autant de Rimini. Mais Faenza résista, quoique un traître eût déjà livré l'entrée du val de Lamone. Un jeune homme de dix-huit ans, Astorre Manfredi, abandonné par son aïeul Bentivoglio, mais aimé de ses sujets, tint tout l'hiver (1500-1501) contre l'artillerie, les assauts des condottieri, même les piéges et les ruses diplomatiques de César. Enfin il fallut se rendre. Borgia promit leurs biens aux habitants, et à Manfredi la vie sauve. La capitulation signée, Manfredi fut saisi, envoyé à Rome et plongé dans un cachot d'où il ne sortit qu'un soir pour être précipité, avec quelques autres, dans le Tibre. Le pape ne se sentit pas de joie quand arriva la nouvelle de la prise de Faenza; on fit festin toute la nuit au Vatican.

La Romagne était conquise. Était-ce pour l'Église ou pour les Borgia? César revint triompher à Rome. Déjà Venise, son alliée, lui avait conféré le titre de noble Vénitien, en le faisant inscrire sur son « livre d'or ». Alexandre avait tout récemment créé douze cardinaux; ce fut dans ce consistoire, peuplé de ses créatures, qu'il obtint que la Romagne fût érigée en duché pour César. On fit de grandes fêtes à cette occasion. Dans les rues, la populace romaine poussait les cris de : « *Vivent Alexandre et César!* » et les arcs de triomphe en leur honneur portaient ces inscriptions : « *A l'arbitre de l'univers, au vainqueur des tyrans.* »

De fait, Borgia voulait employer, dans des vues utiles, le pouvoir qu'il conquit par de si atroces moyens, et la Romagne passa sous un bien meilleur

régime, mais à quel prix? César Borgia y envoya un certain Ramiro d'Orco qui ramena l'ordre et la sécurité, mais en excitant de telles haines que son maître, quand l'œuvre fut faite, crut devoir sacrifier son trop fidèle serviteur; il le fit un jour couper en deux et exposer à tous les regards, avec un billot et un coutelas sanglant au milieu, pour que les Romagnols, dit Machiavel, « fussent satisfaits et terrifiés ». Là où Borgia est puissant il ne veut pas d'autre tyran, d'autre oppresseur que lui-même.

II.

AUT CÆSAR, AUT NIHIL.

Perte du royaume de Naples.

César Borgia avait maintenant pris terre, mais pour s'élancer plus loin. Ce qui effrayait les Italiens dans les Borgia, ce n'était ni leur perfidie ni leurs crimes, choses tout italiennes, mais l'audace qu'ils y portaient et le goût de sang dont leur œuvre témoignait. Il y avait là une force, une âpreté tout espagnoles, quelque chose de cette nation qui commençait à remplir de son ambition avide et de son activité fiévreuse les deux mondes. Ce duché de la Romagne ne pouvait être que le premier échelon de la fortune de César. Il voulait autre chose, et songea bientôt à s'y préparer, par une alliance dans laquelle sa sœur Lucrezia ferait encore sa partie.

La dynastie aragonaise de Naples était décidément une planche pourrie sur laquelle il ne fallait

plus compter. Louis XII allait recommencer, dans de meilleures conditions, l'œuvre de Charles VIII. Il fallait se mettre d'avance du côté du vainqueur, et songer à faire quelque profit. Dans cette occurrence, le troisième mari de Lucrezia, Alphonse, n'était plus qu'une gêne à la cour pontificale. Le fils du duc de Ferrare, dont l'amitié couvrirait le nord de la Romagne et même l'Émilie, ferait bien mieux l'affaire. Avec cette alliance, ne pourrait-on pas attaquer la puissante ville de Bologne, autre fief du Saint-Siége, usurpé par un Bentivoglio, ou même la république de Florence, qui était à peu près dans l'anarchie depuis l'expulsion des Médicis? Le malheureux prince napolitain, isolé déjà, mal vu au Vatican, s'en était une fois retourné dans son pays; puis, poussé par une mauvaise étoile, il s'était rapproché de Lucrezia, dont il avait un enfant nommé Roderic, comme son grand-père. Alphonse craignait surtout César: car le pape et Lucrezia lui étaient attachés. Mais Alexandre VI n'était plus maître. César n'avait-il pas un jour assassiné, jusque dans les bras de son père, un favori dont le sang avait rejailli sur les habits pontificaux? Alexandre pardonnait tout à cet audacieux enfant gâté. Un jour que le mari de Lucrezia montait les marches de Saint-Pierre, il fut assailli et frappé par quelques scélérats qui le laissèrent pour mort. Relevé et recueilli au Vatican, il fut soigné, défendu même par Lucrezia et par sa sœur Sancia, femme de Goffredo; mais, comme il ne voulait pas mourir de ses blessures, on le trouva, au bout de quelques jours, étran-

glé dans son lit. « Ce qui ne se fait pas au dîner, disait César, se fait au souper. » César en effet, dit un ambassadeur vénitien, entra dans la chambre du malade, fit sortir sa femme et appela Michelotto, qui étouffa le jeune seigneur. « Déplorable événement, ajoute l'ambassadeur. Tout Rome en fut ému ; mais, par peur, on n'osait en parler bien haut. Le duc, enfin, se prit à dire qu'il avait fait tuer le prince parce qu'il craignait d'être tué par lui et qu'il ordonnerait le procès... lequel ne fut jamais fait. »

Lucrezia, veuve alors pour la troisième fois, n'était pas seulement une femme dans tout l'éclat et toute la force de la beauté, celle que les artistes vénitiens aimaient à peindre et dont Giorgione rendait surtout si bien les cheveux qui semblaient *parfilés par le soleil ;* elle avait l'intelligence de son frère, sinon sa scélératesse. Son père l'adorait comme tous ses enfants, à cause de ses talents et de sa beauté. Il aimait à l'avoir souvent auprès de lui, et, malgré la présence même des cardinaux, la traitait avec la plus tendre familiarité d'un père. Il prenait souvent ses conseils. Quand il s'absentait, c'était à elle qu'il confiait, avec la garde de la chambre apostolique, la direction du palais pontifical et l'expédition des affaires courantes. Elle ouvrait les lettres, y répondait, donnait des ordres et des signatures. Quand elle se trouvait embarrassée, elle prenait conseil du cardinal de Lisbonne, avec lequel elle était dans une grande intimité. On médisait parfois d'elle ; l'ambassadeur vénitien, qui est véridique et impartial, déclare qu'elle était « sage et libérale ». Elle

ressemble cependant un peu pour sa docilité, sinon pour ses débauches, à cette Julie que l'empereur Auguste maria et démaria trois fois, tant la Rome impériale et la Rome pontificale, à quinze siècles de distance, ont de points de ressemblance!

Ces habitudes d'une cour toute séculière et ces crimes que toutes les cours, même alors, ne se permettaient pas, commençaient à soulever contre les Borgia un concert de sourdes clameurs; il s'accréditait sur le pape et ses enfants d'effroyables accusations. Elles dépassaient encore la réalité; mais les Italiens surtout, pleins de haine, furieux contre ces étrangers, ces intrus, les accueillaient et les répandaient à l'envi. Le mot de Réforme, étouffé en Italie avec Savonarole, commençait à gronder dans les pays lointains. Alexandre et César en étaient instruits. Ils luttaient avec énergie contre ce mécontentement, à force de précautions et de rigueurs. A Rome, il y avait une véritable terreur; les médisants, clercs ou laïques, étaient souvent mutilés, empoisonnés, jetés dans le Tibre. On en trouvait presque chaque jour, dit l'ambassadeur vénitien. Un matin, le duc fait amener dans la cour du palais des condamnés (*gladiandi*), et lui-même, revêtu des plus beaux habits, devant une assemblée nombreuse et choisie, il les perce à coups de flèches. Il rappelle l'empereur Commode. La ville était pleine d'assassins à gage. La république de Venise réclama vainement un de ses citoyens qui avait traduit à Rome une satire contre le pape et qui disparut. Alexandre VI tenta d'étouffer l'opposition chrétienne en Europe par un

bref qui interdisait l'impression de tout livre nouveau sans la permission de l'ordinaire. Mais il avait surtout confiance dans le succès, qui fait taire la médisance, paralyse le mauvais vouloir et aveugle ou entraîne les esprits.

Le mariage, désiré par César, entre la belle Lucrezia et le fils du duc Hercule d'Este, Alphonse, s'accomplit en 1501. La réduction du tribut que devait Hercule à la cour de Rome et une riche dot assurée par le pape à Lucrezia vainquirent toutes les répugnances. Le cardinal Hippolyte d'Este se rendit à Rome avec son frère Ferdinand pour célébrer, par procuration, le mariage, et emmener la belle fiancée trois mois après la mort de son mari. A cette occasion on célébra les fêtes les plus extravagantes et les moins assorties à la cour pontificale et même à toute cour honnête. Le gonfalonier César, les cardinaux, les ambassadeurs de la chrétienté, cinquante dames romaines, firent cortége au cardinal Hippolyte et à Lucrezia ; vêtue de brocart d'or, celle-ci gravit les degrés du Vatican et fut mariée dans la salle Pauline par le pape lui-même. Les trompettes sonnaient, le canon retentissait au château Saint-Ange. Dans le jour, il y eut au Corso une vraie course à l'antique de jeunes gens et de jeunes femmes nus; sur les places, combats de taureaux, mascarades ; et, le soir, tandis que les feux d'artifice attiraient la population, César, après le banquet de noces, ménagea, s'il faut en croire le maître des cérémonies, au pape, aux cardinaux et à la fiancée, dans les appartements et les cours de son palais, comme pièce de

circonstance, le spectacle de luttes dont ni l'antique Grèce ni la moderne Espagne n'avaient publiquement fait montre.

Le mariage de Lucrezia avec le duc de Ferrare faisait partie des nouveaux plans de campagne de César Borgia. Quels étaient-ils? On ne savait trop. Il avait déjà pratiqué sous main contre les Bentivogli de Bologne, dénoncés à la cour de France, la faction ennemie des Marescotti qui relevaient la tête, et offert de l'argent au cardinal d'Amboise, s'il voulait le laisser faire. Il entre tout à coup sur le territoire bolonais. Mais ses condottieri le suivent avec répugnance ; et un messager de Louis XII vient lui annoncer que le roi a pris ce seigneur et ses États sous sa protection. César, furieux, se contient, sacrifie les Marescotti qui sont massacrés dans le *palais des seigneurs*, dans les rues, l'un d'eux dans son lit ; et il obtient de Bentivoglio de l'argent, des hommes et un passage pour se jeter alors au moins dans la Toscane où il y avait toujours guerre entre Florence et Pise.

Alexandre VI, pour être plus heureux cette fois, cherche à gagner à ses nouveaux desseins la cour de France. Il accuse Florence d'alliance avec les ennemis du roi, tout en recevant et en caressant ses ambassadeurs, tandis que César entre avec une armée en Toscane, sous prétexte d'aider la république contre Pise. Car ils s'aidaient admirablement l'un l'autre, « le père en ne faisant jamais ce qu'il disait, et le fils en faisant toujours ce qu'il ne disait pas. » Effrayée de ces menaces et de ces ca-

resses, Florence envoie à Louis XII une ambassade suppliante, dont Machiavel fait partie. Il était temps. Arrivé, en effet, non loin de la ville, César change de langage, envoie des secours à Pise, demande l'alliance de Florence et la menace de la restauration des Médicis. Il allait procéder contre elle et voyait déjà, après Florence, Bologne et Ferrare à ses pieds, la corde au cou, lorsqu'une lettre de Louis XII prit également Florence sous sa protection et rappela au pape et à son fils, qui travaillaient à leur propre grandeur, les promesses de secours qu'ils lui avaient faites contre le royaume de Naples, à la conquête duquel il allait marcher. La rage au cœur, César lâcha sa proie, mais en ravageant deux ou trois villages toscans, et laissa un de ses lieutenants devant la ville de Piombino qui devait payer pour Florence, dont la politique avait vaincu les Borgia en France.

Le roi de France, à qui les succès du Valentinois commençaient à donner ombrage, comme il le disait lui-même à Machiavel, venait de conclure avec l'Espagnol Ferdinand le Catholique un traité de partage en vertu duquel il devait avoir Naples, la terre de Labour et les Abruzzes, et laisser à son allié la Pouille et la Calabre comme duché. Ce traité, dit de Grenade, était secret. Mais le pape fut obligé de l'approuver, de le sanctionner en plein consistoire. César avait toujours promis conditionnellement d'aider à l'entreprise. Florence, sauvée par Louis XII, était obligée de promettre un contingent de trois cents lances. Tout annonçait une nouvelle

catastrophe pour la péninsule. En effet, le Français Daubigny, avec mille lances, quatre mille Suisses et six mille Gascons, entrait déjà en Italie; et, par mer, Philippe de Ravenstein, gouverneur de Gênes, emportait sur seize vaisseaux bretons et provençaux et trois caraques génoises six mille six cents hommes de débarquement.

César Borgia, obligé d'accompagner l'armée française avec quelques lances, profita au moins du passage des Français pour traiter en ennemis les Colonna, toujours alliés des rois aragonais. Alexandre VI, dans un conseil tenu au Capitole, décida que Marino, principale forteresse des Colonna, serait rasé, leurs châteaux confisqués. La sentence fut exécutée, et les dépouilles des Colonna enrichirent provisoirement les Orsini. Ce fut le prélude de la chute de Naples.

Le roi Frédéric, aimé de ses sujets, mais à la tête d'un royaume démantelé, n'avait d'espoir que dans le roi d'Espagne Ferdinand le Catholique. Celui-ci avait promis de le défendre et fait rassembler en Sicile par Gonzalve de Cordoue une bonne et forte armée. Avant d'avoir recours à lui, Frédéric essaya de se défendre à Capoue; il y jeta le condottiere Fabrice Colonna, ennemi persistant du pape et de ses alliés les Français. Mais, au premier assaut, les assiégés parlèrent de se rendre; et, pendant les négociations, les Français saisirent une porte, se précipitèrent dans la ville, massacrèrent dans les rues six mille habitants et prirent les femmes à discrétion. César Borgia, pour sa part, après le sac, et de sang-

froid, trouvant un grand nombre de femmes réfugiées dans une église, fit choix des quarante plus belles et les envoya à Rome. L'ex-cardinal se faisait mécréant, le sang du Marrano reprenait ses droits.

Le malheureux Frédéric invoqua alors le secours de Gonzalve de Cordoue; mais les deux alliés lui communiquèrent, le 25 août 1501, le traité de partage, et Frédéric se montra digne de régner, en sachant abandonner son royaume. Après avoir livré Naples et le Château-Neuf, il se retira dans l'île et le château d'Ischia avec sa famille, pour attendre l'arrivée de la flotte française conduite par Ravenstein, et se rendre plutôt au roi de France, son ennemi, qu'au traître Ferdinand. Une pension de trente mille livres, le titre de duc d'Anjou, et les vers de Sannazar, le seul poëte qui eût jeté un cri patriotique au commencement de ces guerres, consolèrent, dans son exil sur les bords de la Loire, un souverain, chevalier et poëte lui-même, qui n'était pas fait pour les jeux de tromperie audacieuse où se plaisait la politique du temps, et dont l'Italie, qui l'avait mise en honneur, était déjà la victime.

Alexandre VI et César Borgia, les deux plus habiles dans cet art, avaient prêté la main à l'expédition de Naples, justement parce qu'ils prévoyaient qu'un pareil partage entre deux souverains déjà ennemis sur les Pyrénées les mettrait aux prises. Ils comptaient, pour leur fortune ultérieure, sur ce nouveau conflit. Deux mois à peine, en effet, après le partage, les Français et les Espagnols se

disputaient la possession de la Capitanate, importante à cause du tribut que payaient les troupeaux, qui, selon la saison, allaient de l'Abbruzze dans la Pouille et de la Pouille dans l'Abbruzze. Les Borgia avaient beau jeu. Alexandre VI avait acheté du malheureux Frédéric d'Aragon, au prix de 14,000 ducats, les armes, les canons, les munitions qu'il avait emportées à Ischia. César, de retour dans les États de l'Église, rassembla ses mercenaires pour en faire usage, et se mit en devoir de profiter de la chute de Naples, comme il avait profité de celle de Milan. C'était toujours l'illusion des politiques italiens de croire gagner, chacun pour soi, quand tout le monde perdait.

Le seigneur de Varano dans les Marches était encore maître de Camerino, et Guy d'Ubaldo de Montefeltro avait la ville d'Urbin. S'emparer de la marche de Camerino n'était pas chose difficile ; César en chargea secrètement un de ses hommes d'exécution, Oliveretto di Fermo. Mais la ville d'Urbin, séjour des lettres et des arts, cour recherchée pour son élégance et ses plaisirs, était une plus difficile et plus riche proie. Le palais ducal était, au dire de plusieurs, le plus beau de l'Italie. Les appartements y étaient splendidement décorés de vases d'argent, de tentures d'or et de soie, de statues et de bustes antiques en marbre et en bronze, de peintures de Giovanni Santi, le père de Raphaël, sans parler des collections de livres latins, grecs, hébreux, recueillis dans toute l'Europe et religieusement reliés dans l'or et dans l'argent. Des lettrés, des princes exilés, le

poëte Bernardo Accolti, *l'unique;* le cicéronien Bembo; Julien de Médicis et beaucoup d'autres étaient là. Les lettres et les arts, qui avaient fui Rome borgienne et Florence républicaine, s'étaient donné rendez-vous auprès de la duchesse Élisabeth, femme du duc d'Urbin. Guy d'Ubaldo s'était toujours conduit à l'égard des Borgia en ami fidèle et dévoué ; il avait de plus, ce qui faisait réfléchir, sa bonne et belle artillerie. César prit le parti de lui emprunter avec assurance cette artillerie formidable pour la diriger contre Camerino, le priant de faire aplanir la route pour qu'il pût venir la prendre avec mille cinq cents hommes d'armes. Guy d'Ubaldo n'avait rien à refuser à son bon ami César ; il fit la route, livra les canons. Le lendemain, il vit son artillerie même braquée sur ses propres murailles, n'eut que le temps de s'enfuir, et laissa sa ville, sa bibliothèque et ses richesses entre les mains de César, qui, d'un coup, s'empara ainsi d'Urbin et de Camerino.

Par ses condottieri ou par lui-même, le pape tenait tous les États de l'Église ; le moment de couronner sa fortune était venu. La Toscane tentait surtout l'ambition de Borgia et de ses condottieri. Il y avait là pour tous matière à s'enrichir : une belle capitale pour César, Pise ou Florence ; pour les condottieri, ennemis naturels des républiques, du butin. Rien à craindre : guerre alors au midi entre les Espagnols et les Français, sous les murs de Barletta. Tout à espérer. Pandolphe Petrucci, tyran de Sienne, Jean-Paul Baglione, tyran de Pérouse, et Vitellozzo Vitelli, qui voulait être tyran de quelque

chose, avaient contre Florence, leur voisine, des motifs particuliers de haine. Alexandre VI commença en préparant sous main les voies à son fils César. Il entama à la fois des négociations avec la république de Florence et avec la malheureuse Pise, qui résistait toujours à celle-ci. Il demanda à Florence la remise de Pise entre ses mains, pour prix de la soumission du reste de la Toscane. A Pise, il offrit, par son secrétaire Ludovico Mosca, de la prendre sous sa protection et de la défendre contre tous, Florentins ou Français. Mais les Borgia inspiraient à tous plus de terreur que de confiance. Florence décela tous leurs desseins à la cour de France [1], Pise en fit autant; les Italiens montraient toujours plus de confiance dans les étrangers. César espéra cependant faire un coup de filet audacieux.

Tout à coup, au commencement de l'année 1502, les habitants d'Arezzo, les du joug de Florence, pratiqués sous main, se révoltent et appellent les condottieri du Valentinois à leur secours. César, sans se compromettre, laisse ceux-ci agir. Les Arétins, ayant les condottieri en vue, ouvrent leurs portes à Vitellozzo Vitelli; les troupes florentines se retranchent dans la citadelle. Aussitôt Baglione arrive de Pérouse avec ses soldats; Pandolfe Petrucci avec de l'argent. Florence, qui avait déjà le siége de Pise sur les bras, appelle Bentivoglio au secours. Mais la citadelle d'Arezzo tombe au pouvoir des assiégeants.

[1] *Négoc. de la Tosc. avec la Fr.*, t. II (ann. 1501, p. 47 et suivantes).

Alors Vitellozzo Vitelli prend le titre de général de l'Église, occupe tout le territoire en son nom, et se jette dans le Val-di-Chiana qui mène à Florence. Toute l'Italie est en émoi. Florence, Bologne, les ducs de Ferrare et de Mantoue, Venise, jettent les hauts cris et implorent la France. Louis XII ne pouvait plus se faire d'illusion sur les Borgia. Il promit secours à ses très-chers amis de Florence, donna à Borgia l'ordre de s'arrêter, et expédia en effet au secours de la république des cavaliers, des fantassins et de l'artillerie.

Alexandre VI et César eussent volontiers méprisé cet ordre et jeté le masque. Guicciardini assure que, s'ils avaient réussi en Toscane, ils étaient déjà décidés à se tourner contre les Français. Mais le roi de France effrayé arriva à Asti ; il avait sous la main, avec deux cents lances, trois mille Suisses et un gros train d'artillerie. Irrité lui-même, il disait que « la guerre contre Borgia était plus sainte que celle contre le Turc ». Il fallait dissimuler encore ; Alexandre VI, par son camérier Troccius, désavoua les condottieri. César ordonna à Vitellozzo de suspendre ses ravages en Toscane, et, pour le faire céder, menaça de marcher contre lui et de l'écraser. Les Florentins purent, avec les Français, étouffer la rébellion d'Arezzo. Mais ce revirement audacieux mécontenta tous les capitaines des Borgia et jeta César dans un nouvel embarras.

En prenant à sa solde les petits seigneurs châtelains des États de l'Église, comme condottieri, César leur avait promis les dépouilles des grands. Jus-

que-là il avait tout gardé pour lui. Il les payait d'une bonne solde, leur permettait tous les excès dont il donnait l'exemple. Mais il ne leur cédait point de villes, point de terres ; et ceux-ci commençaient à voir qu'ils étaient dupes et que le sort des grands, avec un tel homme, atteindrait bientôt les petits. Pourraient-ils garder seulement l'un la ville de Pérouse et l'autre celle de Citta-di-Castello ? Vitellozzo Vitelli, frère du condottiere Vitelli décapité par la république de Florence, était particulièrement mécontent. On l'avait forcé encore à lâcher Arezzo et le Val-di-Chiana, qui était fort à sa convenance ; on lui avait surtout enlevé une vengeance, à laquelle il ne tenait pas moins, contre Florence. Il jura de se venger. Son frère, le cardinal Orsini, qui avait été se plaindre à Louis XII, se joignit à lui et devint contre les Borgia l'âme d'un vaste complot.

Au mois d'août, dans un endroit écarté de l'État de Pérouse, à la Magione (la maison), le cardinal et Vitellozzo réunissent tous les mécontents : c'étaient Baglione, un envoyé de Pandolphe Petrucci, un fils de Bentivoglio, plusieurs condottieri et capitaines. Ils délibèrent. Seront-ils donc toujours dupes et peut-être bientôt victimes de César Borgia ? Ils s'irritent, s'animent, jurent non-seulement de l'abandonner, mais de le détruire. Ils avaient à leur disposition sept cents hommes d'armes, quatre cents arbalétriers à cheval et neuf mille fantassins. Ne pouvaient-ils pas renverser celui qu'ils avaient élevé ? Pour être plus sûrs de réussir, ils engagent le duc d'Urbin à rentrer dans ses États et conjurent Ben-

tivoglio et Florence de s'unir à eux pour délivrer l'Italie du tyran. Ils envoient leurs députés à Louis XII, et joignent leurs plaintes à celles du reste de l'Italie.

La situation de César était critique. Il se rendit en costume de chevalier de Saint-Jean de Jérusalem à Asti auprès de Louis XII ; il tomba au milieu même de ses ennemis. Mais, en une entrevue, il dissipa les craintes et les colères du roi comme par enchantement. Il accusa les condottieri de tout le mal, protesta de son dévouement et promit au roi de France des secours contre les Espagnols. Il tenait dans sa main tous les cardinaux ; si son père déjà vieux mourait, il ferait nommer pape le cardinal d'Amboise. La papauté serait à la France, sans être en exil à Avignon. Louis XII ne put résister à ces caresses, à cette faconde. Il croyait n'être sûr de l'Italie qu'en tenant la papauté, et il pensa tenir César. Il lui donna donc carte blanche contre les condottieri révoltés, et il mit encore à sa disposition, mais secrètement, trois cents lances françaises, que dut lui faire passer le gouverneur du Milanais. On croyait voir César sortir de là « la corde au cou » ; il revint le triomphe au cœur, mais secret, laissant deviner sa victoire et cachant ses ressources ; et il se retira à Imola dans la Romagne, seul, sans autres troupes que quelques brigands fidèles, sans autre appui que la parole du roi de France, mais d'autant plus terrible dans sa solitude qu'on ne savait encore ni ce qu'il pouvait ni ce qu'il voulait faire.

Les confédérés de la Magione étaient déjà atterrés. Maîtres de tout le pays entre Rome et la Romagne, ils séparaient, il est vrai, César d'Alexandre VI, et le duc d'Urbin était rentré dans ses États. Ils auraient dû attaquer aussitôt. Mais ils voulaient avoir l'appui de Florence et de Venise; et les deux républiques hésitaient, Venise se réservant, Florence demandant à Louis XII ce qu'elle devait faire. C'est à ce moment même que celle-ci, effarée, envoya auprès de César le jeune Machiavel qui nous met au courant de tout, dans une de ses premières légations.

Le secrétaire florentin fut presque séduit la première fois qu'il se trouva en présence de cet homme qui « savait si bien l'art de gagner les hommes et de les détruire ». César ne parlait que de son amitié pour Florence, l'amie de la France, et pressait ainsi l'ambassadeur de faire conclure à sa république un traité avec lui. Il ne demandait qu'à la servir comme condottiere, avec une bonne solde, une honorable *condotta;* et Pise, qui s'offrait à lui, la rebelle Pise, serait à elle. Le secrétaire ne sait comment exprimer la manière affectueuse avec laquelle Borgia savait parler, et l'art qu'il mettait à excuser tout ce qui s'était passé jusqu'à ce jour. « C'étaient, disait-il, ces brigands pris à sa solde qui étaient la cause de tout le mal; il les eût déjà châtiés, s'il n'était trop bon, comme le montraient bien les sujets du duc d'Urbin, qui avaient accueilli leur ancien maître. En sacrifiant quelques têtes de plus, il se serait assuré pour jamais de leur fidélité. Mais le temps venait où, grâce à la France, il saurait bientôt

reconnaître ses amis et ses ennemis ; » et, en disant cela, César montrait avec ostentation et commentait avec chaleur les lettres qu'il recevait de son fidèle et puissant allié. Florence devait donc prendre parti, se fier à lui, mais se déclarer promptement ; car, ajoutait-il, « dès que je nagerai en pleine eau, je ne parlerai plus d'amitié ; mais je regretterai d'avoir un voisin avec lequel je ne pourrai entretenir de bons offices. »

Mais César était aussi prodigue de bonnes paroles pour les condottieri révoltés. Car, de sa retraite d'Imola, il entamait des négociations avec tous, amis, ennemis et neutres ; il conspirait avec leurs envoyés, ou échangeait des courriers avec eux. Tour à tour et souvent tout ensemble terrible et familier, réservé et ouvert, cachant ses artifices sous les apparences de l'abandon, dérobant ses piéges sous les protestations les plus séduisantes, semant la crainte jusque dans les serments d'amitié, il mêlait tous les personnages et déconcertait, embarrassait, fascinait et divisait déjà tous ses ennemis. A Bentivoglio il demandait un bon et solide traité de voisinage, qui garantît à l'un et à l'autre des services réciproques, et il voulait le cimenter par un mariage entre une Borgia et l'un de ses fils. L'alliance du duc de Romagne, du duc de Ferrare, du marquis de Mantoue et du seigneur de Bentivoglio les rendrait maîtres tous quatre de l'Italie.

Avec les Orsini, les Vitelli, César se surpassait. Alexandre VI était parvenu à attirer auprès de lui

le cardinal Jules Orsini, et César avait déterminé le condottiere Paul à venir traiter au nom de ses amis. Pour eux étaient toutes les caresses et toutes les séductions. Les Borgia l'avouaient, ils n'avaient pas assez bien traité les Orsini, ces braves ennemis des Colonna. Mais les temps étaient difficiles. Les condottieri surtout, ces défenseurs de l'Église, n'avaient pas été suffisamment récompensés. Mais César saurait bientôt tout réparer et se les attacher à jamais. N'étaient-ils pas faits pour s'entendre, n'avaient-ils pas même caractère et même cause? Paul Orsini retourna vers ses compagnons, les pressa de conclure pour une meilleure solde et de plus solides récompenses dans l'avenir. Les minutes des traités furent rédigées avec chacun; la signature, les ratifications, manquaient cependant encore.

Tandis que le «basilic sifflait ainsi», trois cent quarante gens d'armes, quatre cent cinquante cavaliers, cinq cents fantassins sous de nouveaux chefs, quelques bons hommes d'armes français, se rassemblaient en secret et pénétraient par petits détachements ou par lances-brisées, à travers les Apennins ou les lagunes, puis se dispersaient et disparaissaient on ne sait où. Déjà le duc d'Urbin, effrayé, avait abandonné les États qu'il avait recouvrés. Venise et Florence ne savaient que penser. Les Bentivogli, les condottieri, avançaient, reculaient, incertains, irrésolus. Le cardinal, en se rendant au Vatican à Rome, entendait le peuple crier sur son passage: « Défie-toi de Borgia! » et il songeait. Tous les ennemis de Borgia s'interrogeaient les uns les

autres, mais ne s'entendaient pas. Enfin César conclut les deux traités séparément avec Bentivoglio d'une part, et de l'autre avec les Orsini et les condottieri. Mais quel était le but de ces traités? César voulait-il jeter les condottieri sur Bologne ou Bentivoglio sur les condottieri? Était-ce à Florence qu'il en voulait? Sur qui allait tomber l'orage? Personne ne le savait.

Machiavel s'efforçait de rassurer Florence. « Si vous examinez, écrivait-il à la Seigneurie, la teneur de ces capitulations, vous verrez qu'elles sont remplies de défiances et de soupçons. » Il n'était cependant pas complétement rassuré. « On ne peut, ajoutait-il, compter sur une paix solide : le duc a l'air de tout accepter, et cependant tout respire la guerre et la vengeance. De quel côté se tournera-t-il? Voilà ce qu'il n'est pas aisé de connaître. S'il faut en juger par la chose et par ses propres paroles, il est impossible d'en bien augurer pour ses adversaires ; l'injure a été trop profonde, et ses discours sont empreints de trop de fiel contre Vitellozzo. » Machiavel est sur la voie de la vérité. César portait comme une menace dans ses armoiries un dragon qui dévore des serpents. Il avait eu des troupes alliées, elles lui avaient fait défaut; des mercenaires, ils l'avaient trahi. Il voulait maintenant avoir des troupes à lui en gagnant leurs capitaines pour les détruire. C'était le troisième échelon de sa fortune. Machiavel hésitait cependant à croire à tant de scélérate hardiesse. « Personne ici ne se vante, dit-il, de pénétrer les projets du prince. Nul

ne garde mieux un secret que lui, et nul que lui ne sait ce qu'il a dessein d'entreprendre. Ses ministres m'ont affirmé souvent qu'il ne communique ses projets qu'au moment d'en ordonner l'exécution, et qu'il ne donne ses ordres qu'au moment d'agir, jamais autrement. »

Enfin César Borgia tira d'embarras ses adversaires et son surveillant. Il avait demandé aux condottieri de marcher sur Senigaglia, que possédait encore un de la Rovère, ennemi de Borgia; ils recommenceraient ainsi leurs services. Le départ subit des troupes françaises, que César avait congédiées ou au moins éloignées, les rassura. Vitellozzo, Oliverotto, Orsini et les autres se décident. Ils sont à peine arrivés devant Senigaglia que la petite ville se rend. La princesse, une Montefeltro, régente et tutrice du jeune de la Rovère, s'est enfuie; mais le gouverneur de la citadelle, qui avait été gagné par César, ne veut la remettre qu'entre ses mains. Les condottieri invitent celui-ci à venir en personne prendre possession de la ville. Ce succès leur fournira l'occasion d'une entrevue et d'une réconciliation. César Borgia les remercie et part à Fano. Il n'a avec lui que deux cents chevaux et deux mille fantassins ; il prie seulement ses capitaines de vider Senigaglia, en campant leurs troupes dans les environs, pour qu'il y mette sa petite garnison. Il arrive alors par la route qui longe au pied de la montagne le petit torrent de Miza, et passe le pont qui donne entrée à la ville. Les condottieri se trouvaient là pour lui faire honneur;

il les accueille avec familiarité. Ses cavaliers tournent bride, l'infanterie entre derrière lui avec les condottieri. Mais voici que, chemin faisant, comme on se dirigeait vers le palais de la citadelle, des serviteurs et des affidés de César, sous prétexte de renouer connaissance, s'attachent deux à deux à chacun des capitaines, sans les perdre de vue. Vitellozzo commençait à pâlir. César s'aperçoit tout à coup qu'Oliverotto manquait encore ; il l'envoie chercher par un de ses confidents. Oliverotto arrive. Borgia les entraîne tous alors dans la citadelle, les conduit jusqu'au palais, les y fait entrer. Ils sont déjà dans la grande salle, leur guide disparaît. Des hommes sortent des portes, se précipitent sur les condottieri, et, avec ceux qui les surveillaient, les saisissent et les traînent en prison.

Borgia monte aussitôt à cheval, fait faire main basse dans la ville sur les partisans des captifs. En dehors, les cavaliers renvoyés donnent la main à des troupes nombreuses qui venaient d'arriver par derrière, et tous ensemble tombent sur les soldats des condottieri, les tuent, les gagnent ou les désarment. « Depuis ce moment, » dit Machiavel, qui écrit quelques heures après, « la ville est au pillage, et nous sommes à la vingt-troisième heure. Tout est dans un si grand bouleversement que je ne sais si je pourrai expédier cette lettre, car je n'ai personne à mes ordres ; je vous en écrirai plus au long par ma première, mais je doute que les prisonniers soient encore vivants demain matin. » Dans la nuit, en effet, ils sont étranglés; et, à quelques jours de

là, le cardinal Orsini, se rendant en grande pompe au Vatican, est arrêté par ordre du pape, jeté au château Saint-Ange, où, après avoir tiré de lui tout ce qu'on en pouvait en tirer, on l'empoisonna probablement. Ainsi Machiavel apprit par le sort des Orsini, des Vitelli et des autres, « qu'il ne faut pas toucher aux hommes puissants, à moins de les tuer quand on les touche. »

César, sorti du danger, disposait de quinze mille hommes, car il avait enrôlé parmi ses troupes, dispersé ou paralysé tous les corps ennemis; l'Italie était à ses pieds, pleine de terreur. Machiavel, inquiet pour sa patrie, se vantait auprès de Borgia d'avoir prévu le coup, au point que, s'il pouvait lui montrer ses lettres, il se ferait passer pour prophète. Il essayait de le désarmer par ses flatteries, mais en conjurant la République de se mettre en défense, de lever des hommes parmi les bourgeois de Florence, parmi les paysans de Toscane, afin de n'être pas surprise. César augmentait cette terreur en parcourant avec ses bandits le Pérousin et le Siennois. Déjà, à son approche, Baglione s'enfuyait de Pérouse, et les habitants proclamaient le duc de Romagne. Les Siennois eux-mêmes abandonnaient Petrucci, qui avait trempé dans le congrès des *faillis de la Magione*, comme l'appelait César. Partout on tremblait. « Les paysans se cachent, disait Machiavel qui voyageait avec César, aucun soldat ne veut laisser perdre sa part de butin; ils mangent jusqu'aux pierres. » Après avoir fait cette course, César s'abattit avec ses oiseaux de proie

dans les environs de Rome, où il emporta et détruisit tous les châteaux des Orsini ; et il rentra au Vatican pour y ourdir de nouvelles trames.

C'était bien Florence dont César convoitait la possession, Florence qui voulait toujours faire rentrer Pise sous le joug. Il espérait profiter de cette sotte guerre. Tantôt il offrait de se mettre au service de la Seigneurie florentine, tantôt il faisait passer sous main de nouveaux secours à Pise. Il montrait tous les jours à Machiavel l'envoyé de Pise qui aimait mieux aller à Borgia que retourner à Florence. Machiavel était lui-même las de lutter contre ce dangereux adversaire ; il demandait en grâce à la Seigneurie de lui donner un successeur plus autorisé qu'il ne l'était auprès de César Borgia. Le roi Louis XII vint encore une fois au secours des Italiens effrayés. Pour protéger la Toscane, il fit rentrer Petrucci dans Sienne, et tenta de ménager une alliance entre les villes de Florence, de Lucques et de Bologne, apprenant ainsi aux Italiens le vrai moyen de se défendre. Mais Louis XII n'en était plus à dicter impérieusement ses volontés à l'Italie ; il devait alors compter avec le duc de Romagne.

Des événements s'étaient passés dans le royaume de Naples depuis que les Espagnols étaient bloqués dans Barletta. Le roi d'Espagne, Ferdinand le Catholique, en laissant Philippe le Beau, son gendre, amuser Louis XII par des semblants de traités, avait trouvé moyen de faire passer des renforts à son général, le célèbre Gonzalve de Cordoue. Celui-ci avait repris l'offensive et battu les Français à Sémi-

nara et à Cérignoles; il ne leur laissait plus du royaume de Naples que les châteaux de la capitale. La puissance française était ébranlée dans la Péninsule.

C'était un moment décisif pour César; il pouvait mettre le comble à sa fortune. Louis XII envoyait encore La Trémouille avec une nouvelle et forte armée en Italie; Ferdinand le Catholique se renforçait dans le royaume de Naples. On allait se battre de nouveau. César était une puissance. Il avait gagné tous les gentilshommes romains, afin de tenir au besoin son père même en bride. La plupart des anciens seigneurs de la Romagne étaient morts ou en exil. César pouvait tenir entre ses mains la balance. Que ferait-il? Ayant déjà obtenu des Français tout ce qu'il pouvait leur demander, il voyait bien qu'il n'en aurait pas davantage. Deux fois ceux-ci l'avaient arrêté. En passant à Ferdinand, au contraire, il pouvait avoir pour prix de ses secours Bologne ou Florence. Le royaume d'Ombrie ou d'Étrurie, voilà ce qu'il lui fallait pour donner raison à sa devise : *Aut Cæsar*, *aut nihil.* Un ambassadeur vénitien disait de lui qu'il deviendrait tout au moins un des premiers capitaines d'Italie. Il avait tout prévu; depuis quelque temps, avait-il dit à Machiavel, il s'attendait à la mort d'Alexandre VI; mais le conclave était dans sa main. Il disait à Venise qu'il ferait pape qui elle voudrait. Il en disait autant aux Espagnols, à qui voulait l'entendre. Au fond, il voulait faire du pape son propre chapelain, le chapelain de la puissance

qui, au centre de l'Italie, tiendrait l'équilibre entre les Français et les Espagnols. Borgia avait tout prévu, sauf ce qui lui arriva.

Le 10 août, le pape avait invité, à la Vigna del Belvedere, aux environs de Rome, dans la villa du cardinal de Corneto, plusieurs membres du sacré collége. Le soir, on rapporta malades, à Rome, Alexandre VI, César et le cardinal de Corneto. Le pape traîna huit jours, et mourut le 18; César Borgia et le cardinal de Corneto se trouvaient encore malades à la mort du pape, et, par conséquent, au moment important de l'élection.

Voilà les faits; ils ont accrédité en Italie le bruit répété par tous les historiens contemporains, par Guichardin, Paul Jove, Bembo, Platina et autres, que le père et le fils s'étaient par erreur empoisonnés avec le breuvage qu'ils destinaient à quelques cardinaux. Faut-il croire que le père et le fils aient ainsi trouvé la juste punition de leurs crimes? les historiens du temps diffèrent sur les détails. En l'absence du sommelier, un valet aurait servi, les uns disent du vin, les autres des confitures empoisonnées au pape, à son fils et au cardinal, arrivés avant les autres convives. Burkhard, dans son journal, attribue la mort du pape à une fièvre double-tierce dont il décrit très-bien le caractère et les progrès jusqu'à la mort arrivée huit jours après, sans faire mention du poison. Muratori cite une lettre de l'ambassadeur de Ferrare, écrite de Rome au duc Hercule, et qui confirme le récit de Burkhard. Laissons dans Paul Jove et dans Tomassi toutes les

fables sur la subtilité et la docilité du poison des Borgia qui tuait instantanément, à jour fixe ou à terme, et tantôt laissait sur le cadavre des traces visibles, tantôt n'en laissait aucune, selon le besoin de l'effet dramatique ou de la cause défendue. Aujourd'hui encore il faut en revenir au jugement de Voltaire, qui accuse la partialité de Guichardin. « L'Europe est trompée par vous, dit-il, et vous l'avez été par votre passion; vous étiez l'ennemi du pape, vous en avez trop cru votre haine et les actions de sa vie. Il avait, à la vérité, exercé des vengeances cruelles et perfides contre des ennemis aussi cruels et aussi perfides que lui : de là vous concluez qu'un pape de soixante-quatorze ans n'est pas mort d'une façon naturelle; vous prétendez, sur des rapports vagues, qu'un vieux souverain dont les coffres étaient remplis alors de plus d'un million de ducats d'or, voulut empoisonner quelques cardinaux pour s'emparer de leur mobilier. Comment voulez-vous croire qu'un homme prudent ait voulu hasarder, pour un aussi petit gain, une action aussi infâme, une action qui demandait des complices, et qui, tôt ou tard, eût été découverte? Ne dois-je pas croire le journal de la maladie du pape plutôt qu'un bruit populaire? il n'y a pas le moindre vestige de preuve de cette accusation. César Borgia tomba malade dans le temps de la mort de son père : voilà le seul fondement de l'histoire du poison. »

Tel fut Alexandre VI. « Il ne fit jamais autre chose, dit Machiavel, que de tromper les hommes, et, de tous les pontifes, il montra le mieux ce que peu-

vent l'argent et la force. Son but fut d'agrandir, non pas l'Église, mais son propre fils. » — Si Machiavel exprime quelque regret, ce n'est pas sur l'emploi des moyens; ils lui paraissent les plus propres, selon la pratique du temps, à acquérir et à conserver des États; c'est plutôt sur le profit politique qui en revint aux Borgia, et par suite au Saint-Siége, que, en bon Florentin il n'aimait pas. N'y a-t-il pas quelque chose à ajouter pour juger l'œuvre des Borgia et le jugement même de Machiavel? Alexandre VI voulut créer un État à son fils, et il ne réussit qu'à amener les Français à Milan et les Espagnols à Naples. César passa pour un prodige d'habileté; et une petite fièvre double-tierce suffit pour détruire sa fortune. L'événement, érigé par Machiavel en juge suprême, condamne donc et le but visé, et les moyens employés, et le machiavélisme lui-même.

Pour Alexandre VI, n'oublions pas que ce pape est le produit d'une époque à la fois brutale et corrompue, féroce et incrédule, d'une institution qui, ne sachant plus être religieuse et spirituelle, se faisait politique et séculière, et, comme telle, s'accommodait aux mœurs du temps. Homme, il eut, dit Guichardin, tous les vices du corps et de l'âme : luxurieux, cruel, avare, ingrat, parjure! Pape, il fut sans religion, employa effrontément, non-seulement les dignités, mais le trésor spirituel de l'Église dans des vues toutes mondaines. Prince, ce fut un Italien comme Ludovic le More, un souverain comme Louis XI ou Ferdinand le Catholique.

Père, il chercha à bien pourvoir ses fils et ses filles, et, pour y réussir, ne craignit pas de se souiller de crimes, de se couvrir de sang. C'est ainsi que le pontife des anciens temps disparut derrière le souverain du jour. La sécularisation, la perversion, étaient complètes. La confusion des deux pouvoirs donnait ses derniers résultats. C'est le royaume de ce monde que le vicaire de Jésus-Christ voulait, et il en poursuivit la conquête avec la finesse d'une sirène et la férocité d'un bandit. Son caractère sacré ne servit plus qu'à sanctifier le crime, et la peau de l'Agneau ne laissa plus voir que le loup dévorant.

Le journal de Burkhard nous rapporte cependant une circonstance de la mort d'Alexandre VI qui mérite l'attention. Pendant les huit jours de sa maladie, seul au milieu des hommes d'Église et vis-à-vis des sacrements, il ne dit jamais un seul mot de ses enfants, pour qui il avait tant fait. « César et Lucrezia, dit Tomassi, avaient été les deux pôles autour desquels avaient tourné les machines de ses affections les plus désordonnées. » Pour eux il avait bouleversé le monde! Il les oublia au moment de quitter ce monde auquel il avait tout sacrifié. Avait-il la conscience que ce n'était point pour cela qu'il avait été fait cardinal et élu pape; sentait-il que le monde, le temps, l'Italie et son propre génie avaient fait de lui, sur le siége de saint Pierre, un monstre tout à fait en contradiction avec le nom qu'il portait et avec les institutions alors viciées qu'il avait eu à représenter?

V.

JULES II.

(1503-1513.)

La Papauté nationale.

Après un pape qui avait fait passer son ambition personnelle et l'amour de sa famille avant ses devoirs de pontife et de chef de l'Église, vient un pape qui met seulement le souverain avant le pontife, et le prince romain italien avant le pontife universel. Après Alexandre VI, Jules II. On passe d'une violence sauvage et sans scrupule à une sorte d'énergie vertueuse. La dignité morale, les lettres, les arts surtout, qui avaient fui devant des mœurs de condottieri, rentrent dans l'Église. On arrive presque de l'époque de Tibère à celle de Trajan. Le pontificat de Jules II est tout politique et tout guerrier, mais avec de la décence et même de l'éclat. Ce pape recherche la puissance et la gloire, mais pour l'Église, sa seule famille, pour Rome, pour l'Italie, sa seule parenté, et il les poursuit, malgré quelques fautes, par des moyens que ne condamne pas toujours la morale politique et humaine, sinon celle de Jésus, dont il fut le vicaire.

Il y a la distance de plusieurs siècles écoulés entre

Jules II et les Grégoire VII, les Alexandre III, qu'il rappelle. Avec ces papes du moyen âge, le pontife seul combattait, non le souverain; et il combattait pour l'empire moral, universel. La liberté de l'Italie, la possession même de la ville de Rome, l'accroissement du domaine de l'Église, n'entraient que comme accessoires dans leurs desseins. Pour Jules II, c'est le principal. En lui le pape s'efface derrière le prince romain italien. Les Grégoire VII, les Innocent III, visaient à dominer la société par la religion; Jules II veut aussi mener le monde, mais par la politique et par la guerre.

Rien n'accuse plus, à cette époque, le caractère temporel de la papauté que l'élection qui suivit la mort d'Alexandre VI. Elle fut disputée comme une souveraineté politique. César Borgia, moitié mort, n'eut d'abord que le pouvoir de se faire livrer violemment les clefs du trésor pontifical et d'y voler dix mille ducats. Le cardinal d'Amboise chercha à profiter de cette impuissance, et prétendit faire peser sur les cardinaux les bonnes lances de l'armée française, qui traversait alors l'Italie pour aller à Naples. César Borgia put écarter du moins ce candidat, sinon pousser une de ses créatures. Il se fit transporter en litière chez les cardinaux dont il disposait. Avec le cardinal d'Amboise, « le pape, disait-il, sera le chapelain du roi de France. » Mais, avec une créature de Borgia, disaient d'autres cardinaux, le pape sera le chapelain du duc de Romagne. Toutes les factions s'agitaient. Déjà les Orsini et les Colonna, héritiers survivants de ceux qui avaient

été tués ou dépouillés par Alexandre VI, recouvraient violemment, aux environs de Rome, leurs châteaux et leurs villages. Ailleurs, dans les Marches, Montefeltro rentrait à Urbin, Sforza à Pesaro, de la Rovère à Senigaglia. Venise elle-même, voulant aussi recueillir les épaves de la fortune des Borgia, s'emparait d'Imola et de Césène. La Romagne seule ne bougeait, tant elle était déjà dévouée à César; mais un Fabio Orsini pénétrait jusque dans Rome, et se fortifiait dans la ville pour tenir en échec Borgia, retranché avec ses sicaires les plus déterminés dans le Borgo près du Vatican. Tout était en confusion. La fermeté des cardinaux surmonta tout.

Ils refusèrent d'entrer en conclave, tant que Georges d'Amboise arrêterait l'armée française à Nepi, et tant que César resterait à Rome. On leur céda. Les suffrages se réunirent alors sur le doyen des cardinaux, François Piccolomini, neveu du célèbre Pie II. Sur trente-huit suffrages, il en avait eu trente-sept. Malade d'une plaie incurable à la jambe, il ne pouvait durer longtemps. Les cardinaux avaient gagné quelques jours.

François Piccolomini prêta à cette nécessité le beau nom de Pie III. Pendant les dix-huit jours du pontificat de ce moribond, la confusion augmenta encore à Rome. Borgia traita avec les Français; les Orsini et Barthélemy d'Alviano, leur chef, traitèrent avec les Espagnols. Une rixe éclata dans les rues. Les Orsini attaquèrent le Borgo par le pont Saint-Esprit, pour en chasser Borgia, et brûlèrent la

porte Torrione. Une partie des soldats de César fut massacrée ; sa cavalerie s'échappa avec peine par une autre porte de Rome. Lui-même fut obligé de demander au pape un asile dans le château Saint-Ange. La ville devint pendant quelques jours un véritable coupe-gorge. Machiavel était alors en légation à Rome ; il est obligé d'écrire plusieurs fois à la Seigneurie qu'il n'a pu aller porter ses dépêches au courrier, parce qu'il lui faudrait parcourir les rues, accompagné, au moins, de vingt hommes armés. Pie III mourut au milieu de ces misères. Son meilleur ami, Delfini le Camaldule, l'en estime bien heureux : « Si j'en avais le pouvoir, dit-il, je ne voudrais pas rappeler Piccolomini de ce séjour où il se nourrit d'ambroisie et de mets célestes, où, sans voile mystique, il contemple la vérité face à face. » Pie III avait eu le temps de demander au Pinturecchio de Sienne la représentation des principaux actes de la vie d'Ænéas Sylvius, sur les murs de la *Libraria* de la cathédrale. L'art est le seul souvenir digne et durable qui consacre ce pontificat.

Les cardinaux avaient eu le temps de s'entendre. Tout le monde était pour Julien de la Rovère : les Français dont il avait toujours été l'ami, les Italiens en haine des Borgia, et enfin les cardinaux espagnols que lui donna César lui-même. La Rovère, qui était d'ailleurs réputé homme de parole, ne se fit pas faute de promesses qui achevèrent sa victoire. L'élection eut lieu à conclave ouvert et à l'unanimité, le 12 octobre, à minuit. « C'est merveille, » s'écrie Machiavel, « avec tant de partis dans le con-

clave, tous ont été pour lui. » Le secrétaire florentin ne peut s'expliquer surtout que César ait voté pour son ennemi. Julien choisit le nom de Jules, moins en souvenir du martyr de ce nom, que du conquérant César.

Sur une des collines de la rivière de Gênes qui dominent Savone, au milieu d'oliviers qui ont remplacé les orangers et les citronniers du seizième siècle, on visite encore aujourd'hui la petite ferme d'Arbizuola où naquit Julien de la Rovère. Il y passa les premières années de sa vie, occupé à conduire à Savone, tantôt à dos de mulet, tantôt en bateau, les provisions de la ferme, bien ou mal accueilli, au retour, selon qu'il faisait un bon ou un mauvais marché. C'est de là que le pape Sixte IV, oncle de Julien, l'appela à Rome pour le mettre dans les ordres. Sa vivacité d'esprit, l'énergie de son caractère, lui eurent bientôt conquis sa place dans le sacré collége, où il fut fait cardinal.

C'était un homme né pour l'action. Il eût préféré la vie de condottiere à celle de prêtre. Mais, comme la sécularisation de l'Église s'y prêtait volontiers, il trouva, même comme cardinal, à satisfaire ses goûts. Sous Sixte IV, il guerroya déjà les feudataires de l'Église. Condamné par l'avénement d'Alexandre VI à un exil de dix années, il fut, au milieu de l'armée de Charles VIII, des plus violents contre Alexandre VI, et blâma tous les accommodements de Louis XII avec ce pontife. Il paraissait plus Français que les Français eux-mêmes. On disait irrévérencieusement qu'il avait le mal français. L'ambition

trompée, la haine vigoureuse d'un homme honnête contre un rival qui ne l'était pas, le poussaient contre Alexandre VI, qui voyait en lui, du reste, le plus franc et le plus loyal de ses ennemis. Son cœur emporté et bouillant ne pouvait se laisser arrêter par aucune considération craintive ; mais son âme honnête et élevée ne s'abaissait pas à toutes les dissimulations, à toutes les trahisons de la politique du jour. Il jouissait, chose très-rare alors, de la réputation de tenir toujours sa parole et d'être inhabile à la duplicité. Capable de tempérer sa fougue, de dompter même sa colère, après son premier éclat, de faire patienter son ambition même la plus profonde, il était surtout « avisé et sagace, réservé sur sa bouche et sur le reste, » dit un ambassadeur italien, « prêtant l'oreille à tous, mais ne se laissant dominer par personne, âgé alors de soixante ans, goutteux, mais de bonne mine et infatigable. » Le premier des cardinaux et des papes de ce temps, il porta toute sa barbe, alors blanche, en imitation des évêques grecs réfugiés en Italie. C'était aussi de la Renaissance.

On attendait beaucoup du nouveau pape. « Jules II avait gagné tous les cardinaux, » dit Machiavel, « en promettant tout ce qu'on lui avait demandé. » On le savait déterminé à accroître la puissance de l'Église, plutôt que la sienne, mais incapable de se permettre, après les Borgia, des moyens déloyaux, malhonnêtes ou criminels. Personne ne condamnait avec des paroles plus énergiques « toutes ces cruautés, rapines, assassinats, sacriléges et autres forfaits que Rome, disait-il, depuis onze ans écoulés, avait

vu commettre contre Dieu et contre les hommes[1] ». Il n'avait point de fils, un neveu seulement, et l'âge des passions était passé pour lui. Cependant cette réputation même, ces promesses faites à tout le monde, cette grande attente, et surtout, dans le désordre où était tombé l'État, le manque d'argent et de troupes, lui imposaient d'extrêmes ménagements.

Le premier souci du pape était César Borgia, encore à Rome et toujours duc de la Romagne ; il survivait au pontificat précédent. Jules II avait promis de lui laisser ses États et peut-être de lui donner le gonfanon de l'Église. Mais comment garder un pareil hôte, ou comment lui manquer de parole ? Cantonné dans le Borgo avec les hommes les plus déterminés, possesseur de beaucoup d'argent placé chez les banquiers de Gênes, maître d'une armée qui parcourait en petites troupes la Romagne fidèle et les Marches, César était encore redoutable. D'ailleurs, quelques anciens seigneurs des Marches rentraient dans leurs villes, ce qui ne plaisait pas davantage à Jules II ; et la république de Venise même, qui profitait de tous ces embarras, se jetait maintenant sur Rimini et Faenza. Ces tracasseries excitaient l'impatiente colère de Jules II, mais le paralysaient : « J'ai été, disait-il, le fidèle ami de la république de Venise ; mais, si elle ne respecte pas mes terres, j'ameuterai, je liguerai contre elle l'univers tout entier. Tant qu'un seul des châteaux qui appartiennent à l'Église restera à Venise, je ne serai point en

[1] Machiavel. Légation à Rome, année 1503.

repos. » En face de l'ambition vénitienne, Jules II se demandait donc s'il ne valait pas mieux se servir de César Borgia, comme gonfalonier, que de tout compromettre en le détruisant. Mais pouvait-on se fier à cette famille, à cet homme, à ce vieil ennemi ?

César, ménagé même dans sa chute, donnait encore à tous des craintes et des espérances. Mais il changeait à chaque instant de résolution. Un jour il terrifia Machiavel, en laissant déborder devant lui les torrents d'une faconde où il y avait maintenant plus de fiel et de colère que de caresses. « Il serait bientôt, disait-il, à même de se venger de ses ennemis ouverts ou cachés. Florence, qui aurait pu le sauver avec une centaine de soldats, ne l'avait pas voulu. Elle allait s'en repentir ; car il servirait le pape contre elle. Le pape pouvait violer sa promesse, ne pas lui confier le gonfanon de l'Église ; qu'importe ? Il se jetterait dans les bras de Venise, et, à la tête de ses armées, il reviendrait tout-puissant ravager les terres de l'Église et la Toscane ! » Machiavel avait des raisons à opposer à César ; mais, atterré cette fois, il prit le prétexte le plus honnête pour s'esquiver, « heureux d'être débarrassé d'un entretien qui lui avait paru durer mille ans ». Jules II n'était pas moins irrésolu entre ses scrupules et cette soif d'honneur qui faisait le fond de son caractère. César avait été l'objet de sa plus vive haine, et maintenant il était son plus grand embarras. Pour faire sortir César de Rome, le pape le laissa d'abord rassembler quelques navires à Ostie. Il demanda même à Florence de laisser passer les troupes du duc à tra-

vers la Toscane pour retourner en Romagne. Un jour, il fut sur le point de le prendre pour gonfalonier; cependant il n'osa jamais conclure. Quand Machiavel lui annonça que Florence avait refusé un sauf-conduit à César, il se déclara satisfait.

Après avoir longtemps hésité, César partit pour Ostie afin de ramasser de l'argent et des troupes à la Spezzia, dans la rivière de Gênes, et, de là, se jeter à travers les Apennins dans la Romagne. Avec qui allait s'arranger ce désespéré? avec les Vénitiens, les Toscans, ou avec le diable? On s'efforçait de rire de ses projets, mais on craignait toujours. César part enfin. La cour de Rome est comme délivrée d'un poids immense. « Nous l'avons laissé partir, » s'écrie le cardinal d'Amboise, « à la merci de Dieu. » A peine César est-il cependant arrivé à Ostie, que Jules II tombe dans de nouvelles angoisses. Si César allait tout-à-coup se tourner contre lui? Le pape n'en dormit point toute une nuit; Machiavel avertit lui-même Florence de prendre garde que César ne se jette dans Pise, et il conseille à la Seigneurie d'intercepter les troupes qu'il envoyait alors aussi en Romagne, sous Micheli, un de ses affidés, à travers le territoire toscan. Le plus sûr, avec un tel homme, était de prendre l'avance. Enfin Jules II veut avoir au moins de César quelque gage; il envoie l'évêque de Velletri à Ostie pour lui demander deux de ses forteresses. César se croyait déjà libre: il refuse.

C'était le moyen de pousser Jules II à une résolution énergique. Il fit mettre la main sur César, au moment où il allait s'embarquer, et le re-

tint en prison. On crut que le pape l'avait fait jeter dans le Tibre, et la joie éclata partout. « Je crois bien que ce qui n'est pas arrivé n'est que différé, » écrivit Machiavel, qui va toujours au-devant des extrêmes; « notre pape commence à payer ses dettes très-honorablement, et les efface avec le coton de son écritoire; cependant chacun bénira sa main et la bénira d'autant plus qu'il fera plus avant. » Mais Jules n'était pas de l'école de Borgia. Transporté à Rome, César fut pressé de céder ses forteresses, mais traité avec égard. Le cardinal d'Amboise, qui le gardait, en avait peur. César donna une première fois l'ordre à ses gouverneurs de Romagne d'ouvrir leurs forteresses au pontife. Le messager fut pendu à la première porte où il se présenta. On mit César au pain et à l'eau, on le menaça de mort; il se résigna. Après s'être fait prêter serment par les personnages les plus considérables, il donna l'ordre définitif; et, comme un homme qui a perdu l'esprit, il se rendit, sur un sauf-conduit, à Naples, auprès de Gonzalve de Cordoue, qui se hâta de le livrer à Ferdinand le Catholique. Quelques années après, un cavalier, couvert d'une visière, combattait au service du sire d'Albret contre ses sujets rebelles. Atteint au fort de la mêlée, il tomba. Quand on leva sa visière, on reconnut le fils d'Alexandre VI. Il s'était échappé de la prison où le roi d'Espagne l'avait longtemps retenu, et pour trouver là une mort plus belle qu'il ne la méritait.

I.

LES ÉTATS DE L'ÉGLISE.

On s'attendait à voir Jules II débuter par quelque coup d'éclat. Mais, d'une part, il n'avait ni argent ni soldats sous la main. D'autre part, quand on arrive au pouvoir un peu tard et après une longue attente, on commence d'abord par en jouir au lieu d'en user. Jules II aimait l'éclat et la pompe. On fit célébrer brillamment les fêtes de l'inauguration et de la consécration. Nombre d'ambassadeurs se trouvèrent à Rome. On savait Jules II friand d'honneurs et de respects. La république florentine, qui voulait alors le pousser contre les Vénitiens, lui envoya une brillante compagnie pour le féliciter sur son avénement. « Puisque, » disait Machiavel, « les Florentins ne peuvent marcher les égaux des Vénitiens en force et en puissance, il faut du moins qu'ils les surpassent en démonstrations de respect. »

Deux graves affaires préoccupaient le pontife, l'une personnelle, l'autre italienne. En recouvrant la Romagne, il regrettait de voir Rimini et Faenza, propriétés de l'Église, au pouvoir des Vénitiens. Ensuite, deux armées étrangères, française et espagnole, étaient sur le Garigliano, à la frontière du royaume de Naples, la première sur la rive droite, la seconde sur la rive gauche, prêtes à combattre. Si le pape n'eût écouté que sa passion, il eût entrepris aussitôt quelque chose contre Venise. La ré-

publique, pour obtenir de garder Faenza et Rimini, offrit d'établir ses neveux dans Forli et dans Imola. Il refusa; c'était pour lui une affaire d'honneur et non de famille. Mais il patienta. Le sort de l'Italie, débattu sur le Garigliano, le touchait davantage. On le savait affectionné aux Français, mais il ne pouvait se brouiller avec les Espagnols. Les événements le menèrent d'abord plus que lui-même.

« Sur le Garigliano, » dit Machiavel, « l'armée française était la meilleure, mais l'armée espagnole était la mieux commandée. » A un grand talent de capitaine et à l'âme la moins scrupuleuse, Gonzalve de Cordoue joignait un empire illimité sur ses soldats. Le marquis de Mantoue, qui avait autrefois commandé les confédérés italiens à Fornovo, et qui était passé au service de Louis XII, en l'absence de La Trémouille, tombé malade, commandait l'armée française; il ne manquait pas de talents militaires, mais il suivait trop les vieilles règles de la tactique italienne, et, d'ailleurs, était jalousé par le marquis de Saluces et par le Français Saudricourt. Les Français parvinrent d'abord à jeter un pont sur le fleuve et à établir leur avant-garde de l'autre côté. Mais Gonzalve de Cordoue, en faisant creuser un fossé où il amena l'eau du Garigliano, se couvrit d'une défense encore plus difficile à franchir. Le marquis de Mantoue, qui procédait pas à pas, voulut obtenir des Français de semblables travaux. On le traita de lâche; il quitta la partie.

Sous le marquis de Saluces, les Français ne furent pas plus heureux. On était en automne; des

pluies torrentielles et des chaleurs encore étouffantes livraient tour à tour des assauts aux deux armées qui vivaient dans l'eau et dans la boue. La victoire devait être aux plus patients, aux Espagnols, plus accoutumés à ces intempéries. Quand Gonzalve vit les Français découragés, il fit passer Barthélemy d'Alviano, condottiere déjà renommé, à quatre milles au-dessus d'eux, pour les prendre en flanc. Yves d'Alègre essaya vainement de rejeter d'Alviano dans le fleuve; il fut repoussé. Pendant ce temps, Gonzalve attaqua l'avant-garde et lui fit repasser le pont qui la liait à la rive droite. Pour éviter de plus grands malheurs, le marquis de Saluces, après avoir fait rompre le pont de bateaux, ordonna la retraite, que la cavalerie couvrit quelque temps avec bonheur. Mais des soldats espagnols rattrapèrent les bateaux du pont, qui descendaient à la dérive, rétablirent le passage, et Gonzalve de Cordoue lui-même se mit à la poursuite de l'armée française. La déroute commença. Les Français laissèrent, le long du chemin, l'artillerie, les bagages, et ne s'arrêtèrent qu'à Gaëte, où ils furent même obligés de capituler. Louis d'Ars, qui tenait encore quelques forteresses, refusa seul de traiter, et regagna, la lance sur la cuisse, le chemin de la France.

Au milieu de ces critiques circonstances, Jules II, en homme habile et qui se ménage, recueillit les Français en déroute, les protégea jusqu'en Lombardie, « où ils arrivèrent en chemise », et ne souffrit point que Gonzalve de Cordoue poussât plus loin sa victoire. Le pape, qu'on savait si belliqueux, à qui

l'on a attribué, dès les premiers jours de son règne, le projet de chasser les barbares d'Italie, ne parut préoccupé que de tenir la balance égale entre toutes les ambitions. Louis XII et Ferdinand le Catholique, las de la guerre, laissaient intervenir dans leurs querelles l'empereur Maximilien, et négociaient à Blois, pendant les années 1504 et 1505, des traités qui n'étaient que des trêves, et des projets de mariage qui servaient de leurres. Jules II y prêta les mains, et ouvrit ainsi son pontificat par deux années de paix. Sous ses auspices, Louis XII, alors malade, consentit à recevoir de Maximilien l'investiture du Milanais, et promit sa fille en mariage à un petit-fils de l'empereur qui aurait Naples. Pour lui, au lieu de céder à Florence qui le poussait contre Venise, il obtint du doge, à force d'instances, la restitution d'Imola et de Forli, en attendant les autres villes. Jules II, satisfait, fit dire des messes pour le rétablissement de Louis XII, et envoya des compliments à l'Espagnol et à l'Allemand. Il paraît alors bien moins soucieux de faire de Rome, par la politique, la capitale de l'Italie, que d'en faire la capitale de la chrétienté par les monuments et par les arts. C'est le caractère de la première période de son célèbre pontificat.

Dans ce temps où tout grand personnage politique avait en Italie quelque grande passion pour les lettres ou pour les arts, Jules II avait voué tout son enthousiasme à l'architecture et à la sculpture monumentale. Ce pape, qui avait si longtemps désiré la tiare, en jouissait avec orgueil. Non content de

s'être rendu solennellement à Saint-Jean de Latran le jour de son couronnement, il donna l'ordre, pour sa visite, huit jours après, à Saint-Paul, de laisser en place les tabernacles, les arcs de triomphe, les temples improvisés, et il s'y montra dans le même appareil. Tout l'argent qu'il ramassa d'abord, il l'employa à assainir et à embellir la ville de Rome. Une peste, qui désola la capitale de la chrétienté pendant les deux dernières années, faisait presque pour lui de cette passion un devoir impérieux. Il commença la Rome moderne. C'est vraiment de lui qu'elle date.

La ville de Rome, bien que la papauté y fût rentrée depuis plus de cinquante années, était encore à peu près ce qu'en avait fait le moyen âge: un chaos poudreux de monuments antiques, temples, cirques, arcs, aqueducs, sur lesquels étaient comme greffés, au milieu des décombres, des édifices demi-gothiques, des basiliques, des couvents, des palais ou plutôt des forteresses. Ce chaos était traversé à peine par quelques grandes voies; mais une multitude de sentiers perçaient d'épais fourrés de figuiers, de cyprès, de palmiers, de vignes et de hautes herbes, grimpaient ou descendaient d'étage en étage sur le roc nu, semé de débris, au milieu de sales échoppes bâties de pierre et de boue; en somme, sauf quelques parties, c'était un vrai repaire de brigands et de moines, où tout était calculé pour la défense et pour l'attaque. Sous Jules II encore, dit Machiavel, il était impossible de sortir à la tombée de la nuit. Autour

du Vatican, de Saint-Jean-de-Latran, de Saint-Pierre-aux-Liens, de quelques autres églises et de certains palais fortifiés avec de grosses murailles, on avait pratiqué des éclaircies qui ouvraient vers ces différents points des communications plus larges, mais qui n'étaient pas beaucoup plus sûres. Les couvents y ressemblaient à des forteresses, les forteresses à des couvents, les maisons à des tanières. Les églises, dont les abords étaient difficiles, émergeaient à peine de la poussière des ruines qui les encombraient, et trouvaient dans les eaux jaunes et fangeuses du Tibre un miroir digne d'elles.

Le rétablissement de quelque sécurité, un peu plus de police, la richesse de plusieurs et le désir de bien-être de tous avaient commencé sous quelques papes précédents à secouer ce linceul gris de pierres amoncelées ou croulantes. Le Vatican avait été entièrement déblayé; quelques palais moins massifs s'étaient élevés, entre autres celui de Lucrezia Borgia. Enfin on n'avait pu apprendre à goûter les chefs-d'œuvres de l'antiquité classique, sans ouvrir les yeux sur tant de beaux monuments à moitié enfouis ou en ruine. Après avoir appris à les respecter, on cherchait à les imiter. Les décombres étaient écartés, le sol mis plus à niveau. Dans les fouilles, les antiques, les statues, déterrées, relevées, rendues au jour, à la lumière, révélaient déjà la décoration naturelle de l'architecture. L'Apollon du Belvédère, le Laocoon, d'autres chefs-d'œuvre, étalaient aux yeux étonnés leurs merveilles. Bref, au moment même où la papauté sentait le besoin de rebâtir,

de restaurer la capitale de la chrétienté, un nouvel art naissait de l'ambition politique et de l'antiquité païenne. Florence avait eu ce beau moment sous Cosme et Laurent le Magnifique. Rome allait avoir le sien sous Jules II et Léon X.

Jules II, comme César, fut un bâtisseur. Il fit partir la *Strada Julia* de l'ancien pont des Triomphes, et, dans une autre direction, traça la *Strada dei Banchi*, où s'éleva l'hôtel de la monnaie, d'où sortirent les premiers *julii.* Là, les cardinaux et les nobles bâtirent leurs palais dans un nouveau style et avec des décorations en harmonie. Rome, sans eaux, languit et meurt; la restauration de l'*Acqua Virgine* rendit à une partie de la ville la vie qui lui manquait. Mais Jules II, tout politique qu'il fût, était prêtre et chrétien. Il interprétait la religion du Christ avec l'esprit énergique et pompeux de l'Ancien Testament. Il avait, au profit de l'Église, les goûts d'éclat et de luxe d'un David guerrier. C'est ce qui lui donna l'idée d'élever dans la capitale du monde chrétien un temple digne d'elle.

Le toit de la vieille basilique de Saint-Pierre, qu'on faisait remonter à Constantin, s'était effondré sous le pontificat d'Alexandre VI. Jules II saisit cette occasion. Il concevait déjà, comme les hommes de son temps, une église chrétienne, sous la forme d'un temple plus clair, plus lumineux, plus régulier. La religion semblait vouloir échapper aux ombres, aux caprices tourmentés des mystères. Tout le vieil édifice de Saint-Pierre fut condamné. Vainement les cardinaux demandèrent grâce pour

la *principauté de Saint-Pierre*, l'*astre de la terre*, la tête de l'*Église catholique*, pour les bas-reliefs rehaussés d'or, les mosaïques grecques, tout ce qui donnait à la basilique le caractère particulièrement sacré des premiers temps chrétiens. On ne respecta qu'une peinture de Giotto. Jules II fit venir Bramante, l'architecte de Ludovic le More. Celui-ci avait déjà bâti à Rome, en forme de périptère, la légère et charmante chapelle de *San Pietro in Montorio*, à la place où avait coulé le sang du martyr, ainsi qu'un joli petit cloître à *Sainte-Marie de la Paix*. Ce fut à lui que Jules II commanda une église qui l'emportât sur la coupole *Delle Grazie*, comme Rome sur Milan même; et, en l'année 1506, le pape posa la première pierre de l'édifice et scella dans les fondements un bloc de marbre où fut inscrit son nom. Bramante jeta en effet ses fondations, dressa les deux gros piliers et le cintre, les arcades qui devaient servir de support à la coupole de Saint-Pierre, à laquelle ensuite travaillèrent Raphaël et Michel-Ange.

A une papauté séculière, temporelle, il fallait aussi un palais orné de décorations en harmonie avec le reste. Le pape avait refusé de prendre possession au Vatican des appartements qu'Alexandre VI avait occupés. On lui proposa d'effacer les peintures murales, les portraits de son prédécesseur : « Quand même les portraits seraient détruits, s'écria-t-il, les murs ne me rappelleraient-ils point le souvenir de ce démoniaque, de ce juif? » Il monta dans l'étage supérieur, qu'il fit réparer, et,

pour l'orner, appela à Rome, sur le conseil de Bramante, un jeune peintre de vingt ans, dont la réputation était venue jusqu'à Rome.

Fils d'un peintre religieux d'Urbin et formé au milieu de ses mystiques madones, élève du Pérugin, au temps où celui-ci n'avait pris du paganisme que les formes sans l'inspiration, admirateur de Masaccio et des antiques à Florence, où il s'était lié avec Fra-Bartholomeo, sous le gouvernement mystique et éphémère de Savonarole, Raphaël avait déjà peint sa *Vierge jardinière* (aujourd'hui au Louvre), sa *Madone de Folligno* (au Vatican), sa *Descente de Croix* (au palais Borghèse). Il avait, comme un autre Pétrarque, mis déjà la candeur et le charme de l'inspiration chrétienne la plus tendre sous les grâces, pleines de jeunesse et de joie, de l'art antique. Il aimait les belles formes; mais, élevé chrétiennement, il avait l'inspiration chrétienne. Jules II l'appela à quelque chose de plus grand, et lui commanda de peindre dans la salle de la *Segnatura*, où il travaillait et signait les ordonnances, la *Théologie* et la *Jurisprudence.* Le choix de ces deux sujets caractérise bien ce pape, qui croyait travailler pour la religion avec les armes de la loi. Raphaël fit de suite la *Théologie*, plus connue sous le nom de la *Dispute du Saint-Sacrement*, où Dieu le Père, dans sa gloire céleste, les pères et les docteurs sur la terre, et Jésus dans la région intermédiaire des nuages, rappellent encore le style archaïque, mais avec beaucoup plus de mouvement et de grâce.

La sculpture était peut-être encore plus dans

les goûts de Jules II. La vue des tombeaux, des sarcophages antiques déterrés, des statues mises au jour, élargissait l'horizon de la sculpture. Un homme se trouva encore pour répondre aux desseins du pontife. Michel-Ange, fils de gentilhomme, était entré malgré la volonté de son père dans l'atelier de Ghirlandajo. Fier de caractère et rude de manières, le visage meurtri par une rixe de jeunesse, étudiant les mouvements et les corps humains le scalpel à la main, se formant l'esprit dans la société polie de Laurent de Médicis, et le cœur dans la compagnie de Jérôme Savonarole, aimant les doctes et sachant Dante par cœur, toujours pauvre et laborieux, sans plaisirs, mais le cœur nourri de chastes amours et l'âme possédée d'un sublime idéal, il s'était déjà, à Florence, à Bologne, à Rome, préparé aux grandes choses. Si Jules II méditait d'énergiques desseins, Michel-Ange pouvait rendre sa gloire durable dans la pierre et dans le marbre. Jules II, plein de vie et d'énergie, rêvait déjà à son tombeau.

Le pontife et l'artiste conçurent en commun le plan de ce monument, qui annonçait que le pape ne devait pas se condamner toujours à l'inaction. D'après la description qu'en a laissée Vasari, un vaste massif quadrangulaire, dont les faces devaient présenter en relief les grands événements du règne, supporterait aux quatre extrémités les statues de la vie active et de la vie contemplative, de Moïse et de Saint-Paul ; près d'un sarcophage monumental une statue de la Terre devait pleurer le pontife et une

statue du Ciel recevoir son âme. « Cela coûtera cher, dit Michel-Ange, au moins mille scudi. — Tu en auras deux cent mille, repartit le pape. » L'artiste se mit à l'œuvre et commença son immortel Moïse, statue allégorique de Jules II; représenté assis avec sa longue barbe qui tombe sur la poitrine, le prophète appuie sa main gauche sur les tables de la loi et montre, du doigt terrible et impérieux de la main droite, le Livre auquel on doit obéir.

Le pontife quitta, en 1506, la vie contemplative pour la vie active. Après la mort du dernier des Montefeltri, qu'il avait laissé rentrer, sa vie durant, à Urbin, il avait investi son neveu de cette ville, en lui confiant le gonfanon de l'Église. Cette acquisition avait réveillé son ambition. On sait que la première pensée et la plus naturelle de Jules II avait été de reconstituer les États de l'Église. Il était temps maintenant de commencer; plusieurs années de pontificat avaient rempli ses coffres. Les villes de Pérouse, de Bologne, surtout, étaient complétement soustraites à son autorité, et leurs maîtres ne savaient guère, par leur conduite privée ou leur gouvernement, légitimer leur usurpation. Jules crut de son devoir de rendre ces villes à l'Église.

Jean-Paul Baglione, à Pérouse, faisait métier de condottiere. Il avait servi et trahi tout le monde. A Pérouse, après avoir conquis l'autorité par le massacre de ses parents, il la gardait par la décimation ou l'exil de ses concitoyens. On l'accusait d'inceste avec sa sœur. En sûreté d'ailleurs dans cette ville de défense et de refuge, derrière

ses tours et ses bastions, il régentait la ville, de son palais massif, et faisait orner le *cambio*, pour flatter les goûts du temps, d'une *Adoration des bergers* et d'une *Transfiguration*, au milieu de dieux, de demi-dieux et de personnages de l'antiquité. A Bologne, Bentivoglio ne donnait pas d'aussi mauvais exemples dans la vie privée que Baglione; mais ses quatre fils ne s'en faisaient pas faute. Lui aussi, il conservait, à force de supplices, l'autorité qu'il n'avait acquise qu'en répandant le sang des factions. Indifférent à tout ce qui se passait en Italie, dans son féerique palais, il ne songeait qu'à lui, se croyant en sûreté derrière ses murailles bordées de canons. Pérouse et Bologne furent les premiers objets de l'ambition de Jules II; mais il agit tout autrement que son prédécesseur.

Ce qu'Alexandre VI demandait pour son fils, Jules II le réclame hautement pour l'Église. Il ne cache pas aux souverains chrétiens de l'Europe et de l'Italie qu'il veut chasser les tyrans de ses domaines, et il demande franchement leur appui. Louis XII, Ferdinand le Catholique, roi de Naples, Maximilien, le marquis de Mantoue, Florence, sont sollicités de lui fournir des secours. Il étonne; on ne lui refuse pas tout d'abord, afin de le voir commencer. La France fournira trois cents lances, et autorisera le marquis de Mantoue à entrer dans les États de l'Église. Le roi Ferdinand, bientôt à Naples pour voir ce qui se passe, enverra cent Stradiotes. L'empereur annonce qu'il passera en Italie pour aller à Rome. Les Vénitiens, inquiets, obser-

vent, menacent d'ouvrir le passage des Alpes à l'empereur, et offrent au pape de l'aider, s'il veut leur céder en bonne forme Rimini et Faenza.

Après ces réponses, le pape, prodiguant aussi les promesses, part de Rome pour Viterbe avec ses cardinaux et quatre cents lances commandées par le duc d'Urbin, mais la bourse pleine d'infanterie, ainsi qu'il s'exprime, et il annonce qu'il se dirige sur Bologne par Pérouse, pour y faire son entrée. Il marchait à petites journées, comme un légitime possesseur qui va reprendre possession de son bien, pressant seulement par lettres, par courriers, l'arrivée des forces qu'il avait demandées. Cette manière de procéder renversait toutes les idées reçues. Les États auxquels Jules II s'était adressé ne savaient s'ils devaient accorder ou refuser au pape ce qu'il demandait : Louis, après avoir promis, reculait ; le marquis de Mantoue disait qu'il allait venir et ne bougeait ; Florence promettait et ne se pressait pas. Jules II marcha en avant de Viterbe sur Orviete, faisant craindre tantôt aux Français l'arrivée de Maximilien, tantôt à Maximilien les armées du roi de France. « Les Vénitiens, disait-il, font marcher l'empereur à leur guise, mais tout se fera si le marquis de Mantoue arrive, et si Louis XII va d'un bon pied. » Il agissait comme les Vénitiens, et effrayait chacun en faisant marcher tout le monde.

Bentivoglio et Baglione ne pouvaient, comme vassaux, refuser au pape l'entrée de leur ville sans se montrer rebelles ; et ils ne savaient s'ils avaient à faire à un seul homme ou à une ligue tout entière.

Machiavel, alors en ambassade auprès du pape, suit cette entreprise avec une sollicitude croissante. Il ne sait que penser; il assure seulement à la Seigneurie que Jules II s'est trop avancé et marche la tête trop haute pour subir maintenant la honte de reculer. Il prévoit son succès, et ne se trompe point. « J'ai quitté Rome, dit Jules II; mon départ a dû « manifester au monde entier ma ferme volonté de « réduire sous le joug de l'obéissance toutes les « villes de l'Église et de les délivrer de leurs ty- « rans. Si ceux dont j'ai la promesse manquent à « leur parole, je ne manquerai pas à la mienne. » — « Est-ce que le pape a trop bu? » s'écria Louis XII, en faisant allusion à un défaut beaucoup plus grand chez lui que chez le pontife.

Arrivé dans la ville d'Orviete, Jules II voit d'abord accourir au-devant de lui tous les exilés, les ennemis que s'étaient faits Baglione et Bentivoglio dans les États de l'Église. Déjà le duc de Mantoue approche avec ses troupes. Les Stradiotes de Ferdinand le Catholique sont arrivés. Le roi Louis XII, se défiant un peu de tout le monde, du pape, des Vénitiens, de l'empereur, n'agit pas, mais encourage le pape. Baglione prend décidément peur, quitte sa ville, son armée, et vient se jeter aux pieds du pontife, offrant sa forteresse et les portes de sa ville, à la condition de servir le pape comme condottiere. « Je te pardonne, lui dit le pontife, tous tes péchés mortels; mais, au moindre péché véniel, tu les payeras tous! » Puis, escorté seulement de ses cardinaux, sans prendre soin d'occuper ni la forteresse ni les

portes, il fait son entrée dans Pérouse où Baglione le conduit par l'énorme donjon de pierre qu'on appelle la porte San-Agostino. « L'audace et la précipitation, » dit Machiavel en parlant de ce succès, « emportent souvent ce que l'on n'obtiendrait pas par des moyens ordinaires. » C'était la politique qui allait au caractère de Jules. « Les gens sages, » ajoute cependant le Florentin, « remarquèrent alors deux choses : premièrement, la témérité de Jules II qui se remit entre les mains d'un ennemi sans foi; secondement, la lâcheté de Baglione, qui ne sut pas s'assurer en même temps une vengeance sûre et une riche proie. Mais, » fait-il observer d'un ton qui dépeint encore mieux cette époque, « les hommes ne savent être aujourd'hui ni parfaitement bons, ni parfaitement méchants, et, lorsqu'un crime se présente avec quelque caractère de grandeur, ils ne savent pas le comprendre ! »

La chute de Pérouse entraîne celle de Bologne. Le roi Louis XII commence à s'effrayer; il écrit au pape pour le détourner de continuer son entreprise sur Bologne et promet de venir bientôt en Italie pour tout arranger. Venise, qui sait que l'empereur ne viendra pas, se fortifie à tout événement. Pour Jules II, il continue sa marche et arrive à Urbin. Là, des ambassadeurs des Bolonais viennent se jeter à ses pieds et lui présentent les traités qui garantissaient l'indépendance de Bologne, en l'assurant de leur fidélité traditionnelle à l'Église et de leur bonheur actuel. Jules II remercie les Bolonais de leur fidélité, les assure de son désir de les voir heu-

reux. Quant aux traités, dès qu'il sera dans la ville il avisera selon son bon plaisir, à les confirmer ou à les modifier. N'a-t-il pas des forces assez considérables pour faire trembler non-seulement Bologne, mais toute l'Italie? « Bologne va être entourée, » dit-il à Machiavel; « tout le monde est à mes ordres. Si tes Seigneurs ne veulent point être les derniers, tu connais leurs promesses. Je puis me passer de leurs troupes; si je les désire, ce n'est pas pour l'avantage que je puis en tirer, mais pour les services que je puis rendre à ces Seigneurs quand l'Église sera dans l'état de puissance où j'espère l'amener. » — « Quand le pape devrait se jeter dans un précipice, ajoute Machiavel, il ira en avant. »

En parlant ainsi à chacun, en faisant croire à tous qu'il ne doutait de personne, en prodiguant les promesses et en donnant quelques faveurs, Jules II, en effet, entraîna tout le monde, quand il se remit en route comme la première fois, mais avec le duc d'Urbin et deux mille hommes. Le Français Chaumont, sur l'ordre de Louis XII, « fortement éperonné par le pape, » quitta décidément Parme où il était depuis longtemps en observation avec cinq cents lances. Marc-Antoine Colonna, condottiere des Florentins, arriva au bout de sept jours; le marquis de Mantoue se mit de sa personne à la disposition du pontife et fut nommé lieutenant de la Sainte Église. Machiavel apprend que le pontife veut passer sur le territoire florentin pour éviter de passer sur celui de Venise, toujours suspecte au pontife; il court à Marradi, rassemble des provisions et lui offre

huit muids de vin, pour lui et sa suite. « Tout le monde s'empresse, dit-il, comme pour une croisade. » Jules II, dans un consistoire, fulmine un monitoire qui déclare Bentivoglio et les siens rebelles, leur territoire dévolu au premier occupant, et leurs têtes proscrites. En sortant de l'assemblée, il aperçoit dans la foule un secrétaire de Bentivoglio et les ambassadeurs des Bolonais ; il va à eux, ordonne au secrétaire de sortir des États de l'Église en se gardant de retomber jamais entre ses mains ; et, apostrophant les ambassadeurs, il leur reproche avec emportement d'avoir soutenu la tyrannie et le tyran dont il va faire un terrible exemple.

Bentivoglio, voyant le cercle d'ennemis se former autour de lui, ne tint pas compte de la promesse qu'il avait faite à Pierre de Médicis, de ne jamais sortir de Bologne sans faire tonner ses canons. Il alla prier Chaumont d'Amboise d'obtenir pour lui la conservation de ses biens patrimoniaux ; et Bologne, après avoir recommandé au pape ses anciens traités, se rendit, à la condition que les Français n'entreraient que dans un faubourg, qu'ils inondèrent d'ailleurs en lâchant toutes les écluses du canal du Reno. Jules II fit dans Bologne une entrée plus triomphale encore que dans Pérouse, et donna à ces deux villes une certaine liberté, et une sécurité dont les étrangers mêmes furent bientôt étonnés.

Cette habile et courageuse conduite fit jaillir une étincelle de patriotisme en Italie : « Chacun, écrivit Machiavel, est persuadé que le pape ne tardera pas à se jeter dans de plus vastes tentatives ; » pour

lui, il espère que, « cette fois-ci ou jamais, l'Italie sera délivrée de tous ceux qui ont résolu de la dévorer. » Jules II s'exalta lui-même. Le peuple s'était jeté sur le beau palais des Bentivogli et en avait fait une ruine qui prit désormais le nom de place *del Guasto*. Avec ces pierres, Jules II fit bâtir une forteresse. Mais il voulait de plus élever au frontispice de l'église de San-Petronio, le patron de la ville, la seule église peut-être vraiment gothique de la péninsule, une statue qui rendît toujours comme présente à Bologne l'autorité pontificale. Michel-Ange, son artiste, était alors reparti pour Florence, à la suite du refus, qui lui avait été fait une fois, de la porte du pontife. Pressé par les lettres de Jules II et les instances du gonfalonier de Florence, Soderini, il avait refusé de revenir, et menacé même de partir pour Constantinople, où il rêvait de jeter un pont entre l'Europe et l'Asie. Après l'affaire de Bologne, Michel-Ange vint y trouver le pape, qui était alors à table dans le palais des Seize. « Il fallait donc, lui dit Jules II, aller te chercher? » Michel-Ange plie le genou, cherche à s'excuser, disant qu'il n'avait pu souffrir d'être chassé comme il l'avait été. Le pape ne disait rien et était troublé, quand un évêque s'interposa : « Que Votre Sainteté lui pardonne, dit-il; il a péché par ignorance. Ces gens n'en font pas d'autres. — C'est toi qui es un ignorant et qui dis des sottises, interrompit le pape. Tu l'insultes, je n'aurais pas fait cela, moi. Va-t'en! » et il levait sur lui sa canne quand l'évêque s'esquiva. Le moule de la statue fut bientôt achevé. Le pontife

étendait une main souveraine sur Bologne. « Que fait cette main ? demanda le pape. Elle bénit ou elle menace ? — L'un et l'autre, » répondit Michel-Ange. On raconte que l'artiste demanda ensuite s'il ne fallait pas mettre un livre dans l'autre main. « Un livre à moi ? dit le pape ; non, une épée ! » C'est sans doute une invention, mais elle est dans la vérité de la situation. En devenant une puissance temporelle, la papauté quittait la Bible pour l'épée. Mais sera-ce toujours une épée italienne que tiendra le pape Jules II ?

II.

LA GUERRE VÉNITIENNE.

« Le caractère de toute ambition, » dit Machiavel, « est d'envier la prospérité d'autrui et de chercher à élever son bonheur sur les ruines du bonheur des autres ; mais celui de l'ambition faible est de chercher à acquérir par les mains et le courage d'autrui, c'est-à-dire par les vertus qu'elle ne possède pas. » Et le grand écrivain regrette que, par suite d'une longue oisiveté, l'Italie, qui avait autrefois dompté l'univers entier par son courage, n'eût plus que cette ambition lâche qui amène ordinairement sur ceux qui en sont coupables les désastres et la ruine. Quelque fier que fût Jules II et quelque grand rôle qu'on ait voulu lui attribuer, il fut condamné aussi par sa faiblesse à cette ambition de second ordre, et amena ainsi, après ses premiers succès, des désas-

tres irréparables sur cette patrie qu'il prétendit plus tard délivrer.

Tous les souverains qui avaient des possessions ou des prétentions en Italie étaient en éveil [1]. Ferdinand le Catholique était venu à Naples sous prétexte de mettre ordre aux affaires du royaume, et faisait passer Gonzalve de Cordoue à Pise, pour veiller aux événements. Louis XII parlait de son prochain voyage en Italie, où l'appelaient quelques sourds mouvements à Gênes, et assurait que, si le pape, « dont il voulait d'ailleurs baiser les pieds, » faisait davantage, il renverrait Bentivoglio à Bologne. Maximilien, sollicité par tous et par tous contrarié, tourmentait ses diètes pour obtenir de quoi passer les monts. Jules II enfin prétendait se faire rendre par Venise les deux villes qu'elle possédait encore, et donnait rendez-vous à Louis XII dans Bologne, sa nouvelle conquête. Il y eût même volontiers attiré Ferdinand et Maximilien pour présider à une sorte de congrès dont il espérait bien tirer profit, quand une révolte de Gênes mit le feu aux poudres.

Sous le gouvernement français, les nobles génois, les Doria, les Spinola, les Fieschi et autres, non contents de frayer avec les Français, avaient repris à Gênes le haut du pavé, et affichaient pour le peuple, pour les *vilains*, un mépris et des façons qui n'avaient plus cours en Italie. A la fin de 1506, à la suite d'une contestation pour les magistratures entre les nobles et les bourgeois, les Fieschi et les

[1] Voir les *Négoc. de Flor. avec la Fr.*, année 1507, pour ce qui précède et ce qui suit.

Fregosi, le peuple courut en tumulte aux armes, tua un gentilhomme de la maison de Doria et blessa plusieurs autres nobles qui se permettaient de jouer du poignard, avec ce qu'ils appelaient un *châtie-vilain*. Restés maîtres de la place, les bourgeois décident en hâte que les nobles n'auront plus désormais que le tiers des magistratures, les deux autres tiers étant pour les bourgeois et pour les plébéiens. Les nobles se plaignent. Le roi Louis XII, à cette nouvelle, ordonne au gouverneur français, Philippe de Ravenstein, « de donner aux Génois une bonne bastonnade, mais cela seulement; car, à la différence des Italiens, il aimait mieux les écus que le sang, et les Génois étaient riches. » Le gouverneur essaye d'obéir. Mais la colère du peuple se tourne alors contre les Français; il s'empare du gouvernement, chasse les nobles et crée un nouveau conseil, composé de huit plébéiens, avec une autorité dictatoriale, sous le nom de *tribuns* du peuple. C'était une révolution. Louis XII annonce qu'il a des soldats, des Suisses, de l'argent surtout, et qu'il passera en Italie.

Le pape était Génois et plébéien. La cause du peuple et celle de Gênes lui tenaient au cœur. Peut-être n'était-il pas complétement étranger à ces mouvements. Il intercéda pour les Génois et arma quelques galères pour appuyer ses paroles. Louis XII récrimina à son tour. « Il s'en expliquera, dit-il; avec Jules II, à Bologne. » Mais le pape rentre à Rome, sous prétexte que les cardinaux l'y rappellent. « Le pape est un vilain comme ses compa-

triotes, » s'écrie Louis XII; « il faut aussi le faire marcher avec le bâton, » et il fait ses préparatifs de départ. Effrayé, Jules II s'adresse à Ferdinand le Catholique, qui sollicite Florence à lever des troupes. Il presse Maximilien de passer les monts. Mais Florence dévoile à Louis XII les menées du roi d'Espagne, et fait passer à la cour de France les lettres interceptées du pape à l'empereur. Louis XII, après avoir longtemps menacé, passe les Alpes et arrive avec une armée à Asti (avril 1507).

Quand les nobles génois virent venir sur la ville les gens d'armes et les fantassins français, par la vallée de Polsevera, ils cherchèrent encore à opposer la magistrature de huit bourgeois à celle des quatre tribuns, espérant par là désarmer le roi. Mais la plèbe, décidée à tout, créa doge un simple *popolano*, un teinturier, Paul de Novi, et, pillant les palais des nobles, abattit les armes de la France et éleva à leur place celles de l'empereur. Paul de Novi obtint une garde, disciplina la plèbe, et, dans une sortie, défit les Français, donna l'assaut au Castellaccio, vieux fort situé sur les montagnes de Gênes, et, malgré la capitulation, massacra la garnison.

Si Jules II eût été assez puissant, il eût pu essayer, par la délivrance de Gênes, sa patrie, celle de l'Italie. Mais il était seul. Venise n'avait pas confiance; Florence était à la France, on lui avait dit que l'armée victorieuse de Gênes l'aiderait à prendre Pise. Louis XII, sans malencontre, arriva sous les murs de Gênes, tandis qu'une de ses flottes entrait au port, pour tenir en respect le roi d'Espagne,

Ferdinand, qui n'était pas prêt. Abandonnée des souverains, de l'Italie, de ses nobles, la vieille rivale de Venise ne put résister à l'artillerie et à la gendarmerie françaises. Les canons firent brèche; Bayard entra. « Or, dit-il, marchands, défendez-vous avec vos aunes et laissez là les lances et épées, lesquelles vous n'avez point accoutumées. » La ville capitula. Louis XII entra, sous un baldaquin, armé de toutes pièces et l'épée nue à la main, au milieu de femmes et d'enfants vêtus de blanc, qui criaient miséricorde. Il fit décapiter le doge et soixante-sept plébéiens, enleva à la ville ses priviléges et lui imposa une forte rançon. Il prenait le sang et les écus, à l'italienne et à la française; et, de plus, il fit bâtir, pour tenir la ville dans sa main, le fort de la Lanterne. Ce fut la préface de la chute de la puissance vénitienne. Il est curieux de voir comment arriva cette catastrophe et quelle part y prit Jules II.

Depuis un demi-siècle, la république vénitienne, de puissance maritime et byzantine, était devenue puissance continentale et italienne. Après avoir perdu la plupart de ses colonies dans le Levant par la conquête ottomane, elle avait trouvé des compensations en Occident. A l'empire allemand, elle avait pris toute la Vénétie, le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie; dans le royaume de Naples, elle avait acquis de son nouveau maître, Ferdinand, Bari, Otrante, Gallipoli et Policastro; dans la Lombardie, elle allait, grâce à ce qu'elle avait obtenu de Louis XII, jusqu'à la ligne de l'Adda. Enfin, par les villes qu'elle détenait en Romagne, elle pénétrait

dans l'État de l'Église, menaçait Florence, et étouffait déjà entre ses possessions les petits ducs de Mantoue et de Ferrare.

Ainsi adossée aux Alpes et maîtresse d'une des deux mers qui baignent la péninsule, Venise pouvait être pour l'Italie une garantie d'indépendance contre les souverains étrangers. Mais l'Italie aimait mieux voir dans sa puissance une menace pour elle-même. Guichardin disait de Venise « qu'elle était la défense et l'ornement de l'Italie hors d'Italie, et la peste et la calamité de l'Italie en Italie ». Ludovic le More avait dit de la république de Venise : « Elle m'envoie les Français à déjeuner, mais elle les aura à souper. » Les Italiens mirent encore cette fois la table eux-mêmes.

Jules II fut le premier, on se le rappelle, qui menaça les Vénitiens de liguer contre eux l'Europe entière. Il n'est pas de jours où nous ne voyions les ambassadeurs florentins près la cour de France, occupés à exciter contre Venise toutes les craintes, toutes les jalousies, les convoitises dont ils étaient eux-mêmes dévorés. Déjà, aux traités de Blois de 1506, les souverains avaient commencé à échanger à ce sujet des vues qui n'étaient rien moins que rassurantes pour l'Italie. La rapidité de la punition de Gênes avait consterné les Italiens et surpris les étrangers. Louis XII chercha à en profiter pour entraîner tout le monde à sa suite. Il invita le pape et Ferdinand à venir s'entendre avec lui à Savone avant son retour. Ce que le pape avait voulu faire à Bologne, Louis XII voulait l'accomplir maintenant

à Savone. Il était le maître. La situation était complétement changée. On comprend que Jules II, pape et Génois, n'ait pas voulu constater par sa présence un double échec pour sa personne et pour son ambition. Ferdinand, qui venait d'épouser une sœur de Louis XII, et retournait alors en Espagne, fit voile vers Savone.

A l'approche de la flotte espagnole, Louis XII, suivi de quelques gentilshommes, passa sur la galère de Ferdinand, l'embrassa et s'assit à sa table. Le lendemain, le roi d'Espagne lui rendit sa visite à terre; les deux rois passèrent ainsi trois jours ensemble au milieu de la surprise et de l'inquiétude générales : « Jamais, dit Guichardin, on n'avait vu de conférence pareille et une confiance aussi entière. » Il s'étonne qu'on n'y ait pris aucune précaution et qu'il ne s'y soit passé aucune trahison. « Spectacle surprenant ! » ajoute-t-il, « les deux plus puissants rois de la chrétienté, après une guerre sanglante, rapprochés par les liens de la paix et du sang, non-seulement oublient leurs ressentiments, leur haine, mais encore ils s'abandonnent l'un à l'autre avec toute la franchise de deux frères, » et l'historien discute subtilement le degré de confiance dont Louis et Ferdinand font preuve. « Est-ce la démarche du roi de France qui est la plus noble ? » dit-il. « Il se met le premier entre les mains de Ferdinand, qui avait intérêt à s'assurer de sa personne pour s'affermir dans le royaume de Naples. Mais le roi d'Aragon ne se serait-il pas déshonoré en se montrant moins généreux que son rival ? D'autre part, Ferdi-

nand, qui se livre durant plusieurs jours à la discrétion de Louis, ne reprend-il pas l'avantage? Il avait enlevé à Louis la couronne de Naples, défait ses armées, porté atteinte à sa gloire, et il pouvait craindre de trouver dans ce prince un ennemi toujours prêt à la vengeance. La perfidie n'est-elle pas surtout à présumer du côté où elle doit être le plus utile? »

Les deux rois s'abandonnaient l'un à l'autre, parce qu'ils s'entendaient encore une fois contre la péninsule. Tout le monde tremblait; mais à qui allaient-ils s'en prendre? Venise et le Saint-Siége avaient surtout de sérieuses appréhensions. Ils étaient les deux derniers États encore puissants en Italie. Venise, qui avait empêché George d'Amboise, actuellement gouverneur du Milanais, d'arriver à la tiare après Alexandre VI, savait que ce puissant ministre de Louis XII était son ennemi juré. Jules II de son côté ne pouvait chasser de son esprit la pensée que le cardinal d'Amboise en voulût à sa tiare. Lui-même, cardinal, n'avait-il pas cherché à la ravir violemment à Alexandre VI? Sans doute, pensait-il, dans cette entrevue, on avait encore parlé de réunir un concile, de réformer l'Église dans son chef et dans ses membres. Jules II, avec l'impétuosité qui lui était naturelle, résolut de conjurer à tout prix le péril; mais, en écoutant ses passions et ses rancunes, il ne prit pas le vrai moyen.

Au lieu de s'entendre avec Venise, le pape envoya un légat pressant en Allemagne et détermina Florence à expédier également à l'empereur en am-

bassade, d'abord Francesco Vettori, puis Machiavel. Espérant faire intervenir ce souverain dans les affaires contre les nouveaux ennemis de la péninsule, il invoquait l'antique protectorat de l'empereur, et lui promettait en vrai pape du moyen âge de le couronner à Rome. Les ambassadeurs firent craindre à Maximilien l'ambition de Louis XII pour la couronne impériale. Si le roi de France désirait la tiare pour son ministre, disaient-ils, n'était-ce pas pour se faire sacrer empereur lui-même à Rome? Jules II avait-il des craintes sérieuses, voulait-il seulement se servir de l'empereur contre la France et l'Espagne? A ceux qui lui faisaient observer qu'il tombait dans l'erreur de Ludovic le More, en appelant encore l'étranger, il répondait que la papauté était plus difficile à supprimer que le duché de Milan, et il agitait à leurs yeux les vieux parchemins impériaux. A son instigation, Florence s'engagea à payer à l'empereur 100,000 ducats s'il la secourait contre Pise. Sienne, d'autres villes encore, promirent de l'argent. Les Italiens étaient toujours les mêmes. C'était en vain que Machiavel disait alors qu'ils ne gagnaient rien à voir toujours de nouveaux visages.

Maximilien prit feu. Il avait alors des démêlés avec Ferdinand le Catholique, qui disputait la régence à son petit-fils, et avec Louis XII, à cause du duc de Gueldre, leur commun voisin. En l'année 1508, il rassembla une diète à Constance, y entretint les princes et les villes de l'ambition du roi de France, et sollicita leur concours. « Il vou-

lait, » disait-il, « laisser là les vétilles pour relever en Italie la puissance impériale. » L'occasion était favorable. « Le roi de France et le roi d'Espagne étaient retournés chez eux. C'était à lui de paraître maintenant et de faire valoir ses droits. » Un poëte germain, à cette occasion, fit des vers latins pour rappeler les anciennes prétentions allemandes au-delà des Alpes. Il ne négligea point de montrer l'Italie, les cheveux épars et les vêtements en désordre, se précipitant aux genoux de César pour implorer sa protection contre l'avare Ibérien et l'incontinent Gaulois. La diète vota de l'argent et des hommes. « On s'attendait en Allemagne, dit Machiavel, à quelque chose de considérable. » L'empereur, en effet, apparut sur la crête des Alpes avec des cavaliers, des fantassins, de l'artillerie, et demanda passage à Venise, assurant Jules II qu'après avoir repris le Milanais sur les Français avec son armée, il irait seul à Rome. Mais Jules II, qui avait peut-être voulu seulement se servir de Maximilien comme d'épouvantail, lui interdit d'entrer même en Italie avec une armée; et Venise fit davantage.

Gardienne des Alpes orientales, celle-ci avait des raisons suffisantes de se défier de tout le monde. Elle répondit à Maximilien que, s'il traversait l'Italie avec une escorte d'honneur pour aller à Rome, elle le laisserait passer, mais que, s'il venait avec une armée, elle lui barrerait le chemin; et, en conséquence, elle demanda des troupes à Louis XII dont elle était encore officiellement l'alliée. L'empereur arriva, le 3 février, dans la ville de Trente

avec cinq cents hommes d'armes et cinq mille piétons. Le reste, bien plus considérable, devait suivre; quinze mille hommes étaient en route. C'était une nouvelle invasion. Excellent homme de guerre, mais naïf et crédule, Maximilien, précédé des hérauts d'armes de l'empire, portant l'épée nue à la main, entra dans l'église de la capitale du Tyrol. Là, l'évêque de Gurck, Mathieu Langen, annonça solennellement que l'empereur venait en Italie prendre à Rome la couronne impériale et y rétablir ses droits. Maximilien ajouta « qu'il ferait en Italie tout ce qu'il voudrait, sans avoir besoin ni de pape ni de roi ». Machiavel, alors à Trente, écrivit à la *Seigneurie* : « L'empereur accomplira quelque chose de très-honorable pour lui, ou perdra son crédit jusqu'en Autriche même. » Toute la péninsule était en émoi. Le pape, qu'on accusait d'avoir tout brouillé, disait qu'on voulait l'empoisonner. Venise rassemblait des troupes. Des soldats français passaient les Alpes. Gênes remuait sous les Français, et Bologne sous la main du pape..... La montagne accoucha d'une souris.

L'empereur trouva dans la Vénétie et le Frioul, qu'il espérait voir se soulever, les villes et les passages des fleuves bien gardés, et les populations hostiles. Il voulait faire la guerre avec l'argent de l'Italie et les soldats de l'Allemagne. Les soldats arrivaient encore volontiers, mais l'argent du pape, de Florence, de Sienne ne venait pas, et les hommes menaçaient de s'en retourner en Allemagne. Maximilien passa quelque temps à se débattre avec

les ambassadeurs italiens, grands marchandeurs et donneurs de parole, et à courir après ses soldats, qui se débandaient. Enfin il laissa neuf mille hommes en Italie pour aller en Allemagne chercher de l'argent et des troupes. Le général des Italiens, Barthélemy d'Alviano, choisit ce moment et attaqua les Allemands à l'improviste dans la vallée de Cadoro. Effrayés, ceux-ci mirent au milieu d'eux leurs femmes et leurs enfants, et essayèrent de s'ouvrir un passage; mais, après une lutte furieuse de trois heures, ayant perdu mille hommes, ils se rendirent. Le vainqueur emporta Cadoro, et, profitant de ce succès, passa les Alpes Juliennes et surprit tout à coup, de l'autre côté de l'Adriatique, Trieste, déjà bloquée par la flotte vénitienne.

Le doge Loredano célébra cette victoire nationale, au moment de la rentrée de Barthélemy d'Alviano, par des fêtes inacoutumées. Ce fut le malheur de Venise. Ce succès excita l'envie et la crainte de tous, Italiens et étrangers. L'empereur-chevalier, étouffant de honte et de colère, conclut une trêve avec la république, mais en jurant de se venger, et envoya des ambassadeurs au roi de France, qui avait désapprouvé l'attaque contre Trieste, et à Ferdinand, pour se réconcilier avec lui. Venise n'inspira plus seulement de la jalousie, mais de la crainte au Saint-Siége, à Florence. Jules II envoya également deux légats en France, où l'on négociait avec activité, pour voir ce qui se passait et ne point être pris au dépourvu. Toutes les craintes, toutes les jalousies, toutes les haines s'unissaient contre « cette

grenouille de l'Adriatique, qui avait, disait-on, dérobé la peau du lion et volé les ailes de l'aigle, république insolente qui, de ses palais de marbre, osait mettre la main sur les Alpes de Trente et les rivages orientaux de l'Adriatique ».

Ce fut à Cambrai que l'orage se prépara. Maximilien y avait envoyé sa sœur Marguerite, veuve du duc de Savoie Philibert II, la plus habile négociatrice de ce temps; et Louis XII, son ministre, sous prétexte de l'affaire de Gueldre. Les deux plénipotentiaires en robe, l'archiduchesse et le cardinal, se querellèrent à ce propos au point, écrivit Marguerite, qu'ils se « cuidèrent prendre au poil ». Mais ils tombèrent d'accord dès qu'il s'agit de Venise. Chose au moins étrange! ils jetèrent les bases de la ligue au nom même du pape et de Ferdinand le Catholique, quoique ce dernier ne fût point représenté, et que le légat du pape en France n'eût pas de pleins pouvoirs; mais le protocole resta ouvert pour toutes les puissances européennes ou italiennes. Ferdinand attendit quelque temps par suite de sa prudence habituelle. Jules II hésita; le souverain de Rome et le prince italien étaient en lui aux prises. Pour éviter toute complicité dans cette ligue, il se fût volontiers contenté de la restitution de Cervia et de Césène. Il prit un jour à part l'ambassadeur de Venise, lui remontra combien il serait important pour elle de n'avoir pas le pape pour ennemi, lui communiqua les conditions du traité, et le conjura de lui épargner la nécessité de s'unir aux autres puissances. Le sénat délibéra. Sa dernière

victoire lui inspirait confiance; il ne voulut pas commencer une guerre par un acte de faiblesse. Jules II signa à regret, mais dès-lors fut le plus ardent (*al continuo ne stimola*) à l'entreprise. Ferdinand, les petits princes italiens, les ducs de Mantoue et de Ferrare suivirent. La ligue fut complète. Les ultramontains avaient retourné contre l'Italie ses propres intrigues. Ils la battaient avec ses propres armes. Formé bientôt à cette politique sans scrupule, le cardinal d'Amboise disait à un Florentin : « Nous nous entendons aux manières italiennes. *Noi intendiamo a modi italiani.* »

Venise semblait alors à l'apogée de sa grandeur et de sa puissance, quoique la décadence eût aussi commencé pour elle. Après la chute du Milanais et de Naples, elle était le dernier des grands États indépendants de la péninsule; car le Saint-Siége, malgré ses accroissements récents, était loin de l'atteindre encore, et Florence ne vivait que de belles paroles et de marchandage politique. La cité guerrière et maritime, la maîtresse de la Méditerranée, la reine du commerce et de l'industrie, outre ses possessions d'Italie, d'Istrie et de Dalmatie, avait encore une partie de la Livadie et de la Morée, Thessalonique en Macédoine, Zanthe et Corfou dans la mer Ionienne, Chypre et Candie entre l'Europe et l'Asie. Avec les hommes d'État les plus exercés de l'Europe et les ambassadeurs les plus instruits, elle soldait un budget plus fort que celui de la France et de l'Angleterre, trouvait des soldats dans ses possessions de terre, des marins sur ses côtes

pour ses vaisseaux, armait des escadres de deux cents galères, et, par quatre flottes de galions, unissait Trébizonde, Alexandrie, Tunis, Tanger, Lisbonne et Londres.

Elle n'était pas seulement puissante. Elle s'embellissait tous les jours. Toute une famille d'artistes, les Lombardi, associait harmonieusement pour elle la majesté et la grâce de l'architecture gréco-romaine, avec les fantaisies du gothique, dans un moment unique et trop court de l'art. *Sainte-Marie des Miracles* avec sa façade de marbres fins enroulés d'arabesques, l'église de *Saint-Zacharie*, une des plus grandioses de la lagune ; un entrepôt, le *Fondaccio dei Tedeschi*, pour les marchands allemands ; des palais avec les plus belles proportions et les plus heureux profils, pour les Contarini et les Grimani, s'élevaient à l'envi. Depuis dix ans Maestro Antonio travaillait à la splendide façade de la cour intérieure du palais ducal ; et déjà, en attendant les statues, les griffons, les animaux fantastiques, les ornements qui devaient encore y répandre la gaieté et la vie, ce palais dressait à quatre étages sa puissante végétation de fûts, de colonnes, d'arcades, de pilastres, avec chapiteaux, ogives, rosaces, trèfles de toute grandeur, et ses galeries de balustres et de fenêtres à jour ; surprenant ensemble dans un pays de merveilles ! L'escalier des Géants commençait à élever ses marches pour y conduire. Tout cela miroitait avec tout l'éclat de la nouveauté dans les eaux du Lido ou du grand canal, qu'emprisonnaient de nouveaux quais. Dans les édifices reli-

gieux, les plus admirables tombeaux pour les serviteurs de la république se multipliaient, quoique les vertus fussent en baisse. La peinture elle-même ne faisait pas défaut; elle passait de Jean Bellini au grand Georges, à *Giorgione*. C'était alors qu'il peignait son plus beau tableau, le *Saint Marc apaisant une tempête*, qui nous donne une idée de ses fresques presque entièrement détruites et du sentiment plein de confiance encore, dans le danger qui animait la République.

Enfin Venise pouvait avoir l'orgueil de la grandeur, de la beauté, de la richesse et de la sécurité: elle était aussi avec Florence la seule cité libre. Belle comme elle, elle se croyait parfaite. Plus forte qu'elle, elle se croyait invincible. Ses ennemis n'avaient jamais pu l'entamer; on ne voyait nulle part une tranquillité mieux assise, une concorde plus entière. Une aristocratie séculaire, maîtresse de la cité et de l'État, sur mer et sur terre, lui avait assuré tous ces bienfaits. La République avait-elle cependant encore des cœurs magnanimes comme les Zeni, les Pisani, les Contarini, pour la soutenir à cette hauteur? Les Portugais, qui venaient de doubler le cap de Bonne-Espérance, ne commençaient-ils pas à ruiner son commerce? A côté d'André Navagero, un puriste, sur lequel Bembo renchérira encore, je ne lui vois point d'historiens, de poëtes dignes de ce nom. Marino Sanuto, qui écrit de l'année 1494 à l'année 1516, n'est qu'un savant annaliste. Giorgione mourra en 1511 de l'abandon d'une maîtresse, non de la déchéance de sa patrie. Le foyer

intérieur, quoique chaud encore, commencerait-il à s'attiédir? La capacité d'agir serait-elle moindre et l'envie de jouir plus grande? Une solennelle épreuve attendait Venise.

Les puissances alliées colorèrent naturellement leur entreprise d'un beau prétexte. « Dans le désir de se réunir pour faire la guerre contre les Turcs, elles avaient résolu de faire cesser les injures, rapines, dommages que les Vénitiens avaient causés aux États chrétiens, et d'éteindre comme un incendie l'insatiable cupidité des Vénitiens et leur soif de domination. » Il semble que Florence au moins aurait dû s'intéresser à Venise abandonnée du reste de l'Italie. Décidée à ne point perdre cette occasion comme la précédente, elle acheta non-seulement de sa neutralité, mais de son alliance et de son or, la permission de prendre la malheureuse ville, que Louis XII et Ferdinand lui abandonnèrent enfin ; et la chute de la liberté d'une ville italienne précéda encore celle de la puissance de Venise, comme la déchéance de Venise précéda celle de Rome et de Florence. Ainsi la perte de Naples avait annoncé celle du duché de Milan. Papauté, duché ou république, qui s'inquiétait alors de savoir si cet incendie qui éclatait à droite, si cet écroulement qui retentissait à gauche pouvait enflammer ou ébranler son propre État?

Le Conseil des Dix avait longtemps espéré que les rivalités de ses ennemis les empêcheraient de tomber d'accord. Ceux-ci, depuis Cambrai, gardaient un secret absolu. L'ambassadeur Condulmer

avait enfin, à force d'adresse, dérobé à la franchise du roi Louis XII ses intentions, et il était revenu faire son rapport au conseil, au moment où un héraut français dénonçait la ligue. Des présages fâcheux attristaient le peuple. La poudrière sauta et couvrit la ville entière de cendres et de décombres. Une barque, qui portait à Ravenne dix mille ducats pour la solde des troupes, périt en route. Un incendie consuma les archives de la République.

Le sénat ne s'émut point de tous ces malheurs. Avec une unanimité rare de décision, mais en faisant des emprunts forcés et en rationnant les fonctionnaires, il leva deux mille lances complètes, quinze cents chevau-légers italiens, dix-huit cents Stradiotes, dix-huit mille fantassins étrangers et douze mille hommes de milice. Il donna cet exemple précieux dans un grand danger, de se défendre presque exclusivement avec des troupes italiennes. Parmi elles on distinguait les Romagnols avec un uniforme blanc et rouge, dressés et disciplinés par Naldi de Brisighella; c'était la meilleure troupe de la péninsule. Toutes ces forces furent mises sous le commandement du comte de Petigliano et de Barthélemy d'Alviano, tous deux Romains, de la famille des Orsini, sous la surveillance des deux provéditeurs vénitiens Cornaro et André Gritti. Le choix des deux hommes de guerre pouvait n'être pas mauvais. Mais pourquoi Venise ne mettait-elle pas son salut aux mains d'un condottiere vénitien, comme ce Colleoni, qui avait le premier monté à Venise des canons sur des affûts, et dont la fière

statue, œuvre de Verrocchio, se dressait devant l'église de Saint-Jean et de Saint-Paul?

Les deux généraux proposèrent chacun leur plan de campagne. Petigliano, un gros seigneur, dit Fleuranges, d'un âge assez avancé, partisan de l'ancienne tactique italienne, lente et réservée, fut d'avis qu'on abandonnât la ligne de l'Adda pour se tenir sur la défensive aux bords de l'Oglio, à portée de secourir, selon le besoin, Crémone, Bergame ou Brescia, sur lesquelles il s'appuyait. On savait qu'on aurait affaire seulement d'abord à Louis XII et aux Français. D'Alviano, petit homme, sec et allègre, plus jeune, laid et difforme, brave mais vantard, voulait au contraire qu'on passât l'Adda pour prendre l'offensive dans le Milanais, avant que Louis XII eût le temps d'arriver. On pourrait soulever ainsi la population et attendre les Français au débouché des montagnes. Le sénat prit malheureusement entre les deux plans un moyen terme, et ordonna aux deux généraux de se tenir sur l'Adda, mais en gardant la défensive.

Le roi Louis XII, le premier, comme il s'y était engagé, entra en campagne avec des caraques de Gênes, de l'argent de Florence et de Milan, des gens d'armes français, des hallebardiers suisses et des Lombards, le 1er avril 1509. Chaumont, le grand maître, frère du cardinal d'Amboise, commandait sous ses ordres. L'empereur et Ferdinand le Catholique en étaient toujours aux promesses. Jules II, pour faire quelque chose, nomma le duc de Mantoue gonfalonier de l'Église, et lança l'in-

terdit sur la ville de Venise comme *tyrannique, usurpatrice et provocatrice de discordes*. Ce fut sur l'Adda que se décida le sort de la République, comme l'avait voulu le sénat.

Louis XII possédait la berge la plus élevée de la rivière; il opéra le passage en très-bel ordre, à l'aide de quelques escarmouches, et beaucoup plus aisément qu'il ne pouvait l'espérer. « Aujourd'hui, » dit au roi l'Italien Trivulzio, qui connaissait bien le terrain, « vous avec vaincu les Vénitiens. » Les deux armées n'étaient plus séparées que par une lieue. Il y avait environ vingt-cinq mille hommes de chaque côté. Les Vénitiens étaient retranchés sur les hauteurs de Rivolta. L'armée française vint parader tout un jour devant eux pour les attirer au combat. Ils refusèrent. Enfin Louis XII ordonne aux siens, pour couper les vivres à l'ennemi, d'enfiler une route qui menait vers Crème, le long de la rivière. Petigliano, à l'avant-garde, se dirige alors vers le même point par une route plus courte. Des rideaux d'arbres dérobaient les deux armées l'une à l'autre. Mais, à un point d'intersection, l'arrière-garde vénitienne de d'Alviano se trouve en face de l'avant-garde française, commandée par Chaumont d'Amboise et par Trivulzio. D'Alviano envoie dire à Petigliano de s'arrêter pour le soutenir avec le gros de l'armée. Mais le prudent Petigliano croit que son collègue veut l'obliger à combattre malgré lui; il continue sa route. Louis XII, au contraire, arrive promptement au secours de son arrière-garde et engage toute la bataille.

C'était près du village de Vaila ou d'Agnadel. La victoire fut disputée. D'Alviano parvint d'abord à enfoncer la gendarmerie française qui manœuvrait sur un terrain défavorable. Mais Louis XII parut bientôt, et, sous le feu de l'artillerie ennemie, traînée par des bœufs, la releva. « Enfants, dit-il, le roi vous voit. » Il ramena les siens au combat. L'infanterie italienne de Brisighella soutint seule l'honneur du drapeau. Elle se fit tuer tout entière. « Il y en avait, dit avec exagération Fleuranges, un monceau de deux piques de haut. » Au demeurant, six mille morts. D'Alviano lui-même, après avoir rempli ses devoirs de général, se battit comme un soldat. Blessé au visage, ayant un cheval tué sous lui, il fut fait prisonnier. « Sire, dit-il à Louis XII, puisque vous m'avez entre les mains, vous aurez bientôt toute la terre vénitienne. » Petigliano, arrivé pour recueillir les fuyards, crut devoir réserver le reste de son armée pour la défense de Venise, et battit en retraite. En réjouissance de cette victoire, on fit à Milan des processions et des feux de joie, et dans tout le reste de l'Italie on crut Venise complétement perdue.

Louis XII se mit en devoir de recueillir les fruits de sa victoire. Il lui suffit de menacer les villes du sac et du pillage, pour entrer presque sans coup férir dans Bergame, Brescia, Crème et Crémone, dont il mit les riches à rançon et pendit les gouverneurs. Les alliés, qui avaient précédemment temporisé, se hâtèrent alors de rattraper le temps perdu. Le duc de Mantoue, gonfalonier de l'Église,

prit, pour le pape, Imola et Forli; et le duc de Ferrare, pour lui-même, la Polésine. Les Allemands redescendirent, sous la conduite du duc de Brunswick, dans la Vénétie et le Frioul; et, de l'autre côté de l'Adriatique, Trieste releva les armes des Habsbourg. Ferdinand n'avait qu'à étendre la main pour ressaisir les villes qu'il avait cédées sur l'Adriatique. En vingt jours, l'œuvre de tant de constance et d'efforts en Italie s'écroula.

La République avait, dans son passé, à prendre conseil de beaux exemples. Un doge, un Contarini, en face d'une flotte ennemie qui bloquait la lagune, avait autrefois fait vœu de ne point quitter son vaisseau avant que le dernier des vaisseaux ennemis ne fût pris; trente familles, apothicaires, épiciers, marchands de vin, pelletiers, admises parmi les nobles, avaient montré un dévouement qui rappelait ceux d'Athènes et de l'antique Rome. Mais on admirait alors les anciens, on ne les imitait pas. On entend à peine parler du doge, un Loredano, dans cet instant suprême. Pendant que Petigliano bat en retraite de ville en ville, son armée se débande. Le peuple, mécontent, morne, pense au pillage; il inspire plus de défiance que de courage. Une conspiration est découverte; quatre gentilshommes, trois bourgeois, sont décapités sur la place Saint-Marc; le lendemain, on n'ose exécuter publiquement leurs complices et on les expédie en secret. Au milieu de ces critiques circonstances, la Seigneurie se conduisit avec une habileté rare; mais c'est tout.

Le conseil des Dix savait qu'on en voulait seule-

ment à ses possessions; les ennemis, arrivés à la curée, pouvaient être divisés. L'empereur, qui « n'avait pas de si bonnes jambes que la France », n'approchait pas. Louis XII mécontentait déjà ses alliés italiens en exigeant d'eux qu'ils contribuassent aux frais de la campagne, puisqu'il avait vaincu pour tous; après avoir pris Peschiera, ancienne possession du Mantouan, il la gardait. Le conseil des Dix envoya un ambassadeur à Maximilien, pour lui présenter ses excuses et lui offrir toutes les villes du Frioul; un autre au pape, pour demander l'absolution et offrir la citadelle de Ravenne, qui tenait encore; un troisième à Ferdinand, pour restituer les villes que Venise avait sur la côte napolitaine. Enfin le conseil retira ses gouverneurs de toutes les villes et annonça qu'il déliait tous ses sujets de terre ferme de leur serment de fidélité. La République ne resta debout qu'en face de Louis XII, impossible à désarmer, et des ducs de Ferrare et de Mantoue, qu'elle méprisait. Le reste de ses troupes, concentré dans la lagune, à Mestre, fut mis sous le commandement d'un autre condottiere; Prosper Colonne réunit ses flottes dans l'Adriatique, en vue du palais des doges, et attendit. Venise ne sauva pas ainsi sa puissance, mais elle évita sa ruine.

Les alliés ne tardèrent pas à montrer leurs divisions. Jules II, entré le dernier, et avec regret, dans la ligue, était le premier à vouloir s'en retirer. Il reçut les ambassadeurs vénitiens avec hauteur, mais sans les désespérer, et s'efforça d'unir plus intimement ses intérêts avec le roi d'Espagne, jaloux de

celui de France. Il se fût entendu déjà peut-être avec l'empereur, pour lequel il avait toujours de particulières caresses, si Louis XII n'avait proposé à cet inconstant personnage un secours de cinq cents lances, pour l'aider à s'emparer de ce qui lui revenait, et à mettre garnisons dans Vérone, Vicence et Padoue. Quand Louis XII rentra dans Milan au milieu des fêtes, reçu par trois belles dames, *Victoria, Gloria, Felicità*, et couvert par elles de lauriers, les gens prévoyants, autour de lui, entre autres La Trémouille, croyaient voir déjà la ligue se relâcher, et la France avec ses ennemis et ses alliés à la fois sur les bras.

Venise veillait. Quelques soldats allemands s'étant présentés dans Trévise pour l'occuper, un simple cordonnier saisit le drapeau de la République, parcourt les rues, rassemble ses concitoyens et chasse les étrangers. Aussitôt deux provéditeurs de Venise, qui erraient dans les campagnes avec des soldats et des paysans, pénètrent dans Padoue, gardée aussi, et la délivrent. Le marquis de Mantoue, alors au service de l'empereur, veut aller au secours de ses possessions. Mais un général vénitien l'attire dans un piége et le fait prisonnier. Louis XII avait la goutte et le mal du pays; déjà en route pour la France, il se demandait s'il ne devait pas rester. Mais Jules II lui envoya, à Abbiate-Grasso, un légat chargé de bonnes paroles et de promesses, lui accorda la disposition des bénéfices en France et à Milan, ce qu'il n'avait pas fait jusque-là, et signa tout ce qu'il voulut, pourvu que le roi partît, et

ne prît sous sa protection aucun des vassaux de l'Église. Le roi de France, rassuré, continua son voyage et se contenta d'envoyer La Palice, avec sept cents lances, au secours de Maximilien, qui arrivait enfin pour reprendre Padoue (octobre 1509).

Le sort de Venise était maintenant dans cette ville, assiégée par vingt-cinq mille hommes commandés par un empereur. Elle le comprit. Ni le pape ni le roi d'Espagne ne désiraient vraiment sa ruine; Louis XII disait à un ambassadeur florentin qu'il espérait bien voir l'empereur et la République s'user l'un l'autre. Le doge Lorédano reprit tout à fait cœur; il envoya ses deux fils dans la place avec toute la jeune noblesse de Venise et des paysans. Le comte de Petigliano, qui avait toutes les qualités de la circonstance, s'y enferma avec une partie de l'armée disponible et nombre de paysans exaspérés contre les étrangers. Les yeux de toute l'Italie se tournèrent de ce côté.

Padoue, entourée d'une triple enceinte, entre la Brenta et le Bacchiglione, était encore une ville immense, mais déjà dépeuplée, depuis qu'elle avait échangé ses seigneurs et son indépendance contre la domination de Venise. C'étaient plutôt quatre ou cinq villes groupées et séparées par des murs qu'une seule ville. Venise, pour lui conserver des habitants, y avait maintenu, même encouragé et augmenté sa vieille université. Les professeurs et les étudiants, convertis aussi aux goûts du jour, s'y promenaient assez nombreux sous les arcades de ses rues, dans le *prato* qu'on avait planté, et priaient à l'église des *Ere-*

mitani, reste de sa vieille splendeur. Cependant il n'y avait pas là de vie véritable. La jeune noblesse vénitienne et les paysans, au nombre de près de vingt-cinq mille, secouèrent la torpeur de la dépendance, en montrant la servitude. On éleva murailles derrière murailles; on creusa fossés devant fossés; on lâcha les eaux des fleuves et des canaux autour de la ville. On bâtissait alors l'église de San Antonio, le patron de la ville, le mystique prédicateur du douzième siècle, magnifique composite de coupoles byzantines, de dômes ronds et de clochers aigus, sur deux étages de cintres romans et d'arcades ogivales. A cette place même, le comte de Petigliano, au pied de la statue en bronze du condottiere Guatémalata, œuvre de Donatello, harangua les habitants, disposa les sorties, distribua les avant-postes. Il y eut là l'enthousiasme des anciens jours; on jura de se défendre jusqu'à la mort. Maximilien usa contre cette résistance les boulets de son artillerie, l'élan de ses gigantesques lansquenets, la valeur des lances françaises, et, après seize jours d'efforts inutiles, il leva le siége, pour repasser les Alpes, devant le soulèvement des Vicentins. Deux artistes, Velano et Briosco, s'inspirèrent de cette lutte héroïque et sculptèrent, dans le chœur de San Antonio, au milieu d'autres scènes de l'Ancien Testament, l'armée d'Holopherne mise en fuite, après que Judith eût tué l'ennemi de Jérusalem.

Jules II avait tardé à confirmer la paix d'Abbiate-Grasso, puis soulevé des difficultés sur l'exécution même de ses conditions. Après la délivrance de

Padoue, il parla déjà de recevoir les Vénitiens en grâce. Ce fut un premier sujet de querelle avec le roi de France. Celui-ci prétendait que Jules II ne le pouvait faire, tant que chacun des confédérés, et l'empereur en particulier, ne serait pas rentré en possession des villes qui lui avaient été réservées; il s'emportait contre le pape, devant un ambassadeur florentin, au point que celui-ci se refusait à rapporter ce qu'il entendait de la bouche du roi. Mais le pape le lui rendait bien; il s'indignait qu'on voulût limiter l'indulgence du père des fidèles, et se laissait aller aussi à de tels termes contre le roi de France que, si on l'avait su, tout eût été déjà perdu.

Venise, encouragée, pousse sa pointe et attaque le duc de Ferrare. L'amiral, André Trevisiani, pénètre, par les embouchures des *Fornacci*, dans la Polésine, s'empare du pays, bat le duc ferrarais à *la Polisella*, et se serait peut-être emparé de sa capitale même, si le gouverneur français de Milan, Chaumont d'Amboise, n'était venu la couvrir. Le duc Alphonse et son frère, le cardinal d'Este, s'en vengent en coulant à fond la flotte vénitienne, dont l'amiral s'enfuit honteusement. Mais le pape déjà, soit par désir de gloire, soit par aversion contre Louis XII, était tout changé. Sans avoir pardonné encore à Venise, il travaillait pour elle. Il disposait presque de Ferdinand le Catholique et des Espagnols. Achille de Grassi alla, de sa part, engager l'empereur Maximilien à faire au moins une trêve avec les Vénitiens. Louis XII retint encore ce prince, en payant la garnison qu'il entretenait

à Vérone. Furieux, le pape s'emporta dans toutes les langues contre cet enfant dénué de tout, *infantem nudum*, « cette bête (*una bestia*), plus faite pour être menée que pour mener les autres, et avec laquelle on ne pouvait rien faire, la honte de l'empire. » En désespoir de cause, il s'adressa à l'évêque de Sion, Mathieu Schinner, ancien aumônier des troupes suisses, ennemi particulier de Louis XII, dont il était le voisin, pour pratiquer les cantons et en tirer des soldats, au risque d'amener de nouveaux étrangers en Italie. « Quoi ! dit Louis XII avec douleur, c'est l'office d'un pape d'entretenir la concorde entre les princes chrétiens, et celui-ci n'a d'autre soin que de me brouiller avec tout le monde ! » Et, un peu plus tard, instruit de tout ce qui se passait par un ambassadeur florentin, il ajoutait : « Je ne puis croire que le pape veuille la guerre avec moi. Mais, s'il est assez fou pour s'y risquer, je croirai que Dieu le permet pour la punition de ses péchés. Je dépenserai tout mon argent et je passerai les monts pour me venger. »

Au commencement de 1510, le cardinal d'Amboise réunit les ambassadeurs des États ligués à Cambrai, pour les mettre en demeure de se prononcer, et les somma d'enlever à Venise le reste de ses possessions. L'empereur y tenait, pour effacer sa honte de Padoue. Le roi de France le désirait pour se faire céder Vérone, au prix des secours qu'il donnerait à Maximilien. Mais le pape fit proposer par l'Espagne de garantir l'ancien territoire de la République dès qu'elle aurait restitué ses acquisitions

récentes; et son ambassadeur, l'évêque de Tivoli, ajouta que, pour tout terminer chrétiennement, on admettrait la République au nombre des alliés. C'était le premier signal de la défection. Le cardinal d'Amboise, que Jules II accusait toujours d'en vouloir à la tiare, était alors très-malade, alité, et ne songeait plus guère qu'à apaiser son maître; cette fois cependant il ne se contint pas : « Mon roi ne l'entend pas ainsi, » s'écria-t-il. « Or sus, nous connaissons cette nouvelle ligue déjà faite ou prête à se faire, et nous savons pourquoi l'on parle de la conservation et non de la ruine de Venise. » Il s'adoucit cependant encore, et envoya à la cour de Rome Alberto Pio, comte de Carpi, diplomate habile, avec la mission même de satisfaire le pape autant qu'il le pourrait[1]. Mais il était trop tard!

III.

GUERRE NATIONALE ET SAINTE LIGUE.

Jules II était décidé. « C'est un homme très-prudent, dit alors l'ambassadeur vénitien Capello; il n'a point de confident, ne prend conseil que de peu de monde, et se décide toujours seul, mais souvent à la stupéfaction générale. » C'est ce qui arriva cette fois. « S'il rassemblait des millions, c'était évidemment pour faire de grandes choses (*grandi cose*). »

[1] *Négoc. tosc.* L. C. Tome II, ann. 1510, janvier et février.

Il avait hésité ; il était circonspect et craignait la dépense (*ed è timido ed avaro* [1]). Le cardinal de Pavie, un de ses conseillers, l'avait aussi retenu longtemps ; car il avait reçu l'évêché de Crémone de la main de Louis XII. Mais Venise gorgeait maintenant cet homme de grand appétit (*di gola grandissima*). Le moment était venu. Jules paralysait l'empereur en lui opposant ses princes et ses diètes. Son or tentait les Suisses. Ferdinand le Catholique, qui selon son habitude se cachait pour mieux agir, voulait décidément faire noise à la France. Il y avait des réunions secrètes à Rome, au palais du cardinal Caraffa, Napolitain, sujet de l'Espagne. Ce fut là que tout se prépara.

Le comte de Carpi, ambassadeur de France, n'était pas encore arrivé à destination, quand Jules II annonça tout à coup sa résolution de se réconcilier avec les Vénitiens, sans tenir compte des désirs de ses alliés. Les ambassadeurs de l'empire et de la France protestèrent, mais vainement. « Vous n'êtes point d'accord, répondit le pontife, sur les conditions du rétablissement de la paix. » L'ambassadeur impérial fit encore observer que le but de la ligue de Cambrai n'était pas atteint. « Maximilien, répondit le pape, n'a à s'en prendre qu'à lui-même ; je ne lui dois rien. » Le 24 février, la cérémonie publique de réconciliation eut lieu. La République s'était engagée à accorder au pape la disposition des bénéfices, les appels en cour de Rome, l'exemption

[1] *Relazioni degli ambasc. venet.*, série II, vol. III, p. 9 et 29.

de dîmes pour le clergé, et, à ses sujets, la libre navigation de l'Adriatique. Selon l'usage des pénitents, les ambassadeurs vénitiens, devant le portique de Saint-Pierre, se mirent à genoux, confessèrent, mais si bas qu'on ne put les entendre, les fautes de la République, baisèrent par trois fois les pieds du pape et entendirent solennellement la messe de réconciliation. « La paix, disait Jules II, est mon seul but. » Un cardinal français disait avec plus de vérité : « C'est un coup de couteau dans la poitrine du roi de France. »

Le roi de France, alors à Lyon, ne s'y méprit pas; mais un conflit avec le pape l'effrayait. Il disait à l'ambassadeur florentin : « Notre-Seigneur Dieu m'a donné plus de grâces que je n'en mérite. Je me porte mieux que je ne l'ai jamais fait. Je suis plus riche que ne l'a été jusqu'ici roi de France, pouvant dépenser tout l'argent du royaume comme s'il était dans ma bourse. Aimé et craint de tous mes sujets, je ne désire que deux choses : le salut de mon âme et la conservation de mon honneur et de ma gloire. Eh bien! je voudrais que l'Empereur ou quelque autre prince chrétien, ou tous ensemble, entreprissent quelque chose contre l'Église, pour aller de ma personne à sa défense. Si je mourais à son service, je croirais avoir obtenu tout ce que je désire. Jugez donc combien il m'est douloureux de voir, contre toute raison et vérité, le pape contre moi. — Sire, dit l'ambassadeur, je voudrais que le pape fût caché derrière ce rideau pour vous entendre. — Oui, ajouta Louis XII, je vous ai parlé

dans la sincérité de mon cœur, mais sachez que je serai sage pour lui et pour moi. » Et il donna encore ce jour-là (18 mai 1510) des ordres pour faire des concessions destinées à éviter toute rupture.

La mort du cardinal d'Amboise détermina la crise. C'était lui qui apaisait Louis XII. Au moment où il s'était à peu près assuré de la succession de Jules II, il mourait et laissait la diplomatie de son roi, toujours colère et irrésolu, entre les mains inhabiles de M. de Boucicaut et du chancelier Robertet. Les affaires se gâtèrent de plus en plus. Comme Chaumont d'Amboise, avec des troupes allemandes et ferraraises, s'emparait, sur Venise, de Vicence, Legnano, Montselice, le pape, pour porter un secours indirect à la République, chercha querelle au duc de Ferrare, son vassal, allié de la France. C'était attaquer le roi lui-même, commencer à revirer contre lui, lui faire une dernière piqûre.

Jules II ne trembla pas devant les conséquences. Il y avait entre le duc de Ferrare et le Saint-Siége, à propos de l'exploitation des sels de Comacchio et des droits de douane sur la navigation du Pô, une vieille contestation; elle fut remise sur le tapis. L'ambassadeur ferrarais voulut défendre son maître. Il ne fut point écouté. Un cardinal français intervint. Jules II déclara qu'il se retirait de l'alliance du roi de France, puisque celui-ci soutenait ses vassaux. Il lança l'excommunication contre le duc de Ferrare et fit emprisonner le cardinal français, qui voulait sortir de Rome sans sa permission. Dans le conclave, les partisans de la paix représen-

taient au pontife que ses défiances avaient dû mourir avec le cardinal d'Amboise. « Le roi, dit-il, vit encore. »

Quel était le but de Jules II? conquérir Ferrare évidemment. Après avoir repris à Venise ce qu'il désirait, il voulait maintenant soumettre le duché de Ferrare, comme il avait soumis Pérouse et Bologne. C'était la suite logique de la même politique. Mais il allait trouver devant lui les Français, ses anciens alliés; eh bien! il les combattrait à l'aide d'autres amis, d'autres alliés. Il les chasserait, s'il était possible. La haine contre l'étranger et contre les Français, qui étaient les plus puissants, l'encourageait à entreprendre. Machiavel, qui était en mission dans la Vénétie, constate que les habitants criaient en mourant: « Nous sommes Vénitiens et nous mourrons Vénitiens. » Çà et là on combattait au nom de « Giulio! Giulio! » Mais le but précis du pape se bornait encore à agrandir l'État de l'Église par une nouvelle conquête.

La principauté de Ferrare n'avait pas les allures d'une tyrannie de fraîche date. Hercule d'Este avait donné à un long règne le double cachet de l'éclat et de l'utilité; il avait joué à Ferrare le rôle de Laurent de Médicis à Florence. Sa capitale était entièrement rebâtie et fortement bastionnée, entourée de fossés; son palais était une vraie forteresse, mais on y cultivait la poésie. De là il commandait à une ville qui pouvait avoir 60,000 habitants, et dont la population n'était pas moins gaie et lettrée que celle

de Florence. Tout commençait à changer, cependant, sous les deux fils aînés d'Hercule, le duc Alphonse et le cardinal Hippolyte qui se partageaient l'autorité. Bien que l'histoire ne doive point reconnaître à Lucrezia Borgia tout ce que lui prête le roman, l'arrivée de cette princesse, épouse d'Alphonse, à Ferrare, y avait comme apporté un mauvais air. Le cardinal Hippolyte, rival en amour de son frère naturel, Jules, lui faisait crever les yeux dans un accès de jalousie furieuse. Celui-ci associait sa haine à l'ambition de Ferdinand, troisième des fils d'Hercule, pour détrôner leurs aînés; ils conspiraient, étaient découverts et condamnés tous deux à une prison perpétuelle. Le temps cependant avait donné une trop longue consécration à l'autorité de la famille d'Este, pour que Jules II en pût venir aisément à bout.

Le pape, dit Machiavel, ne comptait pas sur « sa seule sainteté » pour réussir. La république de Venise, relevée par l'enthousiasme même de ses paysans de la Vénétie, dans un nouveau tableau de *Saint Marc*, faisait alors peindre leur patron avec une épée, au lieu d'un livre, dans la main. Le roi d'Espagne avait promis au pape trois cents lances, en retour de l'investiture définitive du royaume de Naples. Outre ses revenus ordinaires et extraordinaires qu'il avait augmentés, Jules II avait au château Saint-Ange sept cent mille ducats, que le gardien du château ne devait remettre, s'il mourait, qu'à son successeur. « Il disposait, dit alors l'ambassadeur vénitien, d'autant d'argent qu'il voulait; car,

à la vacance d'un bénéfice, il ne le donnait jamais qu'au possesseur d'un autre bénéfice, afin de faire une autre vacance et de prélever ainsi deux fois pour une. Ainsi, il y avait plus d'argent en caisse à Rome qu'il n'y en avait jamais eu [1]. » Avec cet argent, Jules II avait composé une armée à son neveu François-Marie de la Rovère, duc d'Urbin et capitaine de l'Église, et pris à sa solde le Florentin Marc-Antoine Colonna, comme condottiere. Au moment où Louis XII, par une économie mal entendue, ne renouvelait pas la pension des Suisses, l'évêque de Sion, Mathieu Schinner, devenu le racoleur du pape, levait avec son argent une armée. Jules II disait en plaisantant que les Suisses seraient en Italie de « bons médecins du mal français ». Comme dans l'affaire de Bologne, au commencement de son règne, il espérait entraîner subitement tout le monde par sa seule audace et son autorité.

L'orage faillit éclater de tous les côtés à la fois, dès le mois de juillet 1510. Le condottiere Marc-Antoine marcha à travers la Toscane sur Gênes, la patrie du pape, bloquée bientôt par douze vaisseaux vénitiens. Dix mille Suisses, au service pontifical, descendirent des crêtes des Alpes en Lombardie. Les Vénitiens de leur côté marchèrent, avec les paysans soulevés, sur Vérone gardée par des Français et des Allemands. Enfin le duc d'Urbin, à la tête de l'armée romaine, entra sur le territoire du duc de Ferrare pour s'emparer de Modène et de Reggio. Le

[1] *Amb. ven.* Sér. II. Tome III, p. 33.

pape, comme le dit l'ambassadeur vénitien, « voulait décidément être le seigneur et maître du jeu du monde, *il signore et maestro del juoco del mundo.* » Le duc d'Urbin seul réussit à s'emparer de Modène; Gênes, qu'on espérait voir se soulever, ne bougea pas; Vérone résista. Le gouverneur du Milanais, Chaumont, manœuvra assez habilement au milieu des rivières de la Lombardie pour forcer cette fois les Suisses à repasser les montagnes.

Louis XII voulait encore négocier : « Si le pape, disait-il, consent à me concéder l'épaisseur d'un ongle, je lui en donnerai de la longueur du bras. » Il chargea Florence et le duc de Savoie d'offrir, de sa part, l'abandon du duc de Ferrare. Mais Jules II, une fois engagé, ne reculait plus. Augmentant au fur et à mesure ses prétentions et ses espérances, il réclama alors la liberté de Gênes, sa patrie, et tenta de faire de sa cause celle de l'Italie entière. « Ces prétendus arbitres, s'écria-t-il en plein consistoire, sont des partisans des étrangers, des *barbares* dont je veux délivrer la péninsule. » Le grand mot était dit. Il prêtait à l'ambition du pontife les couleurs de l'indépendance nationale. Rien ne l'arrêta; il fit jeter en prison et mettre à la torture, comme un espion, l'envoyé de la Savoie, invoqua la protection de Dieu pour donner la liberté à l'Italie, puis sortit de Rome, et alla prendre en personne, à Bologne, malgré l'approche de l'hiver, le commandement de son armée. Le pape, comme s'exprimaient ses adversaires, « jetait dans le Tibre les clefs de Saint-Pierre et saisissait l'épée de saint

Paul; » mais était-ce bien pour l'indépendance de l'Italie?

Ne nous étonnons pas trop de voir la puissance politique, séculière, de la papauté se mettre toute guerrière au service de la nationalité italienne. C'était le temps où les souverains et les peuples de l'Europe trouvaient dans les princes de l'Église, dans les cardinaux, les instruments les plus habiles et les plus dévoués de leur politique monarchique et nationale: un George d'Amboise en France; un Mathieu Langen, évêque de Gurck, en Allemagne; un Ximenes en Espagne; un Wolsey en Angleterre; un Schinner en Suisse. Tous ces hommes d'Église étaient des hommes d'État, dévoués à l'autorité royale et aux intérêts nationaux. Le souverain pontife de l'Église, héritier de ses prédécesseurs, consacre aussi son énergie, ses qualités à l'accroissement de sa domination politique et à la délivrance de l'Italie. Ce sont là des conséquences de la confusion du spirituel avec le temporel, de la sécularisation de l'Église, et de l'intime union qu'il y avait partout alors entre la religion et l'État. Mais ne nous étonnons pas beaucoup non plus que l'Italie n'ait guère répondu encore au cri poussé par Jules II. Le sentiment de l'unité italienne n'existait guère, nous l'avons vu, dans la péninsule. La résistance des paysans vénitiens était toute locale; ailleurs on était assez froid. On crut, et c'était justice, après la guerre vénitienne, que Jules II défendait surtout sa propre cause.

Louis XII le prit ainsi, et avec raison. Il ne crut

pas avoir un peuple devant lui, mais seulement un pape. Sans souci d'une nationalité qu'il n'avait guère aperçue, il proposa à Maximilien de partager avec lui la péninsule. « Il y a longtemps, dit-il, que l'empereur m'a proposé de partager l'Italie avec moi ; je n'ai jamais voulu y consentir. Aujourd'hui le pape lui-même m'y oblige [1]. » Il engagea donc Maximilien à pousser vigoureusement la guerre contre Venise et à se rendre maître avec lui de Rome et de l'État de l'Église. Pour vaincre le pape, dont l'ambition politique venait se mettre au travers de la sienne, il chercha à mettre de son côté l'Église chrétienne elle-même.

Le spectacle d'un pape passant au gré de son intérêt d'une ligue à une autre, celui du père des fidèles commandant des armées, faisait éclater aux yeux les choquantes conséquences de la sécularisation de l'Église et excitait plus d'un murmure. Un poëte allemand, Ulrich de Hutten, caché alors à Rome sous l'armure d'un lansquenet, accusait Jules II de pousser la république chrétienne à déchirer ses entrailles de ses propres mains, lui qui armait l'Ibérien contre le Gaulois, le Germain contre l'Italien. « Inexcusable guerre, dit-il, allumée sous les yeux des Turcs ! singulier Successeur du Christ, qu'on voit recouvert d'une armure et l'épée à la main, la chevelure et la barbe hérissées, la fureur dans les yeux et la menace à la bouche, acheter la possession de la terre par la fraude et vendre le ciel, qu'il ne possède pas. »

[1] *Troisième légation de Machiavel en France*, lettre IX.

Fraude capit totum mercator Julius orbem,
Vendit enim cœlum, non habet ipse tamen.

Louis XII fut soutenu à Tours par les évêques de France réunis, et autorisé par eux à faire la guerre au pape. Il ne fut cependant pas aussi heureux, quand il chercha à persuader à Maximilien de réunir les évêques d'Allemagne à ceux de France et d'Italie à Lyon, pour y préparer un grand concile, y déposer Jules II et élire un autre pape. Ici Louis XII, qui s'emportait contre ce pape « endiablé » et jurait de faire bientôt en Italie *cœlum novum et terram novam,* se trompait lourdement. Il fallait l'assentiment de tous les princes chrétiens pour rassembler un concile contre la volonté d'un pape. C'était beaucoup demander à Maximilien. Ferdinand le Catholique avait songé précédemment à une pareille assemblée, lors de l'entrevue de Savone. Il se jeta alors à la traverse. « La paix et l'union entre les princes, dit-il, étant la première condition de la convocation d'un concile; si l'animosité et la vengeance y présidaient, cette réunion ne pourrait que nuire à la gloire de Dieu et à la réforme de la chrétienté[1]. »

Les Italiens, d'ailleurs, n'étaient pas aussi choqués de voir une papauté politique, guerrière, armée pour leur défense. L'alliance de la politique et de la religion, à laquelle ils étaient accoutumés depuis des siècles, ne pouvait ni les scandaliser, ni leur arracher des cris de réforme. Le gonfalonier de Flo-

[1] Guicciardin, *Stor. d'Ital.,* libr. IX, ch. III.

rence, Soderini, sommé par Louis XII de se déclarer en sa faveur, se faisait excuser de ne point prendre les armes contre Jules II. « Si l'amitié d'un pape, disait-il, n'est pas d'un grand secours, son inimitié est très-dangeureuse par l'influence que lui donne l'Église ; on ne peut lui faire la guerre sans s'attirer l'aversion de tout le monde. » Et Machiavel ajoutait avec beaucoup de sens : « Pour mettre le frein à un pape, il ne faut ni tant d'empereurs ni tant de bruit ; dans le passé, ceux qui ont fait la guerre aux papes comme Philippe le Bel, se sont contentés de les faire bloquer au château Saint-Ange par leurs barons ; ceux-ci sont-ils donc si bien éteints qu'on ne puisse les rallumer ? »

Jules II, qui connaissait mieux son terrain, ne recula pas devant ces menaces. Arrivé à Bologne à la fin de l'année, dans l'hiver de 1510, bien que malade, au milieu de dix mille gens d'armes, chevau-légers et piétons assez mal équipés et exercés, mais levés dans les États de l'Église, il secouait ses douleurs et l'apathie des soldats, n'écoutait personne, et pressait l'arrivée des Vénitiens et des Espagnols. « Dieu, disait-il, qui l'avait choisi pour le libérateur de l'Italie, le délivrerait de son mal et de ses ennemis. » Ferrare au moins succomberait, pensait-il, avant que Louis XII sortît de ses hésitations. Mais le duc d'Urbin, son neveu, et le cardinal de Pavie, son favori, ne cessaient de se quereller ; le premier fit un jour jeter le second dans un cachot d'où le pape eut peine à le faire sortir. Les Vénitiens, gens pratiques qui ne se payaient

pas des grands mots de Jules II, aimaient mieux reprendre les villes de leur domaine sur l'empereur qu'aider le pape contre Ferrare. Les trois cents lances espagnoles n'arrivaient pas vite. Le marquis de Mantoue, condottiere qui avait déjà servi tout le monde, délivré des prisons de Venise par le pape qui espérait le prendre à son service, marchandait toujours et ne se décidait jamais.

En novembre, Chaumont, gouverneur du Milanais, sous les ordres du roi de France, tenta de profiter de ces embarras pour surprendre le pape et les cardinaux à Bologne. Il arriva tout à coup à deux milles des murailles. La cour pontificale, au milieu d'une population qui pouvait se soulever, jeta les hauts cris. Le pape fit tête à l'orage. Il envoya la tiare ornée de pierreries, le *royaume*, en sûreté à Florence, harangua les habitants, dépêcha un légat à Chaumont, sous prétexte de traiter, gagna du temps, reçut des secours de Venise, de l'Espagne, puis accusa, auprès de tous les princes, Louis XII de démériter le surnom de *très-chrétien*, repoussa Chaumont et marcha sur Ferrare.

Obligé de renoncer à assiéger cette ville bien fortifiée, pourvue de troupes et de canons, il prétendit au moins faire tomber les deux petites places de Concordia et de la Mirandole, qui couvraient Ferrare, et y conduisit son armée. Concordia succomba aisément. La Mirandole était plus forte, défendue d'ailleurs par une fille de La Trémouille, veuve de Ludovico Pic, et plus à portée d'être secourue par les Français, qui tenaient Reggio. Elle résiste,

favorisée par la saison, plus rude cette année que de coutume. Alors le pape s'en prend aux siens, vient de sa personne, en janvier 1511, au camp, et se loge dans une chaumière exposée au feu de la place. La neige tombait chaque jour à gros flocons, les pionniers ne pouvaient travailler, les soldats se refusaient à donner l'assaut. Jules II répand l'argent et les promesses, même celle du pillage, et dispose lui-même, de grand matin, les batteries. Un jour, un de ses serviteurs est frappé par un boulet à ses côtés. Le capitaine Bayard, qui avait observé Jules, le guette un beau matin pour faire cette belle prise. Mais le pape était parti et revenu plus tôt que de coutume. « Encore le temps d'un *pater noster,* dit le loyal serviteur, et le pape était croqué. » L'artillerie de la place força au moins Jules à déloger. Mais il se transporta dans une vieille église, plus proche encore des murailles, parvint enfin à pratiquer une brèche, et, le jour même où Chaumont avait promis d'arriver (20 janvier), il entra vainqueur dans la place.

Chose singulière! le pape ne rêvait que combats, et Louis ne parlait que concile. Sur les instances du roi de France, l'évêque de Gurck, ministre de l'empereur, venait alors à Lyon traiter avec Louis XII de ce grand sujet. Déjà cinq cardinaux gagnés abandonnaient le pape pour se rendre à Florence, et de là gagner la France. Louis XII, enfin, écrivait à la république de Florence (27 janvier) pour la sommer de recevoir l'assemblée chrétienne sur son territoire, dans la ville de Pise, où s'était tenu au-

trefois un grand concile. Grâce à Ferdinand le Catholique, Jules II obtint encore de substituer à l'idée d'un concile celle d'un congrès destiné à rétablir la paix. Louis XII accepta néanmoins.

L'évêque de Gurck se rendit promptement à Mantoue comme lieutenant de l'empereur, et y trouva les ambassadeurs de France et d'Espagne. Mais le pape avait d'autres desseins. Il demanda que l'évêque de Gurck vînt à Bologne traiter d'abord avec lui; et, dès qu'il le tint, à la grande inquiétude de Louis XII, il l'accabla de prévenances et d'honneurs, sans se laisser décourager par ses hauteurs gourmées et tout allemandes. Au moment où il faisait une promotion de cardinaux, il réservait à dessein un chapeau qui pouvait tenter l'évêque de Gurck. Ce qu'il demandait d'abord, c'était que l'empereur fît la paix avec les Vénitiens. De là, il espérait, après avoir détaché Maximilien de la France, l'entraîner contre elle. Les bases d'un accommodement entre l'empereur et les Vénitiens furent d'abord jetées. Mais l'évêque parla alors d'arranger l'affaire de Ferrare, pour désintéresser également Louis XII; et tout se gâta. Le pape pria l'évêque de ne point insister sur ce point, s'emporta contre le roi de France et parla au plénipotentiaire du chapeau de cardinal et du patriarcat d'Aquilée. Mathieu Langen était susceptible, il crut qu'on voulait le corrompre : « J'ai mes ordres, dit-il, je ne saurais trahir mon devoir. » — « Et moi, reprit le pape avec son animation ordinaire, je ne saurais m'accommoder avec le roi de France, dût-il même m'en

coûter la tiare et la vie. » Tout fut rompu. L'évêque de Gurck retourna à l'idée du concile et Louis XII à la guerre.

Le maréchal de Trivulzio avait pris le commandement des Français à la place de Chaumont, mort après la prise de la Mirandole. Il franchit le Pô, le 1[er] mai, remonta le Panaro et marcha par Casalecchio sur Bologne, où le pape était encore, mais abandonné des Espagnols mécontents. Les Bentivogli, les exilés bolonais, l'accompagnaient. C'était l'entreprise dont Louis XII avait plusieurs fois menacé le pape. Effrayé, Jules II recula, laissant le cardinal de Pavie à Bologne avec deux mille hommes, et ordonnant au duc d'Urbin de couvrir le canal de Casalecchio. Mais le pape à lui seul était une armée. Le cardinal et le condottiere se défiaient l'un de l'autre. Le cardinal, au lieu des soldats d'Urbin, introduisit dans la ville des mercenaires; ceux-ci firent cause commune avec les habitants; il prit peur alors et s'enfuit déguisé, pendant la nuit, avec son argent et ses joyaux. Le duc d'Urbin, chargé de couvrir le canal de Casalecchio, craignit à son tour d'être tourné, et décampa en désordre sans prendre soin d'assurer sa retraite.

Trivulzio n'eut qu'à passer le Reno pour s'emparer de l'artillerie et des bagages: ce fut la journée *des âniers*. Les Bolonais délivrés renversèrent la statue élevée par Michel-Ange à Jules II et rasèrent la citadelle pontificale. Quand les deux papalins fugitifs arrivèrent à Ravenne, s'accusant l'un l'autre de trahison, ils se rencontrèrent comme ils mon-

taient l'escalier du palais pontifical. François-Marie injuria son collègue ; le cardinal de Pavie, effrayé, se jeta au milieu des gardes ; mais le duc d'Urbin marcha droit sur lui, écarta les soldats et le frappa d'un coup de poignard qui l'étendit roide mort. C'était un crime qui rappelait le temps des Borgia. Jules II poussa des cris de douleur et de rage, et se fit transporter malade à Rome, où, pendant quelques jours, on le crut mort.

C'était le moment d'agir pour l'achever. Au nom de l'empereur et du roi de France, agissant de concert, et de cinq cardinaux défectionnaires, on afficha dans les villes d'Italie la convocation du concile à Pise, pour la réforme de l'Église dans son chef et dans ses membres. Jules II paraissait perdu. Le peuple romain s'assembla au Capitole à la voix de quelques jeunes gens, et parla de secouer le joug des prêtres pour proclamer la république. Des cardinaux commençaient à marchander leur élection auprès de leurs collègues. L'empereur Maximilien, le fort chasseur de chamois, « pauvre d'esprit et d'argent, » se mettait presque sur les rangs, et parlait[1] d'échanger la couronne impériale contre la tiare, afin d'assurer par là Rome et le centre de l'Italie à l'empire. La papauté devenant tous les jours davantage une principauté séculière, l'idée n'était pas si étrange qu'elle peut nous paraître aujourd'hui. Jules II n'ajoutait-il pas lui-même à son titre de *Pontifex maximus* celui de *Cæsar?* tant il y avait

[1] Voir à ce sujet une lettre de Maximilien à sa fille.

de confusion dans les esprits! On s'attendait à quelque chose de nouveau. Ce fut encore le pape qui étonna tout le monde.

Revenu presque des portes du tombeau, Jules II renvoya les médecins, mangea, malgré sa maladie, des fruits verts, but du vin et prononça des peines terribles contre ceux qui brigueraient la tiare par argent ou promesses. Il annula à l'avance tout choix simoniaque ou non canonique, et, pour frapper d'impuissance l'assemblée ecclésiastique projetée par ses adversaires, convoqua, en vertu de son autorité, disait-il, seule légitime, un concile œcuménique à Rome même, à Saint-Jean de Latran, sous sa main. Avec le Pape, le politique aussi se réveilla. Il accusa Louis XII auprès du roi catholique d'Espagne et du roi d'Angleterre, Henri VIII, de susciter un schisme dans la chrétienté, les invita à la défense du Père commun des chrétiens, de l'unité de l'Église, lança l'interdit contre les villes de Florence et de Pise, et enfin annonça « l'intention de continuer la guerre, les armes à la main, dût-il rester seul contre tous ses ennemis ».

Ce redoublement d'énergie lui réussit. La république florentine dépêcha Machiavel auprès des cardinaux dissidents et à la cour de France pour empêcher, s'il était possible, la réunion du concile à Pise, ou pour obtenir au moins, après les premières séances, son transfèrement dans une autre ville. Les rois d'Espagne et d'Angleterre firent de vives représentations au roi de France, qui n'avait déjà que trop de scrupules. Ferdinand le Catholique,

sous prétexte d'une croisade en Afrique, avait toujours une armée et une flotte disponibles ; il commença à diriger, à tout événement, ses forces vers l'Italie pour secourir le pape qu'il excitait toujours sous main. Les procurateurs de trois cardinaux dissidents arrivèrent à Pise, le 1[er] septembre, au milieu de ces circonstances, pour y faire les cérémonies d'ouverture en usage. Mais ils officièrent presque dans le désert. Les Pisans fuyaient, les évêques ne bougeaient. Ceux de France, d'Allemagne, malgré les ordres de Louis XII, s'arrêtaient en route ; ceux d'Italie restaient fidèles à Jules II. Louis XII lui-même, inquiété jusque dans sa chambre à coucher par les scrupules d'Anne de Bretagne, aurait su beaucoup de gré à la personne qui l'eût tiré de cette affaire. « Mais comment y réussir ? disait-il à Machiavel ; s'il prononçait la dissolution du concile, le pape voudrait-il encore entendre parler de paix ? »

Jamais Jules II n'y avait moins songé ; il était arrivé à ses fins. Le roi d'Espagne et Venise s'entendaient avec lui pour mettre une armée sur pied, défendre les États de l'Église, reprendre Bologne, et maintenir à la tête de la chrétienté son chef légitime. Le 5 octobre, après une messe du Saint-Esprit, dite à Sainte-Marie du Peuple, le pape dégrada solennellement les cardinaux dissidents, et, à grand bruit, fit proclamer cette ligue, qu'il nomma *très-sainte*, laissant le protocole ouvert pour l'empereur et le roi d'Angleterre. Comme au commencement de son règne, il marchait encore contre Bo-

logne, mais escorté de deux puissances considérables et probablement avec des desseins plus vastes et plus hardis. Ne nous exagérons pas trop cependant ces desseins. Les expressions dont se sert le secrétaire du cardinal Jules de Médicis, en lui écrivant, caractérisent précisément ces événements, auxquels on a prêté de loin et plus tard un caractère grandiose et tragique. On ne les appréciait pas ainsi à Rome. « Ainsi fut jouée, écrit Bibbiena, la tragédie des cardinaux et la comédie du pape. Mais Sa Sainteté a voulu que cette ligue s'appela *très-sainte* parce qu'elle est toute 'au bénéfice de l'Église. *Tutta à beneficio della Chiesa !* » On ne prend pas trop au sérieux à Rome l'indépendance de l'Italie[1] !

La *très-sainte Ligue* ne se proposait explicitement que la restitution au pape de la ville de Bologne, et le pape même assurait Louis XII que le but suprême était une croisade pour laquelle il attendait le concours de Sa Majesté française. Il voulait cependant plus. Son légat Jean de Médicis, à la tête de l'armée, avait mission de se hâter de faire emporter Bologne avant l'arrivée des Espagnols. Lui-même obtenait que vingt mille Suisses descendissent les Alpes pour lui prêter main-forte contre les Français; et il encourageait les Vénitiens à reprendre sur l'empereur ou sur la France les villes frontières dont ils avaient été dépouillés. Évidemment il voulait entraîner ses alliés plus loin que ceux-ci ne le désiraient ;

[1] *Négoc. de la Tosc.*, t. II; pp. 548 et sqq.

mais il leur cachait le but qui lui tenait le plus au cœur et qu'il espérait atteindre si les circonstances le servaient bien.

Jules II parut bientôt avoir raison de ses adversaires sur le terrain spirituel. Quatre des cardinaux dissidents s'étaient rendus à Pise à la fin d'octobre pour tenir les premières sessions du concile, et répondre aux anathèmes du pape par d'autres anathèmes. Mais, comme la république de Florence ne leur avait pas permis de pénétrer sur son territoire avec des forces suffisantes pour les protéger, ils se crurent à portée d'un coup de main de l'armée pontificale et se retirèrent à Milan, où ils ne rencontrèrent ni plus d'adhérents ni meilleur accueil. Le cardinal de Sainte-Croix, qui avait été nommé président du concile, arrivé avec ses trois compagnons, en très-petit appareil, dans la capitale du Milanais, n'y trouva aucun prélat ou évêque de renom. Le clergé milanais ne célébra les offices que contraint et forcé par La Trémouille. Les petits enfants eux-mêmes bafouaient les cardinaux rebelles lorsqu'ils se montraient dans les rues; le mécontentement, qui s'enhardissait des prétextes religieux, commençait à éclater dans les populations en Lombardie et à Gênes.

La guerre fut cependant plus favorable aux Français, grâce surtout à l'absence d'un plan conçu et adopté par tous les alliés. Jules II était un politique et un négociateur habile : il l'avait plusieurs fois montré; mais, malgré ses prétentions, c'était un médiocre militaire. Il prétendait faire servir à des

desseins secrets des armées qui étaient à distance, séparées les unes des autres, et dont les chefs même ne lui appartenaient pas. Les vingt mille Suisses, devenus les *défenseurs du Saint-Siége*, descendaient déjà les Alpes, en février, et le vice-roi de Naples, Raymond de Cardone, avec mille hommes d'armes, huit cents génétaires et huit mille piétons, entrait dans les États de l'Église pour joindre l'armée pontificale. Le pape fit remettre à celui-ci, par son légat, l'étendard de l'Église, l'épée et les bonnets bénits, et il les exhorta tous les deux à emporter promptement la rebelle Bologne, à y châtier les habitants, sans épargner les Bentivogli et les Français, pour marcher de là sur Parme, Reggio, même Ferrare et se joindre aux Suisses contre la France; car, comme il l'écrivait alors à son légat, il ne voulait pas s'arrêter avant d'avoir recouvré tout ce qui lui appartenait et chassé les Français d'Italie.

Mais Louis XII avait envoyé à la tête de l'armée d'Italie le jeune Gaston de Foix avec le vieux Yves d'Alègre pour conseiller, et des renforts nombreux. Le vieux d'Alègre comprit que ses adversaires agissaient séparément, sans ensemble; il fit mine de traiter avec eux, tandis que le jeune Gaston entraîna les siens pour les battre l'un après l'autre. Tout leur réussit. Les Suisses, tentés par les offres d'argent de La Trémouille, et suivis de près, pénétrèrent jusqu'à deux lieues de Milan, tournèrent sur Monza, regagnèrent Côme et repassèrent les Alpes. L'armée alliée, sous le légat et le vice-roi, forte de près de vingt-cinq mille hommes, mais au milieu de

l'hiver, empêchée par la glace et la neige, ne put brusquer le siége de Bologne. Un jour ils ouvrirent une brèche près de la porte San Stephano; mais les assiégés tinrent bon. Un autre jour Pietro Navarro, ingénieur espagnol, fit jouer une mine sous la chapelle de Barracane, près d'une porte opposée : la mine joua, mais le patriotisme des Bolonais faisait plus de miracles que la religion de Jules II. On raconte que la chapelle de Barracane, pendant l'explosion, s'enleva tout d'une pièce pour découvrir aux assiégeants les Bolonais rangés en bataille, et reprit sa place sans laisser de vide. Gaston de Foix eut le temps d'arriver, de jeter des secours dans Bologne; et sa seule présence suffit pour faire lever le siége (7 février).

Il est vrai, un provéditeur vénitien, André Gritti, avec l'armée de la république, profitant de son départ, surprit Brescia et y massacra les Français, sauf ceux qui se réfugièrent dans la citadelle. Tout le Brescian et le Bergamasque se soulevèrent. Mais Gaston revint sur ses pas, traversa le Pô, le Mantouan, marcha sur le corps à une armée vénitienne, et, neuf jours après, rentra dans la citadelle de Brescia. Les Vénitiens et les paysans, accourus en foule au secours des révoltés, avaient à peine eu le temps d'élever une muraille pour masquer la citadelle et défendre la ville de ce côté. Gaston la fit attaquer par ses gens d'armes, qui mirent pieds nus à terre, donnèrent l'assaut, Bayard en tête, escaladèrent la muraille, pénétrèrent d'un bond jusqu'à la place du Broletto, y livrèrent encore une bataille, et,

restés vainqueurs, mirent la ville au pillage et prirent les habitants à discrétion pendant deux jours. Bayard seul préserva la maison où il fut porté blessé des vengeances du vainqueur.

Le pape accusa tout le monde, jeta feu et flamme, jura « al corpo di Christo ! » Mais il ne se découragea pas. A ce moment même, il obtint par Ferdinand le Catholique que le roi d'Angleterre, époux de Catherine d'Aragon, entrât dans la ligue. Une galère du pape arrivée à Londres avec des présents, et la promesse d'un million faite par l'Espagne, l'y avaient décidé [1]. Jules II était bien le pape qui méritait les éloges de ce temps, depuis, dit Guichardin, « que les choses ont perdu leur vrai nom et qu'on voit les papes plus tenus à agrandir les États de l'Église, par les armes et l'effusion du sang, qu'à veiller au salut des âmes par leurs vertus et la réforme des vices et des abus ». Le 10 mars 1512, le pape faisait ouvrir par huit cardinaux le *très-sacré concile général de Latran*, et pressait les évêques et prélats d'Italie de s'y rendre. Mais c'était surtout pour y défendre sa personne et ses États. Les négociations, les plans militaires, l'occupèrent en première ligne [2]. Un érudit du Nord, bientôt célèbre, Érasme de Rotterdam, qui visitait Rome à cette époque, se permit d'adresser à Jules II, au milieu d'un traité sur la paix, quelques conseils de modération. Le pape renvoya un peu brusquement l'humaniste à ses livres. Si Jules II se délassait de la

[1] *Nég. dipl. de la Tosc.*, t. II, pp. 656 et sqq.
[2] *Négoc. dipl. de la France avec la Toscane*, pp. 572 et sqq.

politique, c'était pour songer encore, en prince, à embellir le Vatican.

Ses desseins dans les arts variaient aussi volontiers. Raphaël avait commencé à décorer la salle de la *signature*. Mais le génie de Jules s'accordait mieux avec celui de Michel-Ange. Il louait le premier d'avoir abandonné la manière du Pérugin pour prendre celle de Michel-Ange. « Mais Michel est terrible, disait-il, on ne peut vivre avec lui. » Il s'adressa cependant encore à son artiste préféré lorsqu'il voulut décorer à fresque la chapelle qu'avait bâtie Sixte IV.

Le terrible Michel, après son *Moïse*, venait de terminer ses *Deux Captifs*, que la fortune a amenés en France, au Louvre. Jules II voulut qu'il abandonnât son tombeau pour s'occuper de sa chapelle. Vainement l'artiste, fit-il observer qu'il ne s'était pas remis à la fresque depuis qu'il avait quitté l'atelier de Ghirlandajo. Il fallut obéir. Michel-Ange éleva les échafauds, s'enferma dans la chapelle, fit venir quelques-uns de ses anciens condisciples de Florence pour l'aider, et se mit à l'œuvre, du matin au soir, souvent même la nuit sur ses échafauds, deux ans durant. Il remplissait des scènes de l'Ancien Testament les compartiments nombreux des plafonds, et des figures isolées des *prophètes* et des *sibylles* la naissance des voûtes. L'ouvrage ne finissait pas. Personne ne le pouvait visiter. Un jour que Michel-Ange voulait faire un voyage à Florence : « Quand finiras-tu ma chapelle? lui dit le pontife. — Quand je pourrai, répondit l'artiste. —

Quand je pourrai ! quand je pourrai ! reprit l'irascible vieillard; mais moi je te ferai jeter de tes échafauds. » L'œuvre avait été plusieurs fois recommencée. Enfin, le pape monta, par une échelle à chevilles, avec l'aide de l'artiste qui lui tenait la main; le premier, il contempla cet Adam qui s'éveille pour la première fois à la lumière, cette jeune Ève penchée vers son créateur pour aspirer la vie, tous ces prophètes et ces sibylles qui annoncent, comme agités du souffle de l'esprit divin et terrible, les grandeurs et les chutes de l'humanité, et peut-être alors les espérances et les craintes de l'Italie. Le pape, stupéfait d'admiration, voulut faire partager ses sentiments à la foule. Il fit jeter bas les échafauds, qu'il fallut relever pour finir, et ouvrit la chapelle au public le jour de la Toussaint. « Rome entière, dit Vasari, s'y précipita avant que la poussière produite par les échafauds fût dissipée, et Jules II y célébra la messe le même jour. »

Étaient-ce des grandeurs ou des misères qui se préparaient pour l'Italie? Gaston de Foix arrivait dans la Romagne, le 29 mars, accompagné du cardinal de San Severino, nommé légat de Bologne par le concile de Milan, et à la tête de 1600 lances, 5000 fantassins allemands, 5000 gascons, 6000 italiens ou français. Il voulait à tout prix battre l'armée de la ligue, et conquérir les États de l'Église, pour les remettre aux mains de San Severino, jusqu'à l'élection d'un nouveau pape, c'est-à-dire de San Severino lui-même. Il fallait se hâter d'en finir avant que la France elle-même fût attaquée par les

alliés du pape. L'armée de la ligue ne se composait que de 1,400 hommes d'armes, mille chevau-légers, 7,000 fantassins espagnols, 3,000 italiens. Le duc d'Urbin, par suite de quelques brouilleries particulières, l'avait quittée. On n'avait pas confiance dans cette armée; à Rome même on disait qu'elle fuirait devant les Français. Mais elle attendait 6,000 Suisses promis par Mathieu Schinner; et Raymond de Cardone, généralissime de la ligue, voulait éviter la bataille et traîner en longueur[1]. Jules II d'ailleurs parvenait encore à affaiblir les Français en faisant conclure alors sous ses yeux une trêve de huit mois entre Venise et Maximilien, pour isoler définitivement le roi Louis XII.

Gaston de Foix avait appris que l'ambassadeur espagnol avait déjà quitté la cour de France. Le chef de ses troupes allemandes, Jacob Empser, recevait de Maximilien l'ordre d'abandonner l'armée française; mais il avait honte et promettait de rester jusqu'à la bataille. Gaston brusqua tout; il s'engagea résolûment entre le Ronco et le Montone, deux petits cours d'eau qui vont à la mer et couvrent les deux côtés de Ravenne, établit son camp entre eux, et ouvrit le feu contre la ville, pour obliger Raymond de Cardone à venir la défendre. Cette vieille ville byzantine, illustrée par le tombeau d'un conquérant et d'un poëte, de Théodoric et de Dante, était déjà une ruine, sale et déserte, avec des rues ensablées, un port à trois milles de

[1] *Négoc. dipl. de la Fr. avec la Tosc.*, t. II, pp. 574, 576.

la mer qui la baignait autrefois, des églises lézardées, effondrées, et seulement quelques tours fraîchement bâties avec des restes de constructions anciennes. Mais un territoire plat, vaseux, entrecoupé de canaux, et, à sa droite, du côté de la mer, une épaisse, haute et noire forêt de pins, la défendaient bien. Raymond de Cardone y fit passer en outre Marc-Antoine Colonna avec trois cents cavaliers et mille fantassins. Ce fut sur ce terrain que se livra, le dimanche de Pâques, 11 avril 1512, au dire d'un Florentin, témoin oculaire, la plus horrible et sanglante bataille de ce temps.

Gaston avait ouvert dans les murs de la ville, le vendredi précédent, une brèche de trente brasses et livré un assaut très-vif, lorsque Cardone vint asseoir son camp, le samedi, aux bords du Ronco, sur la droite de Ravenne, à portée ou d'attaquer les Français ou de pénétrer dans la ville par le bois de pins. C'est ce que Gaston désirait. Il fit retourner ses batteries contre les Espagnols et rassembla ses capitaines : « Vous le voyez, dit-il, nous avons perdu l'espoir de prendre Ravenne par la bonne défense qu'elle fait au dedans et l'espérance des secours qui arrivent. Ce soir, nos vivres ont manqué ; je n'en ai pas même sur ma table. Nous n'avons plus que deux partis à prendre. Retirons-nous sur Bologne, ou livrons bataille. En nous retirant, nous nous perdons de réputation aux yeux de nos ennemis qui sont forts, de nos amis et de nos sujets qui sont peu fidèles. C'est la ruine des États de notre roi. Si nous livrons bataille, la journée sera péril-

leuse; il nous faut aller chercher l'ennemi dans son camp. Mais cette difficulté ne nous arrêtera pas si vous voulez être des hommes. Pour moi, je n'hésiterai jamais à prendre une résolution dont le succès même est douteux, pour en suivre une autre dont la honte et la ruine sont certaines. » La nuit, il fit jeter un pont et sonder un gué sur le Ronco, tandis que les Espagnols fortifièrent encore leur camp d'un fossé profond où l'on ménagea seulement pour le passage une chaussée large de quarante brasses.

De grand matin, Gaston laissa d'Alègre avec 400 lances et 1000 fantassins pour observer Ravenne et assurer au besoin sa retraite par le Ronco et le Montone; il passa lui-même le fleuve, ayant Ravenne à dos et le camp ennemi devant. Le duc de Ferrare avec l'artillerie, et M. de la Palice avec 900 hommes d'armes français, formaient la droite appuyée au Ronco. Le grand sénéchal de Normandie, avec 600 lances, les 6,000 Allemands de Jacob Empser, et les 8,000 Gascons ou Picards de du Molard, formaient le centre; Frédéric de Bozzolo, avec des fantassins italiens couverts par des chevau-légers, était à l'extrême gauche; le tout s'avançait en une demi-lune dont les cornes étaient tournées du côté du camp espagnol. Les Espagnols, disposés à la bataille, avaient à leur gauche Fabrizio Colonna avec 800 lances et 6,000 fantassins. Le vice-roi, avec 600 hommes d'armes et deux corps d'infanterie de 6,000 et 4,000 hommes chacun, rangés l'un derrière l'autre, commandait au centre; le jeune marquis de Pescaire, avec 1,500 ge-

nétaires, ou porte-piques, et 3,000 fantassins, était à l'extrême gauche; Pietro Navarro, à la tête de 500 fantassins choisis, était à même de se porter partout où il serait nécessaire; le tout se tenait derrière le fossé hérissé de canons, coulevrines, haquebuttes et chariots armés sur toute la ligne. Le cardinal San Severino, légat du concile de Milan, homme de haute taille, brillait sous son heaume et dans son armure, au milieu des capitaines de l'armée française; le cardinal Jean de Médicis, légat du pape près l'armée espagnole, gardait sur le cheval blanc qu'il montait l'habit ecclésiastique. Ils représentaient là, l'un et l'autre, les grands intérêts religieux engagés dans le conflit.

Quand les Français furent arrivés dans leur ordre de bataille en face de la ligne espagnole, on commença de part et d'autre une rude canonnade qui dura plusieurs heures. Les Français croyaient imprudent d'attaquer l'ennemi dans ses lignes; et celui-ci, prudemment, s'y tenait renfermé. Les premiers savaient qu'ils s'étaient déjà mesurés quatre fois sans avantage contre les Espagnols, et ceux-ci ne voulaient pas aventurer leur réputation acquise. Cependant, comme les Français, à découvert, souffraient beaucoup plus du feu, Gaston de Foix fit passer l'artillerie du duc de Ferrare à son extrême gauche, en masquant ce mouvement par une attaque de l'infanterie du centre contre les retranchements. Les deux chefs français et allemand, du Molard et Empser, se portèrent les premiers sous le feu et s'y firent servir à boire en guise de défi. Les soldats

suivirent; ils arrivèrent jusqu'à la chaussée ménagée au centre de la ligne du fossé. On se prit corps à corps. Un capitaine espagnol, Zamudio, tua Jacob Empser; du Molard voulut le venger et tomba près de lui. De Maugiron arriva jusqu'au rempart de chariots et fut tué également. Les Français reculèrent.

Mais l'artillerie du duc de Ferrare, arrivé sur l'extrême gauche, prit alors les Espagnols en flanc et causa parmi eux de grands ravages. Les chevaux, les hommes tombaient; l'infanterie espagnole couchée à plat ventre sur l'ordre de Pietro Navarro échappait seule à la tuerie. A la fin Fabrizio Colonna, chef des gens d'armes, exaspéré, donna l'ordre de sortir des lignes et se précipita sur l'artillerie du duc de Ferrare. Les fantassins gascons, les lansquenets, volèrent au secours; Pietro Navarro ordonna aux Espagnols de se relever et d'accourir. La mêlée devint générale et affreuse. Les gens d'armes espagnols, qui avaient beaucoup souffert, furent défaits les premiers. Fabrizio Colonna, se voyant entouré de cavaliers ennemis, voulait se faire tuer. Alphonse d'Este, duc de Ferrare, lui cria : « Romain, la journée est perdue, rends-toi à un Italien. » Et Colonna donna son épée. Le vice-roi espagnol, *madame de Cardona,* comme l'appelait Jules II, plus bel homme que bon soldat, éperdu, s'enfuit avec le reste des hommes d'armes, tandis que les fantassins des deux armées restèrent aux prises.

Les Espagnols de Pietro Navarro, grêles et agiles, avec leurs bras et leurs cuisses couvertes de fer, leurs boucliers, leurs épées ou leurs poignards bien

trempés, se glissaient au milieu des rangs des lansquenets dont la large poitrine était revêtue d'un corselet d'acier et le bras armé de longs sabres ou de piques de dix-huit pieds; ils frappaient de la pointe en haut et en bas, éventraient ou égorgeaient leurs adversaires. Gaston, voyant les siens en désordre, prit quelques gens d'armes; le bras nu depuis le coude jusqu'au gantelet, « pour l'honneur de sa mye », il arrivait l'épée haute, quand il fut blessé, renversé de cheval; un Espagnol s'acharnait sur lui : « Ne le tue pas, s'écria Lautrec, c'est le vice-roi, le frère de ta reine! » L'Espagnol n'entendit rien et lui planta son épée dans la gorge. Yves d'Alègre, à la tête de la réserve, arrivait alors sur le champ de bataille; son fils, M. de Viverot, tombe sous ses yeux ; il se précipite et est percé de coups. Mais les siens rétablissent le combat. Parmi les Espagnols, Pietro Navarro, le marquis de Pescaire, la Palude, sont faits prisonniers. Les fantassins espagnols plient à leur tour, et, poursuivis par la cavalerie et les flèches des archers français, laissent douze mille hommes sur la place. Le chef des Stradiots au service de la France, Frédéric de Bozzolo, en continuant la poursuite trouva le légat, Jean de Médicis, occupé à terre, dans son costume de cardinal, à administrer quelques mourants : il le fit prisonnier et le conduisit au cardinal de San Severino qui le reçut dans sa cotte de maille au milieu des vainqueurs. Ajoutons encore ceci, pour faire connaître les personnes et le temps : le duc d'Urbin, neveu du pape et récemment son général, tint, à la

tête d'une petite armée, pendant toute la campagne une conduite favorable à la France; et les seize ou dix-huit mille morts furent laissés sans être enterrés sur le champ de bataille, au risque de la peste[1].

Jules II montra dans ce revers une grande énergie. Les cardinaux voulaient qu'il fît la paix. Au moment où les Français vainqueurs s'emparaient de Ravenne et des villes de la Romagne, il refusa de traiter avec « ces impies, ces schismatiques ». Les ambassadeurs vénitiens et espagnols lui conseillaient, en cas de marche des ennemis sur Rome, de se retirer à Venise ou à Naples; il s'écria qu'il « n'abandonnerait pas Rome et que Dieu ne l'abandonnerait pas ». S'il avait voulu fuir, c'est sur sa flotte commandée par un Génois qu'il se serait retiré. C'était bien un de ces papes dont parle Guichardin : « Assurés du respect qu'on a pour leur dignité, ils savaient qu'on ne peut les battre sans s'exposer à soulever les autres princes contre soi. Vainqueurs, ils sont décidés à profiter de tous leurs avantages. Vaincus, ils sont toujours maîtres des conditions de la paix. »

Dans les circonstances présentes, Jules II savait très-bien qu'une nouvelle victoire de Louis XII en Italie ne pouvait qu'exciter les craintes de ses adversaires, accroître leur nombre, et que le roi, en fin de compte, ne pourrait résister à tous. La perte de Gaston laissait d'ailleurs l'armée victorieuse sans

[1] Voir la lettre de l'amb. flor. Pandolfini, et les lettres adressées de Flor. à Guich., alors en Espagne. *Op. ined.*, t. VI, p. 86 et sqq. C'est là que j'ai pris les détails de la bataille.

direction entre les prétentions du général de la Palice, du gouverneur de Milan et du cardinal de San Severino. Le pape fit donc mine d'entrer en négociations avec Louis XII, et lui envoya des ambassadeurs, sans pleins pouvoirs; mais il se réconcilia avec son neveu, le duc d'Urbin, prit à sa solde quelques barons romains, demanda à Ferdinand le Catholique Gonsalve de Cordoue avec une nouvelle armée, et à Matthieu Schinner, non pas six mille, mais douze mille Suisses. Le conciliabule honteux de Milan, profitant de la victoire des armes temporelles, avait lancé contre le pape un retrait d'obédience. Jules, pour lui répondre, ouvrit le 3 mai, avec grande cérémonie, le concile de Latran où se trouvaient surtout des évêques d'Italie, d'Espagne, d'Angleterre et de Hongrie. Au milieu d'eux, il déclara cette assemblée légitime et universelle, et, quand il eut de bonnes nouvelles des résultats de ses efforts dans la chrétienté, il tint un consistoire de cardinaux, s'y fit conseiller la guerre par les Espagnols et les Anglais, rejeta les conditions que Louis XII avait déjà acceptées et somma celui-ci, comme prince chrétien, de mettre en liberté le cardinal Jean de Médicis qu'il retenait prisonnier.

Jules II avait bien jugé. Jamais victoire n'avait été plus stérile que celle de Ravenne. Moins d'un mois après, Louis XII croyait nécessaire de rappeler quatre cents hommes d'armes et les archers de sa garde pour défendre la France menacée, et il retirait la moitié de son armée de la Romagne, et sa garnison de Vérone, pour résister en Lombardie.

Ferdinand le Catholique, en effet, faisait passer les secours demandés en Italie et envoyait une armée sur les Pyrénées; Henri VIII, de son côté, embarquait des troupes pour pénétrer en France; Maximilien, faisant enfin défection, heureux de combattre avec les armes des autres pour ce qu'il appelait ses droits, remettait en avant, sur le conseil du pape, un Sforza, fils de Ludovic le More, et unissait les Suisses aux Vénitiens pour le rétablir à Milan sous sa suzeraineté. La ligue générale contre les Français était formée. La victoire de Ravenne avait effrayé et uni tout le monde contre Louis XII, et Louis XII ne pouvait résister à tout le monde.

En Italie, devant douze mille Suisses commandés par Mathieu Schinner et dix mille Vénitiens commandés par Jean-Paul Baglione, La Palice, après avoir jeté des garnisons à Bologne, à Brescia et à Bergame, ne put tenir sur l'Adda même. L'argent et les hommes lui manquaient pour empêcher les défections et maintenir son armée. Le sol fuyait sous ses pas; il abandonna Milan, où le conciliabule se dissipa, en prétendant priver Jules II de l'administration de l'Église, et il quitta successivement toutes les lignes de défense devant l'ennemi qui s'avançait. Il espérait tenir encore devant Pavie, sur le Tessin. Un combat malheureux le força à abandonner cette position. Derrière lui, Bergame, Milan, se révoltèrent. Les Suisses y entrèrent au nom de Maximilien Sforza, s'emparèrent de Locarno, de la Valteline et de Chiavenna pour assurer leur retour. Le duc d'Urbin, avec les pontificaux, se présenta

devant Bologne, qui ouvrit ses portes. Jules II l'eût fait raser, s'il eût écouté sa première colère. Parme et Plaisance, deux villes du duché, revendiquées par l'Église, se donnèrent également à l'armée du pape à qui elles envoyèrent leur poëte Boiardo. Enfin un Octavien Fregoso, sur les galères pontificales, se montra en vue de Gênes qui l'appelait, y pénétra, sauf dans le fort de la lanterne, et se fit proclamer doge. C'était un véritable changement à vue. Louis XII n'avait plus que quelques garnisons en Italie, à Brescia et aux châteaux de Milan et de Gênes. Le cri : « Dehors les barbares ! » s'échappa alors de toutes les poitrines, et cet élan de patriotisme tardif se souilla par le massacre des Français restés désarmés à Ravenne, à Milan et à Côme.

Un seul ennemi du pape restait encore debout; c'était le duc de Ferrare. Jules envoya contre lui le duc d'Urbin. Mais Alphonse d'Este était un prince italien. Le duc de Mantoue intercéda pour lui. Fabrizio Colonna, qui avait dû la liberté et peut-être la vie au duc de Ferrare, alla se jeter aux pieds du pape et implora pour lui la permission de venir à Rome demander grâce. Jules II fléchit un instant. Le 2 juillet, Alphonse d'Este était aux pieds de Sa Sainteté : « J'ai péché, dit-il, contre votre béatitude et je viens demander pardon. » — « Oui, tu as péché, » reprit le pontife. « Je t'avais délivré des Vénitiens et tu m'as trahi ; je t'avais confié le gonfanon de l'Église et tu m'as trahi. Irrité de tes trahisons, je t'ai excommunié, privé de ton duché ; et pour te venger, tu as répandu le sang chrétien, tu as pactisé

avec les schismatiques. Tu te repens maintenant parce que tes amis sont battus. Le Christ m'ordonne de te pardonner. Va, sois absous, c'est tout ce que je puis pour toi[1]. » Le pape n'en voulut pas moins réunir Ferrare à l'Église, et proposa ironiquement la ville d'Asti à Alphonse en dédommagement. Déjà Reggio se donnait au pape. Alphonse, favorisé par Fabrice et Antoine Colonna, s'enfuit sous l'habit d'un moine et rentra dans sa capitale pour la défendre. Il envoya encore à Rome, pour traiter, son ami l'Arioste, qui fut reçu de telle manière qu'il se promit bien de ne plus « affronter la grande ire du pape ». Mais Alphonse avait d'autres protecteurs.

Jules II paraissait être alors vraiment, comme il l'avait voulu, le maître du jeu du monde. On était tenté de croire que, d'un mot, il avait tout fait. Mais il y avait derrière lui un autre souverain, plus patient et plus dissimulé, moins apparent, aussi ambitieux, qui avait tout conduit. C'était Ferdinand le Catholique; il avait jeté l'Angleterre contre la France et uni Maximilien aux Vénitiens et aux Suisses en faveur d'un Sforza; ses armées avaient contribué aux derniers succès. Maintenant, il n'était pas satisfait que le pape se fût adjugé Parme et Plaisance, et refusât de lui continuer le subside promis tant que les Français ne seraient pas tout à fait hors de l'Italie. Il se plaignait à Guichardin, alors ambassadeur en Espagne, que « le pape voulût tout changer à sa guise, et eût l'appétit de com-

[1] *Paris de Grassis*, t. III, p. 879.

mander à toute l'Italie » ; et il songeait déjà à réprimer les « fantaisies (*fantasie*) pontificales ». Après avoir, pendant la déroute des Français en Italie, conquis la Navarre, alliée de la France, avec un corps auxiliaire anglais, et inquiété Louis XII en Normandie par les troupes de son allié Henri VIII, il ordonna maintenant en Italie à son vice-roi de se mettre en marche vers le Nord. Ce souverain, qui trompait tout le monde, prétendait distribuer, à son avantage, les territoires contestés entre les alliés [1].

Guichardin, quoique éloigné, voyait les choses sous le jour le plus sombre. « Le pape en veut trop, » disait-il, « la Ligue commence à se désunir; en fin de compte, tout ira au grand dommage de l'Italie qui souffrira plus encore qu'elle ne l'a fait [2]. » Il ne se trompait pas. Les Vénitiens redemandaient Brescia dans le Milanais. Maximilien réclamait Vicence et Padoue de Venise, et se refusait à laisser aller Sforza à Milan. Jules II, qui comptait sur les Suisses, ces *défenseurs du Saint-Siége*, à qui il faisait don d'un chapeau et d'une épée bénits, parvint à faire rassembler un congrès de la *Sainte-Ligue* à Mantoue, pour y concilier toutes ces rivalités et y faire prédominer sa volonté. Les ambassadeurs de toutes les puissances liguées s'y trouvèrent ; un ambassadeur même de Florence y fut admis. Toutes les prétentions rivales s'y firent jour. On ne s'y accorda que pour décider le rétablissement à Milan de Maximilien Sforza, qui y eut lieu par les mains du cardinal de

[1] *Oper. ined.*, t. VI, pp. 81, 85.
[2] *L. c.*, p. 94.

Sion et avec les Suisses comme gardiens, et pour faire payer à Florence sa conduite équivoque par le rétablissement des Médicis, qui s'opéra aussi par la main des Espagnols du roi Ferdinand.

Jules II ne contribuait-il pas à affaiblir et à énerver l'Italie, en frappant par ses ambitions ou ses colères chacun de ses États l'un après l'autre, en mettant les Suisses à Milan, en faisant intervenir les Espagnols à Florence? Le pape ne semblait point s'en apercevoir. Ferrare était maintenant l'objet de ses convoitises ou mieux de sa colère. Quoi! il aurait vaincu, chassé d'Italie un roi de France, et ce vassal, ce rebelle, cet usurpateur, resterait encore debout sur son propre territoire; et le catholique Ferdinand, sous prétexte de consolider ce qui avait été fait, parlerait d'unir tous les États de l'Italie dans une ligue générale dont il serait le protecteur! Le congrès de Mantoue n'avait pas complétement réussi à son gré; Jules II en convoqua un autre à Rome. Il y parut dans toute sa puissance.

Outre tous les ambassadeurs de la ligue, douze envoyés des cantons étaient arrivés pour remercier sa Sainteté du titre et des beaux dons qu'Elle leur avait faits et l'assurer du dévouement de toute la confédération helvétique. C'était sur le concours de l'empereur Maximilien que le pape comptait maintenant. Aussi réserva-t-il encore une fois toutes ses prévenances pour l'évêque de Gurck, son ambassadeur. Le cardinal Jean de Médicis alla le recevoir à la frontière. Par toutes les villes où il passa le

plénipotentiaire fut reçu avec les honneurs les plus extraordinaires. Jules II eût voulu que le sacré-collége le reçut en corps à son entrée à Rome. Deux cardinaux allèrent au moins au-devant de lui à deux milles hors des murs, l'accompagnèrent jusqu'à l'église de *Sainte-Marie du Peuple;* et, au consistoire, le pape l'accueillit en grande cérémonie et lui conféra solennellement le chapeau de cardinal. En sa présence, on tint la première séance du concile de Latran. Jules II y publia contre le roi de France une bulle, où, ne lui donnant pas même le titre de *roi très-chrétien*, il lui infligeait les peines réservées aux hérétiques et schismatiques et mettait son royaume en interdit. Cette satisfaction donnée à la sainte ligue, le pape ne se fit pas faute au congrès de lui porter atteinte. Il chercha à aplanir, même en faisant des sacrifices, les différends de l'empereur et de Venise dont il avait besoin contre Ferrare; mais il accusa davantage les siens avec Ferdinand. Il lui reprocha de s'immiscer dans les affaires de la Toscane, dans les siennes même, « au point que Ferdinand, dit Guichardin, commençait à craindre, connaissant la nature du pape, qu'il ne préparât quelque chose contre les Espagnols, comme il avait fait contre les Français [1], et qu'il ne voulût s'emparer sur eux du royaume de Naples. »

Était-ce déjà l'intention du pape? Pour l'instant, il est certain que ce qu'il voulait surtout, c'était réduire Ferrare. Dans cette vue, ne pouvant s'entendre

[1] *Loc. cit.*, t. VI, p. 109 et 178.

avec Ferdinand ni réconcilier Maximilien avec les Vénitiens, il fit du moins un nouveau traité particulier avec l'empereur, dont il exclut Venise, et il lui donna carte blanche en Vénitie pour qu'il ne secourût aucun sujet ou ennemi de l'Église, et nommément le duc de Ferrare. Le protocole du traité restait ouvert pour le roi catholique. Ce n'était pas encore une rupture avec lui. Mais on se rappelait que les hostilités ouvertes par le pape, contre ce même duc de Ferrare, avaient été le prélude de sa rupture avec la France; et, en Italie, on s'attendait à le voir faire encore en Italie « un monde nouveau »; à moins que les Vénitiens ne se rejetassent du côté de la France, pour refaire ce qui avait été détruit.

Ce vieillard infatigable, qui ne dormait qu'une heure ou deux, qui se levait tous les matins à quatre heures, et à table ne prenait qu'un œuf, du pain et un peu de vin, n'avait jamais roulé dans son esprit fiévreux tant de vastes desseins. Le siége de Ferrare était résolu pour l'année 1513 et ses desseins allaient déjà plus loin. Ménager, comme il l'était, de l'argent entassé dans ses caisses, il trouvait de quoi prêter quarante mille ducats à l'empereur, pour qu'il lui donnât en gage la ville de Modène, et comptait acheter dans la Toscane la ville de Sienne, qui relevait aussi de l'empire. Modène agrandirait les États pontificaux. Sienne serait pour son neveu, le duc d'Urbin, dont il espérait se servir contre Ferrare. Tout cela n'était pas sans difficultés. Le cardinal de Médicis n'approuvait point que le pontife introduisît un La

Rovère en Toscane; mais le pape cherchait à changer une seconde fois le gouvernement de la Toscane. Il ne lui coûtait pas de briser ses instruments de la veille, puisqu'il comptait alors aussi changer le doge de Gênes. Enfin, Ferdinand le Catholique pouvait vouloir empêcher tout cela, avec le vice-roi Raymond de Cardone et ses troupes. Mais Jules II les chasserait à son tour, afin de délivrer l'Italie, comme il aimait à s'exprimer, de *tous les barbares;* et il faisait fond pour cela sur l'empereur Maximilien et sur les Suisses ses amis et ses défenseurs. Louis XII aussi pourrait tenter de renouer contre lui avec l'Espagne; mais, fidèle à ses haines, déjà le pape transférait le titre de *très-chrétien* du roi de France à celui d'Angleterre, et s'apprêtait à offrir même le royaume de France au plus hardi et au plus docile. Rêves fiévreux d'une ambition en délire qui semblait vouloir doubler la vie et décupler le temps qui déjà lui échappaient!

« Sais-tu pourquoi, écrivait alors ce pape à son frère, sais-tu pourquoi je me fatigue ainsi au déclin de ma vie? A l'Italie, notre mère commune, je voudrais un seul maître, perpétuel, le pontife romain. Ce qui me chagrine, c'est la pensée que les ans m'empêcheront d'accomplir ce dessein. Non! je ne pourrai faire pour la gloire de l'Italie tout ce que voudrait mon courage. Oh! si j'avais vingt ans de moins! Mais je crains bien que toutes mes peines et mes fatigues n'aient été dépensées en vain! »

Nous avons là dépeinte au vrai l'ambition de Jules II. Il voulait rendre Rome, la papauté, devenue

une puissance temporelle et italienne, maîtresse de l'Italie, par les agrandissements successifs de l'État de l'Église. S'il prétendait chasser les étrangers, c'est qu'ils étaient un obstacle à ce dessein; mais il faisait aussi bien la guerre aux Italiens, à Venise ou à Florence, si ces républiques n'entraient pas dans ses vues. En bon Italien, il ne comprenait l'unité que par sa domination sur tout le reste.

Ne nous méprenons pas sur l'épithète de *barbares* qu'il aime à employer contre les étrangers. Par là, il entend, à la manière des anciens, les peuples qui sont en dehors de l'Italie, de la civilisation, dont celle-ci était le centre. Jules II n'est pas l'homme d'une unité nationale qui n'est pas encore, mais celui de l'Église et de la renaissance. Il est pontife romain, lettré et ami des arts, un vrai Italien de son temps; sa patrie, c'est l'Église, mais l'Église séculière; sa cause, c'est la civilisation, mais la civilisation italienne. On en a voulu faire un patriote; il ne l'est que de la façon toute particulière à sa dignité, à son temps et à l'Italie. Vingt années de plus ajoutées à son ambition et à son courage n'eussent probablement pas avancé son œuvre davantage. Jules II prétendait chasser les barbares les uns par les autres, mais il roulait dans un cercle vicieux. Il ne le pouvait faire qu'en appelant de nouveaux barbares comme les Suisses ou les Allemands. Fût-il parvenu à les chasser les uns après les autres, ils auraient fini par se liguer tous contre lui pour rentrer. Il agitait ainsi le monde en vain et pour des desseins tout politiques; c'est ce qui scandalisa son temps.

Quand les Grégoire VII et les Innocent III soulevaient des orages, peut-être plus violents, et secouaient les peuples jusque dans leurs profondeurs, c'était le plus souvent sans armées, avec des paroles, pour des principes. Ils agissaient en apôtres armés du glaive flamboyant de l'idée. Ils parlaient du haut d'une chaire, comme les vicaires de Dieu; ils étaient les chefs de la société chrétienne. Jules II est un souverain qui négocie et guerroie des marches d'un trône; il a sa diplomatie, son trésor, son armée; sa puissance spirituelle n'est pour lui qu'un appoint. Il manie presque le glaive temporel et pointe des canons. C'est pour s'assurer l'obéissance de l'Italie plutôt que pour défendre son indépendance.

Jules II mourut presque debout. Il était en train de célébrer la messe dans la belle chapelle Sixtine, quand il se sentit pris d'une fièvre qui l'obligea à remonter au Vatican. Le lendemain, il expirait en chrétien, 21 février 1513, laissant le monde fort incertain de ce qu'il devait penser.

Un pamphlet qui parut alors, en France probablement, sous le titre de *Jules chassé du paradis*, exprimait bien les sentiments qu'il avait excités dans une partie de la chrétienté. Le pape se présentait aux portes du paradis, armé en guerre, le casque en tête et l'épée à la main, suivi d'hommes d'armes. Il n'avait plus les clefs du paradis, où il avait introduit les autres, et où il ne pouvait entrer lui-même. Il était obligé de parlementer avec saint Pierre. L'apôtre ne reconnaissait point son successeur, le pasteur des âmes, sous ce costume, au

milieu de cette compagnie. Jules II essaie de soutenir son rôle. Le glaive spirituel ne suffit plus, à l'entendre, pour défendre la maison de Dieu contre les mauvaises passions des hommes, et les nécessités du temps veulent que le successeur de Pierre ait des soldats, une armée, un État. Saint Pierre répond avec des paroles de son maître : « Celui qui se sert de l'épée périra par l'épée, » et encore : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » La discussion s'échauffe ; Jules II, fidèle à son caractère, s'impatiente, s'irrite, menace, appelle ses hommes, veut entrer violemment, comme à la Mirandole, dans le paradis, par la brèche. Mais saint Pierre fait fermer ses portes de diamant, et le pape ne prévaut point contre elles.

L'histoire n'est pas si sévère pour Jules II. Rappelons sur lui le jugement de ses contemporains et jugeons-le nous-même avec les idées de son temps. « Jules II, dit Machiavel, procéda dans toutes ses actions avec impétuosité et trouva les temps et les choses tellement d'accord avec cette manière d'agir que tout lui réussit. La brièveté de sa vie l'empêcha d'éprouver des revers; car, s'il fût survenu des temps où il eût fallu procéder avec réserve, il se fût perdu parce qu'il n'aurait jamais dévié de cette manière de faire, à laquelle inclinait sa nature. Quant à moi, je pense qu'il vaut mieux être impétueux que circonspect; car la fortune est femme, elle se laisse vaincre par la violence, et elle préfère ceux qui sont moins circonspects, plus fiers, et lui commandent avec plus d'audace. »

Ajoutons, pour notre part, que, dans un temps où la papauté inclinait à devenir une puissance politique, ce fut un souverain au-dessus des hommes et des choses de son temps; plus pur que son prédécesseur, moins faible que son successeur, plus grand que tous les papes de la fin du quinzième siècle et du commencement du seizième siècle. Politique sans cesser d'être chrétien, homme d'Église en restant citoyen, le plus Italien des Romains, le plus romain des hommes de l'Église, ami des lettres et des arts, sans y sacrifier le reste, il eut de grandes qualités, et fut exempt de beaucoup des vices de son temps. Ce qui nuit à la mémoire de Jules II, c'est qu'il n'ait rien laissé d'achevé.

Bramante avait été chargé d'élever Saint-Pierre de Rome. Quand il mourut, on s'aperçut que les quatre piliers dressés pour soutenir sa voûte n'étaient point assez solides. Il fallut recommencer. Le tombeau de Jules II n'a jamais été achevé selon le plan primitif; il n'est pas à Saint-Pierre de Rome, mais à Saint-Pierre-aux-Liens. Ses restes mêmes ne reposent pas dans ce mausolée, mais au Vatican. Raphaël avait à peine commencé les immortelles pages qui lui avaient été commandées. L'Italie, que Jules II avait voulu faire, restait aussi inachevée. Tous les barbares n'étaient point chassés. Jules II avait trop entrepris de choses; et la suite dans les desseins n'était point la qualité principale de ce pape qui avait encore plus d'ardeur et de passion que de force et dè grandeur.

VI.

MACHIAVEL ET SODERINI.

(1498—1513.)

Une dictature sans dictateur.

L'influence de la Renaissance sur la politique et sur les mœurs de l'Italie n'avait pas été jusqu'ici fort heureuse. Les œuvres de l'esprit et de l'art, il est vrai, s'étaient multipliées comme à l'envi, au souffle de l'antiquité, sur cette terre féconde et sous ce soleil créateur. Il n'y avait cité si petite, dans les premières années du seizième siècle, qu'un poëte, ou un peintre n'eût déjà illustrée de son nom ou décorée de ses œuvres. Depuis lors, qui a voulu apprendre à penser ou à écrire, s'est mis aussi à l'École italienne de ce temps; et il n'a pu se former ailleurs un grand artiste, qui ne soit venu s'inspirer en contemplant les œuvres de ce siècle d'or.

On ne connaît pas non plus beaucoup d'époques où tant d'hommes aient mis au service de la politique de leur pays des caractères si variés, des énergies si multipliées, des talents si divers. La sagesse de Venise était proverbiale; les Médicis étaient des politiques raffinés; Savonarole avait tenté de faire de la religion une force nationale; les Borgia avaient

élevé le crime à la hauteur d'une politique ; Jules II nationalisait l'Église pour dominer et sauver l'Italie. Que de politiques du premier ordre cachés comme à l'affût, en ambassadeurs, dans les cours de toute l'Europe : un della Casa, un Beljiojoso, un Guicciardini, un Paolo Cappello ! « C'est en Italie, » a dit avec raison un écrivain récent, « que la science de la diplomatie et l'art de négocier furent d'abord enseignés et pratiqués. » Les militaires de science et d'expérience même ne lui manquaient pas : un marquis de Mantoue, un Barthélemy d'Alviano, un Petigliano, tous, pour ce temps, excellents tacticiens. Celui qu'on regardait comme le meilleur des maréchaux de France, dans les guerres italiennes, était le célèbre Jean-Jacques Trivulzio, Italien passé au service de Louis XII, comme tant d'artistes plus tard passèrent à la cour de François Ier.

Et cependant, déjà, la république de Venise était frappée presque au cœur ; Milan et Naples avaient été ou étaient encore sous les pieds de l'étranger ; Florence n'était libre qu'en restant à genoux ; le Saint-Siége était compromis ; et, tandis que les ailes légères des lettres et des arts portaient la gloire de l'Italie jusqu'aux confins du monde et jusqu'à la postérité la plus reculée, elle-même, vaincue ou désarmée, agonisante mais belle encore et raillant ses vainqueurs, elle s'affaissait sous le poids de chaînes qui devaient la retenir dans un esclavage de plus de deux siècles.

Un homme, Italien dans tout le reste, païen cependant encore à sa manière, se distingua de ses

contemporains en les conviant à l'imitation non plus seulement des mœurs, mais des institutions antiques et du patriotisme d'Athènes et de Rome. Échappant à la contagion des exemples de corruption politique et de décadence que propageaient trop souvent des études légères ou superficielles, il pénétra jusqu'à la moelle de ce grand et bel enseignement toujours vivant pour les mâles conseils. Sans dédaigner l'art de jouir avec délicatesse, que les autres apprenaient dans les vers de Tibulle ou de Properce, il chercha des modèles de gouvernement et des leçons de conduite politique dans la lecture de Polybe et de Tite-Live. Florence se confia un instant à sa parole et à son habileté; il devint le secrétaire d'État, l'ambassadeur de la république.

Douze années durant, par ses résolutions et ses dépêches, par ses missions diplomatiques et ses écrits, cet homme fut l'âme de la ville délivrée des Médicis. Pour obéir à sa voix, on concentra entre les mains d'un magistrat, une sorte de dictateur, tout le pouvoir de la cité. Ce fut auprès de lui que ce magistrat vint souvent s'inspirer. A sa voix, la molle Toscane, habituée à combattre avec l'épée des autres et à saigner par les veines des mercenaires, tenta de se remettre à la rude école des armées nationales. Il ne tint pas à lui que cette réforme, à la fois politique et morale, ne s'étendît à toute la péninsule; mais un homme manqua à la leçon, un gonfalonier, un dictateur à Florence; et Machiavel lui-même, déçu par la rude expérience, retombé après un puissant essor, n'employa plus son génie

et ses souvenirs de l'antiquité qu'à désopiler ses contemporains par ses fantaisies burlesques, ou à effrayer le monde, en poussant à bout la théorie d'une politique empruntée à l'antiquité et à l'usage de son temps, mais fatale à son pays et à lui-même.

Nous reprenons Florence quelque temps après la mort du dominicain Jérôme Savonarole. Malgré les grands ou *ottimati*, c'est-à-dire les Vespucci, les Ridolfi, appuyés des modérés et même des partisans des Médicis, les Guicciardini, les Neri et autres, la constitution démocratique de 1495, soutenue par la masse du peuple et par quelques chefs ardents, les Soderini et les Guasconi, etc., avait été conservée. Elle avait toujours son *gonfalonier* de justice, sa *Seigneurie*, le *grand* et le *petit conseil*, les *Dix de liberté et de paix*[1]; mais aussi, le renouvellement de la Seigneurie tous les deux mois, et des colléges tous les trois ou quatre mois, engendrait le désordre au dedans et la faiblesse au dehors. La singulière coutume introduite aussi par la *Seigneurie*, quand les grands y étaient en majorité, de convoquer des réunions de citoyens considérables, des *pratiques*, comme on disait, pour les consulter sur les affaires importantes, donnait satisfaction à l'amour-propre des grands, dans un gouvernement démocratique, mais sans remédier aux défauts de la constitution. En perpétuant au moins dans leur magistrature les *Dix de liberté et de paix*, qui avaient besoin d'apporter dans les affaires extérieures plus de suite et

[1] Guicc., *Stor. fior.*, 272. Pitti, *Arch. stor.*, t. I, p. 50.

de connaissances spéciales, les Florentins avaient essayé de remédier à cette instabilité périlleuse. Mais, là encore, le caractère particulier au temps et au peuple perçait, et le gouvernement républicain portait dans sa politique la même souplesse, les mêmes raffinements, mais aussi les indécisions continuelles, les passions étroites, les tergiversations voulues, le double jeu ordinaire, toutes les qualités et tous les défauts communs à toute l'Italie.

La révolte de Pise était la plaie profonde, inguérissable, qu'avait laissée au flanc de Florence l'expédition de Charles VIII en Italie. Elle eût soumis Pise bientôt, supérieure comme elle l'était en puissance et en richesse, si elle n'avait eu affaire à la jalousie des autres États italiens qui, pour lui faire pièce, secouraient la rebelle sous main et l'empêchaient elle-même de prendre à sa solde les plus renommés condottieri. Venise surtout, en sa qualité de république aristocratique, s'était distinguée d'abord contre Florence par la rivalité la plus ardente et la plus mesquine. En vain la république, qui se servait de condottieri, comme les Médicis, était parvenue à prendre à sa solde contre Pise le comte Ranuccio, condottiere médiocre, mais honnête, soutenu par le parti populaire, et Paul Vitelli, favorisé par les grands, véritable homme de guerre, mais dédaignant le bourgeois et aimant à diriger à sa guise les opérations. La malheureuse Pise qui contemplait sa grandeur d'autrefois dans son baptistère et son dôme, qui dressaient toujours leurs merveilles au milieu de ses désastres et de ses ruines, trouvait

dans ce spectacle des ressources infinies, un courage surhumain. Familiarisée par les peintures des Orcagna, dans son Campo Santo, avec les lugubres images du *Triomphe de la mort,* du *Jugement dernier,* de l'*Enfer*, elle semblait vouloir s'ensevelir dans un cimetière plus vaste que celui qu'elle avait bâti, ou attendre que la *Fortune*, cette terrible image d'un de ses artistes, qui de ses cent bras élevait et abaissait les hommes et les cités, fît quelque miracle en sa faveur.

Les deux condottieri florentins étaient occupés alors à la resserrer dans ses murailles, en 1499, quand, sur l'ordre de Venise, le duc d'Urbin et Barthélemy d'Alviano, condottiere romain, suivis de Pierre de Médicis lui-même avec quatre mille hommes, se dirigèrent, par le val di Lamone, à travers les Apennins dans le Mugello, contrée montueuse qui domine Florence. Les *Dix de liberté et de paix* envoyèrent en toute hâte des commissaires à Paul Vitelli pour qu'il détachât quelques compagnies dans le val di Lamone, et au comte Ranuccio pour qu'il se portât lui-même dans le Mugello. Mais Barthélemy d'Alviano, le plus actif de tous ces hommes de guerre, après avoir agi dans le Mugello, se dérobant à ses adversaires, pénétra tout à coup dans le Casentin, surprit au milieu de l'hiver la ville de Bibbiena et se rendit maître de tout ce pays, montueux aussi, qui lui ouvrait le territoire d'Arezzo et le haut cours de l'Arno. Florence appela à grands cris Paul Vitelli de Pise, pour accourir de ce côté à la défense du territoire. C'est ce que Venise avait

voulu. Vieilli dans la tactique italienne, Vitelli, en enlevant les vivres, en creusant des fossés, en livrant de petits combats, parvint à incommoder tellement les troupes vénitiennes, qu'elles désertèrent, se fondirent peu à peu sous leurs chefs ou s'accumulèrent inutilement avec eux dans la place de Bibbiena. Mais Pise était dégagée.

Florence, sensible à ce coup, accusa les Dix, qui mettaient chaque jour de nouveaux impôts, et ses condottieri, dont il fallait sans cesse emplir les poches, de chercher à se continuer au pouvoir en perpétuant la guerre. Quand il s'agit de réélire les Dix, on ne put parvenir à former une majorité suffisante. La Seigneurie dut se charger de nommer les commissaires et de pourvoir aux nécessités de la guerre, en convoquant une *pratique* ou assemblée consultative extraordinaire des principaux citoyens. Celle-ci renvoya Paul Vitelli et le comte Ranuccio sous les murs de Pise, pendant l'année 1500, avec dix mille hommes. Quelques petits châteaux qui couvraient la place tombèrent. Paul Vitelli surtout, pour éclipser son compagnon, déployait beaucoup de zèle; il établit son camp sur la rive gauche de l'Arno, et tourna toutes ses batteries, canons et fauconnaux, contre le fort de Stampace, position très-solide d'où il espérait réduire la ville. Bientôt une large brèche s'ouvrit dans la muraille; mais les habitants, les femmes, les enfants même, les paysans réfugiés, sous le feu et sous les pierres, élevèrent de nouveaux remparts, creusèrent des fossés, jurant de se défendre jusqu'à la mort. La guerre était

atroce; Vitelli faisait couper le poing aux prisonniers. Dans la ville, deux sœurs se trouvaient à la muraille quand l'une d'elles fut tuée d'un boulet; la survivante prend son cadavre et le met dans un panier pour servir aux gabionnades. Le dixième jour du siége, Vitelli donne l'assaut au fort, ses soldats y pénètrent et s'en emparent. Pour la première fois les Pisans, saisis de frayeur, s'enfuient; on crut un instant la ville prise du coup! Mais Vitelli ne voulait avancer qu'à coup sûr et en sacrifiant le moins de monde possible : il arrêta ses soldats et fit hisser des canons sur la tour de Stampace pour prendre la ville à revers. Les Pisans revenus de leur frayeur accumulèrent devant lui de nouveaux obstacles. Les feux se croisaient, les travaux se dressaient les uns devant les autres : le moment était passé.

Paul Vitelli, comme tous les condottieri, était un politique. Voulait-il réduire Pise à discrétion sans la prendre, pour pouvoir se faire payer davantage soit par les Florentins, soit par les Pisans? Il traitait avec tout le monde. Le peuple florentin se fâcha encore. On rétablit le conseil des *Dix de liberté et de paix*, en limitant leur pouvoir, avec ordre d'en finir. Mais on entrait dans la saison où les émanations de la Maremme, où campait l'armée assiégeante, commençaient à devenir dangereuses. Plusieurs commissaires florentins périrent. Paul Vitelli fit venir de Florence *sainte* Marie Imprunète, et prépara l'assaut général pour le 24 août. Mais, ce jour-là, il y eut tant de malades qu'il ne resta pas assez de monde pour marcher. Paul Vitelli lui-même tomba malade.

Florence envoya des renforts; il mourait plus d'hommes qu'on n'en envoyait. Le capitaine général se décida, le 2 septembre, de crainte de plus grands malheurs, à lever le siége. Cette nouvelle répandit à Florence une consternation suivie bientôt d'une tempête de colère.

Un homme du parti populaire, Jean-Jacques Guasconi, était alors gonfalonier. Le peuple criait à la trahison. Les *Dix*, après avoir délibéré avec une *pratique* qui fut unanime, ordonnèrent aux commissaires de faire rester l'armée sous les murs de Pise pour l'honneur des capitaines et de la cité [1]. Ils firent diriger même vers le camp de l'argent, des munitions, des vivres. On ne voulait pas à Florence avoir dépensé inutilement un million de ducats. Paul Vitelli résista à toutes les injonctions; il se refusa même à jeter une garnison dans la tour de Stampace et fit filer vers Livourne, aux embouchures de l'Arno, l'artillerie, qui naufragea. C'en était trop. A défaut de Pise, il fallait une vengeance à Florence.

La Seigneurie, poussée par plusieurs citoyens, entre autres par Machiavel, prit le parti de saisir Vitelli comme un traître, et elle procéda avec toutes les précautions nécessaires. Elle rappela à Florence une partie des troupes, tint le capitaine général à court d'argent pour que son armée commençât à se débander, et envoya deux commissaires pour l'arrêter avec ses lieutenants. Ceux-ci, arrivés à Cascina, y

[1] Machiavel. *Oper. ined.*, sped. contr. Pisa 1499.

mandèrent Paul Vitelli et son frère Vitellozzo, sous prétexte de s'entendre avec eux sur le nouveau campement à donner aux troupes. Quand ils les eurent sous la main, ils mirent des gardes à leur porte. Vitellozzo, en demandant le temps de s'habiller, s'esquiva, se jeta à cheval et partit pour Pise où il fut reçu avec joie. Mais Paul Vitelli, mieux surveillé, fut arrêté, expédié, le 28 septembre, à Florence, interrogé sur ses relations avec les Pisans, avec les ennemis de la république, mis à la torture, jugé coupable de trahison et décapité aussitôt, le 1er octobre.

Dégoûtée des condottieri, Florence mit toutes ses espérances dans les étrangers, dans le roi Louis XII qui venait alors de s'emparer de Milan (1501). Elle mendia par ses ambassadeurs et obtint un traité d'alliance en échange de la promesse de défendre les nouveaux États du roi en Italie, et du paiement de forts subsides. Cette *capitulation*, qui mettait quelques troupes françaises à la disposition de Florence contre Pise, fut plus nuisible qu'utile à la république. Pour entretenir ces nouvelles troupes, la Seigneurie proposa dans le *grand conseil* une retenue de quatre pour cent sur les intérêts de la dette publique. La petite bourgeoisie s'y opposa, et mit en avant, à la place, une sorte d'impôt progressif sur le revenu, la *decima scalata*, une échelle de dix pour cent sur les fortunes privées. L'impôt passa. Mais M. de Beaumont, officier français, gagna bien mal la solde qu'on paya, pour prendre Pise, à ses six mille Suisses ou Gascons arrivés en Toscane.

Le siége recommença dans de plus mauvaises conditions. A la vue des Français, les Pisans crièrent *Vive France!* M. de Beaumont ouvrit une brèche de seize toises et ordonna l'assaut. Mais les soldats, après avoir franchi la brèche, s'arrêtèrent à la vue d'un second fossé et d'un second rempart. Assiégeants et assiégés entrèrent alors en relations de bons offices. Quand les officiers français pénétraient dans Pise pour parlementer, les dames ou demoiselles les prenaient par la main, leur montraient exposée l'image de Charles VIII « protecteur et libérateur de Pise », et les entraînaient aux autels. « Si vous ne voulez mettre à notre service vos épées de chevaliers, disaient-elles, accordez-nous vos prières de chrétiens. » La Seigneurie, gênée ou trouvant l'argent mal gagné, suspendit la solde. Mais alors les Gascons mécontents se mutinèrent et levèrent le camp; les Suisses, qui entendaient encore moins la plaisanterie, saisirent un commissaire florentin comme otage, le conduisirent à leur capitaine, l'insultèrent et menacèrent de se payer de leurs propres mains, en confisquant l'artillerie de Florence ou en pillant quelque ville de son territoire. Le désordre était au comble; toute l'armée assiégeante levait le camp. Florence, insultée par les alliés, humiliée par ses ennemis, envoya en France une ambassade dont Machiavel fit partie.

Le roi Louis XII était persuadé que la négligence ou la lésinerie des Florentins était la cause de ce qui était arrivé. « Dans de semblables circonstances, » disait à la république un envoyé du roi, « il fallait avoir le sac ouvert. En faisant ainsi, on dépense

un; en faisant autrement, on dépense six. » Le roi, loin d'écouter les plaintes de la république sur le mauvais traitement fait à son commissaire, redemanda d'elle avec aigreur l'argent promis, qu'il avait dû avancer aux Suisses. Machiavel ne cacha pas à la Seigneurie les sentiments de la cour de France. La pénurie, les désordres intérieurs, la faiblesse de la république, retombaient sur elle-même. « En France, écrivait Machiavel, on vous appelle *monsieur Rien* (messer Nichilo); vous aurez bientôt à penser plutôt à défendre ce que vous possédez qu'à recouvrer ce que vous avez perdu [1]. » Il ne disait que trop vrai. C'était le temps où César Borgia, allié plus heureux ou plus utile de la France, maître de la Romagne, chef d'une armée de condottieri qui comptait parmi eux Vitellozzo, le frère de Vitelli décapité, menaçait aussi la république, et la guettait comme une proie, sous prétexte d'intervenir dans la guerre de Pise.

La république portait la peine de son mauvais gouvernement. Au dehors, personne n'avait confiance en elle, parce que le pouvoir changeait à chaque instant de mains. Chez elle, les citoyens les plus considérables refusaient les magistratures par dégoût ou par crainte. On ne trouvait plus surtout de citoyens prêts à payer ou de magistrats disposés à encourir une responsabilité quelconque. Pour une proposition d'impôt on ne réunissait jamais les deux tiers des votants. On eut l'idée de réformer le

[1] Voir toute la première légation de Machiavel en France.

gouvernement. Mais le peuple craignait qu'on ne voulût par là le ramener à l'oligarchie ou même aux Médicis. Un des plus riches citoyens, Pierre Soderini s'y opposa énergiquement : en récompense il devint gonfalonier pour les deux mois de mars et d'avril.

Pierre Soderini (1502) obtint, par une nouvelle capitulation, que Louis XII s'engageât, au prix d'un subside annuel de quarante mille ducats, à protéger le territoire de Florence et à la laisser libre d'agir contre Pise. Une suppression du paiement des rentes pendant six mois mit quelque argent à la disposition de la république. Puisqu'on ne pouvait prendre Pise de vive force, on résolut de la réduire, en détruisant les blés, les arbres fruitiers, en ruinant son territoire. Florence commençait à user de ce procédé barbare, quand, au mois de juin, César Borgia lui enleva par surprise la ville d'Arezzo, dans le Val-di-Chiana. La Seigneurie aux abois envoya une ambassade à Louis XII pour dénoncer l'ambition de ses ennemis et implorer des secours; elle se mit à ses pieds; Louis XII lui envoya de Milan le capitaine Imbault avec quelques centaines de lances. Mais l'officier français, après avoir repris Arezzo, refusa de le remettre aux Florentins, assurant qu'il agissait ainsi au mieux de la république et sur les ordres du roi de France.

Il fallait aviser à se corriger ou se résigner à périr. Les *Dix* étaient aux prises avec les *colléges*, ceux-ci avec le *grand conseil;* le trouble était au comble dans la cité. Les grands ou les riches par-

laient de se donner au premier venu, pourvu qu'ils pussent vivre; le peuple menaçait de courir, les torches en mains, à leurs maisons. La *Seigneurie*, croyant l'occasion bonne, en août, mit en délibération un changement de la constitution, comme le seul et dernier remède. La proposition fut prise en considération. Il ne pouvait être question de supprimer le *grand conseil;* les susceptibilités du peuple s'y opposaient. Alamano Salviati, qui devint plus tard le beau-père de l'historien Guicciardini, proposa de faire passer une partie de l'autorité, surtout pour la direction des affaires extérieures, à un conseil permanent de quatre-vingts membres qui servirait de contre-poids au *grand conseil.* C'était donner une place légale à l'aristocratie. Ce moyen déplut au peuple.

On proposa de nommer un gonfalonier à vie, avec le droit d'intervention dans les conseils et d'initiative dans la Seigneurie. Jean-Baptiste Rudolfi, citoyen recommandable, appuya la proposition, en soumettant la responsabilité du gonfalonier au tribunal des *Huit.* Quelques-uns réclamèrent encore; mais la proposition passa devant le *petit conseil*, devant les *Dix*, dans le *grand conseil;* et c'est ainsi que s'accomplit pacifiquement la révolution qui devait remettre le pouvoir entre les mains de Pierre Soderini et lui donner pour conseiller le *secrétaire florentin*, plus célèbre encore que le gonfalonier, Nicolas Machiavel.

Niccolo Machiavelli était d'une vieille famille bourgeoise qui avait rempli honorablement plusieurs

petits emplois à Florence. Né en 1468, nourri, comme on l'était alors, des écrits des Grecs et des Romains, il fut pris en amitié de bonne heure par un certain Marcello Virgilio, à la fois lettré et homme d'État, employé pour ces deux qualités par le gouvernement de Florence. L'attachement de cet homme grave pour Machiavel prouve que le jeune homme aimait déjà dans les anciens autre chose que les œuvres poétiques, badines ou comiques dont les souvenirs se retrouveront plus tard dans ses œuvres de loisir ou de découragement. C'est par là qu'il se distinguait sans doute de ces jeunes gens lettrés que réunissait Bernard Ruccellaï dans ses *Jardins* devenus célèbres, sous le nom d'*Orti oricellari*, et où lui-même, au dire d'Érasme, reproduisait le style et la manière de l'historien Salluste.

Parmi ces jeunes gens, une voix s'éleva pour blâmer ceux qui, des leçons de l'antiquité, ne suivaient que les plus agréables, sans se préoccuper des sérieuses; ce fut celle de Niccolo. Les sentiments vifs et profonds viennent toujours de la jeunesse, même à l'âge mûr; j'aime à l'entendre dire déjà, au milieu des jeunes corrompus de Florence : « Ne vaudrait-il donc pas mieux imiter les anciens dans leur vigueur et leurs austérités que dans leur mollesse et leurs plaisirs, et prendre pour exemple ce qu'ils faisaient en plein soleil au lieu de ce qu'ils commettaient à l'ombre? Quoi! vous recherchez des camées, des statues anciennes pour en orner vos maisons, et vous délaissez les vertus antiques qui décoreraient si bien vos âmes! » Dans un pays où l'affaissement

général des caractères ne laissait place qu'à l'habileté, à la ruse, même à la tromperie, c'était là une parole nouvelle et qui devait attirer l'attention de tous sur ce jeune lettré, si différent des autres.

Les Italiens, jusqu'ici, n'avaient puisé que des leçons de politique astucieuse ou d'épicurisme élégant dans l'étude de la philosophie, de la poésie et de l'art antiques. Machiavel, l'un des premiers, pensa que l'histoire, bien étudiée, devait être aussi une grande école pour les gouvernements et les citoyens. Il regrettait plus tard les vices de l'éducation de ses compatriotes, l'intelligence incomplète de l'histoire dont on ne saisissait pas l'esprit. « Ce n'est pas, disait-il, pour se récréer au spectacle de tant d'événements variés qu'il faut lire l'histoire, c'est pour chercher à en imiter les grandes choses et les belles actions. » Jeune, ami des plaisirs, comme les autres, il ne pensait pas à recommander à un siècle déjà corrompu toute la rigidité de la vie primitive, et à ramener les Italiens du seizième siècle au brouet noir des Spartiates. Mais il se demandait déjà « si cette Italie, qui faisait revivre les lettres et les arts de l'antiquité, ne pourrait pas aussi rapprendre ses vertus utiles, son mâle courage, et reprendre ses libres institutions. Le ciel, le climat, les hommes, étaient-ils donc si profondément changés; n'étaient-ils plus ce qu'ils étaient autrefois [1] ? »

Il y avait entre les temps anciens et les modernes un trait qui était profondément différent, c'était la

[1] *Disc. sur Tite-Live*, Av.-prop.; *Art de la guerre.*

religion. Machiavel le sentait. Il s'en faut de peu qu'il n'accuse le christianisme d'avoir amolli et énervé les âmes, et rendu les hommes moins jaloux de leur liberté et moins capables de la défendre. « Les païens mettaient, dit-il, dans la gloire mondaine le suprême but que les chrétiens placent dans le salut. Ceux-ci couronnent et déifient les vertus humbles et contemplatives comme l'abnégation et le pardon, tandis que ceux-là faisaient consister le souverain bien dans la grandeur de l'âme et la force du corps. » C'est pour cela, selon lui, que les anciens, plus violents, plus fiers, plus redoutables, mettaient plus de force et d'énergie dans l'action; et pourquoi les modernes, plus amollis, plus tendres, étaient plus faits pour la souffrance et plus disposés à devenir la proie des méchants [1]. En cela Machiavel était un païen aussi, comme ses contemporains, plus âpre, plus viril, mais païen à sa manière. Les efféminés et les dissolus considéraient volontiers, avec les païens, la pudeur et la modestie comme des faiblesses; lui, il méconnaissait la puissance morale de l'humilité et de la patience, il oubliait les triomphantes énergies que l'ascétisme idéal avait souvent inspirées aux hommes du moyen âge. Il bannissait de la politique le scrupule énervant que ses compatriotes bannissaient de la vie privée. Il cherchait des yeux, selon son expression : « le ciel armé des païens, » et ne comprenait plus le Dieu sans défense.

Parfois, il est vrai, faisant un retour sur ses

[1] Mach., *Disc. sur Tite-Live*, liv. II, ch. II.

croyances, il accusait moins encore le christianisme lui-même que ceux dont les interprétations l'avaient plus accommodé à la paresse qu'à la vertu. « Avec des inspirations plus généreuses, disait-il, on aurait vu que le christianisme ordonne d'aimer sa patrie, de l'honorer et de pratiquer toutes les vertus qui peuvent la soutenir et la défendre. » Il était de ceux, rares parmi ses compatriotes, qui entrevoyaient comme remède aux maux du temps une réforme religieuse et morale.

Comme beaucoup d'autres Florentins, il avait un instant suivi, dans sa mystique entreprise, le dominicain Savonarole. Il ne parla et « ne voulut jamais parler plus tard qu'avec respect, dit-il, d'un si grand homme ». Il trouve dans ses écrits des preuves de science, d'habileté, de courage, et ne croit pas qu'il en ait imposé aux Florentins. Mais le païen l'emportait dans Machiavel. Il abandonna le frère un des premiers. Dans une de ses lettres, quand il le vit déjà faiblir, il l'accusa de ne songer qu'à s'accommoder au temps et à colorer ses mensonges. Il se défia surtout de sa fortune. « Les prophètes qui n'ont point d'armée à leur suite, » disait-il déjà du vivant du moine, « finissent presque toujours mal. » Il aurait voulu que Savonarole imitât Moïse qui, pour assurer l'observation de ses lois, avait dû faire périr plusieurs Israélites opposés à ses desseins. « Mais sa profession, l'inintelligence de ses partisans, dit-il, l'en avaient malheureusement empêché. » Le politique Machiavel comprenait évidemment mieux l'Ancien Testament que le Nouveau.

Marcello Virgilio présenta, en l'année 1498, Machiavel, âgé de vingt-neuf ans, pour les fonctions de secrétaire de la seconde chancellerie des *Seigneurs*. Il fut élu à cette place contre quatre concurrents, et, une année après, il joignit à son premier titre celui de secrétaire des *Dix de liberté et de paix*. Nommé à ce poste pour deux mois, il l'occupa quatorze ans et cinq mois. Rédaction des dépêches, mémoires sur les affaires importantes, instructions du gouvernement à l'intérieur et à l'extérieur, missions diplomatiques et des plus importantes, au nombre de plus de vingt, voilà ce qu'il fit pendant tout ce temps. Il lui en est resté le nom modeste, mais devenu spécialement célèbre pour lui, de *secrétaire florentin*.

Pierre Soderini, né en 1452, était d'une famille de haute et de riche bourgeoisie florentine, qui passait déjà pour être noble et à qui étaient souvent réservés les hauts emplois. Un frère aîné, Paul Antonio, lui avait déjà frayé la voie aux charges de gonfalonier et d'ambassadeur de la république. Leur mère était sœur de Lucrezia Tornabuoni, mère de Laurent le Magnifique. Par là, quoique appartenant an *grand art de la laine*, les Soderini tenaient de près à la famille qui avait commencé à confisquer les libertés publiques. Le dernier Médicis, Pierre II, avait aimé à les employer. En 1493, Paul Antonio étant l'un des *Dix de la guerre*, Pierre Soderini fut ambassadeur auprès de Charles VIII. Il prononça en toscan devant le roi un discours d'après lequel on lui attribuait du jugement, du cœur, de la langue et un dévouement sincère pour les Médicis. Cependant,

quand Charles VIII, en Italie, marchait contre Florence, les Florentins mirent Pierre Soderini dans l'ambassade qui était chargée de surveiller Pierre de Médicis auprès du roi, et les deux frères, Paul Antonio surtout, prirent une grande part à la révolution qui chassa les Médicis.

Dans la reconstitution du gouvernement, Paul Antonio contribua à pousser le dominicain Jérôme Savonarole. Il fit nommer son propre frère, Pierre, ambassadeur auprès du duc de Savoie et en Allemagne. Lui-même fut ambassadeur à la cour de France et à la cour de Rome. Chargé d'obtenir d'Alexandre VI un impôt sur les biens du clergé toscan, il refusa d'acheter cette faveur par le sacrifice de Savonarole dont il était l'ami. Au moment de la chute du prophète, il vit sa maison saccagée, mais brava, par son sang-froid, la fureur populaire. C'était une famille trop puissante pour rester à terre. Pierre Soderini, qui avait été moins compromis par l'amitié de Savonarole, fut envoyé dès 1498 complimenter Louis XII, et en 1499 à Milan, pour conclure avec Georges d'Amboise une *capitulation*. La mort de Paul Antonio, au siége de Pise (1500), mit tout à fait Pierre en évidence. C'est lui qu'on trouve toujours alors comme *Seigneur*, gonfalonier ou ambassadeur.

Quand on étudie Pierre Soderini ambassadeur, dans ses manières de faire et dans ses dépêches à la république, on ne trouve rien qui le distingue de ses compatriotes. Il est assidu, attentif, habile flatteur, abondant et adroit en discours. Il promet

toujours et ne se compromet jamais; il donne de belles paroles et laisse attendre les effets, sans s'apercevoir cependant que les souverains de l'Europe, comme disait Louis XII : « pour avoir les *oreilles longues*, commencent à avoir le *croire court*, à l'endroit des Italiens. » Dans ses dépêches, aussi, au rebours des Vénitiens, qui sont si pénétrants et si brefs, il est parfois confiant, malgré sa clairvoyance, il abonde en détails, et fait plus souvent connaître les contours que le fond des choses.

C'est par sa conduite au milieu des factions de la république, que Pierre Soderini se distingua surtout de la foule des riches citoyens. A force de partager les susceptibilités jalouses du peuple, de s'opposer à tout changement de la constitution, il réussit à se faire passer pour le plus énergique défenseur du gouvernement démocratique. Gonfalonier, il affectait de ne pas prendre l'avis des citoyens en renom, mais des *colléges*, du *grand conseil*. Ce rôle avait aussi ses dangers; on s'amusait parfois à peindre des billots et des potences à la porte de son palais, comme on menaçait de l'incendie ceux de ses adversaires. En somme il était devenu tout à fait populaire; et s'il passait auprès de quelques-uns pour un ambitieux qui veut, sur le dos de la multitude, arriver au pouvoir, il était regardé par le plus grand nombre comme un sincère ami du peuple.

L'affaire d'Arezzo lui donna l'occasion de rendre un véritable service à la république. Elle réclamait auprès de Louis XII pour se faire restituer la ville.

Pierre Soderini obtint des ordres prompts du gouvernement français de Milan. Dans ses ambassades, il avait plu à Louis XII, qui l'appelait « son cher et grand ami, » et disait de lui : « C'est un homme craignant Dieu, sage et aimant son pays[1]. » Soderini fut chargé de recevoir la ville d'Arezzo des mains des Français. C'était le moment où l'on songeait, à Florence, à nommer un gonfalonier à vie; il était évidemment en passe. Mais comment la république qui avait chassé les Médicis revenait-elle à un gouvernement à peu près semblable, en confiant le pouvoir exécutif à un magistrat à vie?

Témoin de l'instabilité, des désordres intérieurs, de la faiblesse de Florence, sa patrie, Machiavel en recherchait dans l'histoire la raison et le remède. Il y voyait combien il est difficile à un peuple corrompu, qui devient libre, de conserver sa liberté. Sans aller chercher bien loin, en consultant les plus récents souvenirs de l'Italie, « aucune révolution quelque violente qu'elle fût, ne lui paraissait devoir jamais rendre libres Milan et Naples, cités entièrement corrompues. » Il n'osera pas en dire autant de Florence, même plus tard. Mais il pénétrait déjà les causes de son mal, et voyait l'inutilité des remèdes employés! Le peuple, fatigué des impôts et des revers de Pise, substituait les *pratiques* aux *Dix* et les *Dix* aux *pratiques;* il changeait à chaque instant et de conseillers et de magistrats. « Pour lui la vraie cause du mal était, non pas

[1] Nic. Mach., *Oper. ined.*, p. 40.

la fièvre, mais le médecin. » Et il cherchait déjà le moyen de sauver une république corrompue. Il avait remarqué dans l'histoire qu'un homme seul en général est capable de fonder un gouvernement soit monarchique, soit républicain : Solon, Romulus, etc.; il en concluait « qu'un seul homme, une autorité presque royale pourrait, dans un État corrompu, conserver la liberté, si elle y existait encore, ou la lui rendre, si elle était perdue. » Et il invoquait l'usage admirable, selon lui, de la dictature chez les Romains : « Elle fit, dit-il, toujours du bien et jamais de mal à la république romaine. Dans les dangers imminents, il faut s'en servir ou périr; c'est l'autorité dont un citoyen s'empare qui nuit à la liberté, non celle qui est conférée par les suffrages libres du peuple[1]. »

Le fond des opinions de Machiavel était et est toujours resté républicain. Il n'en pouvait être autrement dans un pays où les républiques avaient jeté tant d'éclat, et où Florence, même sous les Médicis, avait toujours été réputée république. Il regrette la disparition des républiques italiennes, et regarde avec envie les bonnes villes libres alle-

[1] Il résulte pour moi de la lecture attentive des trois livres des *Discours sur Tite-Live* que le premier livre au moins, dont j'extrais tous ces passages, a été composé dès cette époque. Les répétitions fréquentes que l'on rencontre dans ces trois livres prouvent d'abord qu'ils ont été composés à de longs intervalles. On ne trouve que dans la première partie des allusions aux événements qui précèdent; les allusions aux événements qui suivent ne se trouvent que dans la dernière. — Voir livre I[er], ch. IX, XVI, XVII, XVIII, XXXIX.

mandes qui lui paraissaient aussi des républiques. Il estime qu'il y a encore moins de chances d'erreur, d'ingratitude dans les peuples que dans les princes, et croit, en fait d'amitié et d'alliance, qu'il vaut mieux se fier aux premiers qu'aux seconds.

Sa conviction républicaine n'est cependant pas étroite, exclusive. Il ne se dissimule pas les défauts de l'état populaire, l'instabilité, le caprice, l'entraînement, l'erreur, les factions, le désordre. « Le peuple, trompé par de fausses apparences de bien, dit-il, désire souvent sa ruine. Combien de fois ne l'entend-on pas crier, dans son ivresse, avec Dante : « Vive notre mort, périsse notre vie ! » Les fondateurs des monarchies véritables, c'est-à-dire libérales, lui inspirent autant d'estime que les fondateurs des républiques, surtout quand il considère combien il faut de conditions favorables pour qu'une république puisse durer. Florence elle-même, selon lui, n'a jamais « rencontré une forme de gouvernement qui lui mérite vraiment le nom de république ». Il donne des conseils pour empêcher un citoyen d'usurper l'autorité dans une république ; mais il donne avec non moins de complaisance les moyens de s'emparer de l'autorité en vue de réformer une république ou de la remplacer. Son admiration éclate pour ceux qui réforment les républiques, son horreur pour ceux qui les asservissent : « Tel, dit-il, qui aurait pu se faire un honneur immortel en fondant une république ou une monarchie, préfère, à sa honte, établir une tyrannie. » Mais il admet la tyrannie.

C'est un philosophe, non un sectaire politique.

On le voit bien. « Une révolution nécessaire peut s'opérer, dit-il, doucement, peu à peu, dans une république corrompue ; un homme sage qui démêlera les vices de la constitution pourra les corriger à temps ; mais de pareils hommes sont rares. Presque toujours il faut recourir à des voies extraordinaires, à la violence, aux armes, se rendre maître, en un mot, de l'État. » Il ne dissimule pas non plus le péril de ce moyen. « Le projet de réformer un État suppose, dit-il, un citoyen généreux et probe ; et se rendre maître violemment d'une république, accuse, au contraire, un homme ambitieux et méchant. Il se trouvera donc difficilement un homme de bien qui veuille, pour parvenir à un but honnête, prendre des voies condamnables ; ou un méchant qui se porte d'un coup au bien, et fasse un bon usage d'une autorité injustement acquise [1]. » Le succès, après tout, est pour Machiavel, qui est bien de son temps, et peut-être de tous les temps, la règle suprême : « Car, dit-il, un esprit sage ne condamnera pas un esprit supérieur qui use d'un moyen hors des règles ordinaires pour l'important objet d'organiser une monarchie ou de fonder une république. Le fait peut-il l'accuser, si le résultat l'excuse ? Ce résultat est-il bon, il est absous ! Il ne faut pas condamner la violence qui détruit, mais celle qui répare. »

Florence eut le bonheur de voir s'accomplir cette révolution sans violence et de tomber entre les mains d'un homme honnête, Pierre Soderini, et

[1] *Disc. sur Tite-Live*, liv. Ier, ch. IX, XVIII, XLIX, LII.

d'un conseiller singulièrement éclairé, Nicolas Machiavel. La majorité du grand conseil préféra en effet à deux autres citoyens Pierre Soderini, alors à Arezzo. Agé de cinquante ans, riche et cependant économe, apparenté même aux Médicis, il ne déplaisait pas trop aux grands, aux *ottimati;* et la cour qu'il avait toujours faite au peuple le lui avait recommandé. Il était sans enfants; on craignait moins de sa part l'idée de se perpétuer au pouvoir; et les nombreuses missions qu'il avait remplies, sans jamais se faire prier, témoignaient de son expérience et de son activité. Bien d'ailleurs de sa personne, l'air à la fois aristocratique et affable, fait pour plaire aux grands et flatter les goûts populaires, ayant la parole facile et abondante, il ne paraissait lui manquer, au premier abord, aucune des qualités nécessaires.

Peut-être Soderini avait-il rencontré déjà Machiavel dans les jardins de Bernardo Ruccellaï, alors en bons termes avec le futur gonfalonier. Il le connaissait certainement depuis que celui-ci était secrétaire des Dix. Toujours est-il que Machiavel fut de suite un de ces hommes de moyenne condition que Soderini chercha à s'attacher et peut-être celui dans lequel il mit le plus de confiance. Machiavel avait alors trente-quatre ans; il était pauvre de biens, riche d'esprit, avide de savoir et d'avoir; sa mine était vive et gaie, malgré son teint olivâtre; son front haut, son œil noir et un peu dur, ses traits longs et secs, sa bouche un peu épaisse, mais mobile et souriante, avec une pointe d'ironie. De là partaient tous ces traits hardis, pénétrants, précis, parfois cyniques,

qui décelaient de suite l'homme peu ordinaire. Tel était alors celui dont Guicciardini nous dit que Soderini fit aussitôt son homme à lui, son intime confident, « *uno uomo suo intrensico*[1]. »

Le rapprochement avait lieu de surprendre par le contraste. Aristocrate par richesse et par alliance, populaire par ambition, Soderini, vrai Florentin, était à tous et à personne. Heureux dans sa vie, il croyait tout facile parce qu'il était incapable de concevoir quelque chose de grand. Homme de ménagements et d'atermoiements, fait pour les temps ordinaires mais non pour les difficiles, merveilleux à éviter les responsabilités et à retarder les secousses, sinon à conjurer les révolutions, il était l'image de Florence indécise et neutre au milieu des grands changements qui s'effectuaient en Italie, et dont elle devait être aussi la victime. Machiavel avait des qualités ou des défauts qui n'appartenaient qu'à lui. Ambassadeur en France, il s'était montré adroit, discret, souple auprès du roi et de ses ministres, sans leur mâcher la vérité. Le cardinal d'Amboise lui disait un jour que « les Italiens n'entendaient rien à la guerre. — Et les Français rien, répondit-il, aux affaires d'État. » Il était plus indépendant encore vis-à-vis des magistrats de Florence. Il était net, incisif, dans ses rapports, tenait à ses sentiments et insistait d'une façon pressante pour qu'on suivît ses conseils. Il préférait les résolutions aux paroles, dont la république ne se faisait jamais faute. « Rappeler au

[1] *Op. ined.*, *Stor. flor.*, p. 318.

roi de France, disait-il à la république, l'antique fidélité de notre ville pour lui, l'abîme où elle est tombée, l'argent qu'elle a dépensé, les périls qu'elle a courus, les avantages que notre puissance en Italie lui apporterait, c'est chose superflue. Ces gens n'estiment que qui est armé ou prêt à donner. » Et il ne se gênait pas pour mêler à ces leçons ses propres récriminations sur le menu traitement que lui faisait la république ; car « il vivait dans un temps, disait-il, où on ne se travaille pas pour reculer. » Au gouvernement, comme secrétaire de la chancellerie et des Dix, il n'était jamais pour les demi-mesures. Il avait poussé à l'arrestation et à l'exécution de Paul Vitelli.

Sur le pouvoir dont Soderini était investi, Machiavel avait ses idées, empruntées aussi et aux anciens et aux manières de faire de quelques-uns des modernes. Le pouvoir remis aux mains d'un seul, dans l'intérêt de tous, il le voulait voir exercé avec énergie. « Un nouveau gouvernement, dit-il, se fait beaucoup d'ennemis et point d'amis. Menacé par un grand nombre, défendu par un petit, il n'y a pas pour lui de moyen de salut plus puissant, plus sûr, que celui-ci : la mort des enfants de Brutus. » Il souhaitait au fondateur de la liberté le cœur de Brutus pour ses fils. Plus tard, Machiavel, après une expérience qui le toucha de bien près, y revenait encore avec plus d'énergie. « Qui s'élève à la tyrannie, écrit-il, et ne fait pas périr Brutus, qui rétablit la liberté dans son pays, et, comme Brutus, n'immole pas ses enfants, ne se soutient que peu de temps. » Un sem-

blable pouvoir, Machiavel, il est vrai, ne veut pas qu'il dure, moins encore qu'il se transmette. « Un seul homme, dit-il, est capable de constituer un État; mais bien courte serait la durée de cet État, si le gouvernement en était toujours remis à un seul. Le moyen de le consolider, c'est de le confier ensuite aux soins et à la garde de plusieurs. Beaucoup d'hommes ne sont pas propres à créer des institutions; ils ne peuvent s'arrêter à un ensemble concordant, à raison de la diversité de leurs opinions. Mais, l'ensemble une fois établi, ils ne peuvent, par la même raison, jamais s'accorder pour le détruire[1]. » La dictature, pour Machiavel, n'était qu'un fléau passager, mais bienfaisant.

Soderini était un honnête homme; il n'avait certainement pas l'idée de violer la constitution, mais il n'était point non plus de la trempe d'un Brutus. Il continua à habiter sa modeste maison, sur l'Arno, près du pont *alla Caraija*, et il s'y contenta des cent écus d'or qu'on lui alloua pour représenter la république. Il employa, il est vrai, de préférence, dans les affaires, de petites gens dont il était plus sûr, et se dispensa de demander l'avis des plus riches et des plus honorables citoyens réunis en *pratiques*. Il ne se fit approuver que du conseil des *Quatre-vingts* et du *grand conseil*. Les grands, les *ottimati* évincés, les Salviati, les Ridolfi entre autres, ne cachèrent point leur mécontentement, leur opposition. Peu enclin à employer les tragiques moyens

[1] *Disc. sur Tite-Live*, liv. I, ch. XVI; liv. III, ch. III.

de proscription, d'exil, qui avaient été si souvent en usage dans l'histoire passée de Florence, Soderini supporta ses ennemis et crut désarmer la jalousie et la haine par ses bienfaits. Son économie, sa prudence, sa douceur, l'application aux dépenses de l'État de la surveillance et de l'ordre qu'il mettait à ses propres affaires, contentèrent et soulagèrent la république. Les charges furent diminuées et l'intérêt de la dette servi avec régularité.

Tout sembla favoriser d'abord le gonfalonier. Il apportait les meilleures dispositions du roi Louis XII, qui avait félicité les Florentins de leur choix. Le pape Alexandre VI, voyant Soderini ainsi protégé, ne put refuser le chapeau de cardinal, qui fut d'ailleurs bien payé, à son jeune frère Francesco Vittorio, qui paraissait avoir plus de goût pour les affaires politiques que pour celles de l'Église. On disait plus tard des deux frères, que « si Pierre Soderini avait été cardinal, il serait devenu pape, et si Francesco Vittorio avait été gonfalonier, il se serait emparé du gouvernement de Florence. » Pierre n'avait peut-être point toutes les qualités d'énergie et de décision nécessaires alors dans les affaires politiques. Machiavel voyait aussi pour Soderini une autre cause d'impuissance dans la faiblesse même de Florence, incapable, comme tous les États faibles, de prendre délibérément un parti. Soderini ressemblait trop à Florence pour lui apporter une décision qu'il n'avait pas. Élu par suite d'un compromis, il devait chercher à vivre de compromis.

Le gonfalonier donna une première preuve d'in-

décision quand César Borgia, à l'apogée de sa fortune, se trouva tout à coup menacé par la révolte de ses condottieri. Il envoie Machiavel auprès de César, pour l'observer, tout en prêtant l'oreille à ses ennemis. Machiavel s'ingénie de toutes les manières, sans rien conclure, à persuader au duc qu'une amitié, une entente cordiale, vaut tous les traités et engagements du monde. Mais il insiste auprès de Soderini sur le péril d'une neutralité qui laissera le vainqueur ennemi de Florence ou indifférent. Il voudrait traiter à bon marché avec César dans le premier moment du péril. Il voit venir, et il devine le moment où celui-ci, raffermissant sur des cadavres sa fortune un instant ébranlée, n'aura plus besoin de Florence et la menacera peut-être. Mais Soderini atermoie, ajourne, veut voir venir les événements; et Machiavel, enfin las de ne rien faire que surveiller César et éclairer inutilement Florence, demande son congé en disant : « Il ne faut pas venir dans de pareils lieux sans des *partis-pris*[1]. »

Envoyé à Rome au commencement du pontificat de Jules II, quand celui-ci cherchait à détruire César, et restait neutre entre les Français et les Espagnols, Machiavel se trouve encore condamné à louvoyer sans rien entreprendre et sans rien terminer. Le cardinal Soderini se plaint lui-même à Machiavel de ne recevoir à ce sujet aucune direction précise de la *Seigneurie*, et lui fait écrire à son frère qu'il ne peut se résigner à jouer deux

[1] Mach., 1re légation à la cour de Rome, *passim*.

rôles à la fois, à ménager tout le monde sans rien faire. La république n'a d'autre pensée que d'exciter la jalousie ou les colères du nouveau pontife contre Venise ou d'obtenir quelque secours de la France contre Pise, pour prix de son alliance. Machiavel écrit vainement à la Seigneurie : « Vous devez faire fonds sur autre chose que sur les armes et sur l'argent d'autrui. De la cour de Rome, vous n'aurez jamais que des brefs et des monitoires, et de la cour de France que des promesses et des forfanteries. C'est à vous à regarder l'Italie en face et à réfléchir. » Mais la république veut toujours obtenir sans rien donner, gagner sans rien faire; et Machiavel finit par dire avec quelque mauvaise humeur à ceux qui l'envoient: « Si les affaires ne vont pas comme vous voulez, il n'en faut accuser que les malheurs du temps et la destinée des faibles. »

On accusait Machiavel de trancher dans ses dépêches du « rhéteur et du bel esprit », il méritait néanmoins le témoignage que lui rendait alors le cardinal Soderini : « Pour la fidélité, l'activité, la prudence, il n'y avait rien à désirer en lui. » On l'envoya en France, où l'on avait besoin de lui; et c'est beaucoup dire; car, à cette époque, le sort des États italiens dépendait beaucoup plus de la dextérité de leurs ambassadeurrs que de l'habileté de ceux qui les gouvernaient. Machiavel se trouve donc en France (1503) comme secrétaire de l'ambassadeur Vettori, sa naissance et son âge ne permettant pas qu'on lui donnât rang d'ambassadeur. Mais il vit les ministres, souvent même le roi, comme il avait vu le

pape à Rome. C'est presque toujours lui qui agit, va, vient, écoute, parle et écrit à la Seigneurie. Il était chargé de faire comprendre la ville de Florence dans la trêve que Louis XII concluait avec l'Espagne et d'obtenir la permission d'agir contre Pise, après l'avoir isolée. Le secrétaire florentin eut plus d'une fois à supporter les boutades du cardinal d'Amboise ou du roi, qui reprochaient à Florence de faire entendre toujours les mêmes doléances, la même chanson ; mais il réussit dans sa mission, non sans avoir répandu, comme c'était l'habitude, l'argent de Florence autour de lui [1].

Le gonfalonier avait alors pris à la solde de la république le condottiere Jean-Paul Baglione, des Colonna et des Vitelli, barons romains toujours aux plus offrants. Pise, qui aurait été chercher des appuis jusqu'en enfer, s'adressa alors à ses voisins, au seigneur de Piombino, à la république de Lucques, à Pandolfe Petrucci, maître de Sienne. Les condottieri de Florence se répandent dans les campagnes de Pise et y détruisent le blé en herbe, tandis que des galères louées empêchent aussi les ravitaillements que Gênes fait arriver par les bouches de l'Arno. Pise résiste. Pour couper court du côté de la mer à toute communication, le gonfalonier eut un instant l'idée de détourner de la ville même de Pise le cours de l'Arno en lui traçant en amont un autre lit. On y dépensa pendant deux mois quantité de bras et des sommes énormes et on fut obligé

[1] Mach., 1[re] légation à la cour de France.

d'y renoncer. Soderini, à bout de moyens, voulut alors recourir à la douceur, promit l'amnistie et la conservation de leurs biens à tous ceux qui sortiraient de Pise. Les Pisans lâchèrent, dans un moment où ils étaient déjà fort affamés, toutes les bouches inutiles, et le reste des défenseurs n'en fut que plus déterminé à la résistance.

Au commencement de 1505, le condottiere de Pise, Tarlatino, sort de la ville assiégée, surprend, au pont Capellèse, avec un petit nombre d'hommes, un fort détachement de troupes toscanes, et les bat complétement. Paul Baglione, qui avait déjà reçu sa condotta pour l'année, saisit ce prétexte et quitte la Toscane avec ses troupes. Machiavel, détaché (8 avril) auprès de ce traître, cherche à réveiller en lui tous les sentiments d'honneur et de fidélité ordinaires aux hommes de guerre. Rien n'y fait; il surprend entre lui, les Lucquois, et Pandolphe Petrucci, de Sienne, des relations suspectes. On complote évidemment quelque chose contre Florence. C'est elle maintenant qui est menacée[1].

En effet, un des jeunes condottieri les plus renommés, Barthélemy d'Alviano, de la maison Orsini, errait alors avec ses soldats sans emploi sur les confins de la Toscane et des États de l'Église. Il pouvait d'autant moins rester les bras croisés qu'il n'avait ni ville ni châteaux où il pût séjourner: il sentait le besoin de s'asseoir quelque part. Il donne tout à coup rendez-vous à Paul Baglione et à Pan-

[1] *Négoc. dipl. de la Fr. avec la Tosc.*, amb. de Pandolfini.

dolphe Petrucci au château de Piegaï, sur les confins de Pérouse et de Sienne. La république demande à Louis XII la permission de prendre pour capitaine général le marquis de Mantoue, avec trois cents lances, et Machiavel part pour Mantoue (4 mai). Mais il ne peut rien conclure. Le gonfalonier est plus heureux auprès d'Hercule Bentivoglio, fils du seigneur de Bologne; et un commissaire général, un Florentin qui se connaissait en fait de guerre, Antonio Giacomini, reçoit l'ordre de lever en hâte des hommes, à force d'argent, dans le territoire toscan, pour former une armée. Enfin Machiavel va trouver Petrucci, qui paraissait être l'âme du complot, et qui cependant dénonçait à la Seigneurie le terrible Barthélemy d'Alviano comme un ami de Pise et un partisan des Médicis.

Ce Pandolphe Petrucci était un des grands fourbes de ce temps, si fertile en fourbes. Citoyen de Florence, il avait été aidé par Laurent le Magnifique à s'emparer du pouvoir à Sienne. Après la chute des Médicis, il s'était emparé, sur Florence, de la ville de Montepulciano. La république débonnaire le soutenait cependant, le protégeait même. Pandolphe acceptait tout et ne rendait rien. Maintenant il avait un légat à la cour de France pour desservir la république de Florence, et, sous main, il secourait Pise, tout en protestant de son dévouement. Le 17 juillet, Machiavel est auprès de Pandolphe, à Sienne. Celui-ci l'accable d'informations officieuses, d'offres de service, lui dévoile tout ce qu'il sait. « D'Alviano, dit-il, a l'appui secret

du vice-roi de Naples, Gonzalve, des Vénitiens, du pape lui-même. C'est le plus grand danger que la république ait jamais couru; mais il se met à sa disposition. » Chaque jour des donneurs d'avis et des faiseurs de rapports viennent confirmer ces dires, en y mêlant force déclamations contre le tyran de Sienne, pour mieux tromper le secrétaire, mais aussi de grandes forfanteries sur son crédit et sa puissance. La république florentine, à les en croire, n'a plus qu'à se jeter dans les bras de cet homme « qui a le pied dans mille étriers et qui sait toujours s'y tenir de manière à pouvoir l'en tirer à son gré ».

Machiavel est un instant étourdi. Il n'a pas grande confiance dans Petrucci, mais Barthélemy d'Alviano s'avance avec des troupes. Sur ces entrefaites, Gonzalve de Cordoue fait passer des cavaliers et des piétons sur des galères à Piombino. Pandolphe redouble de renseignements de toute sorte et de preuves de dévouement. Il est prêt, si la république le veut, à se mettre à sa solde, à la défendre, pourvu qu'on ne lui réclame plus la forteresse de Montepulciano que les Siennois, ses sujets, ont tant à cœur de garder. Machiavel enfin éclate. Il accuse vivement Pandolphe de le fatiguer tous les jours de renseignements contradictoires; il le presse de s'expliquer, l'embarrasse, le fait pâlir, le quitte et va informer la Seigneurie que tout le beau zèle de Pandolphe n'a d'autre but que d'attraper l'argent de Florence pour la battre avec ses propres verges. La république fut heureuse d'obtenir de Ferdinand le Catho-

lique, par Gonzalve de Cordoue, l'envoi de quelques troupes de secours [1].

Barthélemy d'Alviano, avec un Orsini, un Vitelli, trois cents hommes d'armes et cinq cents piétons, faisait en effet son coup de tête. Il pénétrait par la côte de Sienne en Toscane et errait entre Pise et Florence pour guetter quelque occasion. La Seigneurie envoya ordre à Giacomini et à Hercule Bentivoglio de lui couper les vivres, de le harceler sans rien aventurer. D'Alviano essaya de les attirer au combat; ils se retirèrent sous le canon de Campiglia. Alors, par le chemin de la tour de Saint-Vincent, d'Alviano tourna vers Pise, qui l'appelait. Mais il fut fort étonné, en arrivant près de la tour Saint-Vincent, de se voir attaqué en tête par Hercule Bentivoglio, qui l'avait devancé, et en queue par Antonio Giacomini, qui l'avait suivi. D'Alviano essaya de faire face des deux côtés, reçut deux blessures, vit les siens tomber ou fuir, perdit tous ses drapeaux et ne sauva qu'un petit nombre de chevaux.

Dans la joie de ce petit triomphe, Soderini voulait en finir avec Pise. Ses adversaires assurèrent qu'il valait mieux d'abord se venger de Sienne et de Lucques pour achever d'isoler Pise et la réduire après. Soderini, les laissant de côté, fit sa proposition au conseil des *Quatre-Vingts* et au *grand conseil*, demanda cent mille ducats, et enleva la majorité. Toujours heureux des partis décisifs [2], Machiavel écrivit au commissaire général pour lui

[1] Machiavel. Légation à Sienne. Ab. Desj., Pand., 1506.
[2] Mach., *Oper. ined.*, Sped. contr. Pisa del 1505.

communiquer les ordres de la Seigneurie et prendre avec lui les mesures nécessaires. Malheureusement, Gonzalve de Cordoue, qui avait prêté ses hommes de Piombino aux Florentins pour arrêter l'Alviano, les leur retira maintenant pour ne pas voir succomber Pise; et Hercule Bentivoglio et Giacomini n'eurent plus, outre des cavaliers inutiles dans un siége, que des piétons levés à la hâte et sans habitudes militaires.

Les deux chefs commencèrent cependant l'attaque le 6 septembre, avec seize canons et plusieurs autres pièces contre le mur qui est entre la porte de Calci et le *torrione* de Saint-François. Ou ouvrit une brèche. Les Pisans, avec leur courage ordinaire, refirent sous le fèu une nouvelle muraille. Hercule ordonna alors aux piétons de donner l'assaut. Ils ne trouvèrent pas la brèche assez large. On l'élargit en canonnant encore toute une journée, et on disposa de nouveau l'infanterie pour l'assaut; mais, cette fois, l'infanterie refusa net de marcher. Prières, menaces du commissaire et du général, des officiers, tout fut inutile. Hercule et Giacomini, honteux, donnèrent l'ordre de la retraite et décampèrent. Hercule retourna à Bologne. Quant à Giacomini, qui passait déjà pour un habile homme, il n'osa reparaître dans Florence, et mourut, dit Machiavel, « victime de la mobilité et de l'ingratitude populaire ».

La république avait fait une expérience suffisante de sa diplomatie de lamentation et de marchandages (*mercanterie*) perpétuels. Elle savait aussi ce que

valaient les condottieri et les mercenaires. Protecteurs et serviteurs, tous ne cherchaient qu'à lui tirer de l'argent. Les premiers se faisaient payer des soldats qu'ils ne fournissaient pas, les seconds ne gagnaient pas l'or qu'on leur donnait. L'étude de l'histoire avait sur ce point édifié Machiavel, aussi bien que l'expérience même des choses. Il avait traité avec les condottieri et il disait d'eux : « Ce ne sont pas des soldats, ce sont des brigands. » Républicain, il sentait que les meilleures, même les plus libres institutions, se corrompent quand elles ne sont pas soutenues par la force des armes : « Ce sont, disait-il, des palais dorés où résident les rois, mais qu'une toiture ne met pas à l'abri de l'orage. » Citoyen, il croyait cependant que, dans un État bien réglé, les armes ne devaient pas être un métier, une profession qui condamne des citoyens par état à aimer la guerre, à la faire naître, à la prolonger, à la perpétuer pour en vivre. Il aurait voulu qu'elles fussent plutôt un usage, un exercice pour tous, en temps de paix, et l'obligation pour chacun, en cas de guerre, de combattre pour le pays ; de sorte que, la guerre faite, tous reprissent leurs occupations habituelles ; car, disait-il, « c'est la guerre qui fait les voleurs, c'est la paix qui les pend, et il ne faut faire la guerre que pour obtenir la paix, et non troubler la paix pour avoir la guerre. »

Machiavel introduisait déjà dans le premier livre de ses *Discours sur Tite-Live* ces idées qui se retrouveront plus tard dans son traité de l'*Art de la guerre*. Elles faisaient l'objet de ses fréquentes con-

versations avec ses compatriotes. Il profita des circonstances navrantes dans lesquelles se trouvait Florence pour persuader au gonfalonier Soderini de laisser de côté les condottieri et les mercenaires, et de tenter de former une armée de citoyens, une milice nationale pour les besoins de la guerre. C'était, disait-il, « le meilleur moyen d'éviter ou la corruption par l'énervement physique et moral, ou la tyrannie par l'usurpation des gens de guerre[1]. » Savonarole avait voulu mettre Florence au régime d'un couvent. Machiavel la conviait au régime de Sparte ou de Rome. Rien de plus difficile aussi que d'opérer une pareille révolution. La mollesse ou la défiance des gens riches, la paresse ou les besoins des petits, y répugnaient. Le gonfalonier et Machiavel avaient déjà préludé à cette innovation les années précédentes par des levées de pionniers, de sapeurs et d'hommes de train, dans le Casentin et le Mugello, pour faire le dégât et les travaux d'approche ou de siége contre Pise. On avait même essayé de lever, d'organiser des recrues pour le combat et l'assaut. Faute d'exercice, elles n'avaient point rendu encore de grands services. Il fallait opérer hardiment cette révolution morale et militaire.

Machiavel se chargea de soutenir devant le conseil des Quatre-vingts la proposition d'une milice nationale. Il appela à son aide le raisonnement, et les exemples tirés de l'histoire ancienne ou de celle

[1] Voir les Instr. de Mach. aux comm. *Op. ined.*, Sped. contr. Pisa.

de son pays. On l'entend à travers ses *Discours sur Tite-Live* et son *Art de la guerre*. Florence, devenue riche, avait cru pouvoir se défendre avec les poitrines d'autrui, attaquer avec les bras des autres. « L'argent, avait-elle dit, c'est le nerf de la guerre; » et elle avait poussé la foi en cet axiome jusqu'à acheter ses capitaines et ses soldats. Machiavel s'élève avec force contre cette opinion commode. « Ce n'est pas l'or; ce sont les bons soldats, dit-il, qui font le nerf de la guerre. L'or ne donne pas de bonnes troupes; ce sont les bonnes troupes qui donnent de l'or, » et il cite contre les Carthaginois l'exemple des Romains. « N'y a-t-il pas des soldats partout où il y a des hommes? Ce n'est point la nature qui fait défaut, mais les princes ou les républiques qui ne savent point en tirer parti. Donc, point de troupes étrangères, auxiliaires ou mercenaires. » Les princes ecclésiastiques, les premiers, étrangers au métier des armes, les papes ont, assure-t-il, donné l'exemple de combattre avec les bras des autres. C'est de Rome que cette habitude a infecté toute l'Italie. « Mais les troupes auxiliaires ou mercenaires, vaincues, vous ruinent en pure perte, victorieuses, vous tiennent à discrétion. Si elles vous défendent, c'est pour vous opprimer; si elles conquièrent, c'est pour elles-mêmes. Mieux vaut être battu avec ses propres troupes que victorieux avec des troupes étrangères. Un traité avec l'ennemi qui est au dehors est moins désavantageux qu'une convention avec les mercenaires qu'on introduit dans la place. Florence n'en est-elle pas la vivante preuve? Elle se rend tribu-

taire de l'étranger, même de petits princes de la Romagne, d'un seigneur de Piombino, d'un seigneur de Città-di-Castello ; et, quand l'ennemi met le pied sur son territoire, elle se trouve réduite à ses murailles. Si elle était militaire, guerrière, armée de ses propres soldats, ce sont ses voisins qu'elle aurait pour tributaires ; ils chercheraient non à lui vendre leur amitié, mais à acheter la sienne [1]. »

Machiavel convainquit le conseil des *Quatre-Vingts* et le *grand conseil*, et rédigea dès 1506 les *provisions* pour organiser dans le territoire de Florence la milice nationale, ce qu'on appela *l'ordinanza militare*. Il est curieux de le voir, dans l'exposé des motifs, invoquer à la fois l'exemple des anciens, la protection de Marie toujours vierge, et de saint Jean-Baptiste, avocat et protecteur de la république. La *provision* ordonnait le relevé de toute la population valide de la Toscane, par province et par commune ; elle réglait le choix des plus aptes au service, les organisait par compagnies sous des colonels et capitaines, déterminait le vêtement, l'armement, la durée des exercices à l'allemande, l'époque des revues, la forme de l'appel sous les armes, et constituait une commission de *Neuf* citoyens pour l'exécution de la loi. Machiavel, avec un grand sens, insiste pour que Florence se préoccupe surtout de l'organisation de l'infanterie, qui a rendu puissants tous les grands peuples militaires. Les condottieri avaient mis la cavalerie en honneur, parce qu'avec

[1] Machiavel, *Disc. sur Tite-Live*, liv. I, ch. XXI ; liv. II, c. IV, et *Art de la guerre*.

peu de chevaux, ils pouvaient aisément se mettre en crédit et paraître. C'est plus tard seulement, en 1511, qu'il se fera charger de rédiger une provision pour la cavalerie. Il pressent que l'infanterie est bien l'arme moderne et démocratique.

Le secrétaire florentin ne tint pas seulement la plume; il mit la main à l'œuvre. Nous le trouvons dès 1506, dans le Mugello, occupé à faire les premières expériences de l'inscription, du choix et de l'exercice des hommes. Il y procède avec gaieté; il descend dans les plus minces détails. Quand les *Neuf* de l'*ordinanza* entrent en fonction, en janvier 1506, il écrit souvent de sa propre main encore les ordres, instructions et provisions, pour généraliser la mesure dans tout le territoire, avant de l'appliquer à Florence elle-même [1], et il assiste fréquemment de sa personne aux revues. Il voudrait une infanterie de dix mille hommes. « C'est l'œuvre, » dit avec raison Macaulay, « qui fait le plus d'homeur à l'esprit et au cœur de Machiavel. »

Le secrétaire florentin aurait voulu que Pierre Soderini se mît à la tête de l'armée nationale. Les chefs d'État, selon lui, doivent faire de l'art de la guerre leur principale étude et préoccupation. C'est la science principale de ceux qui gouvernent. En prenant d'autres généraux qu'eux-mêmes, ils tombent à la discrétion soit des étrangers, soit de leurs inférieurs. Machiavel n'était pas homme à mépriser la diplomatie; mais il la place bien au-dessous de

[1] Mach., *Op. ined.*, p. 303. *Arch. storico, sur les Inst. mil. du* XIII[e] *au* XVI[e] *siècle.*

l'art de la guerre. « Nos princes, dit-il, se sont imaginé qu'il leur suffisait de savoir écrire une belle lettre, tourner une réponse piquante, ourdir une bonne fourberie, se parer d'or et de pierreries, s'entourer de courtisans, se plonger dans la volupté, manger, dormir et jouir plus splendidement que les autres. Les malheureux ! c'est avec tout cela qu'ils ont perdu leurs États. »

Malheureusement Soderini comptait plus de cinquante ans, et n'était qu'un bourgeois, un diplomate. Il fallait se résigner à confier le commandement à un étranger, à un condottiere. Ils jetèrent les yeux sur don Michelotto, un Espagnol. Il était de l'école de César Borgia, et avait servi sous lui. C'était un bon militaire, mais terrible, cruel, redouté. Machiavel ne s'en effraya pas. N'avait-il pas su sauver la république de Paul Vitelli ? Michelotto était d'ailleurs pauvre, sans domaines, facile par conséquent à contenter et à tenir fortement en bride. Les bourgeois, les grands, étaient moins rassurés. Ils voyaient déjà avec peine l'organisation de la milice, de crainte que le gonfalonier ne se servît de ces paysans armés pour usurper le pouvoir ; mais le peuple de la ville, à la vue des nouveaux soldats qui paradaient à la suisse sur les places dans leurs uniformes blancs et rouges, commençait à se convertir [1]. Soderini, après avoir fait tâter les principaux citoyens par Machiavel, fit adopter la proposition de prendre Michelotto pour condottiere par le *petit* et le *grand conseil*,

[1] Guicc., *Oper. ined.*, *Stor. fior.*, p. 323.

qui, toujours à sa discrétion, l'approuvèrent encore cette fois.

De grands événements se préparaient alors en Italie. Jules II, maître de Pérouse et de Bologne, commençait à se découvrir. Les rois d'Espagne et de France, alors étroitement unis par un mariage de famille, se rapprochaient encore davantage (1507). Ferdinand le Catholique débarquait à Naples pour s'affermir dans le royaume. Louis XII, apprenant le soulèvement de Gênes, comptait son argent, ses soldats, et jurait tous les jours qu'il allait repasser les monts. Florence, qui n'était pas prête encore, envoya des ambassadeurs au roi *Catholique*, à Louis XII, à Jules II. « C'est le moment, » disait-elle, en faisant allusion aux succès de Jules II, « de faire rendre à chacun le sien. » Elle proposa des troupes à Louis XII contre Gênes, s'il voulait lui en promettre après contre Pise. Elle offrit à Ferdinand le Catholique des vaisseaux pour reprendre aux Vénitiens ses villes de l'Adriatique. Ferdinand, avant de commencer l'opération, demanda cent vingt mille ducats. Outre des secours contre Gênes, Louis XII réclama, chose faite, tous les frais de l'entreprise, et, de plus, un bon pourboire (*beveraggio*) au maréchal de Chaumont. « C'était cher, car un jour de son artillerie lui coûtait un trésor [1]. » Florence ne se pressa pas; Gênes fut prise et châtiée sans son secours; et, quand son ambassadeur reparla de Pise au ministre de

[1] Ab. Desj., *Négoc. dipl.*, ambass. Pandolfini, 1506 et 1507.

Louis XII vainqueur, celui-ci donna des défaites, et ajouta : « Vous autres Florentins, vous êtes des hommes lents qui ne savez jamais conclure à temps. »

Pierre Soderini n'était pas seul coupable de ces lenteurs. L'opposition des riches le paralysait encore. Le *petit* et même le *grand conseil* n'étaient pas toujours prêts à payer. Soderini cherchait bien par des chicanes légales à évincer ses adversaires ; mais ceux-ci lui disputaient le terrain pied à pied. Sollicité par le pape, qui voulait faire de lui un épouvantail, de venir se faire couronner en Italie, Maximilien, en 1508, tenait une diète à Constance, pour en obtenir de l'argent et des hommes. Comme les autres États chrétiens, la république crut utile d'y envoyer aussi un ambassadeur. Soderini s'en tenait à l'alliance française, utile à lui et à son frère le cardinal, malgré les déboires de la république ; et il voulait avoir, en Allemagne, un homme sûr. Il fit d'abord élire Machiavel, mais ses ennemis s'écrièrent qu'on n'obtiendrait rien ainsi de Maximilien, qu'il fallait envoyer un homme considérable et non un homme de peu. Toujours faible, le gonfalonier consentit à l'annulation de l'élection et à l'envoi d'un Vettori. Mais les rapports de celui-ci semblaient très-contradictoires, et les exigences impériales dont il informait la république étaient inquiétantes. Soderini arracha enfin l'envoi de Machiavel, son bras droit, auprès de Maximilien.

L'empereur demandant aussi de l'argent pour donner licence de prendre Pise à la dernière extré-

mitié, Machiavel était chargé de lui offrir, en cas que son arrivée en Italie fût bien certaine, cinquante mille ducats. Triste mission aussi que celle-là. Machiavel enfla, réduisit ses offres, avança, recula les termes des payements selon les plus ou moins grandes probabilités de l'arrivée impériale en Italie. Il montra beaucoup de dextérité dans ce marchandage, et Maximilien, *sans argent*, beaucoup d'avidité. Mais, sans compromettre l'argent de la République, il atteignit la déconfiture des troupes de Maximilien à Cadoro, c'est-à-dire la certitude qu'il ne viendrait pas encore, pour cette fois, en Italie.

Cependant, à force de déléguer des commissaires dans les provinces et les podesteries, les *Neuf* de l'*ordonnance militaire* avaient à peu près levé leur milice de dix mille hommes. Pourvus d'armes, d'uniformes, ils passaient des revues, s'exerçant à la marche, à l'arme blanche, au tir, et observaient, sous leurs colonels et leurs capitaines, pour la plupart Allemands ou Suisses, quelque discipline. Soderini voulut en faire l'épreuve contre Pise. Cette velléité lui valut une avanie nouvelle. Mécontent des avances faites par la République à Maximilien, Louis XII somma (19 mai) Florence de suspendre, quant à présent, toute attaque contre les Pisans, et envoya un certain Michel Riccio lui porter ses plaintes et ses raisons. C'était encore un moyen de mettre à prix sa tolérance ou sa connivence. La République comprit et se montra disposée à faire ce qu'il fallait. Aussitôt, un envoyé de Ferdinand en Toscane descendit à Pise d'abord, pour l'exciter à la résistance,

puis à Florence, pour lui vendre aussi la permission de forcer la rebelle. La République renvoya la double négociation à son ambassadeur de France, et, provisoirement, se mit en devoir d'agir contre Pise. Mais, tandis que Machiavel, faisant œuvre de général, d'administrateur, d'ingénieur, affermit la discipline de la milice, entoure et resserre par des travaux la place qu'il veut réduire, et qu'un pirate de Porto Venere, surveille les embouchures de l'Arno, un ordre de Louis XII enlève tout à coup le pirate de Porto Venere à Florence, et envoie le gouverneur du Milanais, maréchal de Chaumont, avec 600 lances au secours de Pise.

Le roi de France venait de se liguer avec l'empereur, avec le roi d'Espagne, avec le pape, à Cambrai, contre Venise. Ils allaient commencer la guerre; on voulait bien abandonner Pise, mais la faire payer cher aux Florentins. Les ennemis de Soderini jetèrent les hauts cris. Pourquoi n'avait-on pas plus tôt conclu avec les deux rois la convention pécuniaire? Son crédit baissa. L'archevêché de Florence, alors vacant, fut donné, non à son frère, le cardinal, mais à un Pazzi, qui était un ennemi. Filippo Strozzi, un autre adversaire, noble et riche personnage, épousa une Médicis. Les amis de Soderini accusèrent celui-ci de trahison. Les *Huit* se réunirent, mais pour condamner seulement Strozzi à un mois d'exil. Au milieu de ces circonstances, Soderini affaibli, traitant pour la chute de Pise, en passa partout où voulurent ses bons et magnanimes alliés et patrons.

Florence avait déjà consenti à payer une somme de cinquante mille ducats à chacun des deux rois pour l'abandon de Pise pendant un an. Maintenant Louis XII demandait, en outre, cinquante mille ducats pour lui, et vingt-cinq mille pour ses ministres. Il avait le pied sur la gorge de la République ; car ses six cents lances partaient de la Lombardie pour la Toscane, et il allait lui-même passer les Alpes [1]. Ce n'était pas la dernière honte réservée à Florence. Il lui fallut, un peu plus tard, payer encore, à Maximilien, quatre mille ducats, parce que Pise était terre d'empire.

Triste spectacle que la reddition de la malheureuse cité ! Les paysans des environs étaient maintenant contre elle. Les assiégeants, qui ne voulaient pas donner l'assaut, avaient palissadé l'Arno pour arrêter les arrivages ; le corsaire Bardella surveillait les embouchures ; toutes les routes étaient occupées. On voulait littéralement la faire mourir de faim. Les plus ardents au gouvernement de Pise parlaient de résister jusqu'au bout. Mais le peuple, exténué, hâve, commença à crier autour du palais des *Anziani : Du pain ou la paix !* Machiavel conduisit la dernière négociation qui ramena Pise, comme il s'exprime, à son ancienne chaîne, *all' antiqua catena.* Ici on le reconnaît encore. Les Pisans demandaient d'abord au seigneur de Piombino sa médiation. Machiavel se rendit auprès du seigneur, s'aperçut qu'on voulait traîner en longueur et rompit dès le premier en-

[1] *Nég. dipl. de la Tosc.*, Ab. Desj., t. II, ann. 1508 et 1509.

tretien. Fidèle à sa théorie, qu'il faut désarmer le rebelle par le pardon complet ou par la ruine, il avait cependant conseillé et obtenu de Soderini le premier moyen. Mais il voulait mener promptement la négociation à sa fin. Des envoyés de Pise arrivèrent enfin avec de pleins pouvoirs ; Machiavel apprit d'eux que le vin, l'huile, le vinaigre, le sel, les souliers manquaient ; que le blé se vendait deux écus d'or le boisseau. Il les envoya à Florence et continua avec les commissaires le blocus le plus sévère.

Quand les espérances de paix parurent enfin fondées, les commissaires laissèrent quelques Pisans affamés sortir, pénétrer dans leur camp, prendre quelque nourriture et emporter des provisions. « Il était bon, écrivit Machiavel, de communiquer un peu avec ces obstinés, pour les apprivoiser et adoucir leur humeur. » Mais il priait en même temps la Seigneurie de conclure pour n'être point dupe de son bon vouloir ; et, après avoir fait tâter aux Pisans d'un peu d'abondance, il redevint avec eux plus sévère. « Nous avons pensé qu'il serait trop dur, écrit-il encore, d'empêcher les Pisans, venus de nouveau hier en grand nombre, d'emporter du pain, puisqu'on l'avait fait une fois. Mais, aujourd'hui qu'il en est encore venu, nous en avons laissé entrer beaucoup moins et ils n'ont emporté que peu de pain. Demain nous les tiendrons plus serrés encore, quoique toujours avec de bonnes paroles ; nous les empêcherons de rien emporter. » Machiavel ne se montra cependant pas si dur ; il avoue

dans des lettres postérieures qu'on ne pouvait empêcher les Pisans de venir un peu se refaire dans le camp des Florentins.

Déjà, à moitié réconciliés, les assiégeants et les assiégés apprirent l'heureuse fin des négociations. La République victorieuse pardonna aux vaincus toutes leurs offenses, laissa à la cité ses anciens privilèges, ses magistratures indépendantes, et rendit aux citoyens tous leurs biens-fonds. Tout était remis en l'état comme avant la révolte ; et, ce qui honore le plus Florence, pour ce temps, elle se montra d'une scrupuleuse fidélité dans l'exécution de ses engagements. Le roi de France, vainqueur alors de Venise et complimenté par Florence sur ses grands succès, félicita aussi la République de son bonheur, mais avec une bonhomie narquoise. « Vous êtes maintenant, dit-il aux ambassadeurs florentins, la première puissance de l'Italie. Faudra-t-il vous appeler *sérénissimes* ou *illustrissimes?* »

Combien Florence n'avait-elle pas perdu ! A défaut du sens politique qui ne lui faisait pas assez défaut pour qu'elle s'abusât complétement, l'abaissement des lettres et des arts l'avertissait que tout était changé. L'éclat diminuait avec la force.

Avec les Médicis, les dilettantes, amateurs de l'antiquité, avaient presque entièrement disparu. Machiavel parvenait difficilement à entraîner ses compatriotes vers l'imitation des anciens, dans la politique et les affaires. Il restait presque seul de son école. Dans ces temps humiliants et difficiles, la pointe

même des plaisirs délicats n'aiguillonnait plus la poésie, et la muse s'en tenait à observer froidement la nature dans le miroir des anciens. Après Virgile, Giovanni Ruccellaï décrivait les mœurs des abeilles (*le Api*) en vers *sciolti* ou non rimés, parce que les abeilles n'aiment pas les échos. Après Pline et Columelle, Alamani rimait un traité d'agriculture (*la Coltivazione*), et ne rencontrait l'originalité et le sentiment que lorsqu'il décrivait les effets de cette poudre, de ces armes à feu, si redoutées de ses compatriotes, et les douleurs de l'exil auxquelles les infortunes du temps les condamnait souvent, comme il l'éprouva lui-même.

Les beaux-arts souffraient aussi de la parcimonie de Soderini ou de la mauvaise volonté des Conseils. Michel-Ange, pour la République, fait sortir d'un bloc informe de marbre dont on n'espérait rien son *David*, qu'on dressa alors sous la *Loggia dei Lanzi*. Soderini lui en commanda un autre en bronze, pour l'offrir au ministre de France, Robertet, qui aurait voulu tirer aussi de lui une colonne pour servir de socle. Mais Soderini, dont le républicain Michel raille souvent le médiocre goût, n'était point un magnifique; il lésinait sur ses commandes d'art comme sur ses marchés politiques. Dans un moment de ferveur il avait voulu orner de huit statues *Santa Maria del Fiore*. Un *Saint-Matthieu* seul fut terminé. Il confia un jour une muraille de la salle du conseil au *palais Vieux*, à Léonard de Vinci, qui vieillissait, et une autre à Michel-Ange qui était dans la force de l'âge, pour les peindre à

fresque. Léonard prit un sujet du moyen âge, un épisode de la bataille d'Anghiari; puis il s'en dégoûta, abandonna l'œuvre imparfaite et emprunta de l'argent à ses amis pour rendre ses avances à Soderini qui les lui redemandait. Michel-Ange choisit pour sujet la guerre de Pise; accaparé par l'impétueux Jules II, il n'eut que le temps de faire ces célèbres cartons qui furent toute une école pour les peintres, et qui ont été détruits peut-être au milieu d'une révolution ultérieure par un rival.

Les temps n'étaient point favorables. On avait la guerre étrangère ou intestine. Le commerce était interrompu par les vicissitudes de la politique, les campagnes ravagées par les gens de guerre. Il fallait payer pour n'avoir pas la guerre, payer pour la soutenir, payer ses amis, ses ennemis, ses condottieri, ses soldats et ses milices, et les sources de la richesse tarissaient. Après la chute de Pise, à la fin de 1509, la République avait encore à payer les ducats que demandait l'empereur Maximilien. Le secrétaire florentin fut chargé d'aller les lui porter, avec toutes les précautions possibles, au milieu même des armées et de la guerre, à Mantoue. Témoin des atrocités des troupes allemandes dans les villes et de l'explosion des résistances locales ou nationales, il laisse échapper un cri à travers la froideur diplomatique de dépêches qui pouvaient être interceptées. « Si l'on continue, dit-il, à entretenir le désespoir des habitants et qu'on laisse vivre les Vénitiens, il peut survenir en une heure tel événement qui fera repentir et les souverains, et les papes, et nous-

mêmes, de n'avoir pas fait notre devoir, lorsqu'il en était temps encore[1]. »

Jules II chercha bientôt à provoquer cette heure et cet événement. Entre le pape et Louis XII maintenant aux prises, Florence hésitait encore. Elle envoya Machiavel en France (juin 1510). Les instructions rédigées par le gonfalonier montrent que l'intérêt des Soderini primait parfois celui de la République et de l'Italie. Le roi, pour l'orage qui s'approchait, voulait absolument savoir quels étaient ses amis et ses ennemis, et il demandait péremptoirement que la République mît des troupes à sa disposition. Le ministre Robertet cherchait même à entraîner la République, faisant luire à ses yeux l'espoir de l'acquisition de Lucques ou du duché d'Urbin. « Le moment de nouveaux troubles, disait-il, est celui où la bonne volonté peut espérer gagner quelque chose. »

Partisan des résolutions promptes et tranchées, Machiavel penche visiblement de sa personne vers cette politique. « L'occasion a une vie courte, dit-il, et, dans les grandes parties, il faut savoir mettre franchement à l'enjeu. » Il n'est pas tenté du tout de se mettre du côté d'un prêtre, même grand pontife. Le diplomate laïque voit surtout dans Jules II l'Église, et le républicain de Florence flaire en lui le prince romain. « Que Dieu laisse arriver ce qui sera le meilleur, » s'écrie-t-il, en faisant voir le fond de sa pensée; « en vérité, si la République avait ses

[1] Mach., *Légation à Mantoue*. Ab. Desj., ann. 1509 et 1510.

États ailleurs, il serait à désirer que nos prêtres eux-mêmes goûtassent quelque fruit amer de ce monde. » Mais Soderini croit assurer son salut en se tenant loin des orages; Machiavel, quoiqu'il ne dissimule aucun des périls de la neutralité pour les États faibles, se plie donc à ses vues. Il élude les brillantes propositions qu'on lui fait, et offre la médiation de Florence, qui n'était pas désagréable à un souverain aussi timoré qu'irrésolu. Quant aux troupes demandées, il persuada au roi que Florence, épuisée par la guerre et par les sacrifices, entourée sur toutes ses frontières par les ennemis, exposée la première à leurs attaques, avait besoin de les garder chez elle, afin d'attendre ceux qui viendraient la chercher, et tenter de violer sa prudente neutralité [1].

Au fond, les neutres penchent toujours d'un côté. Ainsi faisait Soderini. Il donnait sous main les avis secrets les plus précieux à Louis XII, qui croyait, disait-il, aux paroles de Soderini « comme un bon chrétien croit à l'Évangile [2] », et il accordait à cinq cardinaux, ennemis du pape, un sauf-conduit pour passer sur son territoire et tenir concile à Pise. La neutralité de Florence était évidemment bienveillante pour la France.

Jules II jeta feu et flamme, et encouragea sous main les ennemis de Soderini. Quoi ! il entraînait déjà Ferdinand le Catholique, ébranlait Maximilien, et Florence lui résistait! Le pape voulut profiter des

[1] Mach., *Œuvres inpr.* Trois. légat. en France, *passim.*
[2] *Négoc. de la Tosc. avec la Fr.*, t. II, p. 448.

éléments d'opposition qui existaient à Florence pour renverser le gonfalonier. Jusque-là, celui-ci avait continué à s'efforcer de désarmer ses ennemis par sa patience et sa générosité. Ignorant, dit Machiavel que « la méchanceté des hommes ne se laisse désarmer ni par le temps ni par les bienfaits, il croyait par là vaincre l'obstination de ces nouveaux fils de Brutus qui désiraient retourner au gouvernement précédent. Mais ce moyen, bon pour les temps ordinaires, l'était-il pour les temps difficiles? » Soderini attirait autant qu'il pouvait à lui tout le pouvoir. Cependant il respectait les formes légales. Il en donna encore alors une grande preuve en publiant, à la fin de 1510, 22 décembre, le compte rendu détaillé de son administration financière; premier exemple de ce genre! Ses ennemis, après avoir essayé de le battre dans les scrutins, s'écartèrent les premiers de cette lutte pacifique, et conspirèrent pour ramener les Médicis.

Depuis la mort de Pierre de Médicis au Garigliano, le cardinal Jean et son frère bâtard Jules étaient les chefs de la famille exilée. Jules II les choyait. Un certain Prinzivalle della Stuffa, leur partisan zélé, qui avait sa fortune à faire, et Marc-Antoine Colonna, condottiere passé du service de Florence à celui du pape, se mirent à la disposition de Jules II et des Médicis. Le complot rappelait beaucoup celui de Sixte IV et des Pazzi contre Laurent le *Magnifique*. Il n'alla pas si loin. Marc-Antoine Colonna réunit des troupes, pour se trouver sous les murs de Florence, au moment où Prinzivalle,

caché dans la ville avec dix hommes déterminés, donnerait le signal de la révolution, en assassinant le gonfalonier dans une cérémonie publique au milieu de la Seigneurie. Mais Prinzivalle, dans Florence, eut l'imprudence de tout confier, entre autres, à Philippe Strozzi qui avait récemment épousé une sœur du cardinal Jean. Strozzi avait déclaré à ses beaux-frères qu'il leur renverrait leur sœur s'ils lui faisaient parler de politique. Au lieu d'écouter le conspirateur, il alla, après l'avoir averti cependant, le dénoncer au gonfalonier, et les *Huit* du tribunal informèrent.

« La sagesse du gonfalonier, » écrit le secrétaire florentin, « lui faisait sentir la nécessité d'un parti extrême. Ses adversaires lui donnaient un prétexte plausible de se défaire d'eux. S'il voulait établir d'une manière solide ses institutions et détruire ses ennemis, il disait lui-même qu'il devait s'emparer du pouvoir absolu, et légalement détruire toute égalité. » Mais son honnêteté se refusa « à donner un exemple dont les imitateurs n'eussent pas agi comme lui, à bonne intention, pour affermir la République ». Il ne voulut donc point faire usage des moyens usités en pareil cas, proscrire ses ennemis, se faire attribuer, par une loi, un pouvoir discrétionnaire et s'entourer de gardes. Il en appela encore aux sentiments et à la générosité de ses ennemis.

Le principal coupable, *Della Stuffa*, s'était enfui à Sienne sans que Soderini usât de tous les moyens pour s'assurer de sa personne. Le frère du coupable, qui était sous la main de la justice, avait dévoilé

tous les détails du complot. Soderini, dans la séance du 29 décembre, au Grand Conseil, raconta tous les détails de la conspiration, et annonça que le frère du fugitif était banni pour cinq années, à Certaldo. Dans une allocution pathétique, il confessa qu'il n'était pas sans doute ainsi hors de danger, puisque ses ennemis, à défaut du poignard, préparaient contre lui le poison. Mais il se proclama heureux de faire à Florence le sacrifice de sa vie, pourvu que la liberté lui survécût. Il adjurait ses concitoyens, avec larmes, de l'accuser si, depuis huit ans, il avait jamais écouté son intérêt personnel, poursuivi un but qui ne fût pas d'utilité publique; et il termina en demandant qu'on fît une loi de salut pour la République, en cas de mort inopinée du gonfalonier; ce que le Grand Conseil se hâta de faire, en s'attribuant tous les pouvoirs pour prendre, à son défaut, les mesures nécessaires à sauver l'État. « Les scrupules de Soderini, » dit Machiavel, fidèle interprète de la moralité du temps, « étaient ceux d'un homme honnête et bon. Mais faut-il, même en vue du bien, laisser suivre son cours au mal, qui étouffera jusqu'au bien même que l'on veut maintenir[1] ? »

Le mal suivait son cours. Tandis que Jules II faisait la guerre en soldat, Louis XII, agissant en pape, envoyait ses évêques au concile à Pise pour y tenir assemblée. Mais rien ne pouvait exciter davantage la colère du pontife, et l'effet produit en Italie, à Flo-

[1] Mach., *Disc. sur Tite-Liv.*, liv. III, ch. III et XXXI.

rence et dans la chrétienté, par la convocation du concile, fut déplorable. Jules II lança l'excommunication sur Florence, menaça ses marchands, à Rome, de confiscation, et, prenant ensuite Soderini par la crainte et par la convoitise, nomma Jean de Médicis son légat en Romagne pour le rapprocher de la Toscane, et offrit à Florence de lui faire rendre, par Pandolphe, de Sienne, la ville de Montepulciano, si elle empêchait le concile. L'honnêteté, cette fois, conseillait peut-être de persévérer dans une résolution prise. Mais la sceptique Florence aimait à s'acquitter des pratiques extérieures du culte qui rassuraient sa conscience, et les dévots faisaient grand bruit de l'interdiction des sacrements. Soderini, qui avait dans un conseil secret autorisé le concile, envoya maintenant au-devant des cardinaux défectionnaires, chargés de l'ouvrir, et ensuite à la cour de France, Machiavel, toujours chargé de couvrir ses faiblesses ou de réparer ses fautes.

Parti le 11 septembre de Florence, Machiavel rencontra les cinq cardinaux déjà en route à San Donnino, les conjura en vain de s'arrêter, arriva à Blois le 24, et se jeta aux pieds du roi, pour lui dénoncer les hésitations de l'empereur, les trahisons prochaines de Ferdinand le Catholique, les répugnances de l'Église, de la France, de l'Italie pour le concile. Mais il obtint seulement un délai de trois mois pour l'envoi de ses évêques, après les premières sessions de l'assemblée. Le pape publia alors solennellement (8 oct.), dans l'église de Sainte-Marie du Peuple, l'interdit contre Florence, et la

menaça de l'usage des armes temporelles. Soderini, cette fois, fit au moins bonne contenance. Il obligea le clergé à célébrer les offices malgré l'interdit. Il adressa au Grand Conseil un discours dans lequel il rappela tous les actes d'hostilité du pape contre Florence, l'attachement du roi de France pour la République, et en obtint la résolution de mettre la main sur les revenus de l'Église, et de lever un emprunt forcé sur le clergé pour soutenir la guerre contre le pape. Cependant, pour dégager ce conflit du mélange des intérêts spirituels, il envoya Machiavel, déjà de retour, à Pise; et celui-ci profita de l'ouverture médiocre du concile, de la mauvaise volonté des Pisans, et des rixes des soldats français avec eux, pour déterminer les cardinaux à transférer leur assemblée à Milan. Mais le conflit politique et militaire était bien plus dangereux pour Florence.

Louis XII demandait maintenant toutes les forces de Florence pour attaquer les États de l'Église au cœur. Le moment d prendre un parti décisif était arrivé, et la discorde était plus profonde et plus vive que jamais dans la République : « Ce n'était plus dissentiment, dit un contemporain, mais rage (*rabbia*). » Le cardinal de Médicis, nommé légat à Bologne, travaillait activement Florence sous main. Ses partisans demandaient un changement dans la Constitution de l'État. Sur la question extérieure, on s'entreprit avec fureur. Les indifférents, les timides, les ennemis, criaient que, pour éviter les vengeances de l'un ou de l'autre parti, il fallait persévérer jus-

qu'au bout dans la neutralité. Au fond, ils faisaient déjà des vœux pour le pape et pour les Médicis. Au contraire, Soderini, Machiavel, leurs amis, soutenaient que cette conduite, bonne peut-être encore pour un État capable de se faire respecter, était désastreuse pour un État faible; et ils montraient au bout Florence victime du vainqueur. Jules II augmenta encore les incertitudes, en levant tout à coup l'interdit qui pesait sur les Florentins, et en faisant rendre décidément par Pandolphe Montepulciano. Entre les deux adversaires, la République ballottée prit les résolutions les plus contradictoires. Un jour elle donna à Machiavel la mission d'organiser une cavalerie sur le mode qui avait déjà servi à la levée de l'infanterie nationale; un autre jour elle reçut un envoyé espagnol, et, en retour, dépêcha un ambassadeur, François Guicciardini, au roi Catholique, mais sans lui donner d'instructions précises [1], et en se faisant excuser auprès de la France de cet envoi.

La victoire de Ravenne, suivie du retour subit de la fortune de Jules II et de la fuite des Français, renversèrent enfin tout à fait ce subtil jeu de bascule et amenèrent le fatal moment de régler les comptes de cette longue et lamentable neutralité.

Les plénipotentiaires des confédérés, des vainqueurs de la *sainte ligue*, étaient à Mantoue pour y délibérer sur le sort de l'Italie. Le gonfalonier Soderini envoya au congrès son jeune frère, Jean Vittorio Soderini, pour tirer la République, s'il était

[1] Guicc., *Hist. d'Italie*, liv. X, ch. III; *Oper. ined.*, VI, p. 3, ann. 1512; *Négoc. dipl.*, Ab. Desj., II, 578.

possible, saine et sauve du naufrage. Le pape Jules était le plus animé contre Florence. Un légat, Laurent Pacci, avait déjà été annoncer ses volontés à la Seigneurie. Bibbiena, son confident, le représentait à Mantoue. Soutenus par ses encouragements, les Médicis, le cardinal Jean et son frère Julien, demandèrent leur restauration dans Florence. A les entendre, c'était le seul moyen d'assurer aux alliés la fidélité de l'incertaine république. Vittorio Soderini implora la protection de l'empereur Maximilien et de l'Espagne. Maximilien, comme toujours, demanda de l'argent. Le roi Ferdinand, qui voulait aussi payer ses troupes, ne donna que de bonnes paroles. A Florence, devant ses ennemis, qui levaient maintenant la tête, et visitaient ouvertement le légat Pacci, agent des Médicis, le gonfalonier, toujours avare d'argent, sut moins conclure que jamais. Il tergiversait encore quand le vice-roi, à la tête de dix mille cavaliers, huit mille fantassins, et accompagné de Jean et de Julien de Médicis, était en route pour la Toscane. Une dernière ambassade du gonfalonier au vice-roi et au pape fut inutile. Le vice-roi, se disant fondé de pouvoir de la *sainte ligue*, répondit qu'il ne venait point contre Florence, mais seulement contre Soderini. Le pape ajouta que cette résolution avait été prise par la ligue et qu'il n'y pouvait rien.

Le gonfalonier assembla le Grand Conseil et voulut finir dignement. « La rentrée des Médicis, dit-il, c'est la restauration de leur pouvoir, plus dur encore qu'auparavant. Si vous la vou-

lez, reprenez-moi le pouvoir que vous m'avez donné. Si vous êtes décidés à la repousser, défendons-nous. » Et il demanda cinquante mille ducats pour les frais de guerre et la levée de toute l'*ordinanza*, infanterie et cavalerie. L'amour de la liberté et le patriotisme, même chez les peuples énervés, jettent toujours une dernière flamme. Le Conseil, tout d'une voix, offrit sa vie au gonfalonier. Soderini et son fidèle secrétaire prirent les mesures nécessaires. Nous trouvons Machiavel, le 10 juin, occupé aux levées dans le Val di Chiana. De retour le 22 à Florence, il signa la commission qui nomma le signor Jacopo Savelli général de l'infanterie. Quand l'*ordinanza* partit pour la frontière, soit pour tenir les défilés des Apennins, soit pour s'enfermer dans la ville de Prato qui couvrait Florence, il se rendit dans le Mugello où il se trouvait fin août, à Firenzuola. Malheureusement, ni la milice nationale, récemment organisée, n'avait la discipline et l'esprit militaire que Machiavel avait rêvés pour elle, ni les citoyens de Florence n'étaient animés de ces sentiments antiques dont il avait voulu raviver la fleur. On disait déjà partout qu'il n'était pas juste que l'État périt pour la cause d'un seul[1]. La réforme des mœurs ne se fait ni avec l'érudition ni avec les livres.

Quand le vice-roi de Naples, arrivé devant Prato, fit brèche et ordonna à ses bandes espagnoles de monter à l'assaut, les soldats toscans ne soutinrent

[1] Guicc., *Oper. ined.*, t. VI; lettres de XV à XXV.

pas même leur premier aspect. Maîtres de la ville sans coup férir, les vainqueurs, avec une férocité sans excuse, massacrèrent près de quatre mille hommes, prirent les femmes à discrétion, même dans les cloîtres, pillèrent et saccagèrent tout. Le cardinal de Médicis, qui était présent, et faisait par là sa rentrée dans sa patrie, trouva tout au plus moyen de sauver un certain nombre de femmes réfugiées dans une église. Soderini avait espéré encore tenir dans Florence, avec trois mille hommes qui y étaient renfermés et le peuple, qui avait juré quelque temps auparavant de mourir avec lui. Il s'était assuré de la personne d'un certain nombre de riches ou de grands qu'il craignait. L'affaire de Prato abattit tous les courages. Florence retentit de lamentations et de cris ; les bataillons de l'*ordinanza* se fondirent, s'écoulèrent par toutes les portes ; les citoyens déménagèrent avec leurs effets les plus précieux, les monastères se remplirent de femmes. « Soderini, dit Machiavel, vit alors s'il valait mieux être aimé que craint ! Ceux même à qui il avait fait du bien et qui lui offraient tout à l'heure leur fortune, leur vie, leurs enfants, maintenant lâches, ingrats, *fuyeurs* de périls, et *rompeurs* de foi, l'abandonnèrent, et bientôt se révoltèrent contre lui. »

En effet, quelques partisans des Médicis, quelques libertins et quelques hommes endettés, un Albizzi, un Paul Ristori, un Baccio Valori, pénétrèrent, armés, de nuit, dans le palais où le gonfalonier siégeait, sans gardes, en permanence avec la *Seigneurie*, et le sommèrent de céder la

place. Il voulait résister, mais, indécis jusqu'au dernier moment, voyant tout perdu, il se laissa entraîner par la main dans la maison d'un des conjurés. Le lendemain (30 août), au jour, le peuple était morne, plat, inerte dans les rues. Sous la menace de la mort de Soderini gardé en otage, la Seigneurie prononça sa déchéance et nomma une commission de vingt personnes pour traiter avec le vice-roi, avec les Médicis, et réorganiser la république [1].

Quelques citoyens naïfs espéraient encore conserver la liberté. On laissa les *Vingt* faire une convention en vertu de laquelle Florence rouvrait ses portes à Jean et à Julien de Médicis, accédait à la ligue et payait deux cent mille ducats pour satisfaire aux généraux et aux soldats ennemis. On ne s'opposa même point à l'adjonction, au conseil des *Quatre-Vingts*, des citoyens les plus considérables de la ville, pour y siéger à vie, ni à l'élection d'un gonfalonier pour l'année, Ridolfi, un honnête citoyen.

Mais, le lendemain de la rentrée du cardinal Jean et de Julien de Médicis, escortés de quelques soldats espagnols et vénitiens, l'armée du vice-roi étant presque sous les murs de la ville, quelques vauriens se rendirent maîtres du *palazzo vecchio* dont ils pillèrent la vaisselle et forcèrent le nouveau gonfalonier et la Seigneurie de sonner, comme autrefois, la cloche *à parlement*, pour une assemblée générale du peuple chargé toujours de consacrer par son assen-

[1] Lettre de Mach. à Alph. Orsini; de Jac. Guicc. à son frère. Mach., *le Prince*, ch. XVIII.

timent les révolutions accomplies. Là, Julien siégeant au palais avec quelques autres, sur la place publique dont les issues étaient gardées par des affidés, au cri des Médicis, *Palle! Palle!* qui n'avait pas retenti depuis dix-huit ans, une multitude composée de gens sans aveu, de soldats et de jeunes nobles, acclama les noms que les maîtres du palais lui jetèrent, pour former une *balie*, ou commission provisoire, dont le premier acte fut de rétablir le gouvernement comme il était avant 1494, c'est-à-dire le pouvoir des Médicis. Soderini, qu'on avait conduit de nuit hors de Florence, était alors en banni sur la route de Sienne à Ancône, pour se rendre à Raguse; et Machiavel, revenant des montagnes du Mugello, rentrait dans la petite maison de campagne qu'il possédait à San-Casciano. L'un des derniers arrêtés que le secrétaire des *Dix de liberté et de paix* avait signés, allouait une somme de vingt-six écus à un Pierri di Giorgio, miniaturiste, pour avoir peint dans la salle de leurs séances une *Italie* que l'on n'a pas retrouvée.

On attribue à Machiavel ce sarcasme méprisant sur le gonfalonier fugitif qu'un de ses anciens partisans voulait vouer, pour sa faiblesse, aux enfers : « Aux enfers? dit-il, lui? non, aux limbes, comme les enfants. » Plus tard, en jugeant encore à distance les scrupules qui avaient empêché le gonfalonier de saisir le pouvoir pour sauver son pays, Machiavel, obstinément fidèle à la morale qui avait cours de son temps, ajoutait : « Soderini aurait dû penser qu'on jugerait ses intentions et ses actes sur

le succès, et que, s'il avait le bonheur d'être favorisé par la fortune, tout le monde s'empresserait d'attester qu'il avait eu le salut de sa patrie et non sa propre ambition pour but. » Pour lui, frappé de deux décrets qui le cassaient de son office, après quatorze ans, et l'exilaient dans un district du territoire florentin, il obtint, trois fois dans l'année, la permission de venir à Florence pour ses affaires.

Des regrets cuisants, des désirs inquiets, attiraient sans doute l'ex-secrétaire à Florence autant que ses intérêts privés. La liberté de sa patrie perdue, son honneur souillé, lui pesaient, comme sa fortune compromise et sa brillante carrière détruite. On sait que la hardiesse ironique et la cynique licence que l'on retrouve souvent dans ses écrits se donnaient encore plus carrière dans sa conversation. L'amertume de la défaite et la crainte de la misère acéraient encore plus alors ses paroles. Il ne les épargna sans doute pas à un gouvernement nouveau qui faisait déjà comme l'ancien. Aussi, au commencement de 1513, quelques jeunes gens s'étant fait surprendre dans un complot d'assassinat contre les Médicis, il fut impliqué dans l'affaire, mis à la torture et jeté en prison. Quelques-uns des coupables furent décapités; mais la torture n'arracha rien à cet homme frappé à l'antique, dont la complicité est toujours restée douteuse. Les ennuis de la prison, le triomphe définitif des Médicis, par l'exaltation du cardinal Jean, devenu Léon X, le courbèrent davantage. De son cachot, la chaîne aux pieds, six tours de cordes sur les épaules, dé-

voré par la vermine, il écrivit une supplique en vers au *magnifique* Julien, et il la signa. Ce n'était pas un monstre, un *fou* chargé de chaînes, qui implorait, mais Machiavel lui-même.

Come non son il pazzo, ma sono io.

Élargi bientôt, le ci-devant secrétaire ne trouve pas sa retraite, sa maison de campagne et sa pauvreté moins amères. Il semble vouloir oublier la ruine de son pays et de ses espérances, et dompter son désespoir, tantôt par les distractions les plus basses et les plus folles, tantôt par le frein de la méditation et du travail. Quand il ne court pas après l'amour, « par monts et par vaux, par prés et par bois, » à la suite de quelque *fanciulla* vulgaire, ou ne tombe pas plus délicatement « dans des rets d'or tissus parmi les fleurs », on le trouve cherchant noise, sur des bagatelles, aux paysans ses voisins pour « user les derniers restes de sa vie qui lui semble un songe ». Demeure-t-il chez lui avec sa femme, Mariette Corsini, qui n'est pas non plus très-douce, et au milieu de sa *brigade* d'enfants, il s'étudie à se fuir, à s'aplatir en plein jour, pour se retrouver et relever la tête, au milieu de la nuit, moins poignante pour lui que le soleil[1].

En septembre, il se lève de grand matin, ajuste ses gluaux et prend des grives, tandis qu'il lit dans Tibulle ou Ovide le récit de leurs amoureuses passions, pour se rappeler les siennes ; en octobre, dans

[1] Mach., Lettres familières à François Vettori.

la forêt, il coupe, ramasse lui-même son bois pour sa provision d'hiver. L'heure du dîner arrivée, il revient partager avec les siens le repas que met à leur disposition leur pauvre villa et son chétif patrimoine. Après, il va à l'hôtellerie où, pour l'ordinaire, il trouve l'hôte, un boucher, un meunier, un chaufournier; avec eux, il s'encanaille à jouer à la *cricca*, au trictrac, d'où naissent les querelles et les gros mots, le plus souvent pour un *quattrino* qu'on se dispute à se faire entendre dans tout *Casciano*. « Il se vautre ainsi dans la fange, pour voir si la fortune, à force de le fouler aux pieds, n'aura pas un peu de honte. » Mais, le soir, il rentre chez lui; sur le seuil de son cabinet, il se dépouille de ses vêtements rustiques et sales, pour revêtir ses habits de cour et son costume d'autrefois. « Alors, vêtu décemment, il entre dans l'assemblée des anciens, des dieux; il ne craint pas de leur parler, il les interroge. Ils lui répondent avec courtoisie. Il se repaît de cette nourriture qui seule est faite pour lui, et, pendant quatre heures, il ne souffre plus, il oublie ses affronts, il ne craint plus la pauvreté; et la mort ne l'épouvante pas! » Quelle belle revanche de la scène du cabaret où il s'encanaillait le matin, que ce sublime commerce du soir où il traite d'égal à égal avec les anciens! Quelle grandeur, mais bientôt, à nos yeux modernes, quelle chute!

Celui qui a bravé les douleurs de la torture a beau dire, il supporte mal les piqûres quotidiennes de la pauvreté. Il a parfois l'idée de prendre dans l'armée un emploi subalterne de comptable, pour

laisser la jouissance de son patrimoine aux siens qu'il gêne par des habitudes de dépense qu'il ne peut vaincre. Enfin, il tourne ses yeux vers ces Médicis, maîtres de Rome et de Florence, où ils tiennent entre leurs mains les destinées de cette Italie qui lui est si chère. François Vettori, son ami, ambassadeur à Rome, lui avait écrit une lettre dans laquelle il le consultait sous main, peut-être de la part de Léon X, sur les affaires italiennes. Cette lettre le tourmente plus que les tours de corde qu'il a subis dans son cachot. Il se réveille, il s'agite, il écrit et parle encore en maître sur la politique, bien qu'il ne soit pas au courant de ses intimes secrets. « Est-ce sa faute, à lui, s'il ne sait parler ni de l'art de la soie, ni de l'art de la laine, ni des gains ni des pertes, s'il ne connaît que l'art de gouverner les hommes? Ah! si ces Médicis, au lieu de le laisser à terre, voulaient ne pas laisser pourrir sa cervelle et l'employer à remuer ne fût-ce d'abord qu'une pierre ! » Mais comment faire? Doit-il prier son ami Vettori de parler pour lui, s'adresser à quelque cardinal, ou rompre son ban pour aller jusqu'à Rome plaider lui-même sa cause aux pieds du souverain pontife?

Une fois en possession de Machiavel, cette idée ne le quitte plus; elle l'obsède, l'irrite, l'affole, et François Vettori la nourrit en continuant à le consulter sur les affaires. Pendant les soirées fiévreuses où il oubliait ses maux présents dans l'étude du passé, l'ex-secrétaire confondait volontiers, en écrivant alors ses *Discours sur Tite-Live*, les personnages et les événements de l'Italie moderne avec

ceux de l'antiquité grecque ou romaine, entre lesquels d'ailleurs il y avait tant de frappantes analogies. Il apprenait à y admirer les puissants et à y mépriser les faibles, à y estimer le succès, sans se soucier plus des moyens que ceux qui l'avaient obtenu. Douloureusement affecté de la victoire, des déprédations, des atrocités de ces Allemands brutaux, de ces Français insolents, de ces cupides Espagnols, et humilié des fatales discordes, des mesquines scélératesses, des inutiles raffinements, enfin de la dégradation de ses compatriotes, il étudiait, avec une passion plus âpre que jamais, comment un homme, dans une monarchie, s'empare du gouvernement sur les hommes, ou comment les hommes s'entendent entre eux, dans les républiques, pour s'agrandir aux dépens des autres, enfin, comment les sociétés croissent, grandissent et tombent.

Il composait donc ses commentaires sur Tite-Live, où son impartiale théorie de la grandeur et de la décadence des États faisait sans distinction son profit des vicissitudes des monarchies et des républiques, de l'histoire des Brutus et des César, des Dion et des Denys, quand lui vint la pensée de tirer, de cette changeante et dramatique expérience de l'histoire, des leçons pratiques pour un prince nouveau qui aurait besoin de s'affermir, et de les adresser aux Médicis pour leur donner une idée des services qu'il croyait pouvoir leur rendre.

Machiavel, qui était tout préparé par ses études sur Tite-Live, eut bientôt terminé son livre des *Principautés ou du Prince*. Il hésita davantage à

l'offrir à ses persécuteurs. Mais, après tout, dans ce temps et dans ce pays d'élégante perversion, de versatile mollesse et de froids calculs, la conscience politique avait-elle de ces délicatesses encore assez rares dans nos temps modernes? On sait avec quelle facilité les gens de guerre, les diplomates, les artistes même passaient d'un parti à un autre, d'un État à un autre, du vaincu au vainqueur, de l'Italie même à l'étranger! Machiavel, désespérant de la liberté de Florence, ne pouvait-il pas placer encore ses espérances dans l'indépendance de l'Italie? Il l'avoue d'ailleurs, il craignait « la pauvreté qui rend méprisable ». Il accomplit cependant cet acte, que la postérité lui a tant reproché, avec une sorte de dignité fière. Peu d'Italiens auraient pu dire comme lui : « Ceux qui se donneront la peine de lire ce livre, verront que je n'ai ni *dormi* ni *joué* les quinze années que j'ai employées à étudier l'art de gouverner. Quant à ma fidélité, on n'en saurait douter. Si je l'ai jusqu'ici scrupuleusement gardée, ce n'est pas maintenant que je commencerai à la trahir. Quand on a été quarante-trois ans fidèle et honnête, on ne change pas, et mon indigence est la meilleure garantie de mon honneur et de ma probité. »

L'esprit de Machiavel ayant été répandu dans tout ce livre comme il le fut dans tout ce temps, nous n'avons pas besoin d'insister beaucoup sur le *Prince* et sur les *Discours sur Tite-Live*, qu'il termina peu de temps après. Ces livres ne se contredisent point autant qu'on l'a dit. Il y a autant de conseils pervers et d'excellents conseils, de pénétrante finesse

et d'excessive logique, dans l'un que dans l'autre. On voit qu'ils ont été pensés, écrits, dans le même temps et dans le même esprit. Les doctrines politiques y sont presque toujours les mêmes; plus concises et plus éloquentes, et surtout plus spéciales à un cas particulier, dans celui qui est le plus court et qui a été écrit sous le coup d'une passion pressante et pour une fin voulue. Tous les deux sont l'image fidèle de l'époque. Le génie de Machiavel y réfléchit le seizième siècle, et le seizième siècle s'y contemple dans Machiavel.

Si les deux livres du secrétaire florentin diffèrent, c'est que les *Discours* sont plutôt un livre théorique, l'œuvre d'un spéculatif, et *le Prince*, au contraire, un manuel pratique, l'œuvre d'un politique. Les premiers ont bien plus en vue la conduite générale des États, des républiques et des peuples ambitieux, dans tous les temps; le second, au contraire, vise les hommes ambitieux, les princes, et surtout les princes de son temps. C'est pourquoi le politique, qui résume et anime les conseils du philosophe, les rend plus âpres, plus crus et plus éloquents. Comme il écrit pour des princes dans un temps mauvais, il rappelle ce qu'ils font, non pour les corriger, mais pour leur apprendre à se connaître et les instruire. Il les dépeint avec leur morale, leur caractère, leurs procédés, pour leur enseigner à se mesurer à armes égales. Ce que les autres commettent sans le dire, Machiavel dit ouvertement de le faire. Il y met de moins l'hypocrisie; et, dans sa leçon amère, il semble qu'il prenne à parler aux

hommes le langage qu'ils entendent, à les traiter comme ils le méritent, un plaisir ironique et vengeur.

« Si les hommes étaient bons et honnêtes, il aurait pour eux d'autres conseils de probité, » qui se font, en effet, plus jour dans les *Discours sur Tite-Live ;* « mais, comme ils sont tous méchants et perfides, ce n'est pas le temps de se faire aimer d'eux, mais de se faire craindre ; et il est plus sûr de fausser sa foi que de la garder, s'il est utile. » En songeant à ce Borgia, qui éleva si rapidement sa fortune sur le crime et la perfidie, à ce Ferdinand le Catholique, qui n'eût jamais gardé ou agrandi ses États s'il ne s'était fait une seconde nature de tromper, avec les mots d'honneur et de bonne foi toujours sur les lèvres ; en voyant sa patrie tombée, malgré l'éloquence morale de Savonarole et l'honnêteté politique de Soderini, malgré tous les charmes des lettres et des arts, il se prend à admirer, à envier le succès des plus habiles, des plus forts, des plus criminels ; à tenir en mépris les simples, les faibles et les sots. La fin, voilà tout ce qui lui importe ; les moyens, il en fait litière. Dans ces temps endurcis, il serait fâché, humilié qu'un prince italien, à toutes les bonnes qualités qui peuvent ne pas lui être inutiles, ou même à leur simple apparence souvent suffisante, ne sût pas joindre aussi les défauts et les vices contraires, qui peuvent lui servir !

Si la perversion du sens moral est çà et là plus forte dans *le Prince*, en revanche, aussi, les accents virils de la raison qui conseille aux princes de se

retremper dans l'étude de l'histoire et dans les exercices militaires, au lieu d'apprendre seulement l'art de fuir; les élans d'un patriotisme qui voudrait relever une race déchue, y sont beaucoup plus éloquents et plus vifs. Et c'est par là que le livre qui a été regardé comme le plus pernicieux a cependant rendu justement l'auteur plus célèbre. La passion l'a fait vivre, l'a immortalisé, et avec raison : c'était une passion bonne, fière, quoique enchaînée à de mauvais moyens. Le patriotisme fermente dans cette lie du seizième siècle, et souvent il l'épure. On sent que Machiavel voudrait encore faire quelque chose de bon pour l'Italie. Comparez les chapitres de ces deux ouvrages, où il oppose victorieusement la prudence humaine à la force aveugle des événements, et revendique, contre la fatalité à laquelle cédaient lâchement ses compatriotes, la vertu de la volonté libre. L'invasion, comme un fleuve rapide, a déjà inondé des provinces, déraciné des villes; il voudrait encore élever des digues, des barrières pour l'arrêter.

Les *Discours sur Tite-Live* n'ont pas non plus cette éloquente apostrophe que Machiavel adresse aux Médicis pour les exhorter à délivrer l'Italie des barbares et à la venger. « L'occasion vient, dit-il; il est temps que l'Italie voie briser ses chaînes. Avec quelle démonstration de joie ces provinces, qui gémissent déjà sous un joug odieux, salueraient leur libérateur! Quelle ville lui fermerait ses portes, quel peuple lui refuserait hommage! Ce joug barbare est à tous odieux. Que votre illustre maison

lève seulement l'étendard, et la nation tout entière, en se redressant pour combattre, montrera que la valeur n'est pas encore morte au cœur de l'Italie. »

Mais comme la passion la plus généreuse, quand elle éclate en jets de flamme, aveugle même les plus clairvoyants! Dans ses conversations avec ses amis et dans ses *Discours sur Tite-Live*, Machiavel ne se faisait pas tant d'illusions sur la papauté et sur les Médicis. Son ami, François Vettori, qui lui écrivait de la cour de Rome où Léon X commençait à commettre de nouvelles fautes, exprimait presque le vœu que le Turc vînt, par terre et par mer, faire sortir les prêtres de leur fange; et il s'écriait avec le correctif que lui imposait sa position, même dans une lettre familière : « Le plus tôt sera le mieux, car je m'accommode mal volontiers de l'ivresse de ces prêtres, je ne dis pas du pape, qui, s'il n'était pas prêtre, serait un grand homme. » Machiavel, qui nourrissait de mauvaises dispositions contre l'Église, dresse le premier l'acte d'accusation qui a fait peser sur le Saint-Siége la responsabilité de la désunion et de l'asservissement de l'Italie. « Le Saint-Siége, dit-il, a bien acquis un domaine temporel, mais il n'a jamais été assez fort pour s'emparer du reste de la Péninsule, ni assez faible pour ne pouvoir appeler à sa défense une puissance étrangère, contre un État indigène qu'il craignait. » Il cite, après les anciens exemples, l'exemple récent de Jules II, détruisant les Vénitiens par les Français, et chassant les Français avec les Suisses, et il arrive à cette conclusion que les catastrophes actuelles rendaient poignante :

« L'Église, n'ayant donc jamais été assez forte pour occuper toute l'Italie, et n'ayant jamais permis qu'un autre s'en emparât, a été cause que ce pays n'a jamais pu se réunir sous un seul chef, et que, asservie à plusieurs princes, divisée et faible, la péninsule a été réduite à être la proie non-seulement de barbares puissants, mais du premier qui a daigné l'attaquer. »

Ici, Machiavel oublie peut-être que tous les princes italiens ont fait comme le pape, et tous les États comme le Saint-Siége. Machiavel est au-dessus de son temps, mais il en tient. Atteint aussi du mal païen comme ses contemporains, et exclusivement frappé de la décadence trop réelle alors de l'Église, il oublie les immenses services qu'elle avait rendus, dans un âge qui finissait, et à la civilisation européenne, et à la liberté, et à la grandeur de l'Italie, maintenant près de sa chute.

VII.

LÉON X.

(1513-1521.)

Le pontificat de Mécène.

Plusieurs grands personnages, je ne dirai pas plusieurs grands hommes, ont eu l'honneur de donner leur nom au siècle pendant lequel ils ont vécu. Ce privilége, ils l'ont dû moins à leur politique, à leurs conquêtes ou à leurs victoires, qu'à la protection éclairée accordée par eux aux lettres et aux arts. Périclès, le seul vrai grand homme parmi ces personnages heureux, a montré à la Grèce la plus noble forme du gouvernement des hommes, celui de l'intelligence; et tous les chefs-d'œuvre des lettres, des arts, sont nés à l'envi sous sa main, comme pour fêter ce beau régime. Auguste, après avoir apaisé les guerres civiles qui agitaient depuis un siècle la République et réuni l'univers pacifié sous ses lois, préside à un développement grand encore, mais moins original, des lettres et des arts, parce qu'il fut moins libre. Notre Louis XIV, qui imposa violemment à son peuple une seule foi, et voulut soumettre l'Europe à sa prépondérance, ne réussit, grâce aux beaux génies de son temps, qu'à soumettre quelque

temps les lettres et les beaux-arts, dans l'Europe entière, à la règle un peu étroite cependant de l'esprit français, qui a fait pour la postérité sa véritable grandeur.

Entre ces souverains, le célèbre Léon X est le seul qui ait réuni le pouvoir religieux au pouvoir politique. Chef d'un petit État et pontife d'une grande religion, comptant des milliers de sujets et des millions de fidèles, c'est pour avoir régné plus encore sur les esprits que sur les consciences et les volontés qu'il a mérité de donner son nom à son temps. Vainement vit-il entre ses mains sa patrie tomber et la religion chrétienne se diviser contre elle-même; l'éclat des lettres et des arts, qui couvrit toutes ces misères, a dérobé sa mémoire même au jugement sévère de la postérité, et lui laisse encore, entre ces deux décadences, un certain prestige.

Jamais le peuple romain rassemblé sur la place Saint-Pierre, tandis que les cardinaux ballottaient les scrutins en conclave, n'avait, chaque matin, regardé avec autant d'anxiété la petite cheminée du Vatican, pour voir s'il s'en échappait, avant l'heure réglementaire, la légère fumée bleuâtre qui annonce que les votes ont été brûlés, quand ils n'ont point encore donné de résultat. Cette anxiété était partagée par l'Italie, l'Église et l'Europe, dont le pontife précédent avait comme ébranlé les fondements. Le septième jour enfin, à l'heure dite, la fumée ne s'étant point élevée dans les airs comme les jours précédents, tout à coup une fenêtre du palais s'ouvre; le cardinal Alexandre Farnèse paraît et an-

nonce au peuple assemblé, d'une voix forte et sonore, que, par l'influence du Saint-Esprit, le cardinal Jean de Médicis a été élu pontife. La place retentit aussitôt des cris : *Palle! palle!* la paix, la paix! qui rappelaient à la fois l'emblème de la maison des Médicis et le besoin ressenti par tous. Jean de Médicis prit le nom de Léon X. Le siècle avait trouvé le sien.

Second fils de Laurent le Magnifique, Jean était l'enfant gâté de l'Église, des lettres et de la fortune. Il n'eut pas à faire, pour arriver au pontificat, le même chemin qui avait amené son prédécesseur de la ferme de Savone à la chaire de Saint-Pierre. On l'avait destiné de bonne heure, comme cadet, à l'état ecclésiastique. A l'âge de sept ans il avait été tonsuré. Déjà, à cette époque, Louis XI, ami et allié de Laurent le Magnifique, avait voulu lui conférer l'archevêché d'Aix, en Provence; et Jean ne manqua cet honneur que parce que l'archevêque français tarda trop à mourir. Il en fut largement dédommagé en Italie. Chanoine de trois cathédrales, recteur de neuf églises, prieur ou abbé de dix-huit monastères, il fut enfin promu au cardinalat à l'âge de treize ans, après qu'il eut promis, devant l'université de Pise, de prendre le grade de docteur en théologie qu'il enleva brillamment à l'âge de dix-huit ans.

Laurent le Magnifique n'avait rien négligé pour rendre son fils digne de ces honneurs. Le jeune homme avait eu pour maîtres les princes de la science d'alors : Marsile Ficin, Pic de la Mirandole et Ange Politien. La philosophie, la science, la poé-

sie, semblaient s'être réunies pour l'orner de leurs dons. Le platonicien Marsile Ficin, le grand-prêtre du nouveau culte, qui voyait dans le *Criton* un nouvel évangile, l'avait entraîné sur les ailes de Platon dans les régions sublimes de la morale de la raison. Pic de la Mirandole, l'esprit le plus aventureux et la mémoire la plus vaste du temps, lui enseigna des sciences tout ce qu'on pouvait apprendre.... et plusieurs choses encore. Ange Politien, qui partageait les fleurs et les grâces piquantes de son enseignement entre les lettres latines et italiennes, lui apprit à s'exprimer avec élégance dans les deux idiomes, au risque de n'avoir point toujours des pensées ni fortes ni originales. Laurent de Médicis lui-même ne manqua pas d'y ajouter, de la science de la vie et de la politique, ce qui pouvait être utile à un cardinal italien réservé aux plus hautes destinées. Il ne manquait à l'éducation de Jean, comme le remarquent Pallaviccini et Paolo, deux écrivains ecclésiastiques, que d'avoir été initié d'une manière plus profonde et plus savante aux choses de la religion qu'il était destiné à servir.

Les leçons de l'adversité n'auraient pas même fait défaut au jeune Jean de Médicis, si la fortune s'était alors décidée à lui faire tout à fait mauvaise mine. Lorsque son frère Pierre et lui furent chassés de Florence, il fit avec quelques jeunes compagnons, à travers l'Italie, l'Allemagne et la France, à la cour féodale et lettrée d'Urbin, à Venise, à Augsbourg, à Paris, à Rouen, à Avignon et à Marseille, un voyage d'amateur et d'érudit. De retour à Rome, sur la fin

du règne d'Alexandre VI, étranger à une politique qui l'effrayait, il rassembla à grands frais les livres et les médailles dispersés de la bibliothèque Laurentienne, et fit des fouilles pour l'enrichir de nouveaux antiques. Entraîné plus tard par Jules II, qui menait tout le monde à son pas, dans les labeurs plus rudes de la politique et de la guerre, il ne fut pas assez heureux, comme légat, pour réduire la ville de Bologne ; il assista, monté sur un cheval, à la bataille de Ravenne, mais pour y être fait prisonnier au moment où il consolait les mourants. Bien traité par les Français, il fut défrayé par une belle dame de Modène et délivré par un condottiere, qui le remit sur la route de la fortune. Mais, échappé à ces hasards, le chef de la famille des Médicis montra qu'il était de race politique et princière, en préparant au congrès de Mantoue, et dans sa marche sur Florence, par ses menées avec les Espagnols et ses partisans en Toscane, la restauration de son pouvoir, et bientôt, à Rome, son élection au pontificat.

En choisissant pour pape le cardinal Jean de Médicis, qui n'était pas encore prêtre, les jeunes cardinaux, qui avaient contribué surtout à son élévation, espéraient que la fortune, jusqu'ici toujours favorable à Jean de Médicis, ne déserterait pas Léon X. En tout cas, pensaient-ils, il ne resterait pas longtemps pape, car il souffrait à l'aine d'un abcès fort incommode pour lui, et même pour ses familiers. Il avait été en litière à Rome, et on lui fit le lendemain une opération. Le jour de la consécration, cependant, Rome fut dans la joie. On dépensa la somme

énorme de cent mille ducats. Ce fut une fête splendide, comme les Italiens les aiment. « Rome n'avait point vu de jour si brillant, dit Guichardin, depuis que le repos de l'Italie avait été troublé par les barbares. »

Le nouveau pape partit du Vatican, accompagné des cardinaux montés, dans leurs manteaux rouges, sur leurs chevaux recouverts de housses de taffetas blanc, et des ambassadeurs chrétiens vêtus de soie et d'or, faisant porter auprès d'eux leurs bannières et leurs banderoles. Le duc d'Este, privé alors de ses États, tint, en signe de réconciliation, l'étrier du pape. Le duc d'Urbin porta le gonfanon de l'Église; et Jules, un neveu du pontife, se fit remarquer dans son costume de commandeur de l'ordre de Rhodes. Le pontife lui-même traversa toute la ville pour aller prendre possession de sa nouvelle dignité, dans la vieille église de Saint-Jean de Latran. Les rues étaient jonchées de fleurs, les murs tendus des plus riches draperies; des arcs de triomphe improvisés, couverts d'inscriptions, se dressaient sur toutes les places, offrant parfois, de chaque côté, les sujets de sculpture et de peinture les plus disparates; par exemple, un Jésus donnant les clefs à saint Pierre, en face d'un Apollon la lyre en main, et une Vénus antique faisant pendant à une Vertu triomphant de tous les vices. A voir passer sous les arcs de triomphe, assis plutôt que monté sur un cheval blanc, qui marchait sous un dais, cet homme, à la forte figure gréco-romaine, illuminée, dans son pluvial d'or et sous les diamants de sa mitre,

d'un regard vif et bénin, au corps déjà un peu chargé d'embonpoint, plus beau de visage que son père Laurent, mais l'allure un peu gênée, balançant une main potelée qui semblait caresser plutôt que bénir, on eût cru voir s'avancer la Renaissance elle-même, cette littérature demi-païenne et demi-pontificale, née de l'inspiration antique, grandie à l'ombre du Vatican, aux formes belles encore, quoique un peu bouffies, mais sans vigueur originale, et cachant trop souvent une décadence précoce et le vide des pensées sous cet éclat d'emprunt. Quand le saint-père s'assit sur son trône, au palais de Latran, dans la salle de Constantin, presque toute Rome voulut se précipiter à ses pieds. L'Italie de la Renaissance semblait elle-même adorer son image élevée tout à coup sur le trône de saint Pierre. Parmi les légendes gravées sur les arcs de triomphe, on lisait celle-ci : « Au restaurateur de la religion, de la paix et des lettres. » Elle semblait tracer à l'avance comme le programme du nouveau règne. Comment Léon X remplit-il ce programme?

I.

LA RELIGION.

On peut quelquefois juger d'un souverain et augurer de son gouvernement aux premiers choix qu'il fait et aux premiers actes qu'il accomplit. Léon X donna d'abord sa confiance, et cela fait

honneur à son cœur, aux compagnons de ses études et de son exil. Sadolet, Bembo, Bibbiena, devinrent ses secrétaires les plus intimes, ses légats, souvent ses confidents.

Sadolet avait passé de l'admiration de Virgile à celle d'Aristote, et du culte d'Aristote à celui de saint Paul, conduit par les mains de la poésie et de la philosophie sur le chemin de Damas. Croyant fervent, mais plein de douceur, sous ses formes athlétiques, celui qui devait plus tard entretenir une correspondance avec Mélanchthon et protester contre la persécution des Vaudois, fut chargé de la direction des affaires religieuses dans un temps où il eût fallu déjà peut-être, pour prévenir la réforme, d'héroïques vertus. Le Vénitien Bembo n'avait qu'un modèle, Cicéron, et qu'une passion, la période cicéronienne; il croyait pouvoir encore en faire jaillir l'étincelle créatrice. Il parlait et écrivait avec tant d'élégance en latin, que Léon X crut voir un homme d'État dans ce rhéteur drapé dans le manteau de Cicéron, jusqu'au jour où il eut l'occasion de le mettre à l'épreuve en l'envoyant en mission à Venise. Bembo se montra si maladroit que pendant quelque temps il n'osa plus revenir, et s'arrêta chez une princesse de la Romagne, qui le consola de ses disgrâces diplomatiques. Bibbiena était le plus enjoué et le plus utile des secrétaires de Léon X. C'était l'élève du comique latin Plaute, et en même temps un homme adroit aux affaires. Il avait gagné les faveurs pontificales en rendant légères à Jean de Médicis les douleurs de l'exil,

par ces saillies vives et quelquefois un peu crues que révèle son œuvre de *la Calandre*, dont la lecture suffirait pour donner une idée de ce qu'était alors à Rome la liberté des esprits et celle des mœurs. Quand son patron songea de nouveau à refaire l'édifice de la fortune des Médicis, il y prêta les mains avec une grande dextérité, et se trouva être un politique. Homme de cour accompli d'ailleurs, et habile connaisseur en fait de lettres et d'arts, il partagea en ce point aussi les goûts et les préoccupations de Léon X, un peu trop enclin, dans la distribution de ses grâces, à suivre sa joyeuse humeur plutôt que les vrais mérites.

Avec Léon X au moins, après les scandales d'Alexandre VI et les témérités de Jules II, la chrétienté espérait un pontife dont les manières seraient décentes, et dont l'esprit aurait assez de mesure pour ne pas jeter le Saint-Siége et l'Italie dans d'inextricables difficultés. En Espagne surtout, on approuvait l'élection. « C'est un coup de Dieu, disait le roi Ferdinand, pour le bien de l'Église et de la chrétienté. » Les ambassadeurs vénitiens disaient de lui : « C'est un homme de bien, d'une grande libéralité et d'une nature heureuse, quoiqu'il ne veuille pas se donner grand'peine. » Les érudits répétaient à l'envi ce distique : « Nous avons eu les règnes de Vénus et de Mars, voici venir celui de Minerve ellemême. » Le Saint-Siége avait au moins besoin d'un sage pontife.

On ne peut contester que les pontificats précédents n'eussent singulièrement diminué le prestige

de la papauté et affaibli dans les âmes l'empire de la religion, surtout en Italie. Florence avait entendu retentir avec Savonarole le cri menaçant de réforme poussé contre l'Église. On n'avait pas été bien loin de déposer Alexandre VI. Quoique le concile de Pise n'eût pas réussi contre Jules II, c'était cependant un signe. Le concile national de France avait élevé de vives plaintes contre ce pape qui avait été joué même sur la scène à Paris. L'Allemagne était agitée de sourdes commotions qui présageaient comme un orage. Si l'on ne surprenait pas les mêmes passions en Italie, il y avait l'incrédulité qui était pire. « On ne peut donner, disait Machiavel, de plus forte preuve de la décadence et de la chute prochaine de l'Église que de voir les peuples les plus voisins de Rome d'autant moins religieux qu'ils en sont plus près. Nous devons en effet à la présence de l'Église au milieu de nous d'être dépourvus de religion et dotés de tous les vices. Les mauvais exemples de la cour de Rome ont détruit chez nous toute religion. Quiconque examinera les principes sur lesquels elle est fondée et combien l'usage et l'application qu'on en fait est changé, altéré, jugera que le moment n'est pas loin ou de sa chute, ou des plus grands orages. »

Ce qu'on reprochait surtout à l'Église, c'était, pour l'appeler d'un mot qui dit tout, la sécularisation. Elle était en proie au siècle; elle faisait passer les intérêts politiques, matériels, avant les principes, les devoirs religieux. Rome était devenue surtout une principauté politique qui se gouvernait selon

les règles mondaines. Les papes Sixte IV, Alexandre VI, Jules II, n'avaient presque pas eu d'autre but que de consolider ou d'agrandir l'État de l'Église, par tous les moyens possibles, et de dominer politiquement en Italie.. Par suite de leurs efforts si divers, le Saint-Siége était devenu le plus puissant État de la Péninsule et, au milieu des bouleversements dont elle était le théâtre, il pouvait presque passer pour le boulevard de son indépendance. « Autrefois, dit alors Machiavel, il n'était si petit baron qui ne méprisât la puissance pontificale; aujourd'hui un roi de France a du respect pour elle. » La puissance politique des Médicis n'avait pas été étrangère à l'exaltation de Léon X qui, en réunissant presque Florence à Rome, fortifiait l'Italie.

Mais, en revanche aussi, les souverains et les peuples chrétiens, qui rencontraient les papes pour adversaires sur le terrain politique, sentaient se relâcher leurs liens d'affection et d'obéissance pour le Saint-Siége; cette sécularisation, qui atteignait toute l'Église où les dignités ecclésiastiques, réservées surtout à des favoris ou à des cadets de la noblesse, étaient vendues et traitées comme une matière vénale, achevait de déconsidérer la religion même. Partout éclataient le scandale, la haine, le murmure populaire contre toute l'Église : « *Scandalum, odium, murmur populi in omnem clerum,* » dit un contemporain. Il s'y mêlait sans doute, de la part des peuples du Nord, pauvres, grossiers et avides, des sentiments d'envie et de convoitise pour les richesses de ce beau pays, et de naturelles anti-

pathies de race contre un peuple léger, raffiné et fier de la supériorité de son intelligence. Les contemporains nous ont laissé plus d'un témoignage du mélange de ces impressions complexes. Mais on ne peut nier la sincérité du scandale que causaient les préoccupations mondaines, le luxe fastueux et les idées profanes d'une Église qu'on avait si longtemps vénérée.

Chose étonnante ! le passage et le séjour de ces barbares en Italie ont eu pour résultat de les rendre sensibles aux charmes des lettres et des arts, de les éveiller à l'indépendance de l'esprit, à la politique, à la civilisation. Mais le premier sentiment qu'ils ont éprouvé a été celui de la répulsion et presque de l'horreur. Le Batave Érasme de Rotterdam, qui écrivait à la fois ses *Adages* contre les *Cicéroniens*, et sa *Méthode* pour arriver à la vraie théologie, visite Rome. Il exprime la crainte que le culte de l'antiquité ne ramène l'Italie aux croyances et aux mœurs païennes ; il s'aperçoit avec effroi que quelques cardinaux, contempteurs du latin des Pères de l'Église, jurent toujours par les *dieux immortels*, et se demandent si l'âme n'est point de la même nature dans les hommes et dans les brutes. Échappé à son poêle, cet érudit, qui voit le monde entier dans ses livres, traverse sans émotion le ciel et la terre des *Géorgiques*, passe presque insensible à côté du *Laocoon*, récemment retrouvé, et des statues arrachées au *Campo Vaccino*. Il n'est pas éloigné, dans son *Éloge de la Folie*, de mettre à côté des fous de la religion et du pouvoir ceux de la

littérature et des arts. Ulrich de Hutten, le Franconien, moitié poëte et moitié soldat, partage les préventions et les préjugés surannés de l'empereur Maximilien en Italie. Il distribue ses épigrammes à la République de Venise, à Jules II et à Léon X. Il ne consent pas à reconnaître le chef des chrétiens dans ce poëte nouvellement couronné de la tiare, entouré d'artistes et de baladins, qui prodigue l'or et l'argent de la chrétienté à ses favoris, et qui fait rassembler sur la place du Vatican des pierres « qui émigrent, dit-il, au palais des Médicis ».

Enfin, un pauvre moine allemand d'une petite université du Nord accomplit un voyage en Italie pour retremper à la source sa foi déjà chancelante. Il pénètre et dépeint parfaitement l'état moral de l'Italie. « Les Italiens, dit-il, sont les plus impies des hommes ; ils se moquent de la vraie religion, ils répètent souvent en allant à l'église : « Allons nous conformer à l'opinion populaire. » — « Si nous étions obligés, disent-ils encore, de croire en tout la parole de Dieu, nous serions les plus misérables des hommes, et nous ne pourrions jamais avoir un moment de gaieté. Il faut prendre une mine convenable, et ne pas tout croire. » — Voilà comme ils associent la plus grande indifférence pour les dogmes sérieux à une basse superstition pour des bagatelles. » La brillante Église de l'Italie ne fait pas illusion au pauvre et grossier moine. Celui qui se nourrissait de pain noir et de hareng salé, et qui méditait des mois sur un passage de saint Paul, trouve les repas des moines italiens trop longs et

leurs messes trop courtes ; quand il voit le marbre et l'or briller aux chapiteaux et aux voûtes des basiliques romaines, il se rappelle l'église lézardée et sans toiture dans laquelle il prêche, et la chaire de planches mal jointes où il avait déjà trouvé quelques éloquents sermons. S'il accomplit, comme tous les pèlerins, les cérémonies ordinaires, s'il monte à genoux les marches de l'escalier de Pilate, il croit déjà entendre une voix intérieure qui lui crie : « Le juste vit de sa foi ! »

Pour restaurer la religion et reprendre l'empire des âmes qui semblait échapper à l'Église, Léon X avait sous les mains un excellent instrument : le concile de Latran, réuni par Jules II contre le conciliabule de Pise ; et tout semblait l'y convier. Le conciliabule, dispersé par les événements à Milan, après avoir essayé de tenir encore à Asti, s'était tout à fait dissous à Lyon, en France. Le roi Louis XII, qui voulait désintéresser les luttes politiques de ce déplorable conflit, avait désavoué enfin son assemblée, ses projets ; et les cardinaux dissidents, dans l'attitude du repentir et de la pénitence, étaient venus confesser leurs fautes, implorer le pardon, et étaient rentrés en grâce. Le pape Léon X avait toujours de sa personne gardé extérieurement les paroles et les mœurs les plus décentes. Il s'acquittait avec beaucoup plus d'exactitude et de scrupule des devoirs ecclésiastiques de son ministère que le pape Jules II. Il savait ce qu'on doit à l'opinion populaire. On n'avait pas encore ébranlé l'autorité pontificale ; c'était le moment peut-être

pour le chef des chrétiens de tenter de là raffermir en s'entendant avec les souverains pour réconcilier les peuples avec l'Église. Mais ces bruits de réforme, ces projets de concile, étaient toujours venus des ennemis de l'Italie, et même de la maison de France. Il n'est pas étonnant que la cour de Rome et surtout le pape Léon X n'y ouvrissent point volontiers l'oreille.

On ne pouvait se dispenser cependant de faire quelque chose. Les réclamations de l'opinion générale, en France et en Allemagne, commençaient à s'entendre de Rome même, quoiqu'elle fût bien distraite par le retentissement des affaires politiques et par le goût des plaisirs de l'intelligence et des yeux. La curiosité des esprits, qui s'éveillaient aussi dans les contrées du Nord, s'en prenait à des problèmes plus sérieux, creusait plus profondément. On agitait les origines du christianisme, on découvrait les fondements de l'édifice, on comparait le passé et le présent, la primitive Église et la moderne; l'érudition naissante de l'Allemagne s'emportait avec passion dans ses universités encore grossières, mais vigoureuses. L'esprit gaulois pétillait en France dans les premiers tâtonnements de la Renaissance commençante. Léon X, après avoir ouvert par un solennel discours la sixième session du concile, fit nommer par les Pères une commission de réforme. Celle-ci, dans plusieurs sessions, discuta, rédigea, fit adopter un certain nombre de canons destinés à réprimer le luxe des cardinaux, à forcer les évêques à la résidence, à retremper dans les couvents les études et les

mœurs. A ces mesures préventives s'en joignirent d'autres d'un caractère plus répressif. L'examen des questions relatives à la nature de l'âme, qui avait passé des écoles dans la société, fut interdit. La papauté avait été la première à favoriser, à Rome, l'établissement de l'imprimerie. L'abus, comme toujours, avait suivi l'usage. Le concile de Latran crut y porter remède en soumettant, à Rome et dans toute la chrétienté, la publication des livres à la juridiction de l'autorité diocésaine compétente. Mais, de ces mesures, les unes étaient insuffisantes, les autres mal prises, et, pour les faire exécuter, la papauté n'eut la main ni assez ferme ni assez longue.

Léon X, d'ailleurs, ne se faisait pas faute de continuer les abus qui flattaient la générosité de son cœur. Dans une première promotion de cardinaux, il donnait le chapeau à un sien neveu, fils bâtard de Julien, qu'il légitimait pour ne pas violer les lois de l'Église, et à un jeune homme de vingt ans, Innocent Cybo, petit fils d'Innocent VIII, qui l'avait fait lui-même cardinal à treize ans. Mais il savait couvrir ces écarts disciplinaires des grâces de son esprit. « Je rends à Innocent, disait-il, ce que m'a donné Innocent. » Aussi, le concile de Latran, réuni dans des vues plus politiques que religieuses, se termina-t-il sans avoir rien fait pour la chrétienté. Ce n'était plus le temps de ces grandes assemblées qui avaient, au moyen âge, plusieurs fois tenu entre leurs mains les destinées de l'Europe. Il fallut attendre jusqu'au milieu du siècle un concile qui devait avoir à guérir des plaies bien plus larges et plus cuisantes.

II.

LA POLITIQUE.

Léon X, en vrai pontife des chrétiens, adressa d'abord à la plupart des souverains de l'Europe des lettres qui ne semblaient respirer que la paix. « Mon plus grand désir, disait-il, est de voir les cœurs de tous les princes unis par les liens d'une mutuelle et sainte concorde. J'ai souhaité la paix quand la fortune m'était moins prospère : quels vœux ne dois-je pas former pour l'obtenir aujourd'hui que je suis le vicaire du Christ, source et auteur de toute charité! » Mais, en se rappelant l'état dans lequel Jules II avait laissé l'Italie et la chrétienté, on comprend combien étaient fragiles les espérances de la paix !

Ce pape belliqueux avait mis à l'empereur Maximilien, au roi d'Espagne, au roi d'Angleterre, aux Suisses, les armes à la main contre le roi de France. Chassé d'Italie, Louis XII se résignait d'autant moins à sa défaite qu'il voyait la ligue faite contre lui commencer à se dissoudre par suite même de la victoire. Le nouveau duc de Milan, restauré par la ligue, Maximilien Sforza, mal affermi, malgré les Suisses, ses défenseurs et ses soutiens, qui se faisaient détester par leur grossièreté et leurs exactions, regrettait d'avoir cédé Parme et Plaisance au pape. Le roi d'Espagne était mécontent de n'avoir rien gagné à une guerre qui profitait seulement aux Suisses et au

Saint-Siége. Enfin Venise, qui avait toujours des démêlés avec l'empereur et le pape pour les villes qu'elle défendait encore ou voulait recouvrer, cherchait dans les discordes des autres les moyens de se relever, comme elle y avait cherché autrefois ceux de s'agrandir. Les passions des hommes s'opposaient plus encore peut-être à la paix que la force des choses : « Nous avons, écrivait Machiavel, un pape sage, grave et respecté, mais un empereur léger et changeant ; un roi de France irrité et craintif ; un roi d'Espagne brouillon et avare ; un roi d'Angleterre riche, audacieux et cupide de gloire ; nous avons des Suisses victorieux, brutaux et insolents ; quant à nous autres Italiens, nous sommes pauvres, ambitieux, tout à fait incapables d'union et avilis ; de sorte qu'en voyant les événements qui couvent en ce moment, je crois à ce moine qui criait : « *Pax, pax, et non erit pax ;* la paix, la paix, et il n'y aura point de paix. »

Si sage qu'il parût dans ses lettres, et malgré les respects qu'on lui témoignait, le pape, traité volontiers d'arbitre par tout le monde, était peut-être celui qui croyait le moins à la paix. Par tempérament, le fils de Laurent le Magnifique était loin d'être un guerrier ; mais, par sa naissance, par son éducation, par son pays, par son temps, c'était un ambitieux, un politique, un diplomate. Sa profession, sa dignité, n'y faisaient rien, au contraire ; l'Église était une école d'ambition, de politique, de diplomatie. Léon X, successeur d'Alexandre VI et de Jules II, maître d'un État devenu considérable,

ne pouvait manquer à la mission que lui imposaient les circonstances, son temps, son pays, l'Église et sa famille.

Florence et Rome, tout le centre de l'Italie, le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, l'autorité, la richesse, étaient entre les mains de Léon X. Après son frère Julien rentré dans Florence, il avait à pourvoir des neveux, un Laurent, un Hippolyte, un Jules. Le népotisme était dans les traditions de la famille. Un ambassadeur exprimait dès les premiers jours la crainte que Léon X n'y tombât. « C'est un pape sage, » disait-il, « si l'esprit de famille ne l'entraîne pas. » Mais Léon X comptait justement sur l'esprit de famille. Le jour où il avait été intronisé, il disait à son frère : « Profitons de la papauté, puisque Dieu nous l'a donnée (*Godiamoci il papato, poichè Dio ci l'ha dato*). » A défaut de la famille, la patrie enfin ne parlait-elle pas? Et le Saint-Siége, devenu une puissance politique, uni à Florence, augmenté de Parme et de Plaisance, d'une partie du duché de Ferrare, resté seul inviolé par l'étranger, n'était-il pas de fait le dernier boulevard de l'indépendance italienne?

Les souverains de l'Europe ne parlaient pas moins de paix et ils négociaient des trêves comme acheminement. Mais on savait alors que trêves et traités n'étaient que des manières détournées de continuer la guerre, des moyens de substituer les surprises de la duplicité au hasard des armes. Louis XII, à la condition de recouvrer le Milanais, faisait proposer au pape, par son frère Julien, un accommodement

qu'il offrait de rendre aussi favorable que possible à la maison des Médicis. Léon X était accoutumé depuis longtemps à regarder les Français comme des ennemis. Confiant dans sa puissance, il éluda ces offres par de belles paroles. Mais Louis XII mit habilement à profit le commencement de crainte qu'inspirait le Saint-Siége, pour obtenir, au moins sur les Pyrénées, de Ferdinand le Catholique, une trêve d'un an, et de Venise, qui était toujours en quête de protecteurs, un traité de paix (10 mars), qui voilait une alliance offensive et défensive pour la recouvrance du Milanais. Léon X fut donc obligé de commencer son pontificat pacifique, en continuant les guerres de son prédécesseur.

Le pape essaya d'abord de se servir des mains d'autrui. C'était une tradition à la fois pontificale et florentine. Il fit passer de l'argent aux Suisses pour s'assurer aussi de leur concours, promit une solde au vice-roi de Naples, Raymond de Cardone, pour retenir les Espagnols au Nord de l'Italie; et il conclut avec une grande activité, à Malines, par l'entremise de l'archiduchesse Marie, sœur de Maximilien, contre la France, à l'effet de la retenir chez elle en l'attaquant sur son territoire, une ligue (5 avril) avec l'Empereur, le roi d'Angleterre, et même le roi catholique; car celui-ci adhéra au dernier moment, comme roi de Naples, bien qu'il eût signé une trêve avec Louis XII, comme roi d'Espagne, sur les Pyrénées. Mais le roi de France et la république de Venise se trouvèrent les premiers prêts au commencement de l'année 1513.

La Trémouille et Trivulzio, à la tête de trois mille chevaux, quatorze mille piétons et une bonne artillerie, descendaient les Alpes, s'emparaient, sans coup férir, d'Asti et d'Alexandrie, tandis que Barthélemy d'Alviano, à la tête des troupes vénitiennes, entrait dans Bergame, Brescia et Crémone qui leur étaient cédés par le traité. Selon l'habitude, déjà Gênes changeait de gouvernement ou plutôt de faction, pour revenir aux Français, et les Milanais se soulevaient en leur faveur. On s'attendait à un de ces changements à vue auxquels on était accoutumé. Maximilien Sforza, le nouveau duc, n'eut que le temps de se jeter dans Novare avec les Suisses, ses défenseurs. L'armée française vint l'y assiéger et canonner la place. Mais les Suisses s'y trouvèrent en force par l'arrivée de nouvelles bandes. Ils laissèrent, par bravade, les portes ouvertes ; puis, les Français s'étant retirés à deux milles, dans la nuit du 5 au 6 juin, ils sortirent de la place, piques baissées, sans chevaux ni canons, et marchèrent droit contre l'armée et l'artillerie de France.

Le combat fut terrible, mais court. L'artillerie française enleva des files d'assaillants; mais ceux-ci, avançant toujours, arrivèrent aux canons; une lutte corps à corps s'engagea entre les piétons suisses et allemands; c'était affaire d'honneur; les piques, les hallebardes, les lances, les lourdes épées faisaient voler les têtes et les bras, fendaient les hommes en deux ; les haumes et les corselets de fer n'y pouvaient rien. La gendarmerie française, en lançant ses chevaux encore couverts d'armures contre la

phalange serrée d'hommes et de piques, n'y put faire une trouée. Après six heures, les Suisses restèrent maîtres des canons et les tournèrent contre les Français qui abandonnèrent le champ de bataille, l'artillerie, les bagages, et repassèrent avec peine les Alpes.

C'était une éclatante victoire pour le pape et pour l'Italie. Le condottiere de Venise, Barthélemy d'Alviano, s'étant retiré derrière le Mincio pour couvrir les possessions vénitiennes, l'Espagnol Raymond de Cardone, qui était resté jusqu'alors en observation, l'y poursuivit et vint l'assiéger avec quelques troupes allemandes dans Mantoue. D'Alviano s'y défendit; voyant même les ennemis courir toute la côte, et lancer des boulets dans Venise, le bouillant condottiere les attaqua, gorgés de butin, près de Vicence. Mais on ne pouvait entamer les Espagnols quand ils défendaient leur proie ; ils firent essuyer aux Vénitiens une défaite semblable à celle de Novare. Léon X paraissait plus heureux encore que Jules II. Les contre-coups de cette volte-face de la fortune se ressentirent jusqu'en France. Henri VIII, débarqué et réuni à Maximilien, vit, à Guinegate, au Nord, s'enfuir les gens d'armes français à grands coups d'éperons, tandis que les Suisses pénétrèrent, par les provinces de l'Est, jusqu'à Dijon, et extorquèrent à La Trémouille de l'argent et la promesse de renoncer au Milanais. Pour achever la France, en unissant étroitement ses ennemis, Henri VIII et l'empereur projetaient déjà un mariage entre Marie, sœur du roi d'Angleterre, et Charles, petit-fils de Maximilien, souverain des Pays-Bas.

Léon X fut comme enivré des résultats de sa politique. Il prétendit affermir l'autorité de sa maison à Florence, en y substituant, à son frère Julien, Laurent, le fils même de Pierre, pour habituer la République au principe de l'hérédité. Celui-ci était encore jeune, mais on lui donna pour conseiller le cardinal Jules de Médicis, déjà rompu aux affaires. Julien, rappelé à Rome, y fixa sa résidence en attendant de plus hautes destinées. Léon X lui fit, le jour de sa rentrée, une réception royale. On bâtit, sur la place du Capitole, un théâtre où l'on joua le *Pœnulus* de Plaute, et l'on y servit un banquet splendide à toute la cour. Un élève de Michel-Ange, Jacques del Duca, tailla dans le marbre pour Léon X une statue moins fière et moins belle que celle que son maître avait faite pour Jules II, mais qui ne se dressa pas moins prétentieusement au Capitole même. Les hommages les plus lointains ne manquaient pas à ce nouveau règne. Le roi de Portugal offrait au pape des animaux rares, venus des Indes; et Léon X, par un acte d'autorité qui pouvait, un peu plus tard, devenir sujet à contestation, lui faisait donation de toutes les terres qu'il découvrirait encore au-delà des Indes.

Léon ne pouvait cependant disposer aussi souverainement en Europe de ce qui était aux chrétiens, que de ce qui appartenait si loin aux idolâtres. Était-ce pour lui, pour l'Italie, que la ligue de Malines avait vaincu? Les Suisses, rentrés à Milan avec le duc Maximilien Sforza, montraient bien que ce n'était pas pour ce fantôme de souverain qu'ils avaient

vaincu. « S'il a le moindre bon sens, disait de lui Machiavel, il se regardera comme ces rois de fêtes qui ne sont rien de plus le soir qu'ils étaient le matin. » Ces montagnards, qui s'étaient contentés d'abord de donner des coups de râteau en Italie, commençaient à montrer le dessein de s'y établir, et excitaient à leur tour les jalousies.

Louis XII, de son côté, pour rompre la ligue de ses ennemis, proposait sa seconde fille, Renée, à l'autre petit-fils de l'empereur et de Ferdinand, en offrant pour dot le Milanais qu'on arracherait aux Suisses. Mécontent de voir les Suisses en Lombardie, Ferdinand d'Espagne surtout, qui voulait marier son petit-fils préféré, Ferdinand, prêtait l'oreille à ces propositions. « Il voyait là, disait-il, le moyen de tout arranger, » et poussait l'empereur à faire quelques concessions aux Vénitiens, pour terminer leurs différends et achever la pacification générale. Son zèle allait jusqu'à vouloir réunir tous les États de la Péninsule, dont il faisait partie comme roi de Naples, pour le plus grand intérêt de l'Italie, et tous les souverains de l'Europe, pour la défense de la chrétienté. Provisoirement, le contrat de mariage de la princesse et du prince, qui étaient encore enfants, fut signé par les deux souverains de France et d'Espagne, quitte à ne point s'accomplir plus tard ; et la trêve, qui avait déjà été faite entre eux, fut prolongée d'un an, à la grande terreur de l'Italie.

Les princes ultramontains ne cessaient de se disputer l'Italie les armes à la main, que pour essayer de se la partager à l'amiable en parlant de

paix. Machiavel disait que cela finirait bien par là; et Guicciardini, alors en Espagne, démêlait fort bien que le plus dangereux ennemi de la Péninsule, c'était ce roi *catholique* qui voulait s'y donner des airs de patron, et qui était toujours prêt à sacrifier à son intérêt les choses et les personnes, en un mot, cette Espagne qu'il appelait « une caverne de voleurs[1] ».

Ainsi, Léon X avait voulu abaisser la France, et il grandissait les maisons unies d'Autriche et d'Espagne. Les puissances auxquelles il prêchait toujours la paix s'unissaient contre l'Italie et contre lui-même. La conclusion de ces mariages pouvait amener une paix générale faite sans lui et dont il serait comme exclu. On s'apercevait bien que cette politique de mensonge, de trahison et de surprise, née parmi les Italiens, prônée par eux, cet art « de renverser la cervelle des gens pour les avoir à sa merci, » tournait contre ses inventeurs. Les Italiens ne savaient plus où donner de la tête. Le découragement, le désespoir, s'emparaient des plus froids calculateurs comme des masses elles-mêmes.

Ces ambassadeurs italiens auprès des cours étrangères, autrefois si assurés, si confiants en eux-mêmes, jettent, comme on dit vulgairement, leur langue aux chiens. — « Dieu veuille que cela tourne le mieux possible; — fasse le ciel qu'il en soit ainsi; — il en sera ce que Dieu voudra; » voilà les formules qui se rencontrent sous la plume des Capello,

[1] Guic., *Op. ined.*, t. VI. Lettre L et LXXX; *Nég. de la Tosc.* ann. 1513 et 1514. Lettres familières de Mach.

des Sanuto, des Pandolfini, des Guicciardini. Machiavel et Vettori sont plus amers. Le premier, qui est d'ailleurs loin des affaires, se refuse souvent à porter un jugement sur les événements, « parce que tout ce qui arrive est contraire à tout ce qu'un homme doit réellement penser » ; et le second envoie « au diable le pape, l'empereur, les rois et les Suisses, et préfère de beaucoup à tous les soucis que ceux-ci leur donnent ses galantes distractions ». Il se chagrine surtout de ce qu'il n'est pas avec son compagnon, pour se donner du bon temps, et s'écrie : « Triomphe après tout qui voudra ! Que les prophéties s'accomplissent, et que ce qui doit arriver arrive plutôt sur-le-champ ! » Après ce qu'il a vu déjà, il aimerait « à voir encore au delà ». Apre curiosité de politique désabusé qui ne voit plus dans son art qu'un exercice d'esprit, et, dans sa patrie succombante, qu'un spectacle nouveau ! Les masses sont plus sombres.

Un moine, en cette année (1514), pauvre franciscain illuminé qui voulait peut-être imiter Savonarole, fait retentir dans *Santa Croce* des prédictions à faire trembler. « Il y aura, disait-il, et avant peu, un faux pape, créé en opposition au véritable. Il s'entourera de faux prophètes, il divisera l'Église. Le roi de France sera terrassé, un prince de la Maison d'Espagne dominera en Italie. Florence sera prise, dévastée ; Rome livrée aux barbares ; les prêtres dispersés, l'office divin suspendu. Il s'étendra une peste en Italie et une famine si grande qu'il ne restera point dix hommes

par cantons; et, pendant dix-huit ans, un diable sous la forme humaine dira la messe servie par des milliers de diables qui entreront dans les corps d'une multitude d'individus et les feront ressusciter après leur mort, pour témoigner de la vérité de leur mission [1]. »

Le vrai pape, cependant, calme dans son attitude et dans son longage, malgré ses secrets désirs, ne désespérait pas. Pape et Florentin, pouvant négocier par lui-même ou par son neveu Laurent, au nom du Saint-Siége ou de Florence, il croyait être dans une admirable position pour ménager ses changements de front, choisir son terrain, s'avancer ou reculer, s'engager ou se démettre à son gré. Ferdinand le Catholique avait donné cet exemple en fortifiant encore en Italie sa duplicité habituelle de sa double qualité de roi d'Espagne ou de Naples, pour mentir et se parjurer à son gré.

Après avoir ligué l'Europe contre Louis XII, Léon X résolut de réconcilier celui-ci avec les Suisses et avec le roi d'Angleterre, pour l'empêcher de se jeter tout à fait entre les bras de l'empereur ou de l'Espagne, et de le mettre lui-même et l'Église à la discrétion de Ferdinand [2]. La mort de la femme du roi de France, Anne de Bretagne, ouvrit à la diplomatie pontificale de nouvelles perspectives. On tramait des mariages, comme des complots, contre l'Italie et contre Léon X. Le pape résolut d'en tra-

[1] Machiavel, Lettres familières, 1514.

[2] *Négoc. dipl.*, Ab. Desj., ann. 1514, et les lettres de Balth. Pasca aux archives de Flor. *Arch. stor.*, I.

mer aussi pour leur défense. Le vieux roi Louis XII n'avait pas eu d'héritiers mâles de sa première femme, et il en désirait vivement; sa main flatterait davantage le roi d'Angleterre et sa sœur Marie. Henri VIII était mécontent de ses alliés, depuis le rapprochement de l'Espagne et de la France. Léon X envoya, à Malines, auprès de la sœur de Maximilien, Marguerite d'Autriche, la tête vraiment politique de la famille, en France, auprès de Louis XII, et à Londres, auprès d'Henri VIII, l'homme qui avait tous ses secrets (*chi ha il secreto del cuore di sua Santità*), un fin diplomate, Ludovic de Canossa, évêque de Tricarico.

Celui-ci avait affaire à forte partie. Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas au nom de l'archiduc Charles, avait fait la ligue de Malines et voulait la consolider par le mariage anglais. C'était une femme dévouée à la fortune de sa maison, « et il n'était pas possible, disait un ambassadeur florentin, de trouver plus d'intellect (*engegno*) à une créature raisonnable. » L'empereur n'avait foi qu'en elle; Ferdinand le Catholique tenait à ne pas lui déplaire; elle ne demandait que la ruine du roi *très-chrétien*, et ne pensait qu'à attiser le feu allumé (*fuoco inteso*). Mais, à robe de femme, robe de prêtre. Les deux grands-pères, en mariant leurs petits-fils, cherchaient à avoir le Milanais, chacun pour celui qu'ils préféraient : Maximilien pour Charles, l'aîné; le roi catholique pour le cadet, Ferdinand. Tricarico, dans les Pays-Bas, en profita, comme bien l'on pense, pour jeter chat aux jambes à l'Espagne.

A Paris, il fit bien mieux. Sous son charme, les défiances de Louis XII contre le pape se dissipèrent; ses scrupules à l'endroit de l'Église menacée par la prépondérance espagnole se réveillèrent; son amour-propre se révolta contre ce Ferdinand, qui l'avait battu en le trompant, qui trompait tout le monde, et qui trahissait maintenant l'Église pour l'asservir; enfin les passions du vieillard caressèrent l'idée d'avoir une jeune femme, un héritier mâle. Tricarico acheva sa campagne à Londres même, où Henri VIII fut facile à gagner[1]. Mais Léon X, qui mariait les autres, voulait aussi marier son frère Julien, qui vivait à Rome en prince.

La cour de Rome, pour prix de ses bons offices, demanda donc pour Julien Philiberte de Savoie, la sœur de la duchesse d'Angoulême, mère du futur François Ier. C'était un moyen aussi d'arranger l'affaire du Milanais. Léon X ne s'opposait point à ce que Louis XII cherchât à reprendre le Milanais, si l'on faisait à Julien, marié, un beau duché des villes de Parme et de Plaisance prises au Milanais et réunies à celles de Modène et de Reggio, prises au duché de Ferrare. Mais Louis XII ne voulait rien sacrifier de ses droits, ni faire tort à la maison d'Este, son alliée. Léon X alors offrit d'abandonner Parme et Plaisance si l'on voulait avec lui chasser les Espagnols de Naples pour y mettre son frère. La proposition en fut faite par le cardinal Jules de Médicis au cardinal de San Severino, agent de la

[1] *Négoc. dipl.*, ann. 1514, t. II, pp. 616, 624.

France à Rome. Les Médicis qui, en leur qualité d'Italiens, se flattaient toujours, pensaient faire par là, au profit de leur famille, une sorte d'unité italienne qui leur permettrait même plus tard, les circonstances aidant, de chasser les Français.

Cette proposition énorme faillit tout compromettre. Louis XII jeta les hauts cris; il se plaignit de l'ambition, de la haine du pape. Le pape menaça de retourner aux ennemis de la France. Mais Tricarico avait déjà mené trop loin l'affaire pour qu'elle ne réussît pas. Le roi d'Angleterre et le roi de France avaient pris feu pour le mariage. Les deux rois disaient, comme pour punir le pape de ses tergiversations : « Nous n'avons que faire de Sa Sainteté. Concluons entre nous. » Tricarico lui-même fit bonne mine à mauvais jeu. Les deux souverains signèrent la paix à Londres, le 2 août 1514, et le mariage de Louis XII avec la princesse Marie. Le roi de France, pour rompre le mariage avec l'Espagne, donna à son ambassadeur quelque bonne excuse espagnole (*scusa spagniola*); et Léon X, ne voulant pas perdre les bénéfices de son zèle et rester victime des événements, s'applaudit de cette heureuse pacification, dont il avait eu l'idée, et encouragea pendant quelque temps, ouvertement, le roi Louis XII à profiter de l'occasion pour passer en Italie, « où personne, disait-il, n'était en état de payer les Suisses, où les Espagnols étaient affaiblis, et les peuples, exaspérés des exactions des uns et des autres, tout prêts à se soulever. » Il pouvait parler ainsi : Louis XII, retenu par sa trêve avec Ferdinand,

et dans les bras de sa nouvelle femme, n'avait jamais eu moins envie de passer les Alpes [1].

A Rome, à Florence, Léon X et son frère Laurent se consolèrent de ces petits mécomptes par des fêtes qui faisaient partie de leur gouvernement comme de celui du *Magnifique*. Au milieu de cette année si occupée, ils trouvèrent le temps d'organiser à Florence une splendide fête dont François Granacci fit toutes les décorations. Dix cardinaux y assistaient. Le pape montra grande envie de s'y rendre. On y célébra le triomphe de Camille sur les Gaulois, illusion patriotique qui n'était peut-être plus déjà de circonstance. Il y eut force processions, girandoles, chants, lices, représentations théâtrales, avec un arc de triomphe qui portait cette légende :

Leoni X, *pont. Max.*, *Fidei cultori.*

Cependant la famille tint un grand conseil à Rome, à la suite de ces fêtes, pour aviser. Il était présidé par le pontife siégeant au milieu de ses frères et neveux, et par sa mère, Alphonsine Orsini, la veuve de Pierre II, qui y apportait aussi son influence personnelle et l'expérience des affaires. La maison de Médicis en somme était mécontente de la France. Mais que faire? Le fils de Laurent le Magnifique dépensait tant d'argent en fêtes, en distractions élégantes, en encouragements aux lettres et aux arts, qu'il n'en restait pas pour s'armer. On se plai-

[1] Paul-Paruta, *Stor. ven.*, liv. II, p. 121, et l'Appendice de l'*Arch. storico*. Enfin Ab. Desj., année 1514, juin, juillet et août.

gnait alors, dans le centre de l'Italie, qu'il n'y eût pas un régiment disponible, un condottiere soldé. Léon X n'était point du tout guerrier. Son frère, Julien, tempérament doux et maladif, moins encore; Laurent seul, à Florence, se livrait, comme passe-temps, à quelques exercices militaires. On voulait surtout éviter de se compromettre dans une guerre. Gagner, grandir par la force des paroles, l'habileté diplomatique, avec les mains des autres, était la politique des Médicis.

Léon X se décida à profiter du mécontentement de Maximilien et de Ferdinand, frustrés chacun dans leurs projets de mariage, pour signer avec eux une alliance, à la défense réciproque de leurs États, et s'unir de nouveau avec les Suisses. En payant à l'empereur quarante mille ducats pour la ville de Modène, il aurait voulu le jeter même contre la France; et il lui envoya à cet effet cinq frères de l'ordre des *Érémitains*, dans leur vêtement noir. « Je croyais que vous veniez pour mes obsèques, leur répondit en plaisantant Maximilien; avant la guerre, il me faut la réforme. » Mais Léon ne désespérait pas de faire fructifier bientôt ce petit commencement. Une lettre d'un moine, écrite par lui après sa mort, *frate angelo morto*, lui en était garant : on la montrait à la cour pontificale. L'ambition politique elle-même a ses superstitions.

Lorsque Louis XII, que Léon X, au mois de septembre, avait voulu déterminer à passer en Italie, en reparla au pape en décembre, celui-ci fit tous ses efforts pour le dissuader d'une pareille entre-

prise, alors possible. « Il rappelle dans sa dépêche les sentiments qu'il avait toujours eus pour le roi très-chrétien, dont les intérêts lui sont aussi chers que ceux de ses propres frères. Il a changé, c'est vrai, mais les circonstances ont changé. Elles étaient alors favorables, elles ne le sont plus maintenant. En vrai pasteur, il doit mettre la paix et non le couteau (*coltello*) au milieu de ses brebis. » Pour achever de convaincre le roi, il montre le sultan Sélim, déjà tout prêt à se ruer sur la chrétienté et à la punir de ses dissensions intestines. Lui-même, soutenant son personnage devant l'ambassadeur de France, il s'écrie qu'il n'a que l'intérêt de la France et de la chrétienté pour but ; et, dans son animation, un jour, portant sa main gauche à son bras droit, il ajoute : « Je donnerais ce bras pour voir le roi de France en possession de son héritage, sans qu'il en coutât une mer de sang à la chrétienté[1] ! »

Ne nous étonnons pas de ces défections, de ces engagements défaits aussitôt que pris. C'était l'histoire de tous les jours. « Léon X, » dit un Vénitien, « promettait beaucoup et tenait peu. » Un ambasssadeur de Ferdinand le *Catholique*, auprès de Louis XII, un moine, à la veille même de la consommation du mariage de ce prince avec Marie d'Angleterre, lui proposait de rompre sa foi, en lui promettant de le faire absoudre par le pape. « Sa Sainteté, » lui répondit Louis XII, « peut absoudre ma foi, mais non mon honneur. »

[1] *Négoc. de la Tosc.*, t. II, pp. 664 et 674.

Cette politique, toute pontificale et florentine, ne fut cependant plus de mise, après la mort de Louis XII, quand un roi jeune, ardent et ambitieux, François Ier, monta sur le trône le 1er janvier de l'année 1515.

III.

LA GUERRE.

Léon X se fit d'abord d'assez grandes illusions sur les intentions du nouveau roi. Il chargea son ambassadeur de lui exprimer, dans les termes les plus chaleureux, les actions de grâces « qu'il rendait à Dieu, d'où procède tout bien et toute puissance, pour avoir couronné de tant de félicité le jeune François ». Il ne pensait pas que celui-ci fît une guerre dès la première année de son règne, cela était contraire à la tradition. Le mariage qui se célébrait alors (14 janvier), entre son frère le *magnifique* Julien et la princesse Philiberte de Savoie, sœur de la mère du roi, affermissait sa confiance. Il crut donc pouvoir, « moins par ambition, dit-il, que pour soustraire la jeune mariée à l'influence de la *malaria*, et pour faire honneur à cette alliance, » nommer son époux vicaire perpétuel dans les villes de Parme, Plaisance et Modène, quoique les Français et le duc de Ferrare se crussent encore quelques droits sur ces villes ; et il partit pour sa villa de la Magliana, afin de se donner à la chasse un peu de

bon temps. Les affaires l'avaient surmené ; il était homme de loisir et commençait à désirer sincèrement « la paix universelle et l'exaltation de la foi chrétienne[1] ».

Cependant les nouvelles qui arrivèrent coup sur coup de France à Rome devinrent bientôt plus inquiétantes. Le jeune roi, ayant repris fièrement le titre de duc de Milan, avait juré, foi de gentilhomme, aux ambassadeurs vénitiens, qu'il serait en Italie dans l'année. Il faisait un traité de bon voisinage avec le fils aîné de Maximilien, l'archiduc Charles (plus tard Charles-Quint), souverain des Pays-Bas, qui sortait de tutelle. Il resserrait son alliance avec Henri VIII, toujours défiant de l'Empire et de l'Espagne; avec Venise, tout à fait décidée en sa faveur. Ses agents parcouraient l'Allemagne pour y lever des lansquenets, et la Navarre pour y trouver des piétons. On amassait de l'argent; et la noblesse, folle de son jeune roi, ne respirait plus que guerre. Enfin François 1er faisait sonder la cour pontificale, pour savoir, dans le cas où il passerait en Italie, si elle serait amie ou ennemie. La diplomatie du roi niait, au pape surtout, que cela fût prochain. Mais le jeune souverain se laissait échapper; et l'ambassadeur de Florence écrivait, le 27 mai, qu'il ne fallait plus douter de l'arrivée des Français, agissant de concert avec la république de Venise, pour reconquérir le Milanais. Déjà le roi d'Espagne, Ferdinand le *Catholique*, faisait aussi son alliance avec les Suisses pour la défense de l'Italie et invitait le pape à faire ouvertement quelque chose.

[1] *Négoc. dipl.*, t. II, pp. 689 et suiv.

Le moment était venu. Il fallait se déclarer entre les Français et leurs ennemis, les Suisses et les Espagnols, ou rester neutre. Léon X examina moins les choses au point de vue de l'Italie qu'à la lumière de l'intérêt de sa maison. Ses diplomates ont bien à la bouche les mots de *Santa Chiesa* (Sainte Église); mais on voit qu'ils ont au fond du cœur la Maison (*la Casa*) des Médicis. Déjà même, chez Machiavel, resté, comme il le dit, « dans la misère, sans trouver une âme pour se souvenir de son dévouement ou s'imaginer qu'il puisse être bon à quelque chose », ces mots magiques de *liberté* et d'*Italie* ne paraissent plus que le classique et vide écho de l'antiquité, évoquée comme un fantôme, ou la fleur éphémère d'une civilisation ou d'une culture supérieure, mais déjà déclinante, au milieu de la barbarie étrangère. Léon X ne parut songer qu'à sauver les débris de sa fortune, comme la dernière planche de salut de l'Église et de l'Italie, au milieu des critiques circonstances dans lesquelles le jeta tout à coup l'arrivée de François Ier.

On avait appris avec effroi, dans un même jour, le passage des Alpes par l'armée française et la capture d'un des meilleurs généraux espagnols. Une armée suisse, et l'avant-garde espagnole, qui gardaient les passages du mont Cenis et du mont Genèvre, avaient été tournées par les vallées de Barcelonnette et de la Stura. L'armée française, se frayant une route par un sentier de chasseurs de chamois, avait fait sauter les rochers, hissé et descendu des canons à bras, jeté des ponts et des gale-

ries aux corniches des abîmes. La Palice, le premier, surprit (15 août) Prosper Colonne encore à table dans Villefranche, au pied des Alpes. Les Suisses, accompagnés de quelques Espagnols, battaient en retraite par Novare, Verceil et le Tessin. François Ier les suivait de près, déterminé « à les travailler et rompre, de manière à les empêcher par tous moyens de se joindre aux armées espagnole et italienne qui l'attendaient en Lombardie pour lui faire un mauvais parti ».

En faisant sa dernière alliance avec l'Espagne, l'Empereur et les Suisses contre la France, Léon X avait prié ses alliés de ne point publier son traité avec eux. Quand *Sa Circonspection*, comme l'appelait Jules II, lorsqu'il n'était que cardinal, apprit l'heureuse escalade des Alpes par les Français, il envoya son confident Cintio de Tivoli à François Ier pour expliquer sa conduite, fit reprendre par Florence des négociations avec le roi, et ordonna au cardinal de Médicis, son commissaire en Lombardie, de s'enquérir, avec tout le soin possible et coûte que coûte, des forces et des chances des armées belligérantes pour conformer avec la plus extrême prudence sa conduite aux circonstances. C'est « la magnifique madame Alphonsine[1] », l'âme de cette politique féminine, qui commença ainsi à faire revirer doucement la cour pontificale.

Rien de plus propre à faire connaître les mœurs politiques du temps que les dispositions morales

[1] *Négoc. dipl. de la Tosc.*, ann. 1515, t. II, pp. 714 et suiv. *Amb. venet.*, série II, t. III, p. 42, et *Arch. stor.*, t. I, p. 293.

des puissances et des armées bientôt en présence. Entouré de vieux capitaines et d'une jeune noblesse qui faisait avec lui ses premières armes, à la tête de sa brillante gendarmerie, de son artillerie mobile, de 25,000 lansquenets aguerris et de 10,000 piétons français, bien gaillards, commandés par Pietro Navarro, vaillante épée, passée de l'Espagne à la France, François Ier, au milieu de la Lombardie, voulait donner la main à Barthélemy d'Alviano, qui était sur le Mincio avec l'armée de Venise, son alliée, et livrer bataille à toute armée qui oserait tenir devant lui. Milan, occupé par les Suisses, objet du litige, craignant la férocité de ses maîtres et défenseurs, avait fait supplier le roi de lui permettre d'attendre l'événement. Il manœuvrait donc entre les Suisses qui étaient dans la capitale de la Lombardie, et les armées confédérées qui étaient derrière le Pô, près de Plaisance, pour les empêcher de se joindre, et tenter lui-même de s'unir aux Vénitiens.

Le vice-roi de Naples, Raymond de Cardone, à la tête de 10,000 Espagnols, le cardinal Jules de Médicis et le Magnifique Laurent à la tête de 10,000 pontificaux armés, auraient pu, soit en faisant tête à Barthélemy d'Alviano sur l'Adda, soit en inquiétant les Français, menacés par les Suisses de Milan, mettre François en assez grand péril. Mais Cardone savait que son maître Ferdinand ne tenait guère à assurer par une nouvelle victoire la Lombardie aux Suisses; et, par l'interception des lettres pontificales, il connaissait tous les manéges de la politique des

Médicis. Un jour, il fit mine de se diriger vers Lodi, en priant le cardinal de Médicis de l'appuyer. Celui-ci, qui n'osait faire passer aux Suisses quelques chevau-légers sous la bannière pontificale, jeta aussi lentement qu'il put un pont sur le Pô, fit la montre de ses troupes, compagnie par compagnie, pour qu'on n'en vît pas le nombre, et ne dépassa point les limites du territoire de Plaisance [1]. Tels étaient les ordres qu'il avait reçus de Léon X. On ne pouvait pousser plus loin la circonspection.

Les Suisses, dans Milan, étaient divisés. L'élève de Jules II, le cardinal de Sion, Matthieu Schinner, voulait mener encore ses compatriotes, piques baissées, contre les Français. Mais il y en avait qui regrettaient l'alliance de la France, et croyaient que la confédération faisait fausse route en prenant contre elle la défense de la Lombardie. François I[er] profita de ces dispositions et offrit de les payer s'ils voulaient retourner dans leurs montagnes, et rendre les bailliages italiens dont ils s'étaient emparés. Les minutes du traité furent un instant rédigées, l'argent fut rassemblé avec la vaisselle du roi et des gentilshommes, et même mis en route pour sa destination. Mais 20,000 nouveaux montagnards arrivèrent tout à coup dans Milan, et changèrent ces dispositions de la majorité. Ceux qui ne furent point d'avis de livrer bataille partirent. Les autres restèrent, espérant faire coup double, avoir l'honneur et l'argent. Matthieu Schinner ne laissa pas refroidir le fer pendant qu'il

[1] *Nég. dipl. de la Tosc. avec la Fr.*, t. II, p. 729.

était chaud, fit donner l'alarme comme pour une surprise, rassembla ses compagnons sur la place du Dôme, et là, monté sur une table, « comme un renard qui harangue ses poules », leur persuada de marcher contre les Français, sans délai, et d'en finir, comme à Novare, par une grande victoire.

Le 13 septembre, en effet, vers trois heures de l'après-midi, les compagnies suisses, sous leurs capitaines, sortaient de Milan, et se dirigeaient en silence, les pieds nus et les armes cachées aux rayons du soleil, vers le camp des Français établi en avant du petit village de Marignan (Malegnano). Heureusement, Fleurange l'*adventureux*, qui s'était glissé par là, avait tout vu et vint donner l'éveil. L'argent avait rebroussé chemin, les Français étaient en mesure de recevoir les assaillants qui arrivèrent deux heures avant la nuit.

On ne pouvait atteindre le petit plateau qui servait d'assiette au camp des Français que par une chaussée assez haute, de moyenne largeur, ayant de chaque côté des prairies basses et coupées d'arbres. A leur droite, les Français avaient l'artillerie de Genouillac, gardée par Pietro Navarro et les piétons ; à leur gauche, les lansquenets ; au centre, la gendarmerie, avec le roi. Les Suisses s'avancèrent piques baissées, par la chaussée, pour tout enlever. Le roi conduisit contre le front des assaillants une trentaine de belles charges de ses gens d'armes, qui étaient venus là « pour leur plaisir » ; l'artillerie qui prenait en flanc les colonnes suivantes en enlevait des files ; les lansquenets en se précipitant, à

leur grand péril, dans les prairies, essayèrent de les couper; mais les Suisses, sans souci du monde qu'ils perdaient, se reformant sans cesse en bataillons épais, pénétrèrent irrésistiblement jusqu'au plateau, marchèrent à l'artillerie, et, en dépit des gens d'armes, des lansquenets et de Pietro Navarro, s'emparèrent, sur des cadavres, de la première batterie. Le jour était tombé, on se disputait encore les canons à la clarté de la lune, pêle-mêle. On s'arrêta de lassitude et sans savoir où l'on en était.

Ce fut une étrange nuit. Les compagnies françaises et suisses étaient engagées les unes dans les autres, les combattants de nations différentes, côte à côte. On craignait à chaque instant une alerte, la reprise du combat. Le roi dormit à trente pas de l'ennemi, sur l'affût d'un canon. On éteignit le feu qu'on avait d'abord allumé près de lui, de crainte qu'il ne fût vu par l'ennemi. Le chevalier Bayard se trouva au milieu des Suisses, et eut grand'peine à s'en tirer en se traînant sur les pieds et les mains. Un peu avant le jour, une trompette claire et sonore, connue de tous les Français, commença à les rallier autour du roi. Au mugissement sourd des trompes d'Uri et d'Unterwalden, les Suisses, qui s'étaient gorgés de vin et de viande venus de Milan, se réunirent plus lentement. Le combat recommença en même temps que le jour, avec fureur.

Les canons français avaient été mieux placés; les gens d'armes tenaient à démentir le surnom de lièvres armés qu'ils avaient gagné récemment à Guinegate; les lansquenets étaient animés d'une haine

nationale et d'une sorte de jalousie de métier contre les Suisses. Devant cette triple fureur, les Suisses, après des pertes terribles, commencèrent à être ramenés du plateau à la chaussée, et précipités dans les bas-côtés, où on les massacrait. Ils perdaient du terrain, quand on entendit le cri de *Marco! Marco!* poussé par d'Alviano et les Vénitiens, que François Ier avait fait prévenir dès la veille. Les Suisses, voyant tout perdu, se concentrèrent, et reculant, la lance en avant, sans se laisser entamer, rentrèrent dans Milan. Le lendemain, laissant vingt-deux mille morts en Lombardie, ils reprirent le chemin de leurs montagnes, non sans honneur, mais sans argent; et, lorsque le duc de Milan, Sforza, eut rendu la citadelle et sa propre personne, heureux d'être débarrassé « de l'insolence des Suisses, des exactions de l'empereur et des intrigues des Espagnols », François Ier fit dans la capitale de la Lombardie une entrée « merveilleusement belle et triomphante ».

Dans la nuit du combat, le cardinal Matthieu Schinner avait envoyé un courrier à Rome pour annoncer sa victoire. La cour pontificale fut toute en joie. Quelques jours auparavant, l'ambassadeur de Venise avait dit au pape : « Saint-Père, le roi très-chrétien est là en personne avec l'armée la plus belliqueuse et la mieux ordonnée; les Suisses sont à pied et mal armés, je doute qu'ils soient vainqueurs. » A quoi le pape répondit : « Mais les Suisses ne sont-ils pas de vaillants soldats? » — « Saint-Père, répliqua l'ambassadeur, ne vaudrait-il pas mieux qu'ils fussent contre les infidèles? » Le

cardinal Bibbiena, trompé par le courrier, ordonna des feux et des réjouissances, qui furent exécutés par les Suisses de la garde du pape. Quand, le lendemain, l'avis de la défaite arriva, on ne voulait pas y croire; les Espagnols faisaient les fanfarons, et le pape hésitait entre les deux affirmations.

Bientôt l'ambassadeur vénitien reçut les lettres de la Seigneurie, et se rendit, magnifiquement habillé, chez le Saint-Père, qui était encore au lit. Le camérier lui dit que le pape dormait encore. « Éveillez-le, » répliqua l'ambassadeur. Léon X, à peine habillé, sortit de sa chambre. « Saint-Père, » lui dit l'ambassadeur en lui montrant la lettre de la Seigneurie, « Votre Sainteté me donna hier une mauvaise nouvelle, qui était fausse ; moi, je lui en donne aujourd'hui une bonne, qui est vraie : les Suisses sont défaits. » Le pape lut les lettres : « Qu'adviendra-t-il de nous et de vous? (*quid ergo erit de nobis et quid de vobis?*) s'écria-t-il. » — « A nous, » dit l'ambassadeur, « il ne peut advenir que du bien ; nous sommes avec le roi très-chrétien. » — « Seigneur ambassadeur, » reprit Léon X, « nous nous mettrons dans les mains du roi très-chrétien en lui demandant miséricorde. » Et l'ambassadeur, que les Suisses de la garde pontificale avaient pensé écharper la veille, rassura le pape en lui disant : « Saint-Père, le saint-siége n'aura pas le moindre mal; le roi très-chrétien n'est-il pas fils aîné de l'Église [1] ? »

[1] *Amb. vén.*, série II, t. III, p. 43.

Léon X ne compta pas en vain sur les bienveillantes dispositions du jeune vainqueur. Le vice-roi de Naples reprenait à travers les États de l'Église le chemin du Midi. Les Vénitiens s'apprêtaient à ressaisir Brescia, Vérone et le reste de leur territoire. Le pape envoya auprès de François Ier l'évêque de Tricarico, son plus habile négociateur, et Philibert de Savoie, le beau-frère de Julien. Le jeune Laurent, qui craignait de voir déjà Florence broncher sous sa main, alla lui-même trouver le vainqueur, qui reçut gracieusement les uns et les autres.

La cour pontificale tenait surtout à traiter avec François Ier, avant les Espagnols et les Suisses, afin d'en tirer meilleur parti. Tricarico hâta donc les négociations et la signature du traité, qui fut conclu le 13 octobre. Léon X rendait Parme et Plaisance à la France, Modène et Reggio au duc de Ferrare. En revanche, le roi garantissait aux Médicis la possession de Florence, et assurait au saint-siége la domination directe des États de l'Église. Léon X aurait voulu encore obtenir quelques avantages particuliers pour les siens, et terminer certains conflits ecclésiastiques pendants entre la cour de France et celle de Rome, depuis la célèbre *Pragmatique sanction.* Mais il fallait aller au plus pressé, faire la paix. Pour le reste, on se contenta d'un échange de vues générales et de promesses, que l'on convint d'arrêter définitivement dans une entrevue des deux souverains à Bologne.

Le roi et le pape avaient tous les deux le plus vif désir de cette entrevue, où l'un devait donner et

l'autre recevoir le baisement de pied et l'obéissance filiale. C'était une gloire pour le premier d'obtenir de Léon X ce que Louis XII n'avait pu arracher à Jules II. Léon X espérait de son côté reprendre en personne sur son jeune vainqueur tous ses avantages. Il sut au moins couvrir sa défaite et sa démarche, au fond humiliante, de toutes les apparences d'un triomphe; et il n'en sortit pas sans remporter de là en effet de personnels avantages.

Le pape partit de Rome d'abord pour Florence, avec vingt cardinaux, qu'il eut assez de peine à décider, le 26 novembre, et avec une suite d'ambassadeurs, d'officiers, de chambellans et de gardes, composée d'au moins deux mille personnes[1]. La ville tout entière se mit en frais pour fêter dignement dans ses murs le pontife de la Renaissance. Paris de Grassis, maître des cérémonies du pontife, disposa la processionnelle entrée. Francesco Granacci et Aristotile de San Gallo ordonnèrent la splendide décoration de la ville, que l'on consolait ainsi de sa liberté perdue et de la défaite de l'Italie. On abattit un pan de muraille pour élargir la porte San Piero Gattolini; les rues étaient jonchées de fleurs, les maisons tendues de tapis, décorées de tableaux et de statues; des arcs de triomphe se dressaient sur toutes les places. Les ambassadeurs des puissances étrangères, des États indépendants de l'Italie, ouvrirent la marche. Les magistrats de Florence, les gardes du pape, Laurent de Médicis lui-même, avec

[1] Ab. Desj., t. II, pp. 745 et suiv,

une escorte de cinquante hommes, précédèrent le Saint-Sacrement, porté sous un baldaquin et entouré des clercs de la chapelle pontificale. Les cardinaux, évêques, prêtres, diacres, montés sur leurs mules caparaçonnées de pourpre, accompagnés de cent jeunes gens de nobles familles, superbement vêtus, annoncèrent enfin Sa Sainteté, montée sur un cheval blanc, sous un dais porté par les gonfaloniers de Florence. Le trésorier pontifical, qui fit des largesses estimées à trois mille ducats, les secrétaires, chambellans, protonotaires, notaires, scribes, tabellions, dataires, etc., fermèrent la marche.

On alla, chemin faisant, de merveille en merveille. Sous l'arc de triomphe de la *Piazza di San-Felice,* se dressait la statue de Laurent de Médicis, qui semblait adresser à son fils ces paroles inscrites sur le soc : *Hic est filius meus dilectus*. En l'apercevant, Léon versa, dit-on, quelques larmes. Au souvenir du fils ne se mêlait-il point quelques regrets du patriote? Cosme et *le Magnifique* avaient-ils élevé si haut leur famille pour que leur patrie succombât ainsi mollement sous leur brillante descendance? Sur la place de la Trinité, une statue de Romulus, une colonne dans le goût de la Trajane, rappelaient une fortune plus robuste, mieux commencée et mieux finie. Au palais de la Seigneurie, aux *Loggie*, se dressait, en face d'une statue d'Hercule, œuvre de Bandinelli, un lion de marbre avec cette flatteuse légende : « *Omne dulce in ore Leonis*, tout est doux dans la bouche du lion. » Tout, jusqu'à la servitude sans doute!

On arriva ainsi à *Santa-Maria del Fiore*, décorée par Jacopo San Sovino et Andrea del Sarto d'une façade improvisée, où le bois et la grisaille jouaient le marbre blanc, pour la décoration des statues ou des bas-reliefs, qui représentaient les Apôtres et des scènes du Nouveau Testament. Là, toutes portes ouvertes, tandis que la suite se répandait dans les bas-côtés, Léon arriva par un chemin surélevé de planches jusqu'au maître-autel, où il resta en prière tandis que le cardinal Jules de Médicis, archevêque de Florence, officiait. Le service terminé, dans cette église même, où avait retenti il n'y avait pas longtemps encore la puissante voix de Savonarole, le fils de Laurent le Magnifique, coiffé de la tiare et contemplé avec amour par toute la ville de Florence enthousiasmée, distribua libéralement sa bénédiction à la population courbée sous ce joug adouci et cette domination facile qu'il définissait si bien dans sa devise :

Jugum meum est dulce, et onus meum leve.

De là, le pape se retira à Sainte-Marie Novelle, qui pouvait lui servir de chapelle, et dans le couvent de laquelle il pouvait tenir consistoire, sans être empêché d'aller par exemple un jour assister, chez Bernardo Ruccellaï, à une représentation de la *Rosmunda* du Trissino.

A Bologne, autre spectacle ! L'entrée fut moins solennelle et même un peu gênée, au milieu de cette sombre population d'où partirent quelques cris de :

Serra! serra (la scie)! emblème de ses anciens seigneurs, les Bentivogli. Le roi de France, que les deux cardinaux d'Este et de Sanseverino étaient allés recevoir jusqu'à Parme, gagna, avec son escorte de généraux, de magistrats et de capitaines, au milieu d'un plus profond silence, le palais de la cité, où le pape l'attendait dans la grand'salle, entouré de tout son consistoire. Le maître des cérémonies, Paris de Grassis, avait dressé à l'avance tout le cérémonial dont l'observation devait garantir la dignité de *Sa Béatitude*. Les attitudes, les gestes, les pas, avaient été savamment calculés, et les places distribuées selon les rangs, Mais, à peine les portes furent-elles ouvertes, voici que la turbulente suite du jeune roi s'élança avec impétuosité, escalada les marches de l'escalier, pénétra en tumulte dans la grand'salle, au désespoir du maître de cérémonie. François, sans perdre sa bonne humeur, eut peine à se faire jour au milieu des siens et à arriver devant le pontife et la cour des cardinaux décontenancés.

Là, le vainqueur de Marignan fléchit le genou, baisa le pied de Sa Sainteté, se releva, la baisa à la joue, et lui exprima en peu de mots français combien il était heureux de le reconnaître en personne comme le pontife suprême et le vicaire de Jésus-Christ. Le pape, en latin, reporta l'honneur de cet événement à la bonté divine, et fit asseoir le roi sur un fauteuil à sa droite. Alors le chancelier de France louangea, dans un long discours, l'antique fidélité des monarques français au saint-siége, si bien confirmée dans le présent par le plus puissant

monarque de l'Europe. En réponse à cette docte harangue, le pape exprima l'espoir que cette fidélité serait éternelle, et admit tous les assistants à l'honneur de lui baiser le pied, cérémonie qui ne s'acheva pas non plus sans quelque tumulte. Les gentilshommes et capitaines se pressaiont encore à l'envi. L'un d'eux, vieux capitaine, qui ne pouvait arriver, s'écria de loin : « Bénissez-moi, Saint-Père, car j'ai beaucoup péché, ayant fait une rude guerre à votre prédécesseur, Jules II. » François, un peu confus, intervint : « A vrai dire, reprit-il, Jules était un rude guerrier, moins pape que capitaine. » Et le bienveillant Léon X, avec un sourire, envoya sa bénédiction.

Singulière rencontre du jeune descendant de nos vieux rois et du petit-fils du banquier Cosme! Cette vive et gaillarde noblesse de France, amie de la guerre pour le plaisir, barbare mais intelligente, brutale mais forte, était comme fascinée déjà par cette société italienne, vieillie mais brillante, amollie mais raffinée, qui espérait encore dans sa décadence la soumettre à son prestige. Léon X avait conquis par ses belles grâces toute la cour de France; on ne l'y appelait plus que « le gentil lieutenant du roi du ciel ». N'était-ce pas un triomphe sur les étrangers, sur les barbares, auquel Léon X avait marché jusqu'à Bologne, à travers la pompeuse Florence? Les Romains aussi, autrefois, avaient cru conquérir la Grèce, parce qu'ils étaient maîtres de son territoire; et c'était l'esprit de la Grèce qui les avait conquis. N'était-ce pas, mainte-

nant aussi, le pape florentin qui recevait l'hommage du Gaulois soumis, même après Marignan, et qui faisait courber son col complaisant sous le joug doux et léger aussi de la Renaissance italienne ?

Le pape et le roi passèrent ensuite ensemble plusieurs jours où l'on traita dans l'intimité des différents sujets qui les intéressaient encore, avec l'apparent, sinon le sincère vouloir, de faire une durable alliance et de donner à l'Italie une paix solide. Le règlement des affaires ecclésiastiques entre la cour de Rome et celle de France fut fait aux dépens de l'Église et des fidèles. Le pape céda au roi la nomination aux archevêchés, évêchés et abbayes, que la *Pragmatique sanction* avait confiée à l'élection des chapitres ; et le pape, en retour, obtint les *annates* ou la première année du revenu des bénéces. Tel fut le *Concordat.* Des concessions réciproques et le sacrifice des intérêts d'autrui satisfirent aussi aux exigences de Léon X pour sa famille. Le pape rendit Modène et Reggio au duc de Ferrare pour une somme de 40,000 ducats, et eut l'autorisation de dépouiller le duc d'Urbin, neveu de Jules II, au profit du sien, Laurent.

Le roi de France aurait bien voulu préparer aussi la conquête de Naples, en offrant Tarente au frère du pape, Julien, déjà fait duc de Nemours. Mais Léon s'efforça de persuader au roi d'attendre jusqu'à la mort de Ferdinand le Catholique, qui était vieux et alors malade ; et François Ier, remettant ses projets, repassa les Alpes, en laissant un gouverneur à Milan. Le 15 janvier 1516, en effet, mourait

celui « qui avait commis tant de fautes, justement parce qu'il visait toujours à tromper, en prêchant toujours la paix et la bonne foi, mais qui eût perdu plus d'une fois sa réputation et son État, dit Machiavel, s'il avait observé l'une et l'autre ». François I[er] songeait alors à revenir, quand Maximilien, qui était toujours en guerre avec Venise pour les villes de Brescia et de Venise, et qui avait récemment reçu de l'argent d'Espagne, repassa justement les monts à son tour, en mars de la même année.

La fidélité de Léon X était bientôt mise à l'épreuve. Au fond, il avait de vives rancunes contre François I[er]. Mais la mort de Ferdinand était bien loin de dissiper les craintes que lui inspirait, à lui et à l'Italie, la maison d'Autriche. Un avenir facile à prévoir montrait cette maison de plus en plus redoutable. L'archiduc Charles, l'aîné des petits-fils de feu le roi Ferdinand et de l'empereur qui allait bientôt mourir, héritait, outre les Pays-Bas, de l'Espagne et du royaume de Naples; et, après Maximilien, il aurait peut-être la couronne impériale. Un ambassadeur florentin l'écrivait, dès cette année, à la cour de Rome (*sarà imperadore*). C'était ce qu'il pouvait arriver de plus dangereux pour l'Italie et la papauté.

Léon X, comme avant Marignan, joua un double jeu : « Quand on a traité avec un prince, disait-il, ce n'est pas une raison pour cesser de négocier avec un autre. » Le Magnifique Laurent, maître de Florence, continua donc à faire du zèle auprès de François, et offrit de prendre un commandement dans

l'expédition napolitaine. Mais le pape, qui avait promis de défendre les Français en Lombardie, fit passer, sous main, par le condottiere Marc-Antoine Colonna, des hommes à Maximilien, et envoya aux Suisses, qui servaient dans son armée, cinquante-huit mille ducats. François I[er] ne l'ignora pas : « Les capitulations faites avec le pape, » dit-il, « sont à observer en temps de paix, mais non en temps de guerre, *tempore pacis*, *non tempore belli*[1]. » Il tira avec habileté et avec bonheur sa nouvelle conquête de ce danger. L'archiduc Charles, au commencement d'un règne, craignait de grands embarras en Espagne ; François lui fit accepter (août) le traité de Noyon, qui, par un projet de mariage entre sa fille aînée et Charles, confondait les droits des deux couronnes sur Naples. L'étroite union des armes françaises et vénitiennes dans la Lombardie fit le reste. Maximilien pénétra d'abord jusque près de Milan, qu'il menaça de raser comme l'avait fait autrefois Frédéric Barberousse ; mais, bientôt à court d'argent, il craignit de rester comme gage entre les mains des Suisses, et s'esquiva en laissant Brescia et Vérone tomber décidément entre les mains des Vénitiens. François I[er] fit, le 29 novembre, avec les Suisses, à Fribourg, une *paix perpé-*

[1] « Qu'on écrive demain une nouvelle histoire de France, » dit M. Audin (*Histoire de Léon X*), avec sa légèreté aussi imperturbable que son assurance, et on y lira un chapitre intitulé : *Léon X fausse ses serments et trahit François I[er]*. Ce chapitre pourrait se faire aujourd'hui. Voir les *Amb. vén.*, vol. VII, p. 46, 51, et Ab. Desj., t. II, pp. 767, 771 et suiv.

tuelle qui lui assura désormais leurs secours pour la défense du Milanais et les besoins de la monarchie.

Léon X dut se trouver heureux que François, plus fidèle à ses promesses, le laissât libre d'agir à son gré dans les États de l'Église et en Toscane, où il retomba, en effet, de ses hautes ambitions, à la politique de famille. Mais, là, il ne craignit pas de compromettre son caractère par une avidité peu scrupuleuse et par une cruauté perfide que, jusqu'à présent du moins, il n'avait pas montrées.

Entre Rome et Florence, la ville de Sienne avait été gouvernée pendant longtemps par un petit tyran, Pandolphe Petrucci, qui avait toujours été, du reste, l'ami des Médicis, même contre la république de Florence. L'aîné de ses fils, Borghèse Petrucci, avait succédé à son autorité. Léon X, pour être plus sûr de cette ville, située sur les confins de l'État de l'Église et de la Toscane, chassa le fils de son ancien ami et y installa un Raphaële Petrucci, évêque de Grosseto, qui était son favori.

Le duché d'Urbin, enclavé dans les États de l'Église, et, depuis Jules II, au pouvoir de François-Marie, tentait encore plus Léon X. C'était un bel apanage pour sa famille; et cette acquisition pouvait compléter, dans le centre, la domination des Médicis. Le frère de Léon X, Julien, fit tout, de son vivant, pour sauver le neveu de Jules II, qui avait offert un asile à lui et sa famille pendant leur exil. Mais, quand il tomba malade, il désespérait déjà. A son lit de mort, il fit appeler le pape et le supplia de ne

point faire de mal au duc d'Urbin : « Julien, » lui répondit Sa Sainteté, « pense à guérir ; ce n'est point le moment de parler de ces choses. » Le neveu du pape, le Magnifique Laurent, était loin de ressembler au bon Julien. Il était maître de Florence. Rien ne s'y faisait qu'à son commandement; mais il n'était pas encore satisfait. « C'était, » dit un ambassadeur vénitien, « un homme ambitieux, rusé, habile (*atto a far cose*), non comme César Borgia, mais peu s'en faut. » Il était poussé encore par sa mère, Alphonsine Orsini, l'ambitieuse Égérie de la famille. Ce fut lui qui, peu de temps après la mort de Julien, précipita les choses contre le duché d'Urbin : « Car le pape n'aimait pas beaucoup la peine ; mais, dit l'ambassadeur, les siens le poussaient [1]. »

Le Saint-Siége ne manquait pas de prétextes contre François-Marie de la Rovère, neveu assez peu dévoué de Jules II, et feudataire peu obéissant de Léon X. Par un décret imité de ceux de Jules II, le pape lança contre lui un arrêt de confiscation. Chargé de l'exécuter, Laurent, âgé de vingt-sept ans, fut heureux, malgré ses prétentions militaires, d'avoir avec lui un condottiere d'expérience, Renzo de Ceri, qui parvint en moins d'un mois à déloger François-Marie, d Urbin et de ses autres forteresses. Mais celui-ci, réfugié chez le duc de Mantoue, s'entendit avec un certain Frédéric de Bozzolo, cadet de la maison de Gonzague, et avec quelques autres, pour faire une petite armée des hommes que la

[1] *Amb. vén.*, tome VII p.. 51.

paix rendait disponibles, et il rentra tout à coup, en janvier 1517, dans son duché.

Léon X, tremblant et comme hors de lui, chargea, avec de pleins pouvoirs, Jules de Médicis d'aviser. Celui-ci avait décidément succédé pour les affaires extérieures à Bibbiena, et tenait tout entre ses mains. C'était un homme habile, à la mode du temps, *molto duplice*. Il voulut lever de l'argent et des hommes dans les Romagnes et la Toscane ; mais les habitants d'Urbin, qui avaient d'abord acclamé Julien, acclamaient maintenant de la Rovère. Ils lui rouvrirent leurs portes (6 février). Le joug des Médicis n'était pas si léger qu'ils le prétendaient. Prodigues de naissance et d'habitude, ils exigeaient beaucoup et dépensaient davantage. « Il n'est jamais à jour, » disait du pape un ambassadeur, « parce qu'il ne sait retenir l'argent ; les Florentins, qui se disent ou sont ses parents, ne lui laissent jamais un sou. » Il donnait en effet à ses sœurs, qui avaient épousé un Salviati, un Cybo, à sa mère Alphonsine, à tout le monde. Les impôts du duché d'Urbin avaient été déjà augmentés. Léon X fut obligé de recourir aux puissances pour réduire ce petit feudataire.

Léon X n'était pas, comme Jules II, en mesure de s'imposer aux souverains de l'Europe ; il subit leurs conditions. L'Espagne lui fournit quelques soldats, parce qu'elle avait intérêt à ne pas l'affaiblir. Mais François Ier ne lui fit passer trois cents lances qu'en exigeant de lui la stricte exécution des promesses faites à Bologne, et toujours éludées. Avec tout cela, Laurent, nommé capitaine de l'Église, ne fit à

travers les montagnes et les vallées de la Marche qu'une petite guerre d'escarmouches, de surprises, de trahisons, comme il s'en faisait avant l'arrivée des Français, tout italienne et pontificale, dévorant plus le temps et l'argent que les hommes. Laurent, sur le conseil de sa mère et du pape, ne se risquait guère. La tactique de François-Marie, qui avait une armée moins nombreuse, était elle-même de traîner en longueur. Par hasard, en faisant le siége d'une petite place, Laurent s'avança trop sous les murs, fut blessé d'un coup d'arquebuse à la tête, et revint se faire guérir à Florence. Le cardinal de Bibbiena, mis en sa place, vit ses propres soldats aux prises dans son camp, et ne sut que conspirer, pour faire enlever ou même assassiner François-Marie dans le sien. La guerre finit faute d'argent. François-Marie n'avait plus de crédit; les soldats de l'Église restèrent plusieurs mois sans toucher un denier. François Ier s'entremit enfin et obtint (septembre 1517) de François-Marie l'abandon de son duché pour une bonne somme d'argent, et la restitution de son artillerie et de sa bibliothèque, avec lesquelles il se retira décidément dans la ville de Mantoue.

Mais les Médicis sortirent de là ruinés, et tout le monde se plaignit d'être sous leur joug. Un Francesco Armellino, fait cardinal, inventait chaque jour de nouvelles manières de tirer de l'argent à Rome et à Florence. Les cardinaux en particulier étaient mécontents. Ils étaient alors au nombre de dix-huit, et le pape, pour remonter ses finances, annonçait l'intention de faire prochainement une forte promotion.

De tous ces mécontentements sortit une conspiration qui, sans menacer tout à fait la vie de Léon X, lui coûta au moins sa bonne réputation.

Parmi les cardinaux les plus mécontents, on comptait les plus anciens et les plus renommés : c'étaient Raphaël Riario, neveu de Sixte IV, le plus ancien des cardinaux, qui tenait une maison somptueuse et une table splendide ; Francesco Soderini, le frère du célèbre gonfalonier, qui regrettait l'influence de sa famille et la liberté florentine ; Sauli, un Génois, de la célèbre famille des banquiers, qui pratiquait le marchandage, comme les siens, et était bon marchand, et un Adrien de Corneto, lettré habile, mais adonné à l'astrologie.

Le plus mécontent était Alphonse Petrucci, chassé de Sienne avec son frère, âgé de vingt-six ans, et ayant, dit l'ambassadeur vénitien, une cervelle siennoise. Il blâmait hautement tout ce que faisaient les Médicis, et s'emportait en paroles plus qu'imprudentes. « S'il n'eût été arrêté par considération pour sa robe, disait-il une fois, il eût frappé le pape d'un coup de poignard. » Il eut l'idée de recommander au pape un certain Baptista Vercelli, chirurgien, pour l'opérer de sa fistule, dont l'odeur incommodait tout le monde. Mais Léon X s'entêta à ne vouloir de soulagement que de son médecin ordinaire ; et Alphonse Petrucci crut prudent de s'éloigner de Rome, mais en y laissant son secrétaire Ninio, avec lequel il entretint une correspondance suspecte qui tomba entre les mains du pape.

Il y avait dans ces lettres des indices de coupables projets, et peut-être de la complicité de quelques cardinaux. Léon X fait aussitôt écrire à Alphonse Petrucci une lettre amicale dans laquelle il l'invite à revenir à Rome pour des affaires de famille ; il lui envoie un sauf-conduit, et engage sa parole à l'ambassadeur d'Espagne de le respecter. A peine, cependant, le cardinal est-il arrivé à Rome qu'il est arrêté, jeté au château Saint-Ange, avec le cardinal *Sauli* et le chirurgien *Vercelli*. Le procès est instruit. La torture fait parler les accusés ; ils avouent, ils dénoncent des complices, mais sans preuves suffisantes contre tous. Léon X convoque un consistoire. Au jour dit, il attendait dans ses appartements avec le cardinal d'Ancône, qui lui était tout dévoué, tandis que les cardinaux prenaient leur place dans la salle du conseil. Le maître des cérémonies, Paris de Grassis, à la porte du pape, voyant qu'il tardait, se risqua à regarder par la serrure, et le vit avec des hommes armés. Il ne savait que penser quand le cardinal Riario demanda à parler au pape. Il lui ouvrit et le vit arrêter, tandis que Léon X, sortant précipitamment de son appartement, entra au consistoire.

Il n'y avait que treize cardinaux assistants. Outre ceux que nous avons cités, c'étaient un neveu d'Alexandre Borgia, un Aragonais, riche et bizarre ; un Fieschi, qui battait monnaie à Ravenne comme archevêque ; un d'Este, plus propre aux armes qu'à autre chose ; le cardinal de Mantoue, gras, goutteux, qui mangeait volontiers des huîtres et avait

le mal français; deux Vénitiens, un Farnèse, un Francais, vieux ou insignifiant[1], enfin Jules de Médicis. Au milieu de ce conseil, le pape, tremblant et portant plus fréquemment encore que d'habitude la main à son nez, prit la parole pour dénoncer avec colère la conspiration qu'il avait découverte contre sa personne, contre sa vie. « Il avait fait arrêter, dit-il, les principaux coupables, mais deux encore avaient trahi leur devoir. S'ils voulaient leur pardon, ils n'avaient plus qu'à avouer leur crime, à se jeter à ses pieds, » et, portant sa forte tête plus haut qu'à l'ordinaire, il promenait un regard irrité sur le consistoire, et, de sa main ordinairement bénigne, semblait désigner les deux derniers coupables.

Tous les cardinaux tremblaient, se regardaient. Personne ne bougeait. Le cardinal d'Ancône, demanda qu'on déférât le serment à tour de rôle aux cardinaux présents. L'avis fut appuyé. On commença. Quand on vint à Soderini, il hésita, balbutia, tomba à genoux et confessa qu'il avait entendu Petrucci tenir des propos coupables, sans les dénoncer. « Il y en a encore un autre, continua Léon X, » et il alla droit à Adrien de Corneto. Celui-ci essaya de soutenir quelque temps le regard du pontife; mais tous ses collègues le désignaient des yeux, du geste, et presque de la voix. Il pâlit à son tour et tomba, en murmurant des paroles incohérentes, aux pieds du pontife.

[1] Voir, pour les cardinaux, *Amb. vén.*, t. VII, p. 57.

Quand on lut aux trois cardinaux coupables, Petrucci, Sauli, Riario, l'acte d'accusation, la peine de la dégradation et de la mort, la scène ne fut pas moins terrible. Les condamnés interrompirent la lecture, rétractèrent leurs aveux, récriminèrent; plusieurs cardinaux intercédèrent avec gémissement; les autres restèrent mornes, atterrés. La nuit suivante, on étrangla Petrucci dans sa prison. Le lendemain, son secrétaire et son chirurgien, Vercelli, furent écartelés. Sauli et Riario firent offrir des sommes considérables et obtinrent la vie. Les deux autres cardinaux, condamnés aussi à une somme énorme, s'exilèrent[1].

Il n'y avait plus dans le consistoire que douze cardinaux, et terrifiés ; Léon X leur imposa, contrairement aux usages reçus, une promotion subite de trente-deux cardinaux. C'était une manière de récompenser d'honorables érudits ou de zélés serviteurs, de se concilier des puissants, de faire plaisir à des parents ou à des intimes; mais ce fut surtout pour le pape un moyen de remplir à la fois ses coffres d'argent et son consistoire de créatures.

La politique de Léon X, qui avait échoué en Italie, restait maîtresse dans les États de l'Église. On ne saurait louer cependant sa conduite ni dans la péninsule ni à Rome. En face des étrangers, des puissants, il avait agi en vrai Florentin, comme un Soderini, avec duplicité et faiblesse; dans son

[1] *Arch. du consistoire* (*Notizie intorno Raffaële*), p. 24, 87.

gouvernement, il semblait l'élève du *Prince*, cruel et dur envers les faibles. Il faut se détourner du politique vers le protecteur des lettres et des arts, pour retrouver Léon X.

IV.

LES LETTRES ET LES ARTS.

Léon X n'a pas créé le seizième siècle ; il en est bien plutôt le produit et l'image. Dans l'éclat des lettres et des arts renaissants, au milieu de la corruption de la foi sur son déclin, un Florentin, un Médicis, élevé sur la chaire de Saint-Pierre, se trouve, par ses antécédents, son esprit, ses goûts et sa dignité, représenter parfaitement le temps lui-même. Il favorise toutes ses tendances ; il le guide naturellement vers son but, et le pousse de toute sa puissance sur sa pente : c'est pourquoi il mérite de lui donner son nom.

Léon X, nous dit un ambassadeur vénitien, « était un amateur des lettres, savant dans les humanités et le droit canon, beau parleur et excellent musicien [1] ». Si l'on veut connaître cependant plus à fond l'esprit qui préside à la protection qu'il accorda aux lettres et aux arts, il faut relire une page du philosophe Marsile Ficin, dont il était l'é-

[1] *Amb. vén.*, t. VII, p. 56.

lève. Le scepticisme pur, l'incrédulité hardie et curieuse, l'épicurisme violent, ne formaient pas les traits généraux et dominants de l'époque. Ce qui y régnait, c'était plutôt une conciliation complaisante, une tolérance réciproque, un mariage d'affection et de raison entre l'antiquité et les temps modernes, la philosophie et le christianisme. Tel était le tempérament de Léon.

Marsile Ficin avait enseigné à Léon X « qu'entre la philosophie et la religion régnait la plus étroite parenté; que le cœur et l'entendement étant, selon le mot de Platon, les deux ailes par lesquelles l'homme remonte vers sa patrie céleste, le prêtre y arrive par le cœur, et le philosophe par l'entendement; que toute religion renferme en soi quelque chose de bon, que ceux-là seuls honorent Dieu véritablement qui lui rendent un hommage incessant par leurs actions, leur bonté, leur véracité, leur charité, par leurs efforts pour atteindre la clarté de leur intelligence ». Ce néo-platonicien faisait mouvoir les sphères célestes par des âmes qui tournaient perpétuellement; au-dessous d'un ciel chrétien, il développait une astronomie toute païenne, et, reliant la philosophie, la foi et les sciences, il en composait un ensemble où la raison laïque et le dogme révélé se complétaient et s'expliquaient l'un l'autre. Ainsi, chez Léon X, l'admiration des chefs-d'œuvre païens s'accommodait avec la foi, la pratique chrétienne avec la croyance à l'astrologie, et la littérature et les arts alliaient, sans effort, la beauté païenne avec l'inspiration du mysticisme

chrétien. La souplesse de la conscience et la complaisance de l'esprit, amoureux surtout du plaisir, confondaient le tout avec éclat.

Le Vatican était alors le dernier asile des études et des travaux de la paix. Léon X s'efforça de réunir à Rome les lettrés, les artistes dispersés, et mit à leur disposition toutes les ressources et tous les encouragements. C'était assez que le vainqueur de Marignan eût emmené en France comme un trophée Léonard de Vinci, qui devait y laisser sa *Joconde* et un *Saint Jean-Baptiste,* le Primatice, qui décora Fontainebleau, et le poëte Alamani, qui trouvait la France plus amie des enfants des autres pays que l'Italie des siens.

E il buon Gallo... ch' io trovo amico
Più de' figli d' altrui che tu de' tuoi.

Léon X donne, par des fondations nouvelles ou ravivées, un plus vif élan à l'érudition ancienne. Jean Lascaris, qui avait déjà enseigné à Florence, à Paris et à Venise; Marc Musuro, le premier éditeur de Platon, entourés de dix jeunes Grecs, ouvrent, avec les encouragements de Léon X, sur le mont Esquilin, une académie et une imprimerie grecques. Les premières éditions des Pères grecs et en même temps de Pindare et de Théocrite voient le jour, ainsi que le premier dictionnaire grec de Phavorinus. L'université latine, qui avait moins souffert sous Alexandre VI que sous Jules II, rentre en possession de ses encouragements; elle réunit plus de cent pro-

fesseurs, auxquels des priviléges particuliers assurent des élèves. Béroalde le jeune, mis à la tête de la bibliothèque Vaticane, puise largement dans le trésor pontifical, pour envoyer de tous côtés des savants, en ambassadeurs ou en fureteurs, à la recherche des manuscrits. On lui rapporte les cinq premiers livres des *Annales* de Tacite découverts dans un couvent de Westphalie, et Léon X a la gloire d'en voir publier la première édition. Les langues orientales et les manuscrits orientaux ne sont pas oubliés par le curieux esprit de recherche de ce temps. Un chanoine de Saint-Jean de Latran, Ambrogio, professe le syriaque et le chaldéen à Rome, et Pagnini entreprend de traduire la Bible de l'hébreu avec les encouragements du pape.

Mais Léon X était trop de son temps pour chercher ou réussir à le changer. Rome, devenue le foyer des lettres et des arts, ne renvoie que les rayons d'une lumière d'emprunt. On revient aux anciens, on les étudie, on s'en pénètre, on en jouit; on les imite, sans rien créer de nouveau. Le rayon réfléchi de Phœbus perce les ténèbres du moyen âge, mais ne fait éclore encore que des fleurs brillantes qui ne donnent que de rares fruits.

En théologie, on passe des Pères latins aux Pères grecs, mais comme à une langue et à une forme nouvelles, non à une autre couche religieuse. Le cardinal Caïetano, ancien général des Dominicains, n'est qu'un thomiste distingué. Si la *Somme* théologique de l'Ange de l'École eût été perdue, il l'eût retrouvée dans son cerveau; il ne dépasse pas saint

Thomas. Egidio de Viterbe, fait aussi de général des Augustins cardinal, sait l'hébreu et le chaldéen; c'est un prédicateur de renom; il ne reste de lui ni une œuvre de doctrine ni un sermon.

La philosophie se partage encore entre Platon et Aristote. Ils ont leurs adeptes, leurs tenants, leurs éditeurs. La lutte n'est point très-vive. La majorité, à la cour du petit-fils de Cosme, tient par décence et par politique pour Platon. Mais la publication du véritable Aristote commence à remettre le Stagirite, qui avait beaucoup perdu, en honneur. Cependant on ne fait que commenter la parole des maîtres. Un certain Pomponazzo s'aventure à expliquer les rapports du corps avec l'âme, et du monde avec Dieu. Il les eût confondus volontiers, car il se disait dévoré au foie d'un mal secret, comme Prométhée ravisseur du feu. Au fond, son livre est une logomachie d'où sa pensée se dégage avec peine. Quelques cardinaux s'en inquiètent cependant. Pomponazzo se défend par une distinction. « Ce n'est point le chrétien, dit-il, qui écrit, c'est le philosophe. » Le spirituel Léon X le sauve de ceux qui voulaient le citer devant l'Inquisition, par une autre distinction libérale: « Je brûlerais volontiers l'hérétique, dit-il, si je pouvais sauver l'homme. »

Avec les Anciens on s'initie à des sciences qu'on connaissait à peine ou qui étaient encombrées de préjugés. La géographie de Ptolémée, la botanique de Dioscoride, la médecine de Galien et d'Hippocrate, écartent bien des chimères. Mais on ne va pas plus loin qu'eux. Une décision de la cour de

Rome, qui prétend limiter le champ des découvertes espagnoles et portugaises, en tirant une ligne d'un pôle à l'autre, montre qu'on y a à peine compris la démonstration pratique de Christophe Colomb. Le ciel reste encore bien plus livré, à la cour pontificale même, aux spéculations de l'astrologie. Le cardinal Ponzetti, dans sa physique, attribue une puissance occulte à certains chiffres, et croit à l'influence de la conjonction des astres sur nos destinées ; et le pape Léon X lui-même, en bon Florentin, n'est pas très-éloigné d'y ajouter foi.

Dans cette époque de conflits politiques et d'art, de grands événements et de chefs-d'œuvre, l'histoire ne pouvait faire défaut ; mais elle se ressent de la déchéance commençante de l'Italie. En passant des chroniques du quinzième siècle aux historiens du seizième, on va de la nature à l'art. Formés à l'école de l'antiquité, ceux-ci ont appris d'Hérodote à raconter et à peindre, de Thucydide à expliquer la suite des événements, de Tite-Live à composer le récit, à l'orner d'élégants discours, de Tacite enfin, parfois, à pénétrer l'homme politique lui-même. L'époque a tout l'intérêt d'un drame ; la connaissance des choses et des hommes ne manque pas aux historiens ; les archives leur sont ouvertes ; ils ont été souvent ambassadeurs et parties dans les événements. Cependant ils sont loin de leurs modèles.

Machiavel avait tout pour faire un chef-d'œuvre : une faculté de généraliser qui allait même jusqu'au système, la pénétration qui découvre les ressorts des institutions, une connaissance des hommes qui

ne se laissait pas aisément tromper, l'inspiration dramatique qui dispose les traits principaux, l'imagination qui fait revivre, enfin l'impartialité qui tient à la hauteur de l'esprit, et la chaleur du cœur, qui peut venir ou de l'amour de la patrie ou de l'amour des hommes! Mais l'écrivain florentin disperse ces qualités dans ses différents ouvrages.

Ses *Discours sur Tite-Live* jettent les bases d'une loi de la philosophie de l'histoire, et prétendent à tirer des événements du passé des leçons pour les hommes; il a, dans ses *Décennales* contemporaines, sous une forme dantesque, des éclairs d'une brièveté qui illumine le caractère des hommes et le sens des choses; il laisse éclater son patriotisme dans des rapports d'ambassadeur et dans son livre *du Prince*. Sa belle *Histoire de Florence* rappelle dans son introduction celle de Thucydide, et fait admirablement connaître les vicissitudes de l'organisation politique de sa célèbre cité; c'est un politique et un maître qui écrit, ses discours ne sentent pas toujours la rhétorique, et plusieurs récits entraînent. Mais on sent parfois la sécheresse et la froideur. L'historien, qui a déposé avec raison ses sympathies ou ses haines exclusives, ne s'émeut pas toujours sous l'action des choses seules. Il fait l'histoire d'une patrie qui l'a déçu, désenchanté. Éloigné du pouvoir, vaincu, mais non banni, il ne conserve pas l'impartialité sympathique encore, la haute sérénité, la fière indépendance et le détachement toujours chaleureux de Thucydide. Celui-ci adressait une leçon à la Grèce déchirée par la guerre civile. Machiavel cher-

che à plaire aux Médicis. Mal à l'aise quand il approche des temps contemporains, il prie son ami Vettori, ambassadeur à Rome, de sonder ces personnages puissants, pour savoir comment il pourrait traiter les sujets délicats; car « il a peur de trop enfler certaines choses ou de les trop rabaisser, et, tout en désirant dire la vérité, il ne veut mécontenter personne ».

Guicciardini, que nous appelons Guichardin, né d'une haute famille bourgeoise, appartenant au parti modéré, qui s'accommodait également d'une république aristocratique ou d'un principat libéral, avocat et diplomate plutôt qu'homme d'État, avant d'écrire l'histoire, est d'une génération postérieure et inférieure à celle des Machiavel, des la Rovère, des Michel-Ange. L'originale hardiesse du penser et du vouloir, la violence de l'ambition, l'endurcissement de la conscience, la crudité des mœurs, s'amollissent ou s'émoussent par la continuité de la lutte et le commencement de la décadence. On ose moins parce qu'on sait davantage ; on n'est pas meilleur, mais plus timide; l'absence de scrupules, au lieu de se montrer dans l'audace et l'entreprise, se trahit dans la faiblesse et les accommodements. L'*Histoire florentine*, œuvre de la jeunesse de Guichardin, récemment éditée, a de la verve sans entraînement, et s'anime de qualités tempérées, sans que son caractère, souple d'ailleurs, se courbe encore, et que sa conscience facile compose.

La résolution que prend le jeune historien de laisser comme un essai cette histoire particulière,

pour entreprendre l'histoire générale de l'Italie et de son temps, dissimule dans l'élargissement même de son dessein la première capitulation de la conscience de Guichardin. En s'élançant dans la pleine mer des révolutions italiennes, dans l'orage bruyant des chutes et des restaurations, des surprises et des catastrophes de l'Italie, il confond ses propres douleurs et celles de Florence, ses compromissions privées et ses rôles variés avec les tentatives désespérées, avec les agonies fiévreuses des autres, avec les misères et les déceptions de tous. Circonspect et clairvoyant, par tempérament et par expérience, alliant l'honnêteté et les vertus privées avec la souplesse qui sait acquérir la réputation et les honneurs, passant du service de la République à celui des Médicis, parce que sa prudence ne compromet jamais rien sans jamais rien sauver, il portera, avant tout, dans la peinture des personnages et dans le tableau des vicissitudes tragiques de son pays, l'amour de son art d'historien, comme il sait conformer sa conduite à son goût de négocier, de diplomatiser et de faire de la politique.

Condottiere, honnête et fidèle d'ailleurs, en diplomatie, c'est un dilettante dans son *Histoire d'Italie.* Il racontera, en homme qui les connaît à fond et les apprécie, les perfidies, trahisons, violations du droit des gens, et condamnera avec une indignation décente les crimes et parricides qui sont passés en habitude. Il dira les désastres et les ruines de l'Italie comme les déceptions de ses desseins, avec la morosité d'un joueur calme qui a perdu la

partie, plutôt qu'avec la douleur poignante ou la fière tristesse d'un vaincu ou d'un patriote qui tombe. Plus préoccupé de ne rien omettre des innombrables détails de cette histoire que d'en faire ressortir les traits, et de pénétrer les vrais motifs des actions des hommes que de les juger, attentif surtout à faire, par la méthode d'exposition et l'élégance de l'expression, un tableau digne des Anciens, il ne se doutera pas que c'est par le dehors et non par le dedans qu'il leur ressemble, et qu'il lui manque l'émotion contenue d'un patriotique amour, ou l'indignation d'une âme libre et généreuse. « On peut apprendre chez lui, dit Montaigne, la vérité des affaires de son temps ; il n'y a aucune apparence que, par haine, faveur ou vanité, il ait déguisé les choses ; mais, quand de toutes les actions, pour belles qu'elles soient, il en rapporte toujours la cause à quelque occasion vicieuse ou à quelque profit, il est à craindre qu'il n'y ait un peu du vice de son goût ; et peut être advenu qu'il ait estimé d'autrui selon soi. » C'est en se dépeignant ainsi lui-même qu'il nous fait d'autant mieux connaître son temps. Mais c'est par là aussi qu'il n'est qu'homme et historien de second ordre, s'il ne faut ranger dans le premier que ceux qui dépassent leur temps.

Machiavel et Guichardin sont les deux premiers des modernes qui, par leurs considérations sur l'histoire ou leurs réflexions sur les événements contemporains, méritent le nom de publicistes. Guichardin a cru devoir faire ses réflexions sur les *Discours*

de son compatriote sur *Tite-Live*. Consultés, directement ou sous-main, par des souverains, par Léon X, entre autres, sur la conduite à tenir dans de certaines circonstances, ou sur des réformes à opérer dans le gouvernement d'un État, ils ont rédigé des consultations, des mémoires, des discours fort semblables aux brochures d'aujourd'hui, ou à nos articles de revues et de journaux [1]. Chacun d'eux a dressé, pour Florence, un plan de constitution. Enfin, ils ont écrit des traités spéciaux sur des matières d'État. C'est là qu'éclatent leurs différences; la principale y est celle du génie au talent.

Les jugements de Machiavel transpercent l'Église pour aller jusqu'à la religion. Si, dans ses conversations familières, il plaisante parfois avec cynisme sur le dogme, dans ses considérations politiques il envisage simplement le christianisme comme un moyen de gouvernement. Guichardin ne ménage, pas plus que son contemporain, les prêtres de son temps; il dénonce leurs vices, il désire leur ruine. Il ne cache pas qu'il voudrait être délivré de leur tyrannie. Mais il ménage la foi, il lui garde toujours un respect d'habitude et de convenance. « Ne combattez jamais contre la religion, dit-il, c'est une chose qui a trop de force dans les esprits vulgaires. » Si, en morale privée, Guichardin est plus austère; en morale politique, je ne vois qu'une différence de tempérament et d'accent entre Machiavel et lui. Tous les deux font passer l'utile avant

[1] Guicc., *Op. ined.*, t. Ier. Ricordi, e discorsi politici.

l'honnête, et sacrifient le choix des moyens au succès. Machiavel dresse la théorie de cette politique: Guichardin en débite les recettes; le but du premier est plus haut, il y va par des moyens violents; le but du second est plus rapproché, il y tend par des voies détournées. Machiavel conseille à son prince de violer ses serments s'il est nécessaire; Guichardin lui recommande, s'il veut tromper ses adversaires, de commencer par tromper ses propres ambassadeurs. Donnent-ils de bons et honnêtes conseils aux souverains: ceux de Machiavel sont tout virils, et quelques-uns excellents; ceux de Guichardin souvent mesquins et vulgaires. Peut-être Guichardin, avec ses mœurs si régulières et son affabilité dans le privé, a-t-il plus trompé, plus menti dans la vie publique que le brusque et cynique Machiavel.

Pauvre, Machiavel est pour le parti démocratique; mais il userait volontiers de la dictature en faveur de son opinion. Riche, Guichardin est partisan d'une république aristocratique, mais il permet à l'homme de bien et au bon citoyen de servir le tyran s'il ne dépasse pas certaines bornes; « car, » dit-il, « à quels excès n'ira-t-il pas, s'il n'a autour de lui que des méchants! » Machiavel cherche à servir un autre gouvernement que le sien, parce qu'il ne connaît que l'art de gouverner; Guichardin y consent parce « qu'on ne saurait se passer de l'autorité une fois qu'on l'a exercée ». Consultés tous deux par les Médicis qui veulent exercer le pouvoir à Florence, en se couvrant d'une constitution, ils diplomatisent,

rusent également et cherchent à abuser leurs patrons en rédigeant, l'un une constitution compliquée qui menait à la démocratie, l'autre une constitution équilibrée qui menait à l'aristocratie, et dans laquelle chacun espérait avoir sa place. Les Médicis n'ont confiance ni à l'un ni à l'autre, et accommodent leur constitution à leur dessein de rester seuls maîtres [1].

Comme Italien, Guichardin tient surtout pour le sentiment local, l'esprit de province ; il voit le salut et la paix de l'Italie dans l'équilibre de ses différents États et dans la confédération. Il serait l'homme des temps pacifiques, faciles, heureux. L'esprit national, général, remplit davantage Machiavel : il saluerait avec joie le fort chasseur, le Nemrod qui réunirait toutes les provinces de l'Italie sous une tyrannie unitaire qui la débarrasserait de l'étranger. C'est l'homme des temps difficiles, fait pour la lutte et la guerre.

En somme, l'un, peuple, matérialiste, désordonné dans sa conduite, hardi dans sa pensée, est un démocrate, un radical, un unitaire ; l'autre, bourgeois, sceptique, régulier dans ses mœurs et tempéré dans ses conceptions, est un constitutionnel, un doctrinaire, un fédéraliste : Machiavel, l'homme de Jules II ; Guichardin, l'homme des Médicis ; tous deux aimant la liberté et la patrie, celui-là avec des façons emportées de tribun, et celui-ci avec les manières adoucies d'un parlementaire. Guichardin regrette

[1] Guicc., *Op. ined.*, Ric., 100, 181, 220, 228.

d'avoir vécu dans un temps où il a eu la douleur de voir périr la liberté et l'indépendance. « Je ne veux pas empêcher, dit-il une fois, ceux qui sont enflammés de l'amour de la patrie de se mettre en péril pour la rendre à la liberté ; mais est-il utile de tant se fatiguer pour des révolutions qui ne font que changer les vices des hommes ; et quel bénéfice recueilles-tu si le mal que te faisait Pierre, c'est Martin qui te l'inflige ? » De quelle autre manière en parle Machiavel [1] ! « Avez-vous observé, » dit-il, « combien, dans une ville qui a vécu libre, le nom de la liberté est vivant ? Il n'est force qui le dompte, longueur de temps qui le consume, mérite qui le balance... Que le temps ne suffise pas à consumer l'amour de la liberté, c'est très-certain, car on voit souvent la ressaisir ceux qui ne l'ont jamais goûtée, et cela, parce qu'en vertu du souvenir que leurs pères leur avaient laissé, ils l'aimaient. » Et ailleurs, à la fin de son beau *Dialogue de l'art de la guerre :* « Celui-là qui méprise ces conseils, s'il est un prince, méprise son État ; s'il est un citoyen, méprise sa cité. Pour moi, j'ai le droit d'accuser la fortune ou de me les avoir fait connaître, ou, l'ayant fait, de ne pas m'avoir mis à même de les pratiquer. Ah ! si j'avais été à la tête d'un État, j'aurais montré la vertu de ces institutions antiques, j'aurais su le défendre avec gloire, ou du moins succomber sans infamie ! »

L'Italie du seizième siècle ne pouvait produire

[1] Guicc., *Op. ined*, t. I ; Ric., p. 180, 181 ; Mach., *Stor. fior.*, liv. II, *Art de la guerre, in fine.*

que la poésie moyenne, spirituelle, charmante ou badine, comme aux époques raffinées et corrompues. Dans un temps où Guichardin eut beaucoup de peine à se procurer un exemplaire de Dante, les grandes tentatives épiques ou dramatiques avortent comme les grands desseins politiques.

L'admiration qu'on gardait pour l'antiquité latine allait encore souvent jusqu'à l'abdication des croyances, des sentiments et de la langue de l'Italie moderne. On comprend que Sadolet ait célébré en beaux vers latins la découverte du Laocoon. Comment ne pas sourire de voir, dans le poëme de Sannazar sur l'*Enfantement de la Vierge*, les Muses présider aux douleurs mystiques de la Mère du Sauveur, et le changeant Protée prophétiser Jésus-Christ! Le plus célèbre poëte latin de ce temps, Vida, avait débuté par un poëme sur le jeu des échecs. Sous sa plume, les rois, les reines, les fous et les cavaliers de bois, étaient autant de héros qui intéressaient les dieux à leurs luttes, à leurs triomphes, à leurs défaites, aux émouvantes péripéties de leur homérique bataille. Léon X croit devoir fournir au poëte un sujet plus digne de son talent en lui commandant sa *Christiade*. Vida se met à l'œuvre; il évite l'écueil contre lequel avait échoué Sannazar; mais il prend le bonnet du théologien, revêt la robe doctorale de saint Thomas, s'égare dans les dédales de la scolastique, et ni l'art de Virgile qui le guide, ni la langue qu'il parle, ne le sauvent de la froideur et de l'ennui. La foi n'y est point, et le talent ne l'a point remplacée. C'est aux hardiesses tour-

mentées ou aux profondeurs créatrices de la réforme, à Milton et à Klopstock, qu'il faudra demander le poëme vraiment chrétien.

En langue italienne, au moins, le Trissino a la bonne volonté de faire un poëme national : *l'Italie délivrée des Goths*. Mais il emprunte son sujet à une époque de décadence, à l'empire Byzantin; le pâle Justinien et la comédienne couronnée Théodora, voilà ses dieux ; quel héros que ce Bélisaire, capitaine de théâtre et mari dupé, et cette Antonine, échappée des planches dans les camps! Le siége de l'obscure et tremblante Ravenne, dont les portes tombent devant une perfidie qui eût fait rire Machiavel, est une péripétie plus ridicule que tragique. « Maudit soit le jour et l'heure,» s'écrie Trissino, « où j'ai pris la plume et n'ai pas chanté Roland ! »

Sia maladetta l'ora et il giorno, quando
Presi la penna e non cantai l'Orlando.

Roland ! tel est le seul héros qui suscite encore un vrai poëte, mais pour railler, dans le monde aimable de la féérie, les rois et les chevaliers, les papes et les moines, l'amour et le plaisir, la fidélité et le parjure, la religion et la mythologie, Dieu et les dieux. Ce prudent et sage courtisan qui ne prenait, de l'antiquité, que juste ce qu'il fallait pour la bien goûter, et ne demandait des grands que de quoi vivre à l'aise, ce compagnon aimable et badin, publiait sa charmante et burlesque épopée de la folie

de Roland, l'année même de la bataille de Marignan; et le cardinal Hippolyte d'Este ne pouvait s'empêcher de s'écrier dans le moment : « Eh ! messire Arioste ! où avez-vous pris tant de balivernes ? »

Après tout, ces grands efforts des souverains et des papes qui aboutissent à de si minces résultats, ces batailles sans lendemain, ces royaumes et ces duchés, si tôt conquis et si vite perdus, ces usurpations, ces tiares achetées, ces chapeaux de cardinaux vendus, ces conciliabules et ces congrès, ces ligues et ces contre-ligues, ces fêtes brillantes, ces entrevues menteuses, ces décorations splendides, ce goût de jouir du temps présent ; tout cela était-il plus sérieux que cette lanterne magique où l'Arioste, de sa baguette, mêlant le ciel et la terre, l'Europe et l'Asie, les chrétiens et les mécréants, les saints et les géants, nous montre un paladin qui renverse une armée de sa lance, un hippogriffe qui escalade la lune, une couronne conquise dans un tournoi, et tous ces preux chevaliers et ces belles damoiselles qui parcourent l'univers, la terre et la nue, les palais et les cellules, les jardins et les déserts, pour se chercher et se pourfendre, ou se réconcilier dans l'embrassement d'une immortelle jeunesse et le perpétuel printemps d'un monde imaginaire ? Et l'Arioste ne croyait-il pas avoir raison de laisser planer son esprit dans ces riantes chimères, plutôt que de se morfondre, comme Machiavel, dans l'abîme sans fond de la politique du désespoir ?

Tout poëte dramatique aussi qui veut chausser le cothurne tombe, comme Ruccellaï, avec sa tragédie

de *Rosmunda* et le Trissin avec celle de *Sophonisbe.* Il faut rire même avec cynisme ou avec amertume pour avoir du succès. Et là, c'est encore Machiavel qui l'emporte sur les autres, parce qu'en imitant les anciens il reste original et jette dans leur cadre des peintures contemporaines. Dans *Belphégor*, cet archidiable, condamné à venir sur cette terre tâter du mariage, et qui préfère retourner dans « l'autre enfer », il pare des grâces de Boccace les caprices altiers et le luxe ruineux des Florentines de son temps. Le sceptique Lucien lui prête son imagination fantasque pour parodier Dante dans *l'Asino d'oro.* Dans la *Comédie sans titre*, Frère Alberigo, coquin enfroqué, goinfre, libidineux, hypocrite et entremetteur, peint, avec les traits des *Fabliaux* du moyen âge, le moine du seizième siècle, trop familièrement compromis avec la vie publique et privée. La *Clizia*, empruntée à Plaute, cette pupille, soustraite par la ruse hardie d'une bonne et joyeuse commère florentine, au mariage intéressé que lui veut faire contracter son mari, est une scène bourgeoise dont les personnages étaient vivants. Enfin, inspirée d'Aristophane, la *Mandragore*, recette pratique pour susciter une postérité aux ménages mal assortis, atteint le modèle pour la licence hardie, et nous donne une idée des mœurs et du langage de la société du temps.

Sous tous ces déguisements, Machiavel est encore lui. On lui reprocherait à tort de ravaler son génie à ces balivernes. Il reparaît souvent, au milieu de ses gaietés en apparence les plus risquées, par des éclairs tonnants qui déchirent les voiles et révèlent

cette société déclinante à elle-même. Il fait trêve aux plaisirs d'une nuit dont la nymphe de l'*Ane d'or* le gratifie, au palais de Circé, pour s'élancer « d'une pensée à une autre », jusqu'à ces hautes réflexions qui lui expliquent la chute de sa patrie ; et, dans la préface d'une de ses comédies, il s'écrie : « Est-ce ma faute à moi si je ris et si je chante, et si l'on ne me laisse pas d'autre voie pour répandre ma douleur et mes larmes ? »

Quelle belle Rome d'ailleurs Léon X s'efforçait de donner à l'Italie et à la chrétienté, en bâtissant lui-même et en poussant les cardinaux et les riches Romains à bâtir ! Et combien les richesses, la pompe, l'élégance de la vie dans les palais nouveaux, et même au Vatican, contribuaient à distraire, à éblouir les esprits ! Un ambassadeur vénitien nous a dépeint Rome à cette époque ; et les chefs-d'œuvre des arts qu'elle a laissés nous parlent encore de son goût et de sa splendeur.

Rome avait déjà secoué le linceul de poussière qui la recouvrait encore au commencement du pontificat de Jules II ; grâce à l'éclat de la cour pontificale et aux travaux qu'on poursuivait partout, la population était devenue industrieuse et avait augmenté d'un tiers. Les anciennes églises étaient déblayées, réparées, embellies ; de nouvelles s'élevaient ; et les élégantes façades de nouveaux palais, entourés de jardins, se dressaient de tous côtés. *Saint-Paul hors des Murs*, aujourd'hui rebâtie après un incendie, était encore la vieille basilique soutenue de ses belles et hautes colonnes. Mais *Saint-*

Jean de Latran, toute pleine de reliques, s'embellissait de porphyre, de serpentin et d'albâtre, pour encadrer dignement le baptistère de Constantin, soutenu de ses vingt-deux colonnes de fin porphyre. Dans *Sainte-Marie-Rotonde* (Panthéon), où l'on descendait plusieurs marches par une porte de bronze, dont Léon X avait ravi pour le Vatican les clous d'or, les autels du pourtour étaient en réparation. Monseigneur Bernardino Carjaval, cardinal de Sainte-Croix, ornait à ses frais l'église de *Sainte-Croix de Jérusalem* de si belles mosaïques, dit notre témoin, qu'on aurait pu en prendre les morceaux pour les enchâsser dans des anneaux [1].

A côté de l'église de Saint-Marc, réparée aussi récemment par le Vénitien Paul II, se dressait le nouveau palais qui servait de résidence à l'ambassade vénitienne. Parmi les plus belles résidences, on comptait celles du cardinal Saint-Georges et du cardinal Grimani, au milieu de beaux jardins plantés d'orangers, de lauriers et de cyprès. Au Capitole, dont on voyait encore beaucoup de restes, était le beau palais du sénateur, qui contenait déjà nombre de statues de marbre et de bronze, entre autres le *torse* tant admiré de Michel-Ange et la louve allaitant Romulus et Rémus; on ne parcourait point la ville sans rencontrer enfin quelque monument déblayé, comme les thermes de Titus, qui révélèrent à Raphaël l'art de l'ornementation, ou des chefs-

[1] Voir la relation de Marco Dandolo. Arch. vén., liv. II, t. III, p. 92 et suiv.

d'œuvre antiques qu'on attribuait, comme ceux du *Monte-Cavallo*, à Phidias ou à Praxitèle.

Mais c'était dans le *Borgo* que s'entassaient alors les nouvelles merveilles. La façade, l'immense nef de Saint-Pierre, à laquelle travaillait Raphaël après la mort de Bramante, étaient, dit l'ambassadeur vénitien, entièrement terminés. « Nos neveux seulement, ajoute-t-il, verront s'élever la voûte. » Mais il y voit exposés déjà dans leurs reliquaires et sur leurs beaux autels la tête de saint André, le fer de la sainte lance, le suaire de sainte Véronique; il accomplit ses dévotions devant ces témoins et s'écrie : « Il a le cœur bien dur, qui voit cela et n'en est pas ému! »

Le palais du Vatican était, surtout pour les appartements intérieurs, dans toute sa splendeur, et l'édifice et les jardins du Belvédère achevés. On ne pénétrait au palais, et de chambre en chambre, qu'à travers une superbe garde de Suisses à la livrée blanche et jaune, et la hallebarde en main. La grande salle du consistoire était fraîchement décorée. Le trône du pape, haut de quatre pieds, couvert de velours blanc broché d'or, se dressait au fond sur une estrade revêtue de tapis, et au-dessous d'un baldaquin richement frangé d'or. C'est là que Léon recevait dans les grandes cérémonies, sous sa mitre éclatante de pierres précieuses, et dans son riche pluvial d'or. Sur les marches de l'estrade étaient les évêques et archevêques romains, assis au-dessus les uns des autres, selon leurs rangs; puis sur deux bancs parallèles partant de l'estrade, dans la longueur de la salle, les cardinaux assis avaient chacun

un tabouret devant eux pour leur caudataire ; dans l'intervalle de cette double rangée, les familiers du pape, sous leurs vêtements d'écarlate, restaient accroupis sur des coussins verts, et les ambassadeurs, les princes et seigneurs, debout à droite et à gauche de l'estrade pontificale, et le long de la muraille, laissaient encore entre eux et les cardinaux un intervalle où se pressait la foule.

Raphaël venait de décorer les deux chambres les plus voisines, destinées, l'une à la *Signature*, l'autre au repos du pontife. Qu'on s'y figure ses chefs-d'œuvre dans tout l'éclat de leur fraîcheur et au milieu des riches tentures et de l'ameublement luxueux dont Léon X les avait encore relevés. Dans la salle de la *Signature*, tapissée toute de soie, garnie de riches tabourets, se dressait une chaire recouverte de velours cramoisi brodé d'argent, aux armes des Médicis, et surmontée d'un baldaquin broché d'or. L'autre chambre, richement tapissée aussi, contenait un lit de parade, avec le ciel et les pieds d'or, les riches et larges courtines dorées, et auprès un fauteuil de damas blanc broché également d'or.

Dans la première de ces salles, Raphaël avait déjà fait, sous le pontificat précédent, la *Théologie*, où s'accomplissait le grand mystère et où figuraient tous les docteurs; et la *Jurisprudence*, où Jules II remettait les *Décrétales* à un avocat consistorial, et Justinien les *Pandectes* au jurisconsulte Tribonien. Il acheva surtout pour Léon X la *Philosophie* ou l'*École d'Athènes*, et la *Poésie* ou le *Parnasse*. La vue de cette assemblée de sages, sous un ciel d'azur et

un élégant portique de marbre, chacun à sa manière, méditant ou contemplant le vrai ou le beau, donnait l'idée du pur idéal et transportait dans le monde de l'Éternel, qui ne connaît ni la succession des temps ni le trouble du mouvement. En regardant l'Apollon Musagète, qui inspire ses sœurs au sommet du Parnasse et les poëtes ses frères, on croit entendre comme un chœur harmonieux dont la pénétrante tendresse relève encore la suave sérénité d'un Olympe incorruptible. La Philosophie en face de la Théologie, et la Poésie en face de la Jurisprudence, réunies dans cette incomparable salle, réalisaient dans l'art l'union qu'avait rêvée le philosophe de la Renaissance, Marsile Ficin, entre le saint et le beau, la foi et la raison, associées aussi dans une certaine mesure par le libéral esprit de Léon X.

La seconde salle, au lieu de peintures allégoriques qui sont de tous les temps, rappelait à Léon X les événements tragiques et les luttes animées du temps présent. Ces grandes pages d'histoire montrent par leur sujet même de quelle quiétude et de quelle confiance Léon X jouissait encore, à la veille de grands orages ! Mais aujourd'hui l'illusion n'est plus permise. Le *saint Léon* avec les traits de Médicis, *arrêtant Attila,* ou l'*Héliodore chassé du temple*, ne nous laissent pas oublier que le pape qui les avait commandés recevait en vaincu à Bologne le conquérant du Milanais ; et le *Miracle de Bolsena*, où le moine est frappé de conversion par la transmutation visible des espèces dans l'hostie consacrée, nous rappelle involontairement l'audacieux moine alle-

mand, qui niait alors dans sa réalité le miracle immortalisé par le pinceau. Léon X faisait peindre *saint Pierre sauvé de prison par des anges*, en souvenir de la délivrance qu'il avait due lui-même au dévouement ingénieux d'une belle dame et d'un condottiere, quand il était captif des Français. Pouvait-il se faire toujours illusion lui-même sur les périls qui menaçaient la barque maintenant si brillante, et toute chargée d'or et de pierreries, du pauvre pêcheur auquel Raphaël avait donné ses traits?

Mais le brilland et fécond artiste prêtait son rapide crayon et ses riches couleurs, sans autre souci que l'art, au sacré et au profane. Aux frais du riche banquier Agostino Chigi, il ornait aussi bien la basilique de *Sainte-Marie de la Paix* que la salle à manger somptueuse du palais qui devait devenir celui des Farnèse. Et après avoir contemplé, avec une émotion muette, sa belle et suave *Descente de la croix*, ses calmes et radieuses sibylles, ses madones brillantes d'une pureté toujours vierge, et ses anges souriant d'une éternelle innocence, tous ses contemporains aussi, clercs ou laïques, cardinaux ou seigneurs, pouvaient aller admirer, dans les riches appartements de Chigi, au-dessus de la table chargée de vaisselle d'or et de poissons monstrueux, au milieu des guirlandes voluptueuses et des fantasques arabesques, les joyeuses légendes et les lutineries païennes des dieux dans les bosquets aériens de l'Olympe : les *Grâces nues*, souriant au banquet, *Pâris* et les *déesses*, *Psyché* soutenue dans les airs par les

Amours, ou l'aimable *Galatée* enlevée par un *triton*. Le paganisme, chanté par les poëtes, admiré dans les monuments et dans les chefs-d'œuvre, renouvelé par la peinture, invitait à la sensualité ce siècle que retenait à peine une religion rendue aussi, par l'art, plus pompeuse et plus sensible. Il flottait indécis, tourmenté, tour à tour ravi en extase ou en joie, entre le ciel et la terre, les madones et les déesses, les anges et les amours, Dieu et les dieux, que séparaient à peine, parfois, les parois d'une muraille, et que distinguaient seulement dans l'ampleur ou la plénitude, la majesté ou la grâce, la force ou la jeunesse de leurs formes, le vêtement, les attitudes, l'expression, les scènes et le fond des tableaux.

Les *loggie* et les galeries voûtées du Vatican, décorées d'ornementations aujourd'hui effacées, et exposant aussi çà et là dans des chambres d'autres chefs-d'œuvre de Raphaël ou de ses élèves, conduisaient au Belvédère, édifice préféré de Léon X, dont le triple rang de galeries superposées devait contenir des merveilles.

Au rez-de-chaussée, le Belvédère donnait accès par douze portes, plus tard murées, dans un jardin planté de lauriers, d'orangers, de cyprès et de mûriers, avec un petit monticule ménagé pour la vue et une riche chapelle pour la prière. L'ambassadeur vénitien y vit les deux beaux marbres antiques qui représentent le Tibre et le Nil, l'Apollon, dit-il, « connu du monde entier », la Vénus *Callipyge* et le groupe de Laocoon « auquel il ne manque que la

vie (*lo spirito*) ». Léon X, qui n'avait pu refuser, à Bologne, de promettre ce groupe à François Ier, en faisait faire alors secrètement une copie qu'il lui destinait; les deux enfants étaient déjà faits. Mais, ajoute naïvement l'ambassadeur : « Le maître, quand il vivrait encore cinquante ans et ferait cent ouvrages pareils, ne pourrait jamais rien réussir qui l'égale. »

Le premier étage à balcons du Belvédère avait vue sur les prairies, collines et jardins environnants. D'en haut, il découvrait toute la cité, divisée encore par des murs et des créneaux en trois cités, le fleuve, les monuments anciens et nouveaux, les ruines branlantes et moussues, les palais neufs et brillants, « *e molte altre belle cose* », c'est-à-dire une campagne brûlée qui commençait déjà à s'enfricher de plantes maigres et jaunes et d'arbustes rabougris, mais où s'élevaient çà et là, près de môles de briques ou d'anciennes ruines devenues des forteresses féodales, dans les vignes et les ormeaux, de fraîches villas, comme la solide maison circulaire et la *loggia*, où Jules II aimait à venir respirer l'air libre avec ses cardinaux et ses condottieri, et la *Vigna de' Medici*, la *Magliana*, plus élégante et plus spacieuse où Léon X venait se distraire avec ses lettrés et ses bouffons; le tout enfermé sous un ciel rubescent par le cadre classique des montagnes bizarres et violacées de l'ancien Latium.

C'est dans cette Rome, dans ce Vatican, dans ces vignes, dans cette campagne, que le pontife de l'Église, le Mécène de l'Italie, donne le ton à son temps. A Saint-Pierre, il officie le dimanche avec

majesté, prête attention au sermon qui ne doit pas être de plus d'une demi-heure, et écoute avec complaisance la musique un peu profane d'Alexandre Mellini. Car il remplit décemment ses devoirs de pontife, celui qui fonde l'hospice des incurables de *Sainte-Marie* et ouvre un asile aux *filles repenties* sous la protection de sainte Madeleine.

Au palais du Vatican, en semaine, le pape s'éveille assez tard; le premier qui entre dans sa chambre est Giovan Matteo, secrétaire du cardinal de Médicis, qui lui apporte de la part de son maître, sur qui repose vraiment tout le gouvernement, les affaires à expédier. Le dataire vient ensuite avec la feuille des bénéfices; il tient le département de la faveur et de la finance. Le pape va alors à basse messe, donne audience, passe à table, puis joue volontiers à prime. S'il n'y a pas grand gala et fête, le repas est simple; le mercredi et le samedi, le pape mange *cose quadragesimali;* le vendredi on ne lui sert que des légumes, des fruits et des pâtes, rien autre chose; mais il dit souvent après avoir bu : « Un grand verre donne bien la réplique, servez-m'en un autre. » Le reste de la journée, le pape, à l'ordinaire, se livre, dans ses appartements, au milieu des érudits, des poëtes, des artistes, des gens d'esprit, des musiciens, des bouffons, à des conversations de lettres et d'arts, parfois sérieuses et élevées, souvent légères. Il parle beaucoup, et bien, et de tout, mais d'une humeur parfois capricieuse. Il se fait lire un jour l'*Introduction* de Paul Jove, qui rabaissera l'histoire après Guichardin, et la

compare à Tite-Live; et, le lendemain, il donne cinq cents sequins pour une épigramme et cent ducats à celui qui a chanté avec lui.

Les grands jours de réception et de fête, tout le Vatican est ouvert; les ambassadeurs, les cardinaux, les princes, les poëtes, les artistes, s'y coudoient. C'est la libéralité de Léon X de confondre toutes les distinctions, d'égaliser tous les rangs. Au milieu d'une foule de cardinaux et de seigneurs, Michel-Ange alors négligé, employé à des travaux ingrats, morne et seul, rencontre Raphaël dans tout l'éclat de la gloire et des honneurs, entouré de ses nombreux disciples comme d'une cour. C'étaient moins les deux rivaux que les hommes de deux générations différentes. Le représentant de la forte génération de Jules II et de Machiavel dit au contemporain triomphant de Léon X et de Guichardin : « Vous marchez avec une suite comme un prince. » — « Et vous, » dit Raphaël avec moins de douceur, « seul comme un bourreau. »

Quand les tables se dressent chez le pape ou les cardinaux, dans de somptueuses salles à manger, garnies de buffets immenses chargés de vaisselle d'argent jusqu'au plafond, soixante, quatre-vingts convives y prennent place; on y sert jusqu'à soixante-cinq mets divers et les vins les plus exquis. Les violons, luths, lyres, clavecins et fifres, interrompus de temps en temps, ou mêlés de voix humaines, relèvent les plaisirs de la table. Léon X, assis à part, accompagne à voix basse la mélodie : « Dieu soit loué, il ne nous manque rien ici, » s'écrie

Bibbiena, « qu'une cour de dames. » La chaste et sévère Vittoria Colonna, la femme du marquis d'Avalos, l'amie des vieux jours de Michel-Ange, la savante et érudite Veronica Gambara, l'élève de Bembo, la légère et rieuse courtisane Imperia, l'élève et la maîtresse de tout le monde, du bibliothécaire Beroalde et du théologien Sadolet, inhumée plus tard dans la basilique de Saint-Grégoire, n'eussent point, en effet, déparé cette cour où l'on mêlait parfois, dit un contemporain, la poussière de Vénus (*cyprium pulverem*) à la poussière olympique des lettres et des arts! Voulait-on de plus piquants plaisirs encore : Léon faisait représenter une comédie de Plaute ou de Bibbiena, ou envoyait au Capitole avec le diplôme d'archipoëte un sot versificateur, dans une cérémonie mêlée des farces du carnaval et de la pompe d'un triomphe. Et c'est le même homme, capable de cette pasquinade, qui, frappé de la mort de Raphaël, comme de la perte d'un de ses amis et d'une de ses gloires, allait à ses funérailles s'agenouiller, dans la foule pressée à Sainte-Marie-Rotonda, et baiser avec larmes la main qui avait donné à Rome, à l'Italie et au monde tant de chefs-d'œuvre!

Si peu sévère que fût cette représentation officielle de la papauté pour Léon X, il y échappait encore en automne pour se livrer au plaisir de la chasse dont il était particulièrement friand. Alors, affranchi de tout décorum, sans surplis et parfois en bottes, au grand scandale du maître des cérémonies qui nous l'apprend, il allait tendre ses filets à

Viterbe, courir le cerf à Corneto, ou jeter sa ligne dans le lac Bolsena ; il s'invitait dans les *Vignes* des cardinaux ou des châtelains ses amis, et s'abattait chez eux, comme un jour chez le gouverneur de Civita-Vecchia, avec cent quarante convives, pour lesquels il avait eu soin de commander le menu. En revanche, il recevait à la Magliana, familièrement, ses plus intimes amis, s'y distrayait de lectures variées, de musique, de bons propos, de petits vers, et quelquefois du plaisir de faire avaler à un sien bouffon, Ebrondino, glouton vorace, soixante œufs à son déjeuner, avec un gros pigeon tout d'une bouchée. Affable et libéral dans ces parties de campagne, et toujours accompagné, comme à la ville, d'un serviteur chargé d'une bourse pleine pour faire largesse ! Aussi l'aimait-on, après tout, même dans le peuple ; et, sur son passage, on s'agenouillait volontiers pour recevoir sa bénédiction, quitte à se relever en disant :

« *È una buona persona, ma ama a vivere.* »

Eh ! grand pontife ! Ce n'était plus cependant le temps de songer à ses plaisirs, à la chasse et à vivre. Les orages qui se préparaient, dans la religion et la politique, menaçaient déjà sérieusement le brillant séjour des lettres et des arts ; le trésor pontifical, épuisé par tant de prodigalités, était vide ; le prestige du Saint-Siége compromis ; et l'hôte spirituel et sceptique de Magliana, le successeur amolli de Grégoire VII et d'Alexandre III, avait

singulièrement avancé aussi la grande crise chrétienne et l'asservissement de l'Italie !

RÉSULTATS.

La fin du pontificat de Léon X, pour la gestion des finances pontificales, la religion, la politique générale et particulière, n'offre que l'application des mêmes principes de conduite, et la répétition des mêmes résultats : prodigalité, indifférence religieuse, ambition versatile ; épuisement du trésor, perte du prestige religieux, périls pour le Saint-Siége et pour l'Italie ! Seulement, la menaçante évidence de ces résultats s'accuse par des coups répétés qui font entrevoir déjà le déchirement religieux de la chrétienté et la servitude de l'Italie ; et l'éclat même des lettres et des arts, les derniers succès apparents de Léon X sur la scène, ne suffisent plus à dérober, même à des yeux peu clairvoyants, la vue de l'inéluctable destin. Il n'est besoin ici que d'indiquer des faits dont les graves conséquences dépassent la vie et le règne de Léon X [1].

A toutes les grandes révolutions, même morales, il y a souvent des causes matérielles, financières, dont il ne faut ni méconnaître ni exagérer l'importance. Léon X avait surmené par ses prodigalités de tous genres le trésor pontifical, et tendu outre mesure

[1] Nous réservons les détails de ces faits pour le volume suivant, qui traitera de l'Allemagne et de la Réforme au seizième siècle.

le système fiscal du gouvernement religieux. Il ne savait rien refuser à lui-même, à ses parents, à sa sœur Madeleine, épouse de François Cybo, à ses amis, à ses favoris, à ses protégés. Les recettes ordinaires du spirituel et du temporel de son État, les revenus traditionnels des annates et de la *Dataria*, qui distribuait les bénéfices en Europe, ne lui suffisaient plus ; le produit des créations toujours nouvelles de charges, de bénéfices, était dévoré avec la même rapidité. Un ambassadeur vénitien nous assure qu'on vendit plusieurs fois la même charge sous Léon X, et que ce pape « mit en gage ses joyaux, ses tapis, ceux mêmes qui étaient, comme on disait, la propriété du Saint-Siége, des *apôtres* ».

Léon X, en 1517, croit devoir publier dans toute l'Europe des indulgences. C'était pour achever l'édification de Saint-Pierre, de la basilique, de la métropole de la chrétienté. Il y avait longtemps que quelques souverains comme ceux de France, d'Espagne et d'Angleterre, avaient déjà mis des limites ou des empêchements à la levée des taxes directes ou des impôts indirects tous les jours croissants de la cour de Rome. Ils arrêtent cette fois encore les émissaires du pape. En Allemagne, la faiblesse du pouvoir central et l'absence d'institutions véritables livraient le pays sans défense aux entreprises romaines. Léon X avait donc déjà traité, par l'entremise de l'archevêque de Mayence, avec la maison de banque des Fugger, à Augsbourg, pour l'avance du produit de la vente, quand le moine augustin

de Wittemberg, Luther, frappe d'un premier coup le dogme et le système fiscal de cette Rome de Léon X, dans laquelle il ne voudra bientôt plus voir qu'une « Sodome et une Babylone condamnées ! »

L'année suivante, 1518, le sultan des Turcs, Sélim (le père de Soliman), vainqueur des Sophis de Perse et des Mamelucks d'Égypte, paraissait devoir retourner contre l'Europe chrétienne ses armes victorieuses. Léon X, justement effrayé, envoie des légats auprès des principaux souverains de la chrétienté, pour arrêter avec eux le plan d'une sorte de croisade, et il annonce l'intention de mettre la dîme sur les peuples chrétiens. Les souverains d'Espagne et de France consentent à la levée de la dîme, à la condition que le produit en reste entre leurs mains. En Allemagne, l'empereur Maximilien, facile encore à entraîner malgré sa vieillesse, convoque, en la même année, une diète des princes laïques et ecclésiastiques et députés de ses bonnes villes, à Augsbourg, afin d'aviser. Le pape y avait envoyé un légat, le cardinal Caietano, chargé en même temps d'interroger et de faire rétracter le moine de Wittemberg. Non-seulement le cardinal romain trouve dans le docteur Martin une résistance à laquelle il ne s'était pas attendu, mais sa proposition de dîmes soulève dans la diète un véritable orage. Ceux qui prennent la parole dans la diète ou la plume au dehors ne se font point faute de récriminations. « L'Allemagne, disait-on, voyait fuir chaque année tout son or par les défilés des Alpes, et la chrétienté n'en était ni meilleure ni mieux défendue. » — « Vous

voulez guerroyer contre les Turcs, » ajoute avec véhémence un pamphlétaire, « je loue votre idée, mais sachez que l'Infidèle n'est pas en Asie, mais en Europe; n'allez pas le chercher à Constantinople, mais bien à Rome. Vous craignez, dites-vous, les foudres de Léon X? Ah! craignez la colère du Seigneur, et méprisez celle du Florentin. »

En l'année 1519, le trône impérial était vacant en Allemagne. Deux puissants compétiteurs se présentaient aux électeurs de l'empire, réunis à Francfort. Léon X, fidèle à sa politique de double jeu, offre à l'un et à l'autre des deux candidats son appui, pour essayer d'en obtenir davantage; et quand Charles, déjà duc des Pays-Bas, roi d'Espagne, l'emporte et devient Charles-Quint, il se hâte de lui faire toutes les avances, et d'abroger même l'ancienne loi, il est vrai empruntée au moyen âge, qui interdisait, sur la même tête, la réunion de la couronne de Naples et de Sicile à celle de l'empire. L'unité de la maison d'Autriche était constituée au grand péril du Saint-Siége et de l'Italie. Un même prince régnait à Vienne, à Bruxelles, à Madrid, à Naples, et avait la prétention de régner encore à Milan; et le Saint-Siége, qui avait cru plusieurs fois faire de l'État de l'Église la citadelle de l'indépendance italienne, se trouvait entouré, de tous les côtés, par la même puissance. Léon X n'a pas l'air d'en voir ou d'en ressentir les périls. Il commande alors à Jules Romain un tableau qui devait représenter le couronnement de Charlemagne par Léon III, et convier ainsi ce jeune et nouveau souverain à renou-

veler, dans les plus mauvaises conditions, avec lui le pacte qui avait déjà été si fatal à l'Italie.

Les germes de ce redoutable avenir se développent avec une effrayante rapidité, en 1520. A la suite d'une solennelle discussion entre le novateur allemand et l'un de ses adversaires, Jean Eck, à Leipsig, Luther se sépare ouvertement de Rome, et jette, dans deux manifestes célèbres, les fondements de sa foi et de son Église. Léon X croit l'arrêter en fulminant contre lui une bulle d'excommunication. Mais le moine audacieux, opposant puissance à puissance, fait brûler, à la porte de Wittemberg, en signe de défi, la bulle et les décrets pontificaux. Enfin, à la suite du couronnement de Charles-Quint à Aix-la-Chapelle, comme pour ajouter aux soucis de Léon X, les deux grands rivaux du temps, François I[er] et le chef de la puissante maison d'Autriche, commencent, dans les Ardennes et sur les Pyrénées, cette lutte d'un demi-siècle qui devait avoir encore l'Italie pour théâtre et pour victime.

Léon X, à ce moment, semblait devoir passer pour un politique bien désabusé, qui ne rêvait plus que le repos et le plaisir, *star sui piaceri*. Il venait de perdre son neveu Laurent qu'il avait beaucoup aimé, qu'il avait marié à une princesse française, ce qui lui donnait l'occasion de réunir presque au Saint-Siége Florence, en lui envoyant pour gouverneur le cardinal Jules de Médicis. Une fille de Laurent, la célèbre Catherine de Médicis, âgée d'un an, un bâtard de celui-ci, du nom d'Alexandre, avec un autre bâtard, *Jean des Bandes-Noires*, bientôt con-

dottiere, étaient tout ce qui restait pour héritiers de la fortune de cette brillante famille. Les souverains qu'il avait connus, pratiqués, Louis XII, Ferdinand le Catholique, Maximilien, avaient disparu pour faire place à une génération nouvelle qui allait lui échapper sans doute. Le père des chrétiens pouvait essayer de reprendre tout ce qu'avait perdu le chef de famille; mais l'ambition politique n'avait pas encore complétement abdiqué dans Léon X. Il le montre encore en 1521, l'année même où la mort le surprend.

Au moment où la lutte de François I[er] et de Charles-Quint devenait sérieuse et menaçait l'Italie, le pape croit, par un coup habile, raffermir la religion menacée et rétablir sa fortune. L'empereur Charles-Quint tenait alors une grande diète à Worms, en Allemagne, pour y juger Luther et obtenir des États des subsides et des hommes pour la guerre contre la France. Après avoir assez longtemps hésité entre les deux adversaires, Léon réussit par l'entremise de ses deux légats, Caraccioli et Campeggio, à signer avec Charles-Quint une alliance pour la reprise du Milanais, et il obtient de lui la mise de Luther au ban de l'empire. L'arrêt de ban et le traité sont de la même date. Le Saint-Siége en espérait la fin de l'hérésie, et, avec la restitution du Milanais à un Sforza, la recouvrance de Parme et de Plaisance, ses villes tant regrettées.

Gâté jusqu'au bout par la fortune souriante qui le traitait comme il traitait les autres, « en promettant beaucoup et en tenant peu, » Léon X put mourir en croyant avoir réussi. Il vit assez pour apprendre

que Luther, condamné solennellement à Worms, reprend, proscrit, menacé du bras séculier, le chemin du village où il était né. Il avait ramassé assez d'argent encore pour faire sortir de la retraite et jeter dans le Milanais le vieux Mathieu Schinner et six mille Suisses contre les Français, tandis qu'une armée espagnole et pontificale, sous le commandement du cardinal Jules de Médicis et du condottière Prosper Colonna, sortait des États de l'Église pour entrer en Lombardie. Retiré à Magliana, déjà atteint d'infirmités précoces, il suivait avec anxiété cette campagne conduite par deux cardinaux, à la tête de troupes suisses et espagnoles, contre le gouverneur du Milanais pour la France, Lautrec, laissé alors sans argent, à ses seules forces. Il avait toujours conservé, au fond, un vieux levain de haine contre les Français. Le frère du gouverneur de Milan, Lescun, avait encore ravivé tout récemment ces ressentiments en disant qu'il ne resterait bientôt plus du pape que l'oreille ; et, dans ses rêves de revanche et d'ambition, le pape voyait déjà le cardinal Jules de Médicis à la tête d'un duché formé de Parme, de Plaisance et peut-être de Ferrare.

Léon X se repaissait de ses chimères, quand, le 23 novembre, un courrier vint à Magliana lui annoncer que, par suite d'un bonheur inespéré, Lautrec abandonné, surpris, avait vu les alliés passer l'Adda au milieu de la population soulevée, et entrer dans Milan. Les troupes pontificales étaient elles-mêmes, déjà, dans Parme et dans Plaisance. La fortune revenait donc aux Médicis. Le pape,

dans sa joie, annonça qu'il partirait immédiatement pour Rome, en disant : « Les Français et les Vénitiens ne nous l'ont pas encore assez payé. » Paris de Grassis, le maître des cérémonies, demanda s'il fallait célébrer, le lendemain, des messes d'actions de grâces, « ce qui n'était point la coutume, à la suite de combats entre chrétiens, à moins que l'Église n'en eût retiré quelque avantage. » — « J'ai retrouvé, » dit le pape, « un bon trésor. »

De quel trésor Léon voulait-il parler ? De son pouvoir spirituel compromis ? Mais, tandis que Luther était au fond d'un château de la Thuringe, à l'abri du bras séculier, la nation allemande commençait à se séparer, elle-même, de Rome. L'opposition d'un homme était devenue celle d'un peuple. Est-ce à Parme et à Plaisance que Léon voulait faire allusion ? Comment croire que Charles-Quint, maître de la Lombardie et du royaume de Naples, voudrait contribuer sérieusement à agrandir les États de l'Église et donner des garanties à l'indépendance de la péninsule ?

L'antipape et ses docteurs rebelles, qui avaient été prédits, à Florence, par un pauvre moine franciscain affolé, Léon X l'avait déjà vu à l'œuvre, brûlant ses propres bulles ; et il n'avait pas pu éteindre l'incendie. Le Franciscain avait annoncé bien d'autres malheurs, le ravage de l'Italie, la dépopulation, la prise et le sac de Rome. Un succès éphémère semblait encore écarter ce terrible avenir. Ces catastrophes, arrivées quelques années après, n'affligèrent, en effet, qu'un autre Médicis, Clément VII. Léon X

fut assez heureux pour ne pas les voir ; mais ne furent-elles point amenées par les événements accomplis déjà sous son pontificat ?

Ce fut une vraie douleur que celle de Rome, cependant, quand elle apprit la mort subite du pape, enlevé quelques jours à peine après son retour à Rome, par une maladie qu'on avait crue sans danger. Les imaginations de ce peuple étaient si malades, qu'on crut encore à un empoisonnement. Un échanson du pape eût été victime de la fureur populaire, s'il n'avait été sauvé par l'intervention du cardinal Jules de Médicis. La chrétienté aussi, affligée et respectueuse, crut voir disparaître avec Léon X quelque chose de grand ; et la postérité, elle-même, témoin des conséquences funestes du pontificat de ce brillant Mécène, a toujours montré pour lui une juste indulgence. C'est la récompense méritée que les lettres et les arts assurent souvent à ceux qui les aiment.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

SEIZIÈME SIÈCLE

ITALIE ET RENAISSANCE

II.

LE XVIe SIÈCLE, 1492-1521.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.